

# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**18<sup>e</sup> Législature — 2<sup>e</sup> session**

**Vol. 1 - Séances du 10 janvier au 10 mars 1933**

**1933**

**Texte établi par Nathalie Cartier**

---

**Orateur : l'honorable Télesphore-Damien Bouchard**









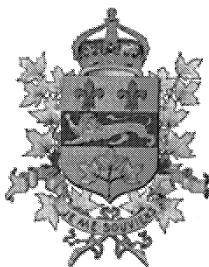
**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**18e Législature - 2e session**

**Vol. 1 - Séances du 10 janvier au 10 mars 1933**

**1933**





# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**18<sup>e</sup> Législature — 2<sup>e</sup> session**

**Vol. 1 - Séances du 10 janvier au 10 mars 1933**

**1933**

**Texte établi par Nathalie Cartier**

---

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

## Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.  
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

<b>Direction:</b>	Jean Chabot
<b>Recherche et reconstitution:</b>	Nathalie Cartier Josée Levasseur
<b>Introduction:</b>	Christian Blais
<b>Traduction:</b>	Mathieu Boily Tony Gagnon Marcelle Tardif
<b>Révision et édition:</b>	Michel Rhéaume Donald Chouinard
<b>Indexation:</b>	Rénald Buteau
<b>Collaboration:</b>	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés  
Dépôt légal – 1er trimestre 2010  
Bibliothèque et Archives nationales Québec  
ISBN 978-2-551-23914-6  
ISSN 0847-4273  
15 \$

### **Note de l'éditeur**

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : [reference@assnat.qc.ca](mailto:reference@assnat.qc.ca)



## Introduction historique

### Le Québec, le Canada et le monde en 1933

La situation se dégrade dans tous les secteurs de l'activité économique au Québec en 1933; seule l'exploitation aurifère fait figure d'exception. L'industrie, le commerce et le monde des affaires en général font face à la surproduction, à la déflation et à la fermeture des marchés : « bien peu nombreux sont ceux de nos industriels, de nos marchands – peut-on lire dans le *Monde Ouvrier* – qui parviennent à mettre les deux bouts ensemble<sup>1</sup>. » Ailleurs dans l'échelle sociale, la grande dépression et la misère qui en découle affectent non seulement les ouvriers, mais aussi les cols blancs, les petits rentiers, les cultivateurs et les colons.

« La province de Québec fait face à une situation sans précédent. Nous sommes débordés de chômeurs », rappelle le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau aux députés réunis à l'Assemblée législative. (12 janvier) On estime que le taux de chômage atteint près de 27 % dans la province en 1933 et que ce taux dépasse les 30 % à Montréal<sup>2</sup>. Pour venir en aide aux sans-emploi, les trois paliers de gouvernement, à partir de 1932, privilégient désormais les secours directs aux travaux publics, considérés comme étant trop onéreux.

En 1933, la charité privée demeure tout de même « le grand moyen d'aider les malheureux à supporter patiemment la crise », d'affirmer le premier ministre. (12 janvier) Les chômeurs catholiques, contraints à la privation, obtiennent le secours direct par l'entremise « des mains discrètes d'un officier de la Saint-Vincent-de-Paul<sup>3</sup> », et ce, depuis 1931; semblables organismes viennent en aide aux démunis des autres confessions. Or, ces organismes ne suffisent plus à la tâche et, pour comble, leur mode de gestion est dénoncé par les vérificateurs gouvernementaux<sup>4</sup>.

Le 1<sup>er</sup> avril 1933, la Société Saint-Vincent-de-Paul cesse la distribution de l'aide gouvernementale<sup>5</sup>. Ce seront les municipalités qui, dorénavant, se chargeront de délivrer les secours directs financés encore par les gouvernements fédéral, provincial et municipal. D'après le ministre des Travaux publics, Joseph-Napoléon Francoeur, 50 000 familles – soit 400 000 personnes – reçoivent alors des secours directs dans la province. (9 mars)

La ville de Saint-Hyacinthe s'en sort un peu mieux que les autres, d'abord grâce à la diversification de son économie. Au demeurant, son maire, Téléphore-Damien Bouchard, qui est également président de l'Assemblée législative, ne partage pas les vues du gouvernement. Il continue d'opter pour les travaux publics et, dans ses mémoires, il pose un regard sévère sur une certaine catégorie de chômeurs :

Nous étions en pleine crise de chômage et les gouvernements étaient obligés de venir en aide aux municipalités pour soulager la misère publique. Les législateurs crurent opportun d'adopter les méthodes qu'on avait appliquées dans des pays étrangers pour assister les sans-travail. On créa, d'abord, divers chantiers, dans lesquels, par paternalisme, on attribua des conditions de travail et des salaires plus avantageux que dans l'industrie privée. Pour aider les fainéants et les miséreux ordinaires, on établit ensuite le « secours direct » qui était, en somme, une façon indirecte de faire la charité. Toutes ces mesures étaient de nature à ruiner le Trésor public. Les travailleurs désertaient l'emploi privé et encombraient les chantiers de l'État et des municipalités, puis, finalement, quittaient leur travail pour émarger aux fonds mis à leur disposition par les administrateurs de la chose publique. Notre conseil refusa, heureusement, de partager, à ce sujet, les vues du ministère provincial<sup>6</sup>.

La dépression laisse partout son empreinte. Avec sa verve populaire, Mary Travers, *La Bolduc*, enregistre la chanson *Sans travail* en juillet 1932. Elle illustre le sentiment de mécontentement qui, sourdement, gronde parmi la population :

Depuis quelque temps, c'est effrayant  
 On se plaint du gouvernement  
 On nous promet plus de beurre que de pain  
 Avec ça on n'avance à rien

Nos députés sont assemblés  
 Afin de pouvoir discuter  
 Alors au lieu de nous aider  
 Ils ne font que se chamailler<sup>7</sup>

La crise, en s'accroissant, ouvre la voie à de multiples critiques envers le libéralisme et le système capitaliste. En 1932 et en 1933, de nouveaux mouvements de réforme économique et sociale voient le jour. Depuis Québec, le dentiste Philippe Hamel continue sa croisade, lancée en 1929, contre le trust de l'électricité. Il n'est plus seul à mener cette campagne. T.-D. Bouchard est lui aussi invité à prononcer des discours en faveur de la nationalisation de l'électricité<sup>8</sup>.

Dans la métropole, où les conséquences de la crise se font sentir plus qu'ailleurs, de jeunes étudiants de l'Université de Montréal – des fils de bourgeois inscrits à la Faculté des Lettres et à la Faculté de droit – développent leur pensée autour des idées nationalistes de l'abbé Lionel Groulx. En 1932, la nomination d'un directeur unilingue anglophone au service des douanes à Montréal déclenche une forte réaction d'indignation parmi ce petit groupe d'intellectuels. Sous les auspices d'Armand Lavergne et d'Esdras Minville, ces Jeune-Canada auront à cœur désormais d'éveiller la conscience nationale des Canadiens français.

Par le biais d'assemblées publiques, de conférences radiophoniques ou encore grâce à la couverture qu'en font la revue mensuelle *L'Action nationale* (fondée en 1933 par l'abbé Lionel Groulx), le *Quartier latin* de l'Université de Montréal et les quotidiens *Le Devoir* et *L'Action catholique*, les Jeune-Canada dénoncent la classe dirigeante qui, selon eux, ne sert pas bien les intérêts nationaux. Le *Manifeste de la jeune génération*<sup>9</sup>, composé par un des leurs, André Laurendeau, oriente leurs discours dans un premier temps et, bientôt, le *Programme de restauration sociale* deviendra leur nouvelle référence.

Le *Programme de restauration sociale* arrive comme une bouffée d'air frais dans les milieux nationalistes de même que chez les libéraux plus réformistes. En substance, le jésuite Joseph-Papin Archambault et 13 ecclésiastiques se réunissent le 9 mars 1933 dans le cadre de l'École sociale populaire; ces moralistes et sociologues, imprégnés des encycliques *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno*, entreprennent une analyse critique du programme de la Co-operative Commonwealth Federation (CCF, parti politique fédéral fondé à Calgary en 1932, et qui publie le *Manifeste de Regina* en 1933<sup>10</sup>).

Dans leur programme de restauration chrétienne, des mesures sont présentées afin de sortir les Canadiens français de leur statut d'infériorité économique. Des remèdes sont proposés, en outre la promotion de l'éducation et la nationalisation de certains monopoles. Afin d'orchestrer l'ensemble de ces réformes corporatistes, ils souhaitent la création d'un conseil économique et social composé des meilleurs éléments de la société québécoise<sup>11</sup>.

À terme, si ce bouillonnement d'idées contribuera à faire écrouler le régime Taschereau, les ministériels n'en font pas de cas particulier durant la session parlementaire de 1933; pour mieux dire, le corporatisme n'est encore qu'à un stade embryonnaire. Ce sont plutôt les mouvements marginaux de gauche qui inquiètent les membres de l'Assemblée législative. Les députés voient d'un mauvais œil tout ce qui tend vers les doctrines socialiste ou communiste. En l'occurrence, l'Université ouvrière, fondée en 1925 par Albert Saint-Martin, est considérée comme un foyer de propagande marxiste. Dans la bibliothèque de l'Université ouvrière, de la rue Montcalm à Montréal, Saint-Martin prononce des discours contre le gouvernement et contre l'Église. Quoiqu'il y ait peu d'adhérents à ce courant révolutionnaire, la menace subversive, elle, semble bel et bien réelle pour les politiciens.

À l'époque, le chômage est au centre des préoccupations, bien sûr, mais d'autres faits d'actualité retiennent l'attention au Québec. L'élévation de M<sup>gr</sup> Rodrigue Villeneuve au cardinalat, le 13 mars, est perçue comme un « honneur conféré par Rome » méritant d'être consigné dans les annales de l'Assemblée législative, selon le premier ministre. La même année,



la publication du roman *Un homme et son péché* par Claude-Henri Grignon est couronnée de succès et cette œuvre littéraire marquera plusieurs générations de Québécois. Signalons aussi l'ouverture de la radio CHNC, à New Carlisle en Baie-des-Chaleurs en 1933; c'est à cette antenne que René Lévesque débute sa carrière d'annonceur et de rédacteur de nouvelles en 1936.

Sur la scène internationale, l'an 1933 correspond à la fermeture de l'agence du Québec en Belgique, ouverte en 1915. L'Europe est, par ailleurs, à un nouveau tournant de son histoire lorsque Adolf Hitler devient chancelier de l'Allemagne. Durant l'année aussi, l'Allemagne et le Japon quittent la Société des Nations (SDN). Au Portugal, le dictateur Antonio Salazar instaure un régime autoritaire, à parti unique, avec la Constitution de 1933. À Cuba, un coup d'État militaire amène Fulgencio Batista à exercer le pouvoir. Aux États-Unis, Franklin Delano Roosevelt devient le 32<sup>e</sup> président le 4 mars 1933 et, le même mois, instaure le *New Deal*, un programme économique et social pour affronter la crise.

Au Canada, depuis 1932, le gouvernement conservateur de Richard Bedford Bennett continue sa politique du retour à la terre avec le plan Gordon, du nom du ministre du Travail et ministre par intérim de l'Immigration et de la Colonisation, Wesley Ashton Gordon. Les chômeurs des villes sont invités à s'établir sur un lot de colonisation, recevant pour ce faire une prime de 600 \$. Le succès est mitigé, mais, en 1933, des colons vont s'établir à Rivière-Solitaire au Témiscamingue. Les conditions de vie de ces défricheurs ne sont pas de tout repos.

La dépression, le chômage, les secours directs, les travaux publics, le retour à la terre, les « gens qui ne mangent pas trois fois par jour » (6 avril), voilà ce qui meuble l'histoire du Québec cette année-là et qui oriente les débats de l'Assemblée législative de la 2<sup>e</sup> session de la 18<sup>e</sup> Législature.

## Les parlementaires

Deux sièges sont vacants à l'Assemblée. D'abord, Victor Marchand, député libéral de Montréal-Jacques-Cartier, est nommé conseiller législatif pour la division de Rigaud, le 15 avril 1932; plus tard au cours de la session, Joseph-Alcide Savoie, député libéral de Nicolet, meurt en fonction, le 4 février 1933. Notons au passage qu'Athanase David, secrétaire et registraire de la province, s'absente souvent durant les travaux parlementaires, pour cause de maladie.

Taschereau conserve une forte majorité en Chambre. Sur un total de 90 députés, 78 (77 si l'on tient compte du décès de Savoie) sont d'allégeance libérale. Les conservateurs sont toujours au nombre de 11 depuis 1931.

Le premier ministre Taschereau entame sa 33<sup>e</sup> session à titre de député de Montmorency. Il devient, à l'époque, le parlementaire cumulant la plus longue expérience au Parlement québécois. Il bat en effet le record de Félix-Gabriel Marchand qui, avant lui, avait siégé 33 ans comme député de Saint-Jean, de 1867 à 1900.

Au Conseil législatif, en plus de la nomination de Victor Marchand, il y a Gordon Wallace Scott qui revient siéger au Salon rouge pour la division de Victoria, à la suite du décès de Henry Miles survenu le 6 juin 1932<sup>12</sup>. De même, Gustave Lemieux, député libéral de Gaspé de 1912 à 1931, devient conseiller législatif de Montarville, le 2 décembre 1932. Sur les 24 conseillers législatifs présents, les conservateurs Thomas Chapais et Jean Girouard siègent entourés d'une écrasante majorité libérale. Jacob Nicol demeure président du Conseil depuis 1930 et George Bryson fils, ministre sans portefeuille, est nommé leader du gouvernement au Conseil, le 18 novembre 1932.

Au Conseil exécutif, une seule nouvelle figure fait son entrée en la personne de Ralph Frederik Stockwell, assermenté comme trésorier provincial le 26 octobre 1932. Il succède au premier ministre Taschereau qui avait assumé l'intérim depuis 1931. « Le gouvernement rend ainsi à la minorité [anglaise] leur représentation dans le Cabinet », de féliciter le député conservateur de Hungtingdon, Martin Beattie Fisher. (15 février) Enfin, des changements administratifs sont apportés au département de l'Agriculture, dirigé par Adélard Godbout. Le 26 janvier 1933, dans le but de décentraliser son ministère et pour mieux répondre aux besoins

des agriculteurs de la province, un bureau de direction est créé ainsi que 20 districts agronomiques régionaux<sup>13</sup>.

### Dissensions au Parti libéral

Des chercheurs tels que l'historien Bernard Vigod et le professeur de science politique Vincent Lemieux ont vu dans la « loi Dillon », un signe avant-coureur du déclin de Louis-Alexandre Taschereau<sup>14</sup>. Adoptée à la session de 1931-1932, cette loi avait pour objet d'empêcher la contestation en bloc, devant les tribunaux, de 63 députés libéraux élus lors des élections générales de 1931. Cette politique arbitraire avait entaché la réputation de Taschereau.

« Monsieur Taschereau n'est pas éternel. Je considère qu'il a vu le sommet de sa gloire<sup>15</sup>. » C'est l'opinion que rédige le lieutenant-gouverneur George Henry Carroll dans son journal personnel, au surlendemain de l'ouverture de la session de 1933. Il remarque que la crise a semé un vent de discorde au sein de l'équipe libérale du Québec. Le lieutenant-gouverneur poursuit : « Tout allait bien lorsque les revenus dépassaient les dépenses de deux, trois et même quatre millions. Mais aujourd'hui, il [Taschereau] lui faut refuser toute demande d'argent qui lui vient des députés. Ces derniers, qui ont été traités trop largement, ne lui pardonneront pas ces restrictions. À l'heure actuelle, en politique, c'est le présent et c'est l'avenir qui comptent. Le passé ne vaut rien. »

Le mot d'ordre du premier ministre, c'est-à-dire « la politique de la plus stricte économie possible » (9 février), est suivi par les membres du Cabinet dans l'administration de leur ministère. Ces compressions ne calment pas le jeu des députés ministériels d'arrière-ban; sans compter qu'à l'ouverture de la session de 1933, « M. Taschereau manque de portefeuilles » – comme le titre le journal *L'Autorité* – et ne peut contenter tous les aspirants au ministère<sup>16</sup>. Au Conseil législatif, des libéraux tels qu'Élysée Thériault, Joseph-Charles-Ernest Ouellet ou encore John Hall Kelly se laissent aller à quelques critiques acerbes contre l'Exécutif de la province.

Quant aux jeunes libéraux de la région de Montréal, plusieurs sont las d'attendre une promotion. Depuis trop longtemps, certains demandent aux ministres québécois de leur ouvrir « les portes dorées du patronage », tel que le publie *Le Devoir*<sup>17</sup>. D'autres jeunes libéraux, Paul Gouin et Jean Martineau à leur tête, s'impatientent plutôt de ne pas jouir davantage d'influence auprès des instances décisionnelles du parti. Tout porte à croire au contraire que le premier ministre préfère les députés et les aspirants candidats complaisants à ceux plus ambitieux<sup>18</sup>. Rien donc pour apaiser les jeunes esprits libéraux réformistes.

La question de l'électricité vient compléter le tableau. Chez les libéraux, deux écoles de pensée s'opposent au sujet de la municipalisation ou encore de l'étatisation des compagnies d'électricité. La situation est résumée dans *Le Petit Journal* en 1933 :

[...] Alors certains éléments pensent à remplacer dans notre province l'exploitation privée de l'électricité par un régime analogue à celui de l'Ontario. Plusieurs personnalités politiques, y compris des chefs libéraux comme M. [Ernest] Lapointe, se montrent plutôt favorables à cette solution. Et l'on ajoute, dans les milieux bien informés, que de jeunes libéraux à tendance réformiste le suivraient. Ils estiment qu'en agissant de cette manière ils feraient baisser les taux de l'électricité dans notre province, et qu'à l'heure actuelle il faut procurer à chacun de nos foyers toutes les économies possibles.

Par contre, l'on s'aperçoit à Québec que M. Taschereau s'en tient au régime actuel de l'exploitation privée, du monopole. Il invoque les droits acquis, les chartes concédées. La plupart des députés libéraux le suivent encore, mais certains, désireux de satisfaire avant tout l'électeur, prêtent l'oreille aux arguments opposés.

Il se confirmerait donc que, sur ce point important comme sur plusieurs autres, il y aurait divergence de vues entre hommes politiques libéraux et formation de deux écoles : celle de M. Lapointe et celle de M. Taschereau<sup>19</sup>.

Partisan de la première heure de la municipalisation de l'électricité, T.-D. Bouchard est d'emblée favorable à la « lutte entreprise contre les abus des monopoles de l'électricité ». Son titre de président de l'Assemblée législative le pousse cependant à la prudence. Avec la même retenue, Joseph-Napoléon Francoeur, ministre des Travaux publics, appuie également la municipalisation<sup>20</sup>.

Oscar Drouin, pour sa part, est un réformiste de 42 ans qui siège à l'Assemblée législative, à titre de député libéral de Québec-Est. Il est reconnu comme l'un des protégés d'Ernest Lapointe, député libéral à la Chambre des communes et avocat engagé par la Ville de Québec pour plaider en faveur de la municipalisation de l'électricité<sup>21</sup>. Durant la session de 1933, Drouin ronge difficilement son frein, mais se dit fier d'appartenir « à un parti dont une des raisons principales d'existence est la liberté de parole reconnue à tous. Je compte m'en servir », dit-il. Après avoir assuré le premier ministre de sa loyauté, il livre un discours qui fait état de ses convictions profondes :

La législation sociale, c'est le moyen pour une société de se purifier, de se sanctifier : c'est le moyen pour l'autorité de se pencher sur les misères humaines. Nous ne sommes pas des socialistes, mais nous voulons une meilleure répartition des biens de la terre, de la richesse dans le monde, sans pour cela vouloir niveler l'inégalité entre les classes, mais nous voulons faire du socialisme libéral, du socialisme comme celui prôné par le chef de la chrétienté. Dans sa dernière encyclique, *Quadragesimo Anno*, le Pape, le premier des humains, réclame une meilleure distribution de la richesse et condamne l'accaparement des biens par un petit groupe d'hommes. Après la publication d'un tel document, ceux qui désirent une meilleure répartition des richesses n'ont pas peur d'être appelés socialistes. (21 février)

Mais le feu couve sous la braise : les éléments qui mèneront à la formation de l'Action libérale nationale en 1934 sont en germe, en quelque sorte.

En ces années de crise économique, où les monopoles de l'électricité font l'objet de critiques virulentes, le premier ministre prête flanc à la critique. La « loyale opposition de Sa Majesté » et les journaux d'opposition, tels que *Le Devoir* et *L'Action catholique*, se plaisent à dépeindre Taschereau comme le serviteur des trusts. C'est connu, le premier ministre, des membres de sa famille et plusieurs de ses amis politiques ont des intérêts dans de grandes compagnies d'électricité. *Le Devoir* en rajoute. Dans un éditorial, Alexis Gagnon écrit que des députés libéraux ont « exprimé assez rudement l'opinion que si l'on veut ruiner le parti en l'associant de façon définitive aux trusts, ils n'y consentiront pas<sup>22</sup> ».

La famille libérale s'entre-déchire sur d'autres matières : le crédit rural, le trust de l'essence, la réforme de la loi des accidents du travail, le port obligatoire de lumières sur les véhicules à traction animale, etc. En Chambre, la ligne de parti ne tient plus lorsque ces questions sont débattues; les députés libéraux expriment leur opinion avec beaucoup d'indépendance en 1933. Ce qui fait dire à Hector Authier, député libéral d'Abitibi, « qu'on peut être ministériel sans être servile ». (21 février)

La solidarité ministérielle est mise à rude épreuve à l'occasion. Par exemple, à la deuxième lecture du bill 187 modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament, Taschereau tient à déclarer que son ministre du Travail, Charles-Joseph Arcand, « vient d'exprimer une opinion qui est une opinion personnelle et non celle du gouvernement ». (28 février) C'est tout dire<sup>23</sup>.

Plus encore, le 27 janvier 1933, le *Journal* fait courir la rumeur selon laquelle « les députés de Montréal et des environs se réunissent en ce moment en conciliabule pour tenter de renverser le premier ministre, pour [...] "détaschereauter" la province et le parti, dans l'espoir de le sauver de la défaite ». Parlant au nom de la députation libérale, des ministres du gouvernement s'empressent de réitérer leur confiance et leur désir de collaborer avec le premier ministre. Mais à première vue, le Parti libéral est grugé de l'intérieur. Maurice Duplessis le sait fort bien : « Je ferai remarquer que s'il y avait autant d'unanimité chez nos collègues de la droite qu'il y en a chez nous, le premier ministre aurait moins d'inquiétudes », dit-il. ( 23 mars)

Faisant fi des circonstances difficiles, le premier ministre conduit l'administration de la province avec son flegme habituel : ce qui fait dire au lieutenant-gouverneur Carroll que « M. Taschereau, par ces temps de dépression, a un grand avantage, c'est qu'il ne voit pas loin dans l'avenir. Il fait une politique au jour le jour, et ça ne le fatigue pas trop<sup>24</sup> ». Quand bien même, en dépit des attaques personnelles, le premier ministre a le sentiment d'accomplir pleinement son devoir qui, à la base, consiste à empêcher d'acculer la province à la ruine : « On ne sait pas ce que c'est que de gouverner dans une époque comme celle que nous traversons », finit-il par s'exclamer. (9 mars)

Sur un autre front, durant la session de 1933, Taschereau et certains ministériels ont maintes occasions de définir leur conception du rôle de l'État. La devise du Parti libéral devrait être « le progrès dans l'ordre et l'ordre dans le progrès », résume Hector Laferté, ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries. (23 février) Joseph-Édouard Perrault, ministre des Mines et de la Voirie, complète le propos :

En ces temps de difficultés accrues, tous les citoyens se tournent vers l'État. L'État apparaît plus que jamais comme le sauveur, et c'est aux hommes politiques que l'on demande d'apporter des remèdes aux maux dont souffre l'humanité et d'adopter les mesures propres à redonner aux activités de chacun un élan nouveau. Depuis que la crise est venue, tous appellent les gouvernants à leur aide. Quelqu'un souffre-t-il? Est-il dans le besoin? Vite, il a recours à l'État.

On a trop la tentation de recourir au paternalisme d'État. Certes, l'État ne peut demeurer indifférent et il se doit d'aider dans toute la mesure dont il est capable. Il est opportun toutefois de rappeler les dangers qu'entraînerait une intervention excessive de l'État dans les affaires privées. Les parlements et les individus doivent demeurer dans leur domaine respectif et ne pas méconnaître leurs devoirs particuliers à la faveur des difficultés de tout ordre, amenées par le trouble économique actuel.

On ne saurait trop souvent redire que le malaise présent ne disparaîtra que par l'effort individuel, par l'esprit d'entreprise de chacun, par le retour de chaque citoyen aux seules façons de penser, d'agir et de vivre qui assurent le progrès durable aux individus et aux nations. (15 février)

Robert Taschereau, député de Bellechasse et fils du premier ministre, rejoint les idées de son père :

Il ne faut pas confondre les lois sociales avec l'étatisme, la coopération, et l'assistance avec le secours direct. Pour certains, une loi est une loi sociale si elle attribue à l'État des fonctions qui, à mon sens, relèvent de la collectivité. Les rôles ne doivent pas être renversés. L'État a ses fonctions, l'individu les siennes. L'État ne doit pas empiéter sur les fonctions de l'individu et ce dernier ne doit pas empiéter sur les fonctions de l'État. Une loi est une loi sociale lorsqu'elle traite des rapports des individus entre eux, mais elle devient de l'étatisme lorsque les individus, cessant d'agir, se reposent sur elle et en attendent tous les bienfaits et les soulagements.

La première est une loi qui favorise la coopération et l'assistance mutuelle entre les individus et les diverses classes de la société. L'autre, l'étatisme à outrance, fait perdre l'initiative en mettant à la charge de l'État ce qui relève des individus. Elle engendre l'inactivité, l'oisiveté, le désœuvrement et fait jouer à l'État un rôle qui n'est pas le sien. Le véritable rôle de l'État, M. l'Orateur, ce n'est pas de faire des pensionnaires de ses sujets, mais de créer des facilités d'association, de coopération et d'assistance, afin que la collectivité puisse en bénéficier dans tous les champs où s'exerce son activité. (15 mars)

En définitive, après 36 années consécutives au pouvoir, le Parti libéral vit une crise d'identité. L'ancienne garde et les réformistes ne partagent plus les mêmes idées, mais tout cela

se fait encore sous le couvert de l'unité en 1933<sup>25</sup>. Pendant ce temps, le Parti conservateur se montre sous un jour nouveau.

### Reconstruction au Parti conservateur

Camillien Houde, chef du Parti conservateur, n'a plus la cote. Plusieurs éléments de son parti entretiennent des divergences de vues avec lui et, en plus, son image est ternie à la suite d'une enquête menée par *Le Devoir*. Le principal intéressé finit par remettre sa démission le 19 septembre 1932.

Charles-Ernest Gault, député de Montréal-Saint-Georges, agissait comme chef intérimaire de l'opposition, depuis la défaite de Houde aux élections de 1931. Mais, le 7 novembre 1932, à la suite d'un caucus du Parti conservateur tenu à Montréal, Maurice Duplessis est choisi pour lui succéder. Les conservateurs remettent par contre à plus tard la convention pour désigner le nouveau chef permanent du parti. Aimé Guertin, député conservateur de Hull, aurait préféré tenir une convention immédiatement et se lancer lui-même dans la course à la direction.

Apprenant la nomination de Duplessis par les journaux, Taschereau se fait un devoir de le féliciter. Il écrit : « Évidemment nous aurons à différer d'opinions, probablement très souvent; il ne saurait en être autrement; mais je suis sûr que nos relations seront amicales et courtoises comme elles l'ont été dans le passé<sup>26</sup>. » Duplessis lui répond avec la même politesse.

Sans le savoir, Duplessis devait peut-être sa propre réélection de 1931 à Taschereau lui-même. C'est ce que relate l'historien Jean-Guy Genest : il écrit que Charles Gavan « Chubby » Power – député fédéral de Québec-Sud et organisateur en chef pour les libéraux du Québec lors de l'élection provinciale de 1931 – avait été mandé par les organisateurs libéraux de Trois-Rivières « pour obtenir une aide financière supplémentaire qui, affirmaient-ils, apporterait la victoire au candidat libéral » :

Mis au courant de la situation, Taschereau dissuada Power de fournir des fonds supplémentaires : « Ne pensez-vous pas, dit-il, qu'il serait mieux de laisser élire Duplessis? Après tout nous espérons défaire M. Houde dans le district où il est candidat, et dans l'éventualité, Duplessis deviendrait naturellement chef de l'opposition. Houde est un mauvais garnement et un polisson tandis que Duplessis est un monsieur de bonne famille et serait un chef de l'opposition beaucoup plus acceptable en ce qui nous concerne. Ce serait peut-être mieux de laisser la situation comme elle est<sup>27</sup>. »

Le fait est que Duplessis fut élu avec une majorité de 41 voix seulement. Taschereau s'était donné un adversaire à sa taille.

En Chambre, les libéraux reconnaissent d'office que « le nouveau chef de l'opposition a du brio, quelques bons lieutenants et de l'étoffe ». (16 février) En a-t-il assez? La question se pose alors. Le ministre Joseph-Napoléon Francoeur connaît le talent et la vaste expérience juridique de Duplessis, mais il lui semble que l'œuvre de reconstruction du Parti conservateur est en soi immense. C'est sans compter que le nouveau chef de l'opposition, âgé de 42 ans, est « jeune, enthousiaste et travailleur », d'ajouter le ministre Hector Laferté. (23 février)

Duplessis se consacre presque tout entier à sa nouvelle tâche, c'est-à-dire qu'il délaisse peu à peu ses activités à son bureau d'avocat. Il aspire à devenir politicien à plein temps, ce qui le distingue des hommes politiques de son époque. Le député conservateur de Chambly, Hortensius Béïque, tient d'ailleurs à le féliciter « du sacrifice qu'il s'est imposé en acceptant la charge de chef de l'opposition, sacrifices personnels de toutes sortes, sacrifices de son bureau, auquel il a donné 20 ans de sa vie [...] ». (14 février)

Durant les débats de 1933, Duplessis est moins prompt à l'attaque qu'à la précédente session. À titre de nouveau chef de l'opposition, il perçoit son rôle ainsi :

L'opposition a un devoir, un rôle nécessaire à remplir, et elle le remplira. Elle a rendu à la province des services signalés en préconisant des réformes urgentes,

tardivement mises à exécution. Nous sommes prêts à aider le gouvernement dans toutes les mesures économiques qu'il proposera, à faciliter l'expédition des affaires publiques. L'opposition est nécessaire, elle n'entend pas faire obstruction, mais elle a des devoirs, des obligations et elle a aussi des droits. Elle en exigera le respect. [...] L'opposition entend faire une lutte courtoise et elle compte recevoir du gouvernement la même courtoisie. La courtoisie bien comprise ne doit exclure ni la fermeté nécessaire ni l'énergie qui s'impose en certaines occasions. (12 janvier)

Dans ce même discours, Duplessis brosse à grands traits les politiques mises de l'avant par son parti. Il dénonce d'abord la « politique d'industrialisation à outrance, que le gouvernement présentait comme une panacée à tous les maux ». S'il ne tient évidemment pas le gouvernement comme responsable de la grande dépression, il lui reproche néanmoins « son imprévoyance, son incurie et sa négligence » pour avoir aggravé la crise en sacrifiant l'agriculture au profit de la surindustrialisation. Autrement dit, le gouvernement aurait dû, dans ses actes et sa législation, reconnaître le principe que « la province de Québec a toujours été et doit toujours être essentiellement agricole ». Laurent Barré, député de Rouville, fait de même : ardent promoteur du crédit rural, il proclame « l'agriculture comme planche de salut ». (15 février)

L'opposition conservatrice, c'est son rôle, s'applique à montrer les imperfections du gouvernement libéral. Tout compte fait cependant, les travaux de la session parlementaire de 1933 sont menés sans trop d'excès de langage, comme en témoignent les deux extraits suivants :

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je reconnais, dans le premier ministre, une intelligence de premier ordre et, dans ses collègues du ministère, des hommes de grande valeur. Pour moi leur responsabilité n'en est que plus grande d'avoir, en connaissance de cause et de plein gré, amené la province au bord du gouffre, à un doigt de la ruine. Mais, en présence d'une situation aussi grave que celle à laquelle le gouvernement doit faire face, j'estime que la politique doit faire trêve. J'offre donc au premier ministre ma collaboration, et celle de mes amis, chaque fois qu'elle lui apparaîtra utile. (12 janvier)

**L'honorable M. Taschereau (Montmagny):** Je tiens à profiter ici de l'occasion pour rendre à mon honorable ami le chef de l'opposition l'hommage du témoignage que ni lui ni ses amis n'ont essayé de retarder la session ou de faire de l'obstruction. Ils ont critiqué avec violence. Nous les avons trouvés injustes parfois, mais ils n'ont rien fait pour obstruer le travail de la Chambre. (6 avril)

### Le discours du trône

« Note grave dans le discours du trône. » C'est le titre donné par Edmond Chassé à sa chronique parue dans *L'Événement*. Il écrit que ce discours « est le plus grave que nous ayons entendu depuis vingt-six ans que nous assistons à l'ouverture de sessions parlementaires à Québec ou à Ottawa<sup>58</sup> ».

Dans ce discours, le lieutenant-gouverneur Carroll résume l'état général de la situation économique de la province :

À l'ouverture de chaque session, le gouvernement a coutume d'annoncer des mesures législatives importantes qui contribuent à la prospérité et à l'avancement de la province. Il n'en saurait être ainsi, cette année. L'heure n'est pas aux initiatives nouvelles qui demandent des dépenses considérables d'argent. Il s'agit plutôt de conserver les positions que nous avons acquises aux jours de grande prospérité, de nous y maintenir et de faire face aux obligations que nous avons assumées alors, sans ajouter, cependant, au fardeau très lourd qui pèse sur nous.

Les revenus baissent de façon considérable, beaucoup de fortunes privées se sont écroulées, des institutions, parmi les plus solides, chancellent et nous sommes appelés à résoudre des problèmes nouveaux. [...]

Le gouvernement a donc décidé de pratiquer l'économie la plus sévère dans tous les domaines, de ne pas ajouter un seul sou de taxe au fardeau qui pèse sur notre population, de garder les municipalités dans les limites les plus strictes de leur crédit et de n'entreprendre aucun travail nouveau qui puisse faire appel à nos ressources, sauf quant au chômage, si la chose devient nécessaire.

Carroll énonce ensuite les remèdes que le gouvernement entend étudier au cours de la présente session pour contrer la crise : moratoire au paiement des dettes, crédit agricole, retour à la terre, aide aux chômeurs autrement que par des secours directs, etc. En terminant, il dévoile que le dernier exercice financier se soldera par un déficit<sup>29</sup>.

L'adresse en réponse au discours du trône débute le 11 janvier avec les discours du proposeur de la motion, Joseph-Alphida Crête, député de Laviolette, et celui du second William James Duffy, député de Compton. Le lendemain, Maurice Duplessis livre son premier discours à titre de chef intérimaire de l'opposition. Retors, il annonce ceci : « Un seul discours sera fait sur l'adresse du côté de l'opposition, c'est celui que je prononce en ce moment. » Taschereau lui répond brièvement. Pour finir, Lucien Lamoureux, député libéral d'Iberville, ne peut s'empêcher de parler en faveur de l'établissement d'un crédit agricole.

Le débat sur l'adresse est adopté le jour même. Les cinq députés qui ont pris la parole auront abordé, en surface, les thèmes suivants : l'agriculture, la crise, la menace communiste et la collaboration fédérale-provinciale.

Puis les travaux de l'Assemblée législative reprennent après le retour du premier ministre, parti assister à la conférence fédérale-provinciale à Ottawa. Le menu législatif est mince en ce début de session. Les affaires vont rondement, les séances sont ajournées en moins d'une heure. Duplessis se montre habile :

**M. Duplessis (Trois-Rivières) :** Il est regrettable que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de préparer sa législation. Dans un temps comme celui où nous sommes, où le gouvernement prétend ne pas avoir d'argent, il n'est pas raisonnable de tenir des séances comme celles que nous avons depuis deux jours. Il faut pratiquer une sévère économie, et quand on sait ce que coûte une journée de session, le gouvernement n'est pas excusable de convoquer les Chambres, sans avoir plus de travail à leur soumettre. Hier, nous n'avons siégé qu'un quart d'heure et aujourd'hui, nous sommes forcés d'ajourner à 4 h 10. Ce n'est pas à coups de séances de 30 ou 40 minutes par jour que nous pouvons arriver à disposer de manière satisfaisante des affaires du peuple. Que le gouvernement présente au plus tôt ses mesures législatives.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency) :** Nous venons de référer au comité des bills publics quatre projets de loi du gouvernement. Nous en sommes, à vrai dire, au quatrième jour de la session. Nous sommes un peu désorganisés, parce que nous avons été pris par surprise et quelque peu désarmés. Avec, de l'autre côté, un chef de l'opposition bouillant, vigoureux, jeune, zélé, actif, intelligent, plein de force et d'ardeur et une opposition qui ne demande qu'à se battre, nous nous attendions que le débat sur l'adresse durerait deux semaines. Nous avons été trompés. (Rires)

Il a préféré s'abstenir. Cela aurait permis au gouvernement de mettre toute la machine en marche et de préparer le travail en temps voulu. Nous essaierons de faire mieux à l'avenir. Nous avons, au feuillet, plusieurs mesures du gouvernement pour demain et nous avons du travail sur la planche pour les comités pour plusieurs séances à venir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) :** Le premier ministre manque donc d'adresse. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency) :** Mon honorable ami a manqué d'autre chose : d'opposition. (Rires à droite) (25 janvier)

Au demeurant, Duplessis fait de nombreuses demandes de documents et, jour après jour, se plaint de ne pas obtenir les renseignements demandés. « Vous faites toujours la même scène », finit par lui dire Taschereau à la séance du 23 février, qui soutient au contraire que le gouvernement fait preuve de diligence. Sans jamais élever le ton, en somme, le chef de l'opposition parvient au but qu'il s'était fixé en montrant, à tort et à travers, qu'il règne un certain laxisme du côté du gouvernement.

## Les finances publiques

Ralph Frederik Stockwell, le nouveau trésorier de la province, livre son discours sur le budget le 9 février. Il parle d'abord d'agriculture, des forêts, du développement hydroélectrique, des mines, des manufactures, de l'assurance-vie, des placements, du tourisme et de l'inflation. Il en vient ensuite au vif du sujet. L'heure des tristes bilans a sonné :

L'année fiscale terminée le 30 juin, 1932, et dont je vous donnerai les résultats au cours du présent exposé, n'a vu aucune diminution de ces demandes; elles ont plutôt augmenté d'intensité, et je n'hésite pas à affirmer qu'en face des déficits, variant de centaines de millions à plusieurs millions de dollars, qui ont été annoncés par presque tous les gouvernements fédéraux, provinciaux, les états et les grandes municipalités du continent de l'Amérique du Nord, sans parler du reste de l'univers, personne en cette Assemblée ne devrait être surpris, ni critiquer plus qu'il ne faut sa province, si je déclare que, pour la première fois depuis trente-quatre ans, votre trésorier doit annoncer un déficit dans les revenus ordinaires destinés à solder les dépenses ordinaires de l'année fiscale terminée le 30 juin dernier.

Le surplus probable de plus de 158 000 \$, estimé dans les prévisions fiscales terminées le 30 juin 1932, s'est plutôt soldé en un déficit de 584 708 \$. Les recettes prévues ont été inférieures de presque deux millions de dollars. Stockwell explique que les principales diminutions de revenus concernent les droits sur les successions ainsi que les recettes provenant habituellement du département des Terres et Forêts. Par conséquent, comparativement à l'année fiscale terminée le 30 juin 1930, il y eut une réduction des dépenses de 5 % pour la Voirie et les Mines et une réduction de 3 % pour les Travaux publics et pour le Travail.

Pour l'année courante, le trésorier annonce qu'il « est encore trop tôt pour que l'on puisse faire des prédictions exactes, en ce qui regarde la question de savoir si le modeste surplus, prévu dans le discours sur le budget de la dernière session, sera atteint ». Quant aux prévisions de 1933-1934, il fait montre d'optimisme. En tenant compte des conditions financières existantes, il estime que les recettes ordinaires seront de 34 304 286 \$ et les dépenses ordinaires, de 34 242 071 \$, ce qui correspond à un surplus de 62 214 \$. Il dicte enfin les éléments qui ont présidé à la préparation de son budget prévisionnel :

1. Attention donnée aux services raisonnables et essentiels.
2. Conservation des biens de la province, tels que les forêts, les routes et, par-dessus tout, les biens primordiaux qui se rattachent à l'encouragement de l'enseignement et à l'amélioration de l'hygiène publique.
3. Continuation des travaux déjà commencés et autorisés, afin de permettre au gouvernement de maintenir sa politique de secours indirects aux chômeurs.
4. Stricte économie, celle que nous dicte l'époque où nous vivons.

Les discours qui s'ensuivent jusqu'au 23 février touchent de nombreux sujets : les causes de la crise, le chômage, les travaux de chômage, les secours directs, l'agriculture, le retour à la terre, le drainage des terres, les taxes, l'inventaire des ressources naturelles, le premier ministre canadien Bennett, la voirie, l'importance du tourisme, l'hydroélectricité, sans oublier les coûts de construction du pont de l'île d'Orléans et du boulevard Taschereau à Longueuil. Un discours capte l'attention, celui d'Oscar Drouin prônant une réforme du système bancaire canadien. (21 février) Signalons également ceux du libéral Ernest Poulin, député de Montréal-Laurier, et



du conservateur Aimé Guertin, député de Hull, qui se rejoignent au sujet du fardeau supporté par la classe moyenne en ces temps de crise. (14 et 21 février)

On retient surtout que le budget est déficitaire. Puisque Taschereau ne veut pas emprunter, par défaut, les « contribuables de la province ne peuvent pas s'attendre à ce que le gouvernement leur donne plus qu'il ne reçoit d'eux, car le trésor de l'État est fait des contributions du peuple ». (12 janvier) L'étude détaillée des crédits, à la fin de la session, est d'ailleurs là pour prouver que le gouvernement sabre dans ses dépenses. L'historien Vigod tire cette conclusion :

Ainsi qu'il devait l'admettre ouvertement dès 1933, cela n'avait aucun sens de proclamer des budgets équilibrés ou une faible dette « provinciale » tandis que des municipalités mettaient en péril leur réputation de solvabilité à coups d'emprunts qu'elles pourraient ne jamais rembourser. La province devait au moins faire bon usage de l'excellent statut financier que lui et Gouin avaient établi avec tant de soin; la dépression avait créé un fardeau qu'il fallait partager avec des générations à venir<sup>30</sup>.

### **Les faits marquants de la session**

Selon leur allégeance respective, les journaux de la province qualifient cette session différemment. Les uns félicitent le gouvernement de « sa politique inspirée par la prudence<sup>31</sup> », les autres mettent en sellette les points de rupture qui tenaillent les libéraux de l'intérieur. Tous s'accordent néanmoins sur le fait que le travail législatif a été dominé par « l'ombre menaçante<sup>32</sup> » de la dépression économique. Comme le dit Taschereau lui-même à la séance du 12 janvier : « Ceux qui écriront l'histoire constateront que nous traversons actuellement une grande période d'histoire de l'humanité. Nous vivons une période de l'histoire montrant plusieurs côtés sombres [...] ».

De nombreux problèmes ont sollicité l'attention des parlementaires en 1933. Sur un total de 218 projets de loi présentés à l'Assemblée législative et deux au Conseil législatif, 179 sont sanctionnés par le lieutenant-gouverneur.

### **Conférence fédérale-provinciale**

Quelques jours avant la tenue de la conférence du dominion et des provinces à Ottawa, Maurice Duplessis est catégorique : « Coopérer avec Ottawa à l'heure actuelle est un devoir patriotique. » (12 janvier) Il précise que le gouvernement fédéral « représente l'autorité qu'il faut respecter à Québec comme ailleurs et lui donner son support sans distinction de parti ». Faut-il rappeler que les conservateurs de Bennett sont au pouvoir là-bas et que les « bleus » du Québec y comptent plusieurs alliés? Duplessis insiste néanmoins sur l'importance de préserver l'autonomie provinciale.

Du 17 au 19 janvier 1933, les premiers ministres des provinces rencontrent le premier ministre canadien au parlement d'Ottawa. Sur l'ordre du jour : 1. le chômage; 2. les compétences des deux paliers de gouvernements en matière de pensions de vieillesse, de chômage et d'assurance sociale; 3. l'impôt; 4. le droit des compagnies; 5. les pouvoirs des sociétés d'assurance; 6. les chevauchements des juridictions fédérale et provinciale, en agriculture et en santé notamment; 7. la concurrence du camionnage et des autobus au transport ferroviaire; l'uniformisation des données statistiques canadiennes<sup>33</sup>.

À son retour, Taschereau donne quelques renseignements concernant cette conférence. Il confirme que la question relative à l'assurance-chômage et celle de la juridiction en matière d'assurance « sont restées sans solution ». Il enchaîne ensuite sur l'importance de la sauvegarde de l'autonomie provinciale :

La province de Québec continuera de défendre les droits et les privilèges qui représentent un héritage sacré et que nous nous devons de préserver pour le bénéfice des générations futures. C'est ce que nous avons fait à Ottawa, et nous

n'avons aucunement à rougir de notre position sur cette question. S'il y a une chose que nous voulons défendre, c'est bien l'intégrité de nos lois. Les nouveaux admis au sein du Canada qui ne comprennent pas la mentalité et les lois des vieilles provinces et qui n'ont pas les mêmes motifs que celles-ci pour insister sur l'intégrité de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord ne devraient pas être autorisés à modifier la Constitution. (26 janvier)

### **L'hydroélectricité**

Autant la question de l'électricité déchire certains membres du Parti libéral au Québec, autant cette question demeure omniprésente dans les débats parlementaires durant la session. Libéraux comme conservateurs expriment une diversité d'opinions au sujet des riches pouvoirs hydrauliques de la province.

Duplessis ouvre le bal. Il parle en faveur de l'électrification rurale dans son discours sur l'adresse. Mais le débat véritable est amené par le député libéral de Pontiac, Wallace Reginald McDonald : « Depuis quelques années, à tort ou à raison, il y a une bonne partie de la population qui croit que nous sommes exploités par les compagnies d'électricité, les power trusts, ainsi qu'elle les désigne ». (14 février) Pour dissiper ce malaise, dit-il, il suggère qu'une enquête soit menée par la Commission des services publics; mais le gouvernement ne répond pas à sa demande.

Plus tard, lorsque la Chambre étudie le bill 118 concernant une commutation de taxes pour la Quebec Power, les députés conservateurs se braquent contre le projet du gouvernement. « Voici encore une nouvelle exemption pour les grosses compagnies », de s'exclamer Duplessis. (8 mars) Et le fait que le premier ministre et son fils se portent à la défense du projet de loi contribue – en apparence du moins – à les cataloguer davantage. D'autant qu'à la même époque la Quebec Power est objet de controverse dans la ville de Québec.

En 1933, le conseil municipal de Québec demande de nouveau à l'Assemblée législative la permission de municipaliser l'électricité. Au comité des bills privés, lors de l'étude de la loi modifiant la charte de la cité (bill 99), les avocats de la Quebec Power confrontent l'avocat de la Ville de Québec, Ernest Lapointe. Avec éloquence, ce dernier présente un argumentaire qui brosse tous les avantages de la municipalisation de l'électricité<sup>34</sup>. Il ne parvient quand même pas à ébranler les convictions du premier ministre à cet égard.

Oscar Drouin, parrain du bill 99, s'incline. Par un vote de 40 contre 10, la clause accordant le droit à la Ville de Québec de municipaliser le service d'éclairage électrique et la force motrice est biffée du projet de loi<sup>35</sup> : « Le débat a été assez long au comité des bills privés et a suffi à éclairer tous les membres. Comme tous les députés siègent dans ce comité et qu'ils se sont opposés, je ne crois pas nécessaire de reprendre l'étude de cette question en Chambre, car le résultat serait le même », termine Drouin. (21 mars) Pour finir, le maire de Québec, Henri-Edgar Lavigneur, accepte un nouveau contrat de 12 ans avec la Quebec Power. Le dentiste Philippe Hamel soupçonnera le fils du premier ministre d'avoir rédigé cette entente<sup>36</sup>.

« L'effet Hamel » est bien audible dans les discours des députés conservateurs. Duplessis – qui est contre la municipalisation et pour « les compagnies au capital honnête », tient-il à préciser – demeure aux aguets en ce qui a trait aux « taux élevés, excessifs et scandaleux » chargés par les compagnies d'électricité. (22 mars) L'opinion publique est en éveil, constate le chef de l'opposition. Il croit qu'il faudrait faire une enquête :

L'heure est arrivée, et il est urgent, d'établir dans Québec un organisme indépendant et compétent pour enquêter et étudier profondément la situation de l'énergie électrique sur les taux en particulier, et de donner à cet organisme tous les pouvoirs nécessaires.

On pourrait nommer une commission indépendante composée de trois hommes, bien payés, qui prendraient leur temps et qui étudieraient le sujet à fond : le Dr Philippe Hamel de Québec un représentant de ceux qui ont des griefs à faire valoir, qui a fait une étude fouillée de la question, un représentant des compagnies d'électricité et une tierce personne libre d'esprit et indépendante des deux autres. (7 avril)

Taschereau est conscient de l'ampleur que prend le débat : « Je m'accorde en grande partie avec ce que vient de dire le chef de l'opposition. À tort ou à raison, il est évident que l'opinion publique n'est pas satisfaite des taux actuels. Il est certain que s'il y avait moyen de satisfaire l'opinion publique sur la question des taux raisonnables, un grand pas serait fait. » Cela dit, il lui faudra une année encore avant de céder aux pressions populaires : à l'été 1934, il annoncera la formation d'une commission d'études sur la question hydroélectrique<sup>37</sup>.

La « houille blanche », comme on dit alors, est abordée encore à l'occasion de l'étude du bill 250 relatif à l'exportation de la force hydroélectrique. Taschereau recule cette fois sur un principe qui lui est cher, son gouvernement s'étant toujours opposé depuis 1926 à l'exportation de l'énergie électrique aux États-Unis. On justifiait naguère cette politique, disant qu'une telle exportation causerait préjudice à l'industrie de la province. Les circonstances ont changé, dit-on.

Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts, raconte que le prolongement de la crise mondiale a forcé le gouvernement à venir en aide à l'industrie hydroélectrique. La Beauharnois, en outre, sollicite cette aide parce qu'elle craint l'annulation d'un contrat passé avec l'Hydro-Ontario. Sans compter que les usines de papier – de grandes consommatrices d'électricité – se tirent fort mal d'affaire durant la même période. Il en résulte une surproduction d'électricité. En dépit des critiques de l'opposition, le maximum fixé pour l'exportation sera de 300 000 chevaux-vapeur.

### **« Pitons » et « dettes d'honneur » de la province**

En manchette dans les journaux, en 1933, il est abondamment question des bons impayés, appelés « pitons », du gouvernement provincial<sup>38</sup>. Les conservateurs font grand cas de ces retards de paiement. Il s'agit d'un « régime de pitons », au dire de Pierre-Auguste Lafleur, député de Verdun.

Taschereau résume la situation à la séance du 12 janvier :

La province de Québec fait face à une situation sans précédent. Nous sommes débordés de chômeurs. Il n'y avait pas d'autre chose à faire que de les placer sur des terres. Tout ce que nous avons fait a été de suivre les méthodes des marchands de bois qui donnent des pitons à leurs employés qui peuvent les échanger contre des marchandises. Le ministère de la Colonisation fait un travail de géant.

Des chômeurs ont été placés sur des lots de colonisation, dans des régions où il n'y a pas de banque. Lorsqu'un colon arrive sur une terre nouvelle, il faut bien lui donner des pitons, afin qu'il puisse s'acheter du bois, des clous, un poêle, une vache, des instruments aratoires.

Le député conservateur de Huntington, Martin Beattie Fisher, voit les choses d'un autre œil :

Le [...] gouvernement de la province de Québec est le seul gouvernement qui a eu recours à l'inflation, et encore, à la pire sorte d'inflation. Ainsi, l'été dernier, le gouvernement de Québec s'est trouvé à court de fonds pour payer ses dettes. Il a utilisé un système dangereux et illégal de bons, qu'en français on appelle pitons. Le système des pitons n'est rien autre chose que de l'inflation. Ces morceaux de papier ont été donnés aux ouvriers de ce pays en paiement pour du travail honnête. Les banques ont refusé de l'escompter et les détenteurs les ont alors échangés aux marchands pour des marchandises.

Des millions de dollars de pitons n'ont pas encore été rachetés à l'heure présente. Si des particuliers avaient tenté d'exploiter un pareil système pour payer leurs dettes ou pour payer un travail honnête et que les pitons aient été refusés ensuite aux banques et chez les marchands, ils auraient été vite mis au pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul. (15 février)

Il y a plus. Duplessis répète sans cesse que le gouvernement libéral « refuse de payer ses dettes d'honneur ». (voir : bill 11 et bill 40) Avec insistance, le chef de l'opposition talonne le gouvernement pour savoir quand il paiera les montants dus aux hôpitaux de la province.

Pour ce faire, Taschereau doit modifier la loi de l'assistance publique de Québec. Le premier ministre explique d'abord que les sources de revenus du gouvernement sont taries. À cause de la crise, le fonds de l'assistance publique est déficitaire et, selon la loi, il est interdit de le renflouer à même les fonds consolidés du revenu. Le bill 40 vient remédier au problème en permettant désormais d'y puiser les sommes nécessaires.

### **Limitation des heures de travail**

Dans le discours du trône, Carroll l'avait annoncé :

Il est indéniable que l'usage, toujours plus étendu, de la merveilleuse mécanique moderne a causé une surproduction que les consommateurs ne sauraient absorber. On ne peut arrêter ni le génie inventif, ni les améliorations et les progrès qu'il crée. Toutefois, les statistiques établissent que 25 % des ouvriers sont sans travail. Le gouvernement croit qu'en diminuant le nombre des heures de travail dans certaines industries qui ne subissent pas la concurrence étrangère, et pour telles périodes que les circonstances justifieront, on pourra en arriver à donner à beaucoup plus d'ouvriers l'occasion de trouver de l'emploi; car nous n'oublions pas que le chômage est le pire des fléaux, tant au point de vue économique que moral. (11 janvier)

Le bill 29 relatif à la limitation des heures de travail est présenté par le ministre du Travail, Charles-Joseph Arcand. L'intention du gouvernement est de redonner du travail à un plus grand nombre d'ouvriers. Dans les circonstances, « le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer la durée du travail pour telles régions de la province, tels genres d'industries et de travaux, telles catégories d'ouvriers et pour telles périodes de temps jugées convenables ». Le ministre confirme que cette nouvelle mesure ne s'appliquera « que pour les industries et les travaux qui ne subissent pas la concurrence des autres pays ou des autres provinces ». (1<sup>er</sup> mars)

L'opposition est peu impressionnée par le principe de cette loi. En pratique, de commenter Duplessis, « toutes les industries ont à subir une concurrence quelconque de l'étranger et, par le fait, échappent donc à la loi ».

### **Femmes et société**

Une nouvelle fois encore en 1933, un projet de loi relatif au droit de vote des femmes est présenté à l'Assemblée législative. Comme à la dernière session, Anatole Plante, député de Montréal-Mercier, parraine le bill. Il résume ses arguments en deux points : premièrement, les femmes devraient voter parce qu'elles paient des taxes, « no taxation without representation »; deuxièmement, elles devraient voter parce qu'elles sont soumises aux mêmes lois que les hommes. Peine perdue, par un vote de 53 contre 20, le projet ne franchit pas la deuxième lecture.

Le travail des femmes et des jeunes filles est un autre thème abordé à l'Assemblée législative, à la demande expresse du député libéral de Montréal-Dorion, Joseph-Achille Francoeur. Celui-ci considère que le travail dans les usines, dans les ateliers, dans les magasins et dans les bureaux est nuisible à la santé de la main-d'œuvre féminine. En cette période intense de chômage, il croit de plus que ces dernières constituent une concurrence de trop pour les hommes.

Le député conservateur de Hull, Aimé Guertin, reconnaît volontiers que les hommes doivent faire des concessions et reconnaître certains droits aux femmes. En retour, il est convaincu d'avance qu'il « est des travaux moins adaptés à la femme, que la nature destine plutôt aux ouvrages domestiques; ouvrages d'ailleurs qui sauvegardent admirablement l'honneur de son sexe et répondent mieux de leur nature, à ce que demandent la bonne éducation des enfants et la prospérité de la famille ». (7 février)

Le ministre du Travail, Charles-Joseph Arcand, clôt le débat du travail féminin en dressant le bilan de la législation libérale en cette matière. Il rappelle que les filles ne peuvent être admises au travail avant l'âge de 14 ans et que le travail de nuit « est absolument interdit à toutes les personnes de l'autre sexe ». Il table ensuite sur l'importance du travail des femmes :

Il y a toute une question de technique industrielle importante à considérer. Dans l'industrie textile, dans l'industrie du vêtement, dans celles du tabac, de la confiserie et autres, dans ce qu'on est convenu d'appeler l'industrie légère, les femmes se sont rendues nécessaires. Il faut admettre qu'elles y excellent, en raison de la délicatesse de beaucoup d'opérations. Non seulement il y a des raisons techniques, mais il y a aussi des raisons de tradition. Par tradition, par la nature même du travail, certains genres d'emplois sont réservés aux femmes. Le travail industriel de la femme a connu son début à l'avènement du machinisme et au commencement du dernier siècle. Tous les pays l'ont laissé pratiquer. À moins d'adopter une législation pour tous les pays du monde, nous ne pouvons pas renvoyer ces femmes chez elles. (7 février)

Arcand convient avec ses collègues « que la place de la femme est à son foyer et que le travail féminin n'est à supporter que lorsque la femme a absolument besoin de gagner pour faire vivre des personnes qui dépendent d'elle ». Conformément avec l'encyclique *Quadragesimo Anno*, il est d'avis que ce qui est « condamnable et antisocial », c'est d'abord « le travail de la femme mariée ».

### **Assurances sociales et pensions de vieillesse**

Instituée par arrêté en conseil le 29 octobre 1930, la Commission des assurances sociales avait été chargée d'étudier les législations pouvant être adoptées relativement à l'assistance, l'assurance sociale et l'hygiène industrielle. Présidée par Édouard Montpetit, directeur de l'École des sciences sociales de l'Université de Montréal, la « commission Montpetit » dépose le dernier de ses sept rapports en 1932. Tous les parlementaires s'entendent pour féliciter le travail effectué par les membres de cette Commission.

Du 7 au 21 mars 1933, les députés commentent les conclusions de la Commission. Le ministre du Travail, Charles-Joseph Arcand, est particulièrement frappé par le tableau donné sur « le virage social de notre province ». Il cite le second rapport :

La population de la province de Québec a, pendant des siècles, mené une existence simple, reposant sur la famille et sur la paroisse. Sauf dans les centres les plus peuplés, à Montréal, par exemple, ou à Québec et à Hull, elle n'était pas atteinte par les maux qui naissent de l'industrialisme.

La vie de famille se suffisait et elle pouvait toujours compter sur l'appui des voisins ou du groupement qui s'était formé autour d'elle. L'aide intelligente et pratique de nos institutions et communautés religieuses venait ensuite à la rescousse pour le soin des enfants et des vieillards. Ce régime admirable a fonctionné avec succès pendant des siècles, mais aujourd'hui il est impuissant devant les complications et les dangers de la vie moderne; et l'armature sociale de la province de Québec est insuffisante, en ce qui concerne au moins la protection du foyer.

Les progrès du machinisme et la surpopulation des villes en sont les causes principales : la famille est isolée, quand elle n'est pas brisée, et si quelque malaise social la touche, elle ne peut plus compter sur ses propres ressources et doit se tourner vers les services dont l'objet est de lui venir en aide.

À la lumière de la situation qui prévaut en ce premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, les conservateurs et les libéraux ont des idées divergentes sur le rôle que doit adopter l'État en matière sociale. Notamment, alors que les premiers croient que le gouvernement devrait adhérer au programme de pensions de vieillesse mis en marche par le gouvernement fédéral, les seconds

ne partagent pas cet avis. En vain, Aimé Guertin, député conservateur de Hull, présente d'ailleurs une motion demandant que le gouvernement accepte « comme mesure temporaire et transitoire la mise en vigueur de la loi fédérale des pensions de vieillesse ». (30 mars et 12 avril)

### **La langue française**

À deux reprises, la Chambre prend note de l'état de la langue française dans la province de Québec. Un sentiment d'inquiétude règne.

Joseph-Édouard Perrault, ministre des Travaux publics, cherche en outre à « conserver le caractère français de notre province » par la création d'un conseil du tourisme (bill 55). Ce caractère, dit-il, est menacé par les enseignes anglaises qui ornent les hôtels de la province, du genre « Continental » ou « Imperial Hotel ». Bref, le conseil du tourisme « suggérera aux propriétaires de les changer pour des noms français ». (24 mars)

Oscar Drouin, représentant de Québec-Est, poursuit sur cette lancée. Le 4 avril, il demande au gouvernement une copie de toute correspondance échangée relativement à la « campagne de reffrancisation » entreprise en 1932 par la Société des arts, sciences et lettres de Québec. Drouin cherche à « donner un caractère officiellement provincial à cette œuvre patriotique ». Soulignons également que le premier ministre avait d'ores et déjà donné son appui à cette entreprise<sup>39</sup>.

En terminant, Drouin insiste pour que les parlementaires prêchent par l'exemple :

Notre système parlementaire, par exemple, découle des institutions britanniques et toute la procédure de nos parlements en porte la marque et son esprit en est imprégné. Les deux langues sont officielles à Ottawa et dans notre Chambre la langue française est loin d'être dédaignée au contraire. Nous en faisons un usage approprié et, à l'occasion, nous voyons les Anglais et autres éléments qui siègent en cette Chambre nous répondre en français, et il nous fait plaisir de leur rendre la politesse. C'est de bon aloi.

[...] Nous, les législateurs, nous donnons souvent un mauvais exemple sans pour cela cependant, comme on l'a prétendu, que notre langage parlementaire soit absolument pourri d'anglicismes. [...] Nous employons presque couramment les mots usuels dont on se sert si souvent à la Chambre et en comité tels "Drop", "carried", "chair", "stand", "hear", etc. Ne serait-il pas temps pour nous, législateurs canadiens-français, pour emboîter le pas et correspondre à cette campagne de « reffrancisation » de la province, de faire un effort pour éviter ces expressions et d'employer les termes français correspondants? Parlons français ou anglais, mais quand nous parlons français, ne parlons pas métiés.

### **La menace communiste : l'Université ouvrière**

« Même dans notre province, l'ours moscovite a réussi à s'introduire et il souffle à l'oreille de nos gens des propos qui les troublent. » (11 janvier) C'est en ces termes que Joseph-Alphida Crête, député de Lavolette, exprime sa crainte envers le communisme.

Considérée comme étant une perturbatrice de l'ordre, l'Université ouvrière de Montréal est dans la mire des parlementaires. Et, lorsqu'il est question du maintien de l'ordre social dans la province, les libéraux et les conservateurs sont d'un commun accord.

Le 28 mars, Duplessis s'inquiète donc que l'Université ouvrière « sème des principes subversifs », contraires à ceux qui, selon lui, guident la population de la province. Taschereau est de cet avis. Il promet de réagir au cours de la session.

Parce que l'Université ouvrière est incorporée comme une association de bibliothèques, le ministre du Travail, Charles-Joseph Arcand, présente le bill 248 abrogeant la loi des bibliothèques afin de décréter un nouveau mode de constitution en corporation. L'objectif est de

permettre au gouvernement d'exercer un contrôle sur certaines universités ouvrières en les obligeant à s'enregistrer de nouveau. Une seconde loi, le bill 171 modifiant la loi des compagnies de Québec, la loi des clubs de récréation et la loi des sociétés nationales de bienfaisances vient compléter l'autre loi. Le premier ministre explique : « Si un juge de la Cour supérieure trouve quelque chose de séditieux dans ces règlements ou documents, après qu'une plainte aura été portée, il pourra obliger cette association à se dissoudre. » (12 avril)

### Annales parlementaires

En ce qui a trait aux votes nominaux enregistrés à l'Assemblée législative, si les défaites du gouvernement étaient choses courantes au XIX<sup>e</sup> siècle, elles étaient de moins en moins fréquentes au début du XX<sup>e</sup> siècle. Une tendance lourde se dessinait<sup>40</sup>. Or, à la session de 1933, le *Journal de l'Assemblée législative* enregistre deux défaites pour Taschereau.

Malgré la désunion qui règne au sein du Parti libéral, ces défaites ne peuvent être interprétées comme un signe de non-confiance à l'encontre du premier ministre. Elles révèlent peut-être davantage que les députés se sentent bien aise de défier la ligne de parti lors des questions particulières vont à l'encontre de leurs principes ou de ceux de leurs électeurs.

La première de ces défaites survient le 8 mars au moment de la troisième lecture du bill 176 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles. Amédée Caron, député libéral des Îles-de-la-Madeleine, revient à la charge – pour une deuxième session consécutive – afin d'obliger les propriétaires de véhicules à traction animale à installer des lumières ou des réflecteurs.

Les députés libéraux sont toujours autant divisés sur la question. Au lieu d'adopter la loi, Pierre Gagnon, député libéral de Kamouraska propose « que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois" ». Le vote est enregistré comme suit :

**Pour:** MM. Authier, Barré, Bédard, Béique, Bertrand, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Gaspé-Nord), Dufour, Dugas, Duplessis, Élie, Farand, Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lamoureux, Lemieux, Lortie, McDonald, Messier, Moreault (Rimouski), Morel, Perrault, Phaneuf, Piché, Sabourin, Saintonge, Samson, Sauvé, Thisdel, Turcotte, 38.

**Contre:** MM. Arcand, Bélanger, Bouthillier, Caron, Dillon, Fillion (Laval), Fisher, Fortier, Fortin, Gault, Guertin, Lafleur, Mercier fils, Plante, Poulin, Power, Reed, Smart, Taschereau (Montmorency), 19.

L'amendement est adopté, ce qui a pour effet de faire mourir le bill au *Feuilleton*. Le premier ministre Taschereau se retrouve du côté de la minorité. Dans les quotidiens, les chroniqueurs parlementaires sont unanimes pour expliquer ce résultat : les députés ruraux ont voté contre les représentants des villes, voilà tout<sup>41</sup>. Edmond Chassé, de *L'Événement*, interprète les choses ainsi : « Ceux qui disent que les gens de la ville ont toujours le dessus sur les gens de la campagne à la Législature de Québec ne connaissent pas les sentiments des députés de notre province<sup>42</sup>. »

L'autre vote enregistré perdu par Taschereau en 1933 se déroule dans des circonstances encore plus exceptionnelles. Le 13 avril – jour même de la prorogation –, la Chambre étudie les amendements apportés par le Conseil législatif au bill 187 modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament. Duplessis exprime son opposition quant à ces modifications. Sa proposition étant mise aux voix, les parlementaires se divisent ainsi :

**Pour:** MM. Authier, Barré, Bélanger, Caron, Côté (Gaspé-Nord), Dufour, Duplessis, Élie, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Legault, Mercier fils, Perrault, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Turcotte, 20.

**Contre:** MM. Arcand, Casgrain, Chouinard, Côté (Bonaventure), Drouin, Dugas, Duval, Fauteux, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Kamouraska),

Lortie, Moreau, Piché, Power, Saintonge, Samson, Stockwell, Thisdel, Vautrin, 20.

Égalité! En vertu du *Règlement*, le président de l'Assemblée législative, T.-D. Bouchard, doit trancher. Il vote contre la motion du chef de l'opposition, et ce, même si le premier ministre a voté en faveur de la motion de Duplessis. Encore une fois, cette décision ne provoque aucune commotion chez les ministériels. Bien au contraire. Louis-Philippe Roy, chroniqueur de *L'Action catholique*, écrit que le « travail des députés s'est terminé en un immense éclat de rire, dans une harmonie parfaite, à la suite d'un incident tout à fait rare. [...] En effet, les leaders ont sympathisé dans une défaite que leur a affligée l'hon. T.-D. Bouchard, Orateur de l'Assemblée législative<sup>43</sup> ».

Les membres de la Tribune de la presse sont avares de commentaires pour expliquer les raisons ayant motivé l'ultime décision du président. Voulait-il empêcher que le projet de loi ne meure au *Feuilleton*? Était-ce par conviction personnelle? Moins probable encore, T.-D. Bouchard est-il demeuré fidèle à une coutume parlementaire ancienne? À titre informel seulement, rappelons que dans le *Lex Parliamentaria* – datant de 1620 et traduit à Québec en 1803 –, on peut lire : « C'est la règle ordinaire de la loi que quand les nombres de l'affirmative et de la négative sont égaux, *Semper presumetur pro negante*. La négative suivant la coutume doit l'emporter, c'est-à-dire que la loi ancienne ne doit pas être changée<sup>44</sup>. »

### Juge de paix et Grand jury

Parmi les autres mesures adoptées durant la session de 1933, des modifications sont apportées à l'administration judiciaire. D'abord, le bill 9 concernant la fonction de juges de paix des membres des conseils municipaux est étudié en janvier. En vertu de la loi de l'époque, tous les conseillers municipaux devenaient juges de paix *ex officio*. Taschereau désire qu'à l'avenir seuls ceux qui ont une commission spéciale distincte, après une nomination régulière, occupent la fonction de juge de paix : parce que, dit-il, il a reçu de nombreuses plaintes contre certains juges de paix qui se servent de leur titre « pour faire de la petite politique de village ».

Duplessis parvient à le faire changer d'idée. Entre autres choses, il indique que tous les conseillers ont le devoir de maintenir l'ordre dans leur municipalité, aux assemblées du conseil notamment. Le projet de loi est donc référé au comité des bills publics pour être refait entièrement. On coupe la poire en deux : « Le maire d'une municipalité gardera son titre de juge de paix *ex officio*, d'après le nouveau projet, tandis que les conseillers ne le seront qu'après avoir été nommés selon la filière administrative ordinaire, au lieu de le devenir en devenant conseillers. » (27 janvier) La loi est sanctionnée le 15 mars.

Au menu législatif également, le Grand juré, une institution instaurée en 1764 sous le gouvernement civil de James Murray, est aboli par le gouvernement Taschereau. (bill 74) Composé de 12 à 23 citoyens et présidé par un juge de paix, le Grand jury avait naguère pour fonction d'examiner un acte d'accusation porté contre un prévenu, afin d'établir si l'accusation était justifiée avant d'intenter ou non un procès. Taschereau considère ce rouage inutile. De toute manière, dit-il, « [l']enquête préliminaire devant un magistrat et le procès devant le petit jury assurent l'impartialité à tous les accusés ». (30 mars) Duplessis plaide, quant à lui, pour le maintien de cette institution, rappelant que les membres d'un Grand jury « doivent avoir des qualifications particulières ». Malgré cette opposition, le projet de loi est sanctionné le 13 avril.

### Hitler et les Juifs

Le 1<sup>er</sup> avril 1933, débutent en Allemagne les violences contre les Juifs et le boycott des magasins juifs. Le 11 avril à l'Assemblée législative de Québec, Peter Bercovitch, député de Montréal-Saint-Louis, de confession juïque, profite de sa tribune pour adresser sa reconnaissance sincère à l'archevêque de Paris, le cardinal Verdier, qui a demandé des prières aux Français « pour supplier Dieu de faire cesser la persécution menée par Hitler contre les juifs en Allemagne ».



## Abolition du Conseil législatif

Dans une motion présentée à la dernière séance de la session, le député libéral de Laval, Joseph Filion, invite le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour abolir le Conseil législatif. Le débat est toutefois ajourné, mettant un terme à la discussion.

La même année, Gustave Turcotte, greffier adjoint du Conseil législatif, publie son livre intitulé *Le Conseil Législatif de Québec, 1774-1933*. Il explique pourquoi le Québec est la seule des provinces canadiennes à posséder encore une Chambre haute. À son avis, le maintien de ce corps illustre « le tempérament de la race canadienne-française et le caractère particulièrement traditionaliste que celle-ci a hérité de ses ancêtres<sup>45</sup> ».

## Faits divers, faits cocasses...

Dans l'ensemble, les travaux de la session se déroulent dans un climat de bonne entente. Quand l'occasion s'y prête, Taschereau et Duplessis aiment bien se taquiner l'un l'autre.

À la séance du 9 mars, le chef de l'opposition parvient à déjouer le premier ministre en l'amenant sur une fausse piste. Alors que Taschereau est absent, Duplessis demande au ministre des Travaux publics, Joseph-Napoléon Francoeur, s'il est d'avis que le gouvernement peut payer la part des municipalités en vertu de la loi du chômage; il lui pose plusieurs fois la même question. Pour réponse, le ministre lui rétorque que non, sans avoir l'air trop convaincu cependant. C'est alors que le premier ministre fait son entrée en Chambre :

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis heureux de voir le procureur général. Il me fait plaisir de lui donner ce titre comme d'ailleurs ses autres titres: premier ministre, procureur général et presque chef de l'opposition.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est un titre que je vous abandonne entièrement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai demandé tout à l'heure au ministre des Travaux publics si le gouvernement pouvait payer la part des municipalités en vertu de la loi du chômage, s'il l'avait voulu.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Et qu'est-ce que le ministre des Travaux publics a répondu?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il a dit oui.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Eh bien, je dis oui moi aussi.

Un courriériste parlementaire rapporte alors que Duplessis s'amuse ferme de cette réponse ne concordant pas avec celle du ministre. Taschereau lui remettra la pareille le 17 mars, durant l'étude du bill 68 modifiant l'article 6 de la loi du département du Trésor. Il est question de faire apposer la signature de l'assistant trésorier et de l'auditeur général de la province par une machine automatique :

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La machine offre toutes les garanties possibles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien. Mais puisque le gouvernement achète une machine pour signer les chèques, ne pourrait-il pas en acheter une pour payer ses dettes? (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Il y a une autre machine que nous devrions peut-être acheter pour l'opposition et pour accommodation de tout le monde, c'est le "Maxim Silencer", une machine à faire silence. (Rires)

Un « Maxim Silencer » est un appareil que l'on plaçait sur la bouche des canons pour assourdir la détonation.

Le premier ministre fait de l'humour aussi pour répondre à Duplessis qui le critique très souvent quant à la pertinence de faire construire le pont de l'île d'Orléans en cette période de crise économique. Le 13 avril, Duplessis demande que « les travaux du pont soient suspendus ». À brûle-pourpoint, en souriant, Taschereau lui répond: « C'est un pont suspendu que nous faisons construire! »

Pour terminer, un échange entre le premier ministre et le député conservateur de Hull, Aimé Guertin, fait également sourire :

**M. Guertin (Hull):** [...] Au chapitre des légumes, on nous a souvent persiflés parce que nous aimions la soupe aux pois, et bien que nos concitoyens de la langue anglaise se plaisent à nous appeler des *pea soup*, ils l'aiment autant que nous. Si vous en doutez, faites le tour de tous les *quick lunch* de l'est du Canada. Vous croyez généralement que ce plat succulent et populaire, qui s'appelle maintenant la soupe nationale, est fait avec des pois canadiens? Et pourquoi pas?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) C'est un vrai discours de carême.

**M. Guertin (Hull):** Je l'aurais prononcé avant, si l'honorable premier ministre l'avait voulu.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous l'avons gardé pour le dessert.

Guertin parle enfin de la production de tabac dans la province. Il s'inquiète : « Qu'a fait notre ministère de l'Agriculture pour maintenir la position de sa province dans cette production? [...]. Qu'a fait le ministère pour le populariser chez le consommateur? » Le monde a bien changé!

Christian Blais

## Critique des sources

### La Tribune de la presse

Au tout premier jour de la session, *Le Devoir* associe la rentrée parlementaire à une publicité pour son abonnement : « On a pu voir par nos primeurs d'hier tout l'intérêt que présenteront nos comptes rendus de la session parlementaire provinciale. C'est le temps de s'abonner au *Devoir* et d'y faire abonner ses amis<sup>46</sup>. »

En 1933, Louis-Philippe Roy, de *L'Action catholique*, est président de la Tribune de la presse du Parlement de Québec; Damase Potvin, de *La Presse*, en est le secrétaire. Les autres membres connus de cette institution sont : Thomas Caouette, du *Quotidien*; Edmond Chassé, de *L'Événement*; Henri Dutil, du *Canada*; Alexis Gagnon, du *Devoir*; Staffard Green, du *Chronicle Telegraph*; J.-Alfred Hardy, de *La Patrie*; Paul Lemoyne<sup>47</sup>, du *Soleil*; Gérard Ouellet, du *Nouvelliste*; Gordon Roberts, du *Montreal Daily Herald*; Thomas Conët, du *Quotidien*<sup>48</sup>; Henri St-Pierre, du *Montreal Daily Star*; et Abel Vineberg, du *Montreal Gazette*<sup>49</sup>.

### La reconstitution des débats<sup>50</sup>

C'est dans *Le Soleil* que l'on trouve les versions les plus complètes des débats de la session de 1933. Les discours des libéraux y sont reproduits en priorité, ceux des conservateurs étant résumés parfois. *Le Devoir*, un journal d'opposition, pallie cette lacune en rapportant plus fidèlement les discours des conservateurs. *L'Action catholique* vient compléter le portrait en mettant cependant l'accent sur certains débats. Il y a aussi *L'Événement* qui, avec force détails, parvient à reproduire les interventions de manière plus vivante. *La Presse* et *La Patrie*, quant à elles, publient les mêmes comptes rendus, mot pour mot, mais il s'agit surtout de résumés<sup>51</sup>. Les quotidiens anglophones se distinguent aussi les uns des autres, mais ils ont en commun également de publier des résumés des débats. Soulignons enfin que le *Bulletin des agriculteurs* est sensible aux propos tenus par Laurent Barré, député conservateur de Shefford, puisqu'il est le seul à publier une version complète de son discours à la séance du 31 mars.

### Le libelle

En 1933, le premier ministre Taschereau présente le bill 28 modifiant le Code de procédure civile relativement au libelle diffamatoire<sup>52</sup>. Sans nommer de journaux en particulier, le premier ministre explique :

Il y a des journaux qui se rendent coupables de libelle diffamatoire de façon continue contre des citoyens de cette province. Le projet a le but suivant : mettre un terme aux campagnes libelleuses persistantes faites par certaines publications. Il pourroit aussi à ce que l'on puisse empêcher de circuler dans la province de Québec les publications du dehors enfreignant continuellement la loi du libelle. Il ne s'agit pas dans tout cela de libelle occasionnel. L'injonction ne sera pas permise à l'égard d'un journal ou autre publication qui écrira une fois ou l'autre des choses libelleuses. Elle ne vaudra que lorsqu'il aura été prouvé qu'il y a "libelle continu". Donc, si un journal commet un libelle diffamatoire continu, il y aura droit d'émission d'un bref d'injonction contre le journal, conformément aux dispositions du Code de procédure civile<sup>53</sup>. (21 février)

S'il appert que *Le Goglu* et le *Mirror* font encore des siennes en publiant, entre autres choses, des propos antisémites, le premier ministre fait toutefois marche arrière à la fin de la session. Un état de choses déplorable est disparu, dit-il, depuis que le projet de loi a été inscrit à l'ordre du jour deux mois plus tôt :

Il existait certains journaux indignes de ce nom qui attaquaient continuellement les partis les uns après les autres d'une manière diffamante. Tous, nous y avons subi des coups. Des citoyens étrangers à notre foi y ont été attaqués. Nos amis pour qui le cardinal Verdier demandait récemment ont aussi eu à s'en plaindre.

Mais l'état des choses dont on avait à se plaindre n'existe plus. Les journaux qui restent encore ne partagent pas toutes nos convictions, mais leur façon d'agir est convenable.

Cette loi pourrait être nécessaire si l'état de choses dénoncé revenait. Mais dans les circonstances, je crois que nous n'avons pas lieu de présenter ce bill et je demande que le bill soit retiré. (12 avril)

### La ligne éditoriale

Les parlementaires critiquent la ligne éditoriale des journaux, surtout quand celle-ci ne correspond pas à leur propre allégeance politique.

Le jour même de la présentation du bill 28, la *Gazette* fait parler d'elle. Louis-Philippe Roy de *L'Action catholique* précise : « La gauche et la droite se sont même donné la main pour venger l'hon. C.-J. Arcand, son sous-ministre et la Commission des assurances sociales, contre un article de la *Gazette* qui en veut à l'hon. premier ministre d'avoir fait quelque chose pour les ouvriers de la province<sup>54</sup>. » En comité des subsides, le député de Québec-Est, Oscar Drouin, est cinglant :

Mais, M. le Président, on nous a dit que la province était menacée de perdre sa réputation d'être la plus saine en autant que les questions ayant trait au travail de l'ouvrier sont concernées. C'est *The Gazette* qui nous a dit cela, parce que le gouvernement de Québec a mis un ouvrier syndiqué à la tête du ministère du Travail (l'honorable M. Arcand) et un unioniste au poste de sous-ministre du Travail (M. Gérard Tremblay), et que tous deux ont des idées socialistes. Je considère cet article comme un des articles les plus réactionnaires, des plus sordides pour reprendre l'expression de M. Olivar Asselin, qui aient été écrits et publiés au pays. [...]

*The Gazette* a un bon système d'information. Elle a un représentant au Parlement qui est le gentilhomme personnifié. Elle reflète la pensée de la haute finance. Je proteste contre cet article qui est une tentative d'intimidation. C'est un ultimatum, une mise en demeure pour que le gouvernement de Québec cesse notre législation sociale. Cet éditorial de *The Gazette* est dangereux et peut avoir de fâcheuses répercussions. Voilà comment j'interprète cet article. Eh bien! Cela dit, nous ne l'endurerons pas! Le Parti libéral a bâti cette province, a commencé à faire de la législation sociale, et il peut la diriger sans permettre à un petit groupe de financiers torys de l'arrêter. Cet article n'est pas dû à un incident de mauvaise humeur, mais il démasquait la pensée de ces puissantes organisations qui sont en arrière de ce journal. (21 février)

### Gardien de la mémoire parlementaire

Les députés s'accordent sur le fait qu'il est « du devoir des journalistes de dire des choses vraies ». (27 janvier) C'est du moins l'opinion exprimée en Chambre par Irénée Vautrin, député de Montréal-Saint-Jacques, pour dénoncer le *Journal* lorsque celui-ci publie une rumeur à l'effet que les députés libéraux de Montréal voulaient renverser le premier ministre.

En 1933, le chroniqueur parlementaire de la *Gazette* se plaint qu'aucun hansard n'existe en la province de Québec pour conserver les bons discours. Il demeure que les membres de la Tribune de la presse ont conscience de jouer ce rôle. Autrement dit, les courriéristes sont les yeux et les oreilles de la province. Les députés sont également de cet avis, comme en fait foi ce passage tiré de la séance du 28 mars 1933. Il est alors question d'améliorer les conditions de travail des députés dans la salle des comités et, d'ajouter Duplessis, celles des journalistes :

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les journalistes travaillent eux aussi dans des conditions pénibles et l'honorable ministre des Travaux publics devrait essayer de les améliorer.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Il est certain que les journalistes devraient pouvoir travailler dans de bonnes conditions, car ils remplacent le *Hansard* à la Législature de Québec, en donnant le compte rendu de nos débats. La difficulté est de leur trouver une salle de travail près de la Chambre des députés. Nous leur avons offert un nouveau bureau, mais il n'est pas très près de leur galerie et c'est un inconvénient pour eux.

**M. Guertin (Hull):** Ne pourrait-on pas abolir le Conseil législatif, afin de donner une bonne salle de travail plus vaste aux journalistes? [...]

**M. Taschereau (Bellechasse)** soulève un point d'ordre. On vient de nous parler de la galerie de la presse et immédiatement après on parle des secours directs. Je proteste car je ne crois pas que nos amis les journalistes en soient rendus aux secours directs.

**Des journalistes:** Presque... Ça s'en vient.

Haut perchés dans leur galerie, les courriéristes interviennent donc – à de très rares occasions – pour répondre aux parlementaires. Bien singulièrement aussi, ces journalistes exercent une pression sur certains députés du Salon vert. C'est ce que dévoile Gontran Saintonge, député libéral de Beauharnois, avant de commencer son discours :

M. l'Orateur, depuis que certain journal s'est plu laconiquement à citer diverses tournures de phrases, employées habituellement par les honorables députés de cette Chambre, au début de leurs discours, l'incertitude, en ce moment, assaille mon esprit, je vous l'avoue, et paralyse le choix de mes mots pour féliciter comme il le faut mon honorable ami de Saint-Jacques. (7 mars)

Parfois, ce sont les attentes qui sont trop élevées au goût des députés. Selon Hector Authier, député libéral d'Abitibi :

Le correspondant de la *Gazette* de Montréal a annoncé mon discours d'aujourd'hui en des termes qui constituent une présentation vraiment trop forte. J'en ai retenu seulement qu'il m'invite à raconter à cette Chambre la vie du colon, en ces jours de dépression, et à exposer les résultats du grand mouvement de retour à la terre, avec la dépense qui s'ensuit, en millions et en encre d'imprimerie. Je me rends à cette invitation. J'ajouterai quelques considérations qui me paraissent s'imposer sur la crise générale. (21 février)

### Critique des sources

Les comptes rendus des débats de l'Assemblée législative, publiés dans les quotidiens durant la session, ne font l'objet que de critiques en mode mineur en 1933. Il y a d'abord une erreur d'homonymie qui est notée à la séance du 3 février : le *Chronicle Telegraph* avait attribué un discours à Joseph-Napoléon Francoeur, député de Lotbinière, plutôt qu'à son frère Joseph-Achille Francoeur, député de Montréal-Dorion. Avec humour, Taschereau commente cette erreur : « C'est l'inconvénient de faire des bons discours, on les attribue aux ministres; ça vous passe sur le dos. »

Les députés portent une constante attention au travail des courriéristes. Autre exemple, à la séance du 2 février 1933, Oscar Drouin demande au *Chronicle Telegraph* de rectifier une information. Selon le journal, le député de Québec-Est se serait « déclaré opposé à la construction d'une école pour les filles de langue anglaise », ce que nie formellement Drouin. Mais ce débat s'est produit au comité des bills publics et non pas durant une séance de l'Assemblée législative.

Pour finir, à la séance du 28 février, Taschereau soulève une question de privilège pour attirer l'attention de la Chambre sur une nouvelle parue dans *L'Action catholique* :

On y disait que les comptes de la province avaient été soutirés de \$29,079,307, du 10 janvier au 17 janvier de la présente année. Pour arriver à ce résultat extraordinaire, on a fait l'addition des montants dont les comptes étaient soutirés chaque jour, croyant que l'on soutirait chaque jour pour le montant indiqué.

Le courriériste parlementaire de ce journal m'informait ce matin que *L'Action catholique* corrigerait aujourd'hui l'erreur commise. Un péché avoué est à demi pardonné, pourvu qu'à l'aveu de la faute on joigne l'attrition. J'espère donc que *L'Action catholique* corrigera cette erreur qui a échappé à la direction. Je constate qu'il n'y a eu aucune malice dans tout cela, mais l'erreur s'est tout de même très vite répandue, puisque nous avons reçu plusieurs lettres à ce sujet.

Cela pour démontrer que les parlementaires ont l'habitude de relire les comptes rendus des débats publiés dans les journaux et, le cas échéant, ils n'hésitent jamais à se lever en Chambre pour signaler les erreurs. Et, puisque les députés ne font, somme toute, aucune remarque quant au contenu des comptes rendus des débats de la session de 1933, on doit comprendre que ceux-ci constituent un portrait fidèle des discours prononcés en Chambre. Dans les débats reconstitués de la session de 1933, on retrouve donc l'essentiel des échanges entre les députés.

Christian Blais et Nathalie Cartier

## Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. « La session provinciale et la législation sociale », *Le Monde Ouvrier*, 7 janvier 1933, p. 1.
2. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1989, p. 79-80; Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec*, Sillery, Septentrion, 1997, p. 205.
3. Le 12 janvier 1933, dans son discours sur l'adresse, Taschereau dit : « Il faut que les citoyens aident la Saint-Vincent-de-Paul. Il ne faut pas laisser cette Société dans l'obligation de s'adresser au gouvernement ou à l'Hôtel de Ville. Nous avons parmi nous des pauvres honteux, des collets blancs. C'est peut-être chez eux que nous trouvons la misère la plus noire. Ils recevront des mains discrètes d'un officier de la Saint-Vincent-de-Paul des secours qu'ils n'auraient pas osé aller demander. La charité privée est le grand moyen d'aider les malheureux à supporter patiemment la crise. »
4. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain*..., p. 86-87.
5. Antonin Dupont, *Taschereau*, Montréal, Guérin, 1997, p. xxix.
6. Téléphore-Damien Bouchard, *Mémoires de T. D. Bouchard : « Quarante ans dans la tourmente politico-religieuse »*, Montréal, Éditions Beauchemin, 1960, p. 94.
7. Bolduc, Mary, *Sans travail*, 1932, Starr 15864, [http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/musique\\_78trs/mt1291.htm](http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/musique_78trs/mt1291.htm).
8. T.-D. Bouchard, *Mémoires*..., p. 96.
9. Ce manifeste sera publié en février 1933 dans *l'Action nationale*, note Lacoursière, *Histoire populaire du Québec*..., p. 208.
10. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain*..., p. 111; Co-operative Commonwealth Federation, <http://www.thecanadianencyclopedia.com>
11. Richard Arès, « Le Père Joseph-Papin Archambault, S.J., et l'École Sociale Populaire : témoignages », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 35, no 4, 1982, p. 563-587.
12. Rappelons que Scott avait démissionné de la division de Wellington, le 4 août 1931, pour se porter candidat libéral aux élections provinciales du 24 août suivant. Il avait été défait dans le comté de Montréal-Saint-Georges par le conservateur Charles-Ernest Gault.
13. Jean-Guy Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*, Québec (Ph. D. histoire, Université Laval), 1977, p. 175-176; *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherbrooke.ca>
14. Vincent Lemieux, *Le Parti libéral du Québec : Alliances, rivalités et neutralités*, Québec, PUL, 2008, p. 38; Bernard Vigod, *Taschereau*, Sillery, Septentrion, 1996, p. 231.
15. Journal personnel du lieutenant-gouverneur Henry George Carroll, vol. VI, 12 janvier 1933, p. 912, Fonds Henry George Carroll, 1888-1939, Archives de l'Assemblée nationale du Québec, P22.
16. « M. Taschereau manque de portefeuilles », *L'Autorité*, 14 janvier 1933, p. 1.
17. « Des jeunes libéraux las d'attendre », *Le Devoir*, 11 janvier 1933, p. 1.
18. J. A. A. Lovnik, « Le pouvoir au sein du Parti libéral provincial du Québec, 1897-1936 », dans Réjean Pelletier (dir.), *Partis politiques au Québec*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1976, p. 113.
19. « Deux Écoles chez les Libéraux », *Le Petit Journal*, 19 mars 1933, p. 3.
20. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec, XXXIII : La plaie du chômage*, Montréal, Fidès, 1961, p. 140-141. Il y a aussi Wallace Reginald McDonald, député de Pontiac, qui demande une enquête sur les trusts.
21. B. Vigod, *Taschereau*..., p. 256; Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*, Québec, Publication du Québec, 2008, p. 432-439.
22. « La victoire du Québec Power en est-elle une? », *Le Devoir*, 23 mars 1933, p. 9.
23. Un autre exemple. À la troisième lecture du bill 2 modifiant la loi du salaire minimum des femmes, le ministre des Travaux public, Joseph-Napoléon Francoeur, contredit le ministre du Travail en appuyant les propos du député conservateur de Hull, Aimé Guertin : « Je suis porté à croire que mon honorable ami de Hull, avec lequel je ne m'accorde pas souvent, a raison de réclamer une loi du salaire minimum des hommes, car le travail féminin fait tort aux ouvriers. » (2 mars)
24. Journal personnel du lieutenant-gouverneur Henry George Carroll, vol. VI, 30 janvier 1933, p. 920, Fonds Henry George Carroll, 1888-1939, Archives de l'Assemblée nationale du Québec, P22.
25. Aussi, à la dernière séance, Taschereau rappelle-t-il sa plus grande admiration et sa plus haute estime vis-à-vis d'Ernest Lapointe qu'il qualifie de « chef du Parti libéral de la province de Québec au fédéral »; il précise cependant que cette amitié disparaît lorsque vient le moment de juger la question de la municipalisation de l'électricité.
26. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1973, vol. 1, p. 113.
27. J.-G. Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*..., p. 149-150.
28. « Note grave dans le discours du trône », *L'Événement*, 11 janvier 1933, p. 3.
29. Henry George Carroll est cynique dans ses mémoires lorsqu'il écrit : « Il y a un contraste entre la sévère économie prêchée dans le discours que l'on m'a fait lire et la liste des noms de ceux qui assistaient au dîner d'État et à la réception. Mais j'avais autorisé qu'on donne les noms, parce que c'était une affaire absolument officielle, et que ceux qui sont invités aiment autant ne pas l'être si leur nom ne paraît pas sur la gazette. Journal personnel du lieutenant-gouverneur Henry George Carroll, vol. VI, 11 janvier 1933, p. 909, Fonds Henry George Carroll, 1888-1939, Archives de l'Assemblée nationale du Québec, P22.
30. B. Vigod, *Taschereau*..., p. 234.
31. « La session de Québec », *L'Avenir du Nord*, 21 avril 1933, p. 1.
32. « À propos de la session provinciale », *L'Étoile du Nord*, 27 avril 1933, p. 1.
33. Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, *Conférences des premiers ministres, 1906-2004*, Ottawa, Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 2004, p. 9.
34. C. Blais, G. Gallichan, F. Lemieux et J. Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*..., p. 432.
35. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 147.
36. B. Vigod, *Taschereau*..., p. 266.

37. Richard Lapointe, *La politique au service d'une conviction. Philippe Hamel : Deux décennies d'action politique*, Québec, Université Laval (M. A en histoire), 1987, p. 28-29.
38. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 110.
39. Jean-Marie Lebel et Alain Roy, *Québec, 1900-2000 : le siècle d'une capitale*, Sainte-Foy, MultiMondes / Québec, Commission de la capitale nationale, c2000, p. 43-44.
40. À titre de premier ministre, Taschereau n'avait enregistré que deux défaites : une en 1921 et une autre en 1923-1924.
41. « Pas de lumières sur les voitures à la campagne », *Le Canada*, 9 mars 1933, p. 1.
42. « La Chambre, 38 à 19, tue le projet Caron », *L'Événement*, 9 mars 1933, p. 9. Pour alimenter la réflexion, citons *Le Peuple* qui publie, dans un autre contexte, une interprétation divergente : « Nous comprenons parfaitement pourquoi l'agriculture n'a jamais été l'enfant gâté du régime démocratique. D'abord, la finance, l'industrie et le commerce possèdent, auprès des représentants du peuple, des moyens de conviction – même honnêtes – qui ne sont pas à la disposition de la classe agricole. Ce sont des puissances organisées qui ont à leur service le nerf de la guerre comme de la politique, qui disposent d'une formidable publicité et qui réussissent à intéresser personnellement dans leurs combinaisons un trop grand nombre de dirigeants. C'est indéniable : ceux qui détiennent l'influence économique et sociale exercent une action prépondérante sur la législation. » « En marge de la Session Provinciale », *Le Peuple*, 20 janvier 1933, p. 2.
43. « Nombreux incidents à la clôture d'une longue et très importante session », *L'Action catholique*, 15 avril 1933, p. 2.
44. Joseph F. Perrault (trad.), *Lex Parliamentaria*, Québec P. E. Desbarat, 1803, p. 314. (Westminster anno 43 Eliz. Reginae, 21 novembre 1601)
45. Gustave Turcotte, *Le Conseil Législatif de Québec, 1774-1933*, Beauceville, L'Éclaireur, 1933, p. vii; Christian Blais, « Le Québec n'est pas une province comme les autres » : le Conseil législatif, 1775-1968 », *Cap-aux-Diamants*, hors série, août 2008, p. 14-19.
46. *Le Devoir*, 11 janvier 1933, p. 1.
47. Georges Léveillé selon « M. Duplessis, hôte des journalistes », *Le Journal*, 24 février 1933, p. 3.
48. *Ibid.*
49. Jocelyn Saint-Pierre, *Les membres de la Tribune de la presse : liste chronologique, 1871-1989*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, Bibliographie et documentation, no 34.
50. Sur la méthodologie relative à la reconstitution des débats, voir : Gilles Gallichan, « Le Parlement "rapaillé". La méthodologie de la reconstitution des débats », *Les Cahiers des Dix*, no 58 (2004), p. 275-296; sur les pools, voir : Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la Tribune de la presse à Québec, 1871-1959*, Montréal, VLB éditeur, 2007, 315 p.
51. *La Presse* avait acheté *La Patrie* le 19 juillet 1933.
52. Un projet similaire est d'ailleurs réclamé à Ottawa par E. Nichols, président de la *Canadian Press*, pour que le gouvernement fédéral établisse un bureau de censure. « Pour prévenir le jaunisme », *Le Devoir*, 20 février 1933, p. 3.
53. La menace avait de quoi inquiéter venant du même premier ministre qui, onze ans plus tôt, avait fait emprisonner John Roberts pendant un an pour un de ses articles sur l'affaire Blanche Garneau, son journal *The Axe*. Voir l'introduction historique de la session 1922b.
54. « Le débat sur le budget se poursuit avec entrain », *L'Action catholique*, 22 février 1933, p. 10.



## BIBLIOGRAPHIE

### **Journaux de base**

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Chronicle-Telegraph, The*  
*Événement, L'*  
*Gazette, The*  
*Montreal Daily Herald, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Soleil, Le*

### **Journaux complémentaires**

*Action, L'*  
*Autorité nouvelle*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Bien Public, Le*  
*Bonne parole, La*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canada français, Le*  
*Canadian Labour Press, The*  
*Canadien de Thetford, Le*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Colon, Le*  
*Courrier de Berthierville, Le*  
*Courrier de L'Islet, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Sorel, Le*  
*Courrier-Sentinel, Le*  
*Croix, La*  
*Dorchester, Le*  
*Droit, Le*  
*Écho de Frontenac, L'*  
*Écho de Saint-Justin, L'*  
*Écho du Bas-Saint-Laurent, L'*  
*Éclaireur, L'*  
*Étendard de Bellechasse, L'*  
*Étoile de l'Est, L'*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Gazette du Nord, La*  
*Guide, Le*  
*Illustration, L'*  
*Journal, Le*  
*Journal de Waterloo, Le*  
*Mégantic, Le*  
*Messenger de Verdun, Le*  
*Monde ouvrier, Le*  
*Nationaliste et Le Devoir, Le*  
*Nicolétain, Le*  
*Nouvelliste, Le*  
*Opinion de Hull, L'*

*Parole, La*  
*Petit Journal, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Quotidien, Le*  
*Régional, Le*  
*Riposte, La*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Sherbrooke Daily Record, The*  
*Sherbrooke Telegram*  
*Sorelois, Le*  
*Spokeman, The*  
*St. Maurice Valley Chronicle, The*  
*Standard, The*  
*Stanstead Journal, The*  
*Terre de Chez Nous, La*  
*Tribune, La (Saint-Hyacinthe)*  
*Tribune de Sherbrooke, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Voix des Bois-Francs*

#### **Autres sources**

*Documents de la session*, 1933, 4 volumes.

Stockwell, Ralph Frederik George. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable R. F. Stockwell, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 9 février 1933*. [s.l.]: 1933. 15 p. Publié également en anglais.

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1933, Québec 1933.

*Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1933, Québec 1933.

Québec, Prov. *Bills*, 3<sup>e</sup> session, 14<sup>e</sup> Parlement, 1933.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LXVII: Session 1933*, Quebec, Chronicle Telegraph Publishing Co. Ltd., 1933, 388, lxxxix p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1933, Vol. LXVII*, Québec, Imprimeur du roi, 1933, v, 386, xc p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 23 George V, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1933, xviii, 741 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 23 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1933, xvii, 721 p.

*Rapports des comités généraux, 2<sup>e</sup> session*, 1933.

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources .....	xxvii
Bibliographie.....	xxxiii
Table des matières.....	xxxv
L'Exécutif en 1933 .....	xxxix
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique .....	xli
Par ordre de circonscription.....	xliii
Débats	
1 Séance du mardi 10 janvier 1933 .....	1
2 Séance du mercredi 11 janvier 1933 .....	5
3 Séance du jeudi 12 janvier 1933 .....	13
4 Séance du vendredi 13 janvier 1933 .....	35
5 Séance du mardi 24 janvier 1933 .....	37
6 Séance du mercredi 25 janvier 1933 .....	41
7 Séance du jeudi 26 janvier 1933 .....	49
8 Séance du vendredi 27 janvier 1933 .....	59
9 Séance du mardi 31 janvier 1933 .....	65
10 Séance du mercredi 1 <sup>er</sup> février 1933.....	71
11 Séance du jeudi 2 février 1933.....	83
12 Séance du vendredi 3 février 1933.....	91
13 Séance du mardi 7 février 1933.....	99
14 Séance du mercredi 8 février 1933.....	115
15 Séance du jeudi 9 février 1933.....	125
16 Séance du vendredi 10 février 1933.....	141
17 Séance du mardi 14 février 1933.....	145

18 Séance du mercredi 15 février 1933.....	167
19 Séance du jeudi 16 février 1933.....	191
20 Séance du vendredi 17 février 1933.....	201
21 Séance du mardi 21 février 1933.....	211
22 Séance du mercredi 22 février 1933.....	233
23 Séance du jeudi 23 février 1933.....	249
24 Séance du vendredi 24 février 1933.....	275
25 Séance du mardi 28 février 1933.....	279
26 Séance du mercredi 1 <sup>er</sup> mars 1933 .....	291
27 Séance du jeudi 2 mars 1933.....	309
28 Séance du vendredi 3 mars 1933.....	327
29 Séance du mardi 7 mars 1933 .....	337
30 Séance du mercredi 8 mars 1933.....	353
31 Séance du jeudi 9 mars 1933.....	373
32 Séance du vendredi 10 mars 1933.....	395
33 Séance du mardi 14 mars 1933 .....	405
34 Séance du mercredi 15 mars 1933.....	421
35 Séance du jeudi 16 mars 1933.....	435
36 Séance du vendredi 17 mars 1933.....	451
37 Séance du mardi 21 mars 1933 .....	459
38 Séance du mercredi 22 mars 1933.....	475
39 Séance du jeudi 23 mars 1933.....	495
40 Séance du vendredi 24 mars 1933.....	509
41 Séance du mardi 28 mars 1933 .....	521
42 Séance du mercredi 29 mars 1933.....	539
43 Séance du jeudi 30 mars 1933.....	559
44 Séance du vendredi 31 mars 1933.....	581
45 Séance du lundi 3 avril 1933.....	605

46	Séance du mardi 4 avril 1933 .....	617
47	Séance du mercredi 5 avril 1933 .....	639
48	Séance du jeudi 6 avril 1933 .....	655
49	Séance du vendredi 7 avril 1933 .....	679
50	Séance du samedi 8 avril 1933 .....	695
51	Séance du lundi 10 avril 1933 .....	705
52	Séance du mardi 11 avril 1933 .....	729
53	Séance du mercredi 12 avril 1933 .....	753
54	Séance du jeudi 13 avril 1933 .....	783
	Index des participants .....	809
	Index des sujets .....	841
	Index des bills publics et privés .....	869



**L'HONORABLE HENRY GEORGE CARROLL**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif  
1933**

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre, procureur général et ministre des Affaires municipales

L'honorable Joseph-Adélarde Godbout, ministre de l'Agriculture

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Hector Laferté, ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable Athanase David, secrétaire de la province

L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre des Mines et de la Voirie

L'honorable Joseph-Napoléon Francoeur, ministre des Travaux publics

L'honorable Charles-Joseph Arcand, ministre du Travail

L'honorable Ralph Frederik Stockwell, trésorier de la province

L'honorable George Bryson fils, ministre sans portefeuille

L'honorable Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille

L'honorable Lauréat Lapierre, ministre sans portefeuille

L'honorable Émile Moreau, ministre sans portefeuille

**Orateur**

L'honorable Téléphore-Damien Bouchard





**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

Député	Allégeance politique	Circonscription
ARCAND, Charles-Joseph	L	Maisonneuve
AUTHIER, Hector	L	Abitibi
BACHAND, Raoul-Paul	L	Shefford
BARRÉ, Laurent	C	Rouville
BASTIEN, Cléophas	L	Berthier
BÉDARD, Joseph Éphraïm	L	Québec
BÉIQUE, Hortensius	C	Chambly
BÉLANGER, Arthur	L	Lévis
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERGERON, Joseph-Arthur	L	Matane
BERTRAND, Pierre	C	Saint-Sauveur
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
CARON, Amédée	L	Îles-de-la-Madeleine
CASGRAIN, Léon	L	Rivière-du-Loup
CHARBONNEAU, Joseph-Euclide	L	Napierville-Laprairie
CHOUINARD, Alexandre	L	Gaspé-Sud
COHEN, Joseph	L	Montréal-Saint-Laurent
CÔTÉ, Pierre-Émile	L	Bonaventure
CÔTÉ, Thomas	L	Gaspé-Nord
CRÊTE, Joseph-Alphida	L	Laviolette
DANSEREAU, Georges	L	Argenteuil
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DELISLE, Gustave	L	Chicoutimi
DESMARAIS, Stanislas-Edmond	L	Richmond
DILLON, Joseph Henry	L	Montréal-Sainte-Anne
DROUIN, Oscar	L	Québec-Est
DUFFY, William James	L	Compton
DUFOUR, Joseph	L	Matapédia
DUGAS, Lucien	L	Joliette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	C	Trois-Rivières
DUVAL, Médéric	L	Montcalm
ÉLIE, Antonio	C	Yamaska
FARAND, Avila	L	Soulanges
FAUTEUX, Gaspard	L	Montréal-Sainte-Marie
FILION, Joseph	L	Laval
FILLION, Joseph-Ludger	L	Lac-Saint-Jean
FISHER, Martin Beattie	C	Huntingdon
FORTIER, Émery-Hector	L	Sherbrooke
FORTIN, Joseph-Édouard	L	Beauce
FRANCOEUR, Joseph-Achill	L	Montréal-Dorion
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
FRIGON, Joseph-Auguste	L	Saint-Maurice
GABIAS, Joseph-Maurice	L	Montréal-Saint-Henri
GAGNON, Henri-Louis	L	Frontenac
GAGNON, Pierre	L	Kamouraska
GAULT, Charles-Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GAUTHIER, Pierre	L	Portneuf
GIGUÈRE, Joseph-Philibert	L	Dorchester

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

Député	Allégeance politique	Circonscription
GODBOUT, Joseph-Adélar	L	L'Islet
GRANT, William Pierre	L	Champlain
GUERTIN, Aimé	C	Hull
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFLEUR, Pierre-Auguste	C	Montréal-Verdun
LAHAIE, Désiré	L	Papineau
LAMOUREUX, Lucien	L	Iberville
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
LEGAULT, Augustin-Armand	L	Gatineau
LEMIEUX, Joseph-Pierre-Cyrénus	L	Wolfe
LORTIE, Pierre	L	Labelle
McDONALD, Wallace Reginald	L	Pontiac
MERCIER (fils), Honoré	L	Châteauguay
MESSIER, Félix	L	Verchères
MOREAU, Émile	L	Roberval
MOREAULT, Louis-Joseph	L	Rimouski
MOREL, Joseph-Wilfrid	L	Témiscouata
PAQUET, Charles-Abraham	L	Montmagny
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PHANEUF, Joseph-Émery	L	Bagot
PICHÉ, Joseph-Édouard	L	Témiscamingue
PLANTE, Anatole	L	Montréal-Mercier
POULIN, Ernest	L	Montréal-Laurier
POWER, Joseph Ignatius	L	Québec-Ouest
REED, Walter	L	L'Assomption
ROCHETTE, Edgar	L	Charlevoix-Saguenay
SABOURIN, Elzéar	L	Vaudreuil
SAINTONGE, Gontran	L	Beauharnois
SAMSON, Joseph	L	Québec-Centre
SAURETTE, Alexandre	L	Missisquoi
SAUVÉ, Joseph-Paul-Mignault	C	Deux-Montagnes
SAVOIE, Joseph-Alcide	L	Nicolet
SMART, Charles Allan	C	Westmount
STOCKWELL, Ralph Frederik	L	Brome
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TASCHEREAU, Robert	L	Bellechasse
THISDEL, Louis-Joseph	L	Maskinongé
TURCOTTE, Joseph-Célestin-Avila	L	Richelieu
VAUTRIN, Irénée	L	Montréal-Saint-Jacques

**Allégeance politique :**

- C - Conservateur  
L - Libéral

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
ABITIBI	L	Authier, Hector
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Fortin, Joseph-Édouard
BEAUHARNOIS	L	Saintonge, Gontran
BELLECHASSE	L	Taschereau, Robert
BERTHIER	L	Bastien, Cléophas
BONAVENTURE	L	Côté, Pierre-Émile
BROME	L	Stockwell, Ralph Frederick
CHAMBLY	C	Béique, Hortensius
CHAMPLAIN	L	Grant, William-Pierre
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Rochette, Edgar
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier (fils) , Honoré
CHICOUTIMI	L	Delisle, Gustave
COMPTON	L	Duffy, William James
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	L	Giguère, Joseph-Philibert
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Gagnon, Henri-Louis
GASPÉ-NORD	L	Côté, Thomas
GASPÉ-SUD	L	Chouinard, Alexandre
GATINEAU	L	Legault, Augustin-Armand
HULL	C	Guertin, Aimé
HUNTINGDON	C	Fisher, Martin Beattie
IBERVILLE	L	Lamoureux, Lucien
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	L	Caron, Amédée
JOLIETTE	L	Dugas, Lucien
KAMOURASKA	L	Gagnon, Pierre
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Lortie, Pierre
LAC-SAINT-JEAN	L	Fillion, Joseph-Ludger
LAVAL	L	Filion, Joseph
LAVIOLETTE	L	Crête, Joseph-Alphida
LÉVIS	L	Bélanger, Arthur
L'ISLET	L	Godbout, Joseph-Adélar
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	L	Arcand, Charles-Joseph
MASKINONGÉ	L	Thisdel, Louis-Joseph
MATANE	L	Bergeron, Joseph-Arthur
MATAPÉDIA	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MISSISQUOI	L	Saurette, Alexandre
MONTCALM	L	Duval, Médéric
MONTMAGNY	L	Paquet, Charles-Abraham
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTRÉAL-DORION	L	Francoeur, Joseph-Achille
MONTRÉAL-LAURIER	L	Poulin, Ernest
MONTRÉAL-MERCIER	L	Plante, Anatole
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	L	Dillon, Joseph Henry

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
MONTRÉAL-SAINTE-MARIE	L	Fauteux, Gaspard
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	C	Gault, Charles Ernest
MONTRÉAL-SAINT-HENRI	L	Gabias, Joseph-Maurice
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	L	Vautrin, Irénée
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	L	Cohen, Joseph
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
MONTRÉAL-VERDUN	C	Lafleur, Pierre-Auguste
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	L	Charbonneau, Joseph-Euclide
NICOLET	L	Savoie, Joseph-Alcide
PAPINEAU	L	Lahaie, Désirée
PONTIAC	L	McDonald, Wallace Reginald
PORTNEUF	L	Gauthier, Pierre
QUÉBEC	L	Bédard, Joseph-Éphraïm
QUÉBEC-CENTRE	L	Samson, Joseph
QUÉBEC-EST	L	Drouin, Oscar
QUÉBEC-OUEST	L	Power, Joseph Ignatius
RICHELIEU	L	Turcotte, Joseph-Célestin-Avila
RICHMOND	L	Desmarais, Stanislas-Edmond
RIMOUSKI	L	Moreault, Louis-Joseph
RIVIÈRE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
ROBERVAL	L	Moreau, Émile
ROUVILLE	C	Barré, Laurent
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	L	Frigon, Joseph-Auguste
SAINT-SAUVEUR	C	Bertrand, Pierre
SHEFFORD	L	Bachand, Robert-Raoul
SHERBROOKE	L	Fortier, Émery-Hector
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Piché, Joseph-Édouard
TÉMISCOUATA	L	Morel, Joseph-Wilfrid
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	C	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL	L	Sabourin, Elzéar
VERCHÈRES	L	Messier, Félix
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Lemieux, Joseph-Pierre-Cyrénus
YAMASKA	C	Élie, Antonio

**Allégeance politique :**

C - Conservateur  
L - Libéral





Séance du mardi 10 janvier 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

La législature ayant été, par proclamation<sup>1</sup>, convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires, et les membres de la Chambre étant réunis en séance;

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

Le message suivant est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec requiert la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Et, les députés étant de retour,

**Prestation  
des serments d'office**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Discours du trône**

**M. l'Orateur** fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre, comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Nos premières paroles seront pour exprimer les regrets très vifs que nous avons tous éprouvés, lors de la mort de l'un de mes prédécesseurs, l'honorable M. Pérodeau. Ce vieux gentilhomme, dont toute la carrière a été marquée au coin de la probité et du labeur, s'est éteint doucement et sera sincèrement regretté de notre population.

En vous conviant à la dernière session, je formulais le vœu que la crise qui bouleversait alors le monde diminuerait en 1932. Je ne crois pas que nos espoirs se soient réalisés.

Il est vrai que des accords internationaux semblent rapprocher les peuples et ouvrir de nouvelles voies au commerce et à l'industrie: il est vrai également que tous ont vu que le mal ne saurait être passager et qu'on a compris la nécessité du retour au travail, à la coopération et à l'économie à la fois publique et familiale; mais la crise est encore à l'état aigu, et si notre province la traverse encore mieux que tout autre, elle n'en est pas moins gravement atteinte.

À l'ouverture de chaque session, le gouvernement a coutume d'annoncer des mesures législatives importantes qui contribuent à la prospérité et à l'avancement de la province. Il n'en saurait être ainsi, cette année. L'heure n'est pas aux initiatives nouvelles qui demandent des dépenses considérables d'argent. Il s'agit plutôt de conserver les positions que nous avons acquises aux jours de grande prospérité, de nous y maintenir et de faire face aux obligations que nous avons assumées alors, sans ajouter, cependant, au fardeau très lourd qui pèse sur nous.

Les revenus baissent de façon considérable, beaucoup de fortunes privées se sont écroulées, des institutions, parmi les plus solides, chancellent et nous sommes appelés à résoudre des problèmes nouveaux.

Par bonheur, notre jeune pays, avec ses ressources naturelles merveilleuses, son esprit d'ordre et de travail, sa confiance en soi et en son avenir, offre des garanties incontestables de stabilisation et de reconstruction.

Le gouvernement a donc décidé de pratiquer l'économie la plus sévère dans tous les domaines, de ne pas ajouter un seul sou de taxe au fardeau qui pèse sur notre population, de garder les municipalités dans les limites les plus strictes de leur crédit et de n'entreprendre aucun travail nouveau qui puisse faire appel à nos ressources, sauf quant au chômage, si la chose devient nécessaire.

Je dois dire cependant que, malgré la crise financière, mon gouvernement, outre l'aide considérable qu'il a donnée aux chômeurs, s'est montré généreux pour la classe agricole et pour nos colons. Des milliers de familles se sont établies sur des terres nouvelles et les ouvrent à la colonisation. Les octrois en 1932 pour les primes de défrichement, de labour et de résidence dépassent tous les précédents. L'éducation agricole, la vente des engrais chimiques, le drainage des terres et la lutte contre la tuberculose bovine ont été également fortement encouragés et favorisés. Cette grande politique d'agriculture et de colonisation ne saurait être abondante, ni même restreinte. Si nos ressources le permettent, le gouvernement n'entend pas, non plus, négliger l'instruction publique, l'hygiène et la protection de nos forêts.

Mais si le gouvernement ne désire pas se lancer dans des entreprises nouvelles, il ne saurait reculer devant l'étude des remèdes à apporter à la crise, pour soulager la misère qu'elle entraîne, et aussi pour trouver une solution aux redoutables problèmes qui surgissent devant nous.

Les économistes signalent plusieurs de ces remèdes: moratoire au paiement des dettes, prohibition de certaines ventes à tempérament, crédit agricole, retour à la terre, aide aux chômeurs autrement que par des secours directs, facilités accordées aux fils des cultivateurs de s'établir sur des terres nouvelles et d'y fonder un foyer. Voilà une série de questions que vous devrez étudier avec le plus grand soin.

Le gouvernement vous propose encore un autre remède.

Il est indéniable que l'usage, toujours plus étendu, de la merveilleuse mécanique moderne a causé une surproduction que les consommateurs ne sauraient absorber. On ne peut arrêter ni le génie inventif, ni les améliorations et les progrès qu'il crée. Toutefois, les statistiques établissent que 25 % des ouvriers sont sans travail. Le gouvernement croit qu'en diminuant le nombre des heures de travail dans certaines industries qui ne subissent pas la concurrence étrangère, et pour telles périodes que les circonstances justifieront, on pourra en arriver à donner à beaucoup plus d'ouvriers l'occasion de trouver de l'emploi; car nous n'oublions pas que le chômage est le pire des fléaux, tant au point de vue économique que moral.

Du reste, la Commission chargée d'étudier les divers problèmes d'assurances sociales a terminé ses labeurs, et ses rapports vous seront soumis. Nos ouvriers les liront sans doute avec intérêt.

Je tiens à remercier les commissaires de l'étude très consciencieuse et très complète qu'ils ont faite des sujets soumis à leur considération. Leur travail contribuera, je l'espère, à la solution définitive de ces problèmes compliqués.

Le gouvernement a également reçu le rapport de la Commission de l'industrie laitière. La législation qui suivra ce rapport favorisera cette grande industrie.

J'ajouterai enfin que les opérations minières ont pris dans notre province un essor remarquable. La production de l'or a été particulièrement abondante et les perspectives sont des plus encourageantes.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* pour l'année fiscale expirée le 30 juin vous seront soumis.

Ils accusent un léger excédent des dépenses sur les recettes, excédent causé par la diminution considérable de revenus, du fait de la dépression financière et des dépenses occasionnées par le chômage.

Le crédit de la province est cependant excellent et meilleur que celui de toutes les provinces-sœurs.

On vous demandera de voter les crédits nécessaires à l'administration de la province, pour le prochain exercice financier.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Des mesures d'un intérêt général et particulier vous seront soumises. Je mentionnerai entre autres une loi relative au tourisme auquel le gouvernement veut donner une vigoureuse impulsion.

À toutes ces mesures, vous saurez accorder votre meilleure attention.

Je prie la divine Providence de bénir vos travaux et de les rendre fructueux.

### **Prise en considération du discours du trône**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province, prononcé devant les deux Chambres de la Législature, soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.



**Formation des  
comités permanents**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

11. un comité des impressions législatives;

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

**Composition  
d'un comité spécial**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et que les honorables MM. Taschereau, Mercier fils et Dillon, MM. Bédard, Côté (Bonaventure), Delisle, Drouin, Duplessis, Gault, Smart et Vautrin forment ledit comité spécial.

Adopté.

**Dépôt de documents:****Rapport du  
ministère de la Voirie**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du

ministère de la Voirie, pour l'année 1932. (Document de la session no 3)

**Rapport du  
ministère des Mines**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Mines de la province de Québec pour l'année financière 1931-1932. (Document de la session no 4)

**Rapport du ministre  
de la Colonisation, de la Chasse  
et des Pêcheries**

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1932. (Document de la session no 5)

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mercredi, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 45.

---

**NOTE**

1. Le texte de la proclamation est reproduit à la page V des *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, session 1933, vol. LXVII.



Séance du mercredi 11 janvier 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 10.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de Sam Yaphe et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Beth Achnesses Nusoch Hoari" (M. Bercovitch);

- de Allan Bronfman et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Jewish General Hospital" (M. Bercovitch);

- de Saint Mary's Memorial Hospital, demandant l'adoption d'une loi pour amender sa charte (M. Cohen);

- de The Montreal General Hospital, demandant l'adoption d'une loi pour amender sa charte (M. Cohen);

- de Dora Gordon, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre aux examens pour l'obtention d'une licence en chirurgie dentaire, à la fin de son cours universitaire (M. Cohen);

- de Joseph Vasilofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de Vasilofsky en celui de Vassal (M. Cohen);

- de la congrégation des sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie, demandant l'adoption d'une loi pour amender sa charte (M. Dugas);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois le concernant (M. Drouin);

- du révérend père Hervé Morin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Externat classique Sainte-Croix" (M. Francoeur, Montréal-Dorion);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à contracter un emprunt additionnel (M. Fortier);

- de Kenneth Harold Brown, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Gault);

- de Henri Grier Lafleur, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Gault);

- de Stanley Bagg Corporation, demandant l'adoption d'une loi amendant le statut 10 George V, chapitre 158, et pour autres fins (M. Gault);

- de Fernand Lizotte, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Gauthier);

- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et concernant l'évaluation de certaines propriétés, pour les fins des taxes municipales et scolaires (M. Grant);

- de la corporation du comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi concernant la Montée Saint-Rémi, dans le comté Jacques-Cartier (M. Plante);

- des commissaires d'écoles du village Saint-Laurent, district de Montréal, demandant l'adoption d'une loi à l'effet que toutes distributions de la taxe scolaire sur les immeubles de la liste neutre soient confirmées et pour d'autres fins (M. Plante);

- de W. P. Hodge et autres, demandant l'adoption d'une loi pour amender la loi régissant la Ville Mont-Royal relativement à certaines terres en culture (M. Smart);

- de Joseph-Samuel-Émilio Lapointe, demandant l'adoption d'une loi permettant de changer son nom de famille Lapointe en celui de Vézina (M. Drouin).

**Rapports du comité spécial:**

**Composition  
des comités permanents**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Dillon, Laferté, Lapierre, Stockwell; MM. Authier, Bédard, Bélanger, Côté (Bonaventure), Delisle, Drouin, Duplessis, Guertin, Rochette, Samson, Sauvé.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Taschereau, Arcand, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Laferté, Lapierre, Mercier fils, Moreau, Perrault, Stockwell; MM. Authier, Bachand, Barré, Bastien, Bédard, Béique, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bertrand, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Duplessis, Duval, Élie, Farand, Fauteux, Fillion (Lac-Saint-Jean), Filion (Laval), Fisher, Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Frontenac), Gault, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Legault, Lemieux, Lortie, McDonald, Messier, Moreault (Rimouski), Morel, Paquet, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Reed, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Smart, Taschereau (Bellechasse), Thisdel, Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des chemins de fers et autres moyens de communication: Les honorables MM. Taschereau, Arcand, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Lapierre, Mercier fils, Moreau; MM. Authier, Bachand, Béique, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Caron, Charbonneau, Cohen, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Duplessis, Farand, Fisher, Fortier, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Legault, Lortie, Paquet, Phaneuf, Piché, Poulin, Reed, Sauvé, Savoie, Smart, Taschereau (Bellechasse), Turcotte.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Lapierre, Mercier fils, Moreau, Perrault, Stockwell; MM. Authier, Bastien, Bédard, Béique, Bélanger, Bercovitch, Bertrand, Casgrain, Cohen, Côté (Bonaventure), Drouin, Dugas, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Grant, Guertin, Lafleur, McDonald, Sauvé, Savoie, Smart, Taschereau (Bellechasse), Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Laferté, Mercier fils, Perrault, Stockwell; MM. Authier, Bachand, Bastien, Bédard, Béique, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Caron, Casgrain, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Drouin, Dugas, Duplessis, Fauteux, Fortin, Gault, Gauthier, Lafleur, Lemieux, Moreault (Rimouski), Plante, Poulin, Rochette, Saintonge, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Vautrin.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Godbout, Laferté, Moreau, Perrault; MM. Authier, Barré, Bastien, Béique, Bergeron, Bouthillier, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Duplessis, Duval, Élie, Farand, Fillion (Lac-Saint-Jean), Filion (Laval), Fisher, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Grant, Guertin, Lahaie, Lamoureux, Lemieux, Lortie, Messier, Morel, Phaneuf, Piché, Sabourin, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Thisdel.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Lapierre, Moreau; MM. Bastien, Béique, Bertrand, Bissonnet, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Duffy, Duplessis, Fillion (Lac-Saint-Jean), Filion (Laval), Fortier, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gault, Giguère, Grant, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Lortie, McDonald, Messier, Paquet, Piché, Power, Reed, Samson, Sauvé, Saurette, Savoie, Smart, Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des privilèges et élections: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Laferté, Mercier fils, Perrault; MM. Bédard, Bercovitch, Caron, Casgrain, Cohen, Côté (Bonaventure), Delisle, Dugas, Duplessis, Gault, Guertin, Sauvé, Taschereau (Bellechasse).

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Taschereau, David, Godbout, Laferté, Moreau, Perrault; MM. Bachand, Bédard, Béique, Bélanger, Bergeron, Caron, Casgrain, Chouinard, Côté (Bonaventure), Delisle, Dugas, Duplessis, Élie, Farand, Fisher, Fortin, Frigon, Gabias, Gauthier, Lamoureux, Legault, Rochette, Saintonge, Samson, Sauvé, Thisdel, Turcotte.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que cette Chambre adopte ledit rapport.

Le rapport est adopté.

**Prolongation des  
délais des pétitions**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que les délais pour la présentation des pétitions soient prolongés jusqu'au 26 janvier 1933.

Que les délais fixés pour la réception des pétitions introductives de bills privés soient prolongés au 31 janvier 1933.

Que les délais fixés pour la présentation des bills privés soient prolongés au 8 février 1933.

Que les délais fixés pour la réception des rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés soient prolongés au 21 février 1933.

Et que les pétitionnaires qui profiteront de ces prolongations de délais ne soient soumis au paiement d'aucun droit additionnel.

Adopté.

**Dépôt de documents:****Rapport du ministre  
des Affaires municipales**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Affaires municipales de la province de Québec pour l'année 1931-1932. (Document de la session no 6)

**Rapport du  
ministre du Travail**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1932. (Document de la session no 7)

**Rapport du  
secrétaire et registraire**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec pour l'année 1931-1932. (Document de la session no 8)

**État financier du surintendant  
de l'Instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1932. (Document de la session no 9)

**Rapport du surintendant  
de l'Instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1931-1932. (Document de la session no 11)

**Rapport du  
ministre de l'Agriculture**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1932. (Document de la session no 10)

**Messages du lieutenant-gouverneur:****Rapport de  
l'Imprimeur du roi**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Document de la session no 12)

Hôtel du Gouvernement  
Québec, ce 10 janvier 1933

### Nominations au service civil

**L'honorable M. David (Terrebonne)** transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 13)

Hôtel du Gouvernement  
Québec, ce 10 janvier 1933

### Adresse en réponse au discours du trône<sup>1</sup>

**M. Crête (Laviolette)** se lève (Applaudissements) et propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Duffy), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Si j'avais été consulté pour le choix du proposeur de l'adresse, j'aurais insisté pour que l'on fit entendre à ce début de session une voix éloquente et autorisée. Mais je n'ai pas été consulté et la Chambre devra se contenter d'écouter avec indulgence le modeste député à qui on a imposé le redoutable honneur d'ouvrir la présente session parlementaire.

Je représente un comté dont le nom est synonyme d'humilité, de vie cachée. Puisqu'on l'y force, la violette, cette humble petite fleur au parfum discret, au teint sans éclat, se risque timidement à travers les roses brillantes du pouvoir et les épines pointues de l'opposition.

Elle étale ses corolles au grand jour; si elle est simple et sans splendeur, elle symbolise de belles qualités: la fidélité, la franchise, le sens de l'honneur.

À ceux qui lui ont fait l'hommage de la sortir de l'ombre, elle exprime son plus reconnaissant merci.

M. l'Orateur, je veux tenter de me montrer digne du comté exemplaire que je représente et j'essaierai de rendre les sentiments de ceux qui m'ont fait l'honneur de me choisir pour être député. Ce sera ma faiblesse de n'avoir pas suivi mes prédécesseurs, les années passées, dans la tâche délicate de proposer l'adresse en réponse au discours du trône. Je noterai d'abord quelques-uns des faits principaux qui ont marqué l'année 1932, et j'examinerai ensuite les perspectives qu'offre l'année qui commence et les moyens qui seront pris pour assurer le progrès et pour maintenir son équilibre économique.

L'année 1932, signalée par une éclipse totale de soleil, a vu également l'éclipse d'un météore politique. Pour remplacer cet astre défaillant, nos amis du parti adverse ont choisi, avec une unanimité édifiante, dit-on, un homme pour qui j'ai une estime sincère... mais, cruauté du sort, c'est l'honorable député de Hull (M. Guertin) qui dut transmettre, hors les murs, l'heureuse nouvelle à la foule.

(Se tournant vers M. Duplessis) Qu'il me soit permis en passant de féliciter mon honorable ami de Trois-Rivières (M. Duplessis) pour la marque de confiance que lui ont donnée ses collègues. Le nouveau chef du Parti conservateur a des qualités nombreuses que nous nous plaçons à reconnaître. Il a de la culture, un esprit souple, délié, et il possède, avec beaucoup de combativité, un sens remarquable de la procédure... et, ce qui ne nuit pas, il est doué d'une ouïe très fine! Je concède qu'il a plus de compétence que son avant-dernier chef (M. Houde).

Convient-il aussi de signaler qu'au cours de cette année trépassée, un honorable député de la gauche, après un travail ardu de plusieurs mois, inventait "l'idée conservatrice"? Croyant sa fortune faite, il fit part de son "idée" à quelques intimes; croyant aussi tout le monde honnête comme lui, il oublia de la faire breveter. Mal lui en prit, car un annonceur s'en empara, qui essaie maintenant de l'introduire à son profit dans toute la province.

Il y eut également un ex-candidat de Drummondville, qui l'associait à l'ex-ministre de l'Agriculture de l'ex-chef de l'opposition, pour exploiter un moratoire... politique. Malheureusement, les revenus n'ont pas suffi à payer ce qu'on avait dépensé pour l'annonce.

(Se tournant vers le premier ministre) De notre côté, M. l'Orateur, qu'avons-nous fait au courant des 12 mois derniers pour aider l'agriculteur, l'ouvrier, le colon et qu'entendons-nous faire pour améliorer leur situation cette année? Pour me borner à quelques faits, je rappellerai que le gouvernement a

d'abord distribué quelques centaines de milliers de dollars, pour fournir des graines de semences aux cultivateurs et aux colons nécessiteux.

Il a aussi largement contribué à la distribution des engrais chimiques, au glaisage des terres sablonneuses et à l'égouttement des terres basses. Pour le colon, le gouvernement a payé des primes libérales de défrichement et de labour; il a ouvert de nouvelles régions de colonisation, notamment le long de la rivière Saint-Maurice et de la Bastonnais. Autour de La Tuque, il a poursuivi une active campagne de retour à la terre; dans mon comté, seulement 75 familles ont quitté les villes et les villages, pour aller s'établir sur des lots de colonisation.

Dernièrement, je visitais plusieurs de ces colons établis le long d'une rivière qui fut jadis pour moi un endroit où, dans la solitude, j'allais traquer le roi de la forêt. Quel beau spectacle de courage et d'endurance. La forêt a reculé; bon nombre de maisonnettes ont surgi, humbles, mais propres et en rangées. Les voix argentines des enfants, qui prennent leurs ébats, se mêlent à la voix plus grave des mamans qui condamnent et donnent à ces régions une vie nouvelle qui nous permet d'espérer que peut-être, du monde entier, c'est encore l'habitant de Québec qui sortira le premier de la crise qui bouleverse notre vie économique. (Applaudissements)

Vient maintenant le travailleur; qu'est-ce que le gouvernement a fait pour lui?... De bonne heure le printemps dernier, certaines municipalités décidaient d'organiser les jardins municipaux. Je souligne avec fierté que ma ville de Grand'Mère a été la première à prendre cette initiative. Grâce à la générosité du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) et du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) qui fournirent les grains de semence, une forte partie des engrais chimiques et qui mirent à notre disposition deux agronomes d'expérience, nos sans-travail purent ensemercer, à proximité de la ville, 345 jardins couvrant une superficie de plus de 5,000,000 de pieds carrés. Nous avons récolté 28 chars de fruits et presque autant de patates et de légumes divers, c'est-à-dire une quantité suffisante pour alimenter presque la moitié de notre population.

De cette façon, tout en tenant nos chômeurs occupés, nous leur avons donné des connaissances et le goût de la culture, et au lieu de consommer des produits fabriqués dans des provinces étrangères et assez souvent dans des pays éloignés, nous avons appris à notre population à tirer parti des productions du sol et à utiliser des produits de chez nous.

Un peu plus tard, et encore grâce à la générosité du ministre des Terres et forêts

(l'honorable M. Mercier fils) qui fit remise des droits de coupe, les chômeurs de la région du Saint-Maurice coupaient au-delà de 9,000 cordes de bois de chauffage destinées aux familles pauvres.

Ensuite, n'a-t-on pas vu le gouvernement s'intéresser au sort des bûcherons et forcer les compagnies et les gros entrepreneurs qui exploitent nos forêts, à payer à leurs employés un salaire convenable? Grâce à cette intervention, je puis affirmer, pour l'avoir contrôlée, que les quelque 1,800 hommes qui travaillent dans la région du Saint-Maurice reçoivent actuellement au moins \$700 de plus en salaire qu'au début des opérations forestières.

N'est-ce pas encore l'intervention du premier ministre qui a permis l'entente entre la compagnie Price et le gouvernement britannique, entente qui assure le travail pour un an à plusieurs centaines d'hommes?

M. le Président, le discours du trône nous avertit que la plus stricte économie devra être observée cette année et qu'aucune taxe nouvelle ne viendra s'associer aux charges qui pèsent sur notre population. Pour ceux qui ont le souci de léguer à leurs descendants la part d'héritage qui leur revient, c'est la seule attitude qui soit connue et qui soit logique.

On peut demander au gouvernement de continuer à payer de nombreux octrois aux écoles, aux hôpitaux, aux dispensaires; on peut compter sur son appui financier pour assurer le progrès de l'agriculture par l'amélioration des terres et la préparation de techniciens habiles; on doit également réclamer de l'aide pour le développement de la colonisation, l'entretien et l'ouverture des routes, de même que pour l'appui que réclament les municipalités soucieuses d'employer leurs chômeurs à des travaux utiles et productifs.

Les sommes d'argent employées à soutenir ces œuvres d'utilité publique profitent à toute la collectivité. Mais il est une politique que nos gouvernants ne peuvent poursuivre beaucoup plus loin, c'est d'imposer aux contribuables payeurs de taxes, qui alimentent la finance publique, le fardeau trop lourd de faire vivre la moitié de la population. La misère des temps est grande, mais il faut prendre garde de ne pas compromettre l'avenir de la nation, et surtout, de ne pas paraître fournir un encouragement à l'imprévoyance et à la paresse.

En terminant, M. le Président, me sera-t-il permis de rappeler au peuple de cette province qu'en ces temps troublés, il importe de ne pas se laisser entraîner dans les remous d'idées et d'opinions dangereuses que des gens mal intentionnés soulèvent à la faveur du malaise présent. Pour bien assurer sa marche vers l'avenir, notre peuple doit se demander quels guides il doit suivre. Il faut qu'il résiste aux sollicitations de ceux qui, par haine de l'ordre, de la

foi et de l'autorité, essaient de l'entraîner dans des voies dangereuses.

Il doit se demander quels sont ceux qui le trompent, qui l'exploitent au profit de doctrines antisociales ou d'ambitions personnelles, et il doit s'attacher à ceux qui lui ont donné, dans le passé, l'exemple de la pondération, de la prévoyance et de la justice.

Tout autour de lui, notre peuple entend gronder l'orage de la discorde, et il perçoit le cliquetis des armes qui s'aiguisent contre l'ordre social. Même dans notre province, l'ours moscovite a réussi à s'introduire et il souffle à l'oreille de nos gens des propos qui les troublent: "Vous êtes malheureux, vous souffrez, on vous exploite; révoltez-vous contre votre gouvernement, contre la justice organisée, contre Dieu. En retour, vous aurez la richesse, la liberté; la liberté de penser, d'agir, de corrompre, de piller, et d'assassiner sans punition".

Cette méfiance, contre l'ordre établi est alimentée aussi par les éternels mécontents pour qui rien n'est bon et qui critiquent sans cesse tout ce qui se fait. Ces censeurs impitoyables, qui n'ont même pas assez d'esprit civique pour accepter les responsabilités de charges publiques, gémissent sur le sort du peuple, trouvent à redire contre tout ce que tentent les hommes qui le dirigent, et qui essaient de faire courageusement leur devoir. Que notre population ne prête pas l'oreille à ces grognements de l'ours moscovite qui tente de faire des victimes même dans la province de Québec.

Mais grâce à Dieu, notre peuple a assez de bon sens pour ne pas se laisser décourager. Il connaît les réserves de force qui sont en lui et il a pour le guider les traditions de foi, de courage, de générosité d'une race pour qui les difficultés n'ont jamais été un obstacle.

Notre race a connu bien des épreuves et elle les a toujours surmontées. Elle traversera la crise présente comme elle a fait pour les autres. Il y a un siècle, nos vieilles paroisses du Saint-Laurent paraissaient devenues incapables d'assurer la vie de la population. Sans hésiter, des hommes courageux montèrent à la conquête de terres nouvelles.

En 1803, c'est Louis Cossette qui pénètre dans la forêt en bordure des Laurentides et ouvre à la colonisation la riche plaine où s'étendent aujourd'hui les belles paroisses de Saint-Narcisse, Saint-Stanislas, Saint-Maurice, Saint-Séverin et Saint-Tite.

En 1825, Charles Héon ouvre la première trouée dans les Bois Francs et il inaugure la prise de possession d'une des plus riches régions de la province.

En 1838, Alexis Tremblay, dit le Picoté, forme la société des 21; avec des outils rudimentaires, la croix sur la poitrine, ils quittaient le

foyer paternel, qui ne suffisait plus pour les nombreuses familles de la Malbaie, et ils s'enfonçaient vers la forêt saguenayenne où ils posaient les bases d'une exploitation du sol qui a donné à la province une de ses meilleures régions agricoles.

Vers 1850, les Vaugeois, les Olscamp, les Larue remontaient la rivière Saint-Maurice, portaient les Chutes de Shawinigan, Grand'Mère, se frayaient un chemin à travers les montagnes laurentiennes et établissaient, le long du Saint-Maurice, des postes de colonisation.

Ces valeureux défricheurs qui ont peiné avec courage et ténacité ont encore des descendants de leur sang dans la province, et ces descendants, lorsque l'industrie des villes leur refuse le travail nécessaire à leur subsistance, n'hésiteront pas à s'enfoncer dans les régions solitaires. Armés de pic et de la cognée, ils feront reculer la forêt et, à l'exemple des ancêtres, ils se pencheront vers la terre et lui demanderont non pas la fortune et le luxe, mais la modeste aisance nécessaire à la vie de leur famille et à la paix de leur foyer.

C'est sur cette pensée consolante que je reprends mon siège. (Applaudissements)

**M. Duffy (Compton):** (Applaudissements)

En me levant cet après-midi pour parler sur l'adresse en réponse au discours du trône, je veux tout d'abord déclarer que j'apprécie grandement l'honneur conféré à mon comté, par le gouvernement et à moi-même, en me priant de seconder l'adresse en réponse au discours du trône. Je désire immédiatement faire allusion à la perte que ce gouvernement a subie par la mort de deux de ses membres les plus distingués, les honorables Narcisse Pérodeau et Henry Miles. Par la mort de ces deux personnages, la province a perdu deux amis qui consacraient sans relâche leur temps et leur dévouement aux affaires publiques de cette province. On a dit que le meilleur tribut que pouvait rendre l'homme à Dieu était de vivre une vie utile. Ces paroles s'appliquent sûrement aux deux disparus qui ont travaillé on ne peut plus fidèlement au service du bien public.

La Législature se réunit cette année pour discuter les nombreux problèmes auxquels la province doit faire face présentement et avec l'espoir de trouver de nouveaux remèdes, alors que la dépression économique est plus grave que jamais. Il faut convenir cependant que notre province est dans une meilleure situation que les autres pays. Les citoyens de la province de Québec constatent avec



plaisir que c'est encore la partie du Canada qu'ils habitent qui a le moins souffert de la crise et celle qui fait le mieux face à elle.

Grâce à son excellente situation financière, la province de Québec se maintient à la tête de toutes les provinces de la Confédération. Il en est ainsi parce que la province a toujours eu comme principe de vivre suivant ses revenus et a bénéficié d'une sage et prudente administration, et je veux dire par là au cours des dernières 35 années de régime libéral. C'est pourquoi la province fut en mesure de faire face à la crise et que le gouvernement a pu dépenser quelque \$10,000,000 pour soulager le chômage et la misère du peuple de cette province. Je pourrais citer des chiffres comparatifs de nos finances et de celles des autres provinces, mais cela n'est point nécessaire, parce que notre situation financière est trop connue pour qu'il soit besoin d'y insister.

Le gouvernement s'est toujours intéressé particulièrement à la classe agricole, il n'a jamais marchandé son aide à l'agriculture, mais, plus spécialement encore, depuis le début de la crise économique. Il a donné aux cultivateurs toute l'assistance possible pour les aider à résoudre les graves problèmes de l'industrie agricole.

Le gouvernement est fermement convaincu que la solution de ce problème repose en grande partie sur la production agricole à un coût de revient moins élevé. Le ministère de l'Agriculture, par ses agronomes, a constitué des organisations agricoles, encouragé le drainage des terres, l'achat des engrais chimiques, de chaux et il a aidé par tous les moyens susceptibles d'améliorer la production et d'en réduire le coût de revient.

Le gouvernement accorde une attention de plus en plus grande à l'agriculture. Nos cultivateurs le méritent bien, car leurs succès attirent sur notre province les yeux des provinces-sœurs. Pour encourager davantage les fils de cultivateurs à rester sur la terre, le gouvernement, par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), a formé des organisations de jeunes éleveurs dans tous les comtés. Nous, des Cantons de l'Est, sommes fiers des succès remportés par ces jeunes par l'établissement du Club des Jeunes cultivateurs. Il y a trois ans, les jeunes représentants des comtés de Beauce, et il y a deux ans, les jeunes de Waterville, dans mon comté, et cette année les jeunes de Coaticook, dans le comté de Stanstead, ont remporté les plus grands honneurs dans le concours national des jeunes éleveurs à l'Exposition royale d'hiver de Toronto. Je les félicite. Ceci, je crois, démontre tout ce que le gouvernement a fait pour encourager les jeunes à

rester sur la terre où ils trouveront une certaine sécurité, l'indépendance et le bonheur qu'ils ne pourraient trouver dans nombre d'autres vocations.

Qu'il me soit permis de demander au ministre de l'Agriculture de continuer son bon travail. L'œuvre de son ministère est appréciée par les cultivateurs qui ont prouvé depuis le début de la crise qu'ils sont prêts à faire des sacrifices et à coopérer avec le gouvernement pour résoudre les problèmes qui affectent l'une des plus importantes industries de Québec.

Je constate, dans le discours du trône, que le gouvernement a l'intention de créer un bureau du tourisme pour attirer le plus grand nombre possible de visiteurs dans notre province. Cette politique, j'en suis certain, sera favorablement approuvée par la population. Notre province offre de nombreuses attractions au tourisme. Pour permettre à ceux qui désirent nous visiter de se rendre vers les endroits intéressants et les beautés pittoresques de Québec, nous avons construit près de 16,000 milles de routes permanentes, dans le but de créer des communications avec les autres provinces et aussi avec les États-Unis.

Nous avons aussi construit des ponts appropriés pour prolonger ces routes, et je crois que les dépenses encourues ont été justifiées parce que, en retour, la province en a retiré des revenus considérables. Des millions de dollars ont été dépensés chez nous par le touriste, et je suis d'avis que l'encouragement que l'on accordera au tourisme, par la création de ce bureau, sera un pas fait dans la bonne direction.

Avant de reprendre mon siège, M. l'Orateur, puis-je mentionner la protection des droits de cette province. Le premier ministre n'a jamais été lent à résister à tout empiètement sur l'économie financière de cette province, tenté par les efforts des autres provinces à imposer leurs fardeaux sur Québec par l'entremise du Trésor fédéral. Le premier ministre a toujours résisté aux tentatives faites pour nous enlever quelques-uns de nos privilèges. Il s'est toujours fait le champion des droits de cette partie du pays. Nul doute qu'il continuera à jouer ce rôle patriotique. Nous avons confiance en lui pour l'avenir.

Le pays tout entier a été appelé à contribuer aux secours pour les provinces-sœurs. Le gouvernement fédéral a reçu des demandes et a accordé des secours aux producteurs de blé de l'Ouest. Cette politique a coûté des millions de dollars au pays. Que fait-on pour nos cultivateurs à Ottawa? Québec et Ontario doivent porter la plus lourde part du fardeau des impôts, puisqu'elles payent la majeure partie des taxes.

On force donc Québec à payer le prix des extravagances, du gaspillage et du manque de jugement des provinces plus jeunes. Il y a assez longtemps que la province de Québec se saigne pour ces provinces. Nous payons plus que notre part dans un temps où il nous faut pratiquer chez nous l'économie la plus serrée. C'est un danger pour Québec que nous ne pouvons trop signaler. Et j'ai été heureux d'entendre le premier ministre déclarer à Knowlton, lors de la réception faite au nouveau trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell), que Québec n'a pas l'intention de se saigner à blanc pour les autres provinces et de constater que notre clairvoyant premier ministre est pleinement au courant du danger et de ses conséquences.

J'appuie donc la motion du représentant de Laviolette (M. Crête). (Applaudissements)

### **Ajournement**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné à jeudi, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 50.

---

### **NOTE**

1. Il était 3 h 20, selon *Le Nouvelliste* du 13 janvier 1933, à la page 1.

Séance du jeudi 12 janvier 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

**Présentation de pétitions:**

Plusieurs pétitions sont présentées devant la Chambre:

- de Reginald Villeneuve et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve (M. Bercovitch);
- de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson (M. Bercovitch);
- des syndics de la paroisse de Saint-David d'Escourt, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une entente intervenue entre eux et la congrégation du Très-Saint-Rédempteur et pour d'autres fins (M. Casgrain);
- de Monseigneur François Boulay et autre, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu M. l'abbé J.-C. Boutet (M. Duplessis);
- de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fauteux);
- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation (M. Fauteux);
- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Phaneuf);
- de Joseph-Louis-Arthur Tétreault et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Pierre Tétreault (M. Saurette);
- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Turcotte);
- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Crête).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Sam Yaphe et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Beth Achnesses Nusoch Hoari" (M. Bercovitch);
- de Allan Bronfman et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Jewish General Hospital" (M. Bercovitch);
- de Saint Mary's Memorial Hospital, demandant l'adoption d'une loi pour amender sa charte (M. Cohen);
- de The Montreal General Hospital, demandant l'adoption d'une loi pour amender sa charte (M. Cohen);
- de Dora Gordon, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre aux examens pour l'obtention d'une licence en chirurgie dentaire à la fin de son cours universitaire (M. Cohen);
- de Joseph Vasilofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de Vasilofsky en celui de Vassal (M. Cohen);
- de la congrégation des sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie, demandant l'adoption d'une loi pour amender sa charte (M. Dugas);
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois le concernant (M. Drouin);
- du révérend père Hervé Morin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Externat classique Sainte-Croix" (M. Francoeur, Montréal-Dorion);
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à contracter un emprunt additionnel (M. Fortier);
- de Kenneth Harold Brown, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Gault);
- de Henri Grier Lafleur, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Gault);
- de Stanley Bagg Corporation, demandant l'adoption d'une loi amendant le statut 10 George V, chapitre 158 et pour autres fins (M. Gault);
- de Fernand Lizotte, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Gauthier);

- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et concernant l'évaluation de certaines propriétés, pour les fins des taxes municipales et scolaires (M. Grant);
- de la corporation du comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi concernant la Montée Saint-Rémi, dans le comté Jacques-Cartier (M. Plante);
- des commissaires d'écoles du village Saint-Laurent, district de Montréal, demandant l'adoption d'une loi à l'effet que toutes distributions de la taxe scolaire sur les immeubles de la liste neutre soient confirmées et pour d'autres fins (M. Plante);
- de W. P. Hodge et autres, demandant l'adoption d'une loi pour amender la loi régissant la Ville Mont-Royal, relativement à certaines terres en culture (M. Smart);
- de Joseph-Samuel-Émilio Lapointe, demandant l'adoption d'une loi permettant de changer son nom de famille Lapointe en celui de Vézina (M. Drouin).

#### Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président, et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Delisle pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à quatre membres.

Adopté.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Cohen pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier fils pour son président, et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Godbout pour son président, et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**M. Côté (Bonaventure):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Côté (Bonaventure), pour son président, et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bercovitch pour son président, et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à dix membres.

Adopté.

**M. Reed (L'Assomption):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Reed pour son président, et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à six membres.

Adopté.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Francoeur pour son président, et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

#### Ajout d'un membre au comité permanent des bills publics

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier

filis), que le nom de M. Guertin soit ajouté à la liste des membres du comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

**Dépôt de documents:**

**État des  
cautionnements**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec du 2 novembre 1931 au 10 janvier 1933, tel que requis par chapitre 9, article 41, S.R.Q., 1925. (Document de la session no 14)

**État des  
mandats spéciaux**

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**  
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre l'état des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21 des statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province. (Voir le tableau à la page suivante)

(Applaudissements)

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province

Service et rapports du Conseil		Montant	Dépensé	Non dépensé
1.	Instruction publique: Fonds des écoles élémentaires ..... (O.C. no 793, 31 mars 1932)	\$ 100,000.00	\$ 100,000.00	.....
2.	Divers services:  <i>Colonisation, Chasse et Pêcheries</i> Prime de défrichement, de labour et de résidence..... Administration de la justice..... (O.C. no 851, 7 avril 1932)	75,000.00 150,000.00	75,000.00 150,000.00	..... .....
3.	Agriculture: Agronomie..... (O.C. no 1071, 29 avril 1932)	75,000.00	75,000.00	.....
4.	Terres et Forêts: Protection des forêts ..... Dépenses générales..... (O.C. no 1240, 18 mai 1932)	40,000.00 14,030.68	40,000.00 13,473.82	..... 556.86
5.	Divers services: Administration de la justice.....  <i>Instruction publique</i> École des beaux-arts, Québec et Montréal .....  <i>Colonisation, Chasse et Pêcheries</i> Comptes en suspens.....  <i>Travaux publics</i> Nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements ..... Bureau de poste: salaires .....  <i>Charges sur le revenu</i> Perception des licences, etc. .... Timbres, licences, etc. .... Registrateurs: salaires et dépenses contingentes... Pont sur la rivière Beaudette..... (O.C. no 1374, 2 juin 1932)	100,000.00  12,000.00  500.00  9,500.00 500.00  22,100.00 3,000.00 5,000.00 13,000.00	96,071.18  10,884.17  .....  9,499.88 498.74  ..... ..... ..... 10,291.80	3,928.82  1,115.83  500.00  0.12 1.26  22,100.00 3,000.00 5,000.00 2,708.20
6.	Divers services: Administration de la justice.....  <i>Instruction publique</i> Écoles normales..... Écoles de réforme et d'industrie.....	103,000.00  10,000.00 5,000.00	.....  10,000.00 .....	103,000.00  ..... 5,000.00

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province

Service et rapports du Conseil		Montant	Dépensé	Non dépensé
	<i>Agriculture</i>			
	Encouragement à l'agriculture en général.....	12,000.00	7,368.64	4,631.36
	Écoles d'agriculture, École de médecine vétérinaire et École de laiterie de la province de Québec.....	38,000.00	.....	38,000.00
	Horticulture.....	28,000.00	12,240.12	15,759.88
	Agronomie.....	26,000.00	24,152.89	1,847.11
	Économie rurale.....	22,000.00	.....	22,000.00
	(O.C. no 1489, 10 juin 1932)			
7.	Divers services:			
	<i>Agriculture</i>			
	Économie rurale.....	190,000.00	.....	190,000.00
	<i>Colonisation, Chasse et Pêcheries</i>			
	Chemins de colonisation et aide à la colonisation.....	100,000.00	100,000.00	.....
	(O.C. no 2100, 2 septembre 1932)			
8.	Divers services:			
	<i>Travaux publics</i>			
	Ponts-routes.....	68,000.00	60,208.51	7,791.49
	<i>Terres et Forêts</i>			
	Protection des forêts.....	74,000.00	51,374.44	22,625.56
	<i>Colonisation, Chasse et Pêcheries</i>			
	Aide aux pêcheurs de Gaspé.....	27,148.00	13,895.75	13,252.25
	Sociétés de colonisation en général.....	3,000.00	3,000.00	.....
	Aide aux colons sinistrés.....	35,985.00	16,825.45	19,159.55
	(O.C. no 2450, 13 octobre 1932)			
9.	Colonisation, Chasse et Pêcheries:			
	Jardin zoologiste de Québec: adm. et entr. ....	20,000.00	4,361.95	15,638.05
	(O. C. no 2660, 4 novembre 1932)			
10.	Colonisation, Chasse et Pêcheries:			
	Pour placer 1,000 familles de chômeurs sur les terres: dépenses d'administration.....	30,000.00	3,059.88	26,940.12
	(O.C. no 2710, 10 novembre 1932)			
11.	Législation:			
	Assemblée législative: impression et reliure.....	1,309.89	1,309.89	.....
	(O.C. no 2771, 17 novembre 1932)			
12.	Législation:			
	Assemblée législative: impression et reliure.....	25,000.00	25,000.00	.....
	(O.C. no 2821, 30 novembre 1932)			

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province

Service et rapports du Conseil		Montant	Dépensé	Non dépensé
13.	Législation: Assemblée législative: impression et reliure ..... (O.C. no 2918, 10 décembre 1932)	3,000.00	3,000.00	.....
14.	Colonisation, Chasse et Pêcheries: Chemins de colonisation, etc. .... (O.C. no 2919, 10 décembre 1932)	453,294.96	138,391.07	314,903.89
15.	Législation: Assemblée législative: impression et reliure ..... (O.C. no 3034, 22 décembre 1932)	4,500.00	4,500.00	.....
16.	Terres et Forêts: Protection des forêts ..... (O.C. no 39, 5 janvier 1933)	10,000.00	.....	10,000.00
17.	Divers services:			
	<i>Travaux publics</i>			
	Ponts-routes .....	71,546.27	.....	71,546.27
	<i>Législation</i>			
	Assemblée législative: impression et reliure ..... (O.C. no 50, 10 janvier 1933)	20,000.00	20,000.00	.....
		\$2,000,414.80	\$1,079,408.18	\$921,006.62

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,

E. Vézina

Québec, le 12 janvier 1933

(Document de la session no 15)

#### Assurance du vieil âge

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre le cinquième rapport de la Commission des assurances sociales de Québec portant sur l'assurance du vieil âge. (Document de la session no 16)

#### Assurance-chômage

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre le sixième rapport de la Commission des assurances sociales portant sur l'assurance-chômage. (Document de la session no 17)

#### Assurance maladie invalidité

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre le septième rapport de la Commission des assurances sociales de Québec portant sur l'assurance maladie invalidité. (Document de la session no 18)

#### Commission des assurances sociales

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre l'annexe aux rapports de la Commission des assurances sociales de Québec. (Document de la session no 19)



**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 11 janvier, sur la motion proposée le mercredi 11 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, au proposeur et au seconneur, aux deux parrains de l'adresse en réponse au discours du trône, nos sincères félicitations. Le représentant de la cité de Lavolette (Trois-Rivières) remercie le député du comté de Lavolette (M. Crête) de ses bonnes paroles aimables qu'il a eues à son endroit. Aux familles des honorables MM. Pérodeau et Miles, nous réitérons nos vives sympathies.

C'est un plaisir de présenter au distingué député de Saint-Georges (M. Gault) et à l'honorable ministre des Terres et des Forêts (l'honorable M. Mercier fils) nos meilleures félicitations, à l'occasion de leurs 25 ans de vie parlementaire au sein de cette Assemblée. À notre valeureux collègue, le député de Westmount (M. Smart), retenu à l'hôpital, nos sympathies et nos meilleurs vœux de prompt rétablissement.

Nous avons un nouveau trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell), représentant de la minorité anglaise. L'harmonie entre les deux grandes races est essentielle au progrès de cette province et du pays. Il a, nous dit-on, toutes les qualités de l'Écossais économe. Il nous a annoncé qu'il pratiquerait l'économie. Nous lui souhaitons de se rappeler que la plus sage économie consiste à payer ses dettes. (Murmures dans les galeries)

Depuis la dernière session, deux anciens membres (MM. Marchand et Lemieux) de cette Chambre et un ancien trésorier provincial (l'honorable M. Scott) ont été appelés à siéger au

Conseil législatif dont les cadres sont maintenant remplis, tandis que nous déplorons une vacance à l'Assemblée nationale. Aux nouveaux titulaires, au nouveau leader, nous souhaitons un plein succès. C'est une des nombreuses conséquences du gouvernement d'avoir rempli tous les sièges du Conseil législatif, dont les auteurs du gouvernement actuel ont préconisé l'abolition, et de laisser vacant un siège à l'Assemblée législative, en violation du principe "no taxation without representation". Il faudra en venir à la politique de l'opposition qui réclame, depuis de nombreuses années, une législation pour prévenir ces abus, et ce, plus tôt qu'on le pense.

La crise terrible que nous traversons constitue l'un des problèmes les plus urgents à la solution desquels doivent tendre tous nos efforts. Que la crise présente soit universelle, il n'y a pas l'ombre d'un doute. Évidemment, nous ne tenons pas le gouvernement responsable du grand malaise économique qui affecte l'univers, nous sommes prêts à le reconnaître, mais en toute justice, il convient de constater que l'administration actuelle, par son imprévoyance, son incurie et sa négligence, a considérablement aggravé la crise dans notre province.

S'il est vrai de dire que gouverner c'est prévoir, nous n'avons pas à Québec un véritable gouvernement depuis quelques années, vu que le régime actuel, non seulement dans la majorité des cas n'a ni prévu ni prévenu, mais qu'il a négligé pendant des années de se rendre à la brutalité du fait accompli.

La politique d'industrialisation à outrance, que le gouvernement présentait comme une panacée à tous les maux, a été appliquée et mise en vigueur sur les ruines de l'agriculture et en violation du droit de propriété. Malgré les sages avis de l'opposition, comme de tous ceux qui s'intéressent au bien-être de la province, le gouvernement actuel a persisté à sacrifier à la surindustrialisation les intérêts les plus chers de l'agriculture et les principes fondamentaux de notre législation et de nos traditions. Le gouvernement a négligé l'agriculture. Pourtant, l'encouragement à l'agriculture est un principe basique de notre situation économique.

Comme tous, le gouvernement est forcé d'admettre qu'il faut rétablir l'équilibre entre la population rurale et la population urbaine. Pourquoi a-t-il favorisé le dépeuplement des campagnes et le surpeuplement des villes, au bénéfice d'industries instables et au détriment de l'agriculture qui offre les meilleurs gages de stabilité et de sécurité?

Le gouvernement aurait dû se rendre à l'évidence et reconnaître, dans sa législation et dans ses actes, que la province de Québec a toujours été et doit toujours être essentiellement agricole, dans l'intérêt de la province et dans l'intérêt de nos compatriotes. C'est à ce principe basique de saine économie politique que le gouvernement s'est attaqué volontairement et avec acharnement, causant à l'agriculture des dommages incalculables et, dans certains cas, irréparables.

Les ministres proclament avec raison que l'agriculture est la pierre angulaire de notre structure économique. C'est donc à la base même que s'attaquait le gouvernement, sans la moindre excuse légitime et avec une imprévoyance des plus répréhensibles. Rien d'étonnant que la crise ait été aggravée dans Québec, lorsque le régime battait en brèche le fondement même de notre système économique. La province de Québec est une province agricole et elle doit le rester. La politique d'industrialisation a été néfaste.

De l'aveu de tous, le retour à la terre est un des problèmes les plus urgents de notre temps, car c'est un des meilleurs moyens de remédier à la crise. Mais n'est-il pas étrange et paradoxal de voir un gouvernement qui a chassé les vieux cultivateurs de la campagne, de leurs terres, leur proposer de retourner à la terre, et d'entendre les membres d'un gouvernement prêcher le retour à la terre comme une panacée à tous nos maux, après tous les ravages de leur administration. L'opposition a longtemps prêché cette politique, mais appliquée d'une manière qui puisse aider la colonisation.

Le retour à la terre, l'opposition en est, mais ce retour ne sera profitable que par la mise en vigueur d'une saine politique de colonisation, poussée avec rigueur et même, si nécessaire, au moyen d'un organisme consultatif offrant toutes les garanties de compétence et d'impartialité, et possédant tous les pouvoirs nécessaires pour faire cesser le patronage politique intensif et ruineux qui a paralysé jusqu'à aujourd'hui la colonisation et qui constitue un danger dont la province doit se débarrasser sans plus de retard. Ceci pourrait mettre un terme à la mainmise d'un groupe, ce qui fut le fléau de la colonisation dans le passé.

Je m'empresse de dire que j'ai la plus haute estime pour le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté), mais la colonisation doit être exempte de tout patronage politique et il faut qu'elle soit encore plus poussée.

La colonisation doit être faite franchement, loyalement; il ne doit pas y avoir d'entrave à la

colonisation par le ministère des Terres, les marchands de bois ou d'autres personnes ayant des intérêts opposés.

Une rénovation est d'autant plus urgente et nécessaire que la faillite d'un nouveau mouvement de retour à la terre produirait des désastres irréparables et provoquerait des bouleversements irrémédiables. C'est vers l'agriculture et la colonisation bien comprises, sagement et loyalement pratiquées que doivent être dirigés les principaux efforts de tous ceux qui veulent sincèrement remédier à la crise, de la façon la plus pratique et la plus avantageuse.

Le retour à la terre, très bien! Je suis pour le retour à la terre, mais il faut aussi le maintien sur la terre. Il est inutile d'avoir une politique de retour à la terre si le gouvernement ne prend pas les moyens de maintenir sur les terres les cultivateurs qui y sont déjà.

Les opinions diffèrent quant aux remèdes qu'il convient d'employer pour faire disparaître le malaise que nous déplorons tous, mais il y a une unanimité d'opinions sur la nécessité de venir en aide à l'agriculture et de favoriser une politique vigoureuse de colonisation. Le gouvernement doit donc prendre tous les moyens à sa disposition pour obtenir des résultats durables, et par une politique agricole vigoureuse, il doit réparer les erreurs du passé, aider au soulagement des maux du présent et préparer l'avenir.

Quel a été le résultat de la politique agricole du gouvernement de Québec? Sur les désastres de la politique agricole du gouvernement actuel, il ne peut y avoir de doute. Je ne veux pas dans ce discours commencer une longue discussion sur ce point, mais je citerai les paroles d'un ancien ministre, un adversaire distingué, l'honorable M. Perron, qui a dit en 1929, ou il y a environ deux ans, que "l'agriculture dans la province de Québec était dans le marasme". Beau compliment à l'adresse du gouvernement par un de ceux qui faisaient partie du cabinet et qui en connaissaient tous les secrets!

Il faut nécessairement rendre la campagne attrayante pour empêcher l'attrait fallacieux des grands centres. Il faut assurer autant que possible au cultivateur un minimum dans le coût de production. Il faut faciliter également les moyens de production. L'agriculteur doit être capable d'augmenter et d'améliorer sa production. Il faut que l'éducation agricole soit plus poussée. Tous ces avantages auraient pu s'obtenir, il y a des années, au moyen de l'électrification rurale à des taux raisonnables. Il faut que les cultivateurs obtiennent de l'électricité à meilleur compte.

Comment se fait-il que la province de Québec, la plus riche en pouvoirs hydrauliques, celle où le développement hydro-électrique est le plus considérable, toute proportion gardée, n'ait pas fait bénéficier nos populations rurales de ce que nous qualifions de moyen de survie? Ne puisse pas donner de l'électricité à bon marché à la classe agricole?

Nos ressources naturelles appartiennent à la population. C'est l'héritage familial que le gouvernement - qui n'est, somme toute, qu'un fiduciaire - doit utiliser sagement, mais conserver jalousement pour assurer la survivance de la race. Une race, pour subsister, pour grandir et prospérer, a besoin du patrimoine national. Nos pouvoirs hydrauliques constituent l'une de nos principales richesses nationales, et le gouvernement doit être sévèrement blâmé d'avoir favorisé l'emploi de notre patrimoine national au bénéfice du petit nombre et au détriment de la majorité. Nos ressources naturelles nous ont été données pour assurer la survie de la race, et non pas l'enrichissement des monopoles, au détriment de la population. Si le gouvernement avait compris cela, nous aurions du malaise dans nos campagnes, mais ce malaise serait moins grand.

C'est le devoir du gouvernement de réparer, dans la mesure du possible, les erreurs désastreuses du passé et d'établir, d'une façon juste et rationnelle et sans retard, l'électrification rurale. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir sur ce sujet très important et sur les questions connexes qu'il suscite au cours de la session.

Il faut également prendre les moyens appropriés pour venir en aide au cultivateur. Il faut adopter immédiatement toutes les mesures nécessaires et proportionnées aux moyens de la province pour soulager la misère agricole. Il faut, entre autres - et ce besoin existe depuis nombre d'années - encourager, favoriser et développer la petite industrie domestique et les industries greffées sur l'agriculture, lesquelles ont été complètement négligées et ignorées, malgré les demandes réitérées de l'opposition.

L'ancien ministre de l'Agriculture, l'honorable M. Perron, dans le programme soumis qui reproduisait en grande partie les idées de l'opposition, avait d'excellentes réformes que le gouvernement a toujours négligées d'accomplir et à l'exécution desquelles il devrait s'employer immédiatement.

Le gouvernement n'est pas responsable des pertes énormes subies par les cultivateurs dont la bonne foi a été surprise et dont les épargnes ont été drainées par des spéculateurs malhonnêtes; mais il

aurait dû prendre des mesures pour arrêter cette exploitation. Mais, pendant de nombreuses années, le gouvernement n'a adopté aucune mesure efficace pour protéger la petite épargne populaire. Il n'a rien fait pour empêcher la spéculation par les cultivateurs et par les ouvriers des villes. C'est une des causes de la crise à la campagne et dont la répercussion se fait sentir dans les villes, l'ouvrier agricole et l'ouvrier urbain constituant la plus grande partie de la population. Il doit donc porter sa responsabilité. Des millions de dollars ont été perdus par les populations, tant urbaines que rurales, et l'ouvrier du sol comme l'ouvrier des villes en a subi les contrecoups dont il ressent encore les effets. Le gouvernement aurait pu éviter ceci à l'aide d'une saine législation, avant que la débâcle de 1929 ne se produise.

De fait, malgré la multiplicité et la diversité des intérêts des villes et des campagnes, il y a entre elles une relation étroite. Le malaise agricole provoque nécessairement le malaise urbain, et le malaise urbain accentue le malaise agricole. Il n'est donc rien d'étonnant que l'incurie et l'imprévoyance du gouvernement aient amoncelé des désastres dans les cités et dans les villes. Ainsi, il est logique que l'insouciance du gouvernement ait agi au détriment de toutes les classes d'ouvriers. Nous savons tous, en effet, que les villes sont terriblement affectées par le chômage, dû entre autres causes à la faillite de l'industrie papetière.

Le gouvernement porte une lourde responsabilité, lui qui, durant les années 1924 à 1928, a imposé la construction de nouveaux moulins, a toléré, consciemment ou inconsciemment, le travail du dimanche, provoquant et encourageant une production qui représentait la plus grande partie de la surproduction que nous déplorons. On a édifié dans notre province des villes de papier, sans prendre des mesures nécessaires pour assurer la stabilisation de l'industrie. Le gouvernement n'a pas écouté ceux qui l'ont mis en garde contre le mouvement, sans assurer la stabilité des pulperies, et il doit porter la responsabilité de la crise papetière due à la surproduction. De plus, l'épargne de ces ouvriers a été engloutie dans le stock mouillé de compagnies fantômes comme la compagnie Canada Power and Paper.

Encore là, l'imprévoyance et l'incurie du gouvernement sont manifestes: l'industrie papetière a été secouée par des causes étrangères au gouvernement, mais elle a été fortement ébranlée par l'imprévoyance du gouvernement actuel. Non seulement un grand nombre d'employés d'usines sont devenus des chômeurs, non seulement l'autre partie

ne travaille que la moitié du temps, mais des centaines de milles dollars ont été perdus par les ouvriers qui ont acheté du stock mouillé de ces compagnies. En vendant des limites à bois et en forçant la construction de moulins, le gouvernement a provoqué en bonne partie la crise du papier que nous déplorons aujourd'hui.

Il est triste de constater que l'exploitation de nos ressources naturelles, de nos forêts, de notre patrimoine national ait accumulé tant de ruines, englouti tant de la petite épargne, et que le gouvernement, en temps opportun, lors de la concession des limites forestières, entre autres, n'ait pas songé à assurer à la population de cette province, aux gradués de nos écoles techniques, une situation ou des positions sur lesquelles nous étions en droit de compter. Le développement exagéré de nos écoles techniques a forcé nombre de techniciens à joindre les rangs des chômeurs.

Une autre cause de marasme dans l'industrie forestière, c'est la dilapidation de nos réserves forestières, à tel point que les forêts facilement accessibles sont de plus en plus rares, ce qui augmente le coût de production et complique le problème pourtant déjà assez difficile. Le gouvernement a passé certaines lois excellentes au sujet du domaine forestier; mais ces lois sont rarement appliquées, et je ne crains pas d'affirmer que, consciemment ou inconsciemment, l'administration forestière du gouvernement a fait perdre à la province, à cause de primes de transfert de concessions forestières impayées, de pénalités remises ou impayées, de droits de coupe non perçus, une somme d'au moins un demi-million par année et représentant pour les 10 dernières années, sans exagération, une somme de plusieurs millions.

Ce mouillage des stocks, qu'est-ce que le gouvernement a fait pour l'empêcher? La surcapitalisation est un des maux dont nous souffrons. Le gouvernement ne peut être tenu entièrement responsable pour tous les stocks mouillés qui ont été vendus de force dans certains cas à la population de cette province. Il n'est pas le seul responsable sur ce point, puisque notre loi des compagnies - qui s'inspire de la méthode américaine - est identique malheureusement dans presque toutes les provinces.

Tout de même, les abus étrangers ne justifient pas les abus locaux. Si le voisin fait des abus, nous n'avons pas le droit de suivre son exemple. Un Canadien des plus distingués, M. Beaudry Leman, dans une conférence récente, très instructive proclamait ces vérités:

"Nous devons admettre, disait-il, en toute sincérité qu'il s'est commis un grand nombre d'erreurs coûteuses, sous le régime de la liberté d'action relative, que les capitalistes, petits et grands, n'ont pas toujours fait le meilleur usage des instruments de production qu'ils s'étaient procurés; que d'excessives concentrations de capitaux entre les mains d'hommes ayant plus de savoir-faire que de scrupules ont engendré des abus; que l'industrialisation du pays a déraciné une nombreuse population agricole pour la transplanter dans la vie industrielle, où elle n'a pu trouver la même stabilité et que des individus se sont parfois attribué une rémunération qui ne paraissait pas proportionnée à la tâche accomplie. Ces exemples ne justifient pas la condamnation du capitalisme".

J'ajouterai que ces abus étaient autorisés par nos lois provinciales, ont été commis en grande partie par des compagnies incorporées à Québec, et le gouvernement, qui n'a pas apporté les modifications nécessaires à une législation aussi défectueuse et qui n'a pris aucune mesure pour éviter ces désastres, porte une grande responsabilité. Il aurait dû surveiller les compagnies qui ont surcapitalisé en vertu de pouvoirs qui leur étaient conférés par le gouvernement. Il aurait pu faire et amender des lois pour la prévenir et protéger le public. Toutes les compagnies fantômes qui ont exploité le peuple ont obtenu leurs chartes du gouvernement de Québec, qui aurait dû mieux contrôler ces compagnies. Il ne l'a pas fait et il doit porter sa responsabilité.

Comme les chartes de compagnies peuvent s'obtenir des diverses provinces, ainsi que d'Ottawa, ce problème de la surcapitalisation présente un aspect fédéral et nécessite la collaboration du pouvoir central et du pouvoir local.

Cette collaboration s'impose, et dans l'intérêt du pays, et dans l'intérêt de la province. Des problèmes difficiles et de solution pressante - tels que la surcapitalisation, la pension de vieillesse, le transport, l'enseignement technique, les pêcheries qu'il faut secourir sans délai et qui ont été tant négligées par le régime actuel, la constitutionnalité des différentes commissions créées par la province pour répondre à des exigences nouvelles, le chômage - s'imposent à l'étude conjointe des autorités fédérales et provinciales, et il est du devoir du chef de l'administration provinciale de coopérer loyalement et franchement avec les chefs fédéraux, se souvenant non pas tant qu'il est chef d'un parti, mais chef d'une province dont les contribuables appartiennent à tous les partis.

Il faut que nos gouvernants coopèrent dans l'intérêt de la province et du pays. Il ne faut pas oublier que Québec a des problèmes d'intérêts nationaux. Le gouvernement fédéral représente l'autorité qu'il faut respecter à Québec comme ailleurs et lui donner son support sans distinction de parti.

Cette collaboration essentielle, j'ai le regret de dire que le chef de l'administration actuelle a été loin de la donner; il n'a pas répondu à l'offre de coopération des autorités fédérales ni à notre attente, et il aurait dû conférer davantage avec le gouvernement d'Ottawa. Il est permis d'avoir des opinions contraires aux vues du gouvernement fédéral concernant les caractéristiques de l'administration gouvernant le pays.

Il est permis de combattre le gouvernement fédéral pendant les élections, mais il n'est pas permis à celui qui veut avant tout le bien de sa province et de son pays d'oublier que le gouvernement fédéral - qu'il soit libéral ou qu'il soit conservateur - représente l'autorité avec laquelle il est nécessaire de transiger pour chercher la meilleure solution possible aux nombreux problèmes qui sollicitent notre attention. Le premier ministre, avant d'être chef de parti, est représentant de la province entière et il doit à ce titre coopérer avec les autorités.

À l'heure où tous les patriotes devraient se donner la main pour assurer la coopération entre le pouvoir fédéral et les provinces, qu'importe que le gouvernement fédéral soit libéral ou conservateur. Les problèmes actuels exigent une collaboration étroite entre le pouvoir central et le pouvoir provincial. Le premier ministre est le chef distingué de son parti, mais il aurait dû mieux comprendre la nécessité de la coopération. Coopérer avec Ottawa à l'heure actuelle est un devoir patriotique.

Les Pères de la Confédération ont reconnu l'autonomie des provinces dont nous sommes jaloux. Ils ont voulu plutôt une fédération de provinces autonomes qu'une union législative, et ils eurent raison. Nous leur en sommes reconnaissants. Ni le gouvernement, ni l'opposition, ni aucun parti n'ont le monopole du patriotisme en ce pays. Je me plais à croire que nous voulons tous le respect de l'esprit qui a présidé au pacte fédératif, sans oublier que nous sommes une partie importante d'un grand pays.

Les problèmes qui nécessitent la collaboration du fédéral et du provincial auront plus de chance d'être favorablement résolus si le premier ministre de la province apporte à leur discussion un esprit de conciliation, de courtoisie et de bonne entente qui n'oblige aucunement au sacrifice de ses

convictions politiques, mais qui ne pourrait manquer de hâter une solution qui est nécessaire depuis de nombreuses années.

Je reconnais, dans le premier ministre, une intelligence de premier ordre et, dans ses collègues du ministère, des hommes de grande valeur. Pour moi leur responsabilité n'en est que plus grande d'avoir, en connaissance de cause et de plein gré, amené la province aux bords du gouffre, à un doigt de la ruine. Mais en présence d'une situation aussi grave que celle à laquelle le gouvernement doit faire face, j'estime que la politique doit faire trêve. J'offre donc au premier ministre ma collaboration et celle de mes amis, chaque fois qu'elle lui apparaîtra utile.

Dans le désir sincère de contribuer à cette collaboration, je déclare qu'à moins d'attaques personnelles et injustes, de tactiques qui l'obligeraient à changer sa décision, l'opposition ne retardera pas l'adoption de l'adresse, afin de permettre au premier ministre d'aller assister à l'importante conférence interprovinciale qui va se tenir dans quelques jours à Ottawa. Un seul discours sera fait sur l'adresse du côté de l'opposition, c'est celui que je prononce en ce moment. Je demande au premier ministre en retour de collaborer, dans un esprit de bienveillance, avec le gouvernement central, et de se rendre, dans un esprit de bonne volonté, à la conférence interprovinciale.

Je forme des vœux sincères pour que la conférence d'Ottawa donne des résultats. Si le premier ministre y remporte un succès pour sa province et son pays, s'il coopère avec le gouvernement central pour remédier à la crise, nous en serons enchantés. Qu'il emploie tous les moyens diplomatiques nécessaires pour assurer le succès de la province, et l'opposition sera très heureuse des succès remportés. Qu'il soit assuré que nos meilleurs vœux l'accompagnent.

Évidemment, la crise affecte les peuples et les individus, les pays, les provinces et les municipalités. Les municipalités, pour enrayer la crise, ont besoin de tous leurs revenus, vu la lourdeur des charges qui leur sont imposées. Le gouvernement ne devrait pas accaparer et garder exclusivement pour son seul usage tous les revenus qu'il se crée.

Il devrait en laisser une partie aux municipalités comme font d'autres provinces (spécialement pour les revenus provenant de l'automobilisme et du contrôle des liqueurs), à cause des services publics organisés et payés par les municipalités, comme, par exemple, le service de prévention des incendies, de police, de circulation et autres.

À ceux qui diraient: "Vous touchez à des sujets que le peuple a jugés aux dernières élections" où il a approuvé la conduite du gouvernement, nous répondons: "Argument spécieux". Leur prétention ne peut prouver l'inexistence d'un mal constaté et déploré par tous; elle sert tout au plus à démontrer la grande patience d'un électorat dont la bonne foi a été surprise au moyen d'un état fallacieux des finances de la province et par le faux étalage d'une prospérité qui s'est évanouie au lendemain des élections, où nous avons eu le régime des pitons ou des bons que le gouvernement refuse d'honorer. (Murmures)

La province de Québec, par des dettes criardes contractées envers des particuliers, accusait un passif supplémentaire de plus de \$20,000,000. L'intérêt sur ces \$20,000,000 a été assumé par ces particuliers qui se trouvaient ainsi taxés, qu'ils ont à payer comme les autres contribuables de cette province, un montant de plus de \$1,000,000. Le crédit de la province en a été diminué, menacé, parce que le gouvernement ne payait pas ses comptes; les affaires ont été paralysées de ce fait, des faillites, des désastres financiers se sont multipliés, et c'est là une responsabilité que le gouvernement devra porter et à laquelle il ne pourra se soustraire. Ce sont les créanciers du gouvernement qui ont assumé la charge des intérêts sur ces bons restés impayés et cela a résulté en des désastres.

Le gouvernement dit: "Il fallait vérifier les comptes avant de payer". Pourquoi ne pas y avoir songé plus tôt? Pourquoi ne pas avoir affecté à cette vérification un personnel spécial et ne pas ainsi avoir contribué à régler d'autant la crise du chômage? On aurait dû augmenter le personnel de la vérification.

Cette prétendue vérification, bonne en certains cas, ne saurait expliquer le retard inqualifiable du gouvernement à ne pas payer ses dettes dans la grande majorité des cas. Le gouvernement peut-il affirmer que cette vérification s'imposait pour nos hôpitaux, nos hospices, nos maisons de bienfaisance et nos collèges?

J'irai plus loin. Le gouvernement de cette province porte une responsabilité très grave en négligeant de payer les sommes dues aux hôpitaux, aux hospices, aux orphelinats, aux maisons de bienfaisance, en refusant de s'acquitter de sa dette d'honneur à l'assistance publique, en décourageant le colon et le cultivateur.

Un grand nombre de ces institutions sont dans une gêne financière parfois voisine de la détresse, par suite de la négligence du gouvernement à leur payer les octrois et les contributions que la loi lui prescrit de payer.

On vante l'héroïsme et le dévouement de ces institutions. Les ministres prennent crédit et tirent parti du dévouement de nos religieux et de nos religieuses, tout en refusant de doter notre province d'une législation sociale qui s'impose depuis plusieurs années et qui aurait dû être adoptée, puis adaptée aux besoins et aux moyens de notre province.

Le gouvernement s'attribue le mérite de l'abnégation et du dévouement de nos religieux et de nos religieuses; il devrait alors, il me semble, ne pas les taxer indirectement et injustement, et ne pas alourdir la tâche ingrate que poursuivent ces bienfaiteurs incomparables de l'humanité.

Celui qui, volontairement et sciemment, aggrave la crise désastreuse qui sévit actuellement, assume une responsabilité qu'un homme consciencieux ne voudrait pas prendre.

Que penser d'un gouvernement qui, au lieu d'atténuer les effets de cette crise, contribue à l'aggraver? Quelle responsabilité porteront dans l'histoire les gouvernants qui n'ont pas su prévoir en ne payant pas des dettes dues depuis un an! Pourquoi n'a-t-on pas nommé un personnel compétent dès le début pour empêcher des malheurs comme ceux qui se sont produits en Gaspésie? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas payé ses contributions aux institutions, en vertu de la loi de l'assistance publique? Devant le désastre qui menace, il est surprenant que les ministres n'aient pas payé les dettes contractées.

La situation que nous déplorons dans toute la province, et qui affecte plus particulièrement la péninsule de Gaspé, provient en grande partie de la négligence inqualifiable du gouvernement à payer ses dettes. Le retard du gouvernement à honorer sa signature dépasse toute imagination. Le gouvernement a négligé de payer aux colons des dettes vieilles d'un an; il n'a pas payé les primes de labeur, il n'a pas payé les primes de défrichement. Le gouvernement a aussi négligé de venir en aide aux pêcheurs de Gaspé, comme l'a affirmé un membre libéral en vue du Conseil législatif, entraînant ainsi beaucoup de pauvreté et de souffrances. Le gouvernement entrave le retour à la terre, en ne payant pas ses dettes.

Il aurait dû emprunter, pour payer ses dettes, sur la valeur de notre potentiel en ressources humaines. Les membres du cabinet sont pourtant intelligents, et je n'ai jamais pu comprendre comment ils n'ont pas réalisé tout le mal incalculable que le gouvernement a fait en ne payant pas ses dettes, et combien il a contribué ainsi à aggraver la crise dans notre province.

Même si le crédit du ministère n'est pas excellent, le crédit de la province reste assez bon pour permettre au gouvernement de prendre les moyens de trouver l'argent nécessaire pour payer ses dettes, au lieu de se poser en modèle et en exemple à tous ceux qui ne veulent pas faire honneur à leurs obligations.

La Providence a voulu suppléer à l'imprévoyance du gouvernement et, sachant que notre province en serait infligée pendant deux ou trois ans additionnels, elle lui a donné des ressources naturelles que l'incurie du régime actuel n'a pas réussi à dilapider complètement et qui lui permettent de résister aux contrecoups de la crise mondiale et à l'imprévoyance ministérielle, ce qui explique la stabilité actuelle du crédit de la province. Heureusement, la province a encore des richesses naturelles.

Nous ne faisons pas ces remarques dans un but de critique ou injuste, mais pour qu'on évite dans l'avenir les erreurs du passé. Nous constatons le mal, nous en cherchons les causes pour en prévenir les effets, convaincus que ce n'est pas en ignorant le mal que nous le guérirons.

Le premier ministre a déclaré que les dettes courantes avaient été contractées, à condition de n'être payables qu'à même les revenus de l'exercice suivant. Je demande au chef du gouvernement, parlementaire distingué, homme d'expérience, s'il oublie que la Constitution lui défend d'engager les revenus de la province sans l'approbation du Parlement? Il ne saurait être question de mandat spécial pour des dépenses de ce genre. Le chef du gouvernement a engagé le fonds consolidé du revenu alors qu'il n'avait pas d'autorité parlementaire pour le faire.

Après avoir favorisé le gaspillage pendant plusieurs années, le gouvernement nous parle d'économie. Le gouvernement encourage le peuple à l'économie; toutefois, il ne faut pas que l'économie soit de la parcimonie, et il ne faut pas ne pas payer ses dettes par économie. La saine économie consiste à payer ses dettes, car qui paie ses dettes s'enrichit. L'opposition reconnaît la nécessité de l'économie. Elle la recommande depuis plusieurs années.

Elle est prête à collaborer avec le gouvernement, en vue de faire triompher une saine et rigoureuse économie. Depuis 10 ans, la province a perdu au moins \$500,000 par année en remise des droits de coupe, dans le département des Terres et Forêts. Dans d'autres ministères, on fait trop de patronage politique. On devrait cesser cela, au moins pendant la crise.

Le pouvoir de taxer doit être limité à la capacité de payer. Lorsqu'il dépasse la mesure, l'impôt public tarit les sources des recettes. Le gouvernement nous dit: "Il n'y aura plus de taxes". En aggravant la crise par votre mauvaise administration, vous avez pris une grave responsabilité dont l'histoire vous demandera compte.

Le premier ministre déclare que la province est taxée actuellement à son extrême limite: voilà certes un aveu extraordinaire dans la bouche de ceux qui, en 1897, prenaient le pouvoir en criant: "À bas les taxeux et les taxes!" Le peuple, vous l'avez dit vous-mêmes, est écrasé d'impôts.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Oui, surtaxés par Ottawa!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je félicite le premier ministre des bonnes dispositions dont il fait preuve à la veille de la conférence d'Ottawa! (Rires)

Toutes les dépenses inutiles doivent cesser. Le patronage politique, dispendieux et ruineux, doit être discontinué au moins durant la crise. Il faut même dans certains cas sacrifier des dépenses utiles pour répondre aux besoins nécessaires et urgents, mais il ne faut pas oublier que l'économie n'est pas synonyme de parcimonie.

Il y aura lieu plus tard d'examiner le bilan de l'administration actuelle. Nous reconnaissons avec plaisir que le gouvernement a de bonnes œuvres à son crédit. Au reste, avec un budget annuel d'au-delà de \$30,000,000 pendant une douzaine d'années de pouvoir, il n'y a pas un gouvernement, même le régime actuel, qui n'aurait pas réussi à faire du bien et quelques œuvres utiles à la province. Cependant, l'ensemble de la politique du gouvernement actuel a été apprécié par des témoins dont la partialité en faveur du gouvernement est irréfutable: l'honorable M. Perron, qui a déclaré que l'agriculture en cette province était dans le marasme; le premier ministre, qui a déclaré que la population était taxée à son extrême limite; l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) qui, au cours d'une conférence instructive, comme il en fait quelques fois, a émis l'opinion qu'il faudrait 50 ans de travail pour que nous obtenions dans notre province la place qui nous appartient.

Le gouvernement se plaint de certaines exigences d'une partie de la population qui réclame des octrois publics considérables. Si cette constatation repose sur la réalité, qui en est responsable?

Qui, si ce n'est le régime actuel, s'est ingénié à développer la mentalité qu'il faille compter uniquement sur le gouvernement? Qui a voulu créer l'impression que les fonds publics provenaient du gouvernement et non pas des contribuables? Qui a toujours aiguisé les appétits en présentant des surplus fictifs et en donnant aux finances provinciales une apparence de prospérité qui n'était pas basée sur la réalité? Le gouvernement récolte la semence dispendieuse et ruineuse qu'il a jetée pendant au moins 10 ans, au détriment de la province et au préjudice des réformes sociales et des améliorations qui s'imposent depuis plusieurs années. L'administration est l'unique artisan du mal qu'elle dénonce aujourd'hui.

L'opposition a un devoir, un rôle nécessaire à remplir, et elle le remplira. Elle a rendu à la province des services signalés en préconisant des réformes urgentes, tardivement mises à exécution. Nous sommes prêts à aider le gouvernement dans toutes les mesures économiques qu'il proposera, à faciliter l'expédition des affaires publiques. L'opposition est nécessaire, elle n'entend pas faire obstruction, mais elle a des devoirs, des obligations et elle a aussi des droits. Elle en exigera le respect.

Le gouvernement aidera à l'expédition des affaires en répondant avec diligence aux questions que l'opposition a le droit et le devoir de lui poser, en produisant rapidement les dossiers et documents que l'opposition a le droit de faire produire.

J'ai évité les personnalités, l'attaque personnelle au cours de mes remarques. Nous avons discuté la politique générale sans nous attarder aux questions de détail et aux questions personnelles qui ne devraient jamais être soulevées, surtout dans un temps de crise comme celui que nous traversons. J'aurai d'autres remarques à faire au cours de la session. L'opposition entend faire une lutte courtoise et elle compte recevoir du gouvernement la même courtoisie. La courtoisie bien comprise ne doit exclure ni la fermeté nécessaire, ni l'énergie qui s'impose en certaines occasions.

Une tâche immense s'impose à la bonne volonté de tous ceux qui désirent le bien de notre chère province et de sa population, particulièrement aux membres de l'opposition. Au travail de réparation, de restauration et de rénovation, l'opposition, cordialement et sincèrement, apportera sa plus entière collaboration. Elle apportera sa coopération sincère au gouvernement, sans arrière pensée. Comme le dit un auteur anglais: "He serves his party best, who serves the country best". C'est le but que nous nous proposons d'atteindre.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, ce n'est pas sans une certaine émotion que je commence ma trente-troisième session en cette Chambre. Je crois bien qu'aucun autre député dans cette Chambre n'a eu cette expérience. La vie politique a des ennuis, des déboires, mais elle a aussi des côtés charmants, aimables, et c'en est un de voir revenir tous les ans, comme les oiseaux du printemps, ceux que nous coudoyons pendant les sessions et avec qui nous fraternisons. Mes premières paroles seront à l'adresse de l'ancien lieutenant-gouverneur, ce vieux gentilhomme, l'honorable M. Pérodeau. Il a laissé chez nous le meilleur des souvenirs. Sa courtoisie, son urbanité étaient celles du vieux gentilhomme de l'ancien régime. Bon souvenir aussi à mon vieil ami M. Miles, qui s'était créé un large cercle d'admirateurs non seulement parmi les hommes, mais aussi parmi les femmes dont il s'était fait le champion dans cette Chambre.

Mes plus sincères félicitations vont ensuite aux deux parrains de l'adresse. Il est consolant pour ceux de la vieille garde de voir que le Parti libéral a un réservoir d'hommes énergiques, intelligents et éloquents qui prendront nos places plus tard, lorsque nous aurons fini notre tâche, afin de continuer les grandes traditions du Parti libéral.

(Se tournant vers la gauche et souriant)  
Depuis la dernière session, il y a eu de grands changements, surtout dans l'opposition. M. Houde a disparu des rangs de la gauche, a cessé d'être chef du parti conservateur. Monsieur (M. Duplessis), je vous remercie de vos bonnes paroles à l'adresse de nos disparus. Je regrette toutefois que vous ayez oublié l'un des vôtres, votre prédécesseur, M. Camillien Houde. Mon honorable ami le chef de l'opposition (M. Duplessis), dans le discours que nous venons d'entendre, n'a pas même déposé une humble violettes sur sa tombe. (Rires)

Il laisse sans doute au député de Hull (M. Guertin) le soin d'y placer une couronne de fleurs mortuaire qu'il a dû emporter avec lui. Nous avons eu deux éclipses au cours de l'année; l'éclipse de soleil qui a été admirable, mais qui n'était que passagère, et l'éclipse de M. Houde qui, celle-là, n'est pas passagère, bien qu'il ne le croie pas. Il semble que sa carrière de météore n'ait guère laissé de trace chez vous. Je n'ai aucun souvenir amer et aucune amertume pour M. Houde. Je lui reconnais de la vaillance, un talent de parole prenant, bon camarade, du moins dans certains quartiers. C'était un bel orateur, dont l'éloquence de comédien convenait assez bien à vos amis.



S'ils eussent été un peu plus conservateurs, ils l'eussent sans doute un peu mieux conservé. Il était charmant... pour ceux qui étaient de son goût. (Rires)

Il a subi, malheureusement, le sort de ceux qui sont tombés. On l'oublie. Il avait monté très vite. On dit que plus on tombe de haut, plus on se fait mal, et lorsque l'on tombe de très haut, on se tue. M. Houde est tombé de très haut et il est tombé. Encore une fois, je ne conserve aucune amertume à son endroit. Je dirai de lui ce que disait le poète en parlant du vase brisé: "N'y touchez pas, il est brisé". Il a été remplacé par mon ami de Saint-Georges (M. Gault) qui a été un excellent chef l'an dernier, mais dont le règne a été bref, météorique. Le dictionnaire nous dit qu'un météore, c'est un astre fulgurant mais qui s'efface très vite. C'est ce qui est arrivé au député de Montréal-Saint-Georges. Il a été un chef avec qui nous sommes bien entendus. Il est disparu.

(Se tournant vers M. Duplessis) Quant au député de Trois-Rivières, je lui souhaite la bienvenue au siège qu'il occupe. Il est bon camarade et nous nous entendrons. C'est un excellent avocat qui pourra nous aider considérablement dans la législation. J'espère qu'il trouvera dans son entourage l'aide, l'appui, la coopération et la sympathie nécessaires. Je souhaite que votre carrière soit plus longue que ne fut celle de M. Houde. Après vous avoir entendu, je souhaite qu'elle dure toujours et que votre fils en prenne, après vous, la suite. On dit qu'il est chef temporaire<sup>2</sup>. Je lui souhaite de devenir perpétuel. (Rires)

Cela, malheureusement, n'est pas fait pour encourager mon ami de Hull. En saluant le nouveau chef de l'opposition, je dirai au député de Hull (M. Guertin), qui est tout près de votre place, mais n'y est pas encore, qu'avec du doigté, du tact, du courage, de la patience et de la persévérance et d'autres qualités en "ance", on obtient tout ce qu'on veut. (Murmures d'approbation)

Puisque l'opposition est là à demeure, je souhaite à mon honorable ami de laisser un héritier de son nom et de son siège de chef.

M. le Président, je ne vous cacherai pas qu'au début de cette nouvelle année et de la session, nous avons dit que les gouvernements ont une rude tâche à remplir. Je débute cette session en étant pleinement conscient de mes lourdes responsabilités. Les responsabilités pèsent sur nos épaules comme un manteau de plomb. Les demandes pressantes et déchirantes que nous recevons tous les jours rendent notre position dure et angoissante. Les heures du jour ne suffisent plus pour faire face à la tâche.

Ceux qui écriront l'histoire constateront que nous traversons actuellement une grande période d'histoire de l'humanité. Nous vivons une période de l'histoire montrant plusieurs côtés sombres, mais je crois que de cette misère et cette dépression jaillira un nouveau monde, et que de ce processus de reconstruction, une nouvelle humanité naîtra. Nous sommes à construire un monde nouveau sur des bases nouvelles. Plus complet? Les problèmes ne sont plus les mêmes. Nous n'avons pas de disette, mais nous avons la crise en pleine abondance.

Il faut tâtonner pour résoudre. Le génie humain a amené cette crise. Sommes-nous pour retourner en arrière pour reprendre le terrain perdu? Devons-nous tenir les machines responsables de la plupart de nos maux, que tout progrès doit cesser et que le monde doit retourner à son organisation antérieure? C'est une solution difficile à accepter, qui est inacceptable. Plusieurs ont des solutions à offrir, mais aucune n'a donné satisfaction.

Quelles sont les causes de la crise? En premier lieu, je vois la guerre. Quatre années de destruction ont enseigné à chaque peuple à se suffire à lui-même, à faire face à ses obligations, à élever des barrières tarifaires qui arrêtent le commerce, alors que le commerce doit être international. La guerre a laissé des impôts formidables, au point que les industriels, les commerçants, s'ils font de l'argent, le font pour l'État tandis que, s'ils font des pertes, ce sont leurs pertes à eux.

On a dit que Québec ne payait pas ses dettes. Avant de discuter de la question, rappelons que dernièrement, la France, la Belgique, la Yougoslavie et d'autres pays européens ont refusé de payer le versement de leur dette aux États-Unis; que des villes ont refusé de payer leurs dettes. Permettez-moi d'ajouter que l'Angleterre, qui a payé, a prévenu son créancier qu'elle ne donnerait pas un sou de plus sur cette dette. On peut se demander où nous allons et de quoi demain sera fait. La dépréciation monétaire est une autre cause qui a empiré le chaos économique. Si la situation n'est pas aussi bonne qu'elle devrait l'être, permettez-moi d'affirmer qu'elle est meilleure qu'ailleurs.

La livre sterling vaut moins que le dollar canadien. Dans Québec, nous souffrons également, mais je suis heureux de dire que le crédit de la province est meilleur que celui des autres provinces et du dominion même. L'emprunt que nous avons lancé est déjà plus que souscrit, 48 heures après avoir été lancé dans le public. Il a été absorbé à Montréal, et non par des Américains, à 4½ %, mais par des Canadiens.

Le chef de l'opposition parlait tantôt et, avec raison, de coopération. Il m'a offert sa collaboration de bon vouloir: merci bien. Il est sincère mais tous ses amis ne le sont pas tous. Il disait tantôt: "Coopérons!" Nous le voulons, nous aussi. Dans l'Ouest, on a demandé la coalition. En Angleterre, les vieux partis s'unissent. Le chef de l'opposition est sincère lorsqu'il parle de coopération, mais ses amis nous ont-ils donné cette coopération?

Au moment où nous allions lancer notre emprunt de \$9,000,000, le *Standard* de Montréal, journal conservateur, un journal de vos amis, a dénaturé les faits, a menti, a dit, samedi dernier, que notre dette est de \$100,000,000. Ce n'est pas exact. Pourquoi cela, quand on sait que la dette de la province n'est que de \$66,000,000? Pourquoi? Pour nuire à l'emprunt du gouvernement de Québec. Je proteste énergiquement contre la fausse affirmation du journal en question.

Le *Standard* ignore-t-il que nous avons \$11,000,000 de fonds d'amortissement et que nous avons prêté \$15,000,000 pour sauver la Banque Nationale, ce qui ne constitue pas un emprunt, mais que ce sont des obligations qui sont placées dans les voûtes de la Banque Canadienne Nationale? La banque nous paie l'intérêt et le fonds d'amortissement chaque année, et, dans 40 ans, elle nous remettra notre garantie quand la dette sera éteinte. Est-ce de la coopération, cela? Je ne crois pas que mon honorable ami niera l'esprit partisan qui a inspiré cette fausse affirmation.

On a parlé de coopération. Le chef de l'opposition a dit que nous n'avons pas coopéré avec Ottawa. Ottawa a emprunté deux fois depuis un an, en mai et en novembre. Dans ces deux circonstances, le ministre des Finances fédéral (l'honorable M. Rhodes) m'a demandé de faire appel à la population comme premier ministre libéral de Québec et d'user du peu d'influence que je possède pour induire la population de Québec à souscrire.

Je l'ai fait parce que nous sommes prêts à coopérer avec le gouvernement Bennett et que, dans Québec, nous reconnaissons que nous sommes au Canada. Les deux fois, j'ai fait cet appel à la population par la radio. J'ai dit alors que le placement était de tout repos et j'ai encouragé la population canadienne-française à souscrire à l'emprunt fédéral.

Le 2 novembre dernier, M. Rhodes, ministre fédéral des Finances, m'a écrit une lettre dans laquelle il m'exprimait sa gratitude et ses remerciements pour la coopération que le premier ministre de la province de Québec avait accordée au gouvernement fédéral, à l'occasion de son emprunt.

Autre preuve, le retard apporté par le gouvernement provincial à lancer son emprunt sur le marché, toujours à la demande du gouvernement fédéral. Voilà la différence entre un rouge et un bleu, entre un libéral et un conservateur. (Applaudissements)

Nous comprenons, dans Québec, que nous sommes une partie du Canada. Nous ne voulons pas nuire à M. Bennett. Je dénonce le *Standard* de Montréal qui a affirmé, dans le but de nous nuire, que notre dette est de \$34,000,000 plus élevée qu'elle ne l'est en réalité. Heureusement, cela n'a pas nui à l'emprunt. (Applaudissements)

On a donc pu constater que notre province jouit d'un excellent crédit, même par les temps qui courent.

Le chef de l'opposition a fait un reproche au gouvernement; il a dit: "Vous auriez dû emprunter pour payer vos dettes". Je ne ferai pas de cachette à personne. Les banques nous ont prêté \$20,000,000 pour faire face à nos obligations et je leur en rends un témoignage de gratitude. On nous dit: "Vous auriez dû emprunter plus tôt". C'est là l'esprit de ceux qui viennent nous parler de coopération entre Ottawa et Québec. Nous n'avons pas emprunté plus tôt à la demande de M. Bennett, votre maître, qui demandait d'attendre afin de lui permettre de passer l'emprunt fédéral, et nous n'avons pas voulu nuire à Ottawa. J'ai attendu car j'ai le souci de ne pas nuire à mon pays.

(Applaudissements)

Je ne regrette pas d'avoir attendu. J'ai placé mon emprunt à meilleur compte que le sien. Malgré les mensonges, les dénigrements du journal de vos amis, le crédit de la province est meilleur que celui du dominion. Lorsque les circonstances ont été favorables, nous avons lancé notre emprunt qui a été absorbé à 97,119<sup>3</sup>, soit à meilleure condition que le gouvernement fédéral, que le gouvernement d'Ontario et la ville de Montréal. (Applaudissements)

Cette demande a même reçu l'appui des banques. C'est la seule raison. Est-ce de la coopération?

Est-il juste, est-il patriotique, est-il canadien, est-il québécois pour nos amis de parcourir la province et de dire: la province est insolvable? Nous assistions à la Conférence interprovinciale l'an dernier, et un homme placé très haut dans la politique fédérale, et dans le parti de mon ami le chef de l'opposition, disait que la seule province solvable à l'heure actuelle est la province de Québec. Si le chef de l'opposition est dans de bonnes dispositions, s'il veut coopérer, s'il veut nous aider, au nom de ce qu'il a de plus cher, que lui-même donne l'exemple et qu'il dise à ses amis de cesser de mépriser Québec.

Les municipalités ont besoin de tout leur crédit, elles devront emprunter bientôt et elles auront besoin du crédit de la province. Ce n'est pas en allant crier partout que ça va mal dans la province de Québec qu'on aidera à résoudre le problème. Québec n'a pas oublié qu'il fait partie de la Confédération et est toujours prêt à aider, lorsque nécessaire. Mais en même temps, est-il raisonnable que les amis du chef de l'opposition se promènent sur tout le territoire en attaquant le crédit de la province sur des bases purement politiques?

Le chef de l'opposition nous dit: "Vous n'avez pas payé vos dettes". En a-t-il coulé de l'encre à ce sujet! Le chef de l'opposition nous a reproché avec émotion d'avoir laissé des institutions dans la détresse en ne les payant pas. Nous avons payé \$10,000,000 pour le chômage. Au sujet des hôpitaux, le chef de l'opposition nous a dit: "Vous spéculiez sur la misère. Vous ne payez pas vos contributions aux hôpitaux". Sait-on que pendant les six premiers mois de l'année passée, malgré une baisse des revenus, nous avons donné à ces institutions \$300,000 de plus que l'an dernier? En 1928-1929, nous avons donné aux hôpitaux \$2,224,000; en 1929-1930, \$2,700,000; en 1930-1931, \$3,600,000; en 1931-1932, \$4,764,000.

Quant à l'assistance publique, la loi oblige l'auditeur général à ne payer qu'avec les fonds qui lui viennent des courses, des théâtres, des repas et du million du revenu de la Commission des liqueurs, spécialement affectés pour cela. Il ne peut pas passer un compte si l'argent ne provient pas de ces sources. Ces revenus constituent une caisse spéciale totalement séparée du trésor de la province. Or, ces sources de revenus, si elles ne sont pas entièrement taries, sont pourtant réduites de beaucoup dans leur rendement.

Les contribuables de la province ne peuvent pas s'attendre à ce que le gouvernement leur donne plus qu'il ne reçoit d'eux, car le trésor de l'État est fait des contributions du peuple. Les revenus des courses et des théâtres ont diminué. Est-ce notre faute? Non. Les recettes ont tellement diminué au cours des dernières années que le gouvernement, malgré que cela lui répugne, devra donc revenir au tarif de contribution qu'il accordait aux hôpitaux en 1929. Ce sera une diminution de 33 %, mais les temps ne sont pas meilleurs et le gouvernement ne peut faire davantage.

Nous sommes obligés de rencontrer nos obligations et nous voulons être capables de les rencontrer. Ce devrait être le dernier reproche à faire au gouvernement que celui que l'on a fait tantôt, car

nous avons pris un million à même les revenus de la Commission des liqueurs pour payer nos contributions. La caisse de l'assistance publique est vide et, au cours de la session, nous allons demander à la Législature de la remplir, car nous ne voulons pas qu'un seul vieux, un seul malade, un seul infirme ou un seul enfant souffre dans cette province, malgré les temps durs que nous traversons.

(Applaudissements)

On a dit que nous avons fait des dépenses inutiles et certains messieurs qui, après avoir essayé avec plus ou moins de succès de mettre leurs affaires personnelles en ordre, veulent essayer de mettre en ordre les affaires de la province<sup>1</sup>. Ils nous font d'amers reproches. Ils nous disent: "Pourquoi bâtissez-vous le pont de l'Île d'Orléans?" Nous avons fait un contrat, il y a deux ans, pour la construction de ce pont et nous le respectons. On le reprocherait, si nous agissions autrement. Le gouvernement a dépensé environ \$2,000,000 dans cet ouvrage, la majeure partie en salaires; \$218,000 en salaires aux ouvriers. Cette entreprise a donné du travail à un grand nombre d'ouvriers. Toutefois, si l'été prochain les conditions ne sont pas meilleures, nous arrêterons les travaux au pont de l'Île jusqu'au retour de périodes plus prospères.

Le chef de l'opposition a parlé des "pitons". C'est un mot qui a fait fortune dans la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Pas pour ceux qui en ont. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Le mot a fait fortune pour quelques-uns de ses amis, et je pense que le chef de l'opposition le sait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** sourit.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
La province de Québec fait face à une situation sans précédent. Nous sommes débordés de chômeurs. Il n'y avait pas d'autre chose à faire que de les placer sur des terres. Tout ce que nous avons fait a été de suivre les méthodes des marchands de bois qui donnent des pitons à leurs employés qui peuvent les échanger contre des marchandises. Le ministère de la Colonisation fait un travail de géant.

Des chômeurs ont été placés sur des lots de colonisation, dans des régions où il n'y a pas de banque. Lorsqu'un colon arrive sur une terre nouvelle, il faut bien lui donner des pitons, afin qu'il puisse s'acheter du bois, des clous, un poêle, une vache, des instruments aratoires.

D'après le système d'aide aux chômeurs, Ottawa paie un tiers, Québec un tiers, les municipalités paient un tiers. Toutefois, rares sont les municipalités qui ont payé plus de 10 %, et nombreuses sont celles qui n'ont rien payé du tout et pour lesquelles Québec a dû solder la note. Dans le cas de ces municipalités, il est bien probable qu'Ottawa ne paiera pas sa part. Ottawa exige que le vérificateur de la province de Québec atteste sous serment que les certificats qui lui sont envoyés sont exacts et représentent bien la somme des marchandises qui ont été livrées au colon par le marchand.

Devant cette attitude du gouvernement fédéral, qui est d'ailleurs logique, le vérificateur de la province ne peut certifier pour paiement les factures reçues, sans les avoir examinées. Je regrette, pour l'honneur de ma province, d'être obligé de dire que nous avons été abominablement trompés. Il y a eu des endroits où des abus abominables ont été commis par des individus sans scrupules. Il y a des maires, des conseillers et des secrétaires-trésoriers devant les tribunaux pour avoir fait des listes fausses. Ils ont été poursuivis et d'autres encore le seront. Certains ont même fait de l'argent avec les fonds de chômage.

La chose ne s'est pas produite cependant que dans la province de Québec. Il y a eu aussi des abus dans la province d'Ontario; il doit y avoir une commission royale pour enquêter dans cette province, car il semble que des argents destinés au secours aient servi à acheter des guêtres, des cordes de violon, des sifflets, des boîtes de tabac à priser, des cravates, des friandises, des biscuits de fantaisie, des articles de toilette, des bas de soie, des tapis et ainsi de suite.

Nous ne sommes pas plus ingénieux ici qu'en Ontario, mais en Ontario, on cache, et ici, on crie. La seule différence est que, dans la province-sœur, aucune publicité n'a été donnée à ces événements déplorables, alors qu'ici des politiciens se glorifient en révélant ces fraudes. Nous paierons tout, après nous être assurés que tous les comptes sont exacts. Nous avons appris avec l'expérience, et maintenant nous insistons pour que tous les comptes soient en ordre avant qu'ils soient présentés pour le paiement.

Quelle est la position financière de la province? Je ne veux pas dévoiler des choses que le trésorier dira dans le discours du budget, mais les recettes ordinaires pour les six premiers mois de l'exercice 1932 accusent une diminution de \$3,267,000 sur celles de l'année dernière, qui était pourtant une année critique. Au lieu de \$17,638,000 de revenus, nous n'en avons eu que \$14,380,000,

c'est dire que si les trois derniers mois ressemblent aux six premiers, nous aurons une diminution de \$6,000,000 dans les revenus de la province. Malgré tous nos efforts pour réduire les dépenses et économiser, si nous avions cela, nous pourrions faire davantage. La province verra ses recettes diminuer de \$12,000,000. Un déficit de \$6,000,000 a déjà été enregistré pour les six premiers mois. Nous y mettons toute la bonne volonté possible, mais nous n'avons pas de presse à faire des piastres. Nous donnons au public ce que le public nous donne. Sommes-nous pires que les autres? Non. Ottawa nous doit \$300,000 de subsides pour les terres des sauvages, les terres des réserves indiennes, et nous ne pouvons pas les avoir.

J'ai demandé à l'auditeur de la province de ne plus permettre l'émission d'un seul piton. Il m'a répondu: "C'est impossible" car jamais nous ne pourrions subvenir aux besoins des colons, sinon de cette manière. Je dois ajouter que, dans les autres provinces, les gouvernements ont été encore plus trompés que nous.

Comme remède à la crise, le gouvernement a résolu d'économiser encore davantage. Il faut que cette économie s'étende non pas seulement au gouvernement, mais au foyer. La province peut être sûre que, dans notre prochain budget, nous enlèverons tout ce qu'il sera possible d'enlever de dépenses.

On a dit que la colonisation et l'agriculture ont été négligées. Jamais ces deux départements de l'administration n'ont eu autant d'avantages que dans le présent. Pour les colons, nous bâtissons des chemins, nous construisons des églises et des écoles, et malgré la crise, nos colons ont eu des octrois encore plus considérables que par le passé. Il faut que nous pratiquions la charité et je tiens à rendre hommage à la Société Saint-Vincent-de-Paul. Je la félicite de son admirable travail dans la distribution des fonds destinés au secours.

Il faut que les citoyens aident la Saint-Vincent-de-Paul. Il ne faut pas laisser cette société dans l'obligation de s'adresser au gouvernement ou à l'hôtel de ville. Nous avons parmi nous des pauvres honteux, des collets blancs. C'est peut-être chez eux que nous trouvons la misère la plus noire. Ils recevront des mains discrètes d'un officier de la Saint-Vincent-de-Paul des secours qu'ils n'auraient pas osé aller demander. La charité privée est le grand moyen d'aider les malheureux à supporter patiemment la crise. Que ceux qui souffrent n'aillent pas à la porte de l'hôtel de ville pour demander des secours. Ce n'est pas par l'agitation que l'on mettra fin à la crise.

J'ai confiance dans l'avenir de Québec. Québec est le dernier rempart de tout ce qu'il y a de bon et de solide. Dans l'Ouest, on réclame l'inflation et l'étatisation des banques. Nous ne voulons pas de ces expériences coûteuses. Nous donnerons toute notre attention et nous demandons toute la coopération possible à nos amis d'en face pour faire une guerre à mort au communisme. C'est une impérieuse nécessité de faire la guerre au communisme et le gouvernement a bien l'intention de lutter sans merci contre les révolutionnaires qui tentent de détruire l'ordre social dans la province de Québec.

Les idées subversives prêchées par les propagandistes du communisme ne sont pas les nôtres. On sait les résultats qu'elles ont produits outre-mer. Comme procureur général et même comme premier ministre de cette province, je déclare que je ferai tout ce qui est possible pour faire la guerre au communisme et à ceux qui en propagent les principes. Je déclare que nous ferons la guerre à ces idées par tous les moyens à notre disposition. Cette doctrine subversive doit être écrasée, si nous voulons préserver tout ce qui nous est cher et essentiel à notre race et à notre province.

Le discours du trône fait mention de la législation sociale. Une commission composée d'économistes distingués vient de soumettre son rapport au gouvernement. Nous étudierons ce rapport à fond au cours de la session. Cette commission fait certaines suggestions et a très souvent des sujets demandant la participation financière de l'État. Sommes-nous en état de le faire? Les temps que nous vivons se prêtent-ils à ces mouvements sociaux? Pouvons-nous demander aux contribuables de la province de nous donner davantage?

Voilà ce que nous aurons à discuter, mais je désire mettre la population en garde. Nous sommes dans une période transitoire. Nous sommes dans une période de profonde dépression. Il ne faut pas se lancer dans la législation permanente. Gardons-nous donc de faire des lois dont nous ne pourrions pas nous débarrasser plus tard! Essayons de traverser la tempête sans avoir recours à des moyens et des secours dangereux. Que l'on ne nous demande pas d'appliquer à la crise des remèdes pernicieux qui compromettraient l'avenir de la province de Québec.

Un dernier point. Je veux toucher un autre sujet. Nous voulons faire la guerre aux mauvais journaux. Il y a trop de ces journaux étrangers qui entrent ici pour gâter notre jeunesse. Nous avons pris des procédures contre un marchand de la ville de mon honorable ami de Trois-Rivières (M. Duplessis). Je me demande (souriant) qui peut acheter des mauvais

journaux dans une bonne ville pieuse comme Trois-Rivières. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des ministres qui viennent nous visiter de temps en temps. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je crois que nous devons faire une législation contre les mauvais journaux qui nous viennent de l'étranger. Il est possible que nous imposions un permis aux vendeurs de journaux, afin de pouvoir les contrôler plus facilement. La guerre aux publications immorales ou obscènes va continuer pour protéger la jeunesse contre ce grand danger.

Nous avons décidé d'encourager le tourisme. Dans quelle mesure? Je ne le sais pas encore, mais mon collègue de la Voirie (l'honorable M. Perrault) nous le dira bientôt. Je ne crois pas qu'il y ait de placement plus avantageux.

Le chef de l'opposition a déclaré qu'il ne voulait pas faire de personnalités. M. l'Orateur, j'espère que mon honorable ami le chef de l'opposition ne me reprochera pas d'avoir fait des personnalités. Ce n'est pas sous la menace que je me suis tenu dans certaines bornes. Le chef de l'opposition a dit qu'il ne voulait pas prolonger le débat. Qu'il sache bien que nous sommes toujours heureux d'entendre les membres de l'opposition, quels qu'ils soient. En terminant, loin de moi l'idée de prêcher le pessimisme, mais la foi et la confiance dans l'avenir, c'est ce qu'il faut prêcher à l'heure actuelle.

Cette crise n'est pas la première qui ait bouleversé le monde. Après la misère, il y a des jours heureux et prospères. Nos joies et nos misères suivent les mouvements du pendule qu'une main toute-puissante dirige à son gré. Demandons à cette main toute-puissante de ramener le bonheur dans nos foyers, d'assurer du travail pour l'ouvrier, de bonnes récoltes à nos cultivateurs, et puisse-t-elle nous donner la sagesse qu'il faut pour bien gouverner la province. C'est avec des sentiments comme ceux-là que Québec sera la première à se tirer du marasme. S'il est vrai que la crise actuelle est faite de 50 % de dépression et de 50 % de crainte, nous sommes bien près de remonter des abîmes. (Applaudissements prolongés) (Ovation)

**M. Lamoureux (Iberville):** M. l'Orateur, je veux faire quelques remarques. Le discours du trône traite de la question agricole, mais il m'a semblé que ces quelques allusions étaient trop floues. On a parlé de retour à la terre; j'en suis. Mais il y a une chose encore beaucoup plus importante: le maintien à la

terre de ceux qui l'occupent déjà. Or, sur ce point, la situation est grave. Dans mon comté, si les créanciers exigeaient à l'heure actuelle ce qui leur est dû, 50 % des cultivateurs seraient incapables de tenir. Et je sais que, dans plusieurs comtés, c'est la même chose.

J'ai interrogé les députés ruraux et ils partagent mes vues sur cette question. Il faut parer à ce danger, car le jour peut venir où les créanciers réclameront. Alors, ce sera un véritable désastre. Je crois que nous pouvons éviter ce danger, ne serait-ce que pour le salut de 15 % à 20 % de ce 50 %. Car si ces cultivateurs désertent forcément le sol, les autres se décourageront, ne pouvant rencontrer les obligations municipales et autres. Ils ont besoin d'aide et ce n'est pas dans un an qu'il faut leur aider, mais immédiatement. Par quels moyens venir en aide à ces cultivateurs?

À mon avis, il faudrait un crédit agricole provincial. L'an dernier, plusieurs députés ont étudié la question et avant que nous ayons pu en venir à une solution, on décidait de s'en rapporter aux caisses populaires. Cette année, je m'y prends plus tôt et j'espère que la députation s'intéressera à cette question. On me dira peut-être que nous avons le crédit fédéral? Je n'aurais pas de difficulté à prouver que ce système est inefficace, impraticable. En terminant, je déclare que je promets bien de faire d'autres suggestions au gouvernement plus tard.

(Applaudissements)

**M. Crête (Laviolette)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), que l'adresse en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur soit adoptée.

Adopté.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

le 12 janvier 1933

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé une commission permanente pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres de la commission

mixte des deux Chambres, au sujet de la Bibliothèque et que cette commission soit composée des honorables MM. Bryson, Chapais, Choquette, Daniel, Girouard, Kelly, Power et Simard.

Il est ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

#### Comité permanent mixte de la Bibliothèque de la Législature

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) que les honorables MM. Taschereau, Mercier fils, Perrault, Dillon et Francoeur, MM. Bédard, Béique, Côté (Bonaventure), Duffy, Fisher, Fortier, Gault, Gauthier, Guertin, McDonald, Paquet, Rochette et Vautrin soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, lui communiquant la résolution précédente.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

#### Comité permanent mixte des impressions législatives

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Taschereau, Perrault et David, MM. Bergeron, Cohen, Duplessis, Gault, McDonald, Saurette, Savoie et Smart représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

#### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), que le 24 janvier courant, cette

Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

#### Voies et moyens

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), que le 24 janvier courant, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand aurons-nous les *Comptes publics*?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** On est à les imprimer. Ça marche.

Adopté.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport du directeur de l'Assistance publique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du directeur de l'Assistance publique pour l'année finissant le 30 juin 1932. (Document de la session no 20)

##### Discours sur le budget

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable trésorier a-t-il l'intention de prononcer le discours du budget le 24?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Non.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. le Président, l'adresse étant votée, nous allons tenir une séance demain matin pour la routine et la Chambre s'ajournera ensuite jusqu'au mardi, 24 janvier. Nous partirons pour Ottawa lundi après-midi, car nous devons être là mardi matin à 10 heures. La Conférence durera jusqu'à la fin de semaine. Un journal a suggéré que le chef de l'opposition vienne avec nous. Je dois dire que si c'était moi qui faisais les invitations, mon honorable ami (M. Duplessis) nous accompagnerait sûrement. Je sais cependant que, si M. Bennett veut avoir recours à ses lumières, il est en bons termes avec lui. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le premier ministre croit que l'ajournement de la Chambre devrait être plus long, nous y consentirons.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, j'ai l'assurance que la Conférence se terminera à la fin de la semaine prochaine.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien alors.

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15.

#### NOTES

1. Une foule de plusieurs centaines de personnes occupent les galeries pendant cette séance, selon *The Montreal Star* du 13 janvier, à la page 4.

2. *L'Union des Cantons de l'Est* du 19 janvier 1933, à la page 1, rapporte "téméraire".

3. *The Gazette* du 13 janvier, à la page 3, mentionne 97,19.

4. Allusion à un discours prononcé la veille au Conseil législatif, selon *Le Soleil* du 13 janvier, à la page 1.





Séance du vendredi 13 janvier 1933

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 15<sup>1</sup>.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bélanger);
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);
- de Eugène Labelle et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle (M. Fillion, Laval);
- de Laval Langlois, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession de notaire après examen (M. Giguère).

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Reginald Villeneuve et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve (M. Bercovitch);
- de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson (M. Bercovitch);
- des syndics de la paroisse de Saint-David d'Escourt, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une entente intervenue entre eux et la congrégation du Très-Saint-Rédempteur et pour d'autres fins (M. Casgrain);
- de Monseigneur François Boulay et autre, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu M. l'abbé J.-C. Boutet (M. Duplessis);
- de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fauteux);
- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation (M. Fauteux);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Phaneuf);
- de Joseph-Louis-Arthur Tétreault et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Pierre Tétreault (M. Saurette);
- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Turcotte);
- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Crête).

### Rapports de comités:

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Dora Gordon, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre aux examens pour l'obtention d'une licence en chirurgie dentaire, à la fin de son cours universitaire;
- de Kenneth Harold Brown, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat;
- de Henri Grier Lafleur, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat;
- de Fernand Lizotte, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;
- du révérend père Hervé Morin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Externat Classique Sainte-Croix".

### Fernand Lizotte

**M. Samson (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 122 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Fernand Lizotte à la pratique de la médecine, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Madame Dora Gordon**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 75 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Dora Gordon aux examens pour l'obtention d'une licence en chirurgie dentaire, à la fin de son cours universitaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Henri Grier Lafleur**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 89 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Grier Lafleur à la pratique de la profession d'avocat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Kenneth Harold Brown**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 90 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Kenneth Harold Brown à la pratique de la profession d'avocat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Externat classique  
Sainte-Croix**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 87 constituant en corporation l'externat classique Sainte-Croix.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
véhicules automobiles,  
article 27**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), la permission de présenter le bill 176 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'étatisation  
de l'électricité**

**Un député** questionne le gouvernement sur l'étatisation de l'électricité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

En raison de l'état de choses qui existe, je ne crois pas qu'un gouvernement puisse aujourd'hui se charger des dépenses qu'entraînerait l'expropriation des compagnies produisant de l'énergie électrique. Notre électricité, au Québec, nous est fournie par des entreprises privées et, en Ontario, ils ont étatisé l'électricité. On me dit qu'il y a un bon nombre d'hommes d'affaires sérieux en Ontario qui se demandent si la province a fait preuve de sagesse en faisant l'acquisition de l'hydro-électrique. Pour nous, je crois que nous nous contenterons d'attendre les résultats de l'expérience de la province-sœur.

**Ajournement****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi, le 24 janvier 1933.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 25.

**NOTE**

1. Selon *La Patrie* du 13 janvier 1933, à la page 1, la séance n'a duré que 7 minutes. *Le Droit* et *The Sherbrooke Daily Record* du 14 janvier 1933, à la page 1, rapportent 10 minutes. Nous concluons que la séance a débuté à 11 h 15, puisque seule *La Patrie* rapporte l'heure de fermeture de la séance.

Séance du mardi 24 janvier 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de la corporation du comté de Rimouski et de la corporation du comté de Matane, demandant l'adoption d'une loi concernant le pont de Métis (M. Caron);

- de Alice Martel, dite sœur Marie-de-Jésus-Hostie et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la congrégation des sœurs antoniennes de Marie de Chicoutimi (M. Delisle);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fortier);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fauteux pour M. Gabias);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun, demandant l'adoption d'une loi pour changer le mode de l'imposition des taxes et changer le mode des élections et pour autres fins (M. Lafleur);

- de Ferdinand Veilleux, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit, sans examen (M. Taschereau, Bellechasse);

- de Charles Cantin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Val Saint-Michel et la municipalité scolaire de la ville de Val Saint-Michel (M. Taschereau, Bellechasse);

- de Raymond Garneau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville du Lac Saint-Joseph et la municipalité scolaire de la ville du Lac Saint-Joseph (M. Taschereau, Bellechasse);

- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi ratifiant son règlement no 341 et pour d'autres fins (M. Frigon).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bélanger);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);

- de Eugène Labelle et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle (M. Fillion, Laval);

- de Laval Langlois, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession de notaire après examen (M. Giguère).

**Loi des  
bureaux d'enregistrement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 6 modifiant l'article 22 de la loi des bureaux d'enregistrement.

Ce bill a pour effet de laisser à la discrétion entière du département du procureur général toutes les questions se rapportant aux bureaux d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Effets non réclamés  
chez les teinturiers**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 7 relatif à la vente des effets déposés chez les teinturiers et non réclamés.

Ces endroits commerciaux ont maintenant chez eux des articles non réclamés depuis des années, et n'ont pas le droit légal de les vendre pour se rembourser de leur travail sur ces articles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des compagnies**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 8 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Juges de paix**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 9 concernant la fonction de juges de paix des membres des conseils municipaux.

En vertu de la loi, tout membre d'un conseil municipal est juge de paix. Cette situation offre certains inconvénients. Nous voulons modifier la loi à ce sujet. Les membres des conseils municipaux ne tiennent pas à exercer les autres fonctions des juges des paix, ce qui les expose à des recours personnels en justice. Ils ne s'en porteront pas plus mal, et cela n'affectera pas leur jugement! À l'avenir, ne seront considérés comme juges de paix que ceux qui auront reçu une commission spéciale pour exercer ladite charge.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Code civil, article 2162**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 10 modifiant l'article 2162 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Code civil, article 981o**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 11 modifiant l'article 981o du Code civil.

Dans le passé, les fonds en fidéicommiss pouvaient être prêtés à toutes les municipalités. Dans les circonstances actuelles, il est nécessaire de songer à protéger les municipalités de la province de Québec, plutôt que de laisser placer cet argent à l'étranger.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Droit de coupe de bois**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 13 modifiant le Code civil, relativement à la désignation et à l'enregistrement du droit de coupe de bois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi du Barreau**

**M. Bédard (Québec-Comté)** demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), la permission de présenter le bill 175 modifiant la loi du Barreau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications sur ces projets de loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Trois de ces projets ont pour but de faire concorder des textes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport du ministre des Travaux publics**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1932. (Document de la session no 21)

### **Demandes de documents:**

#### **Remboursement des obligations par fonds d'amortissement, loi du département du trésor**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 4 avril

1931 inclusivement, et se rapportant au chapitre 26, statuts de Québec, 21 George V.

Adopté.

**Remises relatives à la loi  
de la taxe sur les corporations,  
1930-1931**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités imposées par la loi de la taxe sur les corporations, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1931.

Adopté.

**Remises relatives à la loi de la taxe sur  
les corporations, 1931-1933**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités imposées par la loi de la taxe sur les corporations, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933.

Adopté.

**Remises relatives à la loi  
de la taxe sur les corporations,  
1927-1930**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités imposées par la loi de la taxe sur les corporations, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1927, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930.

Adopté.

**Pont de  
l'Île d'Orléans**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1933, inclusivement, et se rapportant au pont de l'Île d'Orléans.

Adopté.

**Mandats spéciaux**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province relativement aux mandats spéciaux émis depuis le 15 février 1932, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1933.

Adopté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre constatera que je demande l'adoption de ces motions sans donner d'explications. C'est parce que nous voulons hâter la production de documents dont nous avons besoin. Je ne fais pas de discours et j'espère que les documents seront produits rapidement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Puisque aucun discours n'a été fait pour justifier ces motions, le gouvernement répondra à la requête de l'opposition aussitôt que possible. Le temps gagné qui aurait été perdu en discours permettra une production plus rapide des documents.

**Fernand Lizotte**

**M. Samson (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Fernand Lizotte à la pratique de la médecine, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Dora Gordon

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Dora Gordon aux examens pour l'obtention d'une licence en chirurgie dentaire, à la fin de son cours universitaire, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Henri Grier Lafleur

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Grier Lafleur à la pratique de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Kenneth Harold Brown

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Kenneth Harold Brown à la pratique de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Externat classique Sainte-Croix

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 constituant en corporation l'externat classique Sainte-Croix soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mercredi, 3 heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant l'ajournement, je voudrais savoir quand nous aurons les *Comptes publics*.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Les *Comptes publics* seront déposés dans quelques jours; le personnel procède avec diligence.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans combien de jours?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Dans peu de jours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi dit que les *Comptes publics* doivent être déposés sur le bureau de la Chambre dans les huit jours qui suivent l'ouverture de la session.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il faut tenir compte du fait qu'il y a eu un ajournement de 10 jours, dès l'ouverture de la session, pour la conférence d'Ottawa. C'est la cause du retard.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 30<sup>2</sup>.

### NOTES

1. De nombreux curieux sont venus, espérant entendre les députés ruraux sur le bill 176 parrainé par le député des Îles-de-la-Madeleine, M. Caron.

2. Les journaux ne concordent pas sur la durée de la séance. Dans leur parution respective du 25 janvier 1933, *Le Canada*, à la page 1, écrit que la séance a duré 45 minutes; *La Presse*, à la page 7, *Le Devoir*, à la page 1, *The Montreal Star*, à la page 19, et *L'Action catholique*, à la page 9, écrivent qu'elle a duré 15 minutes; *Le Soleil*, à la page 17, et *The Quebec Chronicle*, à la page 1, écrivent qu'elle a duré 30 minutes.

Séance du mercredi 25 janvier 1933

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre :

- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);
- de Dame Onésime Bécharde et autres, demandant l'adoption d'une loi assurant les effets civils contractés entre feu Zénon Bécharde et elle-même (M. Charbonneau);
- des commissaires d'écoles de la ville de Saint-Pierre-aux-Liens, demandant l'adoption d'une loi les concernant ainsi que les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs (M. Francoeur, Montréal-Dorion);
- de Quebec Power Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaine résolution et certain contrat la concernant ainsi que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Férol, dans le comté de Montmorency (M. Fortin);
- de la corporation du collège de L'Assomption, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Reed);
- du révérend Maynard Vernon Campbell et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists, Montreal, Canada (M. Smart);
- de la Société canadienne d'opérette incorporée, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Société canadienne d'opérette (M. Vautrin);
- de The Quebec Labrador Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Rochette).

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la corporation du comté de Rimouski et de la corporation du comté de Matane, demandant l'adoption d'une loi concernant le pont de Métis (M. Caron);

- de Alice Martel, dite sœur Marie-de-Jésus-Hostie et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la congrégation des sœurs antoniennes de Marie de Chicoutimi (M. Delisle);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fortier);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fauteux pour M. Gabias);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun, demandant l'adoption d'une loi pour changer le mode de l'imposition des taxes et changer le mode des élections et pour autres fins (M. Lafleur);

- de Ferdinand Veilleux, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit, sans examen (M. Taschereau, Bellechasse);

- de Charles Cantin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Val Saint-Michel et la municipalité scolaire de la ville de Val Saint-Michel (M. Taschereau, Bellechasse);

- de Raymond Garneau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville du Lac Saint-Joseph et la municipalité scolaire de la ville du Lac Saint-Joseph (M. Taschereau, Bellechasse);

- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi ratifiant son règlement no 341 et pour d'autres fins (M. Frigon).

### Rapports de comités:

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Sam Yaphe et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Beth Achnesses Nusoch Hoari";

- de Allan Bronfman et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Jewish General Hospital";

- de Saint Mary's Memorial Hospital, demandant l'adoption d'une loi pour amender sa charte;

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois le concernant;

- du Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à contracter un emprunt additionnel;

- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et concernant l'évaluation de certaines propriétés, pour les fins des taxes municipales et scolaires;

- des commissaires d'écoles du village Saint-Laurent, district de Montréal, demandant l'adoption d'une loi à l'effet que toutes distributions de la taxe scolaire sur les immeubles de la liste neutre soient confirmées et pour d'autres fins;

- de W. P. Hodge et autres demandant l'adoption d'une loi pour amender la loi régissant la Ville Mont-Royal relativement à certaines terres en culture;

- de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;

- de monseigneur François Boulay et autre, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu M. l'abbé J.-C. Boutet;

- de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Joseph-Louis-Arthur Tétreault et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Pierre Tétreault;

- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation du comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi concernant la Montée Saint-Rémi, dans le comté Jacques-Cartier;

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation;

- de Eugène Labelle, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle;

- de Laval Langlois, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession de notaire après examen.

#### **Succession de l'abbé J.-C. Boutet**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 127 concernant la succession de feu monsieur l'abbé J.-Charles Boutet, prêtre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession Pierre Tétreault**

**M. Saurette (Missisquoi)** demande la permission de présenter le bill 115 concernant la succession de feu Pierre Tétreault.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Laval Langlois**

**M. Giguère (Dorchester)** demande la permission de présenter le bill 101 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Laval Langlois à la pratique de la profession de notaire, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte du Cap-de-la-Madeleine**

**M. Grant (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 102 modifiant la charte de la cité du Cap-de-la-Madeleine et concernant l'évaluation de certaines propriétés, pour les fins des taxes municipales et scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession Eusèbe Labelle**

**M. Filion (Laval)** demande la permission de présenter le bill 124 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Mont-Royal**

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 123 concernant la charte de la ville de Mont-Royal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.



**Bureau des commissaires  
d'écoles catholiques de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 77 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire  
du village de Saint-Laurent**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 120 concernant la Commission scolaire du village de Saint-Laurent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Sorel**

**M. Turcotte (Richelieu)** demande la permission de présenter le bill 82 modifiant la charte de la cité de Sorel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Montée Saint-Rémi,  
Jacques-Cartier**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 95 concernant la Montée Saint-Rémi, dans le comté de Jacques-Cartier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission métropolitaine  
de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 106 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Grand'Mère**

**M. Crête (Lavolette)** demande la permission de présenter le bill 91 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**St. Mary's Memorial  
Hospital**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 109 concernant St. Mary's Memorial Hospital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Association de bienfaisance  
des pompiers de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 94 modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
Joseph Masson**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 85 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Jewish General  
Hospital**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 96 constituant en corporation Jewish General Hospital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Congregation Beth Achnesses  
Nusoch Hoari**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 79 constituant en corporation Congregation Beth Achnesses Nusoch Hoari.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bureau des commissaires catholiques  
de Sherbrooke**

**M. Fortier (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 105 autorisant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke à contracter un emprunt additionnel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des véhicules automobiles,  
article 27**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande qu'on appelle le bill 176.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

J'ai l'étrange impression de faire un discours inutile ... (Rires) ... qui n'aura pas grande influence sur la Chambre. La Chambre semble bien partagée sur tous les véhicules: il y a les convertis, c'est-à-dire des députés qui ont compris l'importance du port obligatoire des lumières ou réflecteurs sur les voitures à traction animale ou des bicycles, et les impénitents, ceux qui ont une opinion formée d'avance et qui ne veulent pas discuter le problème. Je serais trop heureux si mes remarques pouvaient influencer quelques-uns de ces derniers qui ne s'y opposent, au fond, que par principe. Il est de mon devoir, cependant, de formuler les raisons qui m'ont poussé à demander de nouveau le port des lumières ou réflecteurs sur toutes les voitures.

On reconnaît partout - toutes les associations, organisations importantes qui se sont prononcées sur ce sujet, tous les corps publics et la majorité de la presse de notre province sont de cet avis - que la voiture hippomobile qui circule sur la route, le soir, constitue un danger d'accidents: accidents de pertes de vie et accidents matériels. C'est que la plupart des gens réalisent le danger matériel et le danger physique pour la vie des voyageurs que présente la circulation libre des voitures sur nos grandes routes. Les journaux nous ont rapporté au cours de l'année de nombreux accidents qui étaient souvent mortels, causés précisément par l'absence de lumières sur des voitures à traction animale.

Il est donc inutile d'insister et de rappeler, par exemple, les déclarations des coroners et les recommandations pressantes de plusieurs jurys à la suite d'enquêtes *post mortem*. Les cultivateurs devraient ressentir d'autant moins d'hostilité contre cette mesure qu'elle deviendra bientôt un fait légal accompli. Des municipalités ont édicté des règlements où elles imposent, sous peine de pénalités graves, le port obligatoire de lumières sur les voitures à traction animale qui circulent dans les rues, pendant la nuit.

Et puis, il ne s'agit pas simplement de question d'opinion ou de goût. Il s'agit de préserver

des vies humaines. Il insiste sur le danger que représentent pour les enfants les véhicules qui circulent la nuit, sans réflecteurs. On ne permet pas qu'on creuse un trou, une tranchée dans le pavage d'une route, on ne tolère pas un tas de gravier, de sable, de travaux d'excavation tout et n'importe quoi sur le chemin, sans y placer une lumière rouge la nuit, indiquant le danger.

Comment tolérerait-on la présence de voitures - et cela comprend les automobiles, les tracteurs, les voitures de toutes sortes - occupées par des vivants, lancées au milieu de la chaussée, dans le champ de course des automobiles - sans lumière, sans réflecteurs? Dans les voitures hippomobiles, il s'agit de protéger des vies humaines. On refuserait de prendre l'élémentaire précaution? Pourquoi n'obligerait-on pas au port d'une lumière?

Il est illégal pour le conducteur d'une locomotive qui ne circule que sur ses voies et ses rails, où l'accès du public est formellement interdit, de faire aucun "shanting" ou mouvements sans lumière la nuit. Les bateaux doivent aussi être munis de lumières. Il est illégal pour un bateau à vapeur de naviguer sur une rivière la nuit, sans lumières. En conséquence, il est évident qu'il devrait y avoir une certaine protection sur les autoroutes de la province. Même obligation pour les avions. Seules les voitures, et cela est une anomalie, peuvent circuler sans lumières. Pourtant, les dangers de collision sont encore moins grands sur l'eau et dans les airs que sur les routes terrestres, au point de vue des rencontres possibles.

Parmi les objections soulevées, on a affirmé que la loi protégerait surtout les automobilistes; cela n'est pas le cas. Le projet de loi que je présente ne vise pas seulement à la protection de l'automobiliste. Elle est surtout favorable au cultivateur. C'est lui qu'elle protège, qu'elle défend. Car l'automobiliste est protégé par la carrosserie d'acier de son véhicule, tandis que la voiture en bois n'a pas grand force de résistance, et ce sont ceux qu'elle contient qui écopent en cas d'accident.

Car, dans une collision, la puissante automobile ne subit guère de dommages; c'est le plus souvent l'occupant et le conducteur d'une voiture hippomobile qui sont blessés. Ce sont ces occupants que je veux protéger. On dit que les accidents sont dus aux automobilistes qui vont trop vite. Tous les accidents ne sont pas attribuables aux automobiles, s'il faut en juger par les rapports, les automobiles sont dotées de réflecteurs "avant" et "arrière"; il existe des lois pour punir la vitesse, et elles pourraient être invoquées.

On a aussi objecté le coût des réflecteurs ou lumières, ce n'est pas un argument très fort. Cette objection n'est pas fondée. On peut se procurer un réflecteur pour un prix minime, presque insignifiant, pour quelques sous. Si les cultivateurs veulent utiliser des lanternes, cela ne signifie aucun coût supplémentaire. En campagne, qui n'a pas un fanal ou deux fanaux?<sup>2</sup> Cette dépense n'est pas tellement considérable qu'on doive retarder plus longtemps la protection de la vie humaine pour l'éviter. Le bill prévoit l'utilisation de réflecteurs, si celui-ci est approuvé par le bureau des véhicules-moteurs.

Dans cette loi, il ne faut pas tant regarder à la dépense encourue qu'à l'objet même de la loi. Est-ce que l'on ne prend pas d'assurance contre le feu parce que cela coûte quelque chose? La même logique devrait s'appliquer pour protéger la vie des voyageurs. La mesure proposée est une protection pour le cultivateur, et la peine et la dépense encourues, qui sont insignifiantes, ont pour but de sauver des vies et des propriétés.

On a aussi dit que si la loi est passée, lorsque le cultivateur, victime d'un accident, sera traduit devant le tribunal, il sera infailliblement condamné, si la voiture n'était pas munie de lumières ou de réflecteurs. Le cultivateur devra prouver que sa voiture en était munie. Rien n'empêche un député de proposer un amendement à mon projet en vue d'établir que le fait de ne pas porter de lumières ou de réflecteurs sur les voitures à traction animale ne pourra être jugé devant les tribunaux comme acte de négligence coupable et ne pourra pas être invoqué contre le conducteur pour prouver négligence ou responsabilité.

Rien n'empêche aussi de dire que la loi ne s'appliquera que sur les routes nationales et dans un rayon de 30 milles autour des villes, quitte à rendre la loi générale plus tard.

Si mon projet de loi a servi à faire l'éducation, je serai déjà satisfait. Je suggère qu'il soit envoyé devant le comité d'agriculture où on pourrait au moins l'étudier et y apporter tous les amendements jugés à propos, tout en gardant l'obligation du port des lumières, avant de le rejeter.

**M. Gagnon (Kamouraska):** La loi présentée par le député des Îles de la Madeleine (M. Caron) n'est pas nécessaire. Il doit l'avoir promis à ses électeurs pour revenir annuellement à la charge. Pourquoi cette loi? Toutes les municipalités ont le pouvoir de passer un règlement dans le sens du projet de loi qui est devant nous; elles ont déjà le droit d'obliger à porter des lumières, si elles le jugent à

propos. Plusieurs municipalités l'ont fait. D'autres ne l'ont pas fait. Et celles qui n'ont pas voulu le faire, c'est qu'elles estiment inutile d'user de leur droit. Pourquoi le législateur le ferait-il cette année, en pleine crise, alors que le port des lumières coûtera sûrement quelque chose au cultivateur.

On doit protéger la propriété et la vie humaine, dit-il, mais cette protection doit venir des conducteurs d'automobiles eux-mêmes qui doivent exercer la prudence. Si les conducteurs d'automobiles conduisaient leurs voitures à une vitesse raisonnable, la nuit, il n'y aurait jamais d'accidents qui surviendraient par le fait que le port des lumières n'est pas obligatoire dans notre province. On veut que, dans le cas d'un accident, le cultivateur soit tenu en défaut, s'il n'a pourvu sa voiture de lumières ou réflecteurs.

Imaginez la situation d'un cultivateur qui a à traverser une route par exemple: il lui faudra entourer sa voiture de lumières ou de réflecteurs. Ces réflecteurs latéraux deviendront nécessaires parce que chaque fois qu'un cultivateur aura à traverser diamétralement un chemin, ce sont les côtés de sa voiture qui seront en face des automobilistes et non l'arrière ou le devant. En temps de crise, il faut éviter aux cultivateurs toute dépense supplémentaire.

Les fanaux ne sont guère durables sur les voies publiques, exposés aux chocs de la machine. Ils peuvent facilement se casser et ensuite, le cultivateur sera déclaré en défaut en cas d'accident, et il serait souvent blâmé. Ce n'est pas seulement une affaire de coûts ou de se procurer ces réflecteurs ou ces lumières, mais pour le cultivateur qui doit se rappeler de bien vérifier qu'ils soient bien attachés, c'est un problème. Les soirs de grand vent, ces lumières pourraient se briser. En définitive, ce sera un déboursé considérable pour lui. Il faut aussi éviter les embêtements aux cultivateurs qui en ont déjà assez par le temps qui court.

Je m'oppose à ce projet de loi, et je crois que l'on devrait plutôt passer une loi pour obliger tous les automobilistes à se munir d'une assurance envers des tierces personnes. Il est plus important, à mon avis, de protéger le public, les cultivateurs en particulier, contre les insolubles qui causent des accidents. Ce serait selon moi la première chose à faire. Certains automobilistes insolubles conduisent des véhicules pour lesquels ils n'ont déboursé que \$50; n'allez pas attendre d'eux une compensation, s'il leur arrive un jour de causer quelque dommage.

Dans mon comté, toutes les organisations agricoles se sont prononcées contre ce projet de loi, c'est pourquoi je prends cette attitude. Dans l'intérêt

général, dans l'intérêt des cultivateurs, dont toutes les associations sont formellement opposées au projet, je me déclare encore une fois contre ce bill et je vais voter contre le projet.

**M. Legault (Gatineau)** déclare qu'il représente une division électorale dont les 4/5 des habitants sont des cultivateurs. L'an dernier, j'ai voté, dit-il, en faveur du bill et je n'ai reçu aucune protestation de mes électeurs. Je n'ai pas changé d'opinion et, cette année, je voterai de nouveau en faveur de la mesure. Je suis en faveur du projet de loi. Il s'agit de protéger le capital humain. On dépense des millions pour la protection du capital humain dans les hôpitaux, les institutions de bienfaisance, l'hygiène en général, et l'on critique âprement une dépense de 15 à 20 cents, peut-être 50 cents, pour assurer la sécurité de la circulation sur les routes! On ne doit pas mesquiner pour 30 cents.

Ce n'est pas logique. Les cultivateurs, eux-mêmes, sentent la nécessité de la sécurité de circulation sur les routes, au point qu'en hiver, à cause des poudreries et des tempêtes, alors que le danger est beaucoup moins grand, ils munissent leurs attelages de grelots et personne n'a trouvé à redire. Il ne serait pas plus difficile de placer un réflecteur qu'un grelot ou une sonnette; une fois habitué, on n'y songerait même plus. Pourquoi craindre le port d'un réflecteur?

Personne n'a le droit de s'éviter des dépenses de quelques sous pour exposer des êtres humains à se faire tuer sur nos routes.

Je n'ai pas d'objection à ce que le fardeau de la preuve soit porté par l'automobiliste. Cette clause, incorporée dans le bill, serait de nature à satisfaire les cultivateurs qui craignent les responsabilités qui pourraient leur incomber en cas d'accidents, si leur véhicule n'était pas muni d'un réflecteur. S'il faut proposer un amendement pour que le fardeau de la preuve ne retombe pas sur le cultivateur, je suis disposé à le faire moi-même. Ce que je veux, c'est que chacun prenne ses responsabilités de citoyen.

**M. Paquet (Montmagny):** Laissons le cultivateur tranquille, surtout par le temps qui court. Ce n'est pas le temps de faire des suggestions aux cultivateurs et aux colons qui tiennent à conserver le peu d'indépendance qui leur reste. Qu'on leur laisse au moins la liberté qui leur reste et qui est d'aller sur la route à leur guise. Ses difficultés sont assez grandes et ses obligations assez onéreuses. Ils n'ont pas besoin de suggestions pour conduire leurs affaires.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous pourrions peut-être adopter le bill sur division en deuxième lecture et le référer au comité de l'agriculture. Le bill, au terme strict de la loi, tel que rédigé, va très loin. Il dépasse évidemment la pensée du député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron): il faudrait mettre des lumières sur les voitures d'hiver, comme sur celles d'été, ce qui n'est pas nécessaire, on l'admettra. Je ne crois pas que ce soit là le but du promoteur du projet. Comme l'obligation de placer des lumières ou réflecteurs sur les voitures à traction animale affectera surtout les cultivateurs, ces derniers ou leurs représentants, au comité de l'agriculture, pourront se faire entendre. Ensuite, on jugera s'il y a lieu de l'adopter en l'amendant ou de le rejeter.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation.

#### **Loi du Barreau**

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Effets non réclamés chez les teinturiers**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 relatif à la vente des effets déposés chez les teinturiers et non réclamés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Juges de paix**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 concernant la fonction de juges de paix des membres des conseils municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Les conseillers ne veulent pas de cette fonction *ex officio*, car ces droits sont pour eux la cause d'ennuis multiples et de craintes. En plus, ce système a conduit à certains abus. Nous avons reçu de nombreuses plaintes contre ces juges de paix qui, entre autres, se servent du titre de juge de paix pour

faire de la petite politique de village, ce qui a valu aux municipalités d'être tenues responsables devant les cours civiles de la province de Québec. Il vaut mieux que seuls ceux qui ont une commission spéciale distincte exercent ce droit, après une nomination régulière.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte. Ce serait, dit-il, imposer un fardeau aux juges de paix et s'immiscer dans leurs fonctions. Tous les conseillers ont le devoir de maintenir l'ordre dans leurs municipalités. Ils ont des devoirs à remplir: par exemple, dans une assemblée du conseil, le maire doit faire observer l'ordre. Les pouvoirs de juges de paix qu'ils ont toujours eus sont corollaires de leurs fonctions légitimes. Le premier ministre se plaint que certains juges de paix ne sont pas qualifiés. Il oublie que c'est le gouvernement qui les nomme. S'ils ont été élus, ils ont été jugés dignes des fonctions qu'ils remplissent.

Si les juges de paix nommés par le gouvernement n'exercent pas leurs fonctions à la satisfaction des justiciables, le gouvernement seul doit en être tenu responsable, c'est lui qui les a nommés. S'il est vrai que certains maires ou conseillers municipaux ne sont pas dignes d'exercer les fonctions de juges de paix, nous pourrions en dire autant de certains juges de paix nommés par la commission. Je m'oppose à ce projet de loi. Et je déclare que nous sommes prêts à nous y opposer et nous battre jusqu'au bout.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement ne nomme que des juges de paix qualifiés. Du moment qu'un contribuable est conseiller municipal, il a le droit d'être juge de paix. Nombre de conseillers se refusent devant cette tâche. Ils craignent de s'attirer des ennuis. D'ailleurs, cela peut donner lieu à l'exercice de la politique. Des abus se sont glissés dans l'exercice de ces fonctions et c'est la raison pour laquelle on veut modifier la loi. Il n'est pas nécessaire, dans un conseil de ville de sept membres, par exemple, que tous soient juges de paix. Nous avons partout des juges de paix nommés par le gouvernement. Nous devrions nous en tenir là.

Nous allons référer le projet au comité des bills publics, après l'avoir adopté sur division. Notre honorable ami l'étudiera avec nous. S'il nous convainc qu'il a raison, nous nous rendrons à son opinion. Nous l'avons déjà fait dans le passé.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Code civil, article 981o**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant l'article 981o du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills public en général.

### **Dépôt de documents:**

#### **Rapports des chemins de fer**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** dépose, sur le bureau de la Chambre, les rapports des chemins de fer pour l'année expirée le 31 décembre 1931, conformément aux dispositions de l'article 4, chapitre 31, des statuts refondus de la province de Québec de 1925. (Document de la session no 22)

#### **Rapports des chemins de fer**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** dépose, sur le bureau de la Chambre, les rapports des chemins de fer, états, rapports et statistiques pour l'année expirée le 31 décembre 1931, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230, des statuts refondus de la province de Québec, 1925. (Document de la session no 23)

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 3 heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est regrettable que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de préparer sa législation. Dans un temps comme celui où nous sommes, où le gouvernement prétend ne pas avoir d'argent, il n'est pas raisonnable de tenir des séances comme celles que nous avons depuis deux jours. Il faut pratiquer une sévère économie, et quand on sait ce que coûte une journée de session, le gouvernement n'est pas excusable de convoquer les Chambres, sans avoir plus de travail à leur soumettre. Hier, nous n'avons siégé qu'un quart d'heure et aujourd'hui, nous sommes forcés d'ajourner à 4 h 10. Ce n'est pas à coups de séances de 30 ou 40 minutes

par jour que nous pouvons arriver à disposer de manière satisfaisante des affaires du peuple. Que le gouvernement présente au plus tôt ses mesures législatives.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous venons de référer au comité des bills publics quatre projets de loi du gouvernement. Nous en sommes, à vrai dire, au quatrième jour de la session<sup>3</sup>. Nous sommes un peu désorganisés, parce que nous avons été pris par surprise et quelque peu désarmés. Avec, de l'autre côté, un chef de l'opposition bouillant, vigoureux, jeune, zélé, actif, intelligent, plein de force et d'ardeur et une opposition qui ne demande qu'à se battre, nous nous attendions que le débat sur l'adresse durerait deux semaines. Nous avons été trompés. (Rires)

Il a préféré s'abstenir. Cela aurait permis au gouvernement de mettre toute la machine en marche et de préparer le travail en temps voulu. Nous essaierons de faire mieux à l'avenir. Nous avons, au feuilleton, plusieurs mesures du gouvernement pour demain et nous avons du travail sur la planche pour les comités pour plusieurs séances à venir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre manque donc d'adresse. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Mon honorable ami a manqué d'autre chose: d'opposition. (Rires à droite)

D'ailleurs, on ne peut accuser le gouvernement de négligence. On ne trouverait pas de raisons assez solides pour cela. Déjà, il a présenté six ou sept projets de loi. Le travail ne manque pas. Demain, nous présenterons sept ou huit nouvelles mesures du gouvernement, ce qui occupera l'attention des législateurs pendant plusieurs jours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et puis, pourquoi le rapport des *Comptes publics* n'est-il pas prêt?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ça marche.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 15<sup>4</sup>.

## NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 26 janvier 1933, à la page 12, les pétitions sont accueillies par plusieurs "À l'ordre", ce qui provoque l'hilarité générale.

2. Dans leur parution du 26 janvier 1933, *Le Soleil*, à la page 16, et *L'Action catholique*, à la page 1, parlent plutôt de deux à trois fanaux.

3. Cinq fois, selon le *Montreal Daily Star* du 26 janvier 1933, à la page 11.

4. *The Gazette* du 26 janvier 1933, à la page 1, mentionne 4 h 10.

Séance du jeudi 26 janvier 1933

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);
- de Dame Onésime Bécharde et autres, demandant l'adoption d'une loi assurant les effets civils contractés entre feu Zénon Bécharde et elle-même (M. Charbonneau);
- des commissaires d'écoles de la ville de Saint-Pierre-aux-Liens, demandant l'adoption d'une loi les concernant ainsi que les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs (M. Francoeur, Montréal-Dorion);
- de Quebec Power Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaine résolution et certain contrat la concernant ainsi que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Férol, dans le comté de Montmorency (M. Fortin);
- de la corporation du collège de L'Assomption, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Reed);
- du révérend Maynard Vernon Campbell *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists, Montreal, Canada (M. Smart);
- de la Société canadienne d'opérette incorporée, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Société canadienne d'opérette (M. Vautrin);
- de The Quebec Labrador Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Rochette).

### Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 7 relatif à la vente des effets déposés chez les teinturiers et non réclamés;

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 9 concernant la fonction de juges de paix des membres des conseils municipaux.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la corporation du comté de Rimouski et de la corporation du comté de Matane, demandant l'adoption d'une loi concernant le pont de Métis;
- de Alice Martel, dite sœur Marie-de-Jésus-Hostie *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la congrégation des sœurs antoniennes de Marie de Chicoutimi;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun, demandant l'adoption d'une loi pour changer le mode de l'imposition des taxes et changer le mode des élections et pour autres fins;
- de Ferdinand Veilleux, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit, sans examen;
- de Charles Cantin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Val Saint-Michel et la municipalité scolaire de la ville de Val Saint-Michel;
- de Raymond Garneau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville du Lac Saint-Joseph et la municipalité scolaire de la ville du Lac Saint-Joseph;
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi ratifiant son règlement no 341 et pour d'autres fins.

### Commissaires d'écoles de Verdun

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** demande la permission de présenter le bill 113 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ferdinand Veilleux**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 83 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ferdinand Veilleux à l'étude du droit, sans examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville de  
Shawinigan Falls**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** demande la permission de présenter le bill 111 concernant la cité de Shawinigan Falls.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Val Saint-Michel**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 78 constituant en corporation la ville de Val Saint-Michel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sœurs antoniennes de Marie  
de Chicoutimi**

**M. Delisle (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 88 constituant en corporation la congrégation des sœurs antoniennes de Marie de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sainte-Catherine de Fossambault**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 97 accordant certains pouvoirs spéciaux à la municipalité de la paroisse de Sainte-Catherine de Fossambault.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pont de Métis**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande la permission de présenter le bill 107 concernant le pont de Métis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi électorale**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 15 modifiant la loi électorale de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande des explications.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le bill a pour but de faire disparaître le mot "agent électoral" de la loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 16 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Nous voulons permettre l'ouverture des magasins de la Commission des liqueurs certains soirs, à Montréal et à Québec. La chose se fait actuellement dans l'Ontario et cette pratique rend des services à ceux qui ont besoin de se procurer des boissons le soir, dans des circonstances imprévues. On est d'avis que l'ouverture de ces magasins sera de nature à décourager certains abus. Cette mesure projetée portera un rude coup aux "blinds pigs" qui font des affaires florissantes après les fermetures des établissements de la Commission des liqueurs, alors que les gens ne peuvent plus légalement se procurer de la boisson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la taxe  
sur les corporations**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 18 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

L'amendement à la loi de la taxe sur les corporations a pour but de fixer un nouveau minimum pour le chiffre d'affaires des compagnies d'assurance étrangères ayant des succursales dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la manutention  
de la gazoline**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve



(l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 17 modifiant la loi de la manutention de la gazoline.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Droit de vote des femmes**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), la permission de présenter le bill 177 modifiant la loi électorale de Québec, relativement au droit de vote des femmes et à leur exigibilité.

**Plusieurs députés** demandent des explications.

**D'autres députés:** "Lost".

**M. Plante (Montréal-Mercier):** M. l'Orateur, ce projet de loi est bien connu. Ce n'est pas le temps de l'expliquer, mais à la deuxième lecture, les arguments que nous présenterons seront si forts que je n'ai pas de doute que la majorité des députés l'appuieront. (Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Rapport de la Commission des services publics**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre le vingt-troisième rapport annuel de la Commission des services publics de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1932. (Document de la session no 25)

##### **Conférence interprovinciale**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, avant de procéder à l'ordre du jour, je crois que je dois, aux députés de cette Chambre et au peuple de la province, de donner quelques renseignements sur la Conférence interprovinciale qui a été tenue la semaine dernière à Ottawa et à laquelle il m'a été permis d'assister, ainsi qu'à mes collègues, grâce à l'ajournement auquel l'honorable chef de l'opposition (M. Duplessis) a consenti.

J'y tiens d'autant plus que des journaux ont fait des commentaires plus ou moins exacts sur ce qui s'est passé à ces assises solennelles. Permettez-

moi d'abord de rétablir certains faits erronés qui ont été affirmés par un journal. *La Patrie*, l'organe français du premier ministre Bennett à Montréal, disait hier: "M. Taschereau est responsable de l'échec de la conférence d'Ottawa". Je suis certain que M. Bennett sera surpris de lire dans son organe canadien-français de cette province que la conférence qu'il a convoquée et présidée a été un échec. Que dira-t-il, lui qui en a constaté le succès? Comment pourra-t-il accepter ce que son propre organe dit! Si nous disions une chose pareille, on nous en blâmerait sévèrement. J'affirme du reste que la conférence organisée par M. Bennett n'a pas été un échec. Je dois à la vérité de dire que mes collègues et moi, nous avons été reçus de façon très aimable et courtoise par M. Bennett.

En ce qui concerne les travaux de la conférence, nous n'y avons pas réglé tous les problèmes inscrits à l'agenda, mais nous avons examiné tous les problèmes soumis, nous avons discuté loyalement, nous nous sommes entendus sur plusieurs questions, et il s'est fait d'excellentes choses. Nous avons fait du bon travail. Bien que plusieurs des problèmes abordés étaient complexes, les trois jours qu'a duré la conférence ont permis de couvrir tout l'agenda prévu. Si nous n'avons pas pu nous entendre sur toutes les questions, ce n'est que partie remise, les représentants des provinces ayant voulu étudier avec plus de soin certains problèmes intéressant les droits accordés aux provinces par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

Voici d'ailleurs un aperçu de ce qui s'est passé à la conférence. La conférence a adopté des résolutions dont la plus importante a trait aux travaux publics qui peuvent être exécutés pour remédier au chômage.

Les journaux ont publié la résolution adoptée par la conférence. Il a été convenu que le système des secours directs serait maintenu, mais que là où il serait possible d'aider les chômeurs avec des travaux, les gouvernements s'entendraient avec les municipalités pour les aider. Nos cités, comme Québec et Montréal, auront maintenant une plus grande latitude.

Cette résolution ouvre large la porte aux suggestions et aux négociations entre les gouvernements et les municipalités, dans le but de trouver le meilleur moyen de résoudre ce problème angoissant. Lors d'une conférence tenue le printemps dernier entre les provinces et Ottawa, il fut décidé de laisser de côté les entreprises publiques pour ne donner que des secours directs. L'an dernier, nous avions décidé de ne donner que des secours directs.

Cette année, nous pourrons donner des travaux aux chômeurs qui se retrouvent sous la loi de l'assurance-chômage, là où nous le jugerons à propos, lorsque la chose sera faisable, et après entente avec les municipalités. Le système des secours directs n'a pas donné satisfaction en certains quartiers, et je crois que, dans certains cas, le système des travaux publics peut être préférable; c'est encore le meilleur. C'est la raison de la résolution qui a été adoptée et qui ouvre la porte large aux négociations entre gouvernements.

Il y eut ensuite la question de l'assurance-chômage. J'y reviendrai tantôt en parlant de *La Patrie*.

La conférence a été unanime à décider que les gouvernements correspondraient entre eux, afin de s'entendre sur un système qui ferait disparaître la duplication des taxes fédérales, provinciales ou même municipales. Ensuite, une conférence des trésoriers des provinces et du ministre des Finances aura lieu à Ottawa pour empêcher cette duplication des taxes.

Nous nous sommes ensuite entendus au sujet des lois des compagnies. Il y a enchère sur l'octroi des chartes, et c'est à qui sera le plus libéral, le plus généreux, du fédéral et des gouvernements provinciaux. Si ce n'est pas Ottawa, c'est un autre gouvernement qui, chaque année, adopte une législation dans le but d'attirer les compagnies chez lui par l'octroi de chartes. Il a été décidé à la conférence qu'Ottawa préparerait un projet de loi que nous étudierons, et que nous adopterons probablement, s'il convient à notre province - je crois qu'il nous conviendra, parce que la loi d'Ottawa est presque semblable à celle actuellement en vigueur dans Québec. Le contrôle entier de la loi sera alors laissé à Ottawa ou aux provinces. Nous aurions alors un type de loi unique pour les compagnies. Il n'y aurait plus de luttes de générosité entre les deux pouvoirs pour s'assurer l'avantage.

Le gouvernement d'Ottawa a aussi averti les provinces qu'à l'avenir l'agriculture et l'hygiène resteraient sous la juridiction des provinces. L'administration en sera laissée aux provinces, mais à l'avenir, le fédéral ne paierait plus d'octroi ni de subsides pour cela.

Une autre question que nous avons étudiée, mais que nous n'avons pu résoudre, c'est la question de la concurrence entre les chemins de fer et les automobiles, les autobus et les camions. Aucune décision n'a été prise, mais une nouvelle conférence sera tenue à Ottawa, et le gouvernement fédéral va étudier un plan qu'il soumettra aux délégués à cette conférence. Il est espéré qu'on adoptera une législation générale dans le pays pour résoudre ce problème.

Nous avons également étudié le problème des statistiques. Il n'y a pas toujours concordance entre les statistiques du fédéral et des provinces. Même les chiffres des recensements qui se font tous les 10 ans ne sont pas toujours pareils. Nous avons décidé de coopérer avec Ottawa, et Ottawa avec nous, pour avoir des statistiques uniformes, plus complètes et sur lesquelles on pourra se baser.

Deux autres questions ont été discutées, mais elles sont restées sans solution. Ce sont celles de l'assurance-chômage et de la juridiction en matière d'assurances.

Le journal dont j'ai parlé tantôt, *La Patrie*, essaie de faire croire que le gouvernement ne prendra pas d'initiative sur cette question en affirmant que le premier ministre du Québec s'est prononcé contre l'assurance-chômage à Ottawa, et ainsi, Ottawa ne pourra agir. Je ne veux pas avoir de paroles amères pour *La Patrie*. Je ne comprends pas cependant qu'un journal de l'importance de *La Patrie*, qui est l'organe personnel de M. Bennett à Montréal, ait affirmé une pareille chose. Ce n'est pas la première fois d'ailleurs, car ce journal a déjà publié un article semblable, au cours de la conférence, qui lui a attiré les réprimandes de M. Bennett. M. Bennett a proposé lui-même l'adoption par les délégués d'une motion de censure contre ce journal et la conférence l'a adoptée à l'unanimité.

J'ai ici, en main, le texte du communiqué de M. Bennett à ce sujet. Dans cette motion, le premier ministre du Canada disait que l'information de *La Patrie* était inexacte, trompeuse et fausse. Je sais le but que l'on poursuit par cette récidive, je vois son objet. On veut dire: "Le gouvernement d'Ottawa aurait voulu donner l'assurance-chômage, nous étions prêts à vous l'accorder, mais M. Taschereau n'a pas voulu". Vous verrez qu'on dira cela dans les clubs ouvriers à Montréal. C'est absolument inexact. Je n'y ai pas joué le rôle d'oppositionniste. Voici ce qui s'est passé à Ottawa.

Lorsque la question fut soumise à la discussion des délégués, M. Bennett nous a demandé si nous voulions amender le pacte de la Confédération, afin de donner au gouvernement fédéral le contrôle absolu de l'assurance-chômage, afin qu'il puisse régler cette question selon son bon plaisir. Toutes les provinces ont répondu non. Nous avons demandé des détails, nous avons dit: "Quel est votre plan? Dites-nous qui va bénéficier de cette assurance, quels amendements il faudra apporter à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord" etc. M. Bennett nous a répondu: "Je n'ai pas de plan". Nous avons alors convenu de laisser ce numéro de l'agenda

en blanc. *La Patrie* dit: "C'est M. Taschereau qui a fait tout manquer". Ce journal ne voudra peut-être pas accepter ma dénégation, mais d'autres journaux, qui ne sont pas sympathiques au gouvernement de Québec, nous ont donné justice sur ce point et ont dit la vérité sur ce qui s'était passé à Ottawa.

Le *Herald*, de Montréal, qui ne nous manifeste aucune sympathie, affirme que l'Ontario, comme le Québec et les autres provinces, se sont opposés à l'assurance-chômage. M. Bennett lui-même s'est prononcé contre le projet après avoir dit qu'il serait prêt à sacrifier ses opinions défavorables à l'assurance si les provinces voulaient accepter de passer leur juridiction au fédéral. Le député lit l'article du *Herald*. Le *Toronto Telegram* approuve de même l'Ontario et le Québec de s'être opposés à l'assurance-chômage tant que la capitale n'aura pas dit exactement ce qu'elle entend faire. La *Gazette* de Montréal, dans son numéro de jeudi, publie une dépêche du Manitoba exprimant l'avis des gouvernements de Québec et d'Ontario.

M. l'Orateur, je le répète, *La Patrie* a fait mauvaise œuvre en laissant croire à tout le Canada et à nos ouvriers en particulier que seul le Québec est contre l'assurance-chômage. Je regrette que le journal en question ait adopté une attitude aussi déplorable, et qu'un certain hebdomadaire de la cité de Québec, dont l'éditeur est réputé, ait suivi son exemple et tenté de faire croire aux ouvriers de la province que s'il n'y a pas d'assurance-chômage, c'était dû à mon opposition.

Ce que nous voulons - et cela me paraît sage - c'est, avant de sauter, de savoir où nous tomberons, savoir ce qu'Ottawa veut. La vérité, c'est que nous voulons savoir ce que nos industriels devront payer, ce que nos ouvriers et nos manufacturiers devront verser sur leur salaire, sur des épargnes durement gagnées pour cette assurance.

C'est la position prise par toutes les provinces de la Confédération. Avant de toucher à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, cette garantie de nos libertés, nous voulons y penser sérieusement, car nous avons un héritage précieux à conserver et nous le conserverons intact coûte que coûte.

(Applaudissements à droite)

La province de Québec continuera de défendre les droits et les privilèges qui représentent un héritage sacré et que nous nous devons de préserver pour le bénéfice des générations futures. C'est ce que nous avons fait à Ottawa, et nous n'avons aucunement à rougir de notre position sur cette question. S'il y a une chose que nous voulons défendre, c'est bien l'intégrité de nos lois. Les

nouveaux admis au sein du Canada qui ne comprennent pas la mentalité et les lois des vieilles provinces et qui n'ont pas les mêmes motifs que celles-ci pour insister sur l'intégrité de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord ne devraient pas être autorisés à modifier la Constitution.

Nous ne voulons pas être à la merci des gens qui ne pensent pas comme nous, et nous ne consentirons à changer le pacte de la Confédération, quoi qu'en dise *La Patrie*, que lorsque nous serons convaincus que c'est la meilleure façon possible de résoudre le problème. Les ouvriers de la province de Québec peuvent être certains que c'est encore dans le Parti libéral qu'ils trouveront leurs meilleurs amis, le meilleur concours et la meilleure protection.

(Applaudissements à droite)

Mes remarques ne changeront peut-être pas l'avis de *La Patrie*. Il ne faut pas s'en étonner, elle s'est fait rabrouer par son chef et elle continue quand même la publication de ses articles! Le correspondant qui lui a donné ces renseignements d'Ottawa est le correspondant du *Journal* de Québec. Ça le place<sup>1</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je n'ai point voulu soulever de point d'ordre au sujet de l'obstruction faite par l'honorable premier ministre, mais je crois de mon devoir de faire quelques remarques. L'honorable premier ministre a eu la courtoisie de m'adresser copie des résolutions adoptées par la Conférence interprovinciale d'Ottawa. Il a été très aimable et je l'en remercie. Mais il ne m'a pas prévenu à l'avance, selon l'usage, de ce débat important cet après-midi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ce n'est pas un débat à proprement parler! Je me suis levé pour donner des explications personnelles, me sentant personnellement attaqué par les journaux que j'ai nommés. Mais si mon honorable ami, le chef de l'opposition, considère l'affaire comme un débat, qu'il propose l'ajournement de la discussion, nous y consentirons volontiers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si nous demandons l'ajournement, c'est donc un débat. Je n'ai pas l'intention de discuter les résolutions maintenant. Nous aurons peut-être l'occasion d'y revenir au cours de la session. Nous voulons tous que la Conférence donne des résultats et que les pourparlers entre Ottawa et les provinces continuent. Les résolutions adoptées démontrent qu'elle a été un succès. Mais je veux relever une affirmation.

Je me demande pourquoi l'honorable premier ministre, reprenant une vieille tactique, se permet d'attaquer un journal bien rédigé. Je demanderais au premier ministre de respecter le représentant du journal, qui est un excellent journaliste, l'un des plus brillants, et de ne pas traiter cet organe de "sale feuille" ou de désigner ce journal comme une "sale place".

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai pas dit cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre a dit en parlant du *Journal* de Québec, "sale place".

**Plusieurs députés:** Non, il a dit: "Ça le place".

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais non, j'ai dit en parlant du correspondant: "Ça le place". C'est vous qui dites du *Journal* de Québec qu'il est sale, ce n'est pas moi. (Rires)

**Des députés:** C'est cela! Ça le place!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre veut continuer sa tactique, qu'il continue... Mais je regrette que le premier ministre ait eu recours à ce procédé pour attaquer un journal. Il devrait cesser ces attaques personnelles et bien vouloir admettre que les autres peuvent penser différemment. Il est permis de ne pas partager toutes ses opinions.

#### Questions et réponses:

##### Taxe de la gazoline

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À combien se chiffrent les revenus bruts de la province provenant de la taxe de la gazoline: *a.* du 17 décembre 1930 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1931; *b.* du 17 décembre 1931 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1932?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Les revenus bruts de la province pour la taxe de la gazoline: *a.* du 17 décembre 1930 au 1<sup>er</sup> mai 1931 se sont chiffrés à \$1,078,512.59. *b.* Les revenus se sont élevés à \$1,313,684.52 pour la période subséquente comprise du 17 décembre 1931 au 1<sup>er</sup> mai 1932.

#### Loi des compagnies

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Succession de l'abbé J.-C. Boutet

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 concernant la succession de feu monsieur l'abbé J.-Charles Boutet, prêtre, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Succession Pierre Tétreault

**M. Saurette (Missisquoi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 concernant la succession de feu Pierre Tétreault soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Charte du Cap-de-la-Madeleine

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 modifiant la charte de la cité du Cap-de-la-Madeleine et concernant l'évaluation de certaines propriétés, pour les fins des taxes municipales et scolaires, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Succession Eusèbe Labelle

**M. Filion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Bureau des  
commissaires d'écoles catholiques  
de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
Joseph Masson**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Droit de  
coupe de bois**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant le Code civil relativement à la désignation et à l'enregistrement du droit de coupe de bois soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Demandes de documents:**

**Exportation du bois ou de la pulpe  
aux États-Unis, 1926-1928**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1926, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1928, exclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis.

Adopté.

**Exportation du bois ou de la pulpe  
aux États-Unis, 1928-1930**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1928, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930, exclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis.

Adopté.

**Exportation du bois ou de la pulpe  
aux États-Unis, 1930-1932**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1932, exclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis.

Adopté.

**Exportation du bois ou de la pulpe  
aux États-Unis, 1932-1933**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933, exclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis.

Adopté.

**Laval Langlois**

**M. Giguère (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Laval Langlois à la pratique de la profession de notaire, après examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Mont-Royal**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 concernant la charte de la ville de Mont-Royal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire  
du village de Saint-Laurent**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 concernant la Commission scolaire du village de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Sorel**

**M. Turcotte (Richelieu)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 modifiant la charte de la cité de Sorel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Montée Saint-Rémi,  
Jacques-Cartier**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 concernant la Montée Saint-Rémi, dans le comté de Jacques-Cartier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission métropolitaine  
de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de  
Grand'Mère**

**M. Crête (Lavolette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**St. Mary's Memorial  
Hospital**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant St. Mary's Memorial Hospital soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Association de bienfaisance  
des pompiers de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Jewish General  
Hospital**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 constituant en corporation Jewish General Hospital soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Congregation Beth Achnesses  
Nusoch Hoari**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 constituant en corporation Congregation Beth Achnesses Nusoch Hoari soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Bureau des commissaires catholiques  
de Sherbrooke**

**M. Fortier (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 autorisant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke à contracter un emprunt additionnel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Loi de la taxe  
sur les corporations**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 18 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Adopté.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 3 heures.

M. l'Orateur, je comprends que plusieurs membres de la Chambre, entre autres l'honorable chef de l'opposition, veulent assister demain matin aux obsèques de l'honorable sénateur Jacques Bureau. Nous ne siégerons donc pas demain matin, puisqu'un train spécial part à 11 h 35 ce soir, pour Trois-Rivières. Mais demain après-midi, il y aura une séance de routine, et nous ajournerons ensuite jusqu'à mardi.

**M. Guertin (Hull):** La séance de demain sera-t-elle aussi longue que celle d'aujourd'hui?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne connais qu'un homme qui puisse bien prolonger les séances, c'est mon honorable ami de Hull. (Rires)

**M. Guertin (Hull):** Est-ce une invitation? Merci. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oh! non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais tout de même savoir si le trésorier produira les *Comptes publics* bientôt?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ça marche.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il va falloir que ça marche plus vite que ça.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami doit comprendre que ce qui nous a retardé cette année, ce sont les comptes du chômage. Le gouvernement fait diligence pour les

présenter à brève échéance. Nous hâtons le travail, mais la tâche n'est pas facile. Nous faisons tout ce qui est possible pour terminer le travail.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela prend autant de temps pour les payer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** En effet, la comptabilité et la vérification sont très longues et très difficiles. Si l'opposition savait le travail que cela nous donne, elle comprendrait facilement que nous ne pouvons aller plus vite!

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

---

**NOTE**

1. Le correspondant de *La Patrie* est M. J.-Alfred Hardy.





Séance du vendredi 27 janvier 1933

### Présidence de I. Vautrin<sup>1</sup>

La séance est ouverte à 3 h 15.

#### Absence de l'Orateur

**M. le greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

#### Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Ville de Duparquet

**M. Authier (Abitibi)** propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Clarke B. Davis et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Duparquet, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

#### Présentation de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de Clarke B. Davis et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Duparquet, est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

#### Rapports de comités:

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la congrégation des sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie, demandant l'adoption d'une loi pour amender sa charte;

- des syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une entente intervenue entre eux et la congrégation du Très Saint-Rédempteur et pour d'autres fins;

- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Dame Onésime Bécharde et autres, demandant l'adoption d'une loi assurant les effets civils contractés entre feu Zénon Bécharde et elle-même;

- des commissaires d'écoles de la ville de Saint-Pierre-aux-Liens, demandant l'adoption d'une loi les concernant ainsi que les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs;

- du révérend Maynard Vernon Campbell et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists, Montreal, Canada;

- de la Société canadienne d'opérette incorporée, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Société canadienne d'opérette.

#### Syndics de Saint-David d'Estcourt et congrégation du Très Saint-Rédempteur

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande la permission de présenter le bill 121 ratifiant une entente intervenue entre les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt et la congrégation du Très Saint-Rédempteur.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### The Quebec Association of Seventh-Day Adventists

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 119 constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### École d'art lyrique

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 92 constituant en corporation la Société canadienne d'opérette.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie

**M. Dugas (Joliette)** demande la permission de présenter le bill 84 modifiant la charte de la congrégation des sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Succession Zénon Béchard**

**M. Charbonneau (Napierville-Laprairie)** demande la permission de présenter le bill 103 assurant les effets civils du mariage contracté entre feu Zénon Béchard et dame Onésime Béchard.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Expéditions et extraits des actes notariés**

**M. Bachand (Shefford)** demande la permission de présenter le bill 178 modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la loi de la Commission des services publics, relativement aux expéditions et extraits des actes notariés portant minute.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Droits sur les successions**

**M. Bachand (Shefford)** demande la permission de présenter le bill 179 modifiant le Code civil et la loi des droits sur les successions relativement à certains actes notariés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Fraude et corruption dans les affaires municipales**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande la permission de présenter le bill 180 remplaçant l'article 17 de la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Unité du Parti libéral**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)<sup>2</sup>:** M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège et un peu personnelle pour protester contre un article paru dans le dernier numéro du *Journal* où l'on dit que les députés des villes et les députés ruraux sont divisés, et que tous conspirent pour faire sauter le premier ministre par-dessus bord. Mon devoir m'oblige à revendiquer la vérité, et je sais que si les autres députés de Montréal étaient ici, ils ne diraient pas autre chose que ce que je vais dire. Les députés de Montréal s'uniront pour protester contre ce rapport, lorsque la Chambre sera convoquée mardi prochain, en après-midi. Le *Journal* de Québec lance

aujourd'hui la rumeur que les députés de Montréal et des environs se réunissent en ce moment en conciliabules pour tenter de renverser le premier ministre, pour, selon l'expression méchante de cette feuille, "détaschereauter" la province et le parti, dans l'espoir de le sauver de la défaite.

Voici ce que dit en effet le *Journal*. "À quoi rime l'espèce de société mystérieuse qu'ont formée les députés de Montréal à la Législature? Ces messieurs siègent en fréquents conclaves, et rien ne transpire de leurs délibérations. Mais on dit... on dit tant de choses... on dit qu'ils veulent - selon l'expression pittoresque de l'un d'eux - "détaschereauter" le parti, dans l'espoir de le sauver de la débâcle.

Plus loin, on a écrit: "On dit aussi - que ne dit-on pas? - que les députés métropolitains ne veulent pas que la Législature accorde de privilèges aux ruraux, sans la compensation de privilèges équivalents aux ouvriers des villes. Devant cette coalition des députés de Montréal, les "pipes de plâtre" - surnom collectif des députés québécois des campagnes - ont décidé d'agir. Ils sont à s'organiser, eux aussi, en société secrète. Moratoire, coopérative plus intelligente que la néfaste Fédérée, mesures de soulagement agricole sont de leurs objectifs. Eux non plus ne sont pas entichés du premier ministre, malgré la loyauté aux idées".

"Le plus intéressant, c'est que ruraux et urbains sont d'accord pour vouloir une baisse substantielle des taux d'électricité..."

Je proteste en ma qualité de député de Montréal contre ces insinuations malveillantes. Le chef de l'opposition, (M. Duplessis) disait hier que nous devons respecter les journalistes et leurs opinions, même s'ils ne pensent pas comme le gouvernement. Très bien, mais nous avons droit à quelque respect, nous aussi, et notamment quand les journalistes parlent de nous et des sentiments que nous avons pour notre chef. Il est du devoir des journalistes de dire des choses vraies. Il est vrai que les députés de Montréal se réunissent de temps en temps, en association, mais en leur nom.

Je dois dire que l'association qui nous unit n'est nullement mystérieuse et qu'elle n'a pas été instituée pour faire la lutte à d'autres députés, mais pour étudier la situation économique de la métropole et les meilleurs moyens d'aider les électeurs qui nous font l'honneur de nous envoyer à Québec comme représentant. Cette association n'a pas été faite pour "détaschereauter" le gouvernement ou le Parti libéral, mais pour les intérêts de nos comtés respectifs et de notre ville. Dans nos réunions, nous n'avons discuté que les intérêts de notre ville et le bien-être de nos électeurs. Les députés de la cité de Montréal ont de

lourdes responsabilités et doivent étudier de nombreux problèmes économiques particulièrement difficiles, dans l'intérêt des électeurs.

Il y a tant de demandes pour des postes et pour de l'aide. En consolidant leurs efforts, ils ont pu accomplir bien plus qu'il aurait été possible de le faire par des actions isolées. Je puis affirmer, sans risque de trahir les secrets de l'association, que les opinions exprimées lors de ces rencontres n'avaient aucun caractère révolutionnaire.

Jamais il n'a été question à ces réunions de remplacer l'homme éminent qui occupe aujourd'hui le poste de premier ministre de notre province. Au contraire, les députés de Montréal, depuis le premier jusqu'au dernier, ont la plus grande admiration, la plus grande estime et le plus profond respect pour notre chef. (Applaudissements)

Nous connaissons tous ses grandes réussites. Nous savons que c'est grâce à lui que la province de Québec peut traverser la crise en ce moment. Il est le seul homme dans cette province pour conduire l'administration à l'heure actuelle, dans ces moments difficiles. Nous savons ce qu'il a fait dans le passé. Nous savons tous, pour l'avoir vu à l'œuvre, son courage ferme, son activité dévorante, étonnante et efficace au travail, les services éminents qu'il rend à sa province et à son pays. Nous avons confiance en lui, nous sommes derrière lui, bien unis. Lorsqu'un homme de valeur donne le meilleur de lui-même à sa province, des attaques méchantes comme celle que je viens de mentionner sont injustifiables, et je proteste de nouveau. (Applaudissements)

S'il est un homme digne de conduire cette Chambre, par la dignité de son passé, sa clairvoyance et ses hautes qualités, c'est bien le premier ministre actuel.

Nous voulons, nous députés de Montréal, tuer ce canard: que les députés de Montréal ne veulent pas du premier ministre. Comme chef, obligé de conduire l'administration de la province dans des circonstances si difficiles, il a besoin de sentir la confiance de tous ses collègues libéraux, et nous tenons à lui dire bien haut notre estime, notre confiance et qu'il peut compter sans réserve sur notre entière collaboration. Je n'ai pas mission de parler pour les autres députés de Montréal, mais je suis sûr que, s'ils ont lu cet article, ils ne manqueront pas de protester énergiquement contre les assertions fausses du *Journal*.

Je dis que l'article publié par le *Journal* est tendancieux, injustifiable et injustifié, mal venu et prêtant à fausse interprétation. J'affirme ma conviction que, lorsque sonnera la bataille, nous serons encore

tous derrière l'honorable premier ministre et qu'il nous conduira encore une fois à la victoire.

**M. Gauthier (Portneuf):** M. l'Orateur, en ma qualité de député d'un comté rural, et au nom de tous les députés ruraux, je veux dire moi aussi que les affirmations de ce journal sont absolument fausses. La plus parfaite harmonie règne dans nos rangs et nous serons toujours prêts à suivre notre chef dans les luttes de parti. Il n'existe pas la moindre désunion entre les députés ruraux et urbains, et jamais il n'a été question de remplacer le distingué premier ministre actuel. Jamais, à ma connaissance, il ne s'est formé d'association de députés ruraux pour contrebalancer les activités des députés citadins ou faire contre-partie à leur influence.

Je sais même que, dans l'association de nos collègues de la métropole, il y a des députés ruraux qui vivent à Montréal. La plus parfaite union règne dans nos rangs. Nous formons un front uni pour défendre la doctrine libérale. Nous avons confiance en notre chef. Quand sonnera l'heure de la bataille, nous serons unis, urbains et ruraux, face à l'adversaire, au côté de celui qui, je l'espère, conduira encore de longues années, comme par le passé, les destinées de la province pour le plus grand bénéfice des cultivateurs et des gens des cités. Nous sommes heureux de nous battre à ses côtés et, lorsque besoin se fera, le succès sera le même que nous avons remporté aux dernières élections.

(Applaudissements à droite)

**M. Chouinard (Gaspé-Sud):** M. l'Orateur, le même journal dont on vient de parler...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que nous n'avons pas d'ouvrage à faire aujourd'hui?

**M. Chouinard (Gaspé-Sud):** ... Le *Journal* dont on vient de parler ne dit pas la vérité, quand il représente la population de la péninsule aux prises avec la misère. Il annonce aujourd'hui qu'il y a une épidémie d'influenza dans la Gaspésie. Le gros titre du *Journal* ne justifie pas la nouvelle, car il est dit que sur quelques centaines de cas, il n'y a pas eu de fatalités. On veut tout simplement faire de gros titres pour tirer l'œil et essayer de nuire au gouvernement. Il y a quelques cas de grippe dans notre région, comme partout ailleurs, mais il n'y a pas d'épidémie tout comme il n'y a pas de famine, grâce aux octrois généreux accordés à la population de la péninsule par le premier ministre et son gouvernement. L'opposition n'a pas besoin de s'inquiéter du sort des Gaspésiens.

Tout dernièrement, un jeune homme qui a habité la péninsule de Gaspé a été nommé directeur-gérant de ce journal, et il espère qu'avec de gros titres il fera croire que la population de la Gaspésie est dans le plus grand malheur, abandonnée par le gouvernement, mais ce n'est pas la vérité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Il me semble que nous avons été convoqués pour autre chose que ce nous avons fait depuis le commencement de la séance. Je ne voudrais pas apparaître désagréable en interrompant cet élan oratoire, mais ce discours est hors d'ordre. Plutôt que de traiter des affaires de la province, la Chambre perd trop de son temps à discuter de questions personnelles.

**M. Chouinard (Gaspé-Sud):** Je termine puisque ça ne plaît pas à nos adversaires. La Gaspésie est reconnaissante au gouvernement qui l'a aidée et l'aide encore, et elle lui restera toujours fidèle.  
(Applaudissements)

### Questions et réponses:

#### Construction du pont de l'Île d'Orléans

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement à la construction du pont de l'Île d'Orléans et aux travaux accessoires qui s'y rapportent: *a.* Combien a été dépensé à date par cette province; *b.* Combien a été payé à date par cette province; *c.* À combien se chiffre le total des montants prévus, aux contrats accordés, à date par cette province?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**  
La réponse est la suivante: *a.* \$713,345.41; *b.* \$477,279.82; *c.* \$1,183,348.49.

#### Loi des licences de Québec

**M. Guertin (Hull):** 1. Quels ont été les droits perçus en 1931-1932, dans le comté de Hull, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la Loi des licences de Québec?

2. Quels ont été les droits perçus: en 1931-1932, dans le comté de Hull, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

3. Quel a été le revenu en 1931-1932, dans le comté de Hull, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

4. Quels ont été les droits du pauvre perçus en 1931-1932, dans le comté de Hull, en vertu des dispositions de la section VI, chapitre 189, du volume III des statuts refondus, 1925, article 49?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$495;  
2. Licences, \$7,010; droits d'entrée, \$5,599.23;  
3. Enregistrement des appareils, \$190.00;  
droits sur les paris ou gageures, \$25,710.98;  
4. Droits du pauvre, \$7,773.67.

#### Effets non réclamés chez les teinturiers

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 7 relatif à la vente des effets déposés chez les teinturiers et non réclamés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Juges de paix

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 9 concernant la fonction de juges de paix des membres des conseils municipaux.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Le projet a été refait entièrement par M. Hudon (assistant-procureur général adjoint). Le maire d'une municipalité gardera son titre de juge de paix *ex officio*, d'après le nouveau projet, tandis que les

conseillers ne le seront qu'après avoir été nommés selon la filière administrative ordinaire, au lieu de le devenir en devenant conseillers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour moi, ce projet est une erreur. Les conseillers municipaux sont chargés, par le peuple qui les élit, de faire respecter les lois et de maintenir au besoin l'ordre public. J'ai confiance aux membres des conseils municipaux élus par le peuple, car un citoyen digne d'administrer les affaires municipales peut exercer les fonctions de juge de paix.

Ils devraient donc avoir le privilège d'exercer la fonction de juge de paix pour maintenir l'ordre dans leurs localités. Le gouvernement a pu nommer de mauvais juges de paix, mais le pro-maire et un conseiller municipal devraient garder leurs privilèges. Le projet est contraire au bon ordre.

Je ne suis pas prêt à reconnaître, comme le fait le premier ministre, que des conseillers municipaux, choisis par la population, ne sont pas aptes à exercer les fonctions d'un juge de paix, qui sont en somme peu considérables et sont un corollaire des fonctions de conseiller. Mais pourquoi le gouvernement se réserve-t-il le droit de nommer, seul, les juges de paix? Quel besoin nouveau le presse? Quels faits nouveaux l'autorisent et le justifient de modifier un état de choses qui, jusqu'ici, n'a pas causé de plaintes sérieuses. C'est un empiétement de plus par le gouvernement sur l'administration de la justice. Cela constitue une violation de l'indépendance du système judiciaire de la province.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il y a maintenant des juges de paix, à peu près dans toutes les municipalités. Les juges de paix doivent faire des rapports, remettre les amendes perçues au Trésor; or souvent, nous n'en recevons pas. Les conseillers, en général, ne sont pas qualifiés, ne sont pas préparés et n'ont pas les papiers nécessaires pour être juges de paix et, au surplus, ils n'y tiennent pas. Ces fonctions leurs causent des ennuis, des complications et ils sont heureux qu'on les délivre d'une lourde tâche. Je crois que nous leur rendons service.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je tiens à relever la déclaration du premier ministre que les conseillers municipaux ne sont pas qualifiés. L'honorable député de Richelieu (M. Turcotte), qui vient d'être élu conseiller municipal à Sorel, en sera enchanté. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il y a toujours une exception pour Sorel. (Rires)

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des bureaux d'enregistrement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant l'article 22 de la loi des bureaux d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Code civil, article 2162**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant l'article 2162 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Commissaires d'écoles de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, selon

l'ordre du jour, que le bill 113 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Ferdinand Veilleux**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon

l'ordre du jour, que le bill 83 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ferdinand Veilleux à l'étude du droit, sans examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ville de  
Shawinigan Falls**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 concernant la cité de Shawinigan Falls soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Val  
Saint-Michel**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 constituant en corporation la ville de Val Saint-Michel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Sœurs antoniennes de Marie  
de Chicoutimi**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 constituant en corporation la congrégation des sœurs antoniennes de Marie de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Sainte-Catherine  
de Fossambault**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 constituant en corporation la ville du Lac Saint-Joseph et la municipalité scolaire de la ville du Lac Saint-Joseph soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Pont  
de Métis**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 concernant le pont de Métis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay

(l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi le 31 janvier, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 4 heures.

---

**NOTES**

1. Dès le début de la séance, M. Vautrin se fait remplacer au fauteuil par M. Bédard. Il est à noter que *La Presse*, à la page 36, et *Le Soleil* de Québec, à la page 15, lors de leur parution du 28 janvier 1933, déclarent que M. Bédard a ouvert la séance, et ce, sans mentionner le député Vautrin.

2. Les discours de MM. Vautrin et Gauthier sont ponctués d'applaudissements de la part de leurs collègues libéraux. Seuls MM. Duplessis et Bertrand, qui formaient à eux deux toute l'opposition, ne se sont pas joints aux applaudissements.

Séance du mardi 31 janvier 1933

**Présidence de I. Vautrin**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Absence de l'Orateur**

M. le greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

**Prière.**

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

Un député pour M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite commission, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite commission, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Cité de Verdun**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant

sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Saint-Odilon  
de Cranbourne**

M. Giguère (Dorchester) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Sabourin), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Henry Atkinson, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements et résolutions du conseil municipal de Saint-Odilon de Cranbourne, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de Henry Atkinson, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements et résolutions du conseil municipal de Saint-Odilon de Cranbourne, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Clarke B. Davis et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Duparquet (M. Authier);

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Saintonge).

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 10 modifiant l'article 2162 du Code civil;

- bill 11 modifiant l'article 981o du Code civil.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 8 modifiant la loi des compagnies de Québec.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 122 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Fernand Lizotte à la pratique de la médecine, après examen;

- bill 90 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Kenneth Harold Brown à la pratique de la profession d'avocat;

- bill 89 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Grier Lafleur à la pratique de la profession d'avocat;

- bill 75 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Dora Gordon aux examens pour l'obtention d'une licence en chirurgie dentaire, à la fin de son cours universitaire.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Stanley Bagg Corporation, demandant l'adoption d'une loi amendant le statut 10 George V, chapitre 158 et pour autres fins;

- de Joseph-Samuel-Émilio Lapointe, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom de famille Lapointe en celui de Vézina;

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

#### **Charte de Lévis**

**M. Bélanger (Lévis)** demande la permission de présenter le bill 104 modifiant la charte de la cité de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Stanley Bagg Corporation**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 126 concernant Stanley Bagg Corporation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Joseph-Samuel-Émilio Lapointe**

**M. Drouin (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 117 permettant à Joseph-Samuel-Émilio Lapointe de changer son nom de famille, de Lapointe en celui de Vézina.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Commissions scolaires Saint-Pierre-aux-Liens et La Présentation-de-la-Sainte-Vierge**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 86 exemptant les commissaires d'écoles de la ville Saint-Pierre-aux-Liens et de La Présentation-de-la-Sainte-Vierge, dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, de l'application de certaines lois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi du salaire minimum des femmes**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** demande la permission de présenter le bill 2 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Le but du projet est d'obliger les industries qui emploient des femmes à tenir un registre des salaires qui sont payés dans leurs établissements. Il est très difficile de faire observer cette loi du salaire minimum des femmes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Code de procédure civile, article 96**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande la permission de présenter le bill 182 modifiant l'article 96 du Code de procédure civile.



**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je voudrais faciliter les procédures dans l'émission des brefs pour les actions en séparation de corps ou de biens. La loi dit que le bref doit être émis dans le district où étaient domiciliés les époux. Il est nécessaire de faire un changement pour faciliter le service des procédures.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous voulez faciliter les séparations de corps? (Rires)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non, ce n'est pas mon intention, les procédures seulement. La séparation n'est pas recommandable, mais parfois cela devient nécessaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Droits des mineurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande la permission de présenter le bill 183 modifiant le Code civil, relativement à certains droits des mineurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Délai de prescription des taxes**

**M. Élie (Yamaska)** demande la permission de présenter le bill 184 modifiant la loi 22 George V, chapitre 93.

**Une voix à droite:** Expliquez!

**M. Élie (Yamaska):** Le projet a pour but de prolonger de deux ans les délais pour le paiement des taxes municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Droits sur l'amiante**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 19 modifiant l'article 6 de la loi 21 George V, chapitre 45.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il y a deux ans, la Législature a réduit la taxe imposée aux compagnies d'amiante pour deux années, 1931 et 1932. Nous proposons que le délai soit étendu pour deux années encore.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Code du notariat**

**M. Bachand (Shefford)** demande la permission de présenter le bill 181 refondant le Code du notariat.

Le but du projet est de refondre complètement la loi du notariat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Dépôt de documents:**

#### **État des Comptes publics**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des *Comptes publics* de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932. (Document de la session no 2)

#### **Rapport de la Commission des liqueurs**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre le onzième rapport de la Commission des liqueurs de Québec, pour l'année 1931-1932. (Document de la session no 24)

#### **Questions et réponses:**

#### **Comptes de banque, 1931-1932**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1931, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1932: *a.* Les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés? Dans l'affirmative: *b.* Pendant combien de temps? *c.* Pour quelle somme totale?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Du 1<sup>er</sup> juillet 1931, inclusivement, au 1<sup>er</sup> juillet 1932. *a.* Oui; *b.* Compte de Banque de Montréal, 341 jours; Compte de la Banque Canadienne Nationale, 344 jours; *c.* Banque de Montréal, moyenne de \$5,182,168.72;

Banque Canadienne Nationale, moyenne de \$5,473,425.32. Ces réponses sont approximatives.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne demande pas de moyenne, mais des chiffres exacts et j'entends avoir les renseignements que je cherche à obtenir!

#### Revenus des ponts de péage

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. Quels sont les revenus bruts provenant de tous les ponts de péage dont les revenus appartiennent à cette province: *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1928, inclusivement, jusqu'au 15 novembre 1928; *b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1929, inclusivement, jusqu'au 15 novembre 1929; *c.* Du 1<sup>er</sup> mai 1930, inclusivement, jusqu'au 15 novembre 1930; *d.* Du 1<sup>er</sup> mai 1931, inclusivement, jusqu'au 15 novembre 1931; *e.* Du 1<sup>er</sup> mai 1932, inclusivement, jusqu'au 15 novembre 1932?

2. Quels sont les revenus nets provenant de tous les ponts de péage dont les revenus appartiennent à cette province: *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1928, inclusivement, jusqu'au 15 novembre 1928; *b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1929, inclusivement, jusqu'au 15 novembre 1929; *c.* Du 1<sup>er</sup> mai 1930, inclusivement, jusqu'au 15 novembre 1930; *d.* Du 1<sup>er</sup> mai 1931, inclusivement, jusqu'au 15 novembre 1931; *e.* Du 1<sup>er</sup> mai 1932, inclusivement, jusqu'au 15 novembre 1932?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. *a.* \$209,197.85; *b.* \$294,792.63<sup>1</sup>; *c.* \$329,579.30<sup>2</sup>; *d.* \$279,116.47; *e.* \$251,432.20.

2. *a.* \$199,607.26; *b.* \$262,573.62; *c.* \$294,112.90; *d.* \$245,793.38<sup>3</sup>; *e.* \$169,947.25.

#### Timbres sur les liqueurs alcooliques

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 19 février 1932, inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1932, exclusivement:

1. Quelle est la quantité de timbres prévus par le chapitre 32, statuts de Québec, 22 George V, qui ont été apposés conformément à la dite loi?

2. Quelle somme globale représentent lesdits timbres ainsi apposés?

3. Pour quelle somme totale la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle acheté desdits timbres?

4. Combien la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle payé au Trésor de cette province pour l'achat desdits timbres?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 1,315,393.

2. \$111,697.80.

3. \$353,750.00.

4. \$100,372.35.

#### Recettes et déboursés de la province

**M. Guertin (Hull):** Quel est l'état des recettes et déboursés en argent de la province de Québec pour les quatre premiers mois de l'exercice en cours, comprenant les mandats autorisés mais non payés au commencement et à la fin de ces quatre mois?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** L'état des recettes et déboursés de la province de Québec pour les quatre premiers mois de l'année fiscale courante, y compris les mandats autorisés mais non payés au commencement et à la fin de ces quatre mois, est le suivant:

Recettes ordinaires.....	\$10,824,099.77
Dépenses ordinaires.....	17,140,835.46
Mandats autorisés, mais non payés au 30 juin 1932 .....	6,297,428.74
Mandats autorisés, mais non payés au 31 octobre 1932 .....	\$ 7,663,251.77

#### Assistance municipale, droits perçus

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Quels ont été les droits perçus dans toute la province au cours de l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1931 et finissant le 30 juin 1932: *a.* Dans la cité de Montréal; *b.* Dans toute la province, en vertu des dispositions de la section VI, du chapitre 189, volume III des statuts refondus, 1925, article 4?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* \$606,788.80; *b.* \$772,007.26.

#### Syndics de Saint-David d'Estcourt et congrégation du Très Saint-Rédempteur

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 ratifiant une entente intervenue entre les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt et la congrégation du Très Saint-Rédempteur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Succession Zénon Béchard**

**M. Charbonneau (Napierville-Laprairie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 assurant les effets civils du mariage contracté entre feu Zénon Béchard et dame Onésime Béchard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **The Quebec Association of Seventh-Day Adventists**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **École d'art lyrique**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 constituant en corporation la Société canadienne d'opérette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 modifiant la charte de la congrégation des sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mercredi, 3 heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, j'aimerais savoir si la Chambre va commencer à travailler. Le gouvernement n'a pas le droit de dépenser aussi inutilement l'argent de la province dans un temps où tous doivent se serrer la ceinture. Un mois et demi avant la session, le gouvernement

nous a convoqués par un avis officiel en disant qu'il était préparé pour la convocation des Chambres et prêt à nous soumettre son programme législatif. Il a eu, en plus, une semaine de répit après le débat sur le discours du trône, pendant la Conférence interprovinciale, pour que les fonctionnaires préparent la législation et les bills.

Or, depuis que la Chambre siège, elle a à peine suffisamment d'ouvrage pour siéger plus que 20 minutes à une demi-heure par jour; depuis plusieurs jours, nous n'avons pratiquement rien à faire. Le gouvernement n'a pas encore préparé de mesures législatives pour occuper le temps de la Chambre. Il prétend que la province n'a pas d'argent; il exhorte les contribuables et les corps publics à pratiquer la plus stricte économie. Cependant, il me semble que le gouvernement pourrait économiser et ne pas gaspiller les jours coûteux de la session.

### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La brièveté du débat sur le discours du trône était imprévue et, en conséquence, la besogne n'a pu être préparée aussi rapidement qu'on aurait pu le souhaiter. D'ailleurs la Chambre, si elle n'a pas siégé longtemps, n'en a pas moins exécuté beaucoup de besogne. Nous avons fait beaucoup de travail cet après-midi, et du bon travail. Le gouvernement, pour sa part, a présenté près d'une quinzaine de mesures, et une vingtaine de projets de lois ont été renvoyés devant les comités de la Chambre pour étude et pour en faire rapport: une quinzaine de bills devant le comité des bills publics, et cinq ou six autres, au comité des bills privés.

Nous avons aussi produit tous nos rapports de département ou presque. Les *Comptes publics* pour le dernier exercice sont déposés, que peut-on demander de plus! L'honorable chef de l'opposition ne doit pas s'imaginer ou penser que l'on ne fait du travail que lorsqu'on fait des discours et que nous ne travaillons pas quand il ne prononce pas de discours. Il n'est pas nécessaire de faire des discours pour faire de la besogne. Nous avons adopté plusieurs mesures en première lecture et nous les avons référées aux comités. Il est impossible de précipiter la législation, mon honorable ami l'admettra, j'en suis sûr. Le travail de la Chambre procède le plus rapidement possible, au début de la session. Il n'est pas possible de marcher plus vite.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans le discours du trône, n'a pas convoqué les Chambres pour référer des bills sans importance aux comités parlementaires, mais

pour étudier la législation du gouvernement, législation qui se fait toujours attendre au début de chaque session. Le gouvernement devrait se rappeler que la Législature n'est pas convoquée uniquement pour les intérêts privés de quelques-uns, mais dans le but de légiférer pour l'avantage général, sans obérer inutilement les finances de la province. Et je persiste à croire que la législation publique devrait être mieux préparée à l'ouverture de la session. Je proteste contre cette habitude de convoquer les Chambres lorsque la législation n'est pas encore prête.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 25<sup>4</sup>.

---

## NOTES

1. Tous les journaux rapportent \$394,792.63.
2. Tous les journaux, sauf *La Patrie*, rapportent \$329,379.30.
3. Dans leur parution du 1<sup>er</sup> février 1933, *La Presse*, à la page 9, et *The Montreal Star*, à la page 5, donnent \$265,793.38.
4. Puisque *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> février 1933, à la page 1, titre "Rien que dix minutes de séance", nous concluons qu'elle s'est terminée à 3 h 25.

Séance du mercredi 1<sup>er</sup> février 1933

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20<sup>1</sup>.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Pasquale et Francesco Villella

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Gauthier), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Pasquale Villella, Francesco Villella, Aquilina Greco et Florence Gualtière, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de changer leur nom de famille Villella en celui de Billie, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Pasquale Villella, Francesco Villella, Aquilina Greco et Florence Gualtière demandant l'adoption d'une loi leur permettant de changer leur nom de famille Villella en celui de Billie, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

### Succession Hubert Morin

**M. Filion (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Dame Alice Morin, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Hubert Morin, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Dame Alice Morin, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Hubert Morin, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

### Rapports de comités:

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après.

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Quebec Power Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaine résolution et certain contrat la concernant ainsi que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Férol, dans le comté de Montmorency;

- de The Quebec Labrador Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Clarke B. Davis et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Duparquet;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite commission;

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 101 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Laval Langlois à la pratique de la profession de notaire, après examen.

### Promoteurs des bills

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je demande aux députés de prier les promoteurs des bills d'être prêts à procéder. Ce matin, au comité des bills publics<sup>2</sup>, nous étions prêts à étudier des projets et les intéressés n'étaient pas prêts.

### Charte de Saint-Hyacinthe

**M. Phaneuf (Bagot)** demande la permission de présenter le bill 110 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville de  
Duparquet**

**M. Authier (Abitibi)** demande la permission de présenter le bill 112 constituant en corporation la ville de Duparquet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de  
Trois-Rivières**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande la permission de présenter le bill 98 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** demande la permission de présenter le bill 108 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Quebec Power  
Company**

**M. Fortin (Beauce)** demande la permission de présenter le bill 118 ratifiant une résolution et un contrat concernant Quebec Power Company et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Féréol, dans le comté de Montmorency.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de  
Salaberry-de-Valleyfield**

**M. Saintonge (Beauharnois)** demande la permission de présenter le bill 114 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 93 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Quebec Labrador  
Railway Company**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** demande la permission de présenter le bill 116 modifiant la charte de The Quebec Labrador Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le 31 janvier 1933

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il consent à se joindre à elle pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives tel que demandé; et que ce comité nommé pour surveiller les impressions du Conseil législatif durant la présente session soit composé des honorables MM. Bryson, Garneau, Grothé, Létourneau, Marchand, Martin, Ouellet, Roberge, Roy et Scott, et chargé d'agir au nom de cette Chambre dans ledit comité mixte.

**Dépôt de documents:**

**Remboursement des obligations  
par fonds d'amortissement,  
loi du département du trésor**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1933, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 4 avril 1931, inclusivement, et se rapportant au chapitre 26, statuts refondus du Québec, 21 George V. (Document de la session no 26)

**Remises relatives  
à la loi de la taxe sur les corporations,  
1930-1931**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1933, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à

la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités imposées par la loi de la taxe sur les corporations, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1931. (Document de la session no 27)

**Remises relatives  
à la loi de la taxe sur les corporations,  
1931-1933**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1933, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités imposées par la loi de la taxe sur les corporations, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1933. (Document de la session no 28)

**Remises relatives à la loi de la taxe sur  
les corporations, 1927-1930**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1933, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités imposées par la loi de la taxe sur les corporations, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1927, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930. (Document de la session no 29)

**Pont de  
l'Île d'Orléans**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1933, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1933, inclusivement, et se rapportant au pont de l'Île d'Orléans. (Document de la session no 30)

**Questions et réponses:**

**Officiers de police**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Du 1<sup>er</sup> mars 1932, inclusivement, au 6 avril de la même année: *a.*

Combien d'officiers de police à l'essai, prévus par le chapitre 66, statuts de Québec, 22 George V, ont été engagés; *b.* Pour combien de temps?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** À la question *a.* et à la question *b.*: un constable a été nommé à l'essai pour une période indéterminée.

**Loi des liqueurs,  
Hull**

**M. Guertin (Hull):** 1. Quel est le montant total provenant des ventes faites par les magasins de la Commission des liqueurs, dans la ville de Hull, pour l'année 1931-1932?

2. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc., dans le comté de Hull, pour l'année 1931-1932?

3. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs, dans le district de Hull, pour l'année 1931-1932?

4. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs dans le district de Hull, pour l'année 1931-1932?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$881,875.35.

2. \$13,893.00.

3. \$790.00.

4. \$3.45.

**Lieux  
d'amusements**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Quels ont été les droits perçus au cours de l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1931 et finissant le 30 juin 1932: *a.* Dans la cité de Montréal; *b.* Dans toute la province, pour les licences des lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec?

2. Quels ont été les droits perçus au cours de l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1931 et finissant le 30 juin 1932: *a.* Dans la cité de Montréal; *b.* Dans toute la province provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour le paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

3. Quel a été le revenu au cours de l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1931 et finissant le 30 juin 1932: *a.* Dans la cité de Montréal; *b.* Dans toute la province provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les

paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. *a.* \$45,692.51; *b.* \$67,628.93.

2. *a.* Licences, \$16,269.00; droits d'entrée, \$13,803.66; *b.* Licences, \$20,902.55; droits d'entrée, \$15,782.73

3. *a.* Appareils, \$570.00.; droits sur paris, \$57,193.58; *b.* Appareils, \$720.00; droits sur paris, \$74,045.56.

#### **Price Waterhouse & Co.**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** L'année dernière, j'ai fait motion pour que l'on produise la correspondance et les télégrammes échangés entre le gouvernement et Price Waterhouse & Co., en ce qui concerne la manipulation des fonds de la province et les travaux accomplis par cette firme, mais je n'ai encore obtenu aucune information.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** refuse de donner une réponse définitive et fait remarquer que la correspondance n'est pas d'intérêt public.

#### **Demandes de documents:**

##### **Travail des femmes et des jeunes filles**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, relativement au travail des femmes et des jeunes filles dans les usines, les ateliers, les magasins, les bureaux, etc.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** se lève. (Applaudissements)

M. l'Orateur, c'est avec un sentiment du devoir qui s'impose que je viens formuler dans cette Chambre les besoins des électeurs que j'ai l'honneur de représenter. Si, dans le passé, des députés de ma formation politique pouvaient laisser passer leur terme d'office sans prendre part à un débat, ni même manifester leurs opinions politiques ou celles de leurs commettants, c'est sans doute que leurs raisons d'abstention se pouvaient accommoder des

conditions alors existantes. Mais, face à la crise économique et sociale qui sévit en ce moment, il est du devoir de tout homme, qui a un mandat, d'apporter sa coopération, si humble soit-elle, à l'œuvre commune. Il n'y a aucun sentiment politique qui m'anime en présentant cette motion. Je voudrais même que ce débat n'ait aucun caractère politique, car il s'agit du problème du chômage que tous les gouvernements s'efforcent de régler.

Sommes-nous au tréfonds de la crise? Avons-nous atteint le point le plus grave de la crise? Nul ne le sait! Il semble bien que, par les mesures adoptées par les administrations pour enrayer le malaise économique actuel, il nous faille reconnaître que seule la divine Providence le sache. Je ne crois pas que nous ayons encore atteint le plus bas niveau de la crise économique qui dure depuis trois ans, mais j'ai bonne confiance que la province de Québec s'en tirera plus aisément que les autres. Je ne suis pas un pessimiste ni un optimiste aveugle, mais nous ne devons pas compter uniquement sur la Providence. Il faut du courage, de la ténacité, il faut que nous nous aidions si nous voulons que le ciel nous rende de meilleurs jours, nous procure son assistance. Il importe que nous apportions, chacun de nous, notre concours à la restauration générale.

En 1930, le premier ministre du Canada (M. Bennett), lorsqu'il était chef de l'opposition, a rendu le peuple pessimiste et lui a enlevé sa confiance dans l'avenir en annonçant une crise et en laissant croire que tout le pays souffrait du chômage. Les pays européens en souffraient et le Canada, par le fait de sa participation à la guerre, en sentait déjà la répercussion. Lorsque les élections sont venues, M. Bennett aurait dû éviter la prédication systématique du pessimisme qui enlevait au peuple toute confiance, semait chez lui les germes d'inquiétude et de panique.

Pendant la campagne de 1930, on a fait de grandes promesses pour arriver au pouvoir. M. Bennett obtint un succès immédiat de cette tactique. Mais on n'a pas tenu les promesses et on récolte les résultats de la campagne de pessimisme prêchée pendant deux mois. Le gouvernement fédéral a adopté une politique de protection outrancière et l'a maintenue. Le problème est dû principalement à des politiques de tarifs élevés lancées par plusieurs gouvernements d'Europe, d'Amérique, des États-Unis et en particulier du Canada. Elle a produit la stagnation du commerce et développé et maintenu le chômage. Ce dernier subsistera à l'état endémique, si on ne prend pas les mesures rémédiales nécessaires pour la classe agricole et ouvrière.



Pour remédier à cette crise, le gouvernement central a mis les provinces et les municipalités à contribution. Le gouvernement central a adopté une politique de travaux publics qui n'a pas remédié au chômage. Il a fait voter un octroi de \$20,000,000 pour travaux publics. Malheureusement, cette politique a servi surtout à favoriser certains partisans politiques plutôt que le peuple. Comme représentant d'un comté de Montréal, je puis dire que cette dernière mesure a été désastreuse.

Ces argents fédéraux n'ont pas toujours été dépensés à bon escient, par des amis de l'administration. On en a eu la preuve à Montréal, avec des abus considérables, où l'administration Houdiste<sup>3</sup> a employé l'argent au profit seulement de quelques amis pour construire des vespasiennes et de grands marchés encore inoccupés, des postes de police et d'incendie, et ce, par des entrepreneurs amis. Nous avons même vu des cultivateurs, parents ou amis de l'administration municipale qui a précédé celle-ci, prendre la place de Montréalais sur les divers chantiers de construction.

Je crois devoir répéter à mon tour que les fils de cultivateurs ont le devoir de travailler sur leurs terres et non à la ville, surtout à notre époque. Le gouvernement fédéral aurait agi avec plus de discernement s'il avait contribué à des travaux utiles. J'ai déjà dit en cette Chambre que les \$20,000,000, votés par Ottawa en 1930, auraient dû être donnés à l'expansion de l'agriculture, afin de rétablir l'équilibre démographique entre citadins et ruraux, tel qu'il existait il y a 40 ans, car alors, la partie la plus nombreuse de la population trouvait sa subsistance dans les campagnes. Depuis, elle a envahi les villes avec le résultat que l'on sait. Il faut que cette population revienne à ses anciens travaux, c'est-à-dire à la tâche du cultivateur.

Le gouvernement fédéral a remplacé les travaux publics par la politique des secours directs, laquelle est venue ensuite, et qui a été plus néfaste et plus pernicieuse que la première. Je ne crois pas qu'il soit possible de subvenir aux besoins avec cette loi. L'expérience en a été faite, et point n'est besoin d'y insister. Le système des secours directs, outre de n'apporter aucun profit, détruit physiquement et moralement l'avenir du peuple. C'est une exploitation plus grave de la misère et sur une plus grande échelle. On crée une mauvaise mentalité en donnant aux chômeurs l'illusion que le gouvernement les soutiendrait à ne rien faire.

On sait les abus innombrables qui se sont produits. Des histoires d'exploitation sous le système des secours directs nous arrivent de tous les coins du

Canada. D'ailleurs, il est impossible de subvenir aux besoins sans cesse grandissants de la population par ce moyen. Il faut donc aviser à de nouveaux moyens. Dans mon comté de 14,000 de population, j'ai constaté un malaise. Qu'advient-il de la génération de demain, si on continue cette politique de secours directs au lieu de trouver moyen de donner du travail aux ouvriers? Si nous persistons à les soulager par des secours directs, je me demande quelle génération naîtra de cette période démoralisante. Le gouvernement du pays doit s'aboucher avec les capitalistes pour les inciter à faire leur part, pour donner de la besogne aux chômeurs.

Pourquoi ne pas faire un inventaire de nos ressources et adopter des lois dont le pays a besoin? On me permettra d'en soumettre quelques-uns. Il faut d'abord supprimer les secours directs, en autant que possible, car ils désagrègent les forces morales et physiques de la population. Il est surtout nocif pour le jeunes gens et, en plus, il faut que cesse la lutte entre le capital argent et le capital humain, lutte qui dure déjà depuis trop longtemps. Il ne faut pas que des mains invisibles nous enlèvent nos richesses nationales! J'ai eu confiance, et j'ai encore confiance dans l'entreprise privée, mais si nous voulons empêcher le système du capitalisme de faire faillite, il faut que les compagnies d'utilités publiques, dirigées par les grands magnats de la finance qui veulent maintenir à tout prix leurs revenus dans les différentes entreprises, comprennent, avant qu'il soit trop tard, qu'elles doivent faire leur devoir, leur juste part et leurs sacrifices, dans le règlement de la situation présente. Ce sont les gouvernements du pays et des provinces, en tant qu'ils sont concernés, qui doivent forcer ces messieurs à comprendre la véritable situation.

Les causes de la crise économique actuelle sont très nombreuses. Je n'entreprendrai point de les énumérer. Cependant, il en est une qui appelle particulièrement l'attention. Il s'agit de l'invasion de la femme dans le travail, qui était jusqu'ici réservé aux hommes. J'ai une expérience de 10 années comme employé et de 25 ans comme patron. J'ai travaillé dans beaucoup d'industries et d'usines de la province, et j'affirme que la place de la femme et de la jeune fille surtout, au point de vue physique et moral, n'est pas dans ces endroits.

Les femmes ne peuvent travailler dans certaines usines sans mettre leur santé et leur vie en danger. Le travail à l'usine est antihygiénique pour les femmes, encore plus que pour les hommes. M. Harry Wheeler, président de la Premier Bank de Chicago et chargé de l'organisation du comité de

chômage américain, disait ce qui suit à ce sujet: "Les femmes qui travaillent et font vivre leurs maris qui ne font rien sont responsables en partie de la situation économique actuelle. La femme qui a un bon emploi et dont le mari ne travaille pas se trouve à renverser le rôle des deux sexes. L'homme n'a pas faim, la femme, elle, est indépendante, et pour cause, en sorte que les situations se trouvent renversées et que l'homme s'achemine vers l'oisiveté".

Avec la loi actuelle qui permet aux jeunes filles de 14 ans d'aller travailler aux manufactures, dans quel état se trouvent ces jeunes filles à l'âge de 18 ans, à l'âge nubile? On prêche partout l'économie, mais cette économie doit d'abord s'appliquer à l'être humain, surtout dès l'origine. Qu'on replace les individus dans leur rôle normal et l'on pourra par le fait même supprimer de gros octrois aux hôpitaux et aux maisons de santé. Plus les filles travaillent tôt dans leur vie, plus elles se voient exposées aux maladies avec le temps, et non seulement elles, mais également leurs futurs enfants. Cela aiderait aussi le propriétaire qui se voit dans une situation déplorable, du fait du grand nombre de loyers non payés. À ce sujet, je tiens à faire observer qu'il y a trop de logements occupés par deux ou trois familles, ce qui est nuisible à l'hygiène.

Le travail organisé a limité l'âge d'emploi de la femme à 18 ans. À l'exception des cas extraordinaires de celles qui sont soutiens de famille ou réellement dans le besoin, lesquelles ne devraient pas être privées d'emplois, les personnes du sexe faible ne devraient pas travailler avant l'âge de 21 ans. Le meilleur moyen de contrôle serait probablement d'exiger l'extrait de baptême de toute femme ou jeune fille qui demande une position. À Montréal, un grand nombre de jeunes filles ont remplacé des garçons, leurs fiancés présents ou futurs, ou même leurs frères quelquefois, et ces derniers sont à la merci de la charité publique, des secours directs.

Je sais qu'on pourra dire que, dans les familles nombreuses, il y a plusieurs jeunes filles qui pourraient travailler et rapporter le fruit de leur travail au foyer. Mais on a beau essayer tous les moyens imaginables pour solutionner la crise, il faut constater que le travail féminin a justement contribué à l'aggravation de cette crise non seulement en déplaçant les hommes, pères de familles, et les jeunes gens en état de fonder un foyer, mais en les réduisant au chômage et en diminuant le pouvoir d'achat. Car, dans une large proportion, on emploie les femmes parce qu'on les paie moins cher, et c'est ce qui a valu le congédiement de nombreux chefs de famille.

Voici des statistiques du gouvernement fédéral de 1921. Les 3,179,169 emplois rémunérés dans le pays étaient répartis comme suit: 2,643,019 hommes et 490,150 femmes ou jeunes filles. Les femmes avaient alors 15 % des emplois. Actuellement, 8 % des travailleurs sont sous le secours direct, si l'on tient compte du recensement de 1921. C'est le monde renversé. L'homme vit à ne rien faire, aux dépens de l'état qui lui procure des secours directs, tandis que la femme accomplit des besognes qu'elle ne devrait pas faire.

Nombre de personnes de l'autre sexe remplissent des fonctions qui seraient remplies sinon mieux par les hommes, du moins avec plus d'avantages pour la société. La plupart des emplois remplis actuellement par des femmes devraient être confiés à des jeunes hommes, quand ce ne serait que pour donner du travail à la jeune génération, fraîche émoulue de nos collèges, qui ne trouve pas à s'employer et qui vit dans une oisiveté pernicieuse pour sa formation future.

Dans la métropole canadienne, l'on constate que là, où il y a trois ans, les hommes étaient employés dans les magasins à rayons, banques, ascenseurs, usines, etc., ce sont les femmes qui détiennent aujourd'hui ces places. J'ai entrepris, il y a trois ans de cela, une campagne contre le remplacement des hommes par des femmes, alléguant que cela entraînerait une grave situation de chômage. Il s'est avéré que mes prédictions étaient justes et que mes craintes et celles de mes collègues de l'époque se sont amplement vérifiées.

Les journaux, les organisations d'ouvriers, les clubs et les associations de toutes sortes avaient depuis longtemps entrevu le danger et, malgré la forte agitation venant de quelques milieux, ce qui était à craindre s'est produit. À Montréal, on trouvait en 1921 une femme contre quatre hommes au comptoir de commerce, soit 25 %. Il y avait dans les divers établissements de la métropole 35,474 femmes contre 74,792 hommes. Dans les magasins à rayons, il y avait 13,420 femmes contre 17,514 hommes. Certains journaux ont prétendu que le commerce souffrirait si l'on employait des hommes à la place des femmes, surtout dans les magasins. Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'aujourd'hui au moins 70,000<sup>4</sup> femmes à Montréal occupent des emplois qui pourraient être occupés par des hommes.

Si l'on tient compte que, depuis 1921, la femme n'a cessé de continuer à déplacer l'homme dans les emplois et qu'il y a présentement 35,000 chômeurs enregistrés à Montréal, la réintégration du foyer par la femme suffirait à rétablir l'ordre normal;

c'est justement le travail féminin qui empêche l'homme de se marier, payer son loyer ou rencontrer ses obligations. Je comprends que la guerre a amené chez nous une évolution considérable de la femme dans tous les domaines. Avant cela, la femme s'occupait plutôt du rôle et des activités que le Créateur lui a assignés au foyer.

On aura beau essayer tous les moyens imaginables pour résoudre la crise, il faudra d'abord obtenir un résultat tangible, revenir au bon sens, redonner à chacun la situation qu'il doit occuper, c'est-à-dire rendre la femme à la famille, laisser le père de famille et le jeune homme qui fondera un foyer pourvoir à la subsistance commune, car tout renversement des rôles imposés par la nature ou par la providence ne fera qu'aggraver la situation, en définitive. Comment, par exemple, le jeune homme condamné au chômage, parce que la femme a pris sa place, peut-il espérer fonder un foyer?

Aussi, il ne faut pas s'étonner si le nombre de mariages a diminué considérablement et continue à décroître. En outre, la situation anormale actuelle est un défi au bon sens et à la famille. C'est la femme qui est la base du foyer. Or, il importe précisément de la sauvegarder; il importe qu'elle arrive à ses devoirs de mère de famille avec toutes les qualités morales et physiques nécessaires. Personne n'oserait soutenir que le travail dans les usines pour la jeune fille, à partir de 14 ans, la prépare de façon sérieuse au rôle qu'elle doit remplir. Elle y court au contraire de nombreux dangers.

Les droits de sexe restent au sens naturel indiscutables et on ne viole pas impunément la loi naturelle et sociale. Il faut de toute façon revenir à la situation d'avant-guerre. Je crois que le chômage serait grandement atténué si on prenait des moyens de répartir les rôles des emplois, entre l'homme et la femme, et ce, immédiatement. Si l'on sortait les filles des établissements en question, on créerait ainsi des emplois pour les jeunes hommes, et ceux-ci épouseraient en retour les filles qui ont perdu leur poste.

J'ai ici des résolutions et demandes de multiples associations, clubs ouvriers, ligues de citoyens, etc. Un bon nombre d'associations de Montréal - entre autres, l'Association des collets blancs - ont envoyé des résolutions à Ottawa pour protester contre le travail des femmes et demander qu'on remplace les filles et femmes, qui ne sont pas obligées de travailler, par des pères de famille chômeurs. Le premier ministre du Canada (M. Bennett) a répondu qu'il soumettrait cela au ministre du Travail, M. Gordon.

L'on entend prêcher de temps à autre le droit au travail pour la femme, prédication faite surtout par des féministes anxieuses de recruter des adeptes à leur point de vue. La position des femmes devrait être l'indépendance à tous points de vue. Et il est regrettable de voir certaines dames travailler contre les représentants du peuple, qui ont eu le tort de vouloir que le père de famille et le jeune homme travaillent au lieu des jeunes filles et de la mère. À Montréal, nous avons des féministes qui veulent obtenir pour les femmes les situations occupées par les hommes, même dans la vie publique. C'est peut-être le droit de vote (fédéral) qui a donné à la femme l'idée de faire partout la lutte au sexe fort. Je ne nie pas l'égalité des sexes au point de vue intelligence et capacités.

La théorie est peut-être bonne, mais à condition que la femme reste dans le rôle que lui assignent ses devoirs. L'homme et la femme ont été créés pour remplir des rôles sociaux tout à fait différents, rôles que ces féministes voudraient maintenant intervertir aux dépens de l'ordre social et de l'économie de la nation. Le déplacement de l'homme dans le travail a provoqué des bouleversements néfastes et très graves.

L'on doit rendre aux pères de famille les moyens d'obtenir du travail et de garder leurs jeunes filles chez eux. Il est essentiel que les hommes soient protégés contre la compétition que leur font les filles dans l'industrie. Ils méritent de travailler et de gagner de l'argent plutôt que d'être contraints de le recevoir, selon la version canadienne de l'allocation. Nous allégerions de la sorte considérablement la pression économique qui pèse sur nous, et le pays pourrait également sauver des millions de dollars présentement versés au secours direct. Le travail féminin doit être astreint à un règlement plus sévère. Ceux qui exploitent le travail féminin ne veulent pas entendre parler de cela, parce qu'ils peuvent, en payant des salaires moindres, réduire leur coût de production. Mais la production, même à prix de revient moindre, ne pourra être absorbée par le consommateur sans emploi.

Je réclame une enquête sérieuse sur la condition et le travail des femmes dans les bureaux et entrepôts de la Commission des liqueurs, les accidents du travail ou autres services du gouvernement de la province de Québec, afin de se rendre compte du nombre qui ne sont pas soutenus de familles. Je suis persuadé que la solution à ce problème économique va dans le sens que j'ai indiqué. J'ai confiance dans le premier ministre et ses collègues et crois qu'ils trouveront vite les moyens de régulariser cette question en fonction des éléments que j'ai relevés.

M. l'Orateur, en terminant, je tiens à dire que je n'ai aucune animosité contre la femme.

(Applaudissements)

C'est parce que je l'aime plus que jamais que je veux la protéger. Mais ce n'est pas la jeune fille, c'est le garçon qui fonde un foyer, et il faut lui donner les moyens de gagner sa vie et celle de sa famille. (Applaudissements prolongés)

**M. Legault (Gatineau)** se lève.  
(Applaudissements)

M. l'Orateur, je n'ai pas l'habitude de jeter des fleurs à tout propos et en offrir à l'administration libérale; c'est pour un député de ce côté de la Chambre s'en offrir à lui-même. Malgré la crise, nous sommes dans une situation privilégiée, grâce à la frugalité et à l'esprit de labeur de notre peuple. Ce qui fait la force économique de notre population, c'est que nous n'avons pas de mouvement féministe sérieux dans notre province. Une des causes de la crise est que des hommes se voient enlever leurs situations par des femmes.

Je suis d'accord avec l'honorable député de Dorion (M. Francoeur) pour que l'on fasse quelque chose en vue de mettre fin au mouvement féministe. Il est temps que le mouvement féministe soit circonvenu. Les États-Unis ont réagi contre ce mouvement qui tend à éloigner la femme de son foyer. Un philanthrope vient de donner \$100,000 à chacune des grandes universités américaines pour combattre le féminisme aux États-Unis et les ravages qu'il exerce dans l'économie de la nation.

On oublie trop de nos jours que c'est l'homme qui doit gagner la vie du foyer, et l'une des principales causes de la crise que nous traversons, c'est que les chefs de famille se voient enlever, arracher leur gagne-pain par les femmes qui prennent leur place, soit au bureau, soit à l'usine. Il est temps de faire quelque chose pour enrayer ce mouvement qui tend à éloigner continuellement la femme du foyer.

Nous tous, Canadiens français, sommes contre les féministes et contre tout mouvement qui viserait à attirer nos femmes loin de nous. On dit que la femme est l'égale de l'homme. L'égalité est une chose bien relative. Ainsi, l'honorable chef de l'opposition avait un concurrent pour la situation qu'il occupe, un concurrent qui se croyait son égal mais qui avait surtout du culot, de l'aplomb et du bagout<sup>5</sup>.

(Rires et murmures)

M. l'Orateur, j'ai le plus profond respect pour la femme, et voilà pourquoi j'appuie la motion et les remarques de l'honorable député de Dorion.

(Applaudissements à droite)

En terminant, je félicite M. Duplessis de son ascension au poste de chef de l'opposition. Je serai heureux de le voir terminer son noviciat, prononcer ses derniers vœux et devenir le chef perpétuel de son parti.

**M. l'Orateur:** La motion sera-t-elle adoptée?

**M. Guertin (Hull):** Pardon, M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), que le débat soit ajourné.

**M. l'Orateur:** Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Nous ne finirons jamais la session si vous ajournez le débat. (Rires)

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Droits sur l'amiante**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant l'article 6 de la loi 21 George V, chapitre 45, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général de la Chambre.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** M. l'Orateur, j'ai expliqué brièvement hier à la Chambre qu'en 1931 nous avons modifié la loi des mines, en réduisant les droits qui doivent être payés par les compagnies d'amiante sur les profits qu'elles réalisent, vu l'état de leurs affaires, en raison de la crise. Jusqu'en 1925, les compagnies d'amiante payaient un droit régalien de 1 % à 5 % sur leurs ventes: 3 % sur les profits de \$1,000,000 et moins, et 5 % sur les profits dépassant \$1,000,000. L'industrie de l'amiante s'est révélée une source de revenus inestimable pour le gouvernement, près d'un million de dollars ayant été versé au trésor provincial par le biais de taxes sur les profits.

À partir de 1931, on n'a exigé que 3 % sur tous les profits, et cette mesure devait être en vigueur pour une année seulement. Toutes les compagnies, celles qui faisaient des profits comme celles qui n'en faisaient pas, étaient obligées de payer ce droit. Nous avons décidé alors que les compagnies d'amiante seraient mises sur le même pied que les autres industries minières et ne paieraient qu'un droit sur les profits. Comme elles étaient mieux organisées - elles datent de 50 ans - nous leur avons dit: "Vous paierez un droit un peu plus élevé". En 1930, l'industrie de l'amiante ayant été affectée par la crise et la concurrence étrangère, nous avons réduit le droit pour deux ans. Depuis, la crise a augmenté.

La production d'amiante, qui était de 306,000 tonnes en 1929, est tombée à 165,000 tonnes en 1931, et elle a été d'environ 100,000 tonnes en 1932. Je crois que, dans les circonstances, la réduction des droits devrait être maintenue pour deux années encore, puisque la situation n'est pas plus rose maintenant qu'elle ne l'était en 1931. C'est dire que l'on exigera encore 3 % au lieu de 5 %, d'ici 1934, sur les profits des compagnies productrices d'amiante opérant dans les limites de la province. Le gouvernement a soulagé l'industrie au point de ne plus taxer que ses profits, mais maintenant qu'il n'y a plus de profits, quelque chose doit être fait si l'industrie veut survivre. Il n'y a aucun profit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant cette mesure, quel montant la province retirait-elle de cette taxe?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Dans le temps, lorsque l'industrie de l'amiante était prospère, nous taxions sur les ventes et non seulement sur les profits de ces compagnies, comme la chose se fait à l'heure actuelle. Nous retirions ainsi de \$600,000 à \$750,000, mais je ne pourrais dire exactement le montant. Après la mise en force de la nouvelle loi, nous avons retiré de \$200,000 à \$250,000, mais cette année, nous retirerons environ \$50,000 seulement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Quel est le montant que les compagnies ont payé au gouvernement depuis 1930?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le gouvernement a reçu \$62,000 en 1930 et \$16,000 en 1931.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Les compagnies qui ne font pas de profits ne paient pas de droits alors?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Non, le droit n'est imposé que sur les profits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce que le gouvernement retirait des mines d'amiante avant la réduction des droits?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La province a reçu \$175,000 en 1928, et \$191,000 en 1929, en droits sur les profits des compagnies d'amiante.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que l'embargo imposé par le gouvernement fédéral n'a pas aidé l'industrie de l'amiante?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui, un embargo a été décrété et a mis fin aux importations d'amiante de la Russie. Les Russes offraient leurs produits en Amérique à 20 % meilleur marché que les nôtres. L'embargo d'Ottawa a mis fin à cela.

L'industrie canadienne de l'amiante a été très affectée par une guerre de prix entre nos compagnies. Nous avons réuni ces dernières et nous avons obtenu qu'elles concluent une entente entre elles, en vue d'établir une coopération plus étroite quant à la production et à la distribution dans les marchés étrangers.

Elles ont formé une association qui a beaucoup aidé nos producteurs. À la suite d'études, les compagnies se sont entendues pour promouvoir les intérêts de leur commerce, et depuis, la situation s'est légèrement améliorée. Les négociations diplomatiques ont donc rétabli la paix parmi nos compagnies canadiennes. Non seulement nos produits étaient concurrencés en Amérique et en Europe par les produits russes des monts de l'Oural, mais aussi par les produits de la Rhodésie et de l'Union Sud-Africaine.

Nos producteurs ont cherché des marchés en Grande-Bretagne et en Europe, mais ils n'ont pas été heureux... L'industrie de l'amiante doit lutter pour sauver son existence même. Le gouvernement est venu à son secours déjà en lui donnant un délai pour payer les taxes sur ses profits, mais maintenant il n'y plus de bénéfice et il a été jugé nécessaire d'en venir aux mesures comprises dans le bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Adopté, adopté.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, que le bill 19 modifiant l'article 6 de la loi 21 George V, chapitre 45, soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code civil, article 2162**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 10 modifiant l'article 2162 du Code civil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des compagnies**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 8 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Fernand Lizotte**

**M. Samson (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 122 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Fernand Lizotte à la pratique de la médecine, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Samson (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Kenneth Harold Brown**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 90 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Kenneth Harold Brown à la pratique de la profession d'avocat.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Henri Grier Lafleur**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 89 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Grier Lafleur à la pratique de la profession d'avocat.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Dora Gordon**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 75 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Dora Gordon aux examens pour l'obtention d'une licence en chirurgie dentaire, à la fin de son cours universitaire.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Joseph-Samuel-Emilio Lapointe**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 permettant à Joseph-Samuel-Emilio Lapointe de changer son nom de famille, de Lapointe en celui de Vézina soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à jeudi, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

---

#### **NOTES**

1. *Le Soleil* du 2 février 1933, à la page 13, précise 3 h 15.

2. M. Taschereau est président du comité permanent des bills publics en général.

3. Référence à Camillien Houde, chef du parti conservateur de la province de Québec de 1929 à 1931 et maire de Montréal de 1928 à 1932, de 1934 à 1936, de 1938 à 1940, de 1944 à 1947 et de 1950 à 1954.

4. Dans *The Herald* du 2 février 1933, à la page 1, on rapporte 75,000.

5. Référence à Camillien Houde.





Séance du jeudi 2 février 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 175 modifiant la loi du Barreau.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 82 modifiant la charte de la cité de Sorel;
- bill 88 constituant en corporation la congrégation des sœurs antoniennes de Marie de Chicoutimi;
- bill 83 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ferdinand Veilleux à l'étude du droit, sans examen.

**Dépôt de documents:**

**Rapport du Service provincial d'hygiène et de la démographie**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre le dixième rapport annuel du Service provincial d'hygiène, pour l'année 1931-1932 et de la démographie, pour l'année 1931. (Document de la session no 31)

**Exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis, 1932-1933**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 26 janvier 1933, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres

en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933, exclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis. (Document de la session no 32)

**Exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis, 1930-1932**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 26 janvier 1933, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1932, exclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis. (Document de la session no 33)

**Exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis, 1928-1930**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 26 janvier 1933, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1928, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930, exclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis. (Document de la session no 34)

**Exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis, 1926-1928**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 26 janvier 1933, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1926, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1928, exclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis. (Document de la session no 35)

**Code de procédure civile, article 96**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 modifiant l'article 96

du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Droits des mineurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 modifiant le Code civil relativement à certains droits des mineurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Délai de prescription des taxes**

**M. Élie (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 modifiant la loi 22 George V, chapitre 93, soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Des explications!

**M. Élie (Yamaska):** Ce bill a pour but de prolonger de deux ans le délai de la prescription des taxes scolaires et municipales, et ce, à la suite de la législation adoptée l'an dernier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai aucune objection, mais nous pourrions adopter le projet sur division en seconde lecture et le référer au comité des bills publics où nous l'étudierons sous tous les angles. Je me demande si la législation que nous avons adoptée l'année dernière à ce sujet est bonne et opportune.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je crois que le bill est nécessaire, puisque cette loi n'empêche aucunement les municipalités de réclamer par actions leur dû quand elles le voudront, mais elle donne à ces municipalités la discrétion nécessaire pour consentir des ajournements dans certains cas pénibles et dignes d'attention. Il ne s'agit pas d'obliger les municipalités à prolonger les délais accordés pour la perception des taxes municipales, mais à donner un pouvoir à cette fin aux municipalités. C'est une question d'autonomie.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** On nous a signalé certains inconvénients. La perception des taxes est absolument nécessaire. Si l'on étend encore le délai, il y aura des montants

considérables de taxes en retard. En prolongeant les délais, les taxes s'accumulent rapidement. À tout événement, nous pouvons toujours adopter le projet sur division et le référer au comité des bills publics où nous verrons ce qu'il en est.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Articles du *Chronicle Telegraph***

**M. Drouin (Québec-Est):** Relatant le débat de la séance de mercredi matin au comité des bills publics, le *Chronicle Telegraph* dit que je me suis déclaré opposé à la construction d'une école pour les filles de langue anglaise. Ce journal, qui est ordinairement bien renseigné, s'est trompé. Je suis moi-même le parrain du bill de la Commission scolaire catholique de Québec. Je ne pouvais donc m'opposer aux clauses contenues dans ce bill. Je souhaite qu'il rectifie et qu'il ne laisse pas la population anglaise de Québec sous la fausse impression que je suis opposé à la construction de cette école pour les jeunes filles de langue anglaise.

**M. Samson (Québec-Centre):** Je ne me suis opposé qu'à l'amendement relatif à l'annexion de la Commission scolaire de Québec-Ouest et non au projet de construction de cette école.

#### **Demandes de documents:**

##### **Travail des femmes et des jeunes filles**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** invite la Chambre et M. Guertin à reprendre la discussion de la motion du député de Montréal-Dorion.

**M. l'Orateur:** Reprise du débat sur la motion du député de Montréal-Dorion (M. Francoeur), proposant qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute la correspondance échangée avec le gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, relativement au travail des femmes et des jeunes filles dans les usines, les ateliers, les magasins, les bureaux, etc.

**M. Guertin (Hull):** Je ne suis pas prêt. Demain.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ah! Non! Vous vous plaignez tous les jours. L'honorable député a été le premier à protester et à critiquer parce que nous ne procédions pas assez rapidement. Or voici qu'il retarde lui-même le travail de la Chambre en demandant l'ajournement sur un débat; quand c'est son tour, il recule la procédure de jour en jour. S'il n'était pas prêt à le discuter, il aurait dû laisser les autres députés en parler et aurait permis de vider cette question soulevée hier. Il devait bien s'attendre que le débat qu'il a ajourné hier se continuerait cet après-midi.

**M. Guertin (Hull):** Si le gouvernement n'est pas prêt avec sa législation, je n'en suis pas responsable. Le discours du trône annonce des mesures importantes. Pourquoi le gouvernement ne les a-t-il pas encore présentées? Il en a toute la latitude voulue.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami, avec ses connaissances sur toutes les questions sociales et sa grande facilité de parole, devrait être prêt à continuer le débat aujourd'hui et parler immédiatement. Un journal qui ne déteste pas l'opposition a dit hier que nous n'avons siégé que dix minutes mardi, quand la séance a duré plus de  $\frac{3}{4}$  d'heure, près d'une heure. C'est comme cela que c'est interprété, c'est comme cela que l'on apprécie les faits.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce un point d'ordre? J'aimerais à parler sur le point d'ordre, si l'honorable premier ministre me le permet.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oh! Non, pas du tout! Ce n'est pas un point d'ordre. S'il eût été, j'aurais cité Bourinot<sup>1</sup>. (Rires)

Et ce serait discuté par quelqu'un d'autre, si c'était un point d'ordre.

**M. Guertin (Hull):** Ce n'est pas à nous qu'il appartient de soumettre la législation nécessaire au travail de cette Chambre. Le député de Montréal-Dorion (M. Francoeur) a fait un effort magnifique, et il n'est que raisonnable que les députés qui souhaitent le suivre dans le débat puissent avoir le temps de préparer leur discours. Il y a quelque chose au fond de cette question, et je désire avoir plus de temps pour me préparer à en parler. Il me semble que ma demande pour remettre la reprise du débat à mardi prochain est raisonnable. Et si ce débat est ajourné sur une demande en somme très raisonnable, cela veut-il dire qu'il (le gouvernement) n'a pas d'autre besogne à offrir à cette Chambre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je pensais que mon honorable ami avait reçu des ordres de son chef de marcher. (Rires)

Le débat sera donc repris mardi prochain.

**M. l'Orateur:** Le débat est suspendu.

### **Drainage des terres**

**M. Gagnon (Kamouraska)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Desmarais), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, relativement au drainage des terres en la province de Québec.

M. l'Orateur, en ces temps difficiles, il faut porter une attention toute spéciale à la classe agricole. Nous avons, dans la province, un grand nombre de terres qui souffrent du manque d'égouttement. On me dira que présentement les cultivateurs, pour une partie, n'arrivent pas sur leurs terres. Je me rappelle un temps où les cultivateurs de mon district produisaient assez de blé pour satisfaire tous leurs besoins, et je regrette qu'aujourd'hui ils achètent de la farine faite avec du blé de l'Ouest.

Ceci est dû en partie au fait que leurs fermes, en raison des sécheresses fréquentes, ont rendu la culture du blé infructueuse. En plus, les ouvriers ne gagnent guère et les produits se vendent moins. Seule l'agriculture sauvera la situation, puisqu'elle est encore la première industrie de notre province. Les cultivateurs seront appelés à jouer le rôle de sauveurs dans la province de Québec en nourrissant les hommes qui ne peuvent trouver du travail.

Je reconnais qu'en cette province le ministère de l'Agriculture rend de grands services aux agriculteurs, mais il ne sert à rien de dépenser de l'argent, si les octrois ne se rapportent pas aux premières mesures essentielles, à l'amélioration des terres. Il faut commencer par drainer les terres incultes pour leur faire donner un meilleur rendement et, dans ce sens, le gouvernement a déjà fourni de grands avantages à la classe agricole. Grâce au drainage, plusieurs terres en friche ou incultes ont été rendues à la culture.

Les cultivateurs ne doivent négliger aucune chance de faire produire leurs terres davantage, vu qu'ils obtiennent des prix moins élevés pour leurs produits depuis le début de la crise économique. S'ils veulent passer la crise actuelle sans sombrer, il est urgent que nos cultivateurs augmentent leur récolte, et cela ne peut être accompli que si les méthodes de

culture sont modifiées. Pour cela, ils devraient commencer par le commencement: égoutter les terres. Dans mon comté, plusieurs acres de terre manquent de drainage. Il y a aussi nombre de terres dans ce cas, dans d'autres comtés.

Le gouvernement a déjà fait beaucoup pour le drainage des terres depuis deux ans. J'espère qu'il continuera. Mais le gouvernement devrait encore, si possible, intensifier sa politique de drainage, en vue du plus grand nombre de personnes appelées à s'établir sur des terres, à cause du chômage dans les villes. Il faudra, d'ici à deux ans, voir à ce que l'agriculture augmente son rendement. Le drainage est un des meilleurs moyens d'accroître la production, et je souhaite que le gouvernement fasse de son mieux pour satisfaire toutes les demandes que nous recevons pour des octrois ordinaires de toutes les parties de la province.

Certains cultivateurs se sont montrés réfractaires à cette politique de drainage, sous prétexte qu'il ne sert à rien de produire davantage dans un temps où les produits agricoles se vendent à des prix ridiculement bas, même lorsqu'on peut trouver un marché pour les vendre. Les cultivateurs disent: "Nous n'avons pas de marché". Ces cultivateurs ne se doutent peut-être pas qu'il existe à leur porte de très bons marchés où ils peuvent écouler leurs produits. Mais il s'agit d'améliorer la qualité de la production, il faut produire les sortes de légumes et de céréales que réclame le marché et qu'ils soient parfaitement classifiés.

Dans certains cas, les cultivateurs ne cultivent pas toujours ce qu'ils pourraient cultiver sur leurs terres, et il en résulte que tous ont les mêmes produits à offrir sur les marchés. Il faudrait varier la culture pour éviter l'encombrement des marchés. Les cultivateurs ne devraient jamais perdre de vue qu'un bon produit agricole se vend toujours et il rapporte un bon profit au cultivateur qui s'est donné de la peine. Dans d'autres secteurs, l'industrie laitière par exemple, le revenu des cultivateurs a diminué de 50 % à 75 %.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a accompli de bonnes besognes pour l'égouttement des terres. Jusqu'à présent, le gouvernement a donné 40 % sur une somme définie. À l'avenir, ne pourrait-on pas répartir les octrois sur le drainage sur la quantité de travaux en égouttement exécutés par le cultivateur? Je propose de fixer le montant de l'octroi pour travaux de drainages d'après le coût global desdits travaux, au lieu de donner 40 % du montant affecté au drainage des terres. Cette mesure accommodera beaucoup mieux les cultivateurs.

Je voudrais que mes paroles fussent bien comprises dans la province. Si nous voulons la reprise des affaires, il faudra pratiquer l'économie, car la dépression n'est pas prête de finir. L'agriculture n'est pas payante, mais elle peut se suffire, si on lui donne le moyen de produire le plus économiquement possible. Et parlant d'économie, un retour aux standards d'il y a 30 à 40 ans est nécessaire. Prenez l'industrie laitière. Les revenus de ce secteur étaient de \$40,000 à \$50,000 annuellement dans mon district seulement, entre 1916 et 1920. Maintenant, ils ont chuté à environ \$9,000 à \$10,000 par année.

Le cultivateur devra doubler et tripler sa production actuelle pour rencontrer ses obligations municipales et autres, car les produits agricoles sont loin de rapporter ce qu'ils donnaient en 1928 et en 1929. Tous nos efforts seront perdus, si nous ne venons pas en aide au cultivateur pour lui permettre de produire dans les meilleures conditions. Le gouvernement devra encore s'occuper davantage des cultivateurs au cours des prochaines années, parce qu'il faudra mettre le cultivateur en mesure de produire de plus en plus, à cause de la moins value de ses produits. Avec des octrois plus généreux pour le drainage des terres incultes, on favorisera le placement des fils de cultivateurs sur des terres qui étaient considérées dans le passé comme impropres à la culture.

Je prie le ministre de l'Agriculture de continuer son aide à l'agriculture et, surtout, son aide pour faciliter le drainage des terres qui rend de si grands services à la classe agricole, afin d'amener nos cultivateurs à produire davantage et plus économiquement. Je suis assuré d'avance que l'honorable ministre portera, comme par le passé, une attention toute spéciale à cette question. Sur les terrains incultes aujourd'hui, nous verrons alors des cultivateurs s'établir avec avantage. Que l'on draine les vastes savanes qui existent dans les vieilles paroisses pour y établir les colons, au lieu de les envoyer sur les lots de colonisation, où ils sont isolés.

Il y a 5,000 acres à drainer dans mon comté de Kamouraska, près de la Rivière Ouelle, où ils seront près de leur chez-soi; il y en a de 15,000 à 20,000 dans le bas du fleuve, qui pourraient être ouverts à la culture assez facilement par des travaux d'égouttement, ce qui procurerait un beau champ d'action aux futurs colons pour fonder une ou deux paroisses prospères. Je crois qu'il serait préférable de drainer ces terres et d'y établir des familles, au lieu de les envoyer sur les lots et de dépenser des sommes d'argent énormes. Le gouvernement se rendra compte qu'il a gagné la moitié de la bataille en résolvant les problèmes à la fois du retour à la terre

et de l'agriculture, qui méritent une attention si particulière actuellement. Je fais ces remarques dans le meilleur esprit, assuré que je suis de la sympathie de l'honorable ministre de l'Agriculture pour la classe agricole.

**L'honorable M. Moreau (Roberval):** Je félicite mon collègue de son magnifique discours et d'avoir attiré l'attention de la députation sur cette importante question. Il nous a dit qu'il se cultivait beaucoup moins de blé qu'autrefois dans notre province. C'est malheureusement vrai, on s'en est plaint. L'une des causes de ce recul, de cette diminution des emblavages est venue des périodes de pluie que nous avons depuis quelques années. Comme preuve qu'il se produisait autrefois plus de blé qu'aujourd'hui, dans le seul comté du Lac-Saint-Jean, je me rappelle avoir vu quatre moulins à farine à rouleaux, et il n'y en a plus un seul aujourd'hui. Mais j'insiste sur la nécessité d'une plus grande production de blé dans les limites de la province.

La politique du drainage n'est pas nouvelle. Elle a été préconisée par le regretté ministre de l'Agriculture, l'honorable M. Caron<sup>2</sup>, poursuivie par l'honorable M. Perron, puis par l'honorable ministre de l'agriculture actuel (l'honorable M. Godbout)<sup>3</sup>. Cette politique est rondement menée depuis le printemps dernier par ce dernier. Le moyen le plus efficace d'aider nos cultivateurs, c'est de leur permettre de drainer leurs terres et de produire plus économiquement.

J'ai préconisé et prêché cette politique de drainage en 1920, et je félicite le ministre de l'Agriculture actuel de la politique qu'il a suivie dans ce domaine, qui est l'une des plus belles initiatives du gouvernement. Le ministre a su commencer le drainage des terres par où il fallait commencer, c'est-à-dire par classer et drainer les cours d'eau et les fossés. C'était sage et c'est ce qu'il fallait faire. Dans mon comté, l'inspecteur Lefebvre du ministère de l'Agriculture a fait un travail de premier ordre. Je ne veux faire de reproche à personne, mais nous avons commencé cette politique de drainage sur une petite échelle.

On a commencé à creuser des fossés avant de faire une classification. Il est sage de demander que les octrois soient payés pour le travail à l'arpent. C'est comme cela que nous avons procédé chez nous et il a donné d'excellents résultats. C'est la manière la plus sage. De 1905 à 1915, période de sécheresse, on ne parlait pas de drainage. Par contre, nous avons subi des pertes par l'incendie. Aujourd'hui nous sommes revenus à un cycle pluvieux. Les travaux de drainage ne seront jamais perdus pour la fertilité des terres.

Je regrette l'absence de l'honorable ministre de l'Agriculture à qui je souhaite un prompt rétablissement<sup>4</sup>. Mais je souhaite qu'il prenne part au débat actuel, afin d'apprendre à son retour ce que son département fera dans l'avenir pour intensifier le mouvement entrepris en faveur du drainage des terres incultes. J'espère que le ministre de l'Agriculture recevra l'appui de tous les cultivateurs et que soient bien compris ses efforts pour favoriser le drainage des terres incultes. Ainsi, on assurera le succès de l'agriculture. Tous les cultivateurs se doivent de seconder les efforts du ministre car, en drainant sa terre, le fermier l'améliore et lui fait produire davantage.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Je m'intéresse à cette question parce que j'ai constaté les bienfaits de cette politique du drainage des terres dans mon comté, qui comprend nombre de cultivateurs. Un certain nombre de cultivateurs de mon comté ont joui dans le passé des octrois du drainage accordés par le ministère de l'Agriculture. Ces octrois sont, dans mon opinion, un des meilleurs placements que puisse faire le ministère de l'Agriculture. L'efficacité du drainage est d'ailleurs bien reconnue.

Il y a crise en ce moment. Mais le produit de première qualité trouvera toujours preneur sur le marché. Le drainage des terres en culture assurera toujours l'amélioration des produits de la ferme, puisqu'une bonne culture repose sur le drainage efficace des fermes. Le cultivateur retirera toujours des bons prix, de bons produits, et les produits de la terre bien drainée seront meilleurs que les autres. Avec des terres améliorées, le cultivateur obtiendra des produits qui trouveront plus facilement des acheteurs.

Je voudrais, M. l'Orateur, que vous vissiez la ferme magnifique Montreal Cotton située dans les limites de Valleyfield. Cette ferme est drainée selon les procédés artificiels les plus modernes et est d'une tenue irréprochable, d'après ce qu'on m'en a dit. Il faut y voir les moissons que l'on y récolte. Je comprends que nos cultivateurs, en général, n'ont pas les moyens de se payer les méthodes du drainage artificiel. Cependant, ils ne doivent pas laisser passer l'occasion, chaque fois qu'elle leur est fournie, de faire le drainage naturel de leurs terres.

En passant, je demanderais aux cultivateurs de toujours profiter des octrois que l'on met à leur disposition pour le drainage de leurs terres, de s'entendre au lieu, ainsi que la chose arrive quelque fois, de se dresser procès-verbal. Il est toujours moins coûteux de procéder par acte d'accord, dans ces cas, que par procès-verbaux; qu'ils s'entendent

donc à l'amiable. Lorsqu'il s'agit de s'entendre avec le ministère pour le drainage des terres, les cultivateurs devraient mettre un peu d'eau dans leur vin et accepter les suggestions qui leur sont faites par les officiers de ce département. Je crois de plus, pour terminer, que l'honorable député de Kamouraska (M. Gagnon) a raison de demander que l'on accorde des octrois à tant de l'arpent. Cette façon de procéder me semble la meilleure.

**M. Lamoureux (Iberville):** Cette question m'intéresse et elle intéresse mes électeurs. Je suis heureux de déclarer que la politique du drainage des terres est la meilleure politique poursuivie actuellement par le ministère de l'Agriculture de notre province. Grâce à l'encouragement reçu du ministère de l'Agriculture, tous les cultivateurs modèles, qui n'avaient pas les moyens de drainer leurs terres, se sont prévalus des octrois avec grand avantage. J'appuie donc mes trois collègues qui m'ont précédé et je voterai des deux mains pour la motion.

**M. Authier (Abitibi)** propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Laval Langlois**

**M. Giguère (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 101 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Laval Langlois à la pratique de la profession de notaire, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Giguère (Dorchester)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Lévis**

**M. Bélanger (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 modifiant la charte de la cité de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Stanley Bagg Corporation**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 concernant Stanley Bagg Corporation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Commissions scolaires Saint-Pierre-aux-Liens et La Présentation-de-la-Sainte-Vierge**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 exemptant les commissaires d'écoles de la ville Saint-Pierre-aux-Liens et de La Présentation-de-la-Sainte-Vierge, dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, de l'application de certaines lois soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Charte de Saint-Hyacinthe**

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Ville de Duparquet**

**M. Authier (Abitibi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 constituant en corporation la ville de Duparquet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Quebec Power Company**

**M. Fortin (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 ratifiant une résolution et un contrat concernant Quebec Power Company et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Férol, dans le comté de Montmorency, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Charte de Salaberry-de-Valleyfield**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **The Quebec Labrador Railway Company**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 modifiant la charte de The Quebec Labrador Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 11 heures du matin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se plaint du retard des ordres en conseil demandés par lui et qui n'ont pas encore été produits.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Quatre ordres en conseil ont été déposés au début de la séance et l'on fera diligence pour les autres. Je présenterai les autres copies de ces ordres en conseil dans le plus court délai possible.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 25.

---

### **NOTES**

1. Auteur du livre des Règlements de la Chambre.
2. Ancien ministre de l'Agriculture du cabinet Taschereau de juillet 1920 à avril 1929.
3. L'honorable M. Perron, en poste d'avril 1929 à novembre 1930 et depuis, l'honorable M. Godbout.
4. Selon *L'Événement* du 3 février 1933, à la page 4, l'honorable M. Godbout souffre de la grippe.





Séance du vendredi 3 février 1933

### Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 11 heures.

#### Absence de l'Orateur

**M. le greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

#### Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs!  
Que les portes soient ouvertes!

#### Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 127 concernant la succession de feu monsieur l'abbé J.-Charles Boutet, prêtre.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Dame Alice Morin, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Hubert Morin;

- de la corporation du collège de L'Assomption, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte.

#### Charte de Montréal

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** pour **M. Gabias (Montréal-Saint-Henri)** demande la permission de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Collège de L'Assomption

**M. Reed (L'Assomption)** demande la permission de présenter le bill 129 refondant la charte du collège de L'Assomption.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Donation de Hubert Morin à Alice Morin

**M. Filion (Laval)** demande la permission de présenter le bill 132 concernant la donation par Hubert Morin à dame Alice Morin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Code civil, article 2124

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), la permission de présenter le bill 185 relatif à la préférence visée par l'article 2124 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Salaires de certains officiers de justice

**M. Barré (Rouville)** demande, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), la permission de présenter le bill 186 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Ventes à tempérament

**M. Dugas (Joliette)** demande, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), la permission de présenter le bill 187 modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce le projet de loi annoncé par l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) touchant la vente à tempérament?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
L'honorable ministre du Travail n'a pas annoncé de projet de loi sur les ventes à tempérament. Il a

déclaré que le gouvernement et l'administration s'intéressaient à cette question, et c'est exact. La question est extrêmement controversée et l'opinion publique en est très animée. L'opinion publique se passionne pour ces questions, et voici un bill très bien fait, qui nous est soumis, et que nous étudierons. La question intéresse plusieurs classes de la société, et lorsque la mesure sera présentée au comité, tous seront invités à exprimer leurs opinions ou à offrir leurs suggestions, les députés étant libres de décider ce qu'ils préfèrent. Ensuite, le bill sera présenté à la Chambre en deuxième lecture pour être alors discuté à fond.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je pensais que ce serait l'honorable ministre du Travail qui me répondrait, car c'est lui qui a parlé aux journaux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Si ça vous fait de la peine que je vous aie répondu, je vous demande pardon. (Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Article du *Chronicle Telegraph***

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, je veux dire un mot sur une question de privilège. Le *Chronicle Telegraph* d'hier m'attribue un discours sur le travail féminin qui a été prononcé avant-hier en cette Chambre par l'honorable député de Dorion (M. Francoeur). C'est une légère erreur! Je n'ai pas prononcé de discours ce jour-là. Le député de Lotbinière n'est pas l'auteur du discours du député de Dorion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est l'inconvénient de faire des bons discours, on les attribue aux ministres; ça vous passe sur le dos. (Rires)

#### **Questions et réponses:**

##### **Renseignements demandés**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a quelques questions sur l'ordre du jour auxquelles je demanderais au gouvernement de répondre sans délai, parce que nous avons besoin des renseignements qu'elles comportent. Certaines de mes questions sont sur l'ordre du jour depuis la première journée de la session<sup>1</sup>.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Les employés des ministères intéressés qui ont d'autres tâches à accomplir travaillent d'arrache-pied pour donner au chef de l'opposition les détails demandés, mais les réponses ne sont pas tout à fait prêtes. Les chefs des différents départements concernés ont signifié que cela prendrait du temps.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a une autre question que j'ai posée l'an dernier et que je pose de nouveau cette année - pour la troisième année, puisque le gouvernement refuse toujours d'y répondre - soit la question no 2 inscrite au feuilleton au début de la session, à savoir à combien se chiffre à date le montant total des octrois et subsides promis et impayés dans divers départements. Il me semble que le gouvernement devrait mettre un peu plus de hâte à donner à l'opposition les renseignements dont nous avons besoin.

L'an dernier, cependant, preuve qu'il était facile de répondre, tous les ministres intéressés ont répondu privément pour chacun de leurs départements.

Le gouvernement semble vouloir se dérober à certaines questions et refuser de rendre compte de son administration. Si cela est la conception qu'a le gouvernement de la coopération, permettez-moi d'affirmer qu'elle ne correspond pas à la nôtre. Nous prévenons le gouvernement que nous insisterons pour que tous les documents demandés soient fournis à l'intérieur d'un temps raisonnable.

J'insiste pour obtenir ces renseignements. Si nous ne recevons pas de réponse, l'opposition sera forcée de considérer que le gouvernement ne veut pas coopérer, alors que, depuis le début de la session, l'opposition a apporté tout le concours possible. Il se peut que je me trouve dans l'obligation de retirer la promesse de coopération faite dans le discours sur l'adresse.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous donnons les réponses à des questions raisonnables aussitôt qu'elles sont prêtes. Nous en donnons cinq aujourd'hui. Je ferai remarquer à mon honorable ami, le chef de l'opposition, qu'il n'y a que le gouvernement de Québec qui répond à ces interpellations, à des questions comme celles là. Que l'on consulte le *Hansard* d'Ottawa ou dans d'autres provinces, et on verra qu'on se contente de dire:

"Voyez les *Comptes publics*." Les renseignements que l'opposition demande seront, du reste, fournis lors de la présentation du budget, dans quelques jours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des renseignements que le gouvernement pourrait nous fournir dès que nous les demandons. Pourquoi attendre à la présentation du budget? Pourquoi pas nous les donner maintenant?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pourquoi vous les donner deux fois? Il n'y a que l'Assemblée législative de Québec où l'on pose des questions comme celles là. Ce sont de véritables redditions de comptes que l'on nous demande. Nous n'avons rien à cacher, mais il faut prendre le temps nécessaire pour préparer ces longues réponses et compiler nos renseignements.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a-t-il l'intention de répondre à la question no 3 du feuilleton? Soit, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1931, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1933, la province a contracté des emprunts temporaires, quel en est le nombre, le montant et le taux d'intérêt?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les réponses se trouvent dans les *Comptes publics*.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si ça se trouve dans les *Comptes publics* et si vous le savez, pourquoi ne répondez-vous pas? Nous avons besoin de ces renseignements.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement fait tout son possible et répondra aussi vite que possible.

#### Entretien des routes

**M. Guertin (Hull):** 1. Quelles sont les routes ou parties de routes entretenues par le gouvernement pour la circulation des véhicules-moteurs durant la présente saison?

2. Quelle est la longueur totale de ces routes?

3. Quel est le coût de leur entretien et dans quelle proportion les municipalités sont-elles appelées à souscrire?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Durant la présente saison, le département de la Voirie entretient les chemins suivants:

La route no 15, depuis le tunnel du C.N.R. dans la cité de Québec jusqu'à l'église de Notre-Dame-des-Laurentides, le chemin du Lac Saint-Charles dans la paroisse de Notre-Dame-des-

Laurentides, le rang Saint-Joseph dans le village de Charlesbourg; le chemin Saint-Joseph et le chemin Saint-Pierre dans la paroisse de Charlesbourg; le chemin de l'Orme, le chemin de l'Ormière et une partie du chemin Saint-Claude dans Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette; une partie du chemin Principal, le chemin Valcartier et le chemin Saint-Claude dans le village de Loretteville; le chemin de Valcartier, dans Château d'Eau; la rue Saint-Vallier, de la route du Pont Scott à la route des Bell, dans la cité de Québec; le chemin Saint-Charles Sud dans la Petite-Rivière et le chemin Saint-Charles Nord, du Pont Scott à la Maison de Jésus-Ouvrier, une partie de la route Sainte-Claire dans la ville de Québec-Ouest, le chemin Saint-Charles Sud et Côte Saint-Paul, la route du Moulin et chemin Saint-Charles, le chemin de l'Ormière, la route Bureau, le chemin Grand-Désert, Haut et Bas, le route no 2 dans l'Ancienne-Lorette; une partie de la route no 2 dans la paroisse de Saint-Augustin; le chemin Saint-Louis, l'Avenue Sheppard, le chemin Gomin, une partie de l'Avenue Maguire, l'Avenue Holland, l'Avenue de Spencer Wood, la côte de l'Église, le chemin du Champ d'Aviation, l'Avenue du Couvent de Mérici, l'entrée de la Prison des Femmes dans Sillery; le chemin Saint-Louis, le chemin du Calvaire, la route de l'Église, une partie du chemin Principal, une partie du chemin Sainte-Foy, l'entrée de la ferme expérimentale dans Cap-Rouge; la route no 1, le chemin Saint-Louis, le chemin Gomin, la route de l'Église, une partie de la route no 2, l'entrée de l'hôpital Laval, l'entrée des Frères des écoles chrétiennes, l'entrée du cimetière Belmont dans Sainte-Foy; la route no 15 de Giffard à Château Richer; la route Giffard-Montmorency de Giffard à Saint-Grégoire; la route no 3 de Lévis au pont de Québec; la voie sur le pont de Québec ainsi que les chemins d'approches de ce pont; la rue de l'Église, la rue de la Fabrique, la route Wade, le chemin du Sault et le chemin du détour au pont Garneau dans Saint-Romuald; le chemin du Sault, les rues Poirier, Saint-Frédéric, Saint-Joseph, Routhier et Saint-Jean dans Charny; la route Beaulieu dans Saint-Chrysostome; le chemin Saint-Augustin dans Breakeyville; le chemin Côte des Neiges, Côte de Liesse dans ville de Mont-Royal; le chemin Côte de Liesse, Côte Vertu, Côte Saint-Louis, Côte Saint-François, Montée de Liesse, Montée Saint-François, Grande et Petite Montée du Bois Franc dans la paroisse Saint-Laurent; le chemin Côte Saint-Louis dans la ville de Saraguay; la route no 37 de Roxboro à Senneville; la montée Saint-Rémi ou des Sources dans la ville de Roxboro; la rue du Pont dans le village de Sainte-

Geneviève; la Montée Saint-Charles, chemin du Cap Saint-Jacques, Montée Saint-Jean, Montée Saint-Rémi, chemin à la Baie dans Sainte-Genève; la rue du Pont, chemin du village, chemin Monk, chemin du Lac, Montée d'en Haut, Montée d'en Bas et la Montée du Milieu dans Saint-Raphaël de l'Île Bizard; les rangs Saint-Jean et Saint-Rémi dans Dollard des Ormeaux; le chemin de Liesse, l'entrée de l'Orphelinat et de la Crèche dans Notre-Dame de Liesse; l'Avenue Elmwood et la Montée Sainte-Marie dans le village de Senneville; la route no 2 dans la ville de Baie d'Urfée et de Beaconsfield; une partie du chemin du Roi, la Montée Saint-Charles et l'Avenue Kirkwood dans la ville de Beaconsfield; le rang Saint-Charles et la Montée Saint-Rémi dans la paroisse de Pointe-Claire; le chemin Saint-Léonard et la Montée Saint-Léonard dans la ville de Montréal-Est; la route no 37 de Montréal-Nord à la Pointe-aux-Trembles; la route no 2, les approches du pont du bout de l'Île, le chemin de la Rousselière dans la ville de Pointe-aux-Trembles; les approches du Pont de la Commission du Havre de Montréal; le chemin Saint-Michel et la Montée de la Savane dans la ville de Saint-Léonard de Port Maurice; le chemin Saint-Léonard, la Montée de la Savane et la Montée de Saint-Léonard dans la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice; la route no 1 dans la paroisse de Longueuil, la paroisse Saint-Hubert, la paroisse de Chambly, le village de Chambly Bassin et Chambly canton; le rang Sainte-Thérèse et le chemin du Canal dans la paroisse de Chambly, le chemin du Bord de l'Eau dans la paroisse de Saint-Luc; et la paroisse de Saint-Jean; la route no 11 du Pont Viau à Saint-Jérôme; le chemin de la Station du C.N.R., la route no 38 et la rue du Pont dans la ville de Sainte-Rose; la route no 18 de Pont Viau à Saint-François de Sales; la rue du Collège dans Saint-Vincent-de-Paul; la rue de la Presqu'Île dans le village de Pont Viau; la route no 8 du Pont Viau à la ville de Plage Laval; les approches du Pont de Cartierville; la route no 38, la rue du Pont, la rue Saint-Ignace, l'avenue Wilfrid, les Boulevards Romain, Lorrain, de Paris et Laurier dans l'Abord-à-Plouffe; la Montée des Côtes, la route Tour de l'Île Jésus, le rang Saint-Elzéar en Bas, le chemin Bas Saint-Martin, la Montée Gagnon, le rang du Trait Carré en Bas et en Haut, la Montée du Couvent, le chemin du Petit Bois dans Saint-Martin; la Montée Gravel, le rang Saint-Antoine Est et Ouest, les Montées Lachapelle, Champagne et Paquet, le rang Saint-Antoine, la route no 38 et le chemin du Petit Bois dans la paroisse de Sainte-Dorothée; la route no 38, le chemin du Sault, le chemin du Pont Bellefeuille dans Laval-sur-le-Lac,

les approches des ponts Galipeault et Taschereau; la route no 2 de l'Île Perrot à Rivière Beaudet; la route no 17 dans la ville de Dorion, le village de Vaudreuil et la paroisse Saint-Michel; la route no 2 de l'Île Bourdon à l'Assomption; la route no 33 de l'Assomption à l'Épiphanie; la route Chicoutimi-Jonquière, dans la cité de Chicoutimi, la cité d'Arvida, la ville de Jonquière, la paroisse de Jonquière et le canton de Chicoutimi; une partie de la rue Principale dans la Rivière du Moulin, une partie de la rue Sainte-Famille dans la ville de Kénogami.

2. 355.46 milles.

3. Comme la présente saison n'est pas terminée, le département ignore le coût de l'entretien. Quant aux municipalités, elles doivent contribuer à raison de \$100 du mille.

#### Route

##### Saint-Hyacinthe - Saint-Hubert

**M. Barré (Rouville):** 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer par Saint-Hilaire la route Saint-Hyacinthe - Saint-Hubert?

2. Le tracé fait et les travaux déjà commencés ont-ils été approuvés par le ministre de la Voirie?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de construire un pont sur la rivière Richelieu entre Saint-Hilaire et Belœil?

4. Dans l'affirmative, quand a-t-il l'intention de décider du site de ce pont?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui, dès que les finances de la province le permettront.

2. Oui.

3. et 4. À l'étude.

#### Timbres sur les liqueurs alcooliques

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. Depuis le 19 février 1932, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1932, exclusivement, combien de timbres prévus par le chapitre 32, statuts du Québec, 22 George V, ont été imprimés?

2. Pour quelle somme totale?

3. Ladite somme totale a-t-elle été payée: dans l'affirmative: a. Quand; b. A-t-elle été payée par la province ou par la Commission des liqueurs?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 5,800,000.

2. \$4,350.00.
3. Oui. *a.* Le 8 juin 1932; *b.* Par la province.

#### **Commission des liqueurs - dettes**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le 1<sup>er</sup> juillet 1932, la Commission des liqueurs devait-elle à la province?

Dans l'affirmative: *a.* Quel montant total; *b.* Quelle était la nature de la dette?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Non.  
2. Non.

#### **Octrois ou subsides aux départements**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À combien se chiffre à date le montant total des octrois ou subsides promis et impayés par cette province: *a.* Relativement au département présidé par l'honorable secrétaire provincial; *b.* Quant au département présidé par l'honorable ministre de la Colonisation, des Pêcheries et de la Chasse; *c.* Quant au département présidé par l'honorable ministre de l'Agriculture; *d.* Quant au département présidé par l'honorable ministre de la Voirie et des Mines; *e.* Quant au département présidé par l'honorable ministre des Travaux publics?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il y a une question dont la réponse est très longue. Je demanderais à l'honorable chef de l'opposition de bien vouloir la changer en avis de motion pour production de documents et nous l'adopterons. De cette façon, mon honorable ami aura une réponse plus tôt et cela aiderait le gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, non. Je tiens à ce que le gouvernement réponde.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), que la question soit convertie en un ordre pour production de documents.

**M. l'Orateur suppléant:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non! Vote<sup>2</sup>. Puis, il finit par consentir.

La motion est adoptée.

#### **Demandes de documents:**

#### **Concession de limites forestières**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, à date, et se rapportant à la concession ou au renouvellement de concessions de limites forestières en cette province.

Adopté.

#### **Travaux de construction du pont de l'Île d'Orléans**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les contrats intervenus entre la province et toutes personnes ou corporations, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'à date, et se rapportant à la construction du pont de l'Île d'Orléans et aux travaux accessoires qui s'y rattachent.

Adopté.

#### **Droits de coupe**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, à date, et se rapportant à la concession ou au renouvellement de droits de coupe en cette province.

Adopté.

#### **Loi du Barreau**

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme un comité général pour étudier le bill 175 modifiant la loi du Barreau.

Adopté.

**En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vois que l'on fait un important changement aux règlements du Barreau, en ce qui concerne les avocats sous le coup d'une suspension. Le bill est une erreur. Lorsqu'un avocat est reconnu coupable d'un crime grave, il devrait cesser toute pratique en tant qu'avocat sans qu'il soit nécessaire au Conseil du Barreau de prendre des actions.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Remettons l'étude de ce projet à mardi.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Fraude et corruption  
dans les affaires municipales**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 remplaçant l'article 17 de la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte  
de Sorel**

**M. Turcotte (Richelieu)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 82 modifiant la charte de la cité de Sorel.

Adopté.

**En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Par ce bill, la Législature annule un jugement de la Cour supérieure confirmé par la Cour d'appel, comme ce fut le cas pour plusieurs autres présentés par le gouvernement. Deux jugements des cours de Québec ont déclaré le règlement taxant les fermes de Sorel *ultravires*. Ceci va un peu trop loin, pense-t-il, et bien qu'il se refuse à condamner le principe du règlement contesté, il souhaite introduire dans le bill une exception qui protégerait les droits des propriétaires intéressés. Cette municipalité imposait des taxes sur les lots vacants utilisés par les cultivateurs.

Les cultivateurs taxés erronément ont obtenu des tribunaux la remise de leur argent. Or, voici qu'on vient avec un bill détruire ce jugement. Le bill demande la ratification du règlement imposant ces taxes. Pourquoi, dans un temps de crise, laisser au peuple l'impression que l'autorité des tribunaux ne vaut rien? Je veux protester contre les méthodes du gouvernement qui annule les jugements de cours. L'opposition dégage sa responsabilité et votera contre ce bill.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
La Cour d'appel s'est prononcée contre la municipalité par 3 contre 2, et la mesure actuelle élimine une anomalie contenue dans la charte de la municipalité. Il y a un doute concernant la validité du règlement et ce bill ne fait que clarifier la situation.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Turcotte (Richelieu)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Sœurs antoniennes de Marie  
de Chicoutimi**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 88 constituant en corporation la congrégation des sœurs antoniennes de Marie de Chicoutimi.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ferdinand Veilleux**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 83 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ferdinand Veilleux à l'étude du droit, sans examen.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je vois dans ce projet de loi une clause qui dit que le médecin de ce jeune homme déclare qu'il ne peut "se livrer à un travail intellectuel trop ardu"<sup>3</sup>. Je me demande si c'est là une bonne disposition à l'étude du droit. (Rires)

Le demandeur en prend à son aise. À ce compte, il sera facile à tout jeune homme qui ne veut pas s'obérer l'intelligence d'obtenir un pareil certificat. Il n'y aura plus besoin d'examens, ni de conseil du Barreau. Ceci pourrait mener à des abus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Législature a déjà fait des avocats, elle peut bien faire des étudiants. (Rires) On pourrait convertir le bill en production de document! D'ailleurs, ce jeune homme est logique et avisé. Depuis que le gouvernement met de côté les jugements des tribunaux, il n'est pas besoin de tant travailler et d'apprendre le droit.

Adopté<sup>4</sup>. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, 3 heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande si les documents de la question no 2 seront produits bientôt puisqu'il veut les obtenir sans délai.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** promet de faire tout son possible.

Adopté.

La séance est levée à midi.

**NOTES**

1. Depuis le 20 janvier 1933.

2. M. Duplessis se tourne alors vers ses partisans pour obtenir un vote, mais comme il n'y a que deux députés à leurs pupitres, alors qu'il en faut cinq pour demander un vote, M. Duplessis doit se soumettre à la majorité.

3. Le bill concerne quelqu'un qui, après avoir fait ses études de rhétorique à Paris et y avoir été reçu bachelier, a étudié la philosophie à Québec, puis le droit. Il affirme être empêché par la maladie de parfaire ses examens et de se livrer, sur l'ordre de son médecin, à tout travail intellectuel trop ardu.

4. Puisque la maladie du jeune homme n'est que temporaire, selon ce que rapporte *Le Devoir* dans son édition du 4 février 1933, à la page 3.





Séance du mardi 7 février 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Cité de  
Chicoutimi**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux), que les dispositions du règlement des pétitions, ainsi que l'examen préliminaire des bills privés soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement d'emprunt no 292 de ladite cité; que cette pétition soit immédiatement lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter à la présente séance un bill ratifiant le règlement d'emprunt no 292 de la cité de Chicoutimi.  
Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement d'emprunt no 292 de la cité de Chicoutimi, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Emprunt de la ville  
de Chicoutimi**

**M. Delisle (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 134 ratifiant le règlement d'emprunt no 292 de la cité de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 77 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 124 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 96 constituant en corporation Jewish General Hospital;

- bill 92 constituant en corporation la Société canadienne d'opérette;

- bill 79 constituant en corporation Congregation Beth Achnesses Nusoch Hoari.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 84 modifiant la charte de la congrégation des sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Reginald Villeneuve et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

**Charte de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de  
Sherbrooke**

**M. Fortier (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 130 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Loi du département des Affaires municipales

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 24 modifiant la loi du département des Affaires municipales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le but du projet est de permettre aux employés du département des Affaires municipales de devenir membres de l'Association des comptables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Code civil, article 47, et Code de procédure civile, article 1311

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 22 modifiant l'article 47 du Code civil et l'article 1311 du Code de procédure civile.

Le but premier du bill est de permettre aux membres de la commission municipale de devenir membres de l'association des comptables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Dépôt de documents:

#### *Annuaire statistique*

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre l'*Annuaire statistique de Québec, 1932*. (Document de la session no 39)

### Statistiques de l'enseignement, 1931-1932

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1931-1932. (Document de la session no 38)

### État financier des corporations scolaires, 1931

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1931. (Document de la session no 36)

### Questions et réponses:

#### *Gazette officielle de Québec* Vente de propriétés, pour taxes municipales ou scolaires

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien a été payé à la *Gazette officielle de Québec* pour avis ou publications parus dans ladite *Gazette* et se rapportant à la vente de propriétés pour taxes municipales ou scolaires: *a.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930; *b.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1931; *c.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1932; *d.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *a.* \$15,264.08; *b.* \$17,235.55; *c.* \$21,743.19; *d.* \$21,249.58.

#### *Gazette officielle de Québec* Faillites ou cessions de biens

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien a été payé à la *Gazette officielle de Québec* pour avis ou publications parus dans ladite *Gazette* relativement aux faillites ou cessions de biens, dans cette province: *a.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930; *b.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1931; *c.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1932; *d.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933?

**M. l'honorable M. David (Terrebonne):** *a.* \$8,673.08; *b.* \$6,280.35; *c.* \$10,643.50; *d.* \$15,867.23.

#### *Gazette officielle de Québec* Ventes de propriétés sous l'autorité du shérif

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien a été payé à la *Gazette officielle de Québec* pour avis ou publications parus dans ladite *Gazette*

relativement aux ventes de propriétés sous l'autorité du shérif, en cette province: *a.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930; *b.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1931; *c.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1932; *d.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *a.* \$23,044.88; *b.* \$22,200.71; *c.* \$26,166.94; *d.* \$31,981.11.

#### Perception de la taxe sur la gazoline

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Combien a coûté au gouvernement de cette province, pendant le dernier exercice, la perception de la taxe sur la gazoline, que les compagnies distributrices de cette essence ont faite ou aidé à faire pour le gouvernement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Pour salaires et dépenses des vérificateurs, frais judiciaires, impressions, etc.: \$11,619.47. Comme indemnités aux vendeurs (compagnies distributrices), pour la perception: \$107,109.60. Pour un total de \$118,729.07.

#### Unités sanitaires

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Combien les unités sanitaires ont-elles coûté à date: *a.* au gouvernement; *b.* aux comtés ou groupes de comtés où elles ont été établies?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* \$1,209,300.00; *b.* \$247,081.02.

#### Chemin

##### Trois-Rivières - Shawinigan Falls

**M. Bêïque (Chambly):** Relativement au chemin conduisant des Trois-Rivières à Shawinigan Falls, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1931:

1. Le gouvernement a-t-il fait exécuter certains travaux et fait certaines expropriations?

Dans l'affirmative:

2. Par qui ont été exécutés lesdits travaux?

3. Des soumissions ont-elles été demandées?

4. Combien la province a-t-elle dépensé pour les travaux ainsi exécutés et pour les expropriations faites?

5. Sur quelle longueur de chemin lesdits travaux ont-ils été exécutés?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. Emery Massicotte pour les travaux préliminaires d'élargissement, d'empierrement, de correction de bombement et de profil; Macurban Asphalt, Limited, pour la pose de la surface en béton bitumineux; H. J. O'Connell, Limited, pour l'élargissement du béton de ciment.

3. Oui, pour les travaux préliminaires. Quant aux autres travaux, ils ont été exécutés en vertu de contrats à forfait, basés sur des prix unitaires établis par le département de la voirie.

4. \$251,071.49.

5. Sur 16 milles.

#### Revenus des licences d'autobus

**M. Fisher (Huntingdon):** 1. Quel est le revenu brut provenant des licences d'autobus, en vertu de l'article 5 de la loi des véhicules automobiles, chapitre 35, statuts refondus, 1925; *a.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1928, inclusivement, au 1<sup>er</sup> janvier 1929; *b.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930; *c.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1931; *d.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1932; *e.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933, exclusivement?

2. Quel est le nombre d'autobus pour lesquels ces licences ou permis ont été payés?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** (Voir la liste ci-dessous)

1. Revenus bruts	2. Nombre d'autobus
<i>a.</i> \$39,862.42	439
<i>b.</i> \$46,660.92	514
<i>c.</i> \$47,569.90	524
<i>d.</i> \$47,044.65	517
<i>e.</i> \$49,481.95	500

#### Automobiles

**M. Fisher (Huntingdon):** D'après les renseignements que possède le gouvernement:

1. Quel est le nombre de propriétaires d'automobiles qui ont fait enregistrer leurs

automobiles, pendant l'année 1931, et qui n'ont pas fait enregistrer ces automobiles, depuis le 1<sup>er</sup> mars, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1932?

2. Quel est le nombre des propriétaires qui ont fait enregistrer leurs automobiles, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1932?

3. Quel est le montant d'argent que la province a retiré de ces enregistrements effectués depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1932?

4. Le gouvernement a-t-il pris des mesures afin d'exiger l'enregistrement de ces automobiles, conformément à la loi: *a.* Dans l'affirmative, quelles mesures ont été prises; *b.* Dans la négative, pour quelle raison?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 17,243.

2. 5,488.

3. \$152,172.21.

4. Oui. *a.* Par lettres circulaires et procédures légales.

#### **Contribution municipale, aide au chômage**

**M. Guertin (Hull):** 1. Y a-t-il des municipalités qui n'ont pas payé leur part de contribution en vertu de la loi de l'aide au chômage, 1931, dont elles s'étaient prévalues?

Dans l'affirmative:

2. Quelles sont ces municipalités?

3. Quel était le montant total dans chaque cas pour ces travaux, et la part à être payée: *a.* Par le gouvernement fédéral; *b.* Par le gouvernement provincial; *c.* Par la municipalité intéressée?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. 2. et 3. Il n'est pas de l'intérêt public de donner une réponse à cette question.

#### **Revenus de la taxe sur la gazoline**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À combien se chiffrent les revenus bruts de la province, provenant de la taxe sur la gazoline: *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1931, inclusivement, jusqu'au 30 juin 1931, inclusivement; *b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1932, inclusivement, jusqu'au 30 juin 1932, inclusivement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* \$762,605.62; *b.* \$1,139,778.39.

#### **Verdun Protestant Hospital**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 concernant Verdun Protestant Hospital.

Adopté.

#### **Loi du Barreau**

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 175 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Expéditions et extraits des actes notariés**

**M. Bachand (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la loi de la commission des services publics, relativement aux expéditions et extraits des actes notariés portant minute, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Droits sur les successions**

**M. Bachand (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant le Code civil et la loi des droits sur les successions relativement à certains actes notariés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Code civil, article 2124**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 relatif à la préférence visée par l'article 2124 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Droit de vote des femmes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Quand l'honorable député de Mercier (M. Plante) sera-t-il prêt pour l'étude de son projet de loi relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité? Tout de suite?

**M. Plante (Montréal-Mercier):** Je conçois que le premier ministre soit anxieux...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est vous qui concevez cela.

**M. Plante (Montréal-Mercier):** ...d'accorder le droit de vote aux femmes, mais elles peuvent attendre quelques jours. Les dames et demoiselles que je représente m'en voudraient cependant de les priver du plaisir d'entendre leur cause par le leader de la droite. Elles seront heureuses d'entendre le premier ministre fixer la date de l'étude en comité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** À quelle date voulez-vous que le projet soit étudié?

**M. Plante (Montréal-Mercier):** Le 22 février.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Très bien.

#### **Demandes de documents:**

##### **Travail des femmes et des jeunes filles**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** appelle la reprise du débat sur la motion dont la Chambre a été saisie, le mercredi 1<sup>er</sup> février courant, proposant qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, relativement au travail des femmes et des jeunes filles dans les usines, les ateliers, les magasins, les bureaux, etc.

**M. Guertin (Hull):** Je félicite l'honorable député de Dorion (M. Francoeur) du courage et de l'esprit public dont il a fait preuve, tout en regrettant

qu'il n'ait pas suggéré des remèdes. C'est sans doute qu'il estime que le pouvoir provincial est absolu en matière de législation sociale et qu'il veut lui laisser toute la responsabilité de la situation. Il a préféré blâmer M. Bennett et M. Houde pour des choses dont ils ne sont nullement responsables et qui ne relèvent nullement de leurs attributions. Mais il n'a fait que suivre l'exemple que lui a donné son chef au début de la session. Puisqu'il voulait parler de l'administration de Montréal, il aurait dû attaquer la nouvelle administration, le régime Gabias, et non celle de M. Houde. Il prétend que Montréal a eu dans le passé une mauvaise administration, mais il ne dit rien du nouveau régime, préférant garder pour l'intimité d'un cercle d'amis ses vertes impressions sur le sujet.

La présente administration de la métropole doit être pure, sans tâche; la ville doit être très prospère; les citoyens doivent être enchantés du changement et les ouvriers doivent recevoir tout le travail désiré! Mais qu'importe si l'honorable député a dérogé quelque peu à l'exemple donné au début de la session, par son chef, à savoir la coopération qui doit exister entre les deux partis et l'abandon des querelles stériles entre le gouvernement et l'opposition.

Je félicite quand même mon honorable ami de la motion qu'il a proposée. C'est un ouvrage sérieux, documenté et nécessaire, même s'il ne devait toucher aucunement nos administrateurs provinciaux, comme je le crains beaucoup. Il aura un bon effet sur l'opinion publique. Et qui sait! Celle-ci peut-être, comme elle a fait pour les accidents de travail et autres questions sociales, finira à son tour par réveiller le gouvernement. Je suis sérieux lorsque je parle de sommeil.

N'a-t-on pas vu, immédiatement après le grave discours de l'honorable député de Dorion, la Chambre adopter en troisième lecture, sans mot dire, un bill ayant pour objet de permettre à une femme de pratiquer comme dentiste, sans avoir satisfait aux formalités ordinaires? Même ceux qui venaient de se prononcer contre la concurrence que les femmes font aux hommes ne réalisèrent pas la contradiction flagrante entre les paroles et leurs gestes. J'ai été le seul à m'opposer à ce bill, et je n'offre aucune excuse pour ma conduite.

La raison pour laquelle je me lève pour prendre part à ce débat, c'est que je voudrais, de mon humble façon, apporter mon approbation à ce mouvement nécessaire, je le répète, pour aider au soulagement de la misère à travers les temps angoissants que traverse l'ouvrier des villes. Je pourrais vous bourrer de statistiques pour prouver

que le député de Dorion n'a pas exagéré la situation, lorsqu'il a démontré que les femmes font un travail que les hommes devraient faire, pour suivre la logique qui s'impose en temps de crise.

La question féministe est profonde et fait le sujet de débats et d'études depuis un bon siècle. Je ne désire nullement discuter les principes qui militent en sa faveur, laissant cette tâche à l'honorable député de Mercier (M. Plante); non pas que je voudrais le condamner, mais ne m'en sentant peut-être pas le courage. D'ailleurs, les femmes luttent depuis longtemps pour leur émancipation sociale, politique et économique, et j'admets volontiers que l'homme aurait pu faire des concessions plus tôt, comme il pourrait aujourd'hui reconnaître à la femme certains droits dans certains domaines. Je promets donc de ne pas faire de phrases sur cette question.

Je reconnais à la femme certains droits en certains domaines. Léon XIII, dans son encyclique *Rerum Novarum*, devenue en matières sociales le flambeau de tous les pays civilisés, me fournit la directive en ce qui concerne le travail féminin quand il déclare: "Il est des travaux moins adaptés à la femme, que la nature destine plutôt aux ouvrages domestiques; ouvrages d'ailleurs qui sauvegardent admirablement l'honneur de son sexe et répondent mieux de leur nature, à ce que demandent la bonne éducation des enfants et la prospérité de la famille".

Comme on le voit, il ne condamne pas le travail des femmes, mais il l'admet quand il y a nécessité absolue. Il place la femme au foyer, dont elle doit être la reine. Elle ne doit en sortir pour gagner que lorsqu'elle en est forcée par les besoins urgents de la famille, ou pour remplacer un père malade, ou pour combler l'insuffisance du salaire de ce dernier, ou pour garantir le soutien de l'instruction à des frères, à des sœurs, ou encore pour aider à prendre soins de veuves ou d'orphelins, ou étant veuves ou orphelines, pour subvenir à ses besoins et sauvegarder son indépendance et sa vertu. Dans ces conditions, admirons leur courage et facilitons autant que possible la dure tâche qu'elles s'imposent.

Et pourquoi en serait-il autrement? Même en temps ordinaire, pourquoi la femme devrait-elle subir le châtement du Créateur: "Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front"? Ce commandement n'était pas destiné à la femme, mais à l'homme. À la femme, le Créateur réservait un châtement de nature différente: "Tu enfanteras dans la douleur". Il suffit de s'y arrêter pour constater que, pour chacun, le châtement fut totalement différent. C'est pourquoi c'est un plaisir pour la femme de travailler, pendant que pour l'homme, c'est une très grande pénitence.

Il s'ensuit donc que c'est l'homme qui doit pourvoir aux nécessités de la vie et que la femme ne doit y être contrainte que dans des circonstances particulières et incontrôlables, telles que celles que je viens d'indiquer.

Que se passe-t-il en pratique de nos jours? Nous voyons grand nombre de jeunes filles, voire même des femmes mariées, partir le matin pour l'usine, le magasin ou le bureau, pendant que le père, le mari et les frères doivent chômer. La mère, ou plus souvent la fille, sont le gagne-pain, de sorte que les rôles sont changés! Retournerions-nous à l'époque de la barbarie, alors que les femmes étaient les esclaves des hommes, forcées d'accepter les tâches les plus ardues et serviles, pendant que l'homme limitait ses activités au jeu et à la défense de sa demeure? Après avoir voulu civiliser les sauvages, voudrions-nous nous inspirer d'eux quand il s'agit de pourvoir aux besoins de la famille? Que faisait le sauvage? Il forçait la femme à faire tous les travaux manuels, se contentant, lui, de la chasse et de la pêche, en guise de passe-temps.

Autrefois, on entretenait certains préjugés au sujet de la femme et de la fille qui devaient travailler, pendant qu'aujourd'hui, le travail féminin est tellement généralisé qu'on le rencontre partout, et que, dans certains milieux, il est une marque de distinction et d'éducation, et je parle surtout des emplois au service civil. Dans les congédiements faits depuis que la plaie du chômage nous a visités, n'a-t-on pas vu des patrons, oubliant le côté social de leur entreprise, mettre à pied des hommes, soutien de famille, pour garder des femmes ou des filles à qui ils peuvent offrir un salaire moindre?

Dans le travail de bureau, particulièrement, on en est rendu à croire que la sténographie et la dactylographie ne sont pas des emplois dignes pour les garçons. Ne m'ai-je pas fait déclarer des balivernes semblables, maintes fois, par des parents qui sollicitaient mon appui et mes conseils pour trouver un emploi à leurs jeunes garçons, pour qui ils avaient fait des sacrifices pour les instruire quelque peu, quand je leur conseillais de leur faire étudier la sténographie et la dactylographie. Ils ne voulaient pas entendre parler de leur faire étudier la sténographie. Il y a pis encore.

Dans un grand nombre de familles ouvrières, on retire les garçons de l'école à 14 ou 15 ans, afin de permettre aux jeunes filles de poursuivre des études qui les qualifieront comme sténographes. Malheureusement, les parents, suivant l'évolution des temps et subissant l'influence du milieu, croient avec raison que la jeune fille est plus en mesure d'aider la

famille avec un tel cours, ce genre de travail étant devenu faussement l'apanage exclusif de la jeune fille. Ces jeunes gens, après être sortis du collège à 17, 18 ans et plus, passent des années avant de pouvoir se placer, devant se contenter des derniers travaux manuels, oubliant leur entraînement commercial, et quand ils pensent au mariage, ils constatent que leur situation ne leur permet pas d'épouser la jeune fille de leur rêve; ils sont sans entraînement commercial, ils n'ont pu encore faire leur apprentissage, leur fiancée, trop souvent, ayant occupé l'emploi qu'ils auraient dû occuper eux-mêmes.

La femme, à ce moment, est mieux outillée que l'homme pour subvenir aux besoins économiques du foyer. N'est-ce pas là un bouleversement complet de l'ordre social? Le travail féminin qui supprime le travail masculin est un élément de perturbation sociale. Si le jeune homme ne peut gagner sa vie, ne peut trouver d'emploi stable, comment veut-on qu'il fonde un foyer? Elle, d'ailleurs, habituée à vivre largement avec le salaire qu'elle faisait, ne saurait se contenter de la pitance que gagne son prétendant pour satisfaire son train ordinaire de vie et son amour du luxe. Beaucoup de ces femmes, qui ont gagné de l'argent pendant plusieurs années, refusent de marier un homme gagnant un salaire limité, parce qu'elles ne veulent pas vivre modestement. Le goût pour les beaux vêtements et les plaisirs faciles est responsable dans la plupart des cas.

Lui, il envisage avec crainte l'avenir, car il comprend qu'il ne pourra donner à sa fiancée le bonheur matériel qu'elle aurait rêvé. Et les mariages ne se font pas. S'ils se font quand même, ils se font à un âge tardif, ou bien encore, il s'ensuit un mécontentement qui mène souvent à des vies manquées et malheureuses, quand la femme ne continue pas à travailler au dehors comme avant. Pourtant, est-ce que, dans une société bien organisée, le travail de l'homme ne doit pas suffire aux besoins de toute la famille? Aussi, l'on constate que le nombre des mariages diminue proportionnellement à la population et que le mariage est contracté à un âge de plus en plus tardif.

"La femme dans son ménage!" À son foyer! C'est sa place véritable. Ce devrait être le cri de tous ceux qui partagent les vues de l'honorable député de Dorion. Non que la femme ne soit compétente au travail, certes, puisque, en l'invitant à rester chez elle, nous lui réservons une tâche beaucoup plus digne et noble, celle de l'éducation de nos enfants. D'ailleurs, le travail féminin est celui qui prépare le plus mal la femme à son rôle. Il l'éloigne de

l'ambiance qui doit entourer la jeune fille, mère de demain. On dira que nombreuses sont les jeunes filles et les femmes qui travaillent pour gagner le pain quotidien de la famille. Certes, il est des exceptions, et personne ne demandera jamais d'ostraciser la femme qui gagne la vie des siens.

Mais personne ne prétendra qu'il n'y a pas une bonne proportion de femmes qui travaillent, spécialement dans les bureaux, et qui ne le font que pour augmenter leur luxe, dont le goût est toujours grandissant, et qui est une provocation aux pères de famille dont la femme et les enfants sont au crochet de l'assistance publique.

Une enquête menée récemment à Washington démontre que la majorité du gain chez les sujets d'enquête a été gaspillé littéralement à des dépenses tout à fait inutiles et qui n'ont rien à voir de près ou de loin avec le soutien de la famille. Écoutez ces chiffres que nous fournit le rapport d'enquête de la fédération nationale des Clubs de femmes d'affaires des États-Unis sur leurs 50,000 membres, faite concurremment avec l'Université de Washington en 1930; effectif: 50,000 membres; 25,000 ont leur logis; 28,000 ont des cuisines ou cuisinettes; 18,773 reçoivent au luncheon; 10,546 reçoivent au thé; 20,319 reçoivent à dîner; 23,135 sont coiffées d'ondulations permanentes; 10,215 se paient un manucure professionnel.

Voyons ce que dépensent ces femmes. Je cite les statistiques: \$203,739.66 en Cold Cream; \$229,690.25 en poudre de riz; \$199,322.59 en parfums; \$265,027.20 en articles de toilette; 25,175 possèdent des radios; 17,337 possèdent des phonographes; 21,202 possèdent des pianos; 39.4 % possèdent des automobiles. Je relève un autre chiffre, celui de la liste des dépenses que je m'excuse de citer: celui de \$1,550,409.21 en marchandises embouteillées. Il n'y a là, évidemment, aucun objet à scandale, puisque c'était en temps de la prohibition. Il s'agit sans doute de liqueurs douces.

Ces statistiques ont été publiées pour justifier le travail féminin, mais une conclusion s'impose: c'est qu'une bonne proportion de ces gains est affectée au grand luxe. Si nous voulions nous arrêter un instant pour calculer le montant que représentent les radios, les automobiles et les autres dépenses de luxe dont j'ai parlé, et les ajouter aux montants considérables versés pour les articles de cosmétiques et sans oublier le vêtement, nous constaterions que plusieurs familles pourraient vivre dans un confort relatif, si leur chef avait la place de ces femmes.

Les adeptes de l'émancipation de la femme se scandaliseront de mon exposé; mais pour faire face

aux conditions démoralisantes d'aujourd'hui, il faut des paroles énergiques suivies d'actions non moins énergiques. Autrefois, on invoquait, en faveur du travail de la femme, la nécessité d'augmenter la production, théorie qui devait amener, aux travailleurs comme aux patrons, une prospérité inconnue. Les effets de cette doctrine, nous les connaissons: elle nous a apporté la surproduction et le chômage, les grands barons industriels ayant gardé pour eux tous les bénéfices de l'augmentation de la production. Ne vaut-il pas mieux aujourd'hui diviser le peu de travail qui reste entre les hommes seuls? Et la concurrence de la femme ne se traduit-elle pas pour l'homme par des abaissements de salaire?

La doctrine du travail féminin libre a triomphé du temps de la guerre, alors qu'il y avait pénurie d'hommes; et parce que la société n'a pu redonner à l'homme la place qui lui appartenait à l'usine ou au bureau après la guerre, elle doit faire face aujourd'hui à un problème difficile, celui de décourager l'emploi des femmes dans les entreprises lucratives quelconques, de les convaincre et de les contraindre au besoin dans les cas de gain pour de simples raisons de luxe. Il faut orienter la femme vers le foyer, dont elle doit être la reine.

C'est l'opinion émise par Mlle Chamberland, assistante-directrice de l'assistance publique de Montréal, à la réunion du Conseil du travail, à Ottawa, au mois de septembre 1930. C'est évidemment l'opinion des autorités de l'Université de Toronto qui viennent de congédier, du personnel de l'Université, toutes les femmes dont les maris ont un emploi. C'est l'opinion bien arrêtée de la Kansas City Power Co. qui vient d'ordonner aux jeunes filles à son service de se marier d'ici au 1<sup>er</sup> juillet, sans quoi elles perdraient leur position. Et le Brooklyn Eagle, qui commente cette nouvelle extraordinaire, déclare: C'est une mesure qui est dans l'intérêt du foyer et de la famille.

Ce ne semble pas, cependant, l'opinion de notre gouvernement provincial. Que l'honorable député de Dorion (M. Francoeur) consulte la page 204 des procès-verbaux de la dernière session et qu'il lise avec moi cette information que j'obtenais, relativement aux employés de la Commission des accidents du travail organisée le 1<sup>er</sup> septembre 1933, c'est-à-dire en pleine tourmente économique. Il y avait à cette date 59 femmes ou filles sur un total de 87 employés, soit plus de 50 %. Le mal existe même dans le service civil. Et à ceux-là qui ne peuvent faire de discours sans être hantés par M. Houde, je demande: Est-ce la faute de Houde? Je demande encore: Est-ce la faute de Bennett?

J'ai au *Feuilleton* une question, quant à la proportion de femmes dans le service civil, et s'il plaît au gouvernement d'y répondre, l'honorable proposeur sera encore très édifié, j'en suis certain.

La motion sur laquelle je parle n'est pas compromettante et, pour cette raison, le gouvernement la laissera adopter. Mais que le proposeur la change en une résolution demandant à son gouvernement de faire un relevé dans les différents ministères pour connaître la condition de toutes celles qui travaillent et dont le travail ne serait pas une nécessité par les conditions dont j'ai parlé tantôt, pour les remplacer par des hommes, et vous verrez que sa motion n'ira pas loin.

Le Cercle des voyageurs de commerce de Québec adoptait une résolution, à son assemblée du 15 octobre dernier, concernant le travail féminin et qui rencontre les vues de tous les hommes sérieux, et j'inclus dans ce nombre l'honorable député de Dorion (M. Francoeur) à qui je crois rendre service en donnant le texte à la Chambre. Peut-être le proposeur voudra-t-il substituer la motion des voyageurs de commerce à la sienne, afin que la discussion ait des suites pratiques:

"Attendu qu'il y a plusieurs femmes et filles qui reçoivent un salaire de \$1,000 à \$1,500 par année et qu'avec ce même salaire une famille de six à huit personnes bouclerait son budget familial;

"Attendu que, dans les gouvernements fédéral et provincial, plusieurs membres d'une même famille occupent une position civile, ce qui est contre le principe d'équité dans la distribution du travail;

"Attendu que quelques-unes de ces femmes et filles ont un parent, le père ou le mari, retirant un salaire d'une position civile et dont le budget familial peut se dispenser du salaire de cette femme ou fille;

"Il est proposé par Eugène Brochu, appuyé par J. N. Rochon, que le Cercle des voyageurs de commerce de Québec, par une résolution adoptée dans une assemblée générale tenue dans ses salles, le 15 octobre 1932, demande avec insistance aux autorités dans le commerce, telles que les banques, les compagnies d'assurances, les marchands, aux gouvernements fédéral, provincial et municipal, que les femmes ou filles (sans responsabilité de famille) qui occupent des positions soient remplacées par des hommes ou garçons, afin d'améliorer ainsi le budget familial et que chacun s'applique à une distribution équitable du travail pour le bien de l'ordre social et économique".

Comme dernier mot, laissez-moi dire qu'il ne faut pas interdire le travail des femmes, mais il faut donner la préférence aux hommes quand c'est possible. Et à ceux qui seraient tentés de crier à la violation de



la liberté individuelle, je dirai qu'il y a aussi une question de justice distributive qu'il faut satisfaire.

En terminant, je pourrais indiquer au gouvernement un autre moyen qui aiderait considérablement à atténuer le chômage, c'est de consentir des allocations aux mères, comme cela se fait dans les autres provinces, comme en Ontario! On verra alors des milliers de veuves retourner au foyer pour se charger de l'éducation de leurs enfants, laissant à des hommes les emplois qu'elles détiennent dans les usines ou les bureaux, rappeler chez elles les petits qu'elles ont dû confier à des institutions et s'occuper de refaire leur santé compromise par un travail qui ne convient pas à leur nature. La femme ne doit pas mettre en danger une santé que la providence lui a donnée pour des tâches autrement plus nobles que le travail à l'usine. Les hommes travailleront, les femmes veilleront au foyer. L'ordre social et la justice distributive seront rétablis et un peu plus de bonheur régnera dans nos belles et grandes familles. Je voterai donc favorablement à la motion du député de Dorion.

(Applaudissements à droite)

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Plus on approfondit ce problème de l'emploi des femmes au préjudice des hommes un peu partout dans Québec, plus on découvre que c'est une des nombreuses causes de la crise actuelle, même chez nous.

J'appuie cette motion parce qu'elle est juste et je suis heureux de la seconder, motivé parce que ce serait un bien pour la province de remettre les choses et les personnes à leur place respective, de réprimer un abus dont les conséquences sont peut-être plus profondes qu'on semble le croire. C'est un mal que l'emploi de la femme au détriment de l'homme, quand nous avons des professionnels, des ouvriers qui réclament du travail.

Je ne parle pas de la jeune fille ou de la femme qui est seule, sans soutien, qui a besoin de travailler; je ne parle pas de la jeune fille ou la femme qui est soutenue de parents, de famille; je parle de celle qui veut travailler sans avoir à soutenir personne, de celle qui veut travailler pour être libre, pour avoir plus de confort, plus d'aises, plus de plaisirs. Celles-là prennent la place des jeunes gens, de notre jeunesse, qui pourtant est la réserve sociale de demain. Qu'allons-nous faire de nos milliers de jeunes gens, instruits, techniciens, de nos collets blancs, etc., qui désirent, cherchent un emploi? Quel sera le sort de la jeunesse?

Allons-nous faire une génération de fainéants, voués à tous les vices? Nos tribunaux en

regorgent déjà, nos juristes s'alarment, et les bases de notre économie sociale s'écroulent, si nous ne sauvons pas notre jeunesse par le travail. Actuellement, ils sont condamnés à rester oisifs, pendant que les jeunes filles travaillent. Ces jeunes gens n'ont pas de débouchés dans l'industrie ou dans l'émigration. Il faut rétablir l'ordre et rendre la femme au foyer. C'est un mal de permettre à la femme d'occuper tous les emplois, parce que c'est un désordre.

L'homme construit le foyer; la femme en a la garde et l'entretien. Si on s'acharne à nier ou briser cet ordre, on sape les bases de la famille et de la société. La femme, sans raison grave et exceptionnelle, ne doit pas prendre la place de l'homme dans la construction du foyer. Son rôle est bien clair et il a été bien délimité par le Créateur.

C'est encore un mal parce que l'homme n'a plus d'emploi; il a été remplacé dans les bureaux, dans les magasins, dans les fabriques, les ateliers, un peu partout. Les conséquences sont graves: une foule de jeunes gens sont sur le pavé et de nombreux pères de famille sont sans travail.

C'est un mal encore parce que cet état de choses développe une soif de convoitises sans bornes et sans bride pour les toilettes, voyages, plaisirs.

Les causes de ce mal? Elles sont de deux ordres: circonstances et mauvaise formation des jeunes filles. Pendant la guerre, les garçons sont partis et on les a remplacés par des jeunes filles. Après la guerre, les jeunes gens n'ont pu reprendre leurs emplois. La jeune fille et la femme en ont profité pour avancer la cause de leur émancipation.

L'éducation de la jeune fille est plutôt mal orientée. Sans vouloir blâmer personne, on n'a peut-être pas dirigé suffisamment la jeune fille vers son rôle de mère et d'épouse. On ne l'a pas orientée vers son véritable idéal. Présentement, on la prépare pour faire concurrence à l'homme dans le domaine des affaires, des emplois, etc. On l'a outillée pour la vie, un peu comme un garçon. On lui a développé des goûts, des allures qui jurent avec son sexe et on voudrait qu'elle restât la reine de nos foyers. Elle poursuit les mêmes études que les garçons. On lui a mis en mains, et en tête, les mêmes armes que les garçons, et on voudrait qu'elle ne lui ressemble pas dans la poursuite de son idéal.

Toutes ces causes ont concouru à créer une fausse mentalité chez la jeune fille, à encourager certains goûts de publicité chez quelques têtes dirigeantes, à rabaisser le niveau de la femme en notre province, à détruire l'ordre de la société, à priver l'homme d'un travail qui lui revient de droit, à ébranler le foyer jusque dans ses assises profondes

d'ordre et de respect. La situation ne pourra durer ainsi longtemps. Si la femme lutte avec l'homme, si elle sort de son milieu, ce sera elle qui sera le plus durement atteinte. La vénération dont on entoure la femme, cette chevalerie de sentiments, tout cela disparaîtra du jour où la femme se posera nettement en adversaire de l'homme. De plus, la situation actuelle abaisse le statut social des femmes.

C'est pour toutes ces raisons que j'appuie de tout cœur la motion maintenant devant vous, et plus que ça, j'espère qu'une législation appropriée nous sera proposée sous peu, afin de remettre les choses et les personnes à leur place respective dans notre province.

(Applaudissements)

**Une voix à droite:** Très bien.

**M. Gauthier (Portneuf):** Le problème que nous étudions en ce moment est assez important que nous devons nous y arrêter sans crainte de retarder la session. Je félicite le député de Dorion (M. Francoeur) qui a provoqué ce débat. C'est le devoir des représentants du peuple d'examiner les aspects de ce problème du travail des hommes et des femmes.

**M. Guertin (Hull):** Très bien.

**M. Gauthier (Portneuf):** Les quelques considérations que j'apporte ne sont pas nouvelles, mais il faut souvent mettre en lumière certaines observations, afin de persuader les intéressés que des conditions fâcheuses, souvent inévitables, obligent les enfants à laisser de bonne heure les bancs de l'école ou du collège, pour aller s'emplir les poumons de l'air vicié des manufactures, ou se pencher des heures entières sur la machine à écrire ou le livre de comptabilité.

Sans vouloir faire le procès d'un système ou d'une classe, il faut tout de même admettre, avec des économistes avertis, que le travail de la femme contribue au chômage en augmentant son fardeau trop lourd; mais les femmes protestent. En tout cas, nous sommes en face de la situation présente: il y a des milliers de pères de famille et de jeunes gens condamnés à l'oisiveté, pendant que des milliers de filles et de femmes occupent leurs places à l'usine et au bureau. C'est un déséquilibre social grave auquel il faut parer.

Tout en faisant la part des circonstances obligeant les mères et les jeunes filles à gagner leur vie en dehors du foyer, nous avons le devoir impérieux de ne pas oublier le triple point de vue: santé, morale

et natalité. J'admets que certaines jeunes filles doivent aider leurs parents à boucler le budget familial. Alors, les chefs qui les emploient ne doivent pas négliger de fournir à ces jeunes filles des conditions sanitaires nécessaires pour entretenir une bonne santé.

Cette santé lui sera indispensable soit pour continuer à travailler, soit pour supporter les obligations de la conduite d'une famille, de l'éducation de ses enfants, si elle doit plus tard se marier. Il ne faut pas que le travail de la jeune fille compromette sa santé et l'empêche plus tard de devenir mère. Les gouvernants donnent beaucoup pour l'entretien des différents services sanitaires. Les officiers de ces services, par des conférences ou de la littérature, cherchent à bien convaincre les intéressés de la nécessité de protéger leur propre santé et de protéger aussi celle de ceux qu'ils emploient.

La femme, à cause de sa constitution physique moins forte que celle de l'homme, a besoin de plus d'attention lorsqu'elle est obligée de travailler. Jamais subsides fournis et dépensés n'ont été employés pour une meilleure cause. D'ailleurs, est-ce qu'une vie peut s'évaluer en argent? Que celles au moins qui sont obligées de travailler reçoivent toute la protection voulue au point de vue santé. La moindre négligence est coupable et met en danger l'avenir d'une race qui, quoique forte, a besoin d'être éloignée des dangers multipliés à l'infini, tels ces infiniment petits que la médecine appelle microbes.

J'ai parlé de celles qui étaient obligées de travailler. Un certain nombre, et je le dis au risque d'encourir l'anathème de ces dernières, se prépareraient mieux au rôle combien plus sublime de mère de famille, en demeurant au foyer. L'usine ou le travail de bureau prépare très mal la jeune fille à ses devoirs futurs de mère et d'éducatrice, et ce, au point de vue moral et physique. Elle doit comprendre les risques encourus. Si elles se marient, le travail les aura peut-être épuisées au point de les rendre inaptes à jouer leur rôle de mère.

Souvent aussi, elles auront contracté des habitudes de gaspillage qui les rendront misérables, ainsi que leurs époux. Il suffit de passer dans la grande ville pour voir défiler les échantillons d'humanité, pour voir à la sortie des usines des êtres misérables qu'un travail trop hâtif et mal approprié a déformés et dont il a entravé le développement physique. Il y a aussi le côté moral. Quoi qu'on en dise, la grande pureté morale est l'un des attributs principaux de la mère éducatrice.

Elles me diront que nous n'avons pas le droit de leur nier les avantages bien légitimes, je veux bien le croire, que leur procure le travail rémunérateur

auquel elles se donnent de toute leur âme. Que la vie est courte et que la liberté, si chère à la femme, comporte en elle-même le droit de décider elle-même si, oui ou non, elle travaillera; qu'il est arbitraire de faire des enquêtes pour savoir si dans tel ou tel cas une femme peut travailler; qu'elle a plus ou moins confiance dans la bonne foi et l'esprit de ceux qui seront chargés de faire l'enquête. Ce sont là des objections réfutables.

Nous écouterons avec toute l'attention et toute la déférence dues à celles qui nous feront ces objections. Au moment où nous nous débattons au milieu de conditions économiques pénibles, au moment où tous ceux qui ont à cœur l'amélioration de ces conditions se creusent les méninges pour trouver une solution au problème si angoissant du présent et de l'avenir, est-il surprenant que les économistes et les représentants du peuple jettent les yeux sur cet aspect du problème, touchant la distribution équitable du travail et des emplois? Doit-on pour cela les occire et les mettre au ban de la société? Ils ne font qu'ajouter à leur travail quotidien. Le sens de leurs responsabilités ne leur échappe pas et ils se défendent d'être des radicaux et des exclusifs. Ils examinent pour comprendre et étudient pour résoudre.

Les droits de la femme sont reconnus par le monde entier. Son émancipation est survenue même lorsqu'elle ne faisait pas partie des Parlements. Les hommes ont applaudi et applaudiront encore aux hauts faits de l'histoire dans lesquels la femme a joué le principal rôle.

Mais devons-nous perdre de vue l'avenir d'une race, le maintien de la force qui assume sa survie? Au milieu du siècle qui a vu naître la théorie du *birth control*, du malthusianisme, il y a des héroïnes que nous devons entourer de notre admiration, auxquelles nous devons prodiguer toute l'attention que requiert leur rôle sublime. Elles n'ont pas traversé les mers, par voie des airs, ni établi des records d'endurance d'un pays à l'autre. Elles parcourent, ces héroïnes obscures et discrètes, un chemin au cours duquel elles ont risqué leur vie bien des fois, non pour la gloire, mais par devoir, par amour, par patriotisme. Ce patriotisme discret, sans éclat, que l'on est porté à méconnaître ou tout au moins à ne pas apprécier à sa juste valeur et qui, cependant, existe.

Nos mères de famille, je n'avais pas besoin de les nommer, restent attachées à leur foyer. Elles sont de précieuses collaboratrices et de sages conseillères. L'instinct maternel les fait diriger leurs enfants et leur époux dans une voie souvent nouvelle et pleine

de succès. Nous en connaissons qui, femmes de cultivateurs ou épouses d'éminents avocats, diplômées d'écoles primaires ou femmes de lettres distinguées, ont vu leurs fils ou leur mari premier ministre de leur province.

Elles étaient aussi jalouses des droits de la femme et de son bien-être qu'on puisse l'être. N'ont-elles pas fait autant pour leur famille, leur sexe et leur patrie? Leur nom s'attache à celui qui tient le premier rôle, et on ne peut mentionner l'un sans éveiller le souvenir de l'autre. Ce sont des femmes, et je suis certain qu'elles seraient des enquêteuses de bonne foi, à l'esprit d'équité, ne laissant aucun doute sur le bien-fondé des conclusions qu'elles apporteraient.

J'ai dit que nous n'étions ni des radicaux, ni des exclusifs. Nous concevons que des jeunes filles et des femmes soient obligées de laisser la maison pour travailler. Nous avons pour elles beaucoup de sympathie et nous désirons que ceux qui les emploient le fassent dans des conditions hygiéniques et morales parfaites. C'est la vue de cette multitude de collets blancs qui nous amène à envisager la question en face et à en chercher une solution raisonnable et pratique. Nous le faisons dans le meilleur esprit et pour le plus grand bien de notre province. (Applaudissements)

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Je dois tout d'abord, à titre de ministre du Travail, féliciter l'honorable député de Dorion (M. Francoeur) d'avoir soulevé un débat sur une question aussi importante que celle du travail féminin. Cette initiative révèle chez lui un sens profond des problèmes sociaux, un souci louable d'aider à leur solution, une expérience qu'il a su développer en gardant un contact continu avec les électeurs d'une des plus belles divisions de la ville de Montréal.

Relations entre le problème du travail féminin et celui du chômage actuel! Aspect social du travail féminin! Son aspect moral, son aspect économique! Voilà autant de points qui montrent bien l'ampleur de la question soulevée par le député de Dorion.

Je n'ai pas l'intention de reprendre tout le débat. Qu'on me permette seulement de noter où nous en sommes dans notre province, au point de vue législatif et dans l'ordre des faits. Comme toutes les législations du monde civilisé, celle de la province de Québec reconnaît à la femme le droit au salariat. Nos législateurs, toutefois, et avec sagesse, ont voulu entourer l'exercice de ce droit de certaines garanties et protections tendant à atténuer autant que possible

les inconvénients présentés par le travail féminin. C'est pour cela que l'administration libérale a créé sa loi des établissements industriels, qui prévoit que les femmes et filles ne peuvent être admises au travail avant l'âge de 14 ans dans les industries considérées comme salubres, et que, dans les industries considérées insalubres, l'âge d'admission est porté à 18 ans.

Le travail de nuit est absolument interdit à toutes les personnes de l'autre sexe. On réalise donc la préoccupation du gouvernement de cette province d'empêcher tout abus sérieux du côté de l'âge d'admission au travail des femmes et des filles dans l'industrie. Il faut dire que le mobile du législateur a été de protéger la santé physique de l'ouvrière, en lui interdisant un travail trop précoce.

Si, délaissant les motifs d'hygiène et de sécurité, vous envisagez la question sous son aspect économique, elle se pose autrement, avec beaucoup plus d'acuité. Doit-on, en vue de diminuer le chômage des ouvriers adultes, limiter davantage le travail des femmes et des filles? Apparemment, la réponse est facile. Si vous déplacez 40,000 ouvrières, vous les remplacez par 40,000 ouvriers, et voilà le problème du chômage réglé. En réalité, la question se pose autrement.

Il y a toute une question de technique industrielle importante à considérer. Dans l'industrie textile, dans l'industrie du vêtement, dans celles du tabac, de la confiserie et autres, dans ce qu'on est convenu d'appeler l'industrie légère, les femmes se sont rendues nécessaires. Il faut admettre qu'elles y excellent, en raison de la délicatesse de beaucoup d'opérations. Non seulement il y a des raisons techniques, mais il y a aussi des raisons de tradition. Par tradition, par la nature même du travail, certains genres d'emplois sont réservés aux femmes. Le travail industriel de la femme a connu son début à l'avènement du machinisme et au commencement du dernier siècle. Tous les pays l'ont laissé pratiquer.

À moins d'adopter une législation pour tous les pays du monde, nous ne pouvons pas renvoyer ces femmes chez elles. C'est dire qu'en face de l'universalité de la pratique, tout pays ou partie de pays, qui voudrait faire disparaître celle-ci, aurait à faire face à une concurrence invincible, ruineuse pour ses industries, le prix de revient de la main-d'œuvre féminine étant généralement moins élevé que celui de la main-d'œuvre masculine. Il est donc de toute nécessité que toute mesure plus ou moins radicale tendant à restreindre le travail de la femme soit étudiée, puis entreprise, à la suite de conventions internationales.

Est-ce à dire que nous ne pouvons faire quelque chose présentement, dans le cadre de notre juridiction provinciale? Je suis d'avis qu'il serait sage de hausser de 14 à 16 ans l'âge d'admission du travail industriel des femmes, non seulement des femmes, mais aussi des garçons. Cette mesure pourrait s'appliquer non à ceux et celles présentement au travail, mais au personnel nouveau à embaucher.

Je me permettrai de dire qu'en matière sociale, il conviendra, dans les modifications à apporter, de procéder avec prudence, afin de ne faire aucun bouleversement inutile. Une loi que l'opinion publique désavouerait serait inopérante. Il faut tenir compte des faits et de l'important appoint que constituent à l'heure actuelle pour les foyers les salaires gagnés par les femmes dans l'industrie. Mais des mesures sévères pour protéger la femme sont nécessaires.

Je tiens, avant de reprendre mon siège, à souligner deux points. D'abord, je veux dire que la loi du salaire minimum des femmes a eu de bons effets, a encouragé l'emploi des hommes plutôt que des femmes. Les patrons, forcés de payer aux femmes des salaires plus élevés, ont souvent décidé d'employer de la main d'œuvre masculine. Je conviens, ainsi que l'ont fait mes collègues avant moi, que la place de la femme est à son foyer et que le travail féminin n'est à supporter que lorsque la femme a absolument besoin de gagner pour faire vivre des personnes qui dépendent d'elle. Je veux citer à la Chambre ce qui s'est dit à une semaine sociale tenue récemment et provenant de l'Encyclique *Quadragesimo Anno*<sup>1</sup>: "Ce qui est condamnable et antisocial, c'est le travail de la femme mariée".

C'est à la maison avant tout, ou dans les dépendances de la maison, et parmi les occupations domestiques, qu'est le travail des mères de familles. C'est donc par un abus néfaste, et qu'il faut à tout prix faire disparaître, que les mères de famille, à cause de la modicité du salaire paternel, sont contraintes de chercher hors de la maison une occupation rémunératrice, négligeant les devoirs tout particuliers qui leur incombent, avant tout l'éducation des enfants.

Je demande aux patrons de préférer les hommes et jeunes gens aux femmes et jeunes filles, afin que le nombre des chômeurs diminue. Par bonheur, le chômage n'est pas encore installé à demeure dans notre pays et il faut souhaiter que notre politique générale des salaires nous exemptera de ce profond désordre social.

(Applaudissements à droite)

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Je remercie le député de Laurier (M. Poulin) et le député de Portneuf (M. Gauthier) qui ont appuyé cette motion faite dans le but de restreindre le travail des femmes qui n'ont pas besoin de gagner, et surtout pour résoudre, dans une proportion d'au moins 50 %, le problème du chômage. Si le travail des femmes était contrôlé, surtout dans les centres comme Montréal, les hommes pourraient remplacer les femmes dans bien des positions, et ce serait autant de pris pour donner du travail à une foule de gens qui restent forcément les bras croisés.

Loin de moi l'idée que les femmes et les jeunes filles soient absolument exclues du travail, quand elles ont besoin de gagner. Mais il est juste de rappeler que la place de la femme est au foyer et que c'est là qu'elle doit travailler, à moins que des nécessités urgentes la forcent à en sortir. Je félicite également le député de Hull (M. Guertin).

Il a montré qu'il avait toujours la même affection pour son chef (M. Houde). J'espère que le nouveau chef (M. Duplessis) ne s'en formalisera pas et que la motion que j'ai eu l'honneur de proposer produira de bons effets dans l'intérêt de la province.

(Applaudissements)

**Une voix:** Rejeté.

Adopté.

#### **Demandes de documents:**

##### **Emprunts temporaires de la province**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, du 1<sup>er</sup> juin 1931, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1933 et se rapportant aux emprunts temporaires contractés par la province.

Adopté.

##### **Succession de l'abbé J.-C. Boutet**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

général pour étudier le bill 127 concernant la succession de feu monsieur l'abbé J.-Charles Boutet, prêtre.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Charte de Montréal**

**M. Gabias (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Collège de L'Assomption**

**M. Reed (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 refondant la charte du collège de L'Assomption soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Donation de Hubert Morin à Alice Morin**

**M. Filion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 concernant la donation par Hubert Morin à dame Alice Morin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur d'informer la Chambre que le budget sera présenté jeudi prochain, le 9, dans l'après-midi.

(Applaudissements à droite)

**Questions et réponses:****Renseignements  
demandés**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande de nouveau au gouvernement de bien vouloir répondre à nos questions. Nous avons absolument besoin de ces réponses pour l'étude du budget.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai prié l'honorable chef de l'opposition de bien vouloir m'indiquer les questions qui pressent le plus. S'il veut bien me les indiquer, nous hâterons les réponses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La question no 2.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Très bien.

**Pont de  
Caughnawaga**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Du 1<sup>er</sup> mai 1931, inclusivement, jusqu'au 31 octobre 1931:

1. La Commission des eaux courantes de Québec a-t-elle exécuté ou fait exécuter certains travaux relativement à la construction du pont communément appelé "Pont Caughnawaga"?

2. Dans l'affirmative: *a.* Quand ont été exécutés lesdits travaux; *b.* En quoi consistent lesdits travaux; *c.* Où ont été exécutés lesdits travaux; *d.* Quel est le coût total desdits travaux; *e.* Par qui ont été payés lesdits travaux; *f.* En vertu de quelle autorité lesdits travaux ont-ils été exécutés et ont-ils payés; *g.* Qui était alors le président de ladite commission?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** 1. Oui.

2. *a.* Commencés le 22 juin, les travaux étaient encore en cours le 31 octobre 1931; *b.* Ces travaux ont consisté en levés topographiques, sondages, forages; *c.* Dans cette partie du fleuve Saint-Laurent et de ses rives comprises entre le pont du chemin de fer Canadien Pacifique à Caughnawaga et une ligne située à environ un demi-mille à l'aval dudit pont; *d.* Au 31 octobre 1931: \$4,983.97; *e.* Par la Commission des eaux courantes laquelle a été remboursée par la corporation du Pont du Lac Saint-Louis; *f.* En vertu du chapitre 46, section VII, S.R.Q. 1925, et de 18 George V, chapitre 110; *g.* L'honorable député de Châteauguay.

**Exportation de  
l'énergie électrique**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** *a.* À la connaissance du gouvernement, quelles sont les compagnies ou corporations qui exportent aux États-Unis de l'énergie électrique produite en cette province; *b.* Quelle est la quantité annuelle d'énergie électrique ainsi exportée, à la connaissance du gouvernement?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** *a.* Deux compagnies exportent aux États-Unis de l'énergie électrique produite en cette province et ce sous l'autorité d'une licence fédérale émise par le ministère du Commerce, depuis un grand nombre d'années. Ce sont: Cedar Rapids Manufacturing and Power Co., Southern Canada Power Compagny; *b.* 345,000,000 k.w.h. équivalant à 53,000 H. P.-an (1932); 423,016 k.w.h. équivalant à 65 H. P.-an (1932).

**Décès de M. Joseph Alcide Savoie,  
député de Nicolet**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, quand nous sommes entrés ici aujourd'hui, nous avons remarqué une couronne de fleurs sur le pupitre d'un collègue, feu M. J.-A. Savoie. Tous les membres de cette Chambre ont appris avec chagrin la mort de M. Savoie, député de Nicolet. Bon Canadien, bon camarade, bon ami, excellent député, nous lui avons donné toute notre confiance et toute notre amitié et ce sentiment a été bien partagé. Sa mort est une grande perte pour le comté de Nicolet qu'il représentait si dignement, pour la Législature de Québec et pour la province. Au nom de tous nos collègues, et je suis certain d'exprimer les sentiments de toute la Chambre, j'offre à sa famille nos plus profondes condoléances, l'expression de notre sympathie la plus profonde. Je propose que la Chambre s'ajourne par respect pour la mémoire du député de Nicolet et je demanderais à l'honorable chef de l'opposition de bien vouloir s'associer avec nous et de seconder cette motion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition se joint au gouvernement pour regretter la disparition de M. Savoie. Le représentant de Nicolet a été député pendant 16 ans, puisque les électeurs lui renouvelaient leur confiance. Seize ans de vie publique sans se créer d'ennemis, sans inimitiés; voilà un beau témoignage qui suffit. S'il a eu des adversaires, il n'a

pas eu d'ennemis. Il a défendu avec succès la cause qu'il jugeait bonne et qui lui était chère. Nous nous inclinons profondément sur cette tombe. Notre collègue n'avait que des amis, et l'opposition s'unit au gouvernement pour offrir à sa famille l'expression de notre vive sympathie, de nos plus respectueuses condoléances.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

---

#### NOTE

1. Promulgué par le Pape Pie XI.





Séance du mercredi 8 février 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 126 concernant Stanley Bagg Corporation;
- bill 183 modifiant le Code civil relativement à certains droits des mineurs.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 103 assurant les effets civils du mariage contracté entre feu Zénon Béchar d et dame Onésime Béchar d.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 185 relatif à la préférence visée par l'article 2124 du Code civil.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 110 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 91 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans les cas ci-après:

- de Pasquale Villella, Francesco Villella, Aquilina Greco et Florence Gualtière, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de changer leur nom de famille Villella en celui de Billie.

**Succession  
J.-O. Villeneuve**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 128 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pasquale et Francesco Villella**

**M. Drouin (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 133 permettant à Pasquale Villella, à ses enfants mineurs et à Francesco Villella de changer leur nom de famille en celui de Billie et de changer leurs prénoms.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Boulevard  
Taschereau**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** M. l'Orateur, trois journaux hebdomadaires de Montréal ont publié ces jours derniers des articles dans lesquels le département de la Voirie est pris à partie. Deux des articles étaient intitulés: "Un vol de \$300,000. MM. Taschereau et Perrault furent complices des voleurs. Ils doivent démissionner". Un autre hebdomadaire a dit qu'un scandale, un vol de \$2,000,000, avait été consommé par les libéraux, que l'on a dépensé inutilement cette somme pour la construction du chemin qui relie le pont de Longueuil à Laprairie.

Dans deux des journaux hebdomadaires qui parlent d'un vol de \$300,000, on dit d'abord que, si le gouvernement n'a pu payer ses comptes aux colons et à l'assistance publique, c'est parce que ce vol a eu lieu sur le boulevard Taschereau. On ajoute que le chemin aurait pu être construit pour la somme de \$600,000. On dit aussi que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) a manipulé tous ces contrats et que le premier ministre, trésorier provincial, a autorisé les paiements. Les articles mentionnent que la Société générale des ponts et chaussées a soumissionné pour une partie de cette route au prix de \$720,000 et que j'aurais cassé et rompu ce contrat pour le donner à la Kennedy Construction Company pour \$1,019,000.

M. l'Orateur, ce n'est pas l'importance de ces journaux ni de ceux qui les rédigent qui me fait lever en ce moment. Quand on connaît les rédacteurs

de ces périodiques, on sait à quoi s'en tenir. Je crois que je dois, comme ministre de la Voirie, des explications aux députés de cette Chambre de même qu'à la province, et que je dois revendiquer l'honneur du premier ministre, le mien et aussi celui de la Kennedy Construction Company, qui est une compagnie canadienne faisant affaires ici depuis au-delà de 25 ans et qui a toujours bien exécuté ses contrats, tant pour le gouvernement d'Ottawa, la cité de Montréal, le Canadien National, le Pacifique Canadien que pour le gouvernement de Québec.

Cette compagnie a le droit que son honneur soit revendiqué. Je demande l'indulgence de cette Chambre, car je veux rétablir les faits qui sont dénaturés dans de longs articles publiés par ces journaux. Je veux mettre devant cette Chambre l'histoire de la construction du boulevard Taschereau, avec des chiffres, pour démontrer qu'il n'y a eu aucune irrégularité.

Je dirai immédiatement que je veux dégager la responsabilité des membres de l'opposition. Je sais qu'aucun d'eux n'a inspiré ces écrits, qu'ils viennent d'ailleurs, et j'en rends tout de suite le témoignage à mes collègues de l'opposition.

Vers 1924, on a décidé de construire le pont de Longueuil, et cela obligeait le département de la Voirie à exécuter des travaux pour créer une artère qui amènerait le trafic au nouveau pont, qui y reliait toutes les routes que nous avons sur la rive-sud: routes Montréal-Sherbrooke, Montréal-Saint-Hyacinthe, Montréal-Laprairie, Saint-Jean-Rouse's Point, Montréal-Iberville et Frelighsburg, Montréal-Valleyfield-Malone, etc. Mon prédécesseur, l'honorable M. Perron<sup>1</sup>, fit étudier le projet par l'ingénieur en chef du temps, M. Alexandre Fraser, et par M. Paul Béique, ingénieur de Montréal.

Le contrat pour la construction du pont de Longueuil devait être exécuté pour le printemps de 1931 et le pont devait être ouvert à la circulation au printemps de 1931. Le contrat fut exécuté pour septembre 1929, soit un an et demi, avant le délai prévu. En 1927, lorsque le projet de route fut étudié, on considéra la possibilité d'utiliser le chemin existant du pont de Longueuil à Laprairie. Les journaux en question prétendent que si nous avions utilisé le chemin ouvert de ce côté, nous aurions pu économiser une somme de \$2,000,000. Le projet d'utiliser le chemin existant fut étudié et rejeté, parce qu'il nous aurait obligé de traverser les rues de Saint-Lambert, rues étroites, tourner des angles droits et tomber dans Laprairie encore par des rues étroites.

Il nous aurait obligé d'élargir toutes les rues existantes et la jetée de Laprairie, travaux qui

auraient coûté, d'après les estimés, \$2,500,000, et nous n'aurions pas eu encore le raccordement avec le pont de Longueuil, Chambly, Saint-Hyacinthe, Saint-Hubert et Sherbrooke. Ce raccordement aurait coûté une somme additionnelle de \$600,000, soit en tout une dépense de \$3,000,000 pour toute l'entreprise. Ce projet fut donc mis de côté par les ingénieurs. MM. Fraser et Béique firent rapport que la seule solution était la construction d'une grande artère reliant directement le pont de Longueuil à Laprairie, avec, plus tard, la construction d'un chemin se rendant à Chambly, Saint-Hyacinthe, Drummondville et Sherbrooke.

Dès 1927<sup>2</sup>, mon prédécesseur (l'honorable M. Perron) fit arpenter le terrain nécessaire et prendre les options pour leur achat. Les plans pour la construction de la route furent préparés en 1928; dans l'hiver 1928-1929. À la fin d'avril 1929, le projet était décidé et il n'y avait plus qu'à demander les soumissions. Je fus nommé ministre à cette époque. Je demandai les soumissions pour la première partie s'étendant de Laprairie au chemin Lapinière, puis au mois de juillet, je demandai d'autres soumissions pour la section de Lapinière au pont de Longueuil et pour la traverse de Brosseau. Les soumissions furent demandées par des avis dans les journaux qui furent publiés dans *La Presse*, *La Patrie*, *Le Canada*, *Le Devoir*, *Le Bulletin*, *The Gazette*, *The Montreal Herald*.

Elles furent reçues pour la première section le 11 juin 1929. Les soumissions étaient les suivantes: Kennedy Construction Co., \$410,853.51; Saint-George Cartage and Construction Company, \$417,090.42; Robertson et Janin, \$483,328.06; W. P. Macdonald, \$510,331.14; Léger et Charlton, \$510,030; Arcole Construction Ltd, \$521,687.84; Société générale des ponts et chaussées, \$522,683.47; Laganière, Houde et Cie, \$573,783.04. La plus basse soumission était celle de la Kennedy Construction Co., et je l'acceptai.

Je dois dire tout de suite que, depuis assez longtemps, les journaux auxquels je réfère nous parlent du président de la Kennedy Construction comme étant un Américain de Détroit. Le président de la compagnie Kennedy, M. C. D. French, est un citoyen de la province de Québec qui est né à Scotstown. Sa famille est dans la province de Québec depuis 135 ans. Son frère, qui demeure à Cookshire, est l'un des chefs conservateurs les plus importants du comté de Compton. Il est le beau-frère du Dr Mooney de Québec, un autre conservateur très en vue. Et la Kennedy Construction Company est une compagnie québécoise.

De même, le même article dit que l'un des directeurs de la Kennedy Construction Co., M. Saint-George Harvey, vient d'Arthabaska. On voit là le venin. On veut montrer l'intérêt que je pourrais avoir dans ce contrat en désirant protéger un citoyen de la ville que j'habite. M. Saint-George Harvey est un excellent Irlandais, né en Irlande, et qui demeure à Montréal depuis qu'il est au Canada. Voilà une preuve de la façon dont on respecte la vérité en certains milieux.

Le 6 juillet 1929, des soumissions furent demandées pour la partie de Brosseau et du chemin de Lapinière au pont de Longueuil. Les avis furent publiés dans les mêmes journaux. Les soumissions suivantes furent reçues le 23 juillet 1929 pour la section de Brosseau: Robertson et Janin, \$307,600.22; Kennedy Construction Co., \$338,803.81. Le contrat fut accordé au plus bas soumissionnaire au prix de \$309,422.12, après révision des chiffres.

Pour la section du chemin de Lapinière au pont, le département reçut les six soumissions qui suivent: Société générale des ponts et chaussées, \$720,865.30; Laganière, Houde et Cie, \$728,249.86; Robertson et Janin, \$737,506.08; Saint-George Cartage and Construction Co., \$751,310.08; M. Marchessault et Fils, \$761,160.14; Kennedy Construction Co., \$1,191,415.60. Pour la première section, la Société des ponts et chaussées avait demandé pour les terrassements \$1 par verge cube, tandis que la Kennedy Construction Company avait obtenu le contrat à un prix de 53 ¢ la verge cube. La Kennedy Construction avait fait examiner les deux et avait fait un prix pour lequel elle savait pouvoir exécuter les travaux. Pour la deuxième section, la Société générale des ponts et chaussées faisait une soumission de 54 ¢ par verge cube.

Je dois déclarer bien franchement à la Chambre que j'ai accepté la plus basse soumission et accordé le contrat à la Société des ponts et chaussées, parce qu'elle était la plus basse soumissionnaire, mais cela, contrairement à l'avis de l'ingénieur en chef du département. J'avais foi, dans le temps, aux plus bas soumissionnaires. J'ai perdu cette confiance depuis et j'aurai l'occasion d'en reparler en cette Chambre.

Les travaux devaient commencer immédiatement, une clause du contrat exigeant que les terrassements fussent terminés avant le 30 novembre 1929. La soumission de la Société des ponts et chaussées avait été acceptée le 26 juillet 1929, mais, à la fin d'août, aucun travail n'ayant été commencé, le département télégraphia au président de la Société, M. Necker, pour lui demander des explications. À la fin de septembre, cette Société n'avait que pour \$25,000 de travaux de faits. Nous

lui avions demandé de signer un contrat, mais le contrat était resté à Montréal sans signature.

Je recevais tous les jours des plaintes du fait que les entrepreneurs n'exécutaient pas leurs travaux. Le 2 octobre, je me rendis sur les lieux et je constatai que la Société n'avait encore commencé aucun travail de terrassement. Le 3 octobre, j'écrivis à la Société et on me répondit de ne pas avoir peur, car les terrassements seraient terminés à temps. J'ajoute que cette Société avait 222,700<sup>3</sup> verges cubes de terrassement à faire avec des matériaux empruntés. Finalement, à la fin d'octobre, n'ayant pas reçu le contrat, je télégraphiai au président de me retourner son contrat et de suspendre les travaux. M. Necker (le président) vint me rencontrer à Québec le 7 novembre et, après bien des discussions, il me pria de le relever de ses obligations, jugeant qu'il ne pouvait continuer l'exécution de son contrat.

Je me rendis en effet qu'il ne le pouvait pas. Là où il pensait pouvoir se procurer les 222,700<sup>4</sup> verges cubes de terre d'emprunt, il n'y avait que du roc solide. Il avait acheté une machine qu'il disait avoir payée \$50,000 pour enlever la terre et faire un remblai. Lors du procès qui se déroula devant l'honorable juge Gibsone, entre M. Necker et le département, il fut prouvé, par les courtiers en douanes et les pièces produites, que cette machine n'avait coûté que \$16,000 et ne pouvait servir à rien, vu qu'il n'y avait que du roc.

À la fin du procès dont j'ai parlé, l'honorable juge Gibsone, dans son jugement qui donne gain de cause au département de la Voirie, déclara que la preuve établit qu'il en aurait coûté à la Société des ponts et chaussées non pas 54 ¢ par verge cube, mais au moins \$1.50 ou \$2, et qu'il aurait fallu, pour permettre à la Société d'exécuter son contrat, augmenter sa soumission de \$375,000, ce qui aurait porté le coût des travaux à \$1,100,000.

M. Necker a donc abandonné son contrat avec la condition que le département paierait la valeur des travaux exécutés et des matériaux rendus sur les lieux et que nous prendrions la machinerie utilisable. Non seulement la Société en question était dans l'impossibilité d'exécuter son contrat, non seulement devait-elle subir une perte de quelques centaines de mille dollars, mais elle n'avait pas un sou pour financer un contrat de \$720,000. Pour pouvoir commencer une partie de ses travaux en octobre 1929, la Société a demandé au département de payer son ciment et de retenir la somme sur ses estimés. Elle nous a même demandé de payer pour le transport de son ciment. Voici une compagnie qui soumissionnait pour des travaux de \$720,000 et qui était incapable de payer le transport de ses matériaux.

Je n'ai donc pas été étonné du tout quand M. Necker a demandé d'abandonner son contrat. J'étais convaincu alors qu'il ne pouvait l'exécuter et que l'ingénieur en chef du département avait eu raison. Plus tard, la Société a fait faillite et son président a poussé les liquidateurs à prendre une action contre le département au montant de \$450,000 pour prétendue rupture de contrat.

La cause est venue devant la Cour supérieure et a été entendue par l'honorable juge Gibsone qui a rendu jugement après quatre ou cinq semaines d'enquête. Toute cette affaire a été alors exposée en blanc et en noir devant l'honorable juge qui a donné gain de cause au gouvernement.

Les trois hebdomadaires disent que le département a accordé un contrat le 6 ou le 7 décembre, sans soumission, pour remplacer celui que M. Necker avait abandonné. Je m'adresse à tous les membres intelligents de cette Chambre. La Kennedy Construction Co. avait obtenu le contrat pour la première partie et, au mois de novembre, date à laquelle les terrassements devaient être terminés, les conditions de son contrat étaient remplies.

Il est juste de dire que Robertson et Janin avaient obtenu le contrat, mais l'avaient passé en sous-contrat à la Kennedy Construction Co. Nous nous trouvons avec des travaux faits par la Société pour un montant de \$69,736.14. Des travaux de ciment étaient faits qui demandaient à être protégés. Il fallait procéder et j'ai fait, il me semble, ce qui devait être fait. J'ai pensé que l'entrepreneur qui était sur les lieux, avec son outillage et son personnel, était tout désigné pour obtenir le contrat, afin de procéder aux travaux. J'ai demandé à la Kennedy Construction Co. si elle pouvait se charger des travaux commencés par la Société générale des ponts et chaussées.

J'ai fait à la compagnie Kennedy l'offre de lui accorder le contrat aux plus bas prix unitaires de la Société ou aux siens, quand ils étaient inférieurs aux autres. La compagnie Kennedy a accepté cette proposition pour tout le contrat, excepté cette partie concernant les 222,700 verges de terrassement, pour lequel la Société avait un prix de 54 ¢, prix que l'honorable juge Gibsone a fixé à un minimum de \$2 par verge cube.

L'ingénieur en chef du département (M. Fraser), vu ces conditions, suggéra de remplacer les terrassements de terre par des viaducs en béton. La Kennedy Construction Co. consentit à faire ces viaducs au prix de \$312,000. M. Fraser accepta ce prix-là. Je consultai à ce sujet les ingénieurs Montserrat et Pratley qui avaient été chargés de

surveiller les travaux de béton de ces contrats. Ces derniers déclarèrent que, s'ils avaient eu à faire ces travaux eux-mêmes, ils auraient fixé un prix plus élevé. Il n'y avait donc pas d'autre chose à faire pour le département que d'accepter ce prix.

Le 13 décembre, le département signa un contrat avec la Kennedy Construction Co., au montant de \$723,818.93<sup>5</sup>. En ajoutant la valeur des travaux faits par la Société au montant de \$69,736.14, cela fait un total de \$793,549.07. Dans ce contrat, nous avons remplacé le béton de ciment par du béton bitumineux, car il y avait danger à mettre du ciment sur des terrassements non suffisamment tassés, conséquence de l'abandon du contrat par la Société des ponts et chaussées.

Le projet comportait une emprise de 150 pieds, une plate-forme de 70 pieds et deux voies à sens unique de 20 pieds de largeur, avec un espace libre de 10 pieds au centre pour le tramway de la cité de Montréal qui devait passer sur le pont. Au cours de 1930, le département ayant été informé que le tramway ne passerait pas sur le pont de Longueuil, nous avons convenu de faire une seule voie de 30 pieds de largeur.

Le département décida aussi à ce moment de revenir aux revêtements en béton avec armature d'acier et en augmentant les fondations. Il fut nécessaire de faire un nouveau contrat au montant de \$889,234.39. Les trois hebdomadaires en question nous disent qu'à la veille des élections, nous avons donné à la Kennedy Construction Co. un contrat de \$889,234. Mais ce contrat n'était que le complément de celui que nous avions signé en décembre 1929 et qui était aux trois-quarts exécuté.

On nous dit que les travaux ont coûté \$1,019,000. Il y a eu, en outre, quelques travaux imprévus sur ce contrat au montant de \$11,000, ce qui porte le contrat de Kennedy à \$900,000 en chiffres ronds et non \$1,000,000. Il faut toujours ajouter à ce montant des travaux pour \$69,000 payés à la Société.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous n'avez pas fait une offre de \$130,000 à la Société?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui, avant le procès, j'ai demandé l'opinion de nos ingénieurs qui ont évalué la réclamation de la Société à \$102,000. J'ai ensuite fait faire une expertise par M. François-Charles Laberge, membre de la Commission des services publics, qui, dans le but évident d'amener la Société à un arrangement, a accordé \$130,000. Le département a alors déclaré

qu'il était prêt à payer cette somme de \$130,000 et cette dernière a toujours été à la disposition de la Société. Dans son jugement, l'honorable juge Gibsons reconnaît que la somme due est de \$102,000, mais que le département avait offert \$130,000, même dans son plaidoyer, pour s'en tenir à son engagement de se soumettre à l'arbitrage de M. Laberge.

Le département a payé à la Kennedy Construction \$242,000 de plus que le montant du contrat de la Société, et c'est sur cela que les journaux hebdomadaires basent leur prétention d'un vol de \$300,000. Cette différence s'explique par ce qu'il a fallu payer pour les viaducs en béton qui ont coûté \$310,000, alors que les terrassements que devait exécuter la Société auraient coûté, d'après sa soumission, \$120,258<sup>6</sup>, ce qui faisait une augmentation de \$190,000.

La différence s'explique aussi par le fait que nous avons augmenté les fondations en gravier de six pouces à 12 pouces d'épaisseur, ce qui a causé une augmentation de \$48,481.60. De plus, il y a les travaux d'accotement en terre, remplacés par des accotements en gravier de 10 pieds de largeur, augmentation de \$11,033.77. La différence s'explique encore par l'augmentation du coût du béton auquel il a fallu ajouter une armature d'acier, augmentation de \$40,585.23.

On nous dit que nous n'avons eu à faire qu'une route de 30 pieds au lieu de deux routes de 20 pieds. Mais cette diminution de largeur n'a été faite que sur une partie de la route et la diminution ne représente qu'une somme de \$25,380. Si l'on additionne tous ces montants, on arrive à la différence que j'ai mentionnée, soit \$242,000. Le boulevard a coûté \$200,000 par mille en raison des tunnels et des ponts qui ont dû être construits et de la largeur de la route, le tout pour une somme de \$2,154,435.57.

**M. Béïque (Chambly):** Si je suis bien informé, ce sont les ponts qui ont coûté le plus cher?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui, les ponts ont coûté \$1,100,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le montant total comprend les expropriations?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui, les expropriations ont coûté \$136,548.

**M. Smart (Westmount):** Quelle est la longueur de cette route?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 9.31 milles. Si l'on tient compte que c'est un des plus importants boulevards du pays où 300,000 voitures américaines ont passé l'été dernier, qu'il y a près d'un mille de traverses au-dessus des passages à niveau, que ces traverses ont 60 pieds de passage libre, on admettra que le coût n'en est pas excessif. On ne peut comparer ce boulevard avec les routes ordinaires.

Je prétends qu'il était nécessaire de faire ces travaux pour relier la rive sud du Saint-Laurent à Montréal par le pont de Longueuil. Ce boulevard est un orgueil pour la cité de Montréal et pour la province. Il n'y a rien de mieux au pays et même dans l'État de New York. La route dessert toute la partie du sud de la métropole du Canada et une population d'environ 1,500,000. Il nous reste à exécuter dans ce réseau de routes la partie de Chambly.

**M. Béïque (Chambly):** L'honorable ministre sait le nombre d'accidents qui sont enregistrés sur cette route?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui, et dès que les finances de la province le permettront, nous élargirons ce chemin qui est trop étroit. Il me reste à répondre à un dernier point. On nous dit que si le gouvernement n'a pas payé certains comptes cette année, c'est à cause de ce boulevard. Or, la plupart des gros montants versés pour cette entreprise l'ont été en 1930, 1931 et 1932. Le coût du boulevard n'a nullement nui au paiement des comptes aux colons et à l'assistance publique en 1932.

Je remercie la Chambre de l'attention qu'elle m'a accordée. J'ai cru qu'il était de mon devoir de donner ces explications et de démontrer que le département de la Voirie n'a aucun entrepreneur à protéger, n'a protégé aucun entrepreneur, que nous avons construit un chemin important de la meilleure manière possible et avec toutes les précautions nécessaires. Nous avions sur les lieux des ingénieurs qui surveillaient les travaux.

Je tiens à déclarer publiquement que la Kennedy Construction Company, qui a travaillé depuis longtemps pour le département de la Voirie et a exécuté de gros travaux, est une des compagnies dont nous avons le moins à nous plaindre. Elle a toujours donné entière satisfaction, et jamais nous n'avons eu la moindre difficulté avec elle. Quand nos ingénieurs n'étaient pas satisfaits de quelque chose, cette compagnie s'empressait d'y remédier.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Mon nom ayant été mentionné dans ces articles, bien que l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) ait répondu complètement à tous les avancés de ces journaux, je veux ajouter un mot pour protester à mon tour. Comme l'honorable ministre de la Voirie, je ne tiens pas l'opposition responsable. Je puis cependant ajouter que si un député de cette Chambre veut prendre la responsabilité de ces articles, nous serons très heureux de référer l'affaire au comité des privilèges et élections, pour faire une enquête entière et complète et entendre ces messieurs qui ont porté des accusations dans les trois journaux en question, sous serment, répéter devant ce comité de la Chambre ce qu'ils ont avancé.

(Applaudissements)

**Questions et réponses:****Coût de la  
session actuelle**

**M. Guertin (Hull):** À combien se chiffre le coût *a.* total, *b.* quotidien, de la session actuelle de l'Assemblée législative, ou, faute de chiffres exacts, de la session 1931-1932?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il est impossible de dire combien coûtera la présente session avant qu'elle prenne fin, s'il est possible, même alors de distinguer entre les dépenses d'administration ordinaires et les dépenses sessionnelles.

**Emprunts temporaires**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1931, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1933; *a.* Cette province a-t-elle contracté des emprunts temporaires; *b.* Quel en est le nombre; *c.* Pour quelle somme totale; *d.* À quel taux d'intérêt?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* Oui; *b.* Sic; *c.* \$36,000,000.00 (obtenu par l'addition des renouvellements; *d.* 5½ % par année.

**Mandats émis**

**M. Guertin (Hull):** 1. Quelle somme représentent les mandats émis et non payés au 31 décembre 1932, pour les premiers six mois de l'exercice en cours?

2. Quelle était la balance en banque le 31 décembre 1932?

3. Quels sont les emprunts temporaires qui ont été contractés pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1932?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Le montant des mandats émis et non payés le 31 décembre 1932, pour les premiers six mois de l'année fiscale courante était de \$7,578,201.26.

2. Il y avait, le 31 décembre 1932, un découvert de \$4,141,202.25.

3. Les emprunts temporaires contractés du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1932 étaient les suivants:

Avril 7 - Banque de Montréal: \$5,000,000, remboursé le 9 juillet 1932.

Avril 7 - Banque Canadienne Nationale: \$5,000,000, remboursé le 9 juillet 1932.

Juillet 22 - Banque Canadienne Nationale: \$4,000,000, remboursé le 11 octobre 1932.

Juillet 22 - Banque de Montréal: \$5,000,000, remboursé le 11 octobre 1932.

Décembre 16 - Banque de Montréal: \$12,000,000. *a).*

Décembre 16 - Banque Canadienne Nationale: \$5,000,000. *b).*

*a)* \$5,000,000, remboursé le 24 janvier 1933.

\$2,000,000, remboursé le 27 janvier 1933.

*b)* \$3,000,000, remboursé le 27 janvier 1933.

**Comptes  
de banque**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux comptes de banque de la province, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1931, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1932:

1. Quelle est la somme la plus élevée pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés?

2. Pendant combien de temps lesdits comptes ont-ils été soutirés pour ladite somme?

3. Quelles sont les dates auxquelles correspondent les 24 jours de l'année durant lesquels ledit compte, à la Banque de Montréal, n'a pas été soutiré?

4. Quelles sont les dates auxquelles correspondent les 21 jours de l'année durant lesquels ledit compte, à la Banque Canadienne Nationale, n'a pas été soutiré?

5. À combien se chiffre le total des intérêts payés par la province relativement auxdits comptes soutirés?

6. Quel est le taux d'intérêt payé par la province?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

1. \$22,659,696.34.
2. Un jour.
3. 1<sup>er</sup> au 23 juillet 1931, inclusivement et 30 juin 1932.
4. 1<sup>er</sup> au 21 juillet 1931, inclusivement et 30 juin 1932.
5. \$549,419.81.
6. 5½ % par année.

**Frais de change**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien la province a-t-elle payé en frais de change pour obligations ou dettes dues par la province et qui devaient être payées aux États-Unis: *a.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1928, inclusivement, au 1<sup>er</sup> janvier 1929; *b.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1929, inclusivement, au 1<sup>er</sup> janvier 1930; *c.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, au 1<sup>er</sup> janvier 1931; *d.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, au 1<sup>er</sup> janvier 1932; *e.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1932, inclusivement, au 1<sup>er</sup> janvier 1933?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* \$1,302.97; *b.* \$8,367.49; *c.* \$4,904.32; *d.* \$72,839.75; *e.* \$228,652.33.

**Pont Yamaska**

**M. Élie (Yamaska):** 1. Quelle est la somme totale dépensée pour expropriations, frais et commissions s'y rapportant, relativement au pont nouvellement construit et communément appelé "Pont Yamaska"?

2. Du 1<sup>er</sup> juillet 1932, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933: *a.* Quel a été le revenu brut dudit pont; *b.* Quelles ont été les dépenses d'administration dudit pont?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. \$18,102.00.

2. *a.* \$8,054.31; *b.* \$3,783.53.

**Drainage  
des terres**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre poursuit le débat, ajourné le 2 février, sur la motion proposée le jeudi 2 février courant: Qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, relativement au drainage des terres en la province de Québec.

**M. Legault (Gatineau):** Je félicite le proposeur de cette motion (M. Gagnon) d'avoir fourni à la Chambre l'occasion de discuter sur cette importante question, car elle intéresse toute notre population. Si nous avons traversé assez bien la crise jusqu'ici, c'est dû au bon état de nos finances. L'agriculture est la clef de voûte de notre armature économique et elle est, avec le commerce, la base sur laquelle repose l'avenir de notre peuple. Le gouvernement fait une de ses meilleures œuvres en encourageant l'agriculture. Un ministre de Louis XIV (Coderre) a dit que le commerce et l'agriculture sont les deux mamelles de l'État.

Je comprends qu'à l'heure actuelle il faut éviter les grosses dépenses, mais il faut admettre que la mamelle agricole est bien rapetissée. Nos cultivateurs en arrachent, comme dirait mon ami Coderre, et il faudrait les aider. Sous prétexte d'économie, il ne faut pas priver l'agriculture qui est à la base de notre économie. Dépenser de l'argent pour aider les cultivateurs, c'est sauver de l'argent, c'est épargner beaucoup et c'est faire un excellent placement. Si nous laissons sombrer l'agriculture, c'est tout notre système économique qui s'effondre.

Aussi, suis-je heureux d'appuyer la motion présentée en rapport avec le drainage des terres, car le drainage est à la base de la production agricole. C'est diminuer le coût de la production que d'augmenter le drainage des terres. La terre du cultivateur a besoin d'être drainée pour produire mieux. Le drainage aura pour effet d'améliorer la situation de nos cultivateurs. Il n'est pas nécessaire de prêcher la nécessité du drainage.

Nous n'avons qu'à prier le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) de continuer sa politique dans ce domaine, de continuer son travail fécond et d'entourer toujours le cultivateur de sa sollicitude, comme il l'a fait dans le passé. Mais il faut faire autre chose: établir un moratoire ou un prêt à long terme pour les cultivateurs. Il faut à tout prix venir en aide au cultivateur de ce côté. Mais ceci ferait le sujet d'un tout autre débat.

J'appuie la motion de l'honorable député de Kamouraska (M. Gagnon). Je félicite le ministre de l'Agriculture pour ce qu'il a fait au sujet du drainage.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je regrette de n'avoir pu assister au débat au long, de n'avoir pas entendu les intéressants discours qui ont été prononcés. Mais je les ai lus, et ma position est assez embarrassante dès lors, car je pourrais ne répéter que ce qui a été dit déjà.

Je suis heureux que les membres de cette Chambre s'intéressent au drainage des terres et en comprennent l'importance; je les félicite. Le drainage a non seulement pour but d'aider le cultivateur directement, en lui fournissant du travail et en augmentant considérablement le rendement des terres, mais aussi en faisant œuvre de colonisation par l'ouverture à l'agriculture des terrains immenses, incultes, non utilisés précédemment.

De plus, en faisant le creusage de certains cours d'eau, on a aidé considérablement aux chômeurs dans certaines régions. Cette politique a été inaugurée par M. Caron<sup>7</sup>, il y a une dizaine d'années. Grâce aux octrois du gouvernement, il a été drainé au-delà de 2,000,000 d'acres de terre dans notre province, depuis 1921. Nous avons donc ajouté une partie considérable de terre arable au domaine agricole de la province. Nous avons dépensé près de \$3,000,000 pour faire ce drainage, tant par le gouvernement que par les individus et les cultivateurs.

**M. Guertin (Hull):** Combien l'honorable ministre a-t-il dépensé l'an dernier pour le drainage des terres?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'an dernier, en 1931-1932, nous avons dépensé \$230,965 pour le drainage.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable ministre sait-il quel montant Ontario a dépensé pour les mêmes fins durant la même période? Ontario donne plus que cela; n'a-t-elle pas donné près de \$700,000, l'an dernier, pour encourager le drainage?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si mes renseignements sont exacts, Ontario n'a rien dépensé en octrois pour le drainage. Le gouvernement de cette province ne donne pas d'octrois; il prête des montants aux fermiers, au taux ordinaire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Voilà la différence. Ontario prête. Nous, nous donnons.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Pour l'exercice présent, nous dépenserons de \$225,000 à \$230,000. Par le drainage des terres, nous ajoutons à la valeur des terres au moins \$10 de l'arpent. Je puis assurer les députés ruraux que nous continuerons les octrois pour le drainage des terres, de façon à n'en pas diminuer l'intensité, même si nos crédits généraux

sont réduits, parce que c'est une œuvre qui s'impose. Je ne sais pas encore ce que le trésorier (l'honorable M. Stockwell) nous dira demain dans son budget, mais je puis vous dire que nous poursuivrons notre politique de drainage parce qu'elle est nécessaire et que nous dépenserons donc autant l'année prochaine que nous avons dépensé cette année.

On a fait des suggestions au sujet du mode d'octroi pour le drainage des terres. On a suggéré d'octroyer le drainage à l'arpent. Nous avons essayé cette méthode dans Roberval; elle a donné de très bons résultats. Nous sommes à nous enquerir à savoir s'il serait préférable d'établir cette méthode dans toute la province. Je crois que c'est à ce sujet qu'il faudra venir: accorder un octroi pour chaque arpent drainé.

En plus des avantages que j'ai mentionnés tout à l'heure, il n'est pas exagéré de dire que le drainage de certains cours d'eau a contribué pour beaucoup à embellir notre domaine agricole. Certaines rivières brisaient de belles terres qui n'étaient pas égouttées. Nous comprenons l'importance du drainage des terres. Nous savons que, par là, nous ajoutons une valeur considérable au domaine agricole de notre province. Aussi, nous continuerons à poursuivre la même politique, puisqu'elle est un magnifique placement.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

#### **Code civil, article 47, et Code de procédure civile, article 1311**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 modifiant l'article 47 du Code civil et l'article 1311 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Bureau des commissaires d'écoles catholiques de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 77 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.



**M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Eusèbe Labelle**

**M. Filion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 124 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Filion (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Jewish General Hospital**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 96 constituant en corporation Jewish General Hospital.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **École d'art lyrique**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 92 constituant en corporation la Société canadienne d'opérette.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills publics en général.

Adopté.

#### **Congregation Beth Achnesses Nusoch Hoari**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 79 constituant en corporation Congregation Beth Achnesses Nusoch Hoari.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 84 modifiant la charte de la congrégation des sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Dugas (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Sherbrooke**

**M. Fortier (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Code du notariat**

**M. Bachand (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 refondant le Code du notariat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Succession Hector Prévost**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bachand), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de dame Alice Fraser, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu le colonel Hector Prévost, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

### **Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de dame Alice Fraser, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu le colonel Hector Prévost, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

---

### **NOTES**

1. M. Joseph-Léonide Perron fut ministre de la Voirie dans le cabinet Taschereau, de septembre 1921 à avril 1929.

2. *Le Canada* du 9 février 1933, à la page 3, indique 1928.

3. 22,700, dans *Le Nouvelliste* du 9 février 1933, à la page 1.

4. 22,700, dans *Le Nouvelliste* du 9 février 1933, à la page 1.

5. *Le Devoir* du 9 février 1933, à la page 1, mentionne \$723,818.93.

6. *Le Soleil* du 9 février 1933, à la page 3, parle de \$120,253.

7. Ministre de l'Agriculture de juillet 1920 à avril 1929.

## Séance du jeudi 9 février 1933

## Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 20.

## Absence de l'Orateur

**M. le greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

## Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 22 modifiant l'article 47 du Code civil et l'article 1311 du Code de procédure civile.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 184 modifiant la loi 22 George V, chapitre 93.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 119 constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists;

- bill 111 concernant la cité de Shawinigan Falls;

- bill 113 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun;

- bill 108 modifiant la charte de la cité de Verdun.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 176 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles.

## Questions et réponses:

## Unités sanitaires

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Combien a coûté, au cours de l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1931 et finissant le 30 juin 1932, chaque unité sanitaire: *a.* au gouvernement; *b.* au comté ou groupe de comtés où elle a été établie?

2. Depuis la date couverte par la réponse parue dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, le 8 février 1932, combien d'unités sanitaires ont-elles été établies dans la province?

3. Quand chacune d'elles a-t-elle été établie?

4. De combien de membres se compose chacune de ces unités sanitaires et quel est le traitement de chacun d'eux?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. *a.* Le gouvernement a versé pour le maintien de chacune des unités sanitaires dont les noms suivent les montants indiqués en regard de leurs noms:

Argenteuil .....	\$ 8,466.92
Beauce .....	8,592.71
Bonaventure .....	12,193.75
Champlain .....	1,396.49
Chât.-Lap.-Nap. ....	6,726.77
Chicoutimi .....	9,208.86
Gaspé-Est .....	13,950.21
Gaspé-Ouest .....	7,250.74
Joliette .....	7,009.40
Kamouraska-L'Islet ..	7,387.75
Labelle .....	12,625.65
Lac-Saint-Jean .....	7,127.63
L'Ass.-Montcalm .....	7,920.00
Laviolette .....	1,376.67
Lévis .....	6,487.14
Lotbinière .....	5,184.32
Matane .....	12,255.41
Matapédia .....	9,386.12
Mégantic .....	3,716.43
Nicolet .....	9,812.26
Papineau .....	10,634.92
Rimouski .....	9,518.01
Saint-Hyac.-Rouville ..	6,803.65

Saint-Jean-Iberville .....	8,276.51
Saint-Maurice.....	1,287.15
Témiscamingue.....	3,721.49
Témiscouata.....	9,413.78
Terrebonne .....	6,987.31

b. Les comtés ci-dessous ont versé, soit pour la contribution de l'année 1931-1932, soit pour arrérages dus aux années antérieures, soit comme acomptes sur contributions échues, les sommes suivantes:

Argenteuil .....	\$ 1,644.00
Beauce.....	4,399.75
Bonaventure.....	1,000.00
Champlain.....	Pas due
Chât.-Lap.-Nap. ....	1,885.81
Chicoutimi.....	3,820.89
Gaspé-Est.....	187.39
Gaspé-Ouest.....	.....
Joliette.....	5,318.14
Kamouraska-L'Islet.....	3,072.50
Labelle.....	1,000.00
Lac-Saint-Jean.....	6,191.31
L'Ass.-Montcalm.....	4,220.35
Laviolette .....	Pas due
Lévis.....	2,492.00
Lotbinière.....	2,712.69
Matane.....	700.00
Matapédia.....	1,000.00
Mégantic .....	6,893.88
Nicolet.....	3,145.58
Papineau.....	2,400.00
Rimouski.....	1,000.00
Saint-Hyac.-Rouville .....	5,155.15
Saint-Jean-Iberville.....	3,764.93
Saint-Maurice.....	Pas due
Témiscamingue.....	6,555.84
Témiscouata.....	4,431.00
Terrebonne .....	7,016.14

Pour fins d'administration générale, traitements et frais de déplacement d'officiers et d'infirmières supplémentaires, pour frais de cliniques de tuberculose, etc., le gouvernement a déboursé, en plus, la somme de \$124,828.59.

2. Trois: Champlain, Laviolette et Saint-Maurice.

3. 15 juillet 1932.

4. Champlain: Un officier médical à \$3,000 par année; trois infirmières à \$1,200 chacune; un inspecteur sanitaire à \$1,500; une secrétaire à \$420.

Laviolette: un officier médical à \$3,000 par année; quatre infirmières à \$1,200 chacune; un inspecteur sanitaire à \$1,500; une secrétaire à \$420.

Saint-Maurice: un officier médical à \$3,000 par année; quatre infirmières à \$1,200 chacune; un inspecteur sanitaire à \$1,500; une secrétaire à \$420.

### Rapatriement des Canadiens

**M. Barré (Rouville):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1932 au 31 décembre, inclusivement, quelle somme globale a été dépensée par le gouvernement pour fins de rapatriement des Canadiens émigrés?

2. Combien de familles et combien de personnes ont été ainsi rapatriées?

3. À combien par tête revient le rapatriement de ces personnes?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** 1. \$42,300.

2. 387 familles; 1,784 personnes.

3. \$23.70.

### Raoul Dumaine

**M. Élie (Yamaska):** 1. M. Raoul Dumaine, de Saint-François-du-Lac, comté de Yamaska, est-il à l'emploi de la province?

2. Dans l'affirmative: a. Depuis quand; b. En quelle qualité; c. Quel est son salaire?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. Non.

2. Non.

### Accidents de travail

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** 1. Combien d'accidentés durant la dernière année: a. graves entraînant une perte de temps; b. légers retournant à l'ouvrage immédiatement?

2. Quel a été le coût total des soins médicaux donnés aux accidentés qui tombaient sous la loi des accidents du travail?

3. Combien a-t-il été payé aux hôpitaux en honoraires médicaux aux: a. médecins des hôpitaux; b. aux autres médecins; c. aux médecins pour frais d'expertises; d. aux médecins du personnel de la Commission?

4. Combien a-t-il été payé aux hôpitaux: *a.* Pour frais d'hospitalisation; *b.* Pour frais d'examen radiologiques, frais d'examen de laboratoire, etc.; *c.* pour médicaments, objets de pansements, appareils orthopédiques?

5. Combien de malades ont été traités aux hôpitaux: *a.* Dans les salles; *b.* Dans les cliniques?

6. Combien d'accidentés traités dans les hôpitaux étaient célibataires? Combien étaient mariés?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** 1. Les filières terminées en 1932 se rapportant à des accidents graves, quant à 1932 et entraînant perte de temps, s'élèvent, quant aux cédules 1 et 2, à 11,603.

Les filières terminées en 1932 se rapportant à des accidents de 1932, dans lesquels la perte de temps a été de moins de sept jours, s'élèvent, quant à la cédule 1 seulement, à 17,289.

2. L'assistance médicale payée pour les accidents de 1931, quant à la cédule 1, s'élève à \$226,568.63.

L'assistance médicale payée pour les accidents de 1932, régis par la cédule 1, s'élève à \$336,715.55. La commission estime que la balance des comptes médicaux à payer pour les accidents de 1932 dans la cédule 1 s'élèvera à la somme de \$231,205.94.

La Commission n'a aucun renseignement quelconque quant au coût de l'assistance médicale pour les accidents régis par la cédule 2, attendu que l'employeur est alors personnellement responsable du paiement de ces comptes.

3. Les statistiques de la Commission démontrent le coût de l'assistance médicale payée quant aux groupes d'employeurs seulement, et ce, afin d'établir les taux applicables et d'indiquer l'expérience, quant aux accidents dans chaque groupe. Il n'existe aucune classification permettant de répondre aux questions *a*, *b*, *c* et *d*.

4. Même réponse qu'à la question 3.

5. Même réponse qu'à la question 3.

6. Même réponse qu'à la question 3.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** transmet à M. l'Orateur suppléant un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

**M. l'Orateur suppléant** lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1934, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Québec, le 9 février 1933  
(Document de la session no 1)

**L'honorable M. Stockwell (Brome)**<sup>1</sup> propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

#### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** M. l'Orateur, en commençant ce discours qui est mon premier sur le budget, je veux d'abord parler de mon prédécesseur immédiat comme trésorier, l'honorable L.-A. Taschereau, premier ministre de la province. On loue, de tous côtés, son énergie remarquable et son dévouement inlassable envers notre province. Quel actif n'a-t-il pas constitué pour sa province natale! Sa grande intelligence, sa prévoyance et son habileté comme administrateur le placent aujourd'hui, dans la vie publique du Canada, au rang de nos premiers hommes d'état. Je cite sa carrière et sa vie de dévouement au devoir, comme exemple idéal et digne de servir d'émule à tous nos concitoyens, et surtout à notre jeunesse. La position à laquelle il est parvenu est la juste récompense du mérite.

Comme trésorier, son mot d'ordre fut "l'économie", et la sagesse de cette politique saute aux yeux de tous, surtout au cours des temps difficiles auxquels doit faire face l'univers entier.

Il m'a confié le même flambeau, que j'ai accepté avec empressement, parce que je constate que ce mot d'ordre constitue la seule bonne politique qu'il faut poursuivre en ces temps troublés. Notre premier ministre et la province peuvent être assurés qu'à tous les points de vue, je donnerai mon appui à la politique de la plus stricte économie possible, et il me fait grand plaisir de savoir que mes autres collègues sont imbus de la même résolution.

Ma nomination au poste de trésorier provincial est une marque de grande considération pour le comté de Brome que j'ai l'honneur de représenter en cette Chambre, pour les Cantons de l'Est où se trouve ma résidence et pour la minorité

protestante de cette province, en général. Elle constitue un geste bienveillant ainsi qu'une reconnaissance de la minorité, et elle est de nature à confirmer et à cimenter davantage la bonne entente qui existe entre toutes les classes de cette province. C'est la raison pour laquelle ma nomination a été accueillie si favorablement par la presse de notre province, presse de toutes les nuances politiques, et par toutes les races. Permettez-moi, M. l'Orateur, de remercier la presse des articles bienveillants qu'elle a publiés au sujet de ma nomination.

Avant que je soumette à la Chambre les opérations financières de la province, pour l'année terminée le 30 juin, 1932, veuillez me permettre, M. l'Orateur, de résumer brièvement, et tel qu'il m'apparaît, l'état de choses existant.

### **L'agriculture**

La valeur totale de tous les produits agricoles de 1932, en cette province, ne diffère pas beaucoup de celle de l'année précédente. Si l'on tient compte du fait que les prix des produits de l'agriculture ont diminué, pendant la même période, les résultats obtenus démontrent que la production a beaucoup augmenté, et l'aide que le département de l'Agriculture de notre province a accordée à la classe agricole produit des effets qui se manifestent par une culture plus scientifique et la diminution du coût de production. Cependant, les prix de tous les produits de la ferme sont actuellement dans une dépression alarmante.

La disproportion qu'il y a entre la liste des prix du détail, pour les choses qu'un cultivateur doit acheter, et le prix qu'il reçoit pour ses produits, est incontestablement trop grande. Si l'on prend 1926 comme une année normale, la liste des prix du détail a diminué d'à peu près 16 %, alors que la diminution, quant aux produits agricoles, excède 50 %. Cela démontre combien peu élevés sont les moyens d'achat des classes agricoles et, à mon avis, tant que cette disproportion n'aura pas notablement diminué, aucune amélioration réelle des conditions économiques, en général, ne sera possible en Canada. Lorsque les prix des produits agricoles se rapprocheront davantage des prix du détail, nous pourrions proclamer l'aurore d'une tendance décisive vers un meilleur état de choses et, s'il s'établit un équilibre entre ces deux prix, puisqu'ils subissent une hausse simultanée, le progrès s'effectuera suivant une direction parfaite, et la prospérité deviendra encore une fois, pour tous, une chose assurée.

### **Les forêts**

L'exploitation forestière a manqué notablement d'activité, et cela provient en grande partie de l'état instable dans lequel se trouve l'industrie de la pulpe et du papier en cette province. Cette industrie est intimement liée et subordonnée à l'agriculture. L'une fortifie l'autre et on peut affirmer avec certitude que, si l'on pouvait maintenant faire reposer l'exploitation forestière sur des bases normales, le chômage disparaîtrait virtuellement de notre province, en dehors des grandes villes.

### **Développement hydroélectrique**

La marche s'en est ralentie, par suite de l'état de choses en général, mais il s'est relativement bien maintenu, grâce aux demandes qu'ont provoqué la marche progressive de la civilisation ainsi que l'efficacité et le coût peu élevé de la production.

### **Les mines**

Elles demeurent l'un des aspects les plus brillants de la vie économique de la province. L'augmentation de la production de l'or nous a, dans le Canada en général, procuré une grande force de résistance, et les promesses d'extractions minières considérables que nous fait la présente année donne du coloris à un horizon qui, par ailleurs, paraît encore sombre et alarmant.

Malheureusement, l'exploitation des mines d'amianté et de cuivre a été notablement restreinte, par suite de la diminution de la demande et d'une concurrence déraisonnable. Cette concurrence, quant à l'amianté, est subordonnée aux éléments suivants:

*a.* Emploi plus considérable de minerais inférieurs;

*b.* Bas prix de la main-d'œuvre, dans les mines de l'Afrique méridionale, inférieur à celui que permettent nos taux réglementaires;

*c.* Le chiffre qu'atteint la production de la main-d'œuvre à l'état d'esclavage, dans les mines de la Russie, et la politique de cette dernière, qui consiste à déverser son amianté sur les marchés du monde, à vil prix et sans tenir compte du coût de la main-d'œuvre.

### **Les manufactures**

Dans les grandes industries, la production est minime, bien que l'industrie textile, en ce qui regarde les choses nécessaires, ait maintenu un rendement considérable.

### **Assurance-vie**

L'instinct de protection s'est ravivé, chez l'homme, par suite des expériences des trois dernières années. La tendance du public à se protéger et à faire des placements solides a produit des résultats qui se maintiennent fort bien dans toutes les branches de l'assurance.

### **Placements**

La tendance qu'a le public à montrer plus de prudence dans ses placements se constate par la manière dont il acquiert les solides obligations du dominion, des provinces et des municipalités. Espérons que l'habitude, devenue presque universelle chez toutes les classes, de spéculer en achetant des actions ordinaires à des prix que ne justifie pas leur produit, et calculés sur une augmentation de valeur qui ne saurait jamais être atteinte dans un demi-siècle, a enfin cessé.

Cette Chambre et le public se rappellent qu'un de mes plus distingués prédécesseurs, l'honorable Jacob Nicol, dans l'exposé budgétaire qu'il fit du siège que j'occupe maintenant, le 29 janvier, 1929, (à l'apogée de la hausse), mettait le public en garde contre l'orgie alors manifeste de la spéculation et, à l'appui de son avertissement, il citait plusieurs autorités et invoquait l'histoire; mais le public, enivré de ses succès éphémères, n'était pas disposé à suivre son avis et ses sages conseils.

### **Le tourisme**

Ce genre d'affaires important, qui rapporte des millions de dollars à notre province, a été quelque peu atteint par la dépression, mais il reste encore l'une des principales sources de richesses. Il a, dans ces temps difficiles, exercé une influence réconfortante, en aidant directement nos cultivateurs à vendre leurs produits ainsi qu'en favorisant nos hôtels, nos commerçants et nos manufactures.

Les résultats justifient les sages dépenses faites par la province dans l'exécution de son programme de bons chemins, qui sont maintenant devenus un véritable actif pour la province, en produisant des revenus imperceptibles, mais considérables, et en augmentant le confort dont ils permettent à notre peuple de jouir. Ils ont porté les marchés de la province jusqu'au seuil, pour ainsi dire, du premier producteur.

### **L'inflation**

Une importante controverse, concernant les mérites ou les mauvais côtés de l'inflation, passionne actuellement tout le Canada.

On ne conçoit pas comment des profits éventuels pourraient contrebalancer la mise en péril des capitaux et des intérêts dus et payables en monnaie des États-Unis. Au cours de l'année dernière, la province d'Ontario a dû faire face à des frais additionnels provenant du taux de change de New York et s'élevant à \$2,330,000.

Malheureusement, ces frais de change sont, en grande partie, devenus exigibles immédiatement après l'emprunt de \$35,000,000, du gouvernement du dominion. Que cette transaction ait pu, ou non, constituer une inflation, (la question est fort discutable), Wall Street a jugé à propos de la considérer comme telle, parce que le change des États-Unis s'est élevé de 8 à 18, presque en même temps que la chose a été découverte, et elle a eu pour effet d'occasionner alors des frais additionnels considérables à toutes les provinces. Le gouvernement du dominion aurait dû, longtemps d'avance, prévenir les provinces qu'il ferait cette expérience et elles auraient pu à temps acheter des valeurs des États-Unis, pour éviter des pertes énormes.

Nous nous sommes pendant longtemps hautement enorgueillis de limiter les dépenses de la province de Québec à ses moyens, et ça été presque une tradition pour nous. Pendant au-delà de trente ans, sans interruption, notre revenu ordinaire a pourvu aux services publics et aux dépenses générales du gouvernement, et un surplus a été reporté et affecté aux dépenses au compte du capital pour travaux permanents, tels que barrages, édifices publics, routes, ponts, etc., et cela a eu pour effet d'éviter une forte augmentation de la dette publique.

Même pendant les deux périodes d'année fiscale qui ont suivi la débâcle financière de 1929, cet état de choses s'est continué, pour notre plus grand bonheur, malgré les demandes toujours croissantes de dépenses additionnelles de toutes sortes, pour aider les chômeurs, les municipalités et les affaires en général.

L'année fiscale terminée le 30 juin, 1932, et dont je vous donnerai les résultats au cours du présent exposé, n'a vu aucune diminution de ces demandes; elles ont plutôt augmenté d'intensité, et je n'hésite pas à affirmer qu'en face des déficits, variant de centaines de millions à plusieurs millions de dollars, qui ont été annoncés par presque tous les gouvernements fédéraux, provinciaux, les états et les

grandes municipalités du continent de l'Amérique du Nord, sans parler du reste de l'univers, personne en cette Assemblée ne devrait être surpris, ni critiquer plus qu'il ne faut sa province, si je déclare que, pour la première fois depuis trente-quatre ans, votre trésorier doit annoncer un déficit dans les revenus ordinaires destinés à solder les dépenses ordinaires de l'année fiscale terminée le 30 juin dernier.

Les prévisions de l'année fiscale terminée le 30 juin 1932, soumises par mon prédécesseur à ce ministère, étaient les suivantes:

Recettes ordinaires .....	\$38,895,286.57
Dépenses ordinaires .....	<u>38,736,499.76</u>
Surplus probable .....	\$ 158,786.81

(Applaudissements)

Ces chiffres représentaient un calcul serré, et il en résulte évidemment que toute dépense additionnelle imprévue, ou encore toute recette non perçue, pouvait conduire à des chiffres contraires au résultat désiré, les conditions actuelles ayant une tendance défavorable à toute augmentation des revenus.

Au printemps de 1932, il devint évident que les recettes prévues ne seraient pas atteintes: elles furent de presque \$2,000,000.00 inférieures au but à atteindre, et ce résultat, mis en ligne de compte avec une réduction d'à peu près \$1,200,000.00 dans les dépenses ordinaires, a changé notre surplus prévu de \$158,786.81 en un déficit de \$584,708.61. Cependant, il vaut la peine de noter que, pendant cette même période, la province a mis de côté, à même ses revenus ordinaires, la somme de \$1,309,248.01, à titre de contributions additionnelles aux fonds d'amortissement créés, afin de racheter la dette publique de la province.

La politique adoptée par le gouvernement, il y a quelques années, et qui consiste à créer des fonds d'amortissement complets pour tous les nouveaux emprunts, constitue un fait qui a puissamment contribué à l'excellence de notre crédit.

On entend, chaque année, à la Chambre des communes d'Ottawa, des discours insistant sur l'adoption de cette politique, et nos voisins d'Ontario ont, il y a quelques années, demandé l'avis d'une commission de financiers et de comptables pour provoquer l'adoption de cette politique.

Les sommes des résultats sont les suivants:  
(Voir le tableau à la page suivante)



**Année fiscale 1930-1931**

Revenus ordinaires :		
(Autres que les revenus au compte du capital, fonds en fidéicommiss, dépôts, etc.) .....		\$ 36,941,020.36
Dépenses ordinaires :		
(Autres que les dépenses au compte du capital, fonds en fidéicommiss, dépôts, etc.) .....		<u>37,525,728.97</u>
Excédent des dépenses ordinaires sur les revenus ordinaires .....		584,708.61
Recettes au compte du capital et autres recettes .....		<u>31,346,700.04</u> 30,761,991.43
Dépenses au compte du capital et autres dépenses .....		<u>33,992,519.87</u>
Excédent du total des dépenses sur le total des recettes .....		3,230,528.44
Argent en banques, le 30 juin 1931 .....		<u>3,074,047.42</u> 156,481.02
Mandats autorisés mais non payés :		
30 juin 1932 .....	\$ 6,297,428.74	
30 juin 1931 .....	<u>3,098,639.27</u>	<u>3,198,789.47</u>
Argent en banque, le 30 juin 1932 .....		\$ 3,042,308.45

Les détails de ces recettes et de ces dépenses se trouvent dans les *Comptes publics* qui ont déjà été produits en cette Chambre.

L'état suivant vous fera connaître nos revenus et nos dépenses sous forme de pourcentages. (Voir le tableau à la page suivante)

**1931-1932****Revenu**

Subside du Dominion.....	6.67	
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....	18.68	
Terres et Forêts .....	10.46	
Loi des véhicules automobiles .....	14.28	
Droits et honoraires, gazoline .....	<u>13.83</u>	
		63.92
Droits sur les successions.....	10.28	
Taxes sur les corporations.....	9.44	
Licences d'hôtels et de magasins, etc. ....	<u>5.41</u>	
		25.13
Autres revenus ordinaires .....	<u>10.95</u>	
		100 %

**Dépenses**

Instruction publique .....	11.13	
Voiries et mines .....	23.38	
Travaux publics et Travail .....	4.33	
Agriculture .....	9.67	
Terres et Forêts .....	5.58	
Colonisation .....	<u>7.62</u>	
		61.71
Administration de la justice .....	6.00	
Gouvernement civil.....	<u>6.33</u>	
		12.33
Intérêts et fonds d'amortissement .....	14.24	
Autres dépenses ordinaires .....	<u>11.72</u>	
		100 %

L'analyse de ces pourcentages illustre le fait que les principales diminutions du revenu, comparativement à celui de l'année fiscale terminée le 30 juin, 1931, concernent les droits sur les successions et les recettes provenant des terres et forêts, qui ensemble accusent une diminution d'à peu près 7 %, comparativement aux revenus de l'année précédente.

Quant aux dépenses, les réductions notables du pourcentage concernent la voirie et les mines, 5 %, et les travaux publics et le travail, 3 %.

**Année courante**

Les recettes provenant des revenus ordinaires, pendant les six mois terminés le 31 décembre, 1932, sont inférieures à celles qui ont

été perçues pendant la période correspondante de l'année fiscale précédente, alors que, par suite des nombreuses demandes faites au gouvernement, les dépenses ordinaires n'ont pas diminué dans la même mesure, mais, étant donné que la proportion la plus considérable de nos revenus devient due pendant les six derniers mois de notre année fiscale, il est encore trop tôt pour que l'on puisse faire des prédictions exactes, en ce qui regarde la question de savoir si le modeste surplus, prévu dans le discours sur le budget de la dernière session, sera atteint.

**Prévisions de 1933-1934**

Le budget des recettes et des dépenses de l'année fiscale finissant le 30 juin, 1934, qui doit être soumis à l'approbation de cette Chambre, a été préparé avec soin, en tenant compte des conditions financières existantes, d'après les rapports des ministres des différents départements du service civil, et les sommaires en sont les suivants:

Recettes ordinaires probables .....	\$ 34,304,286.32
Dépenses ordinaires probables .....	<u>34,242,071.50</u>
Surplus .....	\$ 62,214.82

Les éléments qui ont présidé à la préparation du budget de l'année 1933-34 sont les suivants:

1. Attention donnée aux services raisonnables et essentiels.
2. Conservation des biens de la province, tels que les forêts, les routes et, par dessus tout, les biens primordiaux qui se rattachent à l'encouragement de l'enseignement et à l'amélioration de l'hygiène publique.
3. Continuation des travaux déjà commencés et autorisés, afin de permettre au gouvernement de maintenir sa politique de secours indirects aux chômeurs.
4. Stricte économie, celle que nous dicte l'époque où nous vivons.

**Dettes publiques**

En consultant les *Comptes publics*, vous remarquerez que la dette consolidée nette, au 30 juin 1932, s'est, quant à celle du 30 juin 1931, augmentée de \$6,442,571.99, par suite de la vente, effectuée au cours de décembre, 1931, de \$7,750,000.00 d'obligations de cinq ans à 5 %, échéant le 1<sup>er</sup> novembre 1936, émises en vertu de la loi de la voirie, ces obligations étant payables, quant au principal et aux intérêts, en monnaie légale du Canada.

Cette transaction, à part l'emprunt du service national du gouvernement du dominion, constitue le seul emprunt gouvernemental effectué, en 1931, après que l'Angleterre eût abandonné l'étalon d'or, et le prix que nous avons reçu, 99 et l'intérêt accru, équivalait au prix approximatif de 98¼, reçu par le gouvernement du dominion, en novembre 1931, pour les obligations de l'emprunt national de cinq ans à 5 %, qui ont été offertes au public au prix de 99¼.

Grâce à cette vente, nous avons pu nous abstenir de toute demande d'emprunt sur le marché, pendant la période subséquente du coût élevé des emprunts publics, au cours de laquelle nos voisins, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, ont vendu à peu près \$45,000,000 et \$10,000,000 respectivement, à des prix variant d'un peu plus de 6 %, à près de 99¼ %.

Durant la même période des hauts prix, les provinces de l'Ouest ont émis des obligations à 6 %, qui ont été vendues en détail au public, sur une base de rapport de 6½ %, et la cité de Montréal est aussi revenue au coupon de 6 % et a vendu à peu près \$38,000,000 d'obligations, qui ont été détaillées pour rapporter 6 % ou plus.

Les \$7,750,000 d'obligations de cinq ans à 5 %, de la province de Québec, représentaient partie d'une émission autorisée de \$10,000,000 et, en juillet 1932, nous avons pu vendre à nos banquiers la balance de \$2,250,000, au même prix que celui que nous avons touché pour les \$7,750,000, savoir 99 et l'intérêt accru.

Pour bien mettre en lumière la situation de la province, en ce qui regarde son crédit, il est intéressant de remarquer que, dans son édition du 26 novembre 1932, le *Financial Post*, dans un article intitulé: "Les prix des obligations du Canada diminuent rapidement", déclare: "Québec s'est abstenu de toute demande d'emprunt sur le marché, cette année, mais un emprunt ne serait pas difficile pour cette province, étant donné sa position solide, quant au crédit, et qui lui permettrait d'emprunter de l'argent à un taux inférieur, même à celui du gouvernement du dominion".

La dette consolidée n'a été aucunement augmentée jusqu'au 11 janvier de cette année, alors que nous avons demandé des soumissions pour \$9,000,000 d'obligations de la province de Québec, de trente ans, à 4½ %, avec fonds d'amortissement, payables en monnaie légale du Canada, et nous avons reçu du syndicat de la Banque de Montréal un prix de 97.119, représentant, pour la province, un prix à base d'à peu près 4.67 %.

Cette vente constituait le premier emprunt important contracté par un gouvernement, depuis plusieurs mois, et dont l'émission était vendue immédiatement à l'enchère, attendu que la plupart des ventes susdites de gouvernements, en 1932, y compris l'émission du gouvernement du dominion, en novembre de cette année, avaient été distribuées par les courtiers de placements, à commission, et sans engagement de leur part.

En ce qui regarde notre vente, il me fait plaisir de citer l'appréciation qu'en a faite le *Financial Post* et qui a paru dans son édition du 14 janvier 1933; la voici: "Nul autre emprunteur au Canada, sauf le gouvernement du dominion seulement, n'aurait pu obtenir actuellement un aussi bon prix".

Je suis fier de le déclarer, les demandes d'achat ont été si nombreuses que les acheteurs de notre émission ont déclaré les obligations vendues, dans les quarante-huit heures, et elles ont déjà été cotées à un prix excédant celui de l'émission.

En même temps que la vente, nous avons reçu de nos banquiers, la Banque de Montréal et la Banque Canadienne Nationale, une offre de 99.53 pour \$7,000,000 de billets de deux ans à 4 %, représentant un prix à base de 4.25 %, et cette offre a été acceptée.

Cette vente nous semble aussi pouvoir soutenir favorablement la comparaison avec la vente effectuée en novembre 1932, par le dominion du Canada, de billets de trois ans à 4 %, offerts au public à un rendement de 4.28 % et qui doit avoir représenté, pour le gouvernement du dominion, un prix d'au moins 4½ %.

### **Emprunts temporaires**

Au cours de l'année fiscale terminée le 30 juin 1932, en vertu de l'article 21 du chapitre 20 des statuts refondus de Québec, 1925, et de l'arrêté en conseil no 850 en date du 7 avril 1932, nous avons, le 7 avril, contracté des emprunts temporaires s'élevant à \$10,000,000, garantis par des billets du trésor et payables quatre-vingt-dix jours après cette date.

Ces emprunts, qui ont été remboursés à échéance, ont été contactés, afin de rembourser temporairement au fonds consolidé du revenu de la province une partie des avances considérables faites pour des dépenses dont les fonds doivent être finalement, en vertu des lois qui les autorisent, obtenus par des emprunts permanents, savoir:

Loi de la voirie, \$17,280,175.75; endiguement des eaux de la rivière Métis, \$349,088.25; endiguement des eaux du lac Kénogami, \$4,560,271.20; ponts de l'Île Perrot, \$731,793.77; annexes des palais de justice de Québec et de Montréal, \$500,000 et \$3,000,000 respectivement, etc.

Comme conclusion, veuillez me permettre d'exprimer combien j'apprécie le travail qu'accomplissent mes collaborateurs du département du Trésor.

Nous avons tous, en Canada, raison d'être fiers de nos banques légalement constituées, en ce qui regarde la façon dont elles ont résisté à la tourmente des trois dernières années et contribué au maintien de notre crédit à l'étranger. Les dépôts d'épargne amassée par nos concitoyens, grâce à leur esprit d'économie, ont toujours été disponibles, pour faire face à la demande. Cet état de choses a été l'un des éléments les plus importants de stabilisation, quant à la situation économique générale du Canada, dans son ensemble.

Le tempérament de la population de notre province est essentiellement sain. Les principales caractéristiques de ce tempérament sont le respect de la loi de l'ordre, l'économie, la sobriété, l'amour du travail et le courage.

Travaillons à maintenir ces qualités inhérentes, en nous rappelant que le caractère constitue la base d'une bonne réputation.

Les problèmes et les embarras de la dépression financière ne sont pas encore résolus et les méthodes que plusieurs personnes préconisent actuellement n'ont jamais été des remèdes aux dépressions du passé.

Les dépenses outrées de certains gouvernements, l'inflation, les garanties inconsidérées d'autres gouvernements, d'industries et d'institutions, pour venir en aide à la production agricole, et des expédients tels que la prime sur le blé n'ont jamais eu de succès comparables à ceux du retour à la simplicité des principes premiers, c'est-à-dire à un genre de vie limité aux moyens de chacun, et je vous demande votre concours afin de garantir que cette province, qui est la nôtre, continuera d'ouvrir la marche vers le maintien de ces principes premiers et leur application vigoureuse, en ce qui regarde du moins les choses qui nous concernent.

Tous ceux qui méritent et ont réellement besoin d'être secourus doivent être et peuvent être assistés, mais, afin de retrancher toute dépense inutile, nous devons rigoureusement élaguer toutes les dépenses des services qui ne sont pas absolument

nécessaires et toutes les demandes d'octrois de diverses natures, afin que nous puissions continuer d'être les dirigeants d'une saine administration financière. Et puis, en n'imposant pas de nouvelles taxes, pendant cette session, nous pouvons contribuer à faire naître la confiance chez ceux qui en supportent actuellement le fardeau.

Je propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

### Recettes probables, 1933-1934

#### Dominion du Canada :

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	\$2,224,553.00	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	<u>240,000.00</u>	\$2,264,553.00

#### Intérêt :

Intérêt sur fonds d'amortissement placés .....	\$ 464,532.04	
Intérêt sur prêts et dépôts .....	348,000.00	
Intérêt sur comptes dominion du Canada.....	<u>188,360.68</u>	1,000,892.72

<b>Terres et forêts</b> .....		3,500,000.00
<b>Mines</b> .....		400,000.00
<b>Pêcheries et Chasse</b> .....	351,800.00	
<b>Terres de la couronne</b> .....	<u>5,000.00</u>	356,800.00

#### Administration de la justice :

Timbres judiciaires et honoraires judiciaires .....	800,000.00	
Fonds des bâties et des jurés .....	25,000.00	
Entretien des prisonniers.....	12,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec .....	4,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec .....	2,400.00	
Jeunes délinquants .....	<u>6,500.00</u>	849,900.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés).....		300,000.00
Licences .....		2,250,000.00
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....		5,000,000.00
Loi des vues animées .....		25,000.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc. ....		3,200,000.00
Taxes sur profits des corporations commerciales .....		600,000.00
Droits sur les successions.....		3,000,000.00
Taxes en vertu de 12 George V, chapitre 90 (saisine) .....		10,000.00
Loi des droits sur certaines mutations de propriétés, S. R. Q., chapitre 28 .....		50,000.00
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc. ....		300,000.00
Loi concernant les véhicules automobiles .....		4,500,000.00
Gazoline - droits et honoraires .....		5,500,000.00
Loi des ingénieurs stationnaires de Québec - honoraires.....		26,700.00
Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies .....		150,000.00
Loi concernant les détectives privés - revenu.....		1,000.00
Loi pour prévenir les incendies - taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....		30,000.00

### Recettes probables, 1933-1934 (suite)

#### Administration de la justice :

Percentage sur honoraires d'officiers publics.....	15,000.00
Législation.....	15,000.00
Affaires municipales .....	15,000.00
Loyers des édifices publics .....	2,440.00
Taxes et honoraires <i>re</i> loi des compagnies .....	125,000.00
Loi des assurances, revenu.....	135,000.00
Loi des compagnies de fidéicommis, revenu.....	7,000.00
Taxes sur les subventions de chemins de fer .....	10,000.00
Ponts de péages, revenu .....	300,000.00
Honoraires divers, amendes, confiscations, etc. ....	<u>165,000.00</u>
	\$34,304,286.32

### Dépenses probables, 1933-1934

Dette publique.....	\$7,278,702.82
Législation.....	659,510.00
Gouvernement civil.....	2,347,843.00
Administration de la justice, etc.....	2,545,650.00
Instruction publique, etc.....	3,505,620.00
Affaires municipales .....	85,000.00
Asiles d'aliénés.....	1,239,511.05
Écoles de réforme et d'industrie.....	299,072.78
Hygiène.....	614,500.00
Travaux publics (ordinaires).....	1,447,296.85
Travail.....	285,600.00
Agriculture .....	2,775,000.00
Voirie et mines.....	6,800,000.00
Terres et forêts .....	1,308,000.00
Colonisation, chasse et pêcheries.....	1,697,000.00
Institutions de bienfaisance.....	23,865.00
Charges sur le revenu.....	755,200.00
Services divers .....	<u>574,700.00</u>
	\$34,242,071.50

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que le débat soit ajourné.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) L'opposition n'est pas prête?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Puisque le premier ministre me pose une question, je vais lui répondre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est au député de Westmount que je posais cette question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah! Très bien.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Droits des mineurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 183 modifiant le Code civil, relativement à certains droits des mineurs.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Stanley Bagg Corporation**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 126 concernant Stanley Bagg Corporation.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Zénon Béchard**

**M. Charbonneau (Napierville-Laprairie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 103 assurant les effets civils du mariage contracté entre feu Zénon Béchard et dame Onésime Béchard.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Charbonneau (Napierville-Laprairie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Saint-Hyacinthe**

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 110 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a dans le bill de Saint-Hyacinthe une disposition à laquelle je me suis opposé au comité: l'annexe d'une paroisse à Saint-Hyacinthe, sous prétexte que cela ferait perdre une certaine somme d'argent à cette paroisse. Je tiens à enregistrer de nouveau ma dissension.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Phaneuf (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Grand'Mère**

**M. Crête (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général

pour étudier le bill 91 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Crête (Laviolette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession J.-O. Villeneuve**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Pasquale et Francesco Villella**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 permettant à Pasquale Villella, à ses enfants mineurs et à Francesco Villella de changer leur nom de famille en celui de Billie et de changer leurs prénoms soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Loi du département des Affaires municipales**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi du département des Affaires municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est pour permettre aux employés du ministère des Affaires municipales de faire partie de l'Association des comptables. Nous allons référer le projet au comité permanent des bills publics.

**M. l'Orateur suppléant:** Adopté?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur division.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Rapport de l'archiviste**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1931-1932. (Document de la session no 37)

##### **État des dépenses, colonisation, comté de Drummond**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 février 1932, pour un état indiquant: 1. Combien le ministère de la colonisation a-t-il dépensé dans le comté de Drummond, du 1<sup>er</sup> janvier 1931 au 31 décembre 1931 inclusivement; 2. *a.* Quels sont ceux qui ont bénéficié de ces argents octroyés par le ministère de la Colonisation; *b.* Dans quelle paroisse résidait chacun d'eux; *c.* Quel montant chacun d'eux a-t-il reçu? (Document de la session no 40)

##### **Retour à la terre, Saguenay, Lac Saint-Jean**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 8 février 1932, pour un état démontrant: 1. Quels sont les marchands dans les comtés de Roberval et Lac Saint-Jean et Chicoutimi, qui ont été chargés par le gouvernement de cette province de fournir dans le mouvement de "retour à la terre" les matériaux de construction et la nourriture et tout ce qui était nécessaire aux colons entrés dans ce mouvement, ainsi que les chevaux et vaches nécessaires à leur installation; 2. Quel est le montant payé ou dû à chacun de ces fournisseurs à date; 3. Le gouvernement a-t-il contrôlé les prix payés; 4. Dans l'affirmative, a-t-il découvert que des prix exorbitants avaient été payés, surtout dans l'achat des chevaux. (Document de la session no 41)

##### **Price Waterhouse & Co.**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 22 décembre 1931, pour copie de toute correspondance et tous télégrammes échangés entre le gouvernement et tout ministre ou fonctionnaire et la Price Waterhouse & Co., relativement au



manièrement des deniers de la province, à la tenue, à l'apurement et à la vérification des *Comptes publics*; ainsi que copie de tout contrat et arrêté en conseil concernant l'engagement et le travail de ladite firme; de plus, copie de tous rapports ou recommandations faits par cette firme. (Document de la session no 42)

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 11 heures du matin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant l'ajournement, je veux répéter au premier ministre que l'opposition a des questions inscrites au *Feuilleton* depuis le commencement de la session, relativement aux pitons, aux emprunts à la Voirie, etc. Nous avons besoin de ces renseignements. Nous avons essayé de ne pas retarder les travaux par des discours, mais nous entendons obtenir des réponses et je déclare qu'aucun subside ne sera voté avant que nous les ayons.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** En ce qui concerne le département de la Voirie, je me permettrai de faire observer, à mon honorable ami le chef de l'opposition, que les questions qu'il nous a posées ne sont pas au *Feuilleton* depuis le début de la session, mais depuis le 1<sup>er</sup> février. Les réponses sont très longues à préparer. L'opposition ne se rend pas compte du travail imposé pour répondre aux questions.

Il faut quand même donner le temps au gouvernement de répondre. Ainsi, la question no 12 nous demande de qui le gouvernement a acheté de l'huile et de la gazoline depuis le 1<sup>er</sup> mai 1931. Depuis huit jours, nous avons sept ou huit employés occupés à préparer la réponse à cette question. J'ai dit personnellement à mon honorable ami (M. Duplessis), hier, que j'aurais la réponse à l'autre question qu'il nous a posée, pour aujourd'hui, mais ce matin, les employés chargés de la compléter sont allés aux funérailles de M. Boulanger, père du sous-ministre de la Voirie. Je vais essayer d'avoir cette réponse pour demain matin, vendredi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si les réponses ne sont pas prêtes, elles devraient l'être. Hier, le ministre a consacré près d'une heure à des explications au sujet du boulevard Taschereau. Il

aurait pu en profiter pour répondre plutôt à la question posée sur ce point et qui est enregistrée au *Feuilleton*.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement a montré de la bonne volonté; nous avons répondu à une foule de questions, nous commençons à nous habituer aux questions quotidiennes de mon honorable ami. (Souriant) Le chef de l'opposition nous fait les mêmes plaintes à toutes les séances. Je lui ai dit que nous nous hâtons de répondre à ses questions. (Souriant) Il devrait trouver quelque chose de nouveau la prochaine fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un nouveau gouvernement peut-être. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ou un nouveau chef de l'opposition. (Rires)

Mon honorable ami nous demande la liste des pitons émis depuis 1931. S'il nous demandait la liste des pitons payés, il l'aurait tout de suite. Quand on demande, par exemple, au gouvernement de dire le nombre de bons émis aux colons et pour combien d'argent, on ne sait pas ce que ce travail demande de besogne.

Tous les agents de colonisation, tous les missionnaires de colonisation, une foule d'employés publics ont émis des pitons. Il faut beaucoup de temps pour compléter la liste. Le chef de l'opposition ne se rend pas compte du travail inouï qu'entraîne la réponse à une pareille question. Nous recevons les pitons à pleines poches des quatre coins de la province. Il y en avait de distribué partout, dans les endroits les plus reculés de la province, par les missionnaires colonisateurs et il faut communiquer avec eux. Il nous a fallu les pointer pour connaître la quantité émise.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La question pour les pitons est posée pour l'année 1931, c'est-à-dire pour les pitons donnés il y a deux ans. Le gouvernement devrait avoir les renseignements là-dessus depuis au moins un an.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition n'a pas idée du travail que le contrôle de ces pitons impose au gouvernement. J'invite l'honorable chef de l'opposition à se rendre au bureau de l'auditeur général de la province (M. Edgar Vézina) et il verra quelle tâche il a demandé à nos employés de faire. Que l'on prenne patience, nous n'avons rien à cacher, comme je le lui

ai dit déjà, et nous lui donnerons les réponses aussitôt qu'elles seront prêtes. Nous avons répondu jusqu'ici à un grand nombre de questions sans nous faire prier. Mais à la prochaine séance, la même chose va recommencer et je répondrai la même chose.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous nous reverrons lors de l'étude des estimés budgétaires, si on ne répond pas à mes questions.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 4 h 45.

---

#### NOTE

1. À la levée de l'honorable M. Stockwell (Brome), MM. Edgar Vézina, auditeur général, A.-P.-B. Williams, assistant-trésorier, et J.-A. Bégin, contrôleur du revenu, entrent dans la Chambre et prennent place à la droite du fauteuil présidentiel, selon *L'Événement* du 10 février 1933, à la page 8.

Séance du vendredi 10 février 1933

**Présidence de I. Vautrin**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Absence de l'Orateur**

**M. le greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

**Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs!  
Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 24 modifiant la loi du département des Affaires municipales;
- bill 107 concernant le pont de Métis.

**Rôle d'évaluation  
de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie**

**M. Delisle (Chicoutimi)** demande, appuyé par le représentant d'Abitibi (M. Authier), la permission de présenter le bill 188 concernant un certain rôle d'évaluation de la corporation du village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Routes construites  
par le gouvernement**

**M. Guertin (Hull):** 1. Depuis la date couverte par la réponse apparaissant dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, séance du 15 février 1932, quelles sont les routes qui ont été construites entièrement aux frais du gouvernement, à l'exclusion des travaux de colonisation?

2. Quel est le coût dans chaque cas?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. et 2. (Voir la liste ci-dessous)

<i>Routes</i>	<i>Coûts</i>
Route Montréal-Sherbrooke-Thedford-Mines-Québec:	
Section East-Angus .....	\$ 2,293.08
Section Westbury .....	5,207.82
Route Edmunston-Rivière-du-Loup-Québec-Montréal-Toronto:	
Section Pointe-aux-Trembles .....	58,918.77
Route Québec-Chicoutimi-Tour du Lac-Saint-Jean-Québec:	
Section Hébertville .....	8,783.62
Section paroisse et village de Grande-Baie .....	15,716.03
Section paroisse et canton de Chicoutimi .....	64,759.17
Sections parc des Laurentides et embranchement Saint-Jérôme .....	36,336.39
Route East-Angus-Beecher Falls:	
Section Saint-Venant de Hereford .....	27,924.78
Route Saint-Urbain-Grande-Baie:	
Section canton Boileau .....	11,162.01
Route Saint-Urbain-Chicoutimi:	
Section Saint-Urbain .....	19,644.12
Route Fabre-Témiscamingue:	
Section canton Mazenod .....	41,361.05
Section canton Tabaret .....	13,227.23
Route Berthier-Saint-Michel-de-Saints:	
Section Paroisse de Berthier .....	1,227.50

<i>Routes</i>	<i>Coûts</i>
Raccordement du boulevard Alexandre Taschereau au pont Victoria.....	185,554.15
Chemins dans les cantons Lamotte, Malartic et Cadillac .....	50,502.74
Chemins dans les cantons Senneterre et Pascalis .....	37,186.10
Chemins dans les cantons Lamotte et Lacorne.....	47,803.10
Chemin Rouyn-Kirkland Lake:	
Section canton Desserat .....	27,290.43
Chemin dans le canton Rouyn .....	1,509.20

**Ministère de la Voirie,  
coût des travaux publics  
sans soumission**

**M. Béique (Chambly):** Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1931 à date: Combien la province a-t-elle dépensé, par l'entremise du ministère de la Voirie, pour l'exécution de travaux publics qui ont été accordés sans demande de soumissions?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**  
\$1,664,731.03.

**The Quebec Association  
of Seventh-Day Adventists**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 119 constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Smart (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ville de  
Shawinigan Falls**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 111 concernant la cité de Shawinigan Falls.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commissaires d'écoles  
de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 113 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code civil, article 47,  
et Code de procédure civile,  
article 1311**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 22 modifiant l'article 47 du Code civil et l'article 1311 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, 3 heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai posé une question pour savoir le total des dettes de chacun des ministères actuellement. On m'a demandé de changer mon interpellation en avis de motion. Cette motion n'a pas encore eu de suite et je n'ai pas encore le renseignement dont j'ai besoin. Nous avons besoin de connaître la réponse avant la discussion du budget. Je voudrais savoir si nous aurons bientôt ces renseignements.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous faisons toute la diligence possible.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** profère des menaces à propos de ce qui pourrait advenir des estimés si rien n'était fait à ce sujet.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Dans un cas, où la gauche veut connaître la somme dépensée pour fins d'expropriations, commissions ou frais se rapportant à ces expropriations, il a fallu relever des milliers de factures d'arpentage, depuis 1927, des centaines de notes de frais d'actes, provenant des notaires, etc. Un groupe d'employés travaille déjà depuis plusieurs jours à faire ce relevé, juste pour satisfaire la curiosité de l'opposition. L'opposition aura sa réponse dès que ce travail sera complété.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 11 h 35.

---



## Séance du mardi 14 février 1933

## Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 20<sup>1</sup>.

## Absence de l'Orateur

**M. le greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

## Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs!  
Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de Dame Alice Fraser demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu, le colonel Hector Prévost, est régulière et suffisante; quel le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas encore été suffisamment annoncée, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre le règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre au pétitionnaire de présenter immédiatement le bill qu'il a déposé.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 115 concernant la succession de feu Pierre Tétreault;

- bill 132 concernant la donation par Hubert Morin à dame Alice Morin.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 114 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- bill 123 concernant la charte de la ville de Mont-Royal;

- bill 129 refondant la charte du collège de L'Assomption.

## Succession Hector Prévost

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 concernant la succession de feu le colonel Hector Prévost et que ledit bill soit lu à la présente séance.

Adopté.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 135 concernant la succession de feu le colonel Hector Prévost.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Dettes et emprunts municipaux

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 30 modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explication.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le but du premier bill est de défendre aux conseillers municipaux de se rendre personnellement responsables des dettes de la municipalité, en endossant, par exemple, des billets au nom de la ville qu'ils représentent. Il est arrivé quelquefois que des conseillers aient été ruinés à cause de dettes publiques contractées par les municipalités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Code municipal

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 32 modifiant le Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
cités et villes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 33 modifiant la loi des cités et villes.

Le but du bill est d'amender la loi des cités et villes sur des sujets sans importance; il en va de même pour le troisième projet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Validation d'actes notariés  
dans Gaspé et Bonaventure**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 41 modifiant la loi 22 George V, chapitre 94.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi pour promouvoir  
le retour à la terre**

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 25 modifiant la loi pour promouvoir le retour à la terre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explication.

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Le projet amendant la loi du retour à la terre a pour but de permettre au gouvernement d'acheter des lots au prix de \$100, ou de \$5 l'acre, pour y établir des colons. La mesure présentée vise à donner au gouvernement une juridiction plus étendue.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rachat de terrains**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 45 concernant le rachat de certains terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitutif.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
de la chasse**

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 26 modifiant la loi de la chasse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et le deuxième projet au nom de l'honorable ministre de la Colonisation?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Nous proposons trois amendements à la loi de la chasse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cardinal  
Villeneuve**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les journaux nous ont appris, hier, une grande nouvelle qui nous a causé une grande joie, l'élévation à la pourpre romaine de Son Excellence Monseigneur Villeneuve, archevêque de Québec. C'est un grand honneur pour le Canada, pour la province de Québec et pour notre bonne vieille ville de Québec en particulier. Je suis convaincu que tous les citoyens se réjouiront de cette nouvelle et que même ceux qui ne partagent pas nos croyances partageront notre grand bonheur en cette occasion et se joindront à nous pour offrir au nouveau prince de l'Église nos hommages et nos félicitations, et pour souhaiter à Son Excellence un règne long et heureux sur le trône archiepiscopal de Québec.

Je sais que j'exprime les sentiments de toute la Chambre en offrant nos plus respectueuses félicitations au nouveau cardinal. L'honneur conféré par Rome à notre vénéré archevêque est un événement que je désire consigner dans les annales de cette Chambre. Je ne doute pas que le chef de l'opposition tiendra à unir sa voix à la mienne pour secondar la motion suivante.

J'ai l'honneur de proposer que la motion suivante soit adoptée:

Que cette Chambre a été très heureuse d'apprendre que Son Excellence Mgr Villeneuve, archevêque de Québec, doit recevoir la pourpre romaine.

Elle se réjouit avec toute la province et offre au nouveau cardinal ses félicitations et ses hommages respectueux.



**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, il me fait plaisir de m'unir au chef du gouvernement pour offrir au nouveau cardinal nos félicitations les plus respectueuses. Mgr Villeneuve devient prince de l'Église, une des rares monarchies qui aient résisté aux bouleversements qui ont secoué le monde, qui aient sorti plus forte de tous les assauts dirigés contre elle. Nous vivons à une époque où les monarchies croulent les unes après les autres, où le communisme et le bolchevisme minent la société. C'est un grand soulagement de constater que la monarchie de l'Église demeure inébranlable et immortelle, comme le promet son divin fondateur. Québec a toutes les raisons de se réjouir.

C'est un grand honneur qui lui est fait par l'élevation de Mgr Villeneuve au cardinalat, ainsi qu'à la congrégation des Oblats, dont Son Excellence est le très digne fils. Sa communauté a joué un rôle des plus glorieux dans notre histoire. Elle a rendu d'inappréciables services au pays, en particulier à l'Ouest, région qui a bénéficié du dévouement de l'apostolat magnifique d'une des gloires de l'épiscopat canadien qui soit passé sur le siège des Trois-rivières, le second évêque, Mgr Laflèche.

C'est même un honneur pour tout le Canada. Voilà pourquoi nos compatriotes protestants et des journaux comme *The Gazette*, *The Montreal Star* se sont joints à nous, catholiques, pour se réjouir de la bonne nouvelle. Nous les en remercions. Au nouveau prince de l'Église, nos respectueuses félicitations et l'humble hommage de notre filiale admiration. Je suis donc heureux de seconder la motion du premier ministre et d'offrir à Son Excellence nos plus respectueux hommages.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** M. l'Orateur, que l'on me permette, à titre de représentant de la minorité dans cette Chambre, de joindre mes hommages, mes sentiments et mes vœux à ceux qui viennent d'être exprimés par le chef du gouvernement et le chef de l'opposition, à l'occasion de la nomination d'un nouveau cardinal canadien. Tous ceux qui ont eu l'occasion de rencontrer Son Excellence J.-M.-R. Villeneuve, archevêque de Québec, savent que l'honneur qui vient de lui être conféré est bien mérité. C'est un plaisir de voir la manière dont la presse de langue anglaise a reçu la nouvelle. Au nom de la minorité de cette province, j'offre au nouveau prince de l'Église nos plus sincères félicitations.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** M. l'Orateur, que l'on me permette aussi, comme

représentant de la minorité dans l'opposition, de m'unir à tous ceux qui ont parlé avant moi pour féliciter et souhaiter long règne à Son Excellence Mgr Villeneuve, cardinal élu de Québec.

**M. l'Orateur suppléant:** La motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

### Questions et réponses:

#### Renseignements demandés

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition m'a demandé de hâter la réponse à la question no 1, celle qui exige le montant des bons émis par le gouvernement depuis un an et à diverses époques de l'année. J'ai écrit à l'auditeur général (M. Edgar Vézina) qui me répond que la réponse comporte l'examen de 10,000 dossiers et qu'elle ne sera pas prête avant le 20 février.

#### **Subsides et octrois du gouvernement fédéral au gouvernement provincial**

**M. Élie (Yamaska):** Quelle est la somme totale de tous les subsides et de tous les octrois payés par le gouvernement fédéral au gouvernement de cette province: *a.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, au 1<sup>er</sup> janvier 1931; *b.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, au 1<sup>er</sup> janvier 1932; *c.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1932, inclusivement, au 1<sup>er</sup> janvier 1933?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Subsides</i>	<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>
Subside (basé sur la population et intérêt) .....	\$2,315,777.42	\$2,315,852.17	\$2,819,998.79
Loi de l'aide aux chômeurs, 1930 .....	.....	3,190,310.97	278,820.91
Loi de l'aide aux chômeurs, 1931 .....	.....	.....	4,904,649.79
Loi de l'aide aux chômeurs, 1932 .....	.....	.....	717,024.13
Bureau de placement des ouvriers .....	18,700.56	19,019.13	17,179.41
Département de la Voirie .....	20,295.50	27,671.92	57,155.27
Colonisation (rapatriement) .....	13,026.32	50,000.00	50,000.00
Agriculture (transportation d'animaux) .....	12,481.60	28,943.57	26,673.91
Secrétaire de la province (maladies vénériennes) .....	<u>26,098.47</u>	<u>26,098.47</u>	<u>13,049.24</u>
	\$2,406,379.87	\$5,657,896.23	\$8,884,551.45

#### Employés de la commission des accidents du travail

**M. Guertin (Hull):** 1. Quel était: *a.* le 1<sup>er</sup> janvier 1932; *b.* le 1<sup>er</sup> septembre 1932; *c.* le 1<sup>er</sup> janvier 1933, le nombre d'employés à la Commission des accidents du travail?

2. Sur ce nombre, combien y avait-il de femmes ou filles, et combien d'hommes?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** 1. et 2. *a.* 114, savoir, 46 hommes et 68 femmes, dont 41 hommes et 67 femmes étaient employés dans les bureaux de Québec, et cinq hommes et une femme étaient employés dans les bureaux de Montréal; *b.* 130, savoir, 54 hommes et 76 femmes, dont 46 hommes et 73 femmes, employés aux bureaux de Québec, et huit hommes et trois femmes, aux bureaux de Montréal; *c.* 134, savoir, 57 hommes et 77 femmes, dont 46 hommes et 73 femmes sont employés dans les bureaux de Québec, et 11 hommes et quatre femmes dans les bureaux de Montréal.

#### Mandats non payés

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux dépenses encourues par la province, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1931, inclusivement, jusqu'au 30 juin 1932, inclusivement: *a.* Combien ont été payées après le 30 juin 1932? *b.* Combien reste-t-il à payer?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* En ce qui concerne le département du Trésor, les mandats non payés au 30 juin 1932 s'élevaient à \$6,297,428.74; *b.* Il ne reste rien à payer.

#### Southern Canada Power Company

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À la connaissance du gouvernement: depuis quand la Southern Canada Power Company exporte-t-elle aux États-Unis de l'énergie électrique produite en cette province?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La Southern Canada Power Company, par sa subsidiaire la Sherbrooke Railway and Power Company, exporte aux États-Unis depuis 21 ans.

L'énergie provient d'une usine privée sur la rivière Magog et dessert les villages des États-Unis: Derby Ligne et Beeve, Vermont, situés juste sur la frontière.

#### Pont Caughnawaga

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. À combien se chiffre à date le coût total des travaux exécutés et les déboursés encourus par la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à la construction du pont communément appelé Pont Caughnawaga?

2. Quand lesdits travaux ont-ils été commencés?  
3. Lesdits travaux sont-ils complétés?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La Commission des eaux courantes a cessé tout travail depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1932.

Au 1<sup>er</sup> décembre 1932: \$32,397.22, montant totalement remboursé à la Commission des eaux courantes.

2. Travaux commencés le 22 juin 1931.

3. La Commission des eaux courantes ne fait plus de travail en rapport avec la construction du pont Caughnawaga.

### **Fonds de l'assistance publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 40 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec, relativement au fonds de l'assistance publique.

Adopté.

### **Loi de l'aide aux chômeurs, 1933**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 de l'aide aux chômeurs, 1933.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Ce sera la même loi que l'an dernier et depuis deux ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça va-t-il donner la même quantité de pitons que les deux autres lois?

Adopté.

### **Loi de la chasse**

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 26 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 9 février, sur la motion proposée le jeudi 9 février courant: "Que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

**M. Smart (Westmount):** M. l'Orateur, tout d'abord, je tiens à offrir mes félicitations au député de Brome (l'honorable M. Stockwell) à l'occasion de sa nomination comme trésorier provincial. Tous deux, nous avons été des compagnons d'armes sur les champs de batailles de France, durant la dernière guerre, et c'est en toute sincérité que je lui souhaite tout le succès possible dans l'exercice de ses fonctions et dans toute sa carrière.

La solidarité ministérielle lui fait partager la responsabilité de l'administration dont il fait maintenant partie, mais je lui souhaite tout le courage nécessaire pour réprimer les abus que nous avons à déplorer.

Le discours du trésorier provincial peut se résumer en trois points:

1. L'examen de la situation actuelle de la province au point de vue des affaires en général;
2. La discussion du budget provincial;
3. La déclaration à l'effet qu'une saine et vigoureuse économie sera pratiquée.

Quant à ce qui concerne la situation générale, le trésorier de la province a omis de parler des causes qui ont aggravé cette situation malheureuse dans notre province.

L'agriculture est dans une situation pénible, un état déplorable, et le trésorier provincial a oublié de dire que, pendant des années, l'administration actuelle avait oublié que la province de Québec était et devait rester essentiellement agricole, et qu'une partie de la crise agricole se rattache directement à la négligence du gouvernement, qui a préféré exercer un patronage politique intensif plutôt qu'adopter les méthodes rationnelles qui s'imposaient pour aider la classe agricole. En matière agricole, il faut "less politics, more statesmanship".

De la question agricole, le trésorier est passé à la question forestière. Il a oublié de dire que la crise forestière est en grande partie due à l'imprévoyante administration actuelle. Sans doute, il y a des causes étrangères que nous admettons, mais il n'en reste pas moins vrai que le mal s'est aggravé par l'ingérence du régime actuel.

L'industrie papetière a été établie sans méthode, sans précaution. Le surdéveloppement a été en grande partie imposé par le gouvernement actuel qui a forcé et obligé les acheteurs de limites à bois de bâtir des moulins d'une capacité quotidienne d'au moins 1,000 tonnes, quantité qui représente une grande partie de la surcapitalisation. Il a oublié de dire que le gouvernement a toléré le travail du dimanche, activant ainsi la surproduction.

Il a oublié de dire que, depuis 1930, le gouvernement a permis le transfert de 74,776 milles carrés de concessions forestières dont une grande partie étaient susceptibles d'être annulées et de servir comme réserves forestières. Sous le régime actuel, 13,722 milles carrés de nos forêts ont été affermés. En quatre ans, de 1923 à 1927, 12,323 milles carrés ont été concédés, soit une étendue représentant 1/7 de toutes les concessions actuellement affermées et les tiers de toutes les concessions faites depuis 1897.

Le gouvernement s'est rendu coupable d'une véritable orgie de concessions forestières. Et l'orgie des ventes de concessions forestières, de 1923 à 1927, a coïncidé avec la politique, alors instaurée par le gouvernement actuel, d'obliger les acheteurs de concessions à bâtir des usines à papier. Nous aurons d'ailleurs l'occasion, plus tard, de discuter la politique forestière du gouvernement, les dommages incalculables qu'elle a accumulés. C'est même par la vente fiévreuse de notre patrimoine que notre gouvernement se bâtissait de prétendus surplus à même notre capital forestier.

Le trésorier a également parlé des développements hydroélectriques en mentionnant le coût, d'après lui peu élevé, de la production. Il a oublié de mentionner que, dans toutes les concessions de pouvoirs hydroélectriques, le gouvernement, dont la première obligation est de prévoir, n'a pris aucune mesure pour assurer la protection des consommateurs qui, en l'occurrence, sont la population de cette province en faveur de laquelle les ressources naturelles auraient dû être développées, au lieu de l'être en faveur de quelques monopoles, quelques gros intérêts, et au détriment de la masse de la province de Québec.

Le petit consommateur a été ignoré. Nous avons assez de pouvoirs électriques pour procurer à la province des avantages exceptionnels au point de vue de l'éclairage, au point de vue même du chauffage. Sur ce point assurément, la politique du gouvernement se solde par un déficit désastreux pour le peuple et un surplus des plus injustes en faveur des monopoles.

Au point de vue minier, il y a certains progrès que nous constatons avec plaisir. Mais si nous considérons que les amis du régime actuel sont au pouvoir depuis 36 ans et si nous mettons en regard le développement minier dans la province d'Ontario, nous constatons que, même sur ce point, le gouvernement a été des plus négligents.

Le député de Brome (l'honorable M. Stockwell) a également parlé de la crise manufacturière. Il a mentionné la tendance heureuse du public à se protéger au moyen d'assurances et à abandonner

l'idée de la spéculation; il a oublié de dire que la spéculation, qui a entraîné tant de l'épargne populaire et aggravé considérablement la crise, a été dans plusieurs cas favorisée par le gouvernement, qui ne porte pas toute la responsabilité, mais une partie importante de la responsabilité à ce sujet.

Il a également parlé du tourisme qui constitue, évidemment, une industrie importante, mais pour laquelle le gouvernement a certainement fait des dépenses nombreuses au détriment de certaines améliorations qui s'imposaient pour répondre aux besoins de la population de la province.

Enfin, le trésorier provincial s'est permis une dissertation sur l'inflation. Mais, il a omis d'entrer dans les détails. Il est remarquable que cette dissertation précède immédiatement l'exposé de la situation financière de la province. L'idée de l'inflation conduit nécessairement à l'exposé budgétaire tel que prononcé par le trésorier provincial.

Il y a toutes sortes d'inflations. La pire, probablement, est cette sorte d'inflation préconisée par nos fermiers de l'Ouest, par l'entremise de leurs représentants à la Chambre des communes, qui pressent le gouvernement d'émettre des billets de banque par millions et qui prétendent qu'il n'y a pas suffisamment d'argent en circulation pour stimuler les affaires.

L'histoire nous apprend que c'est un moyen très dangereux. Mais je doute que ce moyen soit aussi mauvais que la méthode suivie par le gouvernement provincial d'émettre des millions de dollars de pitons dans la province que les détenteurs ne peuvent se faire payer. En d'autres mots, le gouvernement a financé ses extravagances aux dépens du public.

Nous n'avons pas le moyen de déterminer la somme totale des pitons distribués, puisque le premier ministre lui-même a déclaré en Chambre que la chose était impossible. Quel magnifique système de comptabilité, organisé pour cacher des déficits de millions! Imagine-t-on une compagnie qui distribue ainsi ses obligations et qui n'en tient aucun compte exact? Il n'est pas étonnant que le trésorier ait préféré faire des prévisions pour l'année 1933-1934 que dire ce qui se passe.

Pourquoi n'a-t-il pas soumis un état financier tel que celui préparé par Price Waterhouse et que le gouvernement a fait distribuer? Pourquoi n'a-t-on pas suivi les recommandations de la maison Price Waterhouse? La réponse est simple. Si le gouvernement l'avait fait, il aurait dû présenter un déficit de \$10,000,000 au lieu d'un déficit de \$584,708.61.

C'est en se servant d'une comptabilité antédiluvienne que le gouvernement a pu tromper la population et l'engager à croire à des surplus imaginaires. Le trésorier provincial n'a fait aucune référence à ce sujet, sans doute de peur d'offenser de gros intérêts. C'est une des pires formes d'inflation qui aient été pratiquées sans vergogne dans cette province.

Je pourrais citer un cas, celui de la Canada Paper and Power, où certains gros intérêts de Montréal ont obtenu des options sur un nombre de compagnies de papier et de pulpe et les ont amalgamées sous le nom précité. Mais avant d'offrir ces valeurs au public, ils ont versé de l'eau suffisamment dans le projet, par actions ordinaires, pour faire flotter un navire de guerre. Si ce n'était irrévérencieux, je dirais que quelques-uns de ces financiers sont capables de reproduire le miracle des noces de Cana, seulement ils changeraient l'eau en argent plutôt qu'en vin. Qui ne sait de quelle manière le stock de cette compagnie a été mouillé? Ces valeurs ont été alors offertes au public qui les a achetées avidement, sans doute à cause des noms des directeurs du conseil d'administration qui étaient associés à l'entreprise.

Le produit de la vente de ces valeurs a rapporté, au syndicat qui a lancé l'affaire, environ \$20,000,000, disent les gens de la rue, sans compter un large bloc de valeurs. Comment une compagnie peut-elle espérer faire un succès, qu'il y ait ou non dépression, sous de telles conditions? Toute cette transaction a été honteuse, mais le gouvernement n'a rien fait et a laissé voler le public. Il n'y a pas d'autre mot pour exprimer la chose. Le même groupe, en détenant la majorité des valeurs, a racheté la propriété en faillite et est maintenant en train de préparer une sorte de réorganisation. Il vaudrait mieux dire spoliation. Le nouveau plan comprendra sans doute un nouveau schème pour tromper le public encore une fois.

Un journal, le *Herald* de Montréal, ami du gouvernement, offrait, dans son numéro du 14 janvier dernier, une récompense de \$10,000 à toute personne qui lui fournirait confidentiellement toute information sérieuse qui permette au journal d'exposer devant le public tout directeur ou officier de compagnie qui ont vendu des actions à des acheteurs non prévenus sur la foi de prétendus tuyaux, relativement à l'une des 22 compagnies mentionnées dans l'annonce qui comprend la Canada Power and Paper.

Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire pour arrêter ce genre d'inflation, le plus mauvais qui soit, et que le gouvernement, à entendre le trésorier, déteste tant? Qui a le droit?

Je demande au trésorier provincial de voir à faire disparaître ce genre d'inflation. Je réclame un aménagement équitable tant pour le capitaliste, le financier, l'industriel que le commerçant, dans cette province, et j'insiste en même temps pour que la même chose soit accordée aux petits investisseurs et aux ouvriers. La surcapitalisation constitue une autre sorte d'inflation dangereuse.

Le gouvernement, qui a le pouvoir et le devoir de légiférer, n'a rien fait pour prévenir et empêcher, dans la mesure du possible, au moins pour les compagnies qui détenaient leurs pouvoirs de la province, une surcapitalisation désastreuse qui a englouti des millions de l'épargne populaire et qui a secoué profondément, et peut-être irrémédiablement, une de nos principales industries, l'industrie papetière. Le trésorier provincial lui-même pratique l'inflation dans l'exposé budgétaire.

Le devoir du gouvernement en tout temps, mais surtout en temps de crise, consiste à donner un état exact, intelligible et complet de la situation financière de la province. Dans un temps de crise, spécialement, il convient que le peuple de la province sache exactement à quoi s'en tenir; une situation financière dorée par l'artifice, embellie par les jeux de comptabilités, est de nature à provoquer et à autoriser des demandes considérables sur les fonds publics.

L'opposition est prête à coopérer avec le gouvernement à la solution des problèmes sérieux que nous devons résoudre, mais l'opposition manquerait à son devoir si elle ne dénonçait pas les abus du régime et si elle ne faisait connaître la véritable situation. Pour guérir le mal, il faut le connaître, et pour le connaître, il faut en chercher les causes et les symptômes.

J'ai le regret de dire que l'estimé budgétaire présenté par le trésorier provincial ne correspond pas à la véritable situation. Le député de Brome (l'honorable M. Stockwell), au début de son discours, a déclaré que le premier ministre lui avait passé le flambeau que lui, le trésorier provincial, avait accepté avec empressement. Évidemment, ce flambeau projette une lumière plutôt faible. Serait-ce parce que le trésorier provincial l'a pris avec trop d'empressement, qu'il en a éteint la flamme? Serait-ce parce que la lumière qu'elle projette est plutôt minime?

Le trésorier provincial est incapable de dire comment se bouclera l'année financière qui expirera dans environ quatre mois, mais il se déclare capable de prévoir un surplus de \$62,214.82 pour l'année qui expirera le 30 juin 1934, c'est-à-dire dans environ

16 mois. La torche que le trésorier provincial a prise avec tant d'empressement ne paraît pas lui permettre de voir de bien près; et si la lumière ne peut éclairer à quelques pas, il est bien permis de douter qu'elle puisse éclairer à une distance plus grande.

Nous n'aurons pas de nouvelles taxes, déclare le trésorier provincial. À la dernière session, les nouvelles taxes imposées par le gouvernement actuel, d'après les estimations fournies par les membres du gouvernement, devaient produire un revenu additionnel de \$4,500,000. On admettra que, pour une session, ce n'était pas mal de la part de ceux qui se déclarent opposés aux taxes et à ceux qui taxent.

Et qu'on remarque bien qu'une grande partie des nouvelles taxes a été assumée par les contribuables de cette province. Ainsi, la taxe sur la gasoline, qui a été augmentée de 1 ¢. l'an dernier, a produit le résultat suivant: du 1<sup>er</sup> décembre 1930 au 1<sup>er</sup> mai 1931, période où il n'y a pas de tourisme, la taxe sur la gasoline a rapporté \$1,078,512.59. Du 1<sup>er</sup> décembre 1931, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1932, \$1,313,684.52, soit une augmentation de \$235,171.93.

La même taxe, du 1<sup>er</sup> mai 1931 au 1<sup>er</sup> juillet de la même année, a rapporté \$762,605.62, et du 1<sup>er</sup> mai 1932 au 1<sup>er</sup> juillet 1932, \$1,139,778.39, soit une augmentation de \$377,172.77, et cela, à une époque où le tourisme est presque nul. Quand le gouvernement disait que l'augmentation de la taxe sur la gasoline serait payée par le tourisme, il se trompait pour le moins. Pour la période ci-dessus mentionnée, il y a une augmentation d'au-delà de \$500,000 assumée par cette province.

Les ponts de péage, qui devaient être abolis et au sujet desquels le premier ministre a présenté une loi dans laquelle il déclarait qu'ils étaient une entrave à l'agriculture et au commerce en général, ont été multipliés sous le régime actuel. Du 1<sup>er</sup> mai 1928 au 15 novembre de la même année, les revenus nets provenant des ponts de péage ont été de \$199,607.26; du 1<sup>er</sup> mai 1929 au 15 novembre de la même année, les revenus nets ont été de \$262,573.62; du 1<sup>er</sup> mai 1930 au 15 novembre 1930, les revenus nets ont été de \$294,112.90; du 1<sup>er</sup> mai 1931 au 15 novembre 1931, \$245,793.38; du 1<sup>er</sup> mai 1932 au 15 novembre 1932, \$169,947.25, de sorte que pendant six mois et demi de chacune des années ci-dessus, les revenus nets provenant des fonds de péage se sont élevés à \$1,172,034.41.

Ces deux exemples, que nous pourrions multiplier, sont donnés pour indiquer jusqu'à quel point l'administration actuelle nous a taxés, et pendant que les taxes augmentent d'une façon

alarmante, pendant que nos ressources naturelles sont sacrifiées, la dette publique augmente considérablement.

En 1920, à l'arrivée au pouvoir du premier ministre actuel, la dette publique nette, d'après les chiffres officiels, était de \$38,531,751.30; en 1932, elle était de \$66,860,821.54, soit une augmentation de \$28,329,070.24. La dette consolidée en 1920 était de \$40,708,113.55. En 1932, elle était de \$91,987,692.58, soit une augmentation de \$51,279,578.03.

En retranchant les fonds d'amortissement qui pourraient s'y placer, d'après les chiffres du gouvernement, la dette consolidée de la province au 30 juin 1932 se chiffrerait à \$80,656,140.23. Ce montant inclut les garanties données par la Banque Canadienne Nationale et qui doivent figurer dans le passif de la province, mais cette somme d'au-delà de \$80,000,000 ne comprend pas un montant de \$4,379,300 étant des débentures et emprunts garantis par la province de Québec. Ce montant ne comprend pas non plus une somme de \$15,882,536.68 représentant des octrois spéciaux à diverses institutions, provenant des fonds publics et payables en versements annuels.

De plus, sans considérer les dettes criardes, sans considérer les comptes soutirés à la banque, la province a contracté dernièrement un emprunt pour une somme de \$9,000,000, de sorte que, à part les emprunts temporaires, à part les dettes criardes, à part les comptes qui peuvent être soutirés à la banque, la dette de la province s'élève à \$109,927,976.91. Et comme la situation des corporations municipales et scolaires est très importante, il serait intéressant d'étudier quelle est leur position d'après les dernières statistiques.

En 1919-1920, le passif des corporations scolaires s'élevait à \$40,296,428. En 1930-1931, il s'élevait à \$78,253,280, soit une augmentation sous le régime actuel de \$37,956,852. Le passif des corporations municipales en 1919, sous le régime Gouin<sup>2</sup>, se chiffrait à \$207,488,833; en 1930, sous le régime actuel, à \$409,127,406, soit une augmentation, sous le régime actuel, de \$201,638,573. Et si on prétend que la situation municipale et scolaire n'a rien à voir à la situation provinciale, nous répondons que le crédit des corporations municipales et scolaires est intimement lié au crédit de la province et que, d'ailleurs, cette augmentation de la dette municipale et scolaire a été en grande partie autorisée et favorisée par le gouvernement actuel, à qui a été soumise pour approbation la plus grande partie de ces augmentations.

Les finances municipales et scolaires ont été compromises par de nombreuses exemptions de taxes, accordées à de grandes industries en vertu de lois de la Législature, et cette situation a été aussi compromise parce que le gouvernement provincial s'est arrogé énormément de revenus qui devaient normalement être attribués aux municipalités. Enfin, depuis les dernières statistiques, les dettes municipales et scolaires ont augmenté considérablement, comme nous le savons tous. Augmentation fabuleuse pour la dette provinciale, augmentation écrasante des impôts, augmentation fabuleuse de la dette municipale et de la dette scolaire: voilà le bilan financier de la province.

La dette publique entraînera, pour le prochain exercice financier, une dépense de \$7,278,702.82, tandis qu'en 1931-1932, elle entraînerait une dépense de \$5,342,933.53, soit une augmentation de \$1,935,769.29, ce qui indique bien l'augmentation du fardeau public, malgré toutes les précautions prises par le régime pour donner une meilleure apparence à l'administration des affaires.

La dette publique augmente, bien que le gouvernement essaie de le cacher. De fait, les *Comptes publics* sont préparés de manière à rendre excessivement difficiles toutes recherches quelconques, tandis que le propre d'une administration devrait être une reddition de comptes facile, classifiée avec méthode et absolument claire.

Par sa législation, le gouvernement s'est ingénié à tenter de bâtir des surplus sur des statuts; ainsi, en vertu du chapitre 37, article 19, section 19, le gouvernement s'est réservé le droit de retirer de la Commission des liqueurs n'importe quel montant et quand il le voudrait. En 1931-1932, le gouvernement a retiré de la Commission des liqueurs \$8,569,725, soit un excédent de \$2,455,376.

Non seulement le gouvernement a retiré tous les profits de la Commission des liqueurs, mais même le montant de \$2,455,376 ci-haut mentionné, ce qui était enlever d'autant (sic) que le capital d'exploitation de la Commission. On voit facilement le but de la loi, qui est de permettre au gouvernement d'entamer le capital de la Commission des liqueurs, pour sa bâtir des surplus fictifs.

C'est ainsi que l'on présente des surplus ou que l'on réduit les déficits. Si nous ajoutons au déficit admis de \$584,708 pour le dernier exercice financier cette somme de \$2,455,376, le déficit réel aurait dû s'augmenter d'autant, car en s'appropriant une partie du capital ou de la réserve de la Commission des liqueurs, la province s'appauvrit d'un côté pour paraître s'enrichir de l'autre.

En vertu de la loi, une somme de \$1,000,000 était employée chaque année à même les revenus de la Commission des liqueurs, pour les fins de l'assistance publique. Or, durant le dernier exercice financier, bien qu'il ait retiré \$2,500,000, une somme de \$300,000 seulement a été dépensée, et la balance de \$700,000 a été versée aux fonds généraux, contrairement à la pratique dénoncée avec raison par la maison Price Waterhouse & Co. qui, dans un rapport au gouvernement, condamnait cette façon de procéder. \$700,000 des fonds de l'assistance publique ont donc été versés aux fonds généraux. L'assistance publique, même si l'on avait versé à son fonds les \$700,000 qui ont été détournés, aurait un déficit de \$1,043,144.34 qui doit être ajouté au déficit réel, vu que ces dépenses devraient être considérées comme des dépenses ordinaires.

L'assistance publique, dans un temps de crise effroyable, a été privée d'autant, mais les travaux du pont de l'Île d'Orléans ont pu être continués, travaux qui ont occasionné à date des contrats entre la province et les entrepreneurs pour une somme de \$1,813,348, sur lesquels \$713,345 ont été dépensés et \$477,279 ont été payés. Le particulier qui se rendrait coupable de semblable détournement de fonds serait vite mis en accusation. Par un nouveau jeu de comptabilité, le gouvernement a porté au compte capital des dépenses qui y figuraient en 1930-1931 au compte des dépenses ordinaires. Il est vrai qu'en 1930-1931, les finances étaient vérifiées par la maison Price Waterhouse & Co.

Ainsi, pour l'année fiscale 1931-1932, on a porté au compte du capital des dépenses pour les ponts-routes, soit \$498,380.06. La contribution de la province au déficit des opérations du pont de Montréal-Longueuil, soit \$150,000; les dépenses pour chemins municipaux, soit \$3,054,500.81; subventions pour travaux municipaux, \$1,340,353.30, soit \$4,394,854.11. De plus, on a capitalisé des dépenses pour chemins et aide à la colonisation jusqu'à concurrence de \$1,140,678.66. Mais la province n'est pas intéressée comme propriétaire au pont de Montréal. Alors, pourquoi cette charge au compte capital? Tous ces divers montants auraient dû, comme l'année précédente, être portés au compte des dépenses ordinaires, et représenter une dépense de \$6,173,912.83 qui doit s'ajouter au déficit avoué.

On remarquera, par ailleurs, qu'il n'est aucunement question des montants dus par la province pour le chômage et pour ce qu'on appelle communément les pitons. La province doit actuellement en dettes criardes échues, depuis environ un an et plus, une somme d'au-delà de

\$7,000,000, qui doit s'ajouter au déficit. Le devoir du gouvernement est de donner la véritable situation de la province et non pas d'avoir une comptabilité plus habile qu'exacte et qui ne tient nullement compte des règles ordinaires de la comptabilité.

Le gouvernement depuis environ 18 mois<sup>3</sup> a laissé impayées des dettes criardes pour une somme d'au-delà de \$20,000,000. En se comportant de cette façon, il a nui considérablement au crédit de la province, paralysé les affaires et aggravé la crise en empêchant la circulation de l'argent. Il y a des marchands dans cette province qui possèdent des pitons pour des montants s'élevant à au-delà de \$100,000. Le gouvernement porte une responsabilité terrible, en s'accordant un moratoire des plus ruineux, des plus injustes et des plus préjudiciables au crédit de la province.

On remarquera que, dans tous les états de compte, le gouvernement ne fait aucune mention des comptes payables et des comptes recevables. La maison Price Waterhouse & Co. a condamné, avec raison, les façons d'agir du gouvernement. Il n'y a pas un bilan d'un homme d'affaires qui ne mentionnerait pas les comptes payables et les comptes recevables. Le gouvernement se sert de ce moyen répréhensible pour donner l'apparence d'une situation financière inexacte, fallacieuse et de nature à provoquer des demandes de la part de ceux qui croient aux états financiers de la province.

Cette façon de procéder est un encouragement à la dépense publique et contraire à la pratique de l'économie prêchée aujourd'hui, mais qui n'a jamais été appliquée. Le premier ministre de cette province s'est entêté à faire construire le pont de l'Île d'Orléans, en plein temps de crise, alors que les taxes au cours d'une session seulement étaient augmentées d'une somme de \$4,700,000. Le gouvernement a passé des contrats au sujet de la construction de ce pont inutile pour une somme de \$1,183,348.49, sur laquelle \$713,345 ont été dépensés.

Le gouvernement entend faire là pour près de \$1,200,000 pour des travaux inutiles, en plein temps de crise, lorsque le fond de l'assistance publique n'a retiré que \$300,000 sur la somme de \$1,000,000 qui lui était destinée; \$1,200,000 pour un pont inutile, lorsque la province refuse de payer \$7,000,000 de dettes criardes dues à des colons, des cultivateurs, des ouvriers et des marchands, depuis environ un an.

L'économie d'un gouvernement qui a dépensé à date, pour la construction du boulevard Taschereau qui n'est pas complétée, la somme de \$2,154,435.57, soit au-delà de \$215,000 du mille pour un chemin dont la longueur est de 9.31 milles. Économie de la

part d'un gouvernement qui a dépensé, sans demander de soumissions, à 12½ % de commission sur le prix coûtant, une somme d'environ \$4,000,000 au sujet du palais de justice de Québec. Économie de la part d'un gouvernement qui a dépensé au-delà de \$1,200,000 pour un musée.

Et ces cas-ci ne constituent que quelques exemples, entre de nombreux, de l'extravagance du régime actuel; un régime qui prêche l'économie lorsque les frais du gouvernement civil étaient de \$877,985.67 en 1920 et de \$2,375,803.79 en 1931-1932, soit une augmentation de \$1,496,818.12 sous le régime actuel. La situation difficile dans laquelle nous nous débattons provient des extravagances injustifiables du gouvernement.

Le gouvernement est peut-être en train de se duper lui-même et a certainement longtemps dupé la plupart des gens de cette province. Il s'est servi de la dépression pour provoquer un changement. Sa retraite a été interrompue et il doit être acculé au pied du mur, à moins que le peuple ait perdu son sens du vrai et du faux.

Ce n'est pas attenter au crédit de la province que de dénoncer le mal de ceux qui le commettent. C'est au contraire travailler au bien de la province en condamnant le mal et les malfaiteurs. Ceux-là, qui se rendent coupables d'extravagances semblables et de trucs de comptabilité, s'attaquent au crédit de la province. Il faut économiser, mais l'économie consiste à admettre ses dettes et à les payer d'abord. L'économie bien entendue consiste à répondre aux besoins nécessaires et urgents. Il nous faut une comptabilité conforme à la véritable situation. Il faut que la situation financière de la province soit sans délai examinée, étudiée par des experts offrant toutes les garanties d'impartialité.

Il faut un rajustement des impôts publics; un inventaire doit être fait par des gens qualifiés à tout point de vue, inventaire ayant pour but de rechercher les erreurs du passé, les causes du mal de la situation présente et les moyens de réparer les erreurs, de répondre aux besoins du présent, de pourvoir à l'avenir et de l'assurer. Nos ressources naturelles doivent être inventoriées; elles doivent être utilisées pour le bien public et non pour le bien particulier.

Les ministères doivent être distribués autrement. La Colonisation et l'Agriculture doivent être unies; les Pêcheries, les Mines, les Forêts, les pouvoirs d'eau et la Chasse devraient former le ministère des ressources naturelles. Les Travaux publics devraient être réunis à la Voirie. Il serait aussi nécessaire de modifier le Code. Les frais d'administration devraient être diminués. Dans ce temps de crise, le patronage politique devrait disparaître.



Nos lois devraient être révisées de façon à empêcher la répétition des abus que nous déplorons tous, mais qui se sont perpétrés sous le pouvoir de lois existantes. Nous devrions avoir moins de lois, moins de lois pénales entre autres, mais plus de bonnes lois. Les fondements de notre Législature d'une manière générale doivent être conservés, mais ils peuvent facilement s'adapter aux conditions nouvelles.

La population de la province de Québec est un capital des plus précieux. L'harmonie entre les races est nécessaire. La population est respectueuse de l'autorité, animée de justice, en un mot, c'est une population modèle. Il est du devoir du gouvernement de répondre aux besoins de l'heure, et pour atteindre ce but, l'opposition lui apportera sa franche collaboration.

En signalant les abus que nous avons indiqués, je n'ai d'autre but, M. l'Orateur, que de faire mon devoir, convaincu que c'est en indiquant le mal que nous pouvons mieux l'empêcher et en prévenir les effets. (Applaudissements à gauche)

**M. McDonald (Pontiac):** Je suis heureux de féliciter le nouveau trésorier provincial de son premier budget. Le premier ministre a toujours été heureux dans le choix de ses trésoriers. Je félicite également le député de Westmount (M. Smart) pour le rétablissement de sa santé.

Les membres de l'opposition ont enfin réussi à dire la vérité quand ils ont constaté que le gouvernement avait un déficit. Pour la première fois depuis 35 ans, le gouvernement libéral de cette province a présenté son état financier au peuple de la province avec un déficit. Mais ce résultat était inévitable dans une crise comme celle que nous traversons. Seuls les aveugles ou les optimistes trop exubérants auraient pu oublier que, durant les trois dernières années, la crise a assailli la province, et auraient pu espérer que l'administration pouvait balancer ses comptes avec un surplus. Toutes les autres provinces, et même le gouvernement fédéral, ont eu à faire face à une situation semblable, non seulement durant la dernière année, mais pendant les années précédentes. La confiance du peuple envers le gouvernement de Québec est inaltérée, et ceci a été démontré récemment dans le cas du dernier emprunt.

La cause du déficit doit être recherchée dans la politique de chômage du fédéral et dans les conditions exceptionnelles qui règnent aujourd'hui dans le monde entier. En face de cette situation, le gouvernement s'est vu dans l'obligation de dépenser des millions de piastres, sans recevoir un retour adéquat.

Le premier ministre du Canada (M. Bennett) a dit en 1930: "Je dynamiterai mon chemin pour aller trouver des marchés aux produits canadiens et je mettrai fin au chômage". Après l'avènement du Parti conservateur à Ottawa, à la grande surprise de tous, les provinces et les municipalités ont été appelées à payer pour remédier au chômage. Au lieu de mettre fin au chômage, comme il l'avait promis, M. Bennett a forcé les provinces à contribuer à sa politique de secours, et le drainage des fonds publics des provinces nous a placés dans une situation financière telle que notre surplus annuel s'est mué en déficit.

Amené à croire, avec les promesses que lui ont faites les députés du gouvernement fédéral, que le chômage et l'aide au chômage étaient leur unique souci, le gouvernement de Québec s'est retrouvé soudainement face à une politique qui requerrait une contribution financière égale à celle du gouvernement fédéral. Situation complètement inattendue et, de fait, imprévue, aucune provision budgétaire n'a pu être faite, et la perte qui en résulte au Trésor, afin de rencontrer des demandes si irrégulières, est telle qu'un seul résultat pouvait être espéré. Les remèdes choisis par le gouvernement fédéral n'ont pas donné de bons résultats. Les revenus ont diminué et les affaires sont dans le marasme. La politique du chômage établie par le gouvernement fédéral a été l'une des principales causes contributives à notre déficit provincial. M. Bennett n'a réussi qu'à nous mettre dans une situation commerciale inextricable.

Les groupes financiers, ici comme ailleurs, ont été en grande partie responsables de la crise que nous traversons. Bien que l'agriculture ait toujours été considérée comme l'industrie basique de la province, les grosses compagnies de prêts ont toujours refusé de reconnaître son importance et d'avancer aux fermiers l'argent dont ils avaient besoin. Ces compagnies ont tourné leurs activités vers d'autres champs et, à cause de cela, le gouvernement était obligé de venir en aide aux cultivateurs, soit en matière d'électricité, soit pour d'autres nécessités. Il est nécessaire pour tous les gouvernements, et particulièrement pour celui de la province de Québec, de contrôler sévèrement les activités de certaines compagnies et des corporations désignées sous le nom de trusts.

Comme exemple de la méthode employée par ces organismes, une compagnie, dont le capital, en 1920, avait été établi à \$32,000,000, avait soufflé ce même capital à \$718,000,000, en 1930. Ces surhommes de la finance, dans la conduite de leurs affaires, ont des salaires complètement

disproportionnés aux services rendus, salaires qui bien sûr doivent être payés à partir des revenus, lesquels revenus proviennent des taux chargés au consommateur, s'agissant d'un service public, ou, dans le cas d'un article manufacturé, du public acheteur.

Le gouvernement ne doit pas permettre aux compagnies d'empiéter sur les droits et les privilèges de la masse. Il est évident que la Législature ne peut contrôler la finance, ce n'est pas une question de son ressort, mais elle peut exercer un contrôle plus sévère sur les compagnies auxquelles elle consent des chartes pour l'exploitation de nos ressources naturelles, par exemple. Je demande au gouvernement de faire cesser les activités des trusts qui pressurent les masses.

Je ne suis cependant pas favorable au système établi en Ontario pour la distribution de l'électricité, soit l'étatisation. Dans la petite ville que j'habite et qui compte une population de 9,000 âmes, une compagnie vend le service de l'électricité à des taux aussi bas que ceux de la cité d'Ottawa. Et pourtant, cette compagnie évaluée à \$200,000 paye \$10,000 en taxes annuelles à la municipalité. Les compagnies sont capables de nous donner de l'électricité à meilleur marché.

Depuis quelques années, à tort ou à raison, il y a une bonne partie de la population qui croit que nous sommes exploités par les compagnies d'électricité, les power trusts, ainsi qu'elle les désigne. Pour dissiper ce malaise, je suggère au gouvernement de charger la Commission des services publics de faire une enquête approfondie sur toute cette question de taux de l'électricité. Si la Commission des services publics n'a pas les pouvoirs nécessaires pour obliger les compagnies à réduire leurs taux, une législation devrait être présentée à cette session-ci.

Si l'on croit mieux de nommer une commission spéciale pour faire cette enquête, que l'on nomme cette commission au plus tôt. On ne gagnera rien à retarder davantage. Je suis libéral. J'ai confiance dans les principes du Parti libéral, et c'est la raison pour laquelle je crois que nous ne devons pas permettre à un petit groupe de tout contrôler dans le pays. Je suggère un contrôle plus sévère des industries financières, dans le but d'empêcher les pertes aux déposants et l'exploitation irraisonnée de nos ressources naturelles.

Il faut du courage pour ramener ce petit groupe de financiers, mais j'ai foi et toute confiance au premier ministre de cette province pour guider la province à travers la crise que nous traversons. Il se montrera à la hauteur de la situation. Je veux que le capital soit protégé dans cette province, mais toutes les classes ont droit à une protection adéquate. Je

demande à tous, financiers, marchands et travailleurs, de s'unir pour que nous passions la crise le moins mal possible et que nous nous préparions à la période de prospérité qui ne manquera pas de suivre. L'intérêt public doit être considéré avant tout sur la base de l'ordre social. C'est la seule condition du retour aux conditions normales. Toutes les nations doivent se conformer au standard de la justice sociale pour replacer dans la bonne voie notre système économique. (Applaudissements à droite)

**M. Béïque (Chambly):** M. l'Orateur, mes premières paroles et mon premier devoir sont de féliciter l'honorable et distingué chef de l'opposition de son magistral et magnifique discours de l'autre jour sur l'adresse. Je félicite également l'honorable député des Trois-Rivières (M. Duplessis) du sacrifice qu'il s'est imposé en acceptant la charge de chef de l'opposition, sacrifices personnels de toutes sortes, sacrifices de son bureau, auquel il a donné 20 ans de sa vie et encore beaucoup plus d'années de son distingué et regretté père.

Mais, M. l'Orateur, le sacrifice que je trouve le plus dur et le plus insupportable pour lui, c'est de faire face au gouvernement de l'heure si autocrate, si indifférent et peu soucieux de l'intérêt public. Je le plaindrais, M. l'Orateur, si d'autre part, je n'étais pas convaincu que d'ici peu de temps, en reconnaissance de son énergie, de son travail, des sacrifices et par capacité et nécessité, il deviendra premier ministre de sa province, et surtout avec un entourage de collègues sympathiques.

**Des voix à droite:** Oh! Oh!

**M. Béïque (Chambly):** À ma grande surprise, lorsque le trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell) a fait son discours sur le budget, j'ai constaté que ce dernier avait une diminution de plusieurs millions sur le budget précédent et, surtout, était près de \$8,000,000 inférieur aux budgets d'il y a trois ou quatre ans. Nous aurions tort de nous gêner pour dire au gouvernement qu'il a exposé les finances de la province. Peut-être je pourrais différer d'opinion avec certains membres de la Chambre, mais je crois, et je suis convaincu, que les dépenses du gouvernement doivent être plus élevées en temps de crise qu'en temps normal, et je fais un reproche amer au gouvernement: s'il avait été prévoyant, il aurait économisé pendant les bonnes années, alors que la population avait moins besoin d'aide, et se serait accumulé une réserve capable de répondre aux exigences d'aujourd'hui.

Le gouvernement serait d'ailleurs en meilleure posture financière, s'il n'avait pas gaspillé des millions et des millions sur les chemins en 1931, à l'époque des élections générales, à la seule fin de conserver le pouvoir et créant ainsi, pour me servir de l'expression de l'honorable premier ministre, "de pleines poches de dettes et occasionnant des pochetées de faillites chez nos compatriotes".

M. l'Orateur, je me souviens que, dans le temps des contestations, l'honorable premier ministre de la province s'est écrié à plusieurs occasions: "quel tort considérable causez-vous à la réputation de la province, chez l'étranger, en laissant croire que, dans la province de Québec, il y a des Canadiens français qui se vendent".

Mais M. l'Orateur, s'il y a quelqu'un qui a fait mal à sa province en lui donnant presque son coup de mort, c'est le gouvernement actuel qui, dans la même année, d'une part, passait la loi Dillon<sup>5</sup> pour empêcher la justice d'atteindre ses participants et, d'autre part, laissait savoir aux mêmes étrangers que la province de Québec ne payait plus ses dettes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député n'a pas le droit de critiquer une loi de cette Législature et je soulève un point d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En critiquant la politique générale du gouvernement, il est permis de faire allusion à la législation. L'opposition a le droit de parler de tout sur le budget.

**M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin):** L'article 245 et l'article 322 défendent de parler de débats antérieurs. Je déclare donc le député hors d'ordre.

**M. Béïque (Chambly):** Si, au lieu de faire ce gaspillage de travaux inutiles que l'on n'a pas même terminés et qui ont occasionné un emprunt à la province de \$9,000,000, on avait pris ce \$9,000,000 et organisé un prêt agricole, imaginez donc dans quelle mesure on aurait aidé la province. Quels que soient les embarras du moment, le gouvernement se doit encore de contracter de nouveaux emprunts, afin d'établir le prêt agricole et de sauver les agriculteurs menacés de faillite.

D'ailleurs, il appartient au gouvernement de la province de le faire, puisque l'honorable premier ministre en a déjà lancé le cri dans une assemblée politique, et je l'ai moi-même entendu à la radio lorsqu'il s'est écrié: "si jamais la population de ma province vient dans le besoin, le gouvernement de cette province saura, avec son esprit libéral, comme

toujours, lui venir en aide, et ceci, sans l'aide du fédéral et pas plus de M. Bennett". Et ce qui confirme bien tout cela, M. l'Orateur, c'est que l'honorable premier ministre de la province écrit, quelques jours après, au très honorable premier ministre du Canada lui disant qu'il n'avait jamais dit cela.

M. l'Orateur, il y a un proverbe qui dit: "qui s'excuse s'accuse". Ceci me fait rappeler l'incident de l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault), de la semaine dernière, qui, pour répondre à certains journaux qui l'accusaient au sujet du boulevard Taschereau d'être un voleur, faisait un discours d'une heure et quart en Chambre pour prouver qu'il ne l'était pas.

Mais pour couvrir tout ceci et pour fins politiques, le gouvernement actuel a la précaution de s'attaquer toujours, pour cacher sa négligence et sa mauvaise administration, au très honorable premier ministre du Canada (M. Bennett) qui met de côté tout esprit de parti et qui donne son énergie, sa santé, son argent et le meilleur de son âme pour rendre service, pour le bénéfice de son pays et de ses compatriotes. Cela me rappelle la fable "Le serpent et la lime". M. l'Orateur, je regrette que l'on ait attaqué en cette Chambre le premier ministre du Canada, qui est le plus grand cerveau du pays et devrait être aidé et encouragé par tout le monde, au lieu d'être critiqué et dénigré par les mesquins politiques.

La semaine dernière, j'ai posé deux questions à l'honorable ministre de la Voirie, au sujet du boulevard Taschereau dans le comté de Chambly. La première question: combien ont coûté les petits ponts en béton qui passent par-dessus les chemins de fer en allant à Laprairie? La deuxième: l'honorable ministre sait-il combien il s'est tué de nos compatriotes sur le chemin de Chambly, qui aurait dû être élargi depuis plusieurs années? À la première, il m'a répondu: la somme de \$1,000,000. À la deuxième: je ne sais pas.

Et bien, à la première question, je lui en pose une autre: l'honorable ministre sait-il que si le gouvernement avait élargi la vieille route qui longe le Saint-Laurent à Laprairie, qui est la plus belle, que entre Saint-Lambert et Laprairie, il n'y a pas un chemin de fer à traverser et que je ne puis comprendre pourquoi le gouvernement est allé dans les champs chercher des chemins de fer pour bâtir des ponts au coût de \$1,100,000. À la deuxième question, je dis que le département de la Voirie aurait dû faire assez d'économie sur ce chemin pour élargir le chemin de Chambly dont la négligence du gouvernement a occasionné de nombreuses pertes de vies sur ce chemin.

M. l'Orateur, pendant que je suis dans la Voirie, le gouvernement a payé trop cher la construction du boulevard Taschereau. Et je voudrais souligner à la Chambre que, d'après la conduite du gouvernement, le boulevard Taschereau semble être la propriété du premier ministre. D'abord, à l'inauguration de la route, on n'a pas daigné inviter le député du comté et, après réflexion faite, j'en ai conclu que le premier ministre avait dû le payer de sa poche. J'en ai eu plus tard la confirmation quand, par la suite, le premier ministre a fait mettre son nom sur des panneaux réclames tout le long de la route.

Bien, M. l'Orateur, si plus tard on veut élever des monuments à l'honorable premier ministre de la province, je souscrirai peut-être mais, qu'en temps de crise où tout le monde a besoin de son argent, on lui en élève et qu'on vienne prendre l'argent dans ma poche sans me consulter pour les payer, je n'y souscris pas. Et j'avertis l'honorable ministre de la Voirie que s'il peut dépenser au-delà de \$2,000,000 pour protéger la vie des Américains qui ne paient rien pour la construction de nos routes, qu'il se doit plus de protéger la vie de ses compatriotes qui paient les taxes à la province et qui se font tuer sur le chemin de Chambly. Combien y a-t-il eu de gaspillage sur les routes?

La population se plaint que le gouvernement est imprévoyant, mais moi je prétends que, dans la voirie, c'est le gouvernement le plus prévoyant qu'on n'a pas encore connu. Quand le gouvernement a commencé sa politique de voirie, il savait parfaitement bien qu'en prévision de l'augmentation considérable du trafic qui s'imposait, il fallait des chemins redressés et larges, mais par prévoyance pour les contracteurs et la caisse électorale, il a laissé les courbes et fait les chemins trop étroits, afin d'avoir le privilège de les recommencer. Il aurait fallu prévoir une trentaine d'années à l'avance le développement présent de l'automobile.

M. l'Orateur, certains collègues libéraux me disaient dernièrement combien je suis chanceux, par les temps qui courent, d'être dans l'opposition. Je réponds à ceci, M. l'Orateur, qu'au contraire, l'opposition se trouve bien malheureuse dans la position où elle est, parce qu'elle sait fort bien que si elle siégeait à droite, la province serait bien administrée.

Mes électeurs me feront peut-être reproche de ne pas avoir attaqué les autres membres du cabinet, mais mes compatriotes m'excuseront cette fois. Je ne me suis occupé aujourd'hui que de l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault). Je ne veux pas parler des autres ministres parce qu'on sait que je n'ai pas l'habitude de m'attaquer aux petits. (Rires)

M. l'Orateur, j'ai la ferme conviction, et je dis ceci pour en avoir causé assez longuement avec lui, que lorsque le nouveau président des États-Unis, M. Roosevelt, aura pris charge de l'administration, il saura transiger avec notre pays sur des bases raisonnables. Mais évidemment, ceci devra prendre quelques mois avant qu'une réaction assez marquée se fasse sentir et, dans l'intervalle, les gouvernements se doivent à leurs compatriotes, et on crierait tant qu'on voudra pour fins politiques: constitution et constitution. Le peuple ne s'arrête plus à ceci et veut être aidé.

À l'heure actuelle, tout ce qui importe d'être dans la Constitution, c'est de sauver la nation, et si cela n'y est pas, il vaut mieux qu'on l'insère au plus tôt avant que le sang de la race l'écrive. Je prétends, messieurs, qu'au lieu de secours directs tels que réclamés par l'honorable premier ministre de la province qui n'aident presque pas et dont il en reste rien, et plutôt que d'exposer les générations à devenir des indifférents pour une période de 15 à 20 ans, qui nous conduirait au communisme inévitable, et sans vouloir engager personne autre que moi dans mes prétentions, je dis que le pouvoir central et le pouvoir local devraient s'unir, afin d'élaborer et de mettre à exécution une politique de retour à la terre qui répondrait aux besoins de l'heure.

Et pour atteindre ce but, le gouvernement provincial devrait cesser sa politique d'atermoiements et ne pas retarder davantage l'accomplissement d'une œuvre aussi essentielle, que les gouvernements des provinces devraient coopérer avec le gouvernement fédéral pour ramener la prospérité. Mais le gouvernement ne doit pas compter sur les municipalités pour aider aux ouvriers, car déjà un grand nombre sont en faillite et quantité d'autres dans un état précaire, et le trop grand nombre de municipalités en faillite affecteraient considérablement le crédit de la province.

Les gouvernements des provinces devraient faire à leurs frais le drainage des terres, là où les cultivateurs et beaucoup d'ouvriers pourraient gagner un peu d'argent, afin de payer leurs intérêts sur hypothèques; les cités comme Montréal devraient commencer des travaux qui demeureront en permanence et qui rapporteraient plus tard des revenus à la ville, qui permettraient aux ouvriers et aux autres classes de la société de gagner leur vie et de pouvoir payer leur loyer, afin d'empêcher le propriétaire de faire faillite. Une politique de travaux utiles pour les grandes villes.

En terminant, il y aurait peut-être lieu d'examiner s'il ne serait pas sage de fermer la bourse, qui a drainé notre argent à l'étranger, pour une

période indéterminée, afin que l'argent ne soit pas gardé en réserve pour favoriser seulement le spéculateur et le capitaliste, mais serve également à protéger toutes les autres classes de la société. Tout ceci, je crois, ne coûterait pas beaucoup plus cher aux gouvernements. Je termine en disant que si on agit ainsi, dans un an, la prospérité régnera dans ce pays, comme dans les beaux jours d'autrefois, parce qu'on aura soutenu sa population en attendant que le résultat de la conférence impériale ait produit tous ses effets. (Applaudissements à gauche)

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** M. l'Orateur, je voudrais être un économiste pour apporter de la lumière sur les questions que les gouvernements ont à régler actuellement. Avec la crise qui sévit, il importe de faire une étude sérieuse de la situation. Le seul but de mon discours est d'aider à la solution des problèmes que nous devons envisager présentement. J'ai étudié la question; j'ai fait le tour de la province; j'ai vu le mal de près. Sans avoir la prétention d'apporter un remède à la crise, je veux tout de même assurer les chefs de tout mon dévouement à mes électeurs, à ma province et à mon pays.

Je ne vois pas tout en noir comme le député de Chambly (M. Béïque). Je préfère, avec le trésorier provincial, avoir confiance en l'avenir, car tout n'est pas désastre, si la perfection n'est pas de ce monde. Mon but est d'aider à rétablir l'équilibre, raffermir la situation de la province et continuer l'œuvre libérale, sous l'égide des chefs dont je suis fier de suivre les directions pleines de sagesse et de fermeté.

Je ne suis pas prêt à admettre que M. Bennett est le plus grand cerveau que le Canada a produit jusqu'à présent. Je suis surpris d'entendre le député de Chambly (M. Béïque) traiter le gouvernement d'autocrate parce qu'il a parsemé notre province de belles routes. Je crois que mon honorable ami n'osera pas répéter ces paroles dans son comté aux prochaines élections, car ses électeurs pourraient le lui faire payer cher. Je n'approuve pas non plus les reproches du député de Chambly à l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault).

Je félicite l'administration du "crime" qui lui a été imputé par le député de Chambly. La politique des routes fait honneur à notre province. Partout cette politique a élargi nos routes, fait disparaître les courbes meurtrières, tracé des chemins au grand avantage des municipalités et des cultivateurs, et donné à notre province un réseau de routes qui font l'admiration des voyageurs. Le gouvernement a tout fait pour rendre, d'année en année, les routes de la

province plus passables et toujours plus accueillantes aux touristes, et il a ainsi augmenté un de nos meilleurs actifs nationaux.

Le gouvernement actuel est un gouvernement dont le chef est autocrate; tous les députés sont libres d'agir comme ils l'entendent, et jamais, on ne les force à prendre telle ou telle attitude. Je me demande si l'on peut qualifier de gouvernement autocrate ce gouvernement qui a doté notre province d'un magnifique réseau routier, aidé l'établissement des colons sur les terres et adopté les meilleures mesures dans l'intérêt de cette province.

Comme le disait naguère l'honorable député de Saint-Jacques (M. Vautrin), partout dans cette province, on peut voir la main du gouvernement Taschereau. Nous sommes fiers du chef du gouvernement, qui est aujourd'hui le doyen des premiers ministres du Canada et même du monde entier, qui sert si bien sa province, qui vient de faire un emprunt dans des conditions exceptionnellement avantageuses pour lequel je le félicite de tout cœur.

(Applaudissements à droite)

Je félicite aussi le premier ministre de la sage direction qu'il a toujours su donner à son parti. Je dois le féliciter aussi d'apporter à cette session, - la trente-troisième - si difficile par la crise effarante que nous traversons, une vigueur, un enthousiasme, dont les preuves nous ont été données dans la réponse qu'il fit l'autre jour à l'honorable chef de l'opposition. Si la province est dans une situation financière aussi enviable, si elle se maintient à la tête de la Confédération, c'est grâce à la sage direction du premier ministre qui mérite d'être félicité de ce qu'il a tardé à emprunter, alors que plusieurs s'affolaient. Son attitude en cette circonstance a été un bel exemple de sagesse et de prévoyance.

Il a attendu que la tempête fût passée pour faire face aux exigences des temps et il a résisté à la pression de quelques-uns de ses soldats un peu apeurés. Il s'est rendu même à la demande d'Ottawa; il a fait acte de bon citoyen qui aime son pays. En tardant, le premier ministre avait ses raisons et les faits ont prouvé qu'il a pu obtenir un taux d'intérêt presque inespéré et une vente excessivement facile, pour la gloire de la province de Québec. Il a eu la force de caractère pour faire face aux exigences des individus, des sociétés et des municipalités, pour faire face aux appétits sans bride des affolés. Je vous félicite de votre clairvoyance économique qui a fait redoubler ma confiance en vous et en ma province.

Quant à la crise que nous traversons, on ne peut pas l'imputer au gouvernement, et personne qui possède son bon sens ne voudrait le faire. Les causes

de la crise sont de plusieurs sortes et proviennent surtout des relations internationales, des dettes de guerre, des barrières tarifaires. Comme causes prochaines, il y a le manque d'équilibre entre le salaire et l'effort, le manque d'équilibre entre le salaire et les profits, les convoitises folles, les besoins fictifs, les ventes à tempérament, l'accumulation des réserves par les banques et les compagnies, au détriment de la chose publique.

Cette crise vient de la disproportion entre les profits et les salaires, entre le coût de production, de distribution et de vente, des facilités d'achats à crédit, des exigences des capitalistes comme des ouvriers, etc., les ventes à tempérament qui ont désorganisé le budget familial et entravé le commerce; le manque d'équilibre entre le salaire et les profits. Ces abus ont fait naître un enfant appelé le chômeur volontaire, qui appartient à une classe de gens trop exigeants qui refusent un emploi, un salaire raisonnable; elle est devenue une plaie pour le pays. C'est un sans-cœur qui vit aux crochets des travailleurs. Le chômeur volontaire mérite d'être démasqué, d'être marqué au front.

On ne doit avoir aucune sympathie pour un tel être. De là est résultée une situation désastreuse pour l'ouvrier, le cultivateur et le commerçant. Ces causes ont eu des conséquences désastreuses sur notre capital humain et sur notre capital matériel, car le travail, élément constructif de l'économie politique, a été désorganisé. Un remède au chômage volontaire est le travail obligatoire et le salaire minimum raisonnable. Par ces moyens, on éclairera les contribuables, on remédiera aux abus et on ramènera la prospérité chez nous.

Chez l'ouvrier, ces abus ont formé une fausse mentalité: on désirait obtenir un gros salaire avec le moins d'efforts possibles. Ces unions ont été mal dirigées et cette situation a formé une classe d'ouvriers insoumis et trop exigeants. Le cultivateur a voulu devenir un simple artisan du sol et ne pas se soumettre tout à fait à sa rude tâche, espérant un confort outré.

Chez les commerçants, on a voulu payer des salaires moindres pour accumuler de plus gros bénéfices, des profits exorbitant par des moyens malhonnêtes, afin de rivaliser avec le trust qui voulait poser sa griffe sur le petit établissement, chez l'enfant même, qui a maintenant des désirs sans bornes. Mais il faut tout faire pour soulager l'autre, le chômeur malgré lui, qui ne demande pas mieux que de travailler pour faire vivre sa famille et qui ne refuse pas, même quand le salaire n'est pas exorbitant.

Ceux qui ont le plus souffert de la crise sont d'abord les petits propriétaires de la province, boucs émissaires de la crise; ceux qu'on a taillés à merci, ceux qui payent les taxes, ceux qui vêtent les chômeurs. Le petit propriétaire, l'homme sage qui, s'étant uni à une femme de jugement, a réussi à s'amasser, sou par sou, un petit avoir transformé ensuite en une propriété. Par sa prévoyance et son économie, il s'est fait le franc-tenancier de la province. Quand la crise arriva, on se replia sur lui comme sur la réserve pour supporter la grosse part de la crise. C'est lui qu'on a taxé pour tout, tant au municipal qu'au provincial et au fédéral, le couvrant de charges et de responsabilités trop grandes. C'est lui à qui l'on a imposé le nouveau-né qui s'appelle le chômeur. Il est devenu la bête de somme. C'est sur le petit contribuable que l'on s'efforce de se rabattre aujourd'hui pour combler les déficits ici et là.

Je proteste contre la situation qui a été faite au petit contribuable et au propriétaire par suite de ces abus. On lui doit aujourd'hui une meilleure protection. C'est lui, le petit propriétaire, que le gouvernement doit maintenant protéger. Je demande pour le petit contribuable plus de support et plus d'encouragement, pour l'aider à traverser la crise. Le proprio a fait sa part. Il est heureux de l'avoir fait. Il est à bât cependant; c'est assez! Le gouvernement doit le soulager du fardeau qui l'écrase. Il faut l'aider à tout prix.

En son nom, en mon nom, je demande pour lui protection et soulagement au moyen de moratoire mitigé ou autrement, mais qu'on l'aide! Qu'on le laisse en paix et qu'on fasse maintenant appel aux prêteurs, aux trusts et aux porteurs d'hypothèques. Qu'on fasse surtout appel aux trusts qui guettent toujours, sans avoir fait leur part, le bien péniblement acquis et conservé par le petit contribuable qui s'est saigné à blanc. Demain, c'en sera fait de notre crédit, si le propriétaire succombe sous le fardeau.

Je félicite le député de Joliette (M. Dugas) pour avoir présenté une mesure ayant pour but d'amener la suppression des ventes à tempérament, ce qui va soulever une discussion d'où jaillira la lumière, je l'espère. Je réclame particulièrement la suppression des ventes à tempérament, qui sont des transactions antiéconomiques, de nature à soulever une convoitise injuste. Avant que le salaire soit gagné, il est engagé par le paiement des achats faits dans de telles conditions.

Ce système subversif désorganise le foyer, tarit le petit capital et entraîne la ruine du commerce. Ce système fausse la mentalité, en faisant dépenser à l'individu ce qu'il n'a pas encore gagné, pour la

famille dont il disperse les membres, obligés d'aller gagner ce qui manque pour payer, pour la société dont le petit capital est épuisé. Il faut apporter des lois pour sauvegarder l'équilibre dans le budget familial, l'honnêteté dans les affaires et faire revivre le petit commerce. L'allocation familiale, les pensions aux vieillards, l'assistance aux mères de famille et aux enfants sont nécessaires, tout comme l'application de l'hygiène industrielle. On ne peut laisser les gens mourir de faim. Mieux vaut les faire travailler que de leur donner de l'argent pour mieux chômer.

Pour remédier à la crise, il faudrait que les banques fassent leur part et aident le commerce. Les banques et les institutions commerciales ne prêtent pas assez pour activer les affaires. Elles coupent les escomptes, refusent des prêts, des renouvellements, accumulent pour prêter à ceux qui possèdent la richesse. On accumule l'argent au lieu de le mettre en circulation et on devrait leur faire rendre leurs revenus exagérés. La Banque d'Épargne de Montréal voit ses dépôts augmenter pendant que la crise continue. Les grandes compagnies ont émis des stocks doublés, triplés et même quadruplés, pour augmenter le rendement des dividendes. Nous devrions leur faire rendre aujourd'hui ces surplus exagérés. Une loi passée à cette fin aurait pour effet d'en guérir un grand nombre. Le gouvernement devrait sévir contre certaines compagnies dont je pourrais citer les noms ici.

Il y a des lois contre les usuriers et contre les voleurs, pourquoi ne pas les appliquer contre ces gens qui ont soufflé des valeurs initiales à des sommets effrontés, fictifs? Nous devrions leur faire rendre ces surplus exagérés, ces argents produits de valeurs fictives en les taxant ou autrement.

Comment rétablir l'équilibre dans nos finances et trouver des revenus? Rajuster les salaires et les profits. Je suis contre la baisse des salaires si on ne baisse pas les profits. Si le gouvernement a le droit de fixer un salaire minimum, il a le droit de fixer un profit maximum. L'un ne va pas sans l'autre. Ce serait une mauvaise politique de baisser le salaire sans baisser le profit. Le gouvernement a le droit et le devoir de réprimer des abus, et en ce faisant, il ne porte nullement atteinte à la liberté du commerce. Si l'exercice d'une liberté devient un mal pour un très grand nombre, un désordre pour la société, un élément nocif à l'équilibre économique, c'est le devoir des gouvernements de limiter cette liberté.

Pourquoi le gouvernement n'accepterait-il pas la suggestion de l'honorable député de Sainte-Marie (M. Fauteux) et prendre le contrôle de la vente de la

gazoline? Aux grands maux les grands remèdes! La province y trouvera des revenus et les contribuables des avantages. Je préconise donc l'étatisation de la vente de la gazoline, vu les abus signalés dans ce genre de commerce depuis des années. Je souhaite que le gouvernement approuve une mesure spéciale à cette fin, mesure qui pourrait être appliquée temporairement, si nécessaire, sinon de façon permanente. L'administration devrait instituer une commission de vente de l'essence dès cette présente session, et en faire une mesure temporaire de façon à juger de ses effets.

Comme autres moyens d'améliorer la situation des travaux dans les villes, il y a l'ouverture de nouveaux centres et le parachèvement des grandes routes comme celles de Mont-Laurier-Montréal, Québec-Lac-Saint-Jean, Montréal-Abitibi, la route du parc national des Laurentides et la route La Tuque-Roberval, pour donner du travail aux chômeurs méritants et atténuer la crise. Que l'on refuse tout secours aux chômeurs volontaires. De plus, on ouvrirait de belles régions au commerce de l'Abitibi qui s'approvisionne actuellement en Ontario. N'hésitons pas à ouvrir de nouveaux lots à la colonisation. Que l'on poursuive la politique de retour à la terre, mais en ne permettant pas aux colons de s'éloigner trop des groupements déjà établis, soit par le remplissage des cadres des vieilles paroisses.

(Applaudissements à droite)

**M. Fisher (Huntingdon):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Dépôt de documents:

##### Octrois ou subsides aux départements

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 3 février 1933, pour un état indiquant: À combien se chiffre à date le montant total des octrois ou subsides promis et impayés par cette province: *a.* Relativement au département présidé par l'honorable secrétaire provincial; *b.* Quant au département présidé par l'honorable ministre de la Colonisation, des Pêcheries et de la Chasse; *c.* Quant au département présidé par l'honorable ministre de l'Agriculture; *d.* Quant au

département présidé par l'honorable ministre de la Voirie et des Mines; e. Quant au département présidé par l'honorable ministre des Travaux publics. (Document de la session no 43)

### Questions et réponses:

#### Coût des animaux malades de tuberculine

**M. Barré (Rouville):** 1. Depuis la date couverte par la réponse parue dans les *Journaux de l'Assemblée législative* du 11 février 1932, à combien d'animaux le gouvernement de cette province a-t-il fait subir l'épreuve de la tuberculine dans chaque comté?

2. Combien d'animaux ont été condamnés dans chaque comté?

3. Quel est le montant de l'indemnité que le gouvernement a accordée à ceux dont les animaux ont été condamnés?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. et 2. Du 31 janvier 1932 au 31 janvier 1933, toutes les épreuves à la tuberculine furent faites par les médecins vétérinaires du ministère fédéral de l'Agriculture, (aucun par le ministère de l'Agriculture de la province de Québec), avec les résultats suivants:

<i>Comtés</i>	<i>Nbr d'animaux éprouvés par le fédéral</i>	<i>Nbr d'animaux trouvés tuberculeux par le fédéral</i>
Abitibi.....	3,963	24
Argenteuil.....	3,665	26
Arthabaska.....	3,689	134
Bagot.....	1,831	92
Beauce.....	8,304	136
Beauharnois.....	97	....
Bellechasse.....	7,788	542
Berthier.....	1,764	93
Bonaventure.....	377	....
Brome.....	35,317	237
Chambly.....	30	....
Champlain.....	938	3
Charlevoix-Saguenay....	917	34
Châteauguay.....	2,213	9
Chicoutimi.....	1,288	134
Compton.....	14,908	1,764

<i>Comtés</i>	<i>Nbr d'animaux éprouvés par le fédéral</i>	<i>Nbr d'animaux trouvés tuberculeux par le fédéral</i>
Deux-Montagnes.....	26,642	2,125
Dorchester.....	12,109	641
Drummond.....	7,249	645
Frontenac.....	5,632	147
Gaspé-Nord.....	37	....
Gaspé-Sud.....	27	....
Gatineau.....	3,553	20
Huntingdon.....	24,149	217
Iberville.....	602	2
Jacques-Cartier.....	4,084	142
Joliette.....	1,286	68
Kamouraska.....	1,538	2
Labelle.....	758	....
Lac-Saint-Jean.....	896	20
L'Assomption.....	6,268	340
Laval.....	8,571	307
Laviolette.....	533	....
Lévis.....	2,303	109
L'Islet.....	7,393	66
Lotbinière.....	711	23
Maskinongé.....	802	60
Matane.....	3,499	78
Matapédia.....	1,184	19
Mégantic.....	8,391	74
Missisquoi.....	34,178	461
Montcalm.....	576	27
Montmagny.....	5,380	412
Montmorency.....	1,176	20
Napierville-Laprairie ..	119	....
Nicolet.....	11,149	155
Papineau.....	2,998	39
Pontiac.....	946	16
Portneuf.....	1,266	75
Québec.....	1,090	92
Richelieu.....	869	37
Richmond.....	11,615	872
Rimouski.....	2,841	11
Rivière-du-Loup.....	4,664	24
Roberval.....	1,114	12
Rouville.....	2,388	55
Saint-Hyacinthe.....	1,796	75
Saint-Jean.....	949	1
Saint-Maurice.....	969	16
Shefford.....	52,793	678
Sherbrooke.....	8,382	104
Soulanges.....	640	22
Stanstead.....	10,971	51
Témiscamingue.....	1,281	2
Témiscouata.....	1,018	1



<i>Comtés</i>	<i>Nbr d'animaux éprouvés par le fédéral</i>	<i>Nbr d'animaux trouvés tuberculeux par le fédéral</i>
Terrebonne.....	3,335	53
Vaudreuil.....	3,141	9
Verchères.....	273	....
Wolfe.....	4,972	331
Yamaska.....	<u>4,953</u>	<u>57</u>
	393,148	12,041

3. Avant le 1<sup>er</sup> juillet 1932, le gouvernement a accordé une compensation-argent égale à 25 % du montant de l'évaluation des animaux tuberculeux telle que faite par les médecins-vétérinaires officiels, dans les deux cas suivants:

1. Dans les zones réservées.

2. Pour les troupeaux acceptés sous le système d'accréditation fédérale et situés en dehors des zones réservées.

Pour les troupeaux placés sous le système dit de surveillance fédérale, l'indemnité s'établit comme suit:

a. Animaux de race pure enregistrée, âgés de deux ans et plus, \$30;

b. Animaux de race pure enregistrée, âgés de moins de deux ans, \$20;

c. Animaux croisés, âgés de deux ans et plus, \$15;

d. Animaux croisés, âgés de moins de deux ans, \$10.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1932, aucune indemnité n'est accordée dans les zones réservées ou pour les troupeaux sous le système dit d'accréditation fédérale, sauf dans les zones dites en voie d'organisation où les cultivateurs continuent à bénéficier d'une compensation pour l'épreuve initiale seulement.

Les cultivateurs dont les troupeaux sont sous le système dit de surveillance fédérale reçoivent les indemnités suivantes:

a. Animaux de race pure enregistrée, âgés de deux ans et plus, \$30;

b. Animaux de race pure enregistrée, âgés de moins de deux ans, \$20;

c. Animaux croisés, âgés de deux ans et plus, \$20;

d. Animaux croisés, âgés de moins de deux ans, \$12.

L'indemnité dans tous les cas doit être employée à l'achat d'animaux de remplacement.

### Ministère de l'Agriculture, dépenses

**M. Barré (Rouville):** 1. Des \$300,000 que le trésorier de la province était autorisé à verser au ministre de l'Agriculture, à même le fonds consolidé du revenu en vertu de la loi 21 George V, chapitre 10, combien ont été dépensés à date?

2. Combien a été affecté pour l'achat ou le transport d'engrais chimiques et de chaux?

3. Quels comtés ont bénéficié de ces octrois pour l'achat ou le transport d'engrais chimiques et de chaux et quel montant a été ainsi affecté dans chacun de ces comtés?

4. Combien a été affecté pour indemniser les cultivateurs de la perte de leurs animaux abattus comme tuberculeux ou pour leur aider à remplacer ces animaux ainsi abattus?

5. Quels comtés ont bénéficié de ces octrois et quel montant a été affecté dans chacun de ces comtés?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. \$300,000.

2. \$201,305.42.

4. \$98,694.58.

3. et 5.

<i>Comtés</i>	<i>Engrais chimiques et chaux</i>	<i>Animaux abattus</i>
Abitibi.....	\$ 324.58	\$ 170.00
Argenteuil.....	319.08	463.00
Arthabaska.....	8,386.89	1,923.75
Bagot.....	6,379.87	87.75
Beauce.....	5,594.00	805.00
Bellechasse.....	7,536.71	5,006.25
Berthier.....	544.48	566.25
Bonaventure.....	3,027.15	.....
Brome.....	1,598.56	163.00
Chambly.....	98.59	.....
Champlain.....	2,082.37	197.75
Charlevoix.....	1,209.90	415.00
Châteauguay.....	1,104.36	27.75
Chicoutimi.....	1,222.65	874.00
Compton.....	3,359.30	18,063.47
Deux-Montagnes.....	954.62	1,823.00
Dorchester.....	8,928.65	7,093.00
Drummond.....	4,080.85	8,377.25
Frontenac.....	3,158.51	1,320.00
Gaspé-Nord.....	1,005.81	.....
Gaspé-Sud.....	586.73	.....

<i>Comtés</i>	<i>Engrais chimiques et chaux</i>	<i>Animaux abattus</i>
Gatineau .....	.....	658.50
Huntingdon .....	1,794.37	71.25
Iberville .....	1,747.70	.....
Îles-de-la-Madeleine .....	68.78	.....
Jacques-Cartier .....	1,194.91	1,244.00
Joliette .....	2,932.59	533.25
Kamouraska .....	4,225.92	.....
Labelle .....	1,108.88	.....
Lac-Saint-Jean .....	257.49	54.75
Laprairie-Napierville .....	16,758.20	183.25
L'Assomption .....	2,890.38	8,721.85
Laval .....	8,237.51	363.75
Lavolette .....	1,181.54	75.00
Lévis .....	5,430.84	1,151.75
L'Islet .....	3,673.46	720.00
Lotbinière .....	5,677.48	240.00
Maskinongé .....	213.66	309.25
Matane .....	1,785.65	1,069.00
Matapédia .....	1,269.42	275.00
Mégantic .....	7,204.32	708.00
Missisquoi .....	2,767.45	1,715.25
Montcalm .....	2,506.87	70.00
Montmagny .....	2,269.16	2,795.00
Montmorency .....	4,248.42	250.00
Montréal .....	5,333.93	26.25
Nicolet .....	4,618.62	2,285.00
Papineau .....	588.08	300.00
Pontiac .....	202.33	37.50
Portneuf .....	9,042.29	653.75
Québec .....	2,790.33	203.00
Richelieu .....	445.98	.....
Richmond .....	3,153.46	8,678.50
Rimouski .....	3,616.02	10.00
Rivière-du-Loup .....	3,166.76	65.00
Roberval .....	420.78	324.75
Rouville .....	4,923.60	260.75
Shefford .....	2,452.87	656.50
Sherbrooke .....	1,619.28	822.25
Soulanges .....	359.97	321.00
Stanstead .....	2,348.91	1,809.37
Saint-Hyacinthe .....	1,718.53	474.25
Saint-Jean .....	2,340.77	97.50
Saint-Maurice .....	990.96	20.00
Témiscamingue .....	121.34	.....
Témiscouata .....	2,169.01	.....
Terrebonne .....	1,477.48	9,554.00
Vaudreuil .....	707.38	724.25
Verchères .....	258.89	.....
Wolfe .....	3,068.25	1,782.50
Yamaska .....	2,009.18	950.00

### Ministère de l'Agriculture, ventes de fermes

**M. Élie (Yamaska):** 1. Combien de fermes dans la province ont été mises en vente par l'entremise du ministère de l'Agriculture en 1932?

2. Combien de fermes ont été vendues?

3. Combien: *a.* Dans les vieilles paroisses; *b.* Dans les régions de colonisation?

4. Combien de propriétaires de fermes le ministère de l'Agriculture a-t-il mis en communication avec des acheteurs possibles en 1932?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 2. 3. et 4. Ceux qui ont des fermes à vendre ou ceux qui désirent en acheter communiquent souvent verbalement avec les agronomes, mais le département ne possède pas de statistiques à ce sujet.

### Boulevard Taschereau

**M. Fisher (Huntingdon):** Relativement au chemin public ou boulevard, conduisant de Laprairie au nouveau pont entre la rive sud et la cité de Montréal, et connu sous le nom de boulevard Alexandre Taschereau:

1. Combien la province a-t-elle dépensé à date pour la construction de ce chemin ou boulevard?

2. Combien la province a-t-elle dépensé à date pour fins d'expropriation, commissions ou frais se rapportant aux dites expropriations?

3. Quelle est la longueur totale de ce chemin ou boulevard?

4. Combien ont coûté à la province les inscriptions indiquant le tracé ou le nom de ce chemin ou boulevard?

5. Ce chemin ou boulevard est-il maintenant complété?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. \$2,150,442.57

2. L'acquisition du terrain a coûté \$132,548.94.

La préparation des plans, le coût des actes et de leur enregistrement et les frais pour les cas référés à la Commission des services publics s'élèvent à \$16,560.46.

3. 9.31 milles.

4. Ces inscriptions n'ont rien coûté à la province.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Tiens, tiens. (Rires)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 5.  
Oui.

#### Fermes de démonstration

**M. Élie (Yamaska):** 1. Combien y a-t-il à date de fermes de démonstration dans la province et qu'ont-elles coûté au gouvernement?

2. Combien ont été établies par le gouvernement depuis la date couverte par la réponse parue dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, le 8 février 1932?

3. Quels sont les noms des propriétaires, des paroisses et comtés où ces fermes sont situées?

4. Qu'a coûté au gouvernement chacune de ces fermes jusqu'à date?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 47: \$326,927.16

2. 11.

3. et 4.

Auguste Beaulieu,

Sainte-Angèle-de-Méridi, Matane ..... ..

Alcide Charrette,

Templeton, R.R. no 1, Papineau..... ..

Alphonse Gagnon,

Saint-Fabien, Rimouski ..... .. \$ 90.40

Joseph Lalonde,

Vaudreuil-Station, Vaudreuil ..... .. 285.70

Honorat Lussier,

Granby, R.R. no 4, Shefford..... .. 315.90

Auguste Marceau,

Normandin, Roberval ..... .. 63.79

Hermias Villeneuve,

Sainte-Croix, Lac-Saint-Jean ..... .. 89.96

Collège du Sacré-Cœur,

Beauceville, Beauce ..... .. 84.59

R.R. F.F. Saint-François-Régis,

Vauvert, Roberval ..... .. 148.15

Séminaire du Sacré-Cœur,

Saint-Victor, Beauce ..... .. 82.51

Séminaire Sainte-Thérèse,

Sainte-Thérèse, Terrebonne..... ..

#### Fermes de démonstration

**M. Élie (Yamaska):** 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour les fermes de démonstration pendant les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. Combien pour champs de démonstration de toutes sortes?

3. Combien pour l'industrie des conserves alimentaires?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. \$28,470.38.

2. \$4,774.39.

3. \$1,945.22.

#### Chemin des

#### Trois-Rivières à Shawinigan Falls

**M. Béique (Chambly):** Relativement au chemin conduisant des Trois-Rivières à Shawinigan Falls:

1. Quand ont été commencés les travaux de réparation ou d'amélioration qui étaient en voie d'exécution au cours de l'été 1932?

2. Les travaux sont-ils complètement exécutés?

3. Quel sera le coût total de ces travaux lorsqu'ils seront complétés, y compris les frais et déboursés d'expropriations?

4. À combien s'élève le total des contrats accordés à date au sujet desdits travaux?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1.

Le 17 mai 1932 pour le contrat Emery Massicotte; le 12 juillet 1932 pour le contrat H. J. O'Connell Limited; le 1<sup>er</sup> août 1932 pour le contrat Macurban Asphalt Limited.

2. Oui, pour le contrat H. J. O'Connell Limited; non, pour les contrats Emery Massicotte et Macurban Asphalt Limited.

3. Le coût des travaux est évalué à \$554,710.23.

4. \$378,507.50.

#### Loi électorale

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Salaires de certains officiers de justice

**M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Charte de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose la prise en considération, en comité plénier, du bill 108 modifiant la charte de la cité de Verdun.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

### **Emprunt de la ville de Chicoutimi**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 ratifiant le règlement d'emprunt no 292 de la cité de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Demandes de documents:**

#### **Construction du chemin des Trois-Rivières à Shawinigan Falls**

**M. Béïque (Chambly)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous les contrats intervenus entre le gouvernement de cette province et toutes personnes, compagnies ou corporations, et se rapportant aux travaux en voie d'exécution durant l'été 1932, concernant le chemin public conduisant des Trois-Rivières à Shawinigan Falls.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à jeudi, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

### **NOTES**

1. *L'Événement* du 15 février 1933, à la page 3, mentionne 3 h 15.

2. Lomer Gouin, à la tête des troupes libérales, fut premier ministre de la province de mars 1905 à juillet 1920.

3. *L'Action catholique* du 15 février 1933, à la page 10, parle de 10 mois.

4. M. Duplessis est avocat.

5. *Loi des élections contestées de Québec* parrainée par l'honorable M. Dillon.

Séance du mercredi 15 février 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 15 modifiant la loi électorale de Québec.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 130 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;
- bill 105 autorisant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke à contracter un emprunt additionnel;
- bill 104 modifiant la charte de la cité de Lévis.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- The Montreal General Hospital, demandant l'adoption d'une loi pour amender sa charte.

**Commission municipale  
de Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 34 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

Le bill a pour but d'accorder certains pouvoirs supplémentaires à la Commission.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ne vaudrait-il pas mieux attendre le jugement dans la cause de la Commission contre la ville d'Aylmer, actuellement pendante devant les tribunaux, et qui met en doute la constitutionnalité et la légalité de la loi de la Commission des affaires municipales?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il faudrait attendre longtemps pour que la question soit décidée. L'affaire est soumise à la Cour supérieure de Hull, mais pourrait bien aller jusqu'au Conseil privé. D'ailleurs, d'ici l'adoption finale de la loi, nous aurons probablement un jugement!

**M. Guertin (Hull):** Il ne se commet pas d'erreurs à Hull. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** À Hull, ce ne sont pas les juges qui commettent les erreurs. (Rires)

**M. Guertin (Hull):** Ce sont les électeurs?

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de  
l'instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 39 modifiant la loi de l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 7 relatif à la vente des effets déposés chez les teinturiers et non réclamés;
- bill 9 concernant la fonction de juges de paix des membres des conseils municipaux.

**Dépôt de documents:****Rapport du  
ministre des Terres et Forêts**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour les 12 mois expirés le 30 juin 1932. (Document de la session no 44)

**Questions et réponses:****Officiers de police**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Du 1<sup>er</sup> mars 1932, inclusivement, au 6 avril de la même année, combien d'officiers de police, en quelque qualité que ce soit, ont été engagés par la province?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Un.

**Boulevard  
Alexandre Taschereau**

**M. Béïque (Chambly):** Relativement au chemin public ou boulevard, conduisant de Laprairie au nouveau pont entre la rive et la cité de Montréal et connu sous le nom du Boulevard Alexandre Taschereau:

1. À qui ont été payés les montants dépensés pour expropriations?

2. À qui ont été payés les commissions ou frais pour lesdites expropriations?

3. Des ponts ont-ils été construits sur ledit chemin ou boulevard?

Dans l'affirmative: *a.* Combien a été dépensé à date pour la construction desdits ponts; *b.* Lesdits ponts ont-ils été nécessités parce que ledit chemin ou boulevard est traversé par des voies de chemin de fer?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Hector Brossard, \$445.50; J.-C. Brossard, \$104.58; Henri Brossard, \$1,529.50; Aimé Brossard, \$12.40; Suburban Land Co., \$8,221.85; J.-W. Goyette, \$396.00; Joseph Boyer, \$334.65; A.-L. Caron, \$313.60; Armand et Alp. Surprenant, \$307.10; Jos. Surprenant, \$335.20; L.-E. Brossard, \$801.20; Ethel McKay, \$5,050.00; Succession Duncan McMartin, \$3,701.80; Georges Rémillard, \$159.21; Madame F. E. Came, \$780.00; Henri Bourassa, \$260.00; Nap.

Bourassa, \$342.00; Louis Gravel, \$858.00; Émile Perras, \$141.05; Succession N.-P. Valiquette, \$332.80; L.-N. Dupuis, \$215.09; Noé Ste-Marie, \$49.80; A. Lamarre et J.-B. Audette, \$1,000.00; Alex. Perron, \$28.00; Hormidas Dumontet, \$93.65; Auguste Beauvais, \$5,146.35; J.-B. Boucher, \$3,954.30; Aimé Geoffrion, \$10,988.65; Olivier Holmes, \$1,631.06; Hon. R. McKay, \$1,985.00; Louis Poitras, \$5,000.00; Dr R. Despatis, \$150.39; Henri Moquin, \$104.62; Moïse Gauthier, \$424.62; J.-D. Bérard, \$1,166.80; Paul-E. Thibault, \$875.70; Mme Omer L'Ecuyer, \$625.00; W. J. Murray, \$720.51; Frank Adams, \$1,520.47; P. Colpron, \$157.50; Dr R. Edmison, \$504.00; J. Groholsky, \$2,700.00 Dorina A. Joyal, \$680.40; A. Brassard, \$24.00; Armand Lemoine, \$2,038.38; Léonard Lamarre, \$8,655.22; O. Holmes, et M. Minogue, \$726.31; O. Holmes, \$427.50; Cie Lasalle Inc., \$6,181.62; M. et J. Minogue, \$1,567.87; J.-R. Goyette, \$7,240.00; Benoît L'Ecuyer, \$275.00; J.-A. Lepage, \$315.00; Thos Barnfield, \$675.94; Rév. T. F. Hefferman, \$291.20; Donat Landry et Succession Bruno Nevert, \$152.80; James Morris, \$1,200.00; Mme Eugénie Beaugard, \$442.00; Peter McManus, \$160.16; St. Lambert Realty Co. Ltd, \$5,041.20; R. E. Lording, \$1,664.80; John Sanderson, \$100.00; C. M. Mitchell, \$238.91; Miss F. Edgar, \$127.50; James Slater, \$8,000.00; Alphonse Moquin, \$95.60; A. Geoffrion, \$2,185.75; Gustave Brossard, \$18.00; Succession P.-B. Lamarre, \$184.80; Ernest Perras, \$561.80; Edmond Gravel, \$2,000.00; T. H. Cameron, \$2,000.00; Michael Minogue, \$427.50; Émile Geolier, \$945.00; Succession S. Beaudin, \$5,386.13; Hon. G. Simard, \$824.96; Philias Vanier, \$2,285.78; Nathan Bacal, \$1,800.00; Alph. et Armand Surprenant, \$65.40; Pierre Roy, \$58.46; J. et Alf. Surprenant, \$60.95; Arthur Guérin, \$258.53; Émile Poirier, \$250.00; Henri Bourgault, \$207.70; Nap. et Henri Bourassa, \$116.30; Adrien Gravel, \$190.70; Albini Roy, \$102.42; Gust. Brossard, \$1,528.20; J.-R. Goyette, \$25.00; A. Geoffrion, \$212.39; A Guérin, \$214.91; G. Brossard, \$105.13; P. Baillargeon, \$375.00; Jos. Poirier, \$358.77.

2. P. Boucher, \$1,009.65; Godin & Jobin, \$25.75; Rosaire Dupuis, \$43.00; MacKay et MacKay, \$659.60; Émile Gravel, \$949.18; J.-S.-U. Dupras, \$40.15; S. Mackey, \$338.50; Max Raymond, \$986.40; Panet Raymond, \$82.30; H. Beaudin, \$450.00; Bernard Devlin, \$305.00; Beaubien, Gouin, Mercier & Tellier, \$162.75; Gust. Brassard, \$14.08; Descaries & Descaries, \$280.78; J.-L. Bigras, \$56.33; M. Gabard, \$10.14; D.-E. Joyal, \$42.24; A. Perrault, \$436.45; P.-A. Béïque, \$10,668.16.

3. Quatre ponts en béton armé et structure métallique, dont deux avec approches formées de viaducs en béton armé, et deux autres avec approches formées de terrassements, ont été construits.

Dans le montant total de \$2,150,442.57, dépensé pour la construction de ce boulevard, est compris le coût total de la construction de ces quatre ponts et des viaducs et terrassements aux approches, lesquels ont coûté en travaux la somme de \$969,984.94, et en frais d'arpentage, plans, ingénieurs conseils, ingénieurs résidents, aides-ingénieurs, surveillants, analystes et laboratoire, la somme de \$46,842.66.

Deux de ces ponts avec approches en terrassements ont été construits par A. W. Robertson & M. A. Janin, en vertu du contrat qui leur fut accordé, dont l'un au-dessus de la rivière Saint-Jacques, et l'autre au-dessus des voies du chemin de fer Canadien National à Brosseau.

Les deux autres ponts ont été construits avec approches formées de viaducs en béton armé, dont l'un au-dessus des voies du chemin de fer Canadien National à Southwark, et l'autre au-dessus des voies du chemin de fer Québec Montreal & Southern. La Société générale de ponts et chaussées, en vertu du contrat qui lui fut accordé, commença la construction des culées de ces ponts et, dans le montant total de \$69,736.14 de travaux que la Société générale exécuta, avant l'abandon de son contrat, est comprise la somme de \$36,161.22, représentant les travaux commencés à ces ponts. La compagnie Kennedy Construction compléta la construction de ces ponts et construisit en plus les viaducs en béton, en vertu du contrat qui fut accordé pour compléter les travaux abandonnés par la Société générale de ponts et chaussées.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 14 février, sur la motion proposée le jeudi 9 février courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

**M. Fisher (Huntingdon):** En me levant pour continuer le débat sur le budget, mes premiers mots sont pour féliciter le gouvernement d'avoir choisi l'honorable député de Brome (l'honorable M. Stockwell) comme trésorier de la province. Le gouvernement rend ainsi à la minorité leur représentation dans le Cabinet. La nomination a été des mieux vues. La tâche du nouveau trésorier n'est

pas facile dans les conditions adverses qui sévissent dans cette province. Alors que les revenus diminuent constamment à raison de \$1,000,000 par mois et que les demandes vont croissantes sur le trésor, il faut un homme de courage, d'un jugement avisé et sûr, pour sauvegarder un trésor appauvri et empêcher qu'on ne l'épuise.

Mes collègues ainsi que moi-même et le public en général sommes heureux de voir l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) de nouveau présent dans cette Chambre après sa longue absence de la dernière session, par suite d'une grave maladie. Nous formulons l'espoir qu'il est revenu complètement à la santé et qu'il a reconquis sa vigueur d'autrefois. Son département est l'un des plus importants, qui exige sa présence au gouvernail, surtout pour l'éducation et l'hygiène.

Les journaux rapportent que, dès le printemps prochain, on attend de nouvelles peintures de grand prix pour les installer au Musée provincial de Québec. Ces peintures coûtent très cher. D'ailleurs, si la crise continue et si les conditions présentes ne changent pas, il se peut que tous nous allions prendre place au Musée de Québec, le printemps prochain, comme reliques! Mais sérieusement, on peut suggérer que ces peintures ne sont pas essentielles dans les temps que nous traversons. Ne vaudrait-il pas mieux laisser ces peintures où elles sont pour le moment et dépenser l'équivalent de la somme nécessaire à leur acquisition en octrois spéciaux à des fins d'éducation et d'hygiène? De la sorte, nous éviterons peut-être la répétition de la situation tragique qui a empêché, l'automne dernier, 10,000 enfants d'aller à l'école?

L'exposé financier que nous a présenté le trésorier accuse un déficit de \$584,708.61 pour l'année terminée au 30 juin 1932, en dépit des déclarations optimistes faites par l'honorable premier ministre, en de nombreuses occasions, à savoir qu'il y aurait un surplus, comme à l'ordinaire. Nous ne sommes pas surpris que le gouvernement ait été forcé d'admettre un déficit, car l'opposition a toujours soutenu, depuis plusieurs années, que la province enregistrait des déficits au lieu des surplus. C'est un fait bien connu que les choses illusoires ne peuvent durer toujours. N'eût été l'habileté de quelqu'un de jongler avec les chiffres, le public n'aurait pas été forcé d'avalier une pilule aussi amère, le temps venu. D'ailleurs, l'opposition était chaque année bien informée et ne s'est pas laissée prendre au mirage de surplus inexistantes.

Quant à l'exposé financier pour l'année qui a fini en juin dernier, il est important pour l'opposition et la province en général que nous ayons un exposé

d'affaires très clair, tel que le demanderaient les actionnaires de toute grande corporation ou grande compagnie, c'est-à-dire un exposé qui montre les revenus et les dépenses, et aussi les obligations et le passif de cette province.

Toute province, compagnie ou corporation peut afficher un surplus ou un maigre déficit, si elles ne paient pas leurs dettes. C'est un fait bien connu qu'au cours des trois ou quatre mois qui ont précédé la fin de l'année fiscale, le gouvernement actuel a gardé l'argent qui aurait dû être payé au cours de ces trois mois; et le gouvernement a gardé cet argent dans le but de montrer un bilan financier favorable à la fin de l'année. Les situations illusoire ne peuvent durer toujours. Dans le moment, nous ne savons où nous allons. Un surplus ou un déficit ne reflète pas la véritable situation de la province.

De plus, le trésorier provincial admet que de grosses sommes payées cette année étaient dues l'an dernier. Nous affirmons, M. l'Orateur, que ce gouvernement n'a aucun droit de s'approprier l'argent qui a été voté par cette Chambre pour telle période pour payer les dettes d'une autre année. Si le gouvernement avait payé toutes ses dettes au cours de la dernière année fiscale, le déficit, au lieu d'être de \$584,708.61, eût été de plus de \$10,000,000.

Nous entrons maintenant dans la quatrième année de la période de dépression. Il y a un an, tout le monde pensait que le pire était passé. Nos espoirs ont été déçus. Pendant la dernière année, les cultivateurs de cette province ont vu les prix de leurs produits descendre au niveau le plus bas qui ait été enregistré dans un demi siècle. Nos ouvriers ont été forcés de battre la semelle sur le pavé, en vain, dans l'espoir de trouver de l'ouvrage. On leur a refusé le droit de gagner honnêtement leur vie et ils ont dû vivre de la charité publique. Nous entrons dans la nouvelle année avec l'espoir, la foi et le courage indomptable qui caractérise la population de cette province.

Nous ne craignons point pour l'avenir si, au cours de la présente session, le gouvernement adopte les mesures remédiatrices, si le gouvernement donne une direction saine et pratique à l'économie comme elle devrait être pratiquée, même à une période tardive. On pourrait faire beaucoup pour soulager les misères qui sévissent en ce moment.

Je comprends que ce serait folie de tenir le gouvernement entièrement responsable pour le présent état des affaires. Cependant, l'opposition ne peut faire autrement que tenir ce gouvernement responsable pour certaines politiques ruineuses qui ont été imposées à la population de cette province, politique qui a grandement aggravé la crise actuelle.

Les journaux annonçaient récemment en gros titres: "Pas un sou de taxes nouvelles pendant la présente année". C'est une affirmation subtile. Mais le public n'avale pas facilement cette promesse, car il sait fort bien que cette administration a atteint la limite des taxes imposables et qu'il ne reste plus rien à taxer. Si le gouvernement avait été sincère, s'il avait réellement désiré alléger la souffrance et le fardeau que portent les cultivateurs et les hommes d'affaires, il aurait dit: "Nous réduirons les taxes". Une déclaration de cette nature aurait ravivé l'espoir et le courage de la population, elle aurait produit l'effet d'une transfusion de sang à un malade en danger. L'opposition croit que c'est là le nœud de la situation.

Tout député rural sait que les cultivateurs sont dans une situation déplorable: ils ne peuvent acquitter leurs taxes municipales et scolaires; plusieurs doivent des arrérages depuis quatre ans et plusieurs ne peuvent même rencontrer les intérêts, les paiements et les échéances. Enfin, de nombreux cultivateurs ont été dépossédés de leurs fermes et des milliers sont sur le point de tout perdre, ce qui, en plusieurs cas, représente les économies de toute une vie.

Il est vrai que le gouvernement est venu en aide et a vêtu, logé et nourri les chômeurs, mais jusqu'à l'heure actuelle, il a négligé la classe agricole laissée à ses propres ressources. Qu'il se sauve tout seul; telle a été la politique du gouvernement envers le cultivateur. Aussi longtemps que le gouvernement prendra sa livre de chair sur le dos du cultivateur, la situation empirera. Dans cette province qui compte comme agriculteurs la moitié de la population, une politique agricole moderne et appropriée s'impose. Jusqu'ici, elle a manqué de façon lamentable. Pendant que les gouvernants et l'administration actuelle sont assis dans de moelleux fauteuils, qu'ils retirent de gras émoluments, le cultivateur voit vendre sa terre par le shérif. L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) ne connaît probablement pas la véritable situation qui règne dans nos régions rurales.

Je suggère au ministre de l'Agriculture d'employer ses agronomes, qui retirent des salaires de guerre et à qui l'on fournit des autos, des secrétaires et des sténographes, peu occupés par le temps qui court où leurs devoirs sont très légers, à faire un relevé de la situation agricole et à recenser la condition de chaque cultivateur. Je puis lui assurer qu'alors il constaterait la gravité de la situation à laquelle les cultivateurs doivent faire face. À moins de secours immédiats, la majorité des cultivateurs seront broyés par la crise. Chaque gouvernement devrait avoir un objectif en vue.



De nombreux projets ont été suggérés au gouvernement pour aider les cultivateurs, mais chacun a été tour à tour abandonné: régie rurale, système de caisse populaire, moratoire. Chacun sait que si le cultivateur, qui a des obligations attachées sur sa ferme, pouvait emprunter quelques centaines de dollars, il garderait sa ferme et paierait ses dettes. Mais dans les conditions actuelles, il ne peut emprunter de l'argent; les banques ont fermé hermétiquement la porte sur les coffres d'argent de prêt et, dans certains cas, forcent les cultivateurs à la faillite.

En dépit des grandes louanges que le premier ministre a données aux banques de cette province, nous croyons qu'il faut aussi louer nos marchands, car ils ont dans de nombreux cas sauvé la situation. Alors que les banques refusaient d'intervenir, les marchands ont étendu leur crédit aux cultivateurs et leur ont permis de continuer. Les ressources de crédit des marchands sont presque épuisées et, à moins que le secours ne vienne d'une autre source, le désastre, la banqueroute, la ruine s'étendront sur les régions rurales de notre province.

On nous a parlé des mesures instituées pour les secours aux cultivateurs, soit les bonis pour l'achat d'engrais chimiques et le drainage des terres. Examinons pour un instant ces projets et voyons jusqu'à quel point le cultivateur en a bénéficié.

Le bill concernant l'octroi pour engrais chimiques, fournis désormais gratuitement, a été adopté par cette chambre en janvier 1931. Il avait soulevé de vives espérances chez les cultivateurs. On leur disait qu'enfin le secours leur viendrait pour cette année. Qu'est-il arrivé? La mesure a été retardée et n'est venue en vigueur qu'en juillet 1931. Comme l'on sait, le cultivateur achète les engrais dans les premiers mois de l'année. Ainsi donc, comme la loi n'a été appliquée qu'en juillet, le cultivateur a dû payer ses engrais chimiques au printemps de 1931.

L'année suivante, les cultivateurs reprirent espoir, car la loi était en vigueur. Ils ont donc acheté des engrais. Mais lorsque l'échéance pour le paiement des engrais est arrivée, vers l'automne, les cultivateurs ont dû payer le prix total de leurs achats, car le gouvernement n'avait pas d'argent pour payer les octrois, et il déclarait aux intéressés qu'il ne pouvait les payer que plus tard. Il ne l'a jamais fait. Voilà comment le gouvernement aide l'agriculture.

Maintenant, au sujet du drainage tant vanté, par lequel le gouvernement prétend assainir et rendre cultivables des terres jusqu'ici inaccessibles, je suis bien au fait de l'un de ces principaux projets de drainage où le gouvernement, en coopération avec le gouvernement fédéral, a tenté de rendre à

l'agriculture 20,000 acres de terres inaccessibles, sur une base contributive mutuelle de 50 %. Le contrat a été accordé en 1930 et devait être exécuté en 1932. Le fédéral a payé sa part de contrat, mais le provincial a fait défaut l'automne dernier. Conséquence, pas de drainage. Le trésor était vide. L'entrepreneur a été forcé d'abandonner l'ouvrage, laissant seulement quatre arpents à drainer.

L'argent déjà dépensé, qui se chiffre à des milliers de dollars, reste inutile tant que le dernier arpent de fossé n'aura pas été creusé jusqu'à la profondeur voulue. Au lieu de bénéficier aux cultivateurs du voisinage, le projet, dans la situation où on l'a laissé, est d'un grand inconvénient. On n'a fait aucune réserve pour les ponts qui doivent harnacher ce canal dont la largeur est de 30 pieds et qui divise les fermes par les milieux, en sorte que les cultivateurs n'ont pas d'accès à l'autre section.

C'est avec regret que nous constatons, par le budget, que les crédits pour la construction et l'entretien des chemins ont été considérablement diminués. Le gouvernement prétend avoir investi \$125,000,000 dans les chemins. Il semble dès lors que ce soit une fausse économie que de négliger ce placement, surtout alors que fort peu de réparations ont été faites l'an dernier et qu'on veut encore les diminuer cette année.

Le revêtement de nombreux chemins est dans un état déplorable et exige l'attention immédiate du département, si l'on veut éviter de très lourdes dépenses pour l'avenir. Les crédits à cette fin ont été diminués. Encore un coup porté aux cultivateurs qui trouvaient là un travail profitable. Il n'y a pas de raisons de couper les dépenses d'entretien de voirie, à moins que le gouvernement consente à réduire les licences d'autos qui lui ont rapporté, l'an dernier, un revenu de \$5,275,206 et l'excès de la taxe de gazoline qui a produit \$5,107,378. Les automobilistes de cette province paient des taxes excessives pour le privilège de se servir de nos routes, et c'est donc le devoir du gouvernement de maintenir ses chemins dans un état passable.

Le revenu des taxes sur les véhicules-moteurs et la gazoline était destiné d'abord à la construction et à l'entretien des chemins. Le gouvernement n'a pas le droit de s'approprier ce revenu pour d'autres fins. Ce sera, en plus, un grave inconvénient pour une bonne partie de la population rurale qui se fiait sur ces travaux de voirie pour vivre. C'est le temps de faire des travaux de voirie quand la main d'œuvre est si bon marché. Si on employait seulement la moitié des gens l'été prochain, qui ont été employés durant août 1931, la situation du chômage serait grandement améliorée.

Mais le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) a raison de ne plus construire de boulevards dispendieux. L'ancien ministre de la Voirie, M. Perron, affirmait que, même en temps de prospérité, nous ne pouvions payer plus que \$30,000 du mille pour construire des chemins. Cependant l'an dernier, on a terminé un boulevard de Laprairie à Montréal-Sud, qui a coûté plus de \$230,000 par mille, et longé, en plus, un autre boulevard déjà existant. Comme cet argent aurait mieux été placé dans la construction de chemins ruraux! On trouve de l'argent pour construire ce chemin qui longé un autre chemin déjà existant, mais on n'a pas trouvé d'argent pour le maintien des chemins ruraux qui représentent cependant un placement énorme.

L'automobiliste québécois paie un prix exorbitant pour sa licence et son permis, si on le compare au prix que l'automobiliste ontarien est appelé à déboursier; et l'on sait cependant que l'Ontarien se sert de l'automobile pendant 12 mois par année contre huit mois dans Québec. Le printemps dernier, des milliers d'automobilistes ont été incapables de payer leur dispendieux licence et permis québécois, et leur auto est restée dans la remise ou le garage. Le trésor y a perdu plusieurs milliers de dollars en revenus. Le 1<sup>er</sup> septembre dernier, en effet, nombre de ces gens pouvaient et consentaient à payer une moitié de licence pour la moitié de l'année.

Les clubs automobilistes et autres agences ont demandé au gouvernement, étant donné les conditions existantes, d'accorder une licence pour une demi-année, après le 1<sup>er</sup> septembre, et qu'il valait mieux un demi-pain que pas de pain du tout. Le gouvernement a refusé. Il avait un besoin criant de revenus apparents, car il s'est mis à brasser les statuts. Il a alors fait la découverte: la taxe automobile était basée sur la propriété, la possession et non sur l'emploi, l'usage de l'automobile. Conséquence: des avis de réclamations des licences ont été envoyés à tous les délinquants qui laissaient dormir leur auto au garage en attendant des jours meilleurs. Ces avis se lisaient comme suit:

Québec, 29 août 1932

Cher Monsieur,

Nous avons constaté que votre véhicule-moteur, enregistré l'an dernier, n'a pas encore été enregistré pour l'année courante.

En vertu de la section 4 de la loi des véhicules-moteurs, toute personne qui achète et possède un véhicule-moteur dans la province de Québec doit l'enregistrer et renouveler un tel

enregistrement chaque année, au 1<sup>er</sup> mars. Il n'est pas nécessaire que le véhicule soit employé sur le chemin public pour rendre l'enregistrement obligatoire, le simple fait que le véhicule se trouve possédé dans la province est suffisant. Comme vous n'avez pas encore rempli les prescriptions de la loi, vous êtes prié de le faire sans délai.

Votre tout dévoué,

Émile F. Joncas,

Directeur du service des véhicules-moteurs.

Une pareille initiative a soulevé une véritable fureur. J'ai reçu une avalanche de lettres de protestations où l'on demandait mon opinion. Je ne prendrai pas le temps de la Chambre à les lire, mais j'en lirai seulement une:

Huntingdon, 6 septembre 1933

M. Martin B. Fisher, M.P.P.,  
Hemmingford, P. Q.

Cher Monsieur,

Je vous envoie sous le même pli une lettre reçue il y a quelques jours. À mon avis, c'est la pire injustice qui m'ait été infligée. Vous savez ce que tout cela signifie pour nous; actuellement nous n'avons pas pris de permis cette année et notre auto n'est pas sortie du garage depuis l'hiver dernier. Nous sommes privés du confort que notre auto pouvait nous donner.

Que nous conseillez-vous de faire? J'aimerais connaître votre avis.

Votre tout dévoué.

Cette audace du gouvernement, de réclamer une vingtaine de dollars de celui qui se prive de son auto parce qu'il est devenu plus pauvre, a créé une véritable fureur. Je sais un cas où un cultivateur a été tellement intimidé qu'il a dû vendre quatre de ses vaches laitières pour s'acquitter de la somme de \$30 qu'on lui réclamait pour la licence d'une auto dont il ne s'était pas servi pendant toute la saison. Je sais un autre cas où une auto dut être sacrifiée pour \$125, car le propriétaire l'avait payée l'automne précédent la somme de \$350. Il ne pouvait trouver l'argent voulu pour payer la licence. Ce sont là, M. l'Orateur, quelques-unes des mesures employées par le gouvernement pour aider les cultivateurs dans cette province. Ces gens, qui ont laissé leur auto en garage parce qu'il fallait économiser, ont fait preuve de plus de jugement que le gouvernement. Ils ont voulu vivre suivant leurs moyens.

M. l'Orateur, par suite de cette politique injustifiable du gouvernement, 5,488 propriétaires d'autos ont été forcés de payer une pleine licence après le 1<sup>er</sup> septembre 1932, sans qu'ils se soient servis de leur machine. Cela a enrichi le trésor et le gouvernement de la somme de \$152,172. C'est peut-être légal, mais ce n'est certainement pas de la justice.

M. l'Orateur, lorsque nous examinons les *Comptes publics* et que nous calculons les sommes actuellement dues, et qui sont des obligations directes contre cette province, sans même calculer les comptes payables qui se chiffrent à des millions de dollars et pour lesquels on ne nous présente aucun état, nous arrivons à une somme fabuleuse. Ainsi, la dette consolidée, \$91,987,691.58, moins le fond d'amortissement et les paiements différés de la Banque d'Hochelaga, \$25,126,870.04, font un total de \$66,860,821.34. Si l'on ajoute à la dette, les emprunts temporaires, \$16,201,017.04, les obligations garanties par le gouvernement pour certaines institutions et pour lesquelles le gouvernement peut être appelé à payer, \$4,379,300, et les octrois spéciaux à même les fonds publics pour une certaine période d'années, \$15,892,596, la dette de la province est de \$103,333,674.58.

Le *Standard* de Montréal déclarait, il y a quelque temps, que la dette de la province avait atteint \$100,000,000. Le premier ministre a dénoncé cette assertion et a prétendu que la dette n'était que de \$36,000,000. Si les *Comptes publics* publiés par le département du Trésor sont exacts, alors l'assertion du *Standard* n'était pas exagérée.

L'exposé financier publié pour l'année terminée au 30 juin 1932 est seulement un exposé des encaissements et des déboursés, mais ne révèle pas la véritable situation financière de notre province.

D'ailleurs, en toute justice pour le nouveau trésorier provincial, il faut dire que ce n'est pas lui qui a préparé cet état financier, puisqu'il était déjà publié lorsque le trésorier est entré en fonctions. Mais je dirai à l'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell) que la population a les yeux sur lui et elle compte que, lorsqu'il publiera le prochain exposé financier, ce dernier établira les faits tels qu'ils sont, mais non un camouflage. L'on en a assez du camouflage et il est temps que les finances soient calculées de façon logique et claire, comme le recommande d'ailleurs la maison Price Waterhouse & Co.

Price Waterhouse & Co., qui ont été engagés par arrêté ministériel pour enquêter dans les affaires de notre province et qui ont reçu des milliers de dollars pour leur travail, ont fait rapport au 27 février

1931 que, dans le but d'obtenir un état exact des finances de cette province, il serait nécessaire de déterminer le montant des comptes payables à la fin de chaque année fiscale.

Nous espérons que l'honorable trésorier provincial adoptera la recommandation de cette maison de vérificateurs autorisés. D'après la loi, \$1,000,000 des revenus nets de la Commission des liqueurs de Québec doivent être versés chaque année au compte de l'assistance publique de la province. Mais d'après l'exposé financier du gouvernement, pour l'année 1932, \$300,000 seulement ont été versés au fonds de l'assistance publique, et le reste est allé au fonds consolidé du revenu ordinaire, diminuant ainsi le déficit. Il est incompréhensible, pour les honnêtes gens, qu'aucun gouvernement puisse recourir à des procédés aussi malhonnêtes dans le but de remplir ses coffres, aux dépens des malades et des indigents.

L'honorable trésorier provincial, dans son discours sur le budget, a attaqué l'administration fédérale, disant qu'elle avait eu recours à l'inflation, quand cette administration a transporté \$35,000,000 aux banques en vertu de la loi des finances, et il disait que le gouvernement fédéral devait porter le blâme pour la situation financière de cette province. Le trésorier doit connaître mieux que cela. Il sait fort bien que cette transaction n'a rien à faire avec la hausse ou la dépréciation du dollar canadien à New York. Il doit savoir également que cette transaction a été faite en vertu des dispositions de la loi des finances et était parfaitement légale.

Le trésorier a parlé d'inflation. Il s'est engagé sur un terrain glissant parce qu'il sait, ou devrait savoir, que le gouvernement de la province de Québec est le seul gouvernement qui a eu recours à l'inflation, et encore, à la pire sorte d'inflation. Ainsi, l'été dernier, le gouvernement de Québec s'est trouvé à court de fonds pour payer ses dettes. Il a utilisé un système dangereux et illégal de bons, qu'en français on appelle pitons. Le système des pitons n'est rien autre chose que de l'inflation. Ces morceaux de papier ont été donnés aux ouvriers de ce pays en paiement pour du travail honnête. Les banques ont refusé de l'escompter et les détenteurs les ont alors échangés aux marchands pour des marchandises.

Des millions de dollars de pitons n'ont pas encore été rachetés à l'heure présente. Si des particuliers avaient tenté d'exploiter un pareil système pour payer leurs dettes ou pour payer un travail honnête et que les pitons aient été refusés ensuite aux banques et chez les marchands, ils auraient été vite mis au pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul.

Nous sommes pour la politique d'économie du trésorier provincial. Il nous pardonnera une suggestion personnelle. Le trésorier provincial pourrait tailler dans les dépenses de Spencer Wood, qui furent l'an dernier de \$71,360.22.

Il y a aussi le Conseil législatif qui l'an dernier coûtait à la province la somme de \$107,896.25. Comme Québec est la seule province à garder cette forme antique de gouvernement, on ne pourra certainement pas prétendre qu'elle est mieux organisée, avec cette double forme de gouvernement désuète, que les autres provinces. Je crois que le Conseil législatif ne jouit plus de la confiance de l'Assemblée législative, ni de la population de la province. Par économie, il devrait être aboli pour enrichir le trésor de \$108,000. L'heure me semble mieux convenir en cette période de dépression.

En terminant, je voudrais attirer l'attention du trésorier provincial sur le coût excessif du gouvernement civil qui s'est chiffré l'an dernier à la somme énorme de \$2,374,603.79, soit une augmentation de \$1,496,818.16 depuis que le premier ministre assumait le pouvoir, voilà 13 ans. Le gouvernement aurait pu couper des dépenses. Ce serait l'endroit idéal pour mettre la cognée de l'économie dans les dépenses excessives, non en renvoyant les employés et en augmentant le chômage, mais en réduisant certains salaires appropriés suivant la méthode employée dans les autres provinces, en réalisant ainsi de substantielles économies.

M. l'Orateur, l'heure n'est pas aux phrases creuses ni aux discours vides. Il faut penser droit et parler franc. Le gouvernement doit enfin se rendre compte que nous traversons la pire crise que la province n'a jamais connue. Les souffrances et les privations que notre population doit endurer, sans parler de la dépression notable, affectent le moral de notre population d'une façon alarmante. Le gouvernement, mis en face de ces responsabilités, n'a pas réussi à présenter une législation constructive.

Toutes les suggestions et les projets que les députés de cette Chambre ont préconisés, le gouvernement les a écartés chaque fois en nommant des commissions. Nous avons eu un gouvernement de commissions depuis ces dernières années. Depuis longtemps, on a attiré l'attention du gouvernement sur la situation grave de l'industrie laitière dans notre province. Finalement, l'an dernier, on a nommé une commission. Les commissaires ont parcouru la province et recueilli une foule de renseignements. Ils ont envoyé leur rapport au gouvernement depuis assez longtemps, mais aucune législation n'a été présentée pour réaliser les suggestions faites. Ce qui

fait que les distributeurs de lait des villes continuent à abuser des producteurs de lait.

Nous avons aussi une commission nommée pour enquêter sur le côté pratique des pensions de vieillesse. Cette commission est allée en Europe pour enquêter à grands frais, au nom de la province. En fait, elle a soumis son rapport et recommandé d'accepter l'offre généreuse du gouvernement Bennett par laquelle le gouvernement fédéral paie 75 % du coût des pensions de vieillesse. Jusqu'à date, on a encore rien fait. Évidemment, le gouvernement préfère laisser les vieillards, les malades, les infirmes à la charité du public.

Les scènes pitoyables que l'on peut voir dans les rues des villes, où les vieillards sont forcés de s'asseoir le long des chaussées pour tendre la main aux passants, soulèvent l'indignation, quand on sait qu'une maigre contribution de \$5 par mois du gouvernement provincial placerait ces infortunés à l'abri de la misère. Nous espérons qu'avant la fin de la session, le gouvernement présentera une loi des pensions de vieillesse. Il faut agir. Le gouvernement doit suivre les conclusions du rapport de la Commission des assurances sociales, au sujet des pensions de vieillesse. (Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** se lève. (Ovation)

M. l'Orateur, il me fait plaisir, au début de mes remarques, de féliciter mon collègue, l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Stockwell), à l'occasion de l'excellent discours du budget qu'il a prononcé la semaine dernière dans cette Chambre. L'honorable trésorier continue la belle lignée des gardiens du Trésor qui nous sont venus des Cantons de l'Est et il marchera, j'en suis sûr, avec succès sur les traces de ses prédécesseurs: les Duffy, les McCorkill, les MacKenzie, les Mitchell, les Nicol, les McMaster. Son budget a été très bien accueilli par toute la presse et par la population. Il a rassuré cette dernière, lui a donné confiance. Il a prêché l'économie, le retour à une vie saine et il a été compris.

Le trésorier provincial a calibré son budget à nos recettes qui sont diminuées. Il a aussi annoncé que le gouvernement n'imposera pas de nouvelles taxes. Il est à présumer que la baisse dans les revenus ne se continuera pas et que nous assisterons bientôt au retour de la prospérité. Le trésorier provincial a fait un bel éloge du premier ministre, son prédécesseur immédiat, qui avait ajouté à tout son travail comme chef du gouvernement la charge très lourde, en ces heures difficiles, de trésorier de la province. Je tiens à l'en féliciter.

En effet, l'honorable premier ministre mérite nos plus sincères félicitations et nos remerciements pour la façon remarquable dont il s'est acquitté de ses fonctions; pour son sens politique, pour son ardeur au travail, pour sa générosité et son courage, pour les qualités d'esprit et de cœur qu'il manifeste chaque jour davantage, à mesure que les difficultés augmentent. On n'a pas manqué de le critiquer d'une façon amère et malveillante, mais le premier ministre connaît trop la vie et les hommes pour s'en étonner. Comme réconfort, il lui reste au moins le témoignage qu'il peut se rendre d'être demeuré à un poste de commandement particulièrement malaisé à tenir dans ces heures d'affaîssement général et d'avoir ainsi rendu à notre province le service que son expérience, la clarté et la vigueur de son esprit, son énergie jamais lassée étaient seules en état de lui rendre.

Les partis s'ennoblissent et se fortifient en maintenant à leur tête un chef dont l'esprit sait s'élever à la hauteur de la vraie politique et comprendre le rôle qui incombe aux hommes qui la dirigent. Le premier ministre conserve l'estime et l'admiration des gens bien pensants, des autorités religieuses et civiles qui connaissent les difficultés inhérentes à l'art de gouverner: il conserve surtout la confiance et l'amitié de ses collègues, des députés de la droite et de tous les membres du Parti libéral.

En ces temps de difficultés accrues, tous les citoyens se tournent vers l'État. L'État apparaît plus que jamais comme le sauveur, et c'est aux hommes politiques que l'on demande d'apporter des remèdes aux maux dont souffre l'humanité et d'adopter les mesures propres à redonner aux activités de chacun un élan nouveau. Depuis que la crise est venue, tous appellent les gouvernants à leur aide. Quelqu'un souffre-t-il? Est-il dans le besoin? Vite, il a recours à l'État.

On a trop la tentation de recourir au paternalisme d'État. Certes, l'État ne peut demeurer indifférent et il se doit d'aider dans toute la mesure dont il est capable. Il est opportun toutefois de rappeler les dangers qu'entraînerait une intervention excessive de l'État dans les affaires privées. Les Parlements et les individus doivent demeurer dans leur domaine respectif et ne pas méconnaître leurs devoirs particuliers à la faveur des difficultés de tous ordres, amenées par le trouble économique actuel.

On ne saurait trop souvent redire que le malaise présent ne disparaîtra que par l'effort individuel, par l'esprit d'entreprise de chacun, par le retour de chaque citoyen aux seules façons de penser, d'agir et de vivre qui assurent le progrès durable aux individus et aux nations. La part de l'État restera quand même très large, puisqu'il devra arrêter les diverses mesures

nécessaires et utiles aux intérêts généraux du pays, et parmi celles-ci, il faut compter les mesures budgétaires du genre de celles qui ont été présentées la semaine dernière par le trésorier provincial.

Je veux toucher deux questions auxquelles le budget de l'honorable député de Brome (l'honorable M. Stockwell) a fait allusion. Je veux dire le tourisme et les mines. Mais auparavant, je désire relever une parole du député de Huntingdon (M. Fisher) à l'adresse du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout). Le député de Huntingdon s'est demandé si le ministre de l'Agriculture est bien au courant de la situation actuelle des agriculteurs et si les employés du ministère le sont aussi. Je regrette que l'honorable ministre de l'Agriculture ne soit pas à son siège en ce moment. Il a été appelé chez lui par la maladie. Mais je puis dire tout de suite que l'homme qui préside actuellement au ministère de l'Agriculture est d'une compétence indiscutable et qu'il possède la confiance de toute la classe agricole et de toute la province. (Applaudissements)

L'honorable député de Huntingdon n'a pas été juste pour l'honorable ministre de l'Agriculture qui possède des connaissances techniques approfondies, une science agricole qui n'a peut-être pas son égal dans la province de Québec. Il a mis tout son zèle et tout son dévouement au service de la classe agricole, et il n'y a pas un ministre qui soit plus au courant que lui des besoins des agriculteurs. (Applaudissements)

Le tourisme est devenu la deuxième industrie canadienne. Cette industrie a apporté au pays des revenus qui ont varié entre \$250,000,000 et \$300,000,000. Dans notre province, le tourisme occupe une place très importante. Nous entendons lui accorder une attention de plus en plus grande. Dans la province de Québec, en 1932 et malgré la dépression, il nous a apporté la somme de \$45,000,000.

Cette industrie a été créée par les bonnes routes de la province de Québec. La Voirie est la cause première, principale et essentielle de cette industrie, de sa naissance comme de sa continuité. L'industrie du tourisme a grandi avec la voirie. La construction des bonnes routes commencée en 1912 nous rapportait en tourisme, en 1915, \$340,000; en 1929, la somme de \$61,266,000; en 1930, la somme de \$55,000,000; en 1931, la somme de 60,000,000 et en 1932, \$45,000,000. En 18 ans, depuis 1915, c'est donc une somme de \$412,373,000<sup>2</sup> que l'industrie du tourisme a rapportée à la population de la province de Québec. Ces chiffres sont fondés et sont appuyés sur les estimés annuels préparés par le ministère fédéral du Commerce, et ils s'appliquent au tourisme venu des États-Unis.

À ces chiffres, il faudrait ajouter ceux provenant du tourisme interprovincial et le tourisme des États-Unis qui entre par une autre province avant de venir à Québec, chiffre dont le fédéral n'a pas tenu compte dans ses estimés. Au point de vue de l'importance du commerce touristique, Québec occupe le deuxième rang au Canada. Il est difficile d'imaginer un commerce ou une industrie dont l'activité ne puisse être influencée par le tourisme automobile. Pour bien apprécier ce que nous vaut le tourisme, il faut tenir compte du fait que l'argent du tourisme circule partout: chez le commerçant, l'industriel, chez le fermier. Il atteint tous les domaines de l'activité économique. Aussi est-il important et nécessaire de prendre les mesures voulues pour augmenter cette source de revenus.

Trois facteurs contribuent à attirer les touristes chez nous et à maintenir le tourisme sur une haute échelle: les bonnes routes, la bonne hôtellerie et la publicité de plus en plus grande. Notre réseau de routes améliorées, qui constitue un actif d'une grande valeur, forme un tout complet, homogène reliant toutes les parties de notre province, reliant la province aux États-Unis, aux provinces voisines et à l'étranger. Ce réseau comprend aujourd'hui 15,648 milles de chemins améliorés, en macadam, béton bitumineux, béton de ciment et gravier, sur un total de 34,850 milles, soit 46 % de la longueur totale de notre réseau en routes améliorées. Ces 15,648 milles comprennent 56 grandes routes d'une longueur totale de 5,757 milles, dont 5,582 milles sont terminés, 129 milles sont en construction et 46 milles restent à améliorer. La construction, l'amélioration, l'entretien ont coûté à la province, depuis 1912, \$150,000,000. C'est là un capital que nous nous devons de conserver.

Malgré la diminution du budget de la Voirie, que déplorait tout à l'heure l'honorable député de Huntingdon (M. Fisher), nous allons entretenir cette année 1,000 milles de plus qu'en 1932.

(Applaudissements)

En 1932, nous avons maintenu en parfait état, 14,634 milles de routes, soit 1,222 milles de plus qu'en 1931; c'est-à-dire qu'en 1932 nous avons entretenu 94 % des chemins améliorés, malgré la réduction du budget de la Voirie. Et, en 1933, nous en entretiendrons 1,000 milles de plus qu'en 1932. Le nombre des municipalités qui bénéficient de cet entretien va sans cesse croissant. Il était de 1,302 en 1930, de 1,361<sup>3</sup> en 1931 et de 1,382 en 1933. Des municipalités n'ont plus ou presque plus de chemins à entretenir. Quelle aide cela constitue en temps de crise pour les municipalités et les cultivateurs; c'est

un actif considérable! Quel serait leur fardeau, s'ils étaient obligés d'entretenir ces chemins. La plupart en seraient incapables, failleraient à la tâche et nos routes seraient abandonnées.

Je désirerais dire un mot de nos pavages permanents. Au cours de la session de 1929, la Législature a autorisé le ministère de la Voirie à dépenser \$17,000,000 répartis sur une période de six ans, pour faire des pavages permanents dans les artères les plus fréquentées, à proximité de nos grandes villes comme Montréal, Québec, Hull, Trois-Rivières, Sherbrooke et dans la région de Chicoutimi. Le programme comportait le revêtement permanent dans les villages les plus peuplés traversés par des routes gravelées où la circulation était assez considérable. Le travail prévu par la législation de 1929 s'imposait. Il a été poursuivi régulièrement depuis. Nos routes avaient été en premier lieu améliorées sans changer leur alignement primitif, sans faire disparaître les angles et les courbures.

L'honorable député de Chambly (M. Béïque) disait hier que nous avons construit des chemins étroits, il y a une dizaine d'années, pour avoir le plaisir aujourd'hui d'accorder de nouveaux contrats, de recommencer ces chemins et de les élargir. Comme boutade, c'est peut-être bien ou excellent, mais voyons la vérité. Pour apprécier les faits, il faut se reporter à 1912, à l'époque où il n'y avait pas de circulation automobile intense ou presque dans la province. Il s'agissait alors d'améliorer nos chemins, et le département de la Voirie a décidé de commencer cette amélioration en utilisant la chaussée existante sans l'élargir. Qui prévoyait alors le développement phénoménal de la circulation automobile? Personne ne l'a prévu et voilà pourquoi toutes les provinces ont alors construit des routes qui aujourd'hui ne rencontrent plus les exigences de la circulation.

Quand le tourisme automobile a commencé à prendre de l'envergure et de l'intensité à partir de 1923-1924 et en 1925 dans notre province, nous avons senti le besoin et la nécessité d'élargir nos routes. Que possédions-nous si, dès le début de 1912, la province avait construit les routes que nous sommes obligés de construire aujourd'hui à cause du trafic qui va toujours en augmentant. Si nous avions écouté la suggestion du député de Chambly en 1912, nous n'aurions pas 16,000 milles de routes améliorées qui circulent partout dans la province, nous aurions quelques grandes routes peut-être, mais nous ne réunirions pas Gaspé à Hull, le Nord au Sud. Les moyens financiers nous auraient empêché de poursuivre longtemps cette politique.

Ces routes, nous les avons construites pour aider la classe agricole. J'entendais mon honorable ami de Chambly (M. Béique) dire hier: "Vous bâtissez des routes pour les Américains". C'est absolument faux. Cette critique est futile. Que l'on cesse donc de parler ainsi! Que l'on cesse de dire que nos chemins sont construits pour les Américains. Nos routes ont été faites pour nous, pour le commerce, pour nos cultivateurs, pour leur permettre de porter leurs produits aux marchés, pour circuler entre les villages, pour leur permettre de se rendre à l'église. Nous savions qu'à la base de la prospérité, il y avait les bons chemins. Incidemment, elles ont développé le tourisme et c'est tant mieux. Tant mieux si en créant ce réseau routier nous avons créé une industrie comme celle du tourisme.

Le député de Chambly doit être bien content que les Américains viennent encourager les cultivateurs de son comté et de toute la province qui peuvent vendre leurs produits aux hôteliers, aux restaurants qui nourrissent les milliers d'étrangers, et partout où l'industrie du tourisme fait gagner de l'argent. Je le répète, nous avons bâti nos routes pour nous.

Je crois que l'on devrait cesser de dire que nous avons sacrifié notre argent pour l'étranger. Tant mieux si les Américains, grâce à ces routes, viennent tous les ans dépenser \$50,000,000 à \$60,000,000, puisqu'ils aiment maintenant à venir faire un petit voyage dans la province de Québec. (Applaudissements) Je crois que c'est une jolie taxe qu'ils laissent à la province! Tant mieux si nos routes attirent les touristes chez nous, mais nous les avons construites pour nous, pour nos besoins locaux.

(Applaudissements)

Avec l'augmentation du tourisme, il fallait élargir nos grandes routes, redresser leur alignement, faire disparaître les angles et les courbes, et leur donner un pavage qui pourrait supporter le surcroît de circulation. Depuis 1929, nous avons commencé les améliorations nécessaires des principales routes de la province, afin de répondre aux besoins présents et futurs. Ces améliorations ont été poursuivies selon des données scientifiques quant à l'alignement, aux rampes, au drainage et au pavage.

Sait-on qu'actuellement, il y a 6,000 camions qui font du transport commercial d'un bout à l'autre de nos routes. Que l'on remarque bien que je ne veux pas parler ici de camions appartenant à des marchands et à des cultivateurs, mais des camions qui font un service régulier de transport comme en font les chemins de fer. De plus, nous avons de 50 à 60 services d'autobus. La population qui voyage

réclame de meilleures routes, et cela nous oblige à répondre non seulement aux besoins actuels, mais aux besoins de l'avenir.

En vertu de la loi de 1929, nous avons construit 425 milles de routes revêtues de pavages permanents. De plus, sur 75 milles de chemins, les travaux préliminaires sont terminés. Le coût moyen par mille a été de \$28,000<sup>4</sup> et, depuis 1919, nous avons changé les principales routes de la province. On nous reproche que ces chemins sont dispendieux. Je puis répondre qu'ils ne sont pas plus dispendieux qu'ailleurs.

Nos routes sont construites dans le même genre et avec des matériaux identiques. Et cette somme est modérée si l'on considère les exigences actuelles de la circulation. Nous élargissons, nous faisons des fondations nouvelles là où la chose est nécessaire, nous faisons des pavages permanents, nous faisons disparaître les courbes, en un mot, nous répondons aux besoins de la circulation intense.

N'oublions pas que ces améliorations s'imposent même pour notre trafic à nous. Nous répondons aux besoins du présent et nous construisons aussi pour répondre aux besoins de l'avenir. Depuis 1929, 1,200<sup>5</sup> courbes dangereuses ont été supprimées ainsi que 43 passages à niveau. Nos routes traversent 595 villages, 237 villages possèdent un pavage permanent autre qu'en gravier. La route de 1931 et de 1932 ne ressemble pas du tout à la route de 1928-1929. La nouvelle route est moderne et conforme aux plus récentes conceptions en fait de développement routier. Elle tient compte de toutes les exigences de la circulation actuelle et elle est construite pour le présent et l'avenir. Elle comporte la rapidité, le confort, la sécurité et des garanties de durée. Ces qualités expliquent ou justifient son coût de revient plus élevé.

L'honorable député de Chambly (M. Béique) a parlé hier du boulevard Taschereau. Il a dit en semblant se moquer: "Les Américains qui ne paient pas de taxes et nos citoyens se font tuer sur le chemin de Chambly". Ceux qui se sont fait tuer sur le chemin de Chambly sont ceux qui faisaient une vitesse trop grande d'après les statistiques que j'ai en main. Mais revenons au boulevard Taschereau. Le député a dit: "Ce chemin aurait dû passer par Saint-Lambert". Peut-être que s'il ne s'agissait que de relier le pont du Havre à Laprairie. Mais ce n'est pas là l'idée, ce n'est pas ce que le ministre de la Voirie<sup>6</sup> du temps, ce que les ingénieurs avaient en vue dès 1927.

On voulait créer une artère principale qui recevrait tout le trafic du sud du Saint-Laurent pour aboutir au pont de Montréal. Il nous fallait construire

une nouvelle artère pour relier le point de Longueuil à toutes les routes américaines qui nous amènent 300,000 autos américaines par an, sans compter la circulation locale. Si l'on avait suivi le bord de l'eau, on n'aurait pu réaliser le projet que l'on avait dans l'idée; il aurait fallu passer à travers Saint-Lambert, sur une chaussée où les voies de tramways pourraient nuire à la circulation, où il aurait fallu passer sous des tunnels à angle droit. Il passe 300,000 autos américaines, sans compter la circulation locale dans cette artère. Nous n'aurions pu en faire la route spéciale que nous voulions si nous avions suivi le bord de l'eau inondé tous les printemps et encombré de glaces.

Si nous avons suivi l'idée de l'opposition, nous aurions dépensé trois quarts de million de plus et nous n'aurions pas eu la route qu'il nous fallait. Pourquoi l'opposition critique-t-elle la politique du boulevard reliant les routes de la rive nord au pont de Longueuil? Nous sommes en 1933. L'opposition à la construction de ce chemin a bien tardé. On a semblé jusqu'ici en approuver la construction de ce boulevard qui a été décidée dès 1927! Pourquoi l'opposition n'a-t-elle pas critiqué alors? L'opposition n'a rien dit. (Applaudissements)

Pourquoi ce réveil en 1932? J'ai ici le rapport de 1929 du ministère de la Voirie qui en donne tous les détails et tous les renseignements au sujet de ce boulevard; pourtant, pas une seule voix de l'opposition ne s'est élevée pour combattre le projet. L'opposition n'a rien dit à cette époque. Pourquoi? Parce que l'opposition approuvait le plan du ministère de la Voirie ... (Applaudissements)

... et reconnaissait que le boulevard Taschereau s'imposait à cause des conditions de la circulation dans cette partie de la province. Mon honorable ami (M. Béïque) me fait signe que non. Si l'opposition n'approuvait pas le plan, elle aurait dû le critiquer et alors, elle n'a pas rempli son devoir.

(Applaudissements prolongés)

**M. Béïque (Chambly):** Ça prend trois ans pour avoir les renseignements.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'opposition avait les renseignements dès 1929. Nous n'avons pas construit ce chemin à la cachette. Le plan a paru dans le rapport du ministère de la Voirie. Je l'ai ici. Je répète qu'avant cette année, jamais l'opposition n'a critiqué ce projet qui était nécessaire et que nous avons exécuté dans les meilleures conditions possibles. Avec cette route, nous allons chercher le touriste à un point où se

rencontrent toutes les routes venant des États-Unis, dans cette partie de la province. Le boulevard a été dispendieux, je le veux bien, mais il faut tenir compte des conditions spéciales.

Il reste cependant à faire la partie du côté de Chambly pour recevoir la circulation des Cantons de l'Est. Le tracé n'en est pas encore définitif. Si nous suivons la route actuelle qui est l'ancien chemin militaire, il faudra l'élargir. Sinon, l'élargissement ne sera pas nécessaire parce que cette route ne servira qu'à la circulation locale.

J'ai dit que, pour encourager l'industrie du tourisme, il fallait en second lieu une bonne hôtellerie. Le ministère de la Voirie a été un pionnier et, en 1927, il a créé un organisme pour l'amélioration des hôtels. Ce service, appuyé uniquement sur la coopération et la bonne volonté des propriétaires d'hôtels, fut créé dans le but d'améliorer le confort, l'hygiène et la cuisine des hôtelleries de campagne. Ce service de l'hôtellerie sera maintenu et on lui accordera une attention toute spéciale. Les hôteliers ont compris que nous voulions leur bien et ils se sont conformés avec empressement à nos directions.

En troisième lieu, j'ai dit que la publicité était nécessaire. Il en est du tourisme comme des autres commerces. Pour l'intensifier, il faut utiliser l'annonce. C'est ce qui nous avons fait. Ici encore, le ministère de la Voirie s'est fait le champion de la propagande en faveur de Québec. Pour attirer les touristes chez nous, il fallait faire connaître notre province, ses beautés, son histoire, ce qu'elle possède et ce qu'elle offre. Depuis neuf ans, le ministère a dépensé \$1,030,590 en frais de propagande, et cette dépense a été l'une des plus productrices qu'ait faites la province. En quatre ans, nous avons distribué, aux États-Unis et dans les autres provinces, 6,485,000 publications. En 1932, nous avons donné 600,000 cartes routières.

Le ministère publie un bulletin officiel qui tient les touristes au courant de la condition de nos routes et qui est très répandu aux États-Unis. Nous avons annoncé dans les grands journaux quotidiens, dans les revues, les magazines et les périodiques. Le ministère a des représentants dans 69 villes. Nous tenons des bureaux de renseignements aux points stratégiques du tourisme. Il maintient des bureaux d'information dans Windsor, Niagara Falls, Montréal, Québec, et il ouvrira bientôt un autre de ces bureaux de concert avec le ministère de la Colonisation à Nashua. De plus, nous prenons part à toutes les expositions routières et sportives. Nous avons ici un bureau de correspondance et de renseignements.



Pour encourager encore le tourisme et continuer dans cette voie, nous présenterons bientôt une loi à la présente session pour réglementer la disposition des panneaux-réclames en les éloignant des routes. Nous annonçons les beautés de la province de Québec, il ne faut pas qu'elles soient masquées par de disgracieux panneaux-réclames. Nous aurons aussi une autre loi pour encourager la propagande touristique et améliorer ainsi notre organisme de publicité.

Voici un autre actif de la province. La valeur de notre production minière en 1932 a été de \$26,000,000. Elle avait été de \$46,454,820 en 1929; de \$41,158,740 en 1930 et de \$35,778,364 en 1931. Notre valeur de production pour 1932 équivaut à celle de 1926. L'industrie minière s'est ressentie comme les autres de la crise mondiale et, dans l'ensemble, la situation n'est guère florissante. La situation, comparée à celle de 1931, s'est même aggravée. À une seule exception, celle de l'or, le prix des métaux a atteint le plus bas niveau de tous les temps de l'histoire. Le cuivre est tombé à moins de 5 ¢ la livre à New York. Le plomb et le zinc se sont vendus à moins de 3 ¢ la livre, tandis qu'en 1929, le prix moyen du cuivre était de 18 ¢ la livre, celui du plomb de 6¼ ¢ et celui du zinc de 6½ ¢.

Toutefois, vers la fin de décembre 1932, les prix semblaient s'affermir quelque peu. Notre production d'amiante a été aussi considérablement affectée. En 1929, nous avions produit 306,000 tonnes; en 1932, 100,000 tonnes. Nous sommes revenus à la production et aux prix moyens d'avant la guerre. Nos mines en exploitation depuis 50 ans ne donnent cependant aucun signe d'épuisement. Elles sont très bien équipées et peuvent produire plus de 300,000 tonnes par année, soit trois fois plus qu'en 1914.

Si certaines productions minérales ont diminué, la production de l'or a considérablement augmenté. L'an dernier, elle a atteint une valeur de \$10,000,000, tandis qu'il y a 10 ans, notre production n'était que de \$25,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui était ministre des Mines, il y a 10 ans?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** J'avais cet honneur, mais je dirai à mon honorable ami le chef de l'opposition que je ne fabrique pas d'or et que je ne peux créer ces mines. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Regardant l'honorable M. Mercier fils) Qui était ministre des Mines avant mon honorable ami, le ministre de la Voirie et des Mines?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Cette production d'or continue d'augmenter. Nous sommes devenus le deuxième pays du monde pour la production du précieux métal. Nous avons supplanté les États-Unis et nous nous plaçons maintenant tout de suite après l'Afrique-Sud. Pour sa part, Québec compte le deuxième rang dans le Canada, venant après l'Ontario dont la production aurifère se chiffre à \$46,000,000. Il y a 10 ans, Ontario occupait le point où nous sommes, et nous avons l'espoir que, dans 10 ans, Québec occupera la place que tient actuellement la province-sœur, grâce aux découvertes réalisées dans le nord-est et dans d'autres parties de la province. Tout le long de la bande minéralisée qui s'étend de la frontière ontarienne à la rivière Bell, les compagnies travaillent avec succès.

Nous avons cinq mines d'or en production: Noranda, Granada, Siscoe, O'Brien et Treadewell Yukon. D'autres sont en bonne voie d'atteindre l'étape de production de 1933. En 1932, 9,836 "claims" ont été enregistrés contre 5,992 en 1931, soit une augmentation de 3,844; 2,824 certificats de mineurs ont été émis contre 1,988 en 1931, soit une augmentation de 836. À part toutes ces ressources aurifères, nous avons dans l'Abitibi d'immenses ressources de cuivre et de zinc qui seront exploitées dès que les prix le permettront. Le gouvernement a pris une part active au développement et à la mise en valeur du développement minier de notre province en construisant de nouvelles routes, en organisant des relevés scientifiques et par l'élaboration de cartes.

Le gouvernement a construit des grandes routes vers les centres miniers. Il a créé un Bureau de géologie dont les rapports sont fort appréciés des prospecteurs. Nous avons huit équipes de géologues répartis dans la province en 1932. Nous en aurons 10 en 1933.

Des cours aux prospecteurs ont été suivis par 4,376 élèves. Tout ce développement démontre la confiance et la foi que l'on a dans les ressources naturelles de notre province, et la persévérance et le courage des prospecteurs, des mineurs, des ingénieurs et de ceux qui risquent leurs capitaux.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, ces quelques remarques permettront, j'espère, aux députés de cette Chambre de comprendre l'effort accompli par mon département dans cette partie de l'administration publique. Nous avons conseillé de conserver et d'améliorer les actifs permanents de notre province. La politique étant l'art d'organiser et de gouverner, on ramène à deux éléments les objets qu'elle a en vue: les choses et les hommes.

Les politiques, en somme, n'ont pas d'autre raison d'être que l'étude et le développement du milieu où vit une population, la mise en valeur de son territoire, la culture de son sol, l'exploitation de ses ressources, la construction et l'entretien des bonnes routes qui le sillonnent en tous sens, puis l'adoption de mesures qui visent plus directement cette population, son instruction, ses besoins d'ordre intellectuel, moral et religieux. Politique des hommes et politique des choses, ce sont les deux aspects d'un vaste problème, celui de faire progresser dans l'ordre et la justice une société humaine. (Applaudissements)

Officiers et employés du département que j'ai la responsabilité de diriger, tous ont conscience d'avoir rempli avec intelligence, zèle et droiture, la tâche qui leur était confiée, et ce n'est que justice qu'en terminant ces remarques j'adresse à tous mes collaborateurs et à tous mes aides l'expression de mon estime et l'expression de mes remerciements que la province de Québec n'a jamais refusés à ses dévoués et fidèles serviteurs. (Applaudissements prolongés)

**M. Barré (Rouville):** M. l'Orateur, je ne suivrais pas la note commune, si je ne félicitais l'honorable trésorier de la province. Il faut être habile financier pour faire dire aux chiffres ce que l'on veut, être un stratège de grande force et un brillant avocat de grand talent pour faire acquitter son client, malgré les faits. Ce sont des faits que nous allons mettre en regard des chiffres si habilement disposés par le trésorier provincial.

Le gouvernement est responsable au point de vue financier, social, national et moral. Depuis plus d'un tiers de siècle, le gouvernement exerce un pouvoir continu et presque absolu; il doit donc porter la responsabilité entière et il ne peut en rejeter aucune partie sur ses prédécesseurs, ni sur personne.

Il est responsable au point de vue financier, il a imposé et perçu les taxes qu'il a voulues; il a dépensé l'argent ainsi perçu à sa guise, parfois trop, souvent même par voie de mandats spéciaux, sans l'autorisation préalable des représentants du peuple. Il avait l'autorité et le devoir de réprimer les abus de spéculation, ce qui faisait dire à l'un de ses partisans de cette Chambre que des compagnies avaient multiplié leur capital deux, trois et quatre fois. Il parlait aussi de valeurs fictives qui servaient à tromper la population.

Qui est responsable, sinon ceux qui avaient en main le pouvoir de légiférer pour le bien du peuple, c'est-à-dire le gouvernement depuis 35 ans? Un député libéral suggérerait hier de taxer les capitaux soufflés. S'il s'agissait d'un particulier, on ne le taxerait pas, mais on l'écrouerait dans une prison. Ce

qu'on ferait à un particulier, on devrait le faire pour les gros, au lieu de les protéger comme on les a protégés trop longtemps au détriment des petits épargnants.

La première chose dont parle le budget, c'est l'économie. L'économie est certes une vertu, mais encore faut-il se comprendre et faire la distinction entre l'économie sage et raisonnée et l'acte d'un gouvernement qui proclame l'agriculture comme planche de salut et qui, tout de même, coupe notablement dans le budget de l'agriculture. Il y a encore l'économie de ceux qui vivent bien, qui vivent dans le luxe et qui prêchent l'économie aux autres, particulièrement aux cultivateurs.

Pourquoi ne réduire le salaire des employés publics ayant plus de \$1,500 par année, réduction progressive de manière à diminuer davantage les gros salaires que les moyens et à ne pas toucher aux petits salaires. Pourquoi n'a-t-on pas réduit les gros salaires de certains fonctionnaires au lieu d'enlever à l'agriculture de l'argent nécessaire? Pourquoi toujours frapper la classe à laquelle j'appartiens? On dit souvent qu'il faut revenir à la vie de nos pères. Je veux bien, mais je ne veux pas y revenir tout seul. Je suis fier de mon père, le colon, de ma grand-mère, la laveuse, mais si on veut que je vive seul leur vie, il y aura des secousses qui pourraient être redoutables.

De nos jours, les députés peuvent profiter des services de dactylographes pour préparer des discours et enfreindre à loisir les règles de la Chambre. Les députés sont-ils prêts à revenir 50 ans en arrière et écrire leurs propres discours? Je ne crois pas. Pourquoi alors donner d'aussi ridicules conseils aux fermiers? Le cultivateur a droit d'avoir le même confort que son frère de la ville. Ceux qui disent qu'une classe ne peut pas avoir le même traitement que les autres font œuvre antinationale.

Le budget parle de l'agriculture. Depuis un quart de siècle, on prêche la même antienne, l'amour de la terre, l'attachement au sol, mais tout se résume à des mamours sans parole. Mais qu'en est-il vraiment? Il me semble qu'on devrait enfin avoir les résultats. Les statistiques fédérales démontrent que, de 1921 à 1931, le nombre des fermes a diminué notablement dans la province. Cela prouve qu'il est temps de changer de régime et de donner aux cultivateurs autre chose que des conseils d'économie et des débats théoriques sur le drainage.

Très belle chose que d'entendre le ministre député du Lac Saint-Jean (M. Fillion) nous entretenir des bienfaits de la politique de drainage du gouvernement, en particulier aux environs de Saint-Méthode par la Québec Development.

Mais il nous faut autre chose. Peut-être parlera-t-on encore du crédit rural. C'est une nécessité, mais une nécessité qui s'impose depuis longtemps: nous sommes 10 ans en retard. Si le gouvernement avait moins gaspillé, il pourrait le créer aujourd'hui. Nous avons besoin d'un crédit rural qui nous est refusé depuis 10 ans par un gouvernement endormi d'un sommeil que je ne veux pas qualifier, mais qui est malfaisant.

Il (M. Barré) cite des extraits du *Bulletin des agriculteurs* aux environs de 1925, alors que lui et ses amis réclamaient un crédit rural, et le rapport du crédit rural de l'Ontario Agricultural Board. On a laissé vider les campagnes, les villes sont surpeuplées et c'est un député ministériel qui s'écriait dans cette Chambre: "Il faut trouver un moyen d'arrêter cet afflux de citoyens des campagnes qui s'en viennent dans les villes". Que n'y a-t-on pensé plus tôt? Là encore, apparaît la responsabilité du gouvernement. La question du retour à la terre fait couler des flots d'encre et d'éloquence. Le retour à la terre, j'en suis. Mais je suis surtout pour le rester à la terre. Il faut de toute nécessité arrêter l'afflux des citoyens des campagnes vers les villes. Inutile de prendre des gens des villes pour les envoyer à la campagne quand les cultivateurs sont obligés de venir chercher des secours directs à la ville.

Je ne demande pas au trésorier de trouver \$40,000,000<sup>7</sup> dans ses coffres pour la classe agricole, mais il faut nous donner un crédit rural. 90 % des cultivateurs qui ont acheté des terres depuis 10 ans sont incapables de les maintenir et de payer leurs dettes, si on leur demandait de les régler aujourd'hui. Il faut faire quelque chose. Je prétends que des dirigeants dignes de leur mission n'ont pas droit de laisser s'accomplir la dégringolade qui est imminente dans nos campagnes.

Les créanciers de nos cultivateurs ne sont pas des vautours, mais il suffit d'un pour les mettre en faillite. Je suis pris dans quelques faillites chez nous. Je sais ce qui en est. Ce n'est pas à moi à préparer un statut. L'heure est grave. Que l'on prenne les suggestions de l'Union des cultivateurs. Que l'on fasse quelque chose, non pas au point de vue du parti, mais au point de vue national.

On dit et l'on répète que la province de Québec est à la tête de la Confédération. Je le voudrais. Nous avons la population la plus saine, la plus active, la plus respectueuse de l'ordre établi. J'ai vécu dans d'autres provinces. Je sais qu'il y souffle quelquefois un sentiment de révolte. Nous n'avons pas cela dans la province de Québec. Mais au point de vue agricole, il est regrettable d'avoir à constater

des faits dont on ne peut nier la vérité brutale. De là à dire que nous occupons la première place, il y a de la marge!

J'ai ici des statistiques agricoles. Que voulez-vous? L'agriculture, c'est ma passion. Il y a 6,638 silos dans Québec et 35,716 dans Ontario, 2,790 fermes avec de la force motrice dans Québec et 9,604 dans Ontario; 19,402 fermes éclairées au gaz ou à l'électricité dans Québec et 32,924 dans l'Ontario, 26,467 radios ou téléphones dans Québec et 125,716 dans l'Ontario. Québec est peut-être en tête des provinces canadiennes dans certains domaines, mais force est de constater que nos cultivateurs ne sont pas aussi bien organisés que ceux d'Ontario, pour ce qui est de la classification de leurs produits et leurs bureaux de vente. Les cultivateurs d'Ontario ont donc plus de confort que ceux du Québec. Les statistiques établissent, en effet, que le cultivateur québécois est loin d'être mieux outillé que l'agriculteur ontarien.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** L'honorable député me permettra-t-il une question? Est-ce qu'il est établi que le cultivateur de l'Ontario résiste mieux à la crise que le cultivateur de la province de Québec?

**M. Barré (Rouville):** Je ne suis pas en état de répondre à l'honorable ministre. Comme je n'ai pas de preuve, je ne veux rien répondre. Je ne sais pas si la situation est beaucoup meilleure dans Ontario, mais la Commission du crédit rural d'Ontario nous apprend que les cultivateurs empruntent moins cette année. Je pourrais donc répondre à l'honorable ministre des Travaux publics que la situation s'améliore plus vite dans Ontario.

**M. Béïque (Chambly):** Mon collègue pourrait-il me dire si ce sont des veaux d'élections?

**M. Barré (Rouville):** L'honorable député de Chambly me demande si cela comprend les veaux d'élections. Il n'y a pas plus de veaux d'élections dans Québec que dans les autres provinces.

**M. Béïque (Chambly):** L'honorable député de Rouville ne m'a pas compris. Il citait un chiffre et des statistiques, et je lui ai demandé si cela comprenait les veaux du gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Allons, pas de chicane dans l'opposition. (Rires)

**M. Barré (Rouville):** Le cultivateur veut s'instruire dans la province de Québec. Je suis allé à l'école rurale post-scolaire du soir avant la session. Il y avait des gens de 45 ans. J'ai réclamé des écoles d'agriculture du soir pour nos cultivateurs, j'ai eu l'honneur d'en être le modeste pionnier. Les libéraux et leurs journaux ont ridiculisé cette suggestion, au début. On m'a répondu que j'étais un fou. Un journal a dit: "Le poète Barré ferait mieux de relever ses clôtures et ses portes de granges au lieu d'écrire en vers".

Mais les dirigeants approuvent maintenant cette idée. L'Union catholique des cultivateurs, dans un récent manifeste, a adopté une résolution favorisant les cours agricoles post-scolaires. Ce sera un grand bien pour la province. Car le fils du cultivateur, tout comme le fils de l'ouvrier, a besoin de s'outiller pour progresser, pour rencontrer la situation nouvelle, pour que l'agriculture québécoise fasse une concurrence égale et victorieuse à celle de l'étranger.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami sait-il qu'il y a une belle école à Saint-Arsène où l'on donne des cours post-scolaires?

**M. Barré (Rouville):** Je sais que le curé de l'endroit a organisé une école...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Avec l'aide du gouvernement. Je le sais parce que cette école est dans mon comté. Il y aussi des cours post-scolaires à l'Île-Verte.

**M. Barré (Rouville):** Ce que je reproche au gouvernement, c'est de toujours arriver trop tard, quand le mal est fait. Il nous faut de l'instruction agricole. Il nous faut un organisme que nous n'avons pas. Nos cultivateurs sont à la merci de marchands dont quelques-uns sont honnêtes, mais d'autres ne le sont pas. Il y a des agronomes diplômés qui vendent des engrais chimiques. Nos cultivateurs n'ont malheureusement aucune connaissance en chimie et sur ses réactions dans la terre. Ce que je demande, pour mes fils et les fils de mes pareils, c'est le moyen de s'instruire, non dans les écoles données pour des fins électorales. Que l'on ne dise pas à un comté: "Vous n'aurez pas d'école, si vous ne votez pas pour un tel comme député".

Mon dernier point sera l'économie. Autrefois, dans mon métier de cultivateur, que j'aime tant que j'en parle tout le temps, lorsqu'un homme mettait de l'eau dans son lait, on le faisait arrêter. C'était pourtant un petit voleur. Les mouilleurs de stocks doivent être arrêtés. Si on leur a permis de pratiquer

ce vol, il faut les en empêcher maintenant. Ce sont eux qui sont responsables de la crise.

Une taxe doit être imposée sur ce capital mouillé. Pour retarder un emprunt que l'administration provinciale savait inévitable, elle néglige et retarde de payer des dettes criardes. Ceux qui ont dit que le gouvernement économisait en ne payant pas ses dettes lui ont lancé une brique. Le commandement divin qui dit: "Bien d'autrui ne prendra et ne retiendra sciemment", vise autant celui qui prend que celui qui retient l'argent d'autrui. Il a aussi aggravé la crise, multiplié les inquiétudes et les souffrances chez les créanciers qui étaient obligés de supplier leurs propres créanciers, parce qu'un gouvernement, qui prétend être en bonne posture financière, négligeait de payer ses dettes... ou le gouvernement ne pouvait payer.

Alors comment pouvait-il, sans tromper la population, prétendre à une excellente situation financière? Et s'il pouvait payer, comment a-t-il pu manquer au commandement divin reconnu dans tous les pays civilisés par leurs lois civiles? La population a tiré la langue parce que le gouvernement ne payait pas ses dettes. Dans certains foyers, on a eu peur de la saisie. Je n'ai pas le droit de le dire, mais j'ai le droit de penser que c'est criminel. Je supplie le gouvernement, ceux qui sont au timon des affaires, de donner le bon exemple et ne pas blâmer le gouvernement Bennett pour cela ou même porter le blâme sur un ancien chef de l'opposition, l'honorable Arthur Sauvé. (Applaudissements à gauche)

Encore une fois, nous avons la population la plus saine et la meilleure, mais l'exemple ainsi donné de haut peut porter ses fruits. La responsabilité du gouvernement est entière, et je souhaite sincèrement que les exemples venus des sphères gouvernementales ne soient pas trop suivis par notre population.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 45<sup>8</sup>

##### Succession Pierre Tétrault

**M. Saurette (Missisquoi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 115 concernant la succession de feu Pierre Tétrault.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Saurette (Missisquoi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Donation de Hubert Morin à Alice Morin**

**M. Fillion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 132 concernant la donation par Hubert Morin à dame Alice Morin.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Charte de Salaberry-de-Valleyfield**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 114 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Mont-Royal**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 123 concernant la charte de la ville de Mont-Royal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Smart (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Collège de L'Assomption**

**M. Reed (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 129 refondant la charte du collège de L'Assomption.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Reed (L'Assomption)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Hector Prévost**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** pour **M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 concernant la succession de feu le colonel Hector Prévost soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce n'est pas nécessaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'insiste. De quoi s'agit-il?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** D'une succession.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas satisfaisant.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il s'agit de toute évidence de la succession de feu le colonel Hector Prévost! (Souriant) Le bill dit que les dépenses seront payées par la succession.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas avec les pitons du gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Ça passe bien avec les pitons.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre continue le débat sur la motion en discussion à 6 heures, ce jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

**M. Paquet (Montmagny):** Je suis heureux de profiter du débat sur le budget pour exprimer quelques pensées. Cela me vaut l'honneur de commencer la série des soirées sessionnelles. Je félicite l'honorable député de Rouville (M. Barré) de son laborieux discours qu'il a prononcé cet après-midi. Il aime bien les cultivateurs et, sur ce point, nous abondons dans le même sens que lui.

L'opposition s'est appliquée à montrer les imperfections du gouvernement. C'est son rôle. Nous devons nous rendre à l'évidence et conclure que tous doivent nécessairement écopier de la crise qui sévit actuellement de par le monde, et il est déraisonnable d'avoir quelqu'attente que ce soit ou de blâmer quiconque pour cette situation. Il serait préférable que chacun d'entre nous ou chaque communauté reconnaisse ses propres responsabilités et, afin de donner l'exemple, qu'on nous dise ce qui est fait dans chaque comté pour régler la question des familles que la détresse industrielle a mises dans le besoin. Le succès de cette opération repose sur la reconnaissance des responsabilités locales et sur le gouvernement.

Certes, toutes les institutions humaines sont perfectibles, mais le gouvernement de Québec a trouvé moyen de parer à la crise et de conduire la province mieux peut-être qu'ailleurs, dans une période tellement troublée de notre histoire économique. Il nous sera bien permis de dire ce que le gouvernement a fait de bon, en dépit de la crise, dont nous parlons peut-être trop. La crise est mondiale. M. Bennett ne l'a découverte que depuis 1930. Le gouvernement du Québec doit faire face à la crise. Permettez-moi de dire ce que nous avons fait dans un coin du pays pour y remédier.

Chez nous, dans Montmagny, avant que l'institution des chômeurs ne fût répandue partout, nous avions commencé à faire de la colonisation. La crise venue, les ouvriers ont eu moins de travail dans l'industrie et j'ai soumis au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) un plan qu'il a accepté. Nous avons alors commencé à placer des colons sur des terres. En trois ans, nous avons aujourd'hui 600 colons d'établis sur des terres qui avaient été abandonnées, dans le bas du fleuve. Nous avons adopté un système comparable à celui des anciens seigneurs qui ont colonisé notre pays. Nous avons donné à nos colons des semences et des animaux. Ils gagnent honorablement leur vie. Ils n'ont rien perdu des capacités des anciens colons.

Nous les avons aidés et, maintenant, ces colons gagnés à l'agriculture ont "du lard dans le saloir, de la farine dans la huche". Avec du lard et du

pain, on ne meurt pas; nos pères ne mouraient pas de faim. Nous avons utilisé des terres de nos vieilles paroisses, nous avons converti des savanes en terres arables. Nous avons donné à nos gens l'enseignement agricole, grâce à l'aide du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout). Des centaines de personnes suivent les cours abrégés d'agriculture et sont heureuses. Plusieurs cours ont été donnés dans les nouvelles sections agricoles et aussi dans ma propre ville, Montmagny. Pour coloniser, il faut donner à nos gens les instructions nécessaires. On ne s'institue pas colon comme ça. Toutefois, lorsque le colon est attaché à sa terre, il ne voudrait plus pour rien au monde en partir. On parle trop de la crise.

J'ai été heureux d'entendre l'appel à la terre de l'honorable premier ministre et du ministre de la Colonisation. J'espère qu'ils vont continuer l'œuvre de la colonisation de proche en proche qui est la plus facile. Je ne doute pas que l'honorable ministre de la Colonisation, qui est au courant de nos besoins, fasse tout ce qu'il pourra pour nous venir en aide, comme il l'a toujours fait.

L'honorable député de Rouville (M. Barré) a bien dit que nos cultivateurs manquaient de beaucoup de choses, mais il n'a pas répondu à la question de l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur). Je m'honore d'être l'ami du député de Rouville. Nous nous entendons sur bien des choses. Nous aimons notre pays. Le député de Rouville a fait des comparaisons entre Québec et Ontario. Les comparaisons sont souvent odieuses. A-t-il voyagé en Ontario? A-t-il vu les vignobles et les vergers de l'Ontario, que nous ne pouvons pas avoir ici avec notre climat? Mais sait-il que le cultivateur de l'Ontario qui a 100 acres de terre paie \$310.72 de taxes directes, tandis que les nôtres n'en payent pas?

En Ontario, ils ont des taxes municipales et des taxes locales. On ne peut pas comparer certaines terres du sud-ouest de l'Ontario avec les nôtres. Est-il juste de comparer un cultivateur d'une ferme d'Ontario, où les conditions climatiques sont avantageuses, avec un cultivateur d'ici, qui est souvent pris avec une terre peu fertile et un climat hostile?

Nous avons souvent défié nos adversaires de nous citer une taxe directe que paie le cultivateur de notre province. Sait-on aussi que, lorsque le gouvernement de l'Ontario décide de construire une route, qu'elle coûte \$28,000 du mille ou plus? Il le fait sans demander l'approbation des comtés, et lorsque la route est terminée, le gouvernement envoie la note au conseil de comté qui doit la solder à même les revenus des cultivateurs? Les conseils de

comtés doivent payer 25 % du coût de la construction des grandes routes, tandis que chez nous, le gouvernement se charge de tous ces travaux. L'honorable député de Rouville sait-il que, dans Ontario, il y a des milliers de terres à vendre parce que les cultivateurs sont surchargés de taxes?

La gauche a tort de préconiser un crédit agricole basé sur celui de l'Ontario. L'honorable député de Rouville dit que l'Ontario a prêté \$43,000,000 en crédit agricole aux cultivateurs en 1930<sup>9</sup>, après l'avoir emprunté<sup>10</sup>.

**M. Barré (Rouville):** J'ai dit \$43,000,000 en 10 ans, et non seulement en 1930.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous avons tous compris \$43,000,000 en 1930, mais nous acceptons la mise au point.

**M. Paquet (Montmagny):** J'ai mal compris. Si on a dû emprunter un tel montant, c'est que les cultivateurs avaient à payer des taxes, ainsi que le coût de la construction des chemins. Ici, les cultivateurs n'ont pas à payer de telles charges.

On a aussi affirmé que les permis pour automobiles coûtent moins cher. L'opposition dit: "Dans Québec, on charge trop cher pour les autos". C'est vrai, mais nous ne payons rien pour nos chemins tandis que les Ontariens payent directement.

Je vais parler de l'électricité et de l'électrification des districts ruraux. Dans Ontario, on a investi \$373,000,000, l'an dernier, dans l'hydro-électricité; la province a contribué pour \$268,000,000 et les municipalités pour \$105,000,000. Le système de l'Ontario coûte trop cher. Quel serait le résultat d'un tel système ici? Je me le demande. J'ai voulu avoir l'électricité pour mon comté. Quelques paroisses auraient voulu avoir l'électricité. Les compagnies ont voulu savoir combien ces municipalités contribueraient, mais elles n'ont pas jugé à propos de contribuer. On m'a demandé: "Qu'est-ce que vous allez contribuer?"

En Ontario, les municipalités doivent payer 50 % du coût de la construction d'une ligne de distribution et il y a même des endroits où l'on doit payer 17 ¢ du kilowatt-heure. Quelles sont les municipalités d'ici qui voudraient contribuer ainsi? On ne peut donc faire un parallèle avec l'Ontario. Chez nous, nous n'offrons que le bois pour les poteaux. (Rires)

Pouvons-nous après cela comparer le système en vigueur ici et celui de l'hydro-électricité? Si l'on compare les provinces d'Ontario et de Québec,

l'avantage est pour Québec. L'honorable député de Rouville a fait des suggestions au gouvernement. Nous en faisons nous-mêmes, car mon honorable ami n'a pas le monopole des idées.

Le député de Rouville a parlé de la question d'un moratoire. En Ontario, les juges ont juridiction pour changer les conditions des dettes. Nous avons pensé à ce système là pour nous, dans Québec. Je crois que l'application d'une telle politique vaudrait bien un moratoire. Les juges pourraient se prononcer et fixer les conditions du paiement des dettes. Nous devons attendre encore pour régler cette question, car le temps, c'est le meilleur moyen pour guérir les bobos de chaque médecin.

Un économiste disait il y a quelques années: "Il nous fait une industrie laitière pour garder nos gens sur la terre". Les circonstances m'ont donné le temps d'étudier. Il y a une industrie, comme celle que cet économiste réclamait, qui est à notre portée, c'est l'industrie du sucre de betterave. C'est Napoléon qui, pendant le blocus continental, institua l'industrie du sucre de betterave. L'Allemagne a aussi établi cette même industrie. Elle produit tout le sucre dont elle a besoin et exporte 50 % de sa production.

Nous travaillons pour la province de Québec et non pour le dominion. Produisons davantage, comme nous le disait M. Perron. Produisons notre sucre. Cette industrie du sucre de betterave devrait être implantée dans certaines parties de la province, les cultivateurs en tireraient un grand bénéfice. Nous avons commencé la culture de la betterave à sucre dans mon comté de Montmagny. Grâce à ce petit octroi du ministre de l'Agriculture, qui a distribué deux onces de graines de betterave à 1,000 cultivateurs, nous avons obtenu une betterave magnifique. Nous l'avons fait analyser et elle avait 17½ % de sucre, ce qui est un beau résultat.

**M. Béïque (Chambly):** L'honorable député de Montmagny me permettra-t-il une question? Si la betterave avait tant de sucre, elle devrait avoir le diabète?

**M. Paquet (Montmagny):** Je ne suis pas spécialiste. La province de Québec possède tous les éléments de succès. Je crois connaître nos ouvriers et nos colons. Ils sont toujours prêts à innover. Nous devons nous suffire à nous-mêmes, produire notre sucre, notre blé, nos vêtements, pour vivre indépendamment du monde en proie aux affres de la crise. Les crises nous permettent d'innover. Nous devons nos belles campagnes agricoles à Talon, l'intendant, qui a fondé l'agriculture au Canada, après

le naufrage des navires envoyés au ravitaillement de la Nouvelle-France et grâce à la crise de la Seine. Les crises sont bienfaisantes parfois. J'espère que celle que nous traversons durera assez longtemps pour rendre tout le monde sage. (Rires)

Il ne faut pas être pessimiste, car nous avons un gouvernement qui sait préparer les lendemains.

(Applaudissements à droite)

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** M. l'Orateur, au début de mes remarques, il me fait plaisir de remercier le chef de la loyale opposition de Sa Majesté pour la direction sage, énergique et si compétente qu'il imprime aux travaux de la session. Qu'il me soit permis de féliciter à mon tour le député de Brome (l'honorable M. Stockwell) de son élévation au poste de trésorier. Il a hérité d'une trop lourde succession pour que je ne lui souhaite pas du fond du cœur tout le courage nécessaire.

Vous avouerez qu'il n'a pas été des plus économes dans la dépense des fleurs qu'il a jetées au premier ministre. Comme on dit, il a fait royalement les choses. Espérons toutefois que la prodigalité du nouveau trésorier n'ira pas plus loin, qu'elle s'en tiendra à la distribution des compliments d'usage et à l'étalage des vantardises ministérielles.

Le trésorier a célébré avec un entrain et une éloquence dont le secrétaire de la province pourrait bien être jaloux, les vertus, mérites et qualités de son prédécesseur. Son mot d'ordre, prétend-il, aurait été l'économie, lui qui n'a pas craint cependant de se lancer dans l'aventure du pont de l'Île d'Orléans, malgré que l'extravagance intempestive de cette politique saute aux yeux de tous, surtout au cours des temps difficiles auxquels doit faire face l'univers entier.

Il y a un geste de l'ancien trésorier (l'honorable M. Taschereau) que le nouveau semble avoir trouvé particulièrement élégant et galant: c'est quand il lui a cédé sa place. M. l'Orateur, le trésorier provincial a déclaré dans son discours du budget: "Le premier ministre m'a confié le flambeau que j'ai accepté avec empressement", avec une émotion mal contenue. Admirez tant de candeur naïve.

Ce flambeau ne devait évidemment répandre ni chaleur trop grande, ni lumière éblouissante, pour que l'on puisse sauter dessus avec pareille frénésie, à moins d'admettre que, dans la hâte de le recueillir, on n'ait pas hésité à s'en emparer au risque de se brûler les doigts. Au fait, c'est un flambeau sans feu ni flamme qui promène une lueur vacillante et mourante sur une sombre situation.

Avant de soumettre à la Chambre les opérations financières pour l'année terminée le 30 juin 1932, le trésorier a levé sur l'état de choses existant le dit flambeau accepté avec empressement, comme on le sait, des mains lassées de son prédécesseur, et il a offert à notre vue un spectacle plutôt triste et lamentable. En examinant item par item le résumé de la situation fait jeudi dernier par le trésorier ainsi que l'état financier qu'il nous a soumis, vous conclurez sans doute comme moi, M. l'Orateur, que le discours du budget est un discours déprimant sur un budget de dépression.

Le discours sur le budget souligne ensuite la controverse qui se fait actuellement sur les mérites ou les mauvais côtés de l'inflation et qui, dit-il, passionne tant le Canada. Le député de Westmount (M. Smart) a très bien traité cette question. Sans vouloir prendre part plus qu'il ne faut à cette controverse, je crois pour ma part que la politique suivie par le gouvernement du Canada à ce sujet est la plus sage et la meilleure.

Le flambeau du trésorier, sans être un soleil, a cependant eu son éclipse. En effet, dans son exposé de la situation, le discours sur le budget a négligé de nous éclairer sur l'œuvre de la colonisation et de nous dire ce qu'elle devient, surtout depuis l'inauguration de la fameuse politique ministérielle de retour à la terre, tant célébrée dans les entrevues, réclames et déclarations officielles à l'usage des journaux. Il faut donc conclure que le gouvernement sait à quoi s'en tenir sur le sujet et qu'il serait le premier à s'étonner d'apprendre que le public attachât la moindre importance à son pseudo-retour à la terre.

Tel qu'il a été prononcé et d'après le texte imprimé, chaque sujet traité est précédé d'un sous-titre qui en indique la nature et permet de guider jusqu'aux paragraphes où le trésorier se prépare à annoncer que la province est en déficit. À cette phase du discours sur le budget, les sous-titres disparaissent et le flambeau n'éclaire plus. Je vais le rallumer pour lui. Et, M. l'Orateur, à cette phase du discours sur le budget, le trésorier avoue un déficit. Mais que sa confession est laborieuse. Ce n'est qu'à la 39<sup>e</sup> ligne d'un texte enchevêtré que le trésorier admet un déficit de \$584,708 pour l'exercice final terminé le 30 juin 1932.

Les prévisions budgétaires, après un calcul serré, style discours du budget, en arrivaient à un surplus probable de \$158,786, mais les calculs, si serrés qu'ils aient été, ont été déjoués et la réalité brutale a changé le surplus prévu de \$158,786 en un déficit de \$584,708. Le trésorier prend mille et un détours et fait véritablement une dépense inutile de



mots et de phrases pour le dire, mais enfin il finit par s'exécuter. Un déficit de \$584,708, c'est déjà un déficit surtout après l'ère des gros surplus dont le gouvernement a tiré une si vaine gloriole. Cependant, l'opinion publique sait bien que le déficit avoué de \$584,708 n'est que l'ombre du déficit réel et elle ne sera satisfaite que lorsque le gouvernement dira franchement quel aurait été le déficit réel pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1932, si au 30 juin 1932, le gouvernement avait soldé toutes les dépenses ordinaires qu'il a faites entre le 1<sup>er</sup> juillet 1931 et le 30 juin 1932.

Ce qu'il importe de connaître, c'est le montant des dépenses ordinaires faites par le gouvernement entre le 1<sup>er</sup> juillet 1931 et le 30 juin 1932 et qui n'ont été payées qu'après le 30 juin 1932. Ce qu'il importe de connaître, c'est le montant des dépenses ordinaires faites par le gouvernement entre le 1<sup>er</sup> juillet 1931 et le 30 juin 1932 et qui ne sont pas encore payées. Tant que le gouvernement n'aura pas joué cartes sur table et qu'il n'aura pas exposé en blanc et en noir son système de pitons, la population de la province sera en mesure d'affirmer jusqu'à preuve du contraire que le déficit est, non pas de \$585,000, mais de plusieurs millions. Le gouvernement doit exposer la situation telle qu'elle est. Autrement, où ne nous conduirait pas cette comptabilité fantaisiste?

Si le gouvernement prétend qu'un surplus ou un déficit doit s'établir en relation avec les dépenses faites en cours d'une année fiscale et payées à la clôture de l'exercice, plutôt qu'en relation avec toutes les dépenses faites au cours d'une année fiscale, même en renfermant celles qui ne sont pas payées, mais qui sont dues à la clôture de l'exercice, si pour afficher un surplus pour une année fiscale déterminée, le gouvernement de la province de Québec croit avoir le droit, à la faveur de sa comptabilité particulière, de retarder le paiement de certaines dettes contractées dans le même exercice, qu'il le dise ouvertement une fois pour toutes. Alors, j'accuse le gouvernement de ne pas avoir accusé le surplus de \$158,786.81 qu'il avait prévu pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1932 et d'avoir reconnu un déficit de \$584,708.61.

M. l'Orateur, on est un régime de pitons ou on ne l'est pas. On tient à la réputation de la province par le surplus ou l'on n'y tient pas. Si l'on estime que la bonne réputation de la province repose sur les surplus et que l'on admet la comptabilité des pitons, pourquoi le gouvernement, au lieu d'un déficit de \$584,708.81 n'a-t-il pas eu un surplus d'un sou, d'une piastre, de cent piastres, de milles piastres ou d'un million de pitons qu'il n'avait pas honorés à la fin de l'exercice fiscal?

Au sujet de l'agriculture, le trésorier provincial dit: "Les prix de tous les produits de la ferme sont actuellement dans une dépression alarmante". Le trésorier ajoute que les produits achetés par les cultivateurs n'ont diminué de prix que de 16 %, tandis que les produits agricoles qu'il vend ont diminué de prix de 50 %. Voilà à quoi ont abouti 35 ans de régime libéral. M. Perron avertissait, dès 1929, que l'agriculture était dans le marasme. Et aujourd'hui?...

Quant aux forêts, pour se faire des surplus, le gouvernement aliénait nos ressources naturelles. Il encourageait la surproduction et permettait, tolérait le travail du dimanche. La crise forestière et papetière présente est désastreuse et est le résultat de ses excès et de ses imprévoyances. Pourquoi le gouvernement ne fait pas travailler ses magnifiques pouvoirs d'eau pour le peuple?

La situation minière des Cantons de l'Est est déplorable et l'industrie paralysée. Un ministère de l'industrie doit s'imposer dans la province de Québec pour mieux équilibrer l'exploitation de nos ressources naturelles.

Au sujet de l'électricité, je me demande ce que le gouvernement attend pour rajuster le coût de la consommation à celui de la production et pour faire bénéficier la population rurale de l'électricité.

Le gouvernement a fait preuve de négligence en ce qui concerne les épargnes de la population, en permettant aux spéculateurs de faire ce qu'ils voulaient. Aussi, il doit prendre sa part de responsabilités pour cette orgie de spéculations. Le gouvernement a entraîné lui-même la population à spéculer en encourageant les grosses compagnies à mouiller leur stock, à multiplier leurs actions sous son patronage.

Sur la question du tourisme, le gouvernement a-t-il été de sage politique de faire perdre aux campagnes, sous prétexte de les faire admirer, le cachet qui constituait leur beauté et le caractère qui faisait leur force, pour leur donner la physionomie qu'elles ont aujourd'hui en certains endroits avec toutes leurs affiches disparates et leurs accommodations pour touristes? Les cultivateurs ont plus d'ennuis que de profits du passage d'un touriste étranger sur les belles routes de la province, construites pour lui et non pour le contribuable.

En ce qui concerne l'agriculture et malgré ce que dit l'honorable trésorier, les cultivateurs ont toujours payé des taxes, dans la province de Québec.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Quelles taxes les cultivateurs de la province paient-ils?

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Ils en ont payé pour les chemins s'ils n'en paient plus aucune maintenant.

**Les députés ministériels:** Très bien!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'agriculture est dans le chemin.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Je regrette que le gouvernement n'ait rien fait pour faire diminuer les prix de l'électricité, que l'opposition réclame depuis si longtemps.

Je termine en proposant, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), à la motion de l'honorable trésorier pour que la Chambre se forme en comité des subsides, l'amendement suivant:

"Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté,

Exprime l'opinion que des auditeurs ou vérificateurs offrant toutes les garanties d'impartialité et de compétence devraient être nommés pour faire une audition complète et exacte de la situation financière de la province, et afin de modifier et bonifier la comptabilité et la tenue des livres de la province;

Recommande l'établissement d'un organisme absolument efficace, impartial et compétent, adapté au régime parlementaire, chargé d'inventorier nos ressources naturelles, d'enquêter sur les abus commis lors de la concession et dans l'exploitation de ces ressources, spécialement nos forêts et nos forces hydrauliques, de déterminer les causes de ces abus et de suggérer les remèdes rationnels et appropriés en vue de réparer les erreurs du passé, d'améliorer les conditions du présent et de préparer l'avenir.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** L'amendement sera-t-il adopté?

**Les députés libéraux:** Drop!

**Les députés de l'opposition:** Non! Non!  
Vote.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Smart, 10.

**Contre:** MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bélanger, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Gaspé Nord), Dansereau, Duffy, Fillion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Grant, Laferté, Lahaie, Lapiere, Legault, Lemieux, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Plante, Poulin, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 38.

L'amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. Gauthier (Portneuf):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux), l'ajournement du débat.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Code civil, article 981o**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 11 modifiant l'article 981o du Code civil.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

#### **Ajournement**

**M. Gauthier (Portneuf)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à jeudi, 3 heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition attend des renseignements qu'elle a demandés et je prie le premier ministre de bien vouloir y voir.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 10 h 20.

**NOTES**

1. *Le Soleil* du 16 février 1933, à la page 3, mentionne 3 h 25.

2. *L'Action catholique* du 16 février 1933, à la page 4, parle de \$450,000,000.

3. *L'Action catholique* du 16 février 1933, à la page 4, mentionne 1,368 municipalités.

4. Dans leur édition du 16 février 1933, *Le Devoir*, à la page 8, et *La Patrie*, à la page 5, évaluent le coût à \$21,000.

5. Dans leur édition du 16 février 1933, *Le Canada*, à la page 9, parle plutôt de 192 courbes et *The Montreal Star*, à la page 4, de 1,600 courbes.

6. M. Joseph-Léonide Perron, ministre de la Voirie dans le Cabinet Taschereau de septembre 1921 à avril 1929.

7. C'est le montant que le crédit rural de l'Ontario a prêté.

8. *L'Action catholique* du 16 février 1933, à la page 4, indique 8 h 30.

9. *L'Événement* du 16 février 1933, à la page 9, parle plutôt de l'an dernier.

10. *Le Soleil* du 16 février 1933, à la page 21, explique plutôt que le crédit agricole ontarien a emprunté \$43,000,000, l'an dernier, pour payer des taxes et des chemins.



Séance du jeudi 16 février 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte de  
Laval-des-Rapides**

**M. Filion (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance;

Que l'article 498 du règlement soit suspendu; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Filion (Laval)** demande la permission de présenter le bill 136 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse de  
Saint-Laurent**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Lamoureux), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Mount Royal Gardens, Limited et de Armand Bélanger de Montréal, notaire public,

demandant l'adoption d'une loi ratifiant la vente de certains terrains dans la paroisse de Saint-Laurent, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de Mount Royal Gardens, Limited et de Armand Bélanger de Montréal, notaire public, demandant l'adoption d'une loi ratifiant la vente de certains terrains dans la paroisse de Saint-Laurent est présentée lue et reçue par la Chambre.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 11 modifiant l'article 9810 du Code civil;
- bill 182 modifiant l'article 96 du Code de

procédure civile.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 95 concernant la Montée Saint-Rémi, dans le comté de Jacques-Cartier.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 133 permettant à Pasquale Villella, à ses enfants mineurs et à Francesco Villella de changer leur nom de famille en celui de Billie et de changer leurs prénoms.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 116 modifiant la charte de The Quebec Labrador Railway Company.

### Taxe d'hôpital

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 37 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la "taxe d'hôpital".

Le projet a pour but de placer sous la juridiction du trésorier la perception de cette taxe qui relève actuellement du secrétariat de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Baux de maisons

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande, appuyé par le représentant de Bagot (M. Phaneuf), la permission de présenter le bill 189 modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Le but du projet tend à empêcher les visites des logements à louer à Montréal pendant trois mois et de réduire cette période à un seul mois ou 30 jours, soit le mois d'avril, afin d'éviter les dangers d'épidémie, car il est évident que ces entrées et sorties dans les maisons voisines entraînent des dangers d'infections microbiennes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 19 modifiant l'article 6 de la loi 21 George V, chapitre 45;
- bill 22 modifiant l'article 47 du Code civil et l'article 1311 du Code de procédure civile.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 8 modifiant la loi des compagnies de Québec.

### Loi des compagnies

La Chambre procède à la prise en considération de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 8 modifiant la loi des compagnies de Québec.

L'amendement est lu une première fois.

### Correspondance

**M. Guertin (Hull):** Avant de passer à l'ordre du jour, je veux transmettre au premier ministre une lettre qui lui est adressée et que j'ai reçue hier<sup>2</sup>, dans le courrier<sup>3</sup>.

(La lettre est transmise au premier ministre)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Parcourant la lettre) L'avez-vous lue, cette lettre?

**M. Guertin (Hull):** Non, je ne l'ai pas lue.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pouvez-vous affirmer cela?

**M. Guertin (Hull):** Oui, je vous l'assure.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il faut bien que j'accepte votre parole, puisque nous sommes en Chambre!

Comment le député peut-il affirmer qu'il n'a pas lu la lettre alors que l'auteur dit, dans cette lettre, qui, je remarque, est d'ailleurs adressée à M. Guertin, "Prière de remettre au premier ministre". Comment le député aurait-il pensé à me remettre cette lettre s'il n'avait pas lu cette phrase qui se trouve à la fin de la missive! (Rires et applaudissements)

**M. Guertin (Hull):** J'ai peut-être lu jusqu'à cette partie-là. Je n'ai pas lu le passage de la lettre concernant le premier ministre.

**Plusieurs députés:** Oh! Oh!

### Questions et réponses:

### Comptes de banque

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux comptes de banque de la province, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1931, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1932:

1. À quelle date lesdits comptes ont-ils été soutirés, pour la somme de \$22,659,696.34?

2. À part la somme de \$559,419.81, intérêts payés par la province, au sujet desdits comptes soutirés, la province a-t-elle encouru d'autres dépenses ou d'autres obligations?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 30 novembre 1931: Banque de Montréal, \$11,686,278.49; 27 novembre 1931: Banque Canadienne Nationale: 10,973,417.85.

2. La question n'est pas claire.

### Commission des liqueurs

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux diverses sommes que le gouvernement a reçues de la Commission des liqueurs, à quelque titre que ce fût, du 1<sup>er</sup> juillet 1931, inclusivement, au 1<sup>er</sup> juillet 1932, exclusivement:

À quelle date chacune de ces sommes a-t-elle été reçue et quel en était le montant?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

<i>Date de réception</i>	<i>Montant</i>
23 septembre 1931 .....	\$1,500,000.00
23 octobre 1931 .....	1,000,000.00
12 novembre 1931 .....	1,500,000.00
12 janvier 1932 .....	1,000,000.00
2 avril 1932 .....	24,374.20
16 avril 1932 .....	13,934.40
19 avril 1932 .....	200,000.00
30 avril 1932 .....	12,649.25
4 mai 1932 .....	1,000,000.00
16 mai 1932 .....	12,533.35
27 mai 1932 .....	11,976.80
11 juin 1932 .....	14,110.05
29 juin 1932 .....	10,794.30
30 juin 1932 .....	<u>3,000,000.00</u>
	\$9,300,372.35

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 15 février, sur la motion proposée le jeudi 9 février courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

**M. Gauthier (Portneuf):** Je félicite le nouveau trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell) de sa nomination au poste très important qu'il occupe. Je félicite également le premier ministre de la province. Ce dernier remplit si bien son rôle que ses adversaires ne peuvent même entendre prononcer son nom, sans les rendre nerveux.

Dans l'intention de lui nuire auprès de la population, certains députés de la gauche ont été jusqu'à lui imputer la responsabilité de la crise mondiale. Une certaine presse parle de révolte à Montréal contre le premier ministre. Ils ont même affirmé qu'il est temps de "détaschereauter" le parti. Un député fédéral, parlant de l'échec de la Conférence impériale d'Ottawa, en met la faute sur le premier ministre.

Je ne suis pas loin de croire que le député de Chambly (M. Béique), qui n'a pas cependant les dimensions d'un nerveux ni d'un diabétique maigre, est pris du même mal et se sent mal à l'aise lorsqu'il songe qu'il devra passer toute sa vie par le boulevard Taschereau, s'il veut se rendre à Montréal. Ces messieurs, heureusement, souffrent d'une phobie qui n'a pas atteint l'immense majorité des électeurs de cette province. Il est évident que leurs attaques répétées et concertées se résument en quelques mots: "C'est lui qu'il faut descendre". Ils ne réussissent cependant qu'à hausser encore le premier ministre dans l'estime de tout le monde.

Le premier ministre résiste à tous les orages et il marche fermement vers son but, celui d'aider la province à traverser la crise mieux que tout autre et à faire cesser cette dépression qui existe actuellement dans tous les domaines de l'activité humaine. On a reproché au premier ministre d'être optimiste: mais je considère qu'il vaut mieux être optimiste que défaitiste et pessimiste, passer son temps à décourager tout le monde et forcer les gens à broyer du noir. L'optimiste relève le courage de tous.

(Se tournant vers M. Duplessis) Je félicite le chef de l'opposition qui a recueilli une succession chargée, celle d'un homme qui s'est brûlé en brûlant les étapes, à la demande de tous ses collègues, sans exception. (Rires et applaudissements)

Le député de Hull (M. Guertin) et le député de Rouville (M. Barré) regrettent sincèrement leur ancien chef (M. Houde). Comme dans la mythologie, ils ne peuvent se consoler du départ d'Ulysse. (Rires)

Mais je ne doute pas que le nouveau va les réunir sous sa houlette. Nul doute que le chef de l'opposition saura conserver la belle union qui a toujours existé dans les rangs de l'opposition et qui lui a permis jusqu'ici de résister si longtemps aux assauts répétés du gouvernement pour prendre sa place!

Le député de Rouville n'a pas fait le discours d'un cultivateur pratique. Il a parlé des débats classiques et académiques sur l'agriculture qui se sont déroulés en cette Chambre. Il a parlé avec un sourire moqueur. Dans ces débats, nous avons parlé, entre autres choses, de drainage et de divers problèmes agricoles. Pourquoi tant chercher à nuire aux effets des efforts du gouvernement en faveur de la classe agricole? On a fait beaucoup, énormément et, pour le député de Rouville, tout cela pour rien. Il ne semble pas au courant des améliorations apportées par le gouvernement à l'agriculture.

Lorsque la motion du député de Kamouraska (M. Gagnon)<sup>4</sup> a été discutée en Chambre, le député de Rouville aurait pu s'intéresser à cette question et, tout comme le député de Kamouraska, offrir des suggestions pratiques. Il s'en est abstenu, il n'en a pas dit un simple mot. Puisqu'il aime tant les cultivateurs et l'agriculture, il aurait pu s'intéresser au drainage. Il se fait pourtant du drainage dans son comté, mais pas pour dire, comme le député de Rouville le prétendait hier, que c'est lui qui a fait cela. Celui qui a fait ce drainage, c'est l'agronome du comté, un terrien comme l'honorable député de Rouville. (Applaudissements à droite)

C'est celui que l'ancien député de Laval (M. Filion) appelait un "blanc-bec". L'honorable député, je l'ai dit, n'a jamais voulu nous parler de drainage en cette Chambre. Pourtant, c'est là un moyen d'aider l'agriculteur et il prétend aimer les cultivateurs. On avait même parlé de lui comme ministre de l'agriculture dans le cabinet Houde et, lorsqu'il est venu dans Portneuf l'an dernier, on parlait de lui comme chef de l'opposition. (Rires)

D'autres députés qui, comme lui, aiment l'agriculture, ont parlé sur ce qu'il appelle un débat classique, et leurs suggestions valaient d'être entendues. L'honorable député de Rouville nous a dit qu'il était fier de son père, le colon, et de sa grand-mère, la laveuse. Mon bon ami n'est pas le seul terrien en cette Chambre! Il n'y a pas que dans l'opposition où les députés soient des terriens ou des fils de terriens. Nous en avons plusieurs dans nos rangs. En fait, que ce soit à travers leur propre éducation ou par le biais de parenté ou relations diverses, plusieurs députés de cette Chambre ont un intérêt direct dans l'agriculture. L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), que les cultivateurs aiment tant, est un fils de la terre.

Lui aussi comprend les besoins des cultivateurs et il l'a prouvé depuis sa nomination; le député de Roberval (l'honorable M. Moreau) aussi, ainsi qu'une quinzaine d'autres députés. Tous sont fiers de leurs origines! Moi-même, je suis fier de

mon ascendance terrienne et je ne peux oublier que la plupart des députés en Chambre pourraient en dire autant. Tous les membres de cette Chambre sont les amis des cultivateurs autant que le député de Rouville, qui aurait probablement imité Cincinnatus<sup>5</sup> si le peuple n'en avait décidé autrement.

(Rires et applaudissements)

Il est faux d'accuser le gouvernement et le Parti libéral, comme le fait l'opposition, de ne pas prendre suffisamment à cœur les intérêts des cultivateurs. En dressant un portrait des plus noirs de leur situation durant les 20 dernières années, l'opposition a tout fait pour décourager les cultivateurs. Mais à la vérité, la majorité des cultivateurs sont confiants dans le futur et, même en ces temps difficiles, travaillent à l'amélioration de leurs fermes et de leurs cheptels.

Le député de Rouville s'attend-il à ce que les professeurs des écoles de filles payés \$200 par année enseignent la science agricole? Puisque cela est impossible, est-il bien sage de s'en prendre aux agronomes de telle sorte que les cultivateurs perdent la confiance qu'ils ont en eux? Le député de Rouville ferait bien de se rappeler qu'il n'est pas le seul ici à avoir un passé d'agriculteur et qu'il y a en cette Chambre, du côté libéral, une douzaine d'excellents agriculteurs.

Je remercie l'honorable ministre de l'agriculture qui a, l'autre jour, annoncé son intention de poursuivre, malgré la crise et même d'intensifier si possible, la politique de drainage des terres. Grâce à cette politique, des milliers d'acres de terre restés en friche à cause du manque d'irrigation redevenaient cultivables. Dans mon comté de Portneuf, les cultivateurs se sont prévalus de cette politique et des terres récemment drainées ont produit des récoltes superbes. Nous devons aussi nous rappeler que lorsque des travaux de drainage ou d'autres types de travaux d'amélioration sont réalisés dans certains comtés, à la demande expresse des cultivateurs de l'endroit, cela n'est pas toujours attribuable aux pressions des députés de ces circonscriptions. Les cultivateurs de la province sont satisfaits de l'administration gouvernementale actuelle qui fait pour eux tout ce qu'il est possible de faire.

Je remercie le gouvernement de l'aide apportée aux cultivateurs. Le ministre de l'Agriculture, lui-même un agronome compétent, a toujours porté une vive attention aux demandes des coopératives et des autres organisations de cultivateurs, répondant à leurs besoins chaque fois qu'il était possible de le faire. Les octrois aux coopératives locales leur ont permis de traverser la crise. Ces coopératives ne sont pas des coopératives



de députés comme l'ont prétendu certains membres de la gauche. Je ne fais pas de la politique, lorsque je travaille pour le cultivateur. Lorsque, par exemple, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) accorde des octrois pour la construction de chemins de colonisation, il ne laisse pas les bouts qui passent devant la maison du conservateur. Au reste, en ce qui se rapporte à l'agriculture, l'argent de la province est mis à la disposition de tout le monde, bleus comme rouges, libéraux comme conservateurs, et ceux-ci devraient en être au moins reconnaissants.

Je félicite le gouvernement d'avoir établi dans mon comté une ferme modèle d'agriculture, une ferme d'élevage, et aussi d'avoir institué des classes agricoles post-scolaires. 25 ou 30 élèves suivent actuellement ces cours. Grâce au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), l'instruction agricole rayonne actuellement partout dans la province. Que mon honorable ami de Rouville, lorsqu'il viendra dans Portneuf, vienne visiter cette ferme-école. Il verra quel rayonnement il y a, autour de cette école.

Les cultivateurs y viennent, sans distinction de parti, chercher des renseignements. On y donne des cours spéciaux. L'honorable député de Rouville a dit, hier, qu'il ne voulait pas d'école d'agriculture qui serait l'école de M. le député. Les députés ne cherchent pas à faire du capital politique avec l'enseignement agricole. Je veux croire que l'honorable député de Rouville aime bien les cultivateurs, mais il devrait admettre ce que le gouvernement a fait, car tout le monde le reconnaît.

Il est vrai que le cultivateur souffre de la crise comme tout le monde, mais ce n'est pas faire une bonne œuvre que de le décourager comme le font continuellement les députés de l'opposition. Est-ce un bon moyen d'encourager le cultivateur pendant la crise? Le cultivateur est un homme courageux, rempli de vision pour l'avenir. Grâce toutefois à l'enseignement reçu des agronomes, cette campagne de découragement systématique n'a pas eu les effets néfastes qu'elle aurait pu avoir.

On a décrié les agronomes, mais les cultivateurs ont compris qu'ils voulaient leur rendre service; ils ont répondu aux enseignements qui leur étaient donnés. Grâce aux agronomes, le cultivateur a amélioré des méthodes de culture qui deviendront, de ce fait, plus payantes dès que la fin de la crise le permettra. Après avoir traité les agronomes de blanc-becs, les députés de l'opposition réclament aujourd'hui plus d'instruction agricole, plus de cours agricoles post-scolaires. C'est d'une logique douteuse.

Il est temps que l'on cesse de parler du cultivateur comme d'un délaissé, d'un déraciné, d'un

paria, d'un homme dont personne ne s'occupe. Les faits prouvent le contraire. Le gouvernement a tout fait pour aider le cultivateur. Ce dernier a compris qu'on lui voulait du bien et il a amélioré ses moyens et ses méthodes de culture. Le cultivateur poursuit sa marche vers le progrès. L'arrêt causé par la crise ne sera que temporaire. Le cultivateur comme les autres classes de la société affectées par la dépression, participe à la lutte de toute une race qui veut vivre et grandir.

Certains oppositionnistes ont reproché au gouvernement sa politique des bons chemins. L'honorable député de Verdun (M. Lafleur) a promené son flambeau, mais il n'a pas vu que l'honorable ministre de la Voirie allait entretenir 1,000 milles de routes de plus qu'en 1932. Mon bon ami a beaucoup parlé des pitons. Le gouvernement a fait de grandes choses, mais on ne parle que des pitons. Ça me rappelle le beurre de 1930. Le beurre a fondu depuis avec les prix. On peut dire du flambeau du député de Verdun comme du vieux grognard: "Flambé". (Rires)

Tout ce que nous demandons à nos adversaires, c'est la loyauté de reconnaître ce que le gouvernement a fait. Ils ont même été jusqu'à dire, en riant, que l'agriculture est dans le chemin. Il y avait une part de vérité dans cette affirmation malicieuse, car les cultivateurs ont besoin de bonnes routes; ils en ont bénéficié. Il leur est possible aujourd'hui d'atteindre plus facilement les marchés où ils disposent de leurs produits. Il est vrai que les prix qu'ils reçoivent ne sont pas très élevés, mais ce n'est pas la faute du gouvernement provincial. La politique des bonnes routes est nécessaire au développement agricole, et l'on ne devrait pas se plaindre lorsque l'on sait que le gouvernement entretient à sa charge notre grand réseau de voirie. Je demande à l'opposition de cesser ses attaques contre le gouvernement.

En terminant, je dirai que j'ai appris à connaître le cultivateur dans l'exercice de ma profession de médecin, et je ne veux pas qu'on abatte son courage pendant cette crise en le dénigrant, en diminuant sa valeur. C'est ma manière de lui rendre l'estime qu'il m'a toujours témoignée.

(Applaudissements)

**M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin):** Adopté?

**Quelques députés:** Adopté.

**M. Legault (Gatineau):** Je félicite le trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell) de n'avoir pas augmenté les taxes pour équilibrer son

budget, en dépit de la crise que nous traversons. Je félicite l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) pour la sage administration de son département. J'invite le ministre à ne rien négliger pour encourager le drainage des terres et à continuer sur ce point la politique des années dernières.

L'honorable député de Rouville (M. Barré) a dû tremper sa plume dans le fiel pour écrire des choses qu'il nous a dites hier. Il prend des airs de bon larron, mais il se tient les mains comme Barabbas. (Rires)

Il a comparé les cultivateurs d'Ontario avec ceux du Québec. Dans Ontario, ils ont hérité de leurs parents. Chez nous, ils n'ont reçu d'autre héritage que leurs bras et leur courage. (Applaudissements)

Il n'est pas raisonnable de comparer les conditions des cultivateurs d'Ontario avec celles des cultivateurs de Québec. Leurs situations sont complètement différentes, dues aux particularités climatiques des deux régions et aux avantages qu'apportent aux cultivateurs d'Ontario quelques États des États-Unis qui sont leurs voisins. On se garde aussi de nous dire que là-bas les familles sont généralement moins nombreuses, ce qui grève moins le budget du cultivateur.

Les députés de Rouville (M. Barré) et de Huntingdon (M. Fisher) ont cependant omis de déclarer que, dans l'Ontario, le coût de la construction des routes est plus cher pour le cultivateur que dans la province de Québec, ainsi que l'amélioration et l'entretien de la voirie. Une comparaison des deux provinces en matière de voirie montrerait que la nôtre est en meilleure posture. Ici, nous avons construit des routes dont l'entretien ne coûte pas un sou aux cultivateurs. Ils paient d'ailleurs très peu pour leur construction. Si on avait demandé à notre cultivateur de payer pour l'entretien et la construction des routes dans les mêmes proportions que celui d'Ontario le fait, nous n'aurions pas le quart du réseau routier que nous avons à l'heure actuelle dans la province.

Il est injuste de parler continuellement du coût élevé du boulevard Taschereau, construit par l'actuel gouvernement, sans le mesurer à celui de quelques routes d'Ontario, et en particulier le chemin Prescott, qui est encore plus dispendieux. Les orateurs de la gauche se sont dispensés de faire cette comparaison. Un portrait plus juste des conditions dans les deux provinces aurait probablement rendu compte des hypothèques mobilières sur les fermes d'Ontario permettant l'achat de pianos, de radios et d'automobiles. C'est très bien, de peindre notre province-sœur comme une terre promise, mais ce

n'est pas en dressant le nombre de téléphones et de radios que l'on racontera toute l'histoire. Le député de Rouville, qui croit que le confort est dans les autos et les radios, aurait pu nous dire que si les cultivateurs d'Ontario ont des autos, ils ont aussi des hypothèques. (Applaudissements)

Aux comparaisons ridicules du nouveau Moïse, que je ne crois pas sincère, j'opposerai l'opinion du *Droit* d'Ottawa, du 20 décembre, qui dit que l'on a tort d'affirmer que les cultivateurs d'Ontario sont moins taxés que ceux de Québec et qu'ils sont mieux traités. Les cultivateurs du Québec ne sont pas victimes de traitements révoltants et leur situation n'est pas aussi désavantageuse que le laissent croire des gens qui parcourent les campagnes; c'est le contraire qui est vrai.

Le député de Rouville a gardé de *Conrad* le silence prudent au sujet des cultivateurs ontariens. On pourrait ajouter une scène au *Figaro* de Beaumarchais avec l'attente de 30 ans de l'opposition où figurerait Brindois. Avec ses affirmations gratuites, le député de Rouville n'est pas sincère. Je le répète, avec ses yeux de bon larron et ses gestes de Barabbas, il est obligé ensuite de se laver les mains. Il a dit qu'il avait voyagé. Mais il ne peut connaître la situation des cultivateurs de l'Ontario, parce que le seul voyage qu'il a fait, c'est un voyage autour de sa grange, de ses écuries et de ses bâtiments.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre, M. l'Orateur. Cette expression n'est pas parlementaire et je vous demanderais de bien vouloir faire observer le décorum en cette Chambre. L'honorable député de Gatineau n'a pas le droit de parler en ces termes de l'honorable député de Rouville (M. Barré) qui est un membre distingué de cette Chambre.

**M. Legault (Gatineau):** Hier soir, le député de Rouville nous a presque affirmé qu'il nous traiterait de voleurs si les règles de la Chambre le lui permettaient. Par conséquent, vous ne devriez pas vous objecter à une réplique de quelques mots. Le chef de l'opposition se monte comme une soupe au lait et rouspète!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À l'ordre, il faut tout de même un peu de dignité en cette Chambre. Je demanderais, M. l'Orateur, que le député de la Gatineau retire cette remarque.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Il a parlé de la bonne soupe! (Rires)

**M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin):** Le député de la Gatineau a parlé d'un voyage du député de Rouville autour de sa grange et de ses écuries et il a comparé le député à Barabbas. Ce n'était pas offensant. Mais le fait de dire que le chef de l'opposition se monte comme une soupe au lait est déplacé. Il n'était pas dans l'ordre lorsqu'il a fait cette comparaison, et je maintiens la prétention du chef de l'opposition. L'honorable député de Gatineau ne doit pas se servir d'expressions non parlementaires.

**M. Legault (Gatineau):** Je me rends à la décision de l'Orateur. L'opposition restera où elle est tant qu'elle s'inspirera de charlatans et de rebouteurs politiques. (Rires)

Le chef de l'opposition a droit à mes félicitations. Il a triomphé de son concurrent de Hull (M. Guertin), qui aspirait à succéder à ce poulain politique (M. Houde) qui gambadait à travers les prairies d'erreurs. M. Houde a dû se consoler de son sort en jouant avec son yo-yo. J'ai vu dans un journal la photographie de l'ex-chef de l'opposition qui tenait un tel jouet, le yo-yo, dans ses mains.

L'opposition doit se contenter, depuis 35 ans, de faire des pèlerinages tous les quatre ans, mais sans jamais être exaucée. Le nouveau chef de l'opposition a du brio, quelques bons lieutenants et de l'étoffe. Mais vous savez ce que Grévy disait de Gambetta<sup>6</sup>: "Il a de l'étoffe, mais en a-t-il assez?"

(Applaudissements à droite)

**M. Saintonge (Beauharnois):** Je félicite le trésorier provincial pour sa nomination au poste de trésorier provincial, et je lui fais mes compliments au sujet du premier budget qu'il a soumis à la Chambre, ainsi qu'au premier ministre. Je suis heureux qu'il n'y ait pas eu de nouvelle taxation et que le trésorier a mis la population de cette province en garde contre l'inflation. Il est correct de hausser les taxes en temps de prospérité, mais c'est autre chose que de le faire en temps de crise. Si j'en juge par le ton qu'ont pris les journaux de la province, le premier discours du trésorier a de toute évidence eu une très bonne presse et, comme la presse représente l'opinion publique, on peut dire que le budget a été bien accueilli par la province.

Je ne connaissais pas le premier ministre de cette province avant d'entrer en cette Chambre. J'ai appris à le connaître et à l'apprécier, comme tout le monde. Il (M. Saintonge) parle des qualités du premier ministre: amour du travail, droiture, grand jugement, courage, ponctualité. C'est à l'heure du danger que ces qualités se révèlent plus éclatantes.

Son nom passera certainement à l'histoire comme il en a été de Sir Wilfrid Laurier. Je cite ici un article du *Devoir*, très élogieux pour le premier ministre: "Souhaitons que le premier ministre, qui a une renommée comparable à celle de Sir Wilfrid Laurier, reste encore longtemps à son poste. Quand nos petits-enfants liront l'histoire politique de notre pays, ils admireront comme nous la personnalité du premier ministre de cette province".

Je constate avec joie que les crédits accordés pour l'hygiène et l'éducation n'ont pas été diminués durant la présente année fiscale. J'avais espéré que ces deux domaines de l'activité publique eussent été maintenus. Il est nécessaire de maintenir la santé de la population, celle des jeunes comme celle des plus vieux, car le capital le plus important, c'est le capital humain.

Nos adversaires prêchent le pessimisme. Je reproche à l'honorable député de Rouville son pessimisme. Chaque fois que je l'ai entendu, je l'ai trouvé déprimant. Un auteur a dit qu'il n'y a rien de plus redoutable que ceux qui parlent de leur propre malheur, et une telle propagande ne trahit que les désordres de cerveaux anxieux et défaits par avance. Que dirait-on d'un général qui recevrait ses soldats en admettant sa défaite. Pourquoi semer l'angoisse et la crainte? Les citoyens ont assez à résister aux campagnes des socialistes et des communistes sans qu'on essaie de les décourager davantage. Notre peuple a connu d'autres crises et il saura triompher de celle que nous traversons. J'étais heureux de trouver dans le discours du trésorier provincial une forte teneur d'optimisme.

La montée du socialisme s'accroît de plus en plus en même temps dans notre province. Il y a deux systèmes en opposition: le capitalisme et le socialisme. Les deux systèmes ont certainement leurs mérites et leurs démérites. La situation en Ontario est-elle meilleure que la nôtre, comme l'a prétendu l'opposition? Elle n'est guère mieux si l'on en croit les nombreux courants de pensée qui entraînent cette province vers le socialisme et ses misères sous-jacentes. Que nous servirait-il de changer l'actuel système capitaliste pour un système opposé, puisque le succès, après tout, dépend de l'homme et que le système socialiste ne nous garantit pas qu'il engendrera de meilleurs hommes? Les systèmes sont ce que les hommes en font. Ce dont nous avons besoin, ce sont d'hommes intègres et capables. Des brillants esprits de notre province-sœur soulèvent des doutes à propos du système public de l'hydroélectricité, et l'on pense qu'à cause de cette entreprise publique, une baisse de taxes sera impossible.

Il (M. Saintonge) cite des extraits de *MacLean's Magazine* pour prouver que les cultivateurs de l'Ontario sont beaucoup plus taxés que les nôtres. M. Chalmers, l'auteur de l'article en question, en parlant de l'hydro-électrique (sic) de la province-sœur, constate que l'entreprise a des répercussions défavorables pour les intérêts de la population. L'hydro-électrique (sic) a contribué à augmenter ce fardeau des taxes, et le gouvernement doit payer plus cher quand il emprunte. L'on a tort d'essayer de faire croire aux cultivateurs de chez nous qu'ils sont plus malheureux que ceux de l'Ontario.

C'est leur rendre un bien mauvais service et c'est contribuer à leur déchéance morale. Il faut essayer de sourire dans le malheur. Il ne faut pas faire croire au peuple qu'il est plus malade qu'il ne l'est réellement. Notre population a vu bien d'autres crises et elle a réussi à en triompher. Elle sortira également victorieuse de la crise actuelle. Mais ce n'est pas en semant le mécontentement, comme le fait le député de Rouville, que nous nous en sortirons.

Je partage l'opinion du député de Pontiac (M. MacDonald) que l'on fait une campagne autour d'une question sur laquelle la population n'est pas assez renseignée et que cette campagne n'a pas sa raison d'être. La question est complexe. Une enquête sur la question de l'électricité dans toute la province prouverait que l'initiative privée vaut mieux que l'hydro-électrique (sic). Je suggère donc que le gouvernement ouvre une enquête sur les taux d'électricité dans la province, afin de trouver des moyens pour que le cultivateur puisse obtenir de l'éclairage et du pouvoir électrique à un coût raisonnable.

L'entreprise privée est favorisée dans cette province. Il y a du pour et du contre. L'article que je citais tantôt du *MacLean's Magazine* démontre que la Commission de l'hydro-électrique (sic) de l'Ontario est loin d'être un succès. Il semble qu'il y ait aussi du pour et du contre. La campagne qui se poursuit actuellement dans la province de Québec ne me paraît pas juste, et il me semble que tout le problème devrait être éclairé par une enquête.

Il faut préconiser l'exécution de grands travaux plutôt que la distribution des secours directs, qui sont un encouragement à la paresse et créent des générations de fainéants et de vagabonds. Si le système actuel est maintenu en vigueur plus longtemps, les gens perdront le goût du travail et de l'économie. Je suis contre les secours directs, car je considère qu'ils sont une prime au chômage. Je suis en faveur des travaux publics qui sont nécessaires et

utiles. Je crois que le peuple veut travailler et recevoir le prix de son travail en argent, au lieu d'étaler ses peines et misères et de demander la charité auprès de l'État ou des municipalités, dont, du reste, ce n'est pas le rôle. Le principe des secours directs est faux. La charité doit procéder de l'initiative privée et des sociétés de bienfaisance, et non pas de l'État. Il faut que notre population conserve le goût du travail; c'est d'ailleurs ce qu'elle réclame, ce qui est à son plus grand honneur.

La décentralisation est nécessaire et je m'oppose à la centralisation de l'industrie dans les grands centres. Il vaut beaucoup mieux que nous ayons plusieurs industries régionales que deux ou trois monstres industriels dans les grands centres. Ce qu'il nous faut présentement, c'est une industrie intermédiaire entre ce qu'il conviendrait d'appeler l'industrie mastodonte et la petite industrie. Si les industries avaient été réparties également dans la province, le problème du chômage ne serait pas tel qu'il est aujourd'hui. L'avalanche, quand elle se produit, est d'autant plus redoutable qu'elle part de très haut.

Le maintien de la politique de retour à la terre est la meilleure façon de ramener à la ferme d'excellents cultivateurs qui ont échoué dans les villes. Le gouvernement doit faire appel à ceux qui ont un peu d'argent pour qu'ils retournent à la terre. Il pourrait ainsi payer une partie de leur établissement et ne pas attendre tout des municipalités et des gouvernements. Ce sont là les colons les plus sérieux.

Nous avons autant à cœur que l'opposition les intérêts de notre province et de notre race, et je travaillerai toujours pour les promouvoir, dit-il. Nous croyons que nous avons bien servi ces intérêts et la meilleure preuve, c'est que le peuple a donné sa confiance au Parti libéral depuis 35 ans.

(Applaudissements)

**M. Lamoureux (Iberville):** M. l'Orateur, il me semble que, dans les temps que nous traversons, nous devrions cesser d'attaquer l'administration. Nous devrions coopérer ensemble pour voir s'il n'est pas nécessaire de faire certaine législation pour atténuer les effets de la crise. Je suis d'opinion qu'il y a des lois à passer pour remédier à la crise. Je n'ai pas l'intention de relever toutes les accusations lancées à tort et à travers par les députés de l'opposition. On ne saurait accuser le gouvernement provincial d'imprévoyance quand on sait que tous les pays du monde, même les plus grandes nations de l'univers, n'ont pu résister aux malheurs causés par la crise.

Je me demande s'il ne serait pas possible de faire certaines législations pour atténuer les effets de la crise, surtout dans la classe agricole. Je crois que nous devrions avoir un crédit rural. Comme législation palliative, le crédit agricole permettrait aux terriens d'emprunter sur leur actif actuel pour leur permettre d'attendre le retour à la prospérité.

On a tort de se faire un épouvantail de l'établissement d'un système de crédit agricole. La province pourrait instituer une commission du prêt agricole qui avancerait des capitaux aux cultivateurs à 5 %, garantis par le gouvernement. On pourrait ainsi prêter une somme de \$3,000,000 à \$4,000,000, la première année. \$3,000,000 suffiraient. Qu'est-ce que ça coûterait à la province? Les frais d'administration ne devraient pas dépasser plus de 1½ %, soit une somme d'environ \$30,000 par année. On sauverait ainsi de la ruine un bon nombre de cultivateurs qui ne peuvent plus rencontrer les charges accumulées sur leurs fermes. Le remboursement pourrait être effectué quand la situation sera rétablie.

Je ne fais pas de cette question une question politique. Je me place tout simplement au point de vue du cultivateur de la province qui a besoin de secours. On discute la question dans *L'Action catholique*, parmi l'Union catholique des cultivateurs. Il est vrai que le problème est complexe, mais je crois que la députation se doit de l'étudier et d'essayer de lui trouver une solution. Mais je ne veux pas d'un plan de crédit agricole administré par les caisses populaires Desjardins. Ceux qui préconisent le prêt agricole par l'intermédiaire des caisses populaires ne sont ni des gens sérieux, ni des hommes d'affaires. Je prends la responsabilité de mes paroles.

Les caisses sont administrées par les curés qui ne sont pas toujours des hommes d'affaires; ceux-ci sont trop bons et trop honnêtes pour ce genre de travail et se laissent trop facilement bourrer par ceux qui veulent obtenir quelque chose des caisses. Les prêtres sont tellement honnêtes qu'ils ne pourraient voir les supercheries des clients malhonnêtes. Dans mon comté, la caisse de Saint-Sébastien a été obligée de se mettre en liquidation. Il y en a d'autres (il en nomme une demi-douzaine). Le projet avec les caisses ne doit pas être poussé maintenant. Quand les affaires s'amélioreront, et il est à espérer qu'elles vont s'améliorer bientôt, il sera peut-être possible de confier le crédit rural aux caisses populaires, mais pour le moment, ce n'est pas pratique.

Et plusieurs inconvénients surviennent avec le système de prêt agricole du gouvernement fédéral. Une organisation provinciale rendrait de bien meilleurs services aux cultivateurs de chez nous. De

par la province, on commence à faire vendre les terres des cultivateurs par le shérif. Car ces cultivateurs, dont les propriétés sont grevées d'hypothèques qui ne représentent pas le dixième de la valeur de la propriété, ne peuvent trouver à emprunter, à cause de la rareté de l'argent.

Il y a des hommes influents dans le Parti libéral, mais ils ne veulent pas parler et s'avancer. L'erreur commune, c'est que l'on songe à bâtir un système de crédit rural qui se solderait sans déficit. Le gouvernement devrait le créer. Pourtant, la chose en vaut la peine, car si, au moyen du crédit agricole proposé, on sauvait de la ruine 20 % des cultivateurs mal en point, ce serait un beau résultat, même si le gouvernement perd quelques milliers de dollars. Il en coûtera sans doute de l'argent au gouvernement, mais on dépense bien de fortes sommes pour des fins utiles sans doute, mais qui ne sont pas aussi importantes et aussi nécessaires que le crédit rural.

Le grand nombre de créances privilégiées en faveur des médecins, des avocats, des notaires, du gouvernement, des municipalités, etc. ruinent la valeur de la première hypothèque. Les honoraires professionnels sont parfois trop élevés, et avoir des enfants, par exemple, est un luxe peu abordable à cause des frais médicaux. Il faudrait rendre aux premières hypothèques leur valeur d'autrefois. Le coût des recherches au bureau d'enregistrement est également parfois prohibitif. Il faudrait que les honoraires professionnels soient plus raisonnables. Tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes au sujet de l'électricité. Le coût de l'électricité pour les moteurs est prohibitif et certains, qui ont voulu utiliser l'électricité pour les moteurs, ont dû l'abandonner.

Je dis au premier ministre: vous avez le courage qu'il faut pour venir en aide aux cultivateurs, et nous comptons sur vous.

**M. Authier (Abitibi):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Dépôt de documents:

##### Concessions de limites forestières

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 3 février 1933, pour copies authentiques de

tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, à date, et se rapportant à la concession ou au renouvellement de concessions de limites forestières en cette province. (Document de la session no 45)

#### **Droits de coupe**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 3 février 1933, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, à date, et se rapportant au renouvellement ou à la concession de droits de coupe en cette province. (Document de la session no 46)

#### **Contrats publics pour la construction du chemin des Trois-Rivières à Shawinigan Falls**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 février 1933, pour copies authentiques de tous les contrats intervenus entre le gouvernement de cette province et toutes les personnes, compagnies ou corporations, et se rapportant aux travaux en voie d'exécution durant l'été 1932, concernant le chemin public conduisant des Trois-Rivières à Shawinigan Falls. (Document de la session no 47)

#### **Cardinal Villeneuve**

**M. l'Orateur** lit à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue de Son Excellence Mgr J.-M.-Rodrigue Villeneuve, archevêque de Québec.

L'Archevêque de Québec a lu avec une très vive confusion personnelle, mais avec une singulière satisfaction chrétienne, le texte de la motion votée par l'Assemblée législative de Québec, le 14 courant, sur proposition de l'honorable M. Taschereau, premier ministre de la province, appuyé par M. Duplessis, le distingué chef de l'opposition, avec les commentaires si favorables qui en ont été faits, à la suite de leurs chefs respectifs par l'honorable M. Stockwell et M. C. E. Gault, au nom de l'élément minoritaire de la province.

Il sera heureux et s'empressera de faire connaître à Sa Sainteté Pie XI l'écho de commune jubilation qu'a provoqué dans notre province l'acte de Sa suprême bienveillance envers le Siège de Québec, le plus ancien du Canada, et toujours remarquable

par sa fidélité traditionnelle à l'Église romaine et au Saint-Siège.

J.-M.-Rodrigue Villeneuve, O.M.I.  
Archevêque de Québec

Québec, le 16 février 1933

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, je propose que cette lettre soit consignée au procès-verbal de l'Assemblée législative de Québec et soit conservée aux archives de la province.

Adopté.

#### **Ajournement**

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### **NOTES**

1. *L'Événement* du 17 février 1933, à la page 11, précise l'ouverture de la séance à 3 h 20.
2. *L'Événement* du 17 février 1933, à la page 11, mentionne ce matin.
3. Un page apporte la lettre au premier ministre.
4. Référence au discours du député de Kamouraska (M. Gagnon) du 2 février dernier.
5. Lucius Quinctius Cincinnatus, consul romain célèbre pour la simplicité et l'austérité de ses mœurs.
6. Jules Grévy, avocat et homme politique français à tendance libérale, adversaire de Léon Gambetta, avocat et homme politique français républicain.

Séance du vendredi 17 février 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 11 h 10<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Dépôt de documents:**

**Pont de  
l'Île d'Orléans**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 3 février 1933, demandant la production de copie authentiques de tous les contrats intervenus entre la province et toutes personnes ou corporations, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'à date, et se rapportant à la construction du pont de l'Île d'Orléans et aux travaux accessoires qui s'y rattachent. (Document de la session no 48)

**Emprunts temporaires  
de la province**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 7 février 1933, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, du 1<sup>er</sup> juin 1931, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1933 et se rapportant aux emprunts temporaires contractés par la province. (Document de la session no 49)

**Demandes de documents:**

**Ministère de la Voirie,  
huile à moteur et gazoline**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose que soit déposé sur le bureau de la Chambre un état indiquant: Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1931 à date: La province, par l'entremise du ministère de la Voirie, a-t-elle acheté de l'huile à moteur ou de la gazoline? Dans l'affirmative: *a.* Quelle quantité; *b.* De qui; *c.* À quel prix?

**Dépôt de documents:**

**Ministère de la Voirie,  
huile à moteur et gazoline**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre en date de ce jour: Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1931 à date: La province, par l'entremise du ministère de la Voirie, a-t-elle acheté de l'huile à moteur ou de la gazoline? Dans l'affirmative: *a.* Quelle quantité; *b.* De qui; *c.* À quel prix? (Document de la session no 50)

**Questions et réponses:**

**Laurent Descoteaux**

**M. Élie (Yamaska):** 1. La province, par l'entremise du ministère de la Voirie, doit-elle quelque chose à Laurent Descoteaux de Pierreville comté de Yamaska?

2. Dans l'affirmative, combien?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Non. 2. Répondu au no 1.

**Commission pour l'assurance sociale**

**M. Fisher (Huntingdon):** 1. Combien a coûté, à date, à la province, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, la Commission chargée d'étudier un système d'assurances sociales pour la province, et établie par le chapitre 14, 20 George V, statuts de Québec?

2. Le travail de ladite Commission est-il terminé?

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** 1. \$83,438.07.

2. Oui

**Code de procédure civile,  
article 96**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 182 modifiant l'article 96 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi électorale**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 15 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je profite de l'occasion pour suggérer et demander au premier ministre s'il ne serait pas opportun de faire une refonte complète de la loi électorale. Le gouvernement pourrait nommer une commission ou un comité spécial de députés des deux partis pour refondre la loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous avons revu toute notre loi électorale, l'année dernière. Nous n'avons pas refondu la loi; mais la nouvelle législation équivaut presque à une refonte. Notre loi électorale est bonne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La refonte n'avait trait qu'aux listes.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code civil, article 981o**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 11 modifiant l'article 981o du Code civil.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le but du projet est d'empêcher les personnes chargées de l'administration des biens d'autrui d'acheter des obligations, des débiteures émises en dehors de la province de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il me semble que cela est de nature à nuire à Québec. L'interdiction d'investir dans les obligations des municipalités des autres provinces, cela est susceptible de provoquer des représailles de leur part et n'est pas conforme à l'esprit de coopération nécessaire à la Confédération. Voilà, de la part du gouvernement, une décision antipatriotique.

Je constate que le projet permet d'acheter des obligations d'institutions de bienfaisance garanties par le gouvernement. Je regrette de dire que la garantie du gouvernement n'est pas une certitude de paiement. À l'heure actuelle, cette garantie n'est pas valable. Nous avons, en effet, dans la province une situation qui est intolérable. Il y a des hôpitaux, des hospices et des orphelinats qui ont des garanties que leurs intérêts et leurs fonds d'amortissement seront payés par le gouvernement. Ces institutions de charité, si admirables, ont été édifiées par l'inlassable dévouement et je dirai l'héroïsme, et elles sont dirigées par des religieux ou par des religieuses ou par des médecins et des infirmières qui ont marché de l'avant, forts de la garantie du gouvernement, et ils ont été trompés.

Il est indigne qu'un gouvernement, dans ce temps de détresse où précisément nos maisons de charité publique doivent donner un effort surhumain, néglige de payer ses dettes d'honneur et ses dettes légales à ses institutions. On a négligé de payer ces institutions et, comme conséquence, il y a des institutions qui sont aux portes de la banqueroute ou, du moins, qui n'offrent plus de garanties solides. J'affirme que le gouvernement doit \$1,000,000 à ces institutions. Cela est condamnable, répréhensible et mauvais. Plusieurs de ces paiements sont dus depuis longtemps. Cette négligence du gouvernement nuit au crédit de la province. Je répète que les ministres prennent une part du mérite de ces institutions qui soulagent les miséreux et soignent les malades. Le gouvernement s'est engagé à payer une partie du coût de l'entretien des malades et il ne le paie pas. Et le problème est à ce point grave que le gouvernement en est venu à ne pas payer sa dette d'honneur, à ne pas payer ses obligations sous la loi des charités publiques.



Il se vante d'avoir créé cette loi, afin de venir en aide aux malades et aux indigents. Il oblige les municipalités et les institutions à payer les  $\frac{2}{3}$  du fonds de charité et s'est engagé à en payer  $\frac{1}{3}$ ; même cette maigre part n'a pas été payée depuis plus d'un an. Cette attitude, de la part du gouvernement, a aggravé le problème de la pauvreté et ajouté aux difficultés des institutions. Les institutions écotent du fait que le gouvernement manque à ses obligations, et cela est particulièrement vrai en temps de crise. Je condamne avec toute l'énergie dont je suis capable l'attitude du gouvernement à l'égard des ces institutions. Le gouvernement devrait reconnaître les sacrifices que font les religieux et religieuses qui dirigent nos hospices et nos hôpitaux en leur payant ce qu'il leur doit, et ce, depuis des mois et même des années.

La position de l'administration est précaire, quelque crédit que puisse tirer de la loi le gouvernement. Lorsque nous comparons la législation sociale de cette province avec celle de l'Ontario, on nous dit que le travail dans nos institutions est accompli par des sœurs et des frères qui rendent service avec une dévotion qu'on ne peut trouver nulle part en Ontario. Cela est vrai, mais nous sommes tout de même en droit de nous attendre de la part de ce gouvernement, avide d'honneurs et de crédits pour la province, qu'il reconnaisse les sacrifices de ceux qui ont la charge de ces institutions et qu'il leur rende leur dû, au lieu de pousser la négligence au point d'acculer plusieurs d'entre elles à la faillite.

Le gouvernement actuel s'attribue le mérite du dévouement de nos institutions de charité, qui rendent à la province et à notre population des services dont aucun autre gouvernement au Canada n'a l'avantage de bénéficier. Le gouvernement devrait au moins avoir la décence de leur payer ce qu'il leur doit. Nous en sommes au point où le gouvernement ne paie même pas le million de dollars annuel au fonds de l'assistance publique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le chef de l'opposition continue la politique de son groupe qui consiste à salir la réputation de la province. Dans un temps de crise comme celui que nous traversons, une crise mondiale, l'opposition s'acharne à noircir la province, alors qu'on aurait pu espérer une certaine modération de leur part. Ce sont les vieilles tactiques de l'opposition. Ensuite, on lira dans tous les journaux que le gouvernement de Québec ne remplit pas ses obligations, manque à ses devoirs et que son crédit est mauvais. Tous les jours,

on nous demande: "Combien avez-vous soutiré à la banque tel jour?" afin de faire publier cela dans les journaux. Voilà une autre preuve du patriotisme de ces messieurs!

Le chef de l'opposition parle d'assistance publique. En ce qui concerne l'assistance publique, voici les faits. Nous avons donné \$20,000,000 à nos institutions, et vous ne leur avez jamais donné un sou... (pointant la gauche) ...quand vous étiez au pouvoir. Nous avons fondé des hôpitaux en grand nombre, et vous n'en avez jamais fondé un seul. Nous donnons \$3,000,000 aux enfants, aux miséreux, et vous ne donniez pas un sou!

Lorsque nous avons fondé l'assistance publique, l'opposition nous a blâmés et on nous a menacés d'excommunication en certains milieux. Je me souviens encore de leurs attaques. Vous dites maintenant: "Vous ne payez pas vos dettes de l'assistance publique". Nous avons donné des sommes énormes à l'assistance publique; nous avons donné des revenus considérables de la Commission des liqueurs. L'argent n'est pas du tout allé au fonds consolidé du revenu; tout est allé au fonds de l'assistance publique.

Et, pour vous montrer à quel point le gouvernement entend faire tout ce qu'il est possible de faire pour le fonds, il est heureux de dire que, pendant les premiers six mois de l'année fiscale en cours, la totalité du \$1,000,000 recueilli par les profits de la Commission des liqueurs a été versé au fonds. Le fonds de l'assistance publique ne fait pas partie des recettes du gouvernement et il est alimenté par quatre sources qui ne donnent malheureusement plus de revenus, qui se sont épuisées: les théâtres, les courses, les amusements et la taxe sur les repas. Chaque cent qui lui est versé est dépensé pour les institutions qui se trouvent sous la juridiction de la loi de l'assistance publique.

Nous devons des sommes considérables? Oui. Pourquoi, parce que les quatre sources de revenus sont taries. La caisse est vide. À cause de la baisse sérieuse des revenus provenant des taxes en faveur de l'assistance publique, le fonds de charité est épuisé. Les courses de chevaux ne nous ont rapporté presque rien. Plusieurs d'entre elles ne se sont pas tenues. Cela représente beaucoup pour le fonds d'assistance publique. Souvenez-vous également que les municipalités doivent payer  $\frac{1}{3}$  de ce que ça coûte pour maintenir ces institutions. Les municipalités nous doivent au moins \$500,000, si ce n'est \$600,000, ou plus de \$1,500,000 pour l'assistance publique. Je ne sais pas si Trois-Rivières n'est pas parmi celles qui nous doivent. Allons-nous les poursuivre?

Parce que le fonds de la charité publique a été formé de telle façon qu'on ne peut se servir que de certaines taxes pour le combler, et parce qu'il est illégal de détourner vers cette fin le revenu ordinaire du gouvernement, il est vrai que le gouvernement doit à certaines institutions de charité des sommes considérables, mais cela était inévitable. Ce n'est pas notre faute. We are not to blame. Il ne faut pas nous blâmer. La loi ne nous autorise pas à prendre de l'argent du revenu ordinaire pour le mettre dans le fonds. Il faut faire attention, l'argent qui va au fonds d'assistance publique est distinct du revenu ordinaire.

Nous allons passer une loi, inscrite au feuillet, au nom de l'honorable Trésorier (l'honorable M. Stockwell) pour permettre à l'auditeur général de la province (M. Edgar Vézina) de remplir le fonds de l'assistance publique à même le fonds consolidé du revenu. Dès que la loi sera passée - j'espère que ce sera bientôt, peut-être la semaine prochaine - nous la ferons sanctionner, afin de pouvoir payer les institutions à qui nous devons de l'argent, parce que le fonds de l'assistance publique est épuisé. Nous entendons payer toutes nos institutions, même si d'autres services doivent en souffrir. Nos institutions de charité auront leur octroi et nos malades et nos indigents ne souffriront pas! Nous voulons que nos institutions de charité soient les dernières affectées par la dépression. Que l'on cesse donc de dénigrer notre province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre reproche toujours à l'opposition de vouloir ternir la réputation de la province, mais ce n'est pas le cas. Qui noircit la province? L'opposition qui dénonce le mal et les abus du gouvernement pour le bien de la province? Ou bien le gouvernement qui refuse de payer ses dettes d'honneur et qui place nos institutions de charité au bord de la banqueroute. Celui qui noircit la province, qui fait tort à son crédit, c'est le gouvernement qui néglige de payer ses dettes, qui ne fait plus honneur à sa signature et qui ainsi déprécie le crédit de la province non seulement ici, mais à l'étranger.

Je veux qu'il soit bien compris que l'opposition qui, dans l'exercice de ses fonctions, dans l'accomplissement de son devoir strict, dénonce le mal, les abus du gouvernement, travaille plus pour le bien de la province que le gouvernement qui cache le mal. C'est le gouvernement qui pose les gestes antipatriotiques que l'on nous impute; c'est lui qui est en train de nuire à la réputation de la province. En quoi est-ce utile de relever ce que les conservateurs n'ont pas fait il y a quelque 40 ans de cela? Les

choses ont évolué depuis, mais l'histoire de la province depuis la Confédération nous montre que, pour ce qui est de jeter le discrédit sur la province par son attitude envers les institutions de charités, ce gouvernement n'a pas son égal. Il y a des institutions de bienfaisance qui sont aux portes de la banqueroute, je le répète, parce que le gouvernement ne leur paie pas ce qu'il leur doit, soit les octrois d'assistance publique. Au 30 juin 1932, le gouvernement devait beaucoup plus que \$300,000.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** L'honorable chef de l'opposition nous dit qu'il y a des institutions de bienfaisance qui sont aux portes de la banqueroute. Je lui demande de les nommer, puisque c'est sur cela qu'il base ses accusations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'affirme qu'il y a des hôpitaux et des institutions qui sont aux portes de la banqueroute, parce qu'on ne leur donne pas les octrois qui leur reviennent. Ce n'est pas la première fois que le ministre des Travaux publics est en désaccord avec le premier ministre. Le premier ministre dit que, par mes remarques, je nuis à la réputation de la province, et le ministre des Travaux publics (M. Francoeur) me demande de faire des déclarations qui pourraient léser certaines institutions.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Très bien, donnez-nous les noms.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas dans l'intérêt de ces institutions, ni dans l'intérêt du public de les nommer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous les mettez toutes en cause. Vous ne ferez pas plus de mal en en nommant quelques-unes!

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Il ne sert à rien d'affirmer quelque chose. Il faut prouver!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je vous somme de me nommer ces institutions privément. Donnez-nous les noms et elles seront payées avant 15 jours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne me forcera pas à les nommer! Le gouvernement doit les connaître. C'est à lui de les connaître. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement demande des informations pour mieux se guider. J'affirme qu'il a

reçu des lettres des institutions qui se plaignent. Le gouvernement a également reçu des lettres de la part d'institutions concernant leur situation et de l'information provenant de ses propres députés.

Et tout cela démontre que si les octrois ne sont pas payés, ce sera une catastrophe pour certaines institutions. Il existe une correspondance abondante à ce sujet. Si je nommais les institutions, cela nuirait à leur crédit et créerait du malaise parmi les propriétaires des obligations. Je ne veux pas jeter du discrédit sur ces hôpitaux ou orphelinats. Le gouvernement ne devrait pas nuire au crédit de la province et de nos grandes institutions de charité en ne payant pas ses dettes. Si Trois-Rivières doit à l'assistance publique, c'est parce qu'on lui a imposé des obligations trop onéreuses.

Il y a un autre point que je veux signaler. Le premier ministre a dit que le gouvernement avait avancé l'an dernier un million de dollars de recettes de la Commission des liqueurs au fonds de l'assistance publique, cette pitance donnée à la misère humaine.

Il n'a pas expliqué pourquoi le rapport des *Comptes publics* indique nettement que seule une somme de \$300,000 des revenus de la Commission des liqueurs a été versée au fonds de l'assistance publique, quand elle avait droit à \$1,000,000. S'il doit des octrois aux institutions de charité, si le premier ministre admet devoir des sommes importantes aux hôpitaux, pourquoi ne leur a-t-il pas versé les \$700,000 supplémentaires du \$1,000,000 de la Commission des liqueurs, au lieu de l'employer à d'autres fins, probablement à payer le pont de l'Île d'Orléans?

On n'a pas trouvé d'argent pour les hôpitaux, pour la misère humaine, mais on a trouvé \$712,000<sup>2</sup> pour le pont de l'Île d'Orléans! Qui donc a noirci le crédit de la province? Quand on sait la misère qui sévit, la gravité de la crise, une telle attitude de la part du gouvernement aggrave considérablement la crise; on ne saurait trop la condamner. Le gouvernement aime à s'attribuer le crédit du dévouement de nos institutions de charité qui donnent un appoint, un service public que l'on ne trouve point ailleurs. Le gouvernement aurait dû payer ses dettes, même s'il avait dû emprunter.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La loi concernant l'appropriation des profits de la Commission des liqueurs autorise le gouvernement à verser jusqu'à \$1,000,000 par année, mais ne l'y oblige pas. Quant aux \$300,000 de l'an dernier, on nous a dit que ce montant suffisait pour rencontrer

les obligations de l'assistance publique au 30 juin 1932. Vous nous dites que nous avons puisé \$300,000 dans la caisse de la Commission des liqueurs l'an dernier, c'est vrai, nous en avons assez. Nous n'étions pas obligés de prendre alors \$1,000,000. Ce n'est que depuis le mois de juin, l'an dernier, que la difficulté s'est présentée pour les raisons que j'ai mentionnées. Aujourd'hui, nous n'en n'avons pas assez.

Ce n'est pas notre faute si les sources de revenus sont taries. Nous avons fait la seule chose logique; une loi pour puiser dans le trésor de la province. Le trésorier (l'honorable M. Stockwell) poussera cette loi, nous la passerons le plus tôt possible, nous la ferons sanctionner, et nous paierons ce que nous devons aux institutions. Je répète que du moment que la loi sera passée - et je demande à l'honorable trésorier d'en hâter l'adoption - permettant l'emploi des revenus de la province pour l'assistance publique, nous paierons sans délai jusqu'au dernier sou ce que nous devons à nos institutions de charité.

Nous avons fait tout ce que nous pouvions faire et l'opposition a tort de nous faire de tels reproches, alors que l'on sait que les municipalités ne paient pas leurs parts et que nous ne pouvons les forcer à le faire. Si actuellement nous n'avons pas payé, c'est que nous ne le pouvions pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre peut-il affirmer que le gouvernement ne doit rien aux institutions pour l'année dernière et que les dettes à l'assistance publique étaient toutes payées au 30 juin 1932?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Comprenons-nous bien. Je ne l'affirme pas, mais on nous a dit que \$300,000 suffiraient, l'an dernier. Mais, depuis ce temps, nous n'avons pas assez reçu. Les courses de chevaux ne nous ont rien rapporté. Plusieurs ont été annulées. Il arrive que les comptes envoyés au début de juillet couvrent une période de trois, quatre ou six mois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis que le premier ministre se trompe, et je dis que plusieurs obligations devaient être rencontrées en 1931-1932, qui n'ont pas été payées parce que la totalité du montant de \$1,000,000 n'a pas été versée à l'assistance publique. En plus, rien n'empêchait le gouvernement de payer ces dettes au moyen d'emprunts. Vous auriez dû emprunter si les choses étaient pour s'empirer, comme ce fut le cas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Vous savez bien, vous êtes assez bon avocat pour savoir que nous ne pouvions pas emprunter pour remplir le fonds de l'assistance publique!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il était nécessaire de passer une loi permettant le détournement de fonds vers le fonds d'assistance publique, pourquoi ne pas l'avoir fait avant? Pourquoi avoir attendu si longtemps? Le gouvernement est au pouvoir depuis tant d'années, mais le problème, c'est qu'il cherche constamment à créer des surplus fictifs. La meilleure façon d'affronter la crise n'est pas de cacher la vérité, et s'il faut avoir recours à l'emprunt, il vaut mieux le faire que de mettre en péril les institutions religieuses et de charité.

Le premier ministre a tort d'affirmer que \$300,000 des revenus de la Commission des liqueurs étaient suffisants, l'an dernier, pour faire face aux besoins du fonds de l'assistance publique. Il y a des sommes dues et payables avant la fin de l'année fiscale, et elles ne sont pas payées parce que le gouvernement n'a pas pris la totalité du \$1,000,000 tiré des profits des liqueurs. Le gouvernement n'a pas emprunté alors qu'il aurait dû le faire, si l'on présume que le fait d'avoir recours à un prêt était la seule façon de faire face au déficit du fonds de l'assistance publique.

Il s'agit là de dettes d'honneur, et s'il est nécessaire de payer, rien dans la loi n'empêche le gouvernement d'emprunter pour combattre le déficit. Si la situation de la province est telle que nous l'ont présentée le trésorier et le premier ministre, la province a les moyens de payer ses dettes sans emprunter.

Un gouvernement, conscient de ses obligations et de son honneur, devrait acquitter ses dettes et ne pas donner le spectacle pénible d'institutions semblables exposées à de graves embarras, même en certains cas à la banqueroute, parce qu'il néglige de payer ses dettes. Mais si cet état des finances de la province est inexact, les *Comptes publics* ne nous montrent pas la situation réelle, et alors la province a le droit et même le devoir d'emprunter pour payer ses dettes. Le premier ministre a parlé des municipalités qui n'ont pas payé leur part au fonds de l'assistance publique, qui sont donc en retard.

Il devrait savoir que le gouvernement a mis plusieurs municipalités importantes dans une situation embarrassante en leur faisant assumer les dettes reliées à l'aide au chômage. Le gouvernement

n'a pas payé aux municipalités, dans certains cas, son tiers du coût de l'aide au chômage, et les a de ce fait forcées à assumer les obligations qui relèvent de la province. Le gouvernement a également nui au crédit des corporations municipales, qui sont aux portes de la banqueroute, en ne payant pas sa part des fonds pour remédier au chômage.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
De quelles corporations municipales?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Toutes! Je n'ai pas à les nommer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Soyons donc sérieux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien. Je nommerai Trois-Rivières et Montréal, alors. Ce sont des cités importantes. En ne payant pas ses dettes, son tiers du coût de l'aide directe et les bons, le gouvernement a mis l'épicier du coin, une institution nécessaire dans la province, et d'autres marchands en danger, en face de la banqueroute. Je demande que cela cesse et que le crédit et l'argent de la province servent à payer ces dettes.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**  
Mais ce ne sont pas des corporations municipales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Soyons sérieux.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je veux être aussi sérieux que l'honorable chef de l'opposition. Il ne peut pas dire que les épiciers du coin sont des corporations municipales.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je veux dire un mot de la situation financière, au sujet du fonds de l'assistance publique. Tout le monde connaît la structure financière de ce fonds, sait comment il est créé, ce qui y est versé et ce qu'on peut en tirer. C'est une vieille histoire. La question est de notoriété publique. Pas besoin d'être avocat, ni plus malin qu'un avocat, pour comprendre la situation. La situation, la voici. Comme l'a dit le premier ministre, le fonds de l'assistance publique n'a plus les sources de revenus nécessaires pour payer les institutions de bienfaisance. Mais la situation ne peut pas être exposée dans une seule journée. Si nous avions eu, comme à l'ordinaire, les fonds des quatre sources de revenus, pour remplir le fonds de l'assistance publique, nous serions à date.

Tout a été payé à la fin de décembre dernier. Mais nous ignorons ce qui se passera demain et, par conséquent, ce que le fonds aura. Nous allons prendre les moyens de les payer, mais nous ne pouvons pas employer les revenus de la province pour l'assistance publique sans adopter une loi, et nous allons la présenter à la Chambre. Les municipalités devraient \$1,500,000 au fonds. Allons-nous poursuivre les municipalités? Si le fonds avait tout l'argent qui lui revient, nous pourrions régler toutes les dettes et aurions quand même une balance substantielle dans le fonds. Le premier ministre a expliqué que nous prendrons, cette année, le \$1,000,000 des liqueurs. Pour le bien des hôpitaux et du public, laissez-moi dire que le département du Trésor fera toute la diligence possible pour payer, et vous savez bien que nous avons les meilleures lois d'assistance de toutes les provinces.

Si l'honorable chef de l'opposition nous donnait des noms d'institutions de bienfaisance que le retard du paiement met en péril, aux portes de la banqueroute, je m'empresserais de leur porter secours et nous les paierons tout de suite, quitte à payer les autres quand notre législation spéciale sera adoptée. Quant au montant de \$300,000 que nous avons prélevé sur les revenus de la Commission des liqueurs, l'an dernier, on nous a dit qu'il était suffisant pour rencontrer nos obligations. La loi dit que nous pouvons prélever jusqu'à \$1,000,000, mais l'an dernier \$300,000 ont suffi pour nos engagements envers l'assistance publique.

Le gouvernement est des plus sympathisants. Aucune législation dans le monde n'est plus avancée que la nôtre. Nous ne gardons aucune somme. Le premier ministre nous a dit qu'il s'assurerait que le fonds se place dans une situation qui lui permettra de financer couramment en tout temps. En attendant, je dois administrer selon la loi, et c'est ce que j'essaie de faire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier nous dit qu'il est prêt à secourir les institutions, mais il nous a dit avant cela que la loi lui défendait de les payer. Price Waterhouse & Cie, qui ont vérifié les comptes du gouvernement, disent que souvent on emploie de l'argent pour d'autres fins que celles prévues par la loi. L'ancien trésorier (l'honorable M. Taschereau) était moins scrupuleux qu'il ne paraissait. Pourquoi ne pas avoir fait cela pour l'assistance publique?

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Sherbrooke**

**M. Fortier (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 130 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fortier (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Lévis**

**M. Bélanger (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 104 modifiant la charte de la cité de Lévis.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bélanger (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Montée Saint-Rémi, Jacques-Cartier**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 95 concernant la Montée Saint-Rémi, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté sur division. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Bureau des commissaires catholiques de Sherbrooke**

**M. Fortier (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 105 autorisant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke à contracter un emprunt additionnel.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fortier (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Pasquale et Francesco Villella**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 133 permettant à Pasquale Villella, à ses enfants mineurs et à Francesco Villella de changer leur nom de famille en celui de Billie et de changer leurs prénoms.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **The Quebec Labrador Railway Company**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 116 modifiant la charte de The Quebec Labrador Railway Company.

Adopté.

### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette compagnie n'a pas fait autre chose depuis son incorporation que d'envoyer des câbles en Angleterre. Pourquoi lui accorder encore du délai pour commencer ses travaux?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** (Souriant) L'honorable chef de l'opposition sait qu'un chemin de fer au Labrador ne se construit pas facilement.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Laval-des-Rapides**

**M. Filion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Questions et réponses:**

#### **Comptes de banque**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1932, inclusivement, jusqu'au 10 février 1933, inclusivement:

1. Les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés? Dans l'affirmative.
2. Pendant combien de temps?
3. Pour quelle somme totale?
4. À combien se chiffre le total des intérêts payés ou payables par la province, au sujet desdits comptes?
5. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. et 2.

*Banque de Montréal*

*Banque Canadienne de  
Commerce*

Du 9 au 21 juillet, 1932; du 3 août 1932 au 23 janvier 1933; du 25 janvier 1933 au 10 février 1933.	Du 9 au 25 juillet 1932; du 3 août 1932 au 26 janvier 1933; du 28 janvier au 10 février 1933.
--	--

<i>Moyenne :</i> \$4,312,085.81	<i>Moyenne :</i> \$3,546,160.80
---------------------------------	---------------------------------

4. \$208,160.59.

5. 5½ %.

**Fermes achetées sous la  
loi pour promouvoir  
le retour à la terre**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien de fermes ont été achetées par le gouvernement de cette province depuis la mise en vigueur de la loi pour promouvoir le retour à la terre, chapitre 41, 22 George V?

2. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il déboursée à cet effet?

3. Ces terres, achetées par le gouvernement, ont-elles été vendues?

4. Dans l'affirmative, le gouvernement en a-t-il disposé au prix d'achat?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** 1. 12 lots.

2. \$967.92.

3. Occupées, mais non encore vendues.

4. Le département en disposera conformément au prix d'achat.

**Assistance  
publique**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Avant l'ajournement, je tiens à dire à la Chambre que le Dr Lessard, directeur de l'assistance publique, m'informe que la ville de Montréal seule doit \$700,000 au gouvernement pour l'assistance publique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement doit-il quelque chose à Montréal?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous lui devons le respect.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le gouvernement doit quelque chose à Montréal pour le chômage?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Je n'ai pas tout dans la tête comme vous.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Ça paraît.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Peut-être.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à midi trente minutes.

**NOTES**

1. Dans leur édition du 18 février 1933, *Le Canada*, à la page 3, et *Le Soleil*, à la page 4, mentionnent 11 h 15.

2. \$750,000, selon *La Presse* du 17 février 1933, à la page 3.





Séance du mardi 21 février 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 15<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 135 concernant la succession de feu le colonel Hector Prévost.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 121 ratifiant une entente intervenue entre les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt et la congrégation du Très Saint-Rédempteur;

- bill 180 remplaçant l'article 17 de la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 109 concernant St. Mary's Memorial Hospital;

- bill 94 modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Votre comité recommande de prolonger au 15 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports des bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est

régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Mount Royal Gardens, Limited et de Armand Bélanger de Montréal, notaire public, demandant l'adoption d'une loi ratifiant la vente de certains terrains dans la paroisse de Saint-Laurent.

Votre comité recommande de prolonger au 15 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports des bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Bureau des écoles protestantes  
de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 190 concernant le Bureau des écoles protestantes de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de  
l'hygiène publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 47 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Protection des édifices  
contre les incendies**

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 3 modifiant le chapitre 178 des statuts refondus, 1925.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chaudières à vapeur  
et appareils sous pression**

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet

(l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 14 concernant les chaudières à vapeur et les appareils sous pression.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des véhicules automobiles**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 20 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Libelle diffamatoire**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 28 modifiant le Code de procédure civile relativement au libelle diffamatoire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explication.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Il y a des journaux qui se rendent coupables de libelle diffamatoire de façon continue contre des citoyens de cette province. Le projet a le but suivant: mettre un terme aux campagnes libelleuses persistantes faites par certaines publications. Elle pourvoit aussi à ce que l'on puisse empêcher de circuler dans la province de Québec les publications du dehors enfreignant continuellement la loi du libelle. Il ne s'agit pas dans tout cela de libelle occasionnel. L'injonction ne sera pas permise à l'égard d'un journal ou autre publication qui écrira une fois ou l'autre des choses libelleuses. Elle ne vaudra que lorsqu'il aura été prouvé qu'il y a "libelle continu". Donc, si un journal commet un libelle diffamatoire continu, il y aura droit d'émission d'un bref d'injonction contre le journal, conformément aux dispositions du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des droits sur les divertissements**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 38 modifiant la loi des droits sur les divertissements.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Limitation des heures de travail**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 29 relatif à la limitation des heures de travail.

Il s'agit de limiter le nombre des heures de travail dans certaines industries, quand les circonstances le permettront, afin de remédier au chômage. La concurrence sera évidemment prise en considération, car on ne veut pas placer nos industries sur un pied d'infériorité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des droits sur les successions**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 43 modifiant la loi des droits sur les successions.

Simple réajustement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Garantie des emprunts municipaux ou scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 46 pour défendre la garantie par certaines personnes des emprunts municipaux ou scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des licences**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 35 modifiant la loi des licences de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Terres publiques propres à la culture**

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter

le bill 52 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,  
article 1622**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Bédard), la permission de présenter le bill 191 modifiant l'article 1622 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,  
articles 180 et 1296**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Bédard), la permission de présenter le bill 192 modifiant les articles 180 et 1296 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill F du Conseil législatif modifiant la charte de The Montreal General Hospital et décrétant disponibles à certaines fins les sommes d'argent de certains legs, pour lequel il demande son concours.

**The Montreal General  
Hospital**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill F du Conseil législatif modifiant la charte de The Montreal General Hospital et décrétant disponibles à certaines fins les sommes d'argent de certains legs soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Remboursement des obligations  
par fonds d'amortissement,  
loi du département du Trésor**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une

adresse, en date du 24 janvier 1933, demandant la production de copie authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 4 avril 1931 inclusivement et se rapportant au chapitre 26, statuts de Québec, 21 George V. (Document de la session no 51)

**Mandats spéciaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 24 janvier 1933, demandant la production de copie authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province relativement aux mandats spéciaux émis depuis le 15 février 1932, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1933. (Document de la session no 52)

**Questions et réponses:**

**Coopérative fédérée  
de Québec**

**M. Barré (Rouville):** 1. Depuis la réponse du 15 janvier 1932 à date, quel montant global le gouvernement a-t-il payé à la Coopérative fédérée de Québec, à quelque titre que ce soit?

2. Pour quelles fins ces divers montants ont-ils été versés dans chaque cas?

3. Quel montant global le gouvernement a-t-il payé à la Coopérative fédérée de Québec à quelque titre que ce soit, pendant le dernier exercice fiscal?

4. Pour quelles fins ces montants ont-ils été versés pour chaque cas?

5. Quel montant global le gouvernement a-t-il payé à la Coopérative fédérée de Québec, à quelque titre que ce soit, pendant les premiers quatre mois de l'exercice en cours?

6. Pour quelles fins ces montants ont-ils été versés dans chaque cas?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Voir la liste à la page suivante)

1. \$246,285.80.
2. Remboursement de salaires et dépenses pour fins de propagande agricole ..... \$64,291.91
  - Grains, engrais, insecticides, etc., pour fermes et champs de démonstration ..... 41,059.15
  - 1 % sur chiffre de ventes ..... 61,719.38
  - Publicité pour patates ..... 4,220.95
  - Remboursement de perte subie *re* : expédition de fromage à Londres ..... 2,984.38
  - Déboursés *re* : comptabilité des coopératives affiliées ..... 836.27
  - Remboursement de salaires *re* : statistiques pour enquête du lait ..... 466.54
  - Remboursement pour primes pour porcs classifiés ..... 106.00
  - Diverses marchandises ..... 1,454.67
  - Achat de graines de semence pour distribution chez les colons ..... 60,699.35
  - Remboursement de sommes avancées aux officiers des coopératives de pêcheurs pour salaires et dépenses de voyage ..... 8,447.20
3. \$243,154.98.
4. Remboursement de salaires et dépenses pour fins de propagande agricole ..... 69,268.60
  - Grains, engrais, insecticides, etc., pour fermes et champs de démonstration ..... 35,972.31
  - 1 % sur chiffre de ventes ..... 98,548.87
  - Publicité pour patates ..... 8,847.04
  - Remboursement de perte subie *re* : expédition de fromage à Londres ..... 2,984.38
  - Déboursés *re* : comptabilité des coopératives affiliées ..... 1,672.80
  - Achat et construction d'entrepôt ..... 1,333.33
  - Diverses marchandises ..... 6,094.39
  - Achat de graines de semence pour distribution chez les colons ..... 3,989.00
  - Remboursement de sommes avancées aux officiers des coopératives de pêcheurs pour salaires et dépenses de voyage ..... 9,145.41
  - Remboursement du déficit des coopératives locales des pêcheurs ..... 5,298.85
5. \$41,821.70.
6. Remboursement de salaires et dépenses pour fins de propagande agricole ..... 18,969.82
  - Grains, engrais, insecticides, etc., pour fermes et champs de démonstration ..... 17,550.73
  - Remboursement de salaires *re* : statistiques pour enquête du lait ..... 361.90
  - Diverses marchandises ..... 1,077.50
  - Achat de graines de semence pour distribution chez les colons ..... 951.22
  - Remboursement de sommes avancées aux officiers des coopératives de pêcheurs pour salaires et dépenses de voyage ..... 2,910.53

#### L'industrie laitière

**M. Fisher (Huntingdon):** 1. Le gouvernement a-t-il nommé quelques personnes pour faire enquête sur l'industrie laitière en cette province?

2. Dans l'affirmative: *a.* Qui; *b.* Quand; *c.* Combien la province a-t-elle dépensé à ce sujet?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. Oui

2. *a.* MM. Éli Bourdeau, président; David Black; Napoléon Charest, J.-H. Côté, J.-F. Desmarais, David Roy, Arthur Saint-Jacques, commissaires; Henri-C. Bois, secrétaire; *b.* Le 11 août 1931; *c.* \$7,626.09.

#### La cité d'Arvida

**M. Élie (Yamaska):** Depuis l'incorporation de la cité d'Arvida:

1. Les fonctions de gérant de cette localité ont-elles été exercées par un aubain?

2. Dans l'affirmative, par qui?

3. Les fonctions de membre du conseil municipal de cette cité ont-elles été exercées par un aubain?

4. Dans l'affirmative, par qui?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. 2. 3. et 4. Le gouvernement l'ignore.

### La ville de Racine

**M. Élie (Yamaska):** Depuis l'incorporation de la ville de Racine:

1. Les fonctions de gérant de cette localité ont-elles été exercées par un aubain?
2. Dans l'affirmative, par qui?
3. Les fonctions de membre du conseil municipal de cette cité ont-elles été exercées par un aubain?
4. Dans l'affirmative, par qui?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1. 2. 3. et 4. Le gouvernement l'ignore.

### Les chômeurs de la cité d'Arvida

**M. Élie (Yamaska):** Relativement aux chômeurs dans la cité d'Arvida?

1. Quel en était le nombre: *a.* en 1930; *b.* en 1931; *c.* en 1932?
2. La province a-t-elle contribué aux travaux de chômage ou aux secours directs distribués dans ladite cité? Dans l'affirmative: *a.* Quand; *b.* Comment et pour quelles sommes?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. *a.* Aucun rapport; *b.* 50, suivant le rapport de la cité; *c.* 217, suivant le rapport qui a été fait par la cité.  
2. Non.

### Les chômeurs de la ville de Racine

**M. Élie (Yamaska):** Relativement aux chômeurs de la ville de Racine:

1. Quel en était le nombre: *a.* en 1930; *b.* en 1931; *c.* en 1932?
2. La province a-t-elle contribué aux travaux de chômage ou aux secours directs distribués dans ladite cité? Dans l'affirmative: *a.* Quand; *b.* Comment et pour quelles sommes?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. *a.* *b.* et *c.* Aucun rapport de la municipalité.  
2. Non.

### Taxe d'hôpital

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), qu'à sa prochaine séance, la Chambre

se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 37 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la "taxe d'hôpital".

Adopté.

### Loi pour promouvoir le retour à la terre

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 25 modifiant la loi pour promouvoir le retour à la terre.

Adopté.

### Protection des édifices contre les incendies

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 3 modifiant le chapitre 178 des statuts refondus, 1925.

Adopté.

### Chaudières à vapeur et appareils sous pression

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 14 concernant les chaudières à vapeur et les appareils sous pression.

Adopté.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 16 février, sur la motion proposée le jeudi 9 février courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**M. Authier (Abitibi)** se lève. (Applaudissements)  
M. l'Orateur, il convient à plus d'un titre de féliciter le nouveau trésorier de la province. Félicitations

personnelles d'abord pour son entrée au Conseil exécutif. Félicitations pour le succès de son dernier emprunt au taux de 4½ %. Félicitations pour son intention de ne pas augmenter les taxes et de maintenir l'équilibre entre le revenu et la dépense ordinaire.

Le débat sur le budget nous a valu jusqu'ici d'excellents discours. Qu'on me permette de féliciter particulièrement mes collègues de la droite, mes voisins de comtés, les député de Pontiac et de Gatineau, mon voisin en cette Chambre, le député de Montmagny, notre jeune collègue de Beauharnois, le député de Montréal-Laurier, qui a rappelé en passant la nécessité de la route courte et directe de Montréal à l'Abitibi, enfin notre vieil ami le député d'Iberville, qui a parlé du crédit agricole avec le bon sens que lui inspire son expérience pratique. J'espère que l'on reprendra cette question au cours de la session actuelle. Tous ces discours démontrent une fois de plus que l'opposition n'a pas le monopole des idées, ni du patriotisme, ni de l'indépendance de pensée, et qu'on peut être ministériel sans être servile.

L'examen attentif du budget révèle que nos revenus sont beaucoup plus faibles que par le passé. Pour faire face aux dépenses nécessaires, il nous faut comprimer les crédits de certains départements essentiels comme ceux de la Colonisation, de la Voirie, de l'Agriculture, de l'Instruction publique et de l'Assistance publique. Nous pouvons et nous devons emprunter, sans doute encore un peu, mais je me demande si nous ne pourrions pas avoir une autre Commission des liqueurs pour augmenter nos revenus, c'est-à-dire une entreprise qui pourrait nous rapporter autant. Il vaut infiniment mieux chercher d'autres revenus.

Pourquoi n'aurions-nous pas une taxe sur les liqueurs douces, perception facile et peu coûteuse? Québec devrait prendre cette mesure avant que les autres provinces ou les pays étrangers lui battent la voie dans ce sens. Pour des fins de charité, l'opinion publique admet chez nous l'existence de petites loteries. Pourquoi ne prendrions-nous pas l'initiative d'organiser une grande loterie provinciale qui nous permettrait d'obtenir des revenus assez élevés? Les bénéfices permettraient peut-être de compléter notre système d'assistance, de payer nous aussi des pensions à nos vieillards, d'assurer les services médicaux aux régions pauvres, de mettre en pratique les conclusions admirables et les recommandations de notre Commission des assurances sociales, y compris l'aide aux pauvres gens du retour à la terre.

Je crois que nous pourrions avoir cette initiative avant que les autres provinces ou les pays

étrangers saisissent cette occasion de prendre les devants et viennent rafler de cette façon dans notre petite épargne. Pourquoi ne pas prendre l'initiative sur ce continent d'une telle loterie, comme nous avons pris l'initiative, si heureusement, en instituant la régie des liqueurs? Le député de Sainte-Marie (M. Fauteux) a proposé le monopole de la gazoline. Cette idée doit être examinée avec soin. En d'autres pays, on retire beaucoup du monopole d'État de la vente des tabacs et je crois que cette question pourrait être étudiée attentivement. Un tel monopole gouvernemental accroîtrait considérablement les revenus de la province et ferait baisser les prix aux consommateurs.

Le correspondant de la *Gazette* de Montréal a annoncé mon discours d'aujourd'hui en des termes qui constituent une présentation vraiment trop forte. J'en ai retenu seulement qu'il m'invite à raconter à cette Chambre la vie du colon, en ces jours de dépression, et à exposer les résultats du grand mouvement de retour à la terre, avec la dépense qui s'ensuit, en millions et en encre d'imprimerie. Je me rends à cette invitation. J'ajouterai quelques considérations qui me paraissent s'imposer sur la crise générale.

Je disposerai d'abord de l'incident à propos d'encre d'imprimerie. Il est vrai qu'il y a beaucoup de controverse au sujet du retour à la terre. Le journal de M. Houde fait une spécialité de publier la prose injurieuse et sonore d'un de mes adversaires à la dernière élection. Ses coassements me font penser à un mot de M. Bourassa, qui disait un jour qu'en politique comme en terre canadienne les temps orageux font parfois naître certaines espèces de crapauds. Le ouaouaron de la mare de *L'Illustration* en est un de cette espèce. Il n'y a pas à s'en occuper outre mesure.

M. l'Orateur, l'histoire du colon en ces temps de dépression, elle est ni plus ni moins qu'héroïque. Voilà un poilu qui tient, qui croit encore à un meilleur avenir, qui espère que le civil à l'arrière, c'est-à-dire le gouvernement, le soutiendra jusqu'à ce qu'il ait consolidé sa position et gagné la bataille. Ils sont là des centaines, des milliers de braves, tenaces et courageux, vaillants à la conquête du sol, dans l'ouest, dans le nord, dans l'est de Québec, qui reculent la frontière de la forêt, qui agrandissent notre domaine nourricier, qui élargissent l'horizon de notre province. La misère est souvent grande parmi eux, mais ils tiennent quand même, parce qu'ils travaillent pour leurs enfants, pour l'avenir de notre race. Oh! C'est le temps plus que jamais pour nos gouvernements de se rappeler le mot d'ordre prononcé un jour par Sir Lomer Gouin qui avait raison de dire: "On ne fera jamais assez pour le bon colon!"

Nous le savons, le gouvernement libéral, depuis quelques années, a mis en œuvre plusieurs moyens pour aider les colons: primes de défrichement, primes de labour, distribution de grains de semence, construction des chemins et des écoles, octrois de drainage, d'industrie laitière, etc. C'est le temps plus que jamais de maintenir ce système et de le perfectionner.

On sait que la première récolte du colon et sa principale ressource pendant quelques années, c'est le bois, quand il y en a sur son lot. Or, cette année, 50 % seulement des colons peuvent vendre leur bois à cause de la crise dans l'industrie forestière et des taux excessifs du transport par chemin de fer. Et comme le gouvernement n'a fait exécuter que très peu de travaux de chemins et de drainage l'an dernier, une foule de colons sont, cet hiver, sans ressources et doivent se contenter des secours directs pour vivre.

Cette situation m'oblige à revenir à la charge pour demander que l'on aide à la vente du bois des colons, que l'on n'épargne rien pour permettre aux colons d'écouler leur bois. Je demande de nouveau que les manufacturiers de pâtes à papier soient obligés d'acheter une certaine proportion de leur approvisionnement de bois des colons mêmes, et j'invite le gouvernement à seconder ceux qui font des démarches pour obtenir des taux moins prohibitifs pour le transport du bois coupé sur les terres des colons. On m'objectera: "Mais cela signifie la perte de droits de coupe, la perte de revenus pour le gouvernement".

Pas nécessairement. Il y aurait compensation par le règne d'une plus grande prospérité chez les colons. Les manufacturiers achètent de fortes quantités de bois coupé sur les terrains privés; il s'agirait de les obliger à faire une partie de ces achats chez les colons, en fixant une quote-part pour chaque région. Il n'y a pas de mal à imposer certaines directives à cette industrie. Elle a prouvé à l'évidence qu'elle peut encore perfectionner ses méthodes d'affaires. On m'objectera encore: "Mais les taux de transport des extrémités de la province sont prohibitifs actuellement". C'est vrai, mais la discussion avec les autorités des chemins de fer n'est pas close et nous avons encore confiance d'obtenir, avec l'aide du gouvernement, une diminution de ces taux de transport.

Il serait utile de convoquer autour d'une table ronde une conférence des représentants du gouvernement, des manufacturiers, des colons et des officiers des chemins de fer, pour discuter toutes ces questions. La Commission des produits forestiers du Québec serait l'organisme tout désigné pour

convoquer cette conférence, et je prie l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) de la charger de cette initiative. À une réunion de la Chambre de commerce de l'Abitibi tenue à Amos, au commencement de ce mois, de hauts officiers du Canadien National ont tenu une attitude conciliante. Nous devons les revoir la semaine prochaine.

Parlerais-je maintenant, comme m'y invite *The Gazette*, des résultats du grand mouvement de retour à la terre et de la dépense qu'il a occasionnée? L'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) a parlé du retour à la terre samedi soir, à la radio, avec une éloquence si magnifique que je me demande ce que je pourrais ajouter. Je profiterai cependant de l'occasion pour démontrer à cette Chambre que si des millions ont été dépensés jusqu'ici pour intensifier le mouvement de retour à la terre en cette province, une bien trop faible proportion de cette somme a été dépensée dans l'Abitibi.

Ouvrons si vous le voulez le rapport du ministre de la Colonisation pour 1931-1932. Le tableau no 1, page 5, indique que, sur le total dépensé dans la province pour chemins de colonisation et aide à la colonisation, la part de l'Abitibi a été de \$151,947.07. Or, si nous consultons le tableau des ventes de lots de colonisation, tableaux 5 et 6, pages 77 à 79, nous constatons que sur 2,318 billets de location émis dans la province, 946, soit exactement 40 %, l'ont été dans l'Abitibi. À la page suivante du rapport, nous trouvons le tableau des travaux nouveaux faits par les colons durant l'année. Abatis ensemencés: 13,859 acres en Abitibi sur un total de 29,741 acres dans toute la province, soit 47 % dans l'Abitibi. Labours: 11,273 acres en Abitibi sur un total de 22,966 acres dans toute la province, soit 49 % dans l'Abitibi.

Je me demande si ces statistiques sont suffisantes pour mettre fin à la légende injuste et odieuse, qui a encore cours en certains milieux, attribuant à l'Abitibi la part du lion dans les subsides de la colonisation. À trois ou quatre reprises déjà, j'ai dénoncé ici cette opinion erronée, mais j'ai constaté encore cette année, hélas! qu'elle survit dans certains cerveaux entêtés.

L'opposition, par ses anciens chefs, M. Sauvé et M. Houde<sup>2</sup>, a souvent dit que la colonisation de l'Abitibi ruinait la province. J'ai protesté et je proteste encore contre cette fausseté. On se plaint de ce qu'a coûté l'Abitibi. Mais que l'on considère donc ce qu'il en a coûté au pays pour coloniser les provinces de l'Ouest.

Non, ce n'est pas l'Abitibi qui ruine la province de Québec; l'Abitibi avec ses mines d'or et son agriculture en progrès! Ce n'est pas non plus la colonisation. Ce qui ruine actuellement la province de Québec et tout le Canada, c'est le fait que le gouvernement fédéral nous endette à un rythme de \$100,000,000 à \$200,000,000 par an. Il ruine les grandes provinces de l'Est pour développer et aider l'Ouest, y bâtir et organiser des chemins de fer, payer des bonis aux producteurs de blé, leur canaliser le Saint-Laurent et que sais-je encore, comme le dénonçait avec raison notre premier ministre, dans son discours de Knowlton.

On trouve que la colonisation coûte cher dans la province de Québec, lorsque nous disons qu'il en coûte environ \$1,000 ou \$1,200 pour enraciner une de nos familles sur une terre neuve. Mais que l'on calcule donc ce que cela a coûté pour coloniser nos provinces de l'Ouest, ce que cela a coûté en construction de chemins de fer, en frais d'immigration, en travaux de voirie, etc. Je n'hésite pas à prétendre que la colonisation ne coûte pas plus cher dans Québec que dans l'Ouest ou dans les autres provinces.

Le grand congrès de colonisation tenu à Montréal, le printemps dernier, m'a fait l'honneur d'endosser et d'approuver mon projet de créer un plan d'ensemble pour la colonisation et d'établir deux ou trois mille colons par an. Qu'on me permette de revenir là-dessus. Voici d'abord la résolution adoptée par le congrès:

"Considérant que la crise actuelle a aggravé et rendu plus urgent le problème de l'établissement des jeunes générations, aussi bien des campagnes que des villes, et que le retour au sol s'affirme comme le grand, sinon l'unique moyen de le résoudre d'une façon définitive, le congrès émet le vœu qu'une politique intense de colonisation, appuyée sur un plan général et permanent, tel que proposé par le député de l'Abitibi dans son rapport au congrès, soit adoptée et mise immédiatement à exécution".

Le rapport qui a reçu une telle approbation disait en substance: "On devrait d'abord tracer un programme de colonisation pour une période assez longue, soustraire cette œuvre primordiale aux aléas du budget annuel. Puisque nous avons dans la province 10,000,000 d'acres de terres neuves de première qualité, pourquoi ne pas en entreprendre la mise en valeur avec régularité, dans une période donnée? Il ne doit pas être trop ambitieux de vouloir établir chaque année 2,000 à 3,000 colons. À ce taux-là, il faudrait environ 40 ans pour compléter l'occupation de notre territoire agricole. Mais il faut y mettre le prix: une dépense annuelle de \$3,000,000 pour établir 3,000 familles par année".

Il faudrait sans doute admettre qu'une partie des dépenses de colonisation doivent être chargées au compte du capital et payées au moyen d'emprunts, ou bien obtenir le concours du gouvernement fédéral dans une proportion d'au moins 50 %, ou même recourir à ces deux expédients à la fois. Le gouvernement va encore être obligé d'emprunter. Qu'il emploie donc une certaine partie de ses emprunts à la colonisation. Ce sera la répétition de la politique de Sir Lomer Gouin; ce sera la répétition de ce qu'on a fait pour la voirie.

Dans le dernier quart de siècle, le gouvernement de Québec a dépensé \$100,000,000, dont il a emprunté une partie, pour doter la province d'un excellent système de voirie. Il a bien fait, très bien fait. Nous avons 10,000,000 d'acres de bonne terre vierge. En 30 ou 40 ans, on pourrait établir 100,000 familles de colons sur ce territoire. Si l'on accepte cette idée, la province de Québec, lorsque l'on célébrera le 100<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération en 1967, fera encore bonne figure auprès de ses sœurs et du dominion, avec une population de 5,000,000 à 6,000,000 d'habitants.

Malgré la crise financière, que dis-je, à cause de la crise générale, nous devons faire plus de colonisation que jamais. L'opinion publique est unanime là-dessus. J'espère donc que le trésorier de la province (l'honorable M. Stockwell) supplémentera le budget insuffisant de colonisation qu'il nous a annoncé pour 1933-1934 par des budgets spéciaux qui permettront de continuer à donner à l'activité colonisatrice une ampleur proportionnée au besoin d'expansion de notre population rurale, qui permettront, en d'autres termes, de placer les fils des habitants sur les terres canadiennes.

(Applaudissements à droite)

Les esprits les plus clairvoyants ne parlent pas autrement. Lucien Romier, dans une de ses conférences, disait l'autisme dernier: "Quand il y a surpopulation, les pauvres gens n'ont aucun moyen de résoudre ce problème, et même ceux qui voudraient émigrer et travailler mourront de faim si on ne les aide". Je suis d'avis qu'une des grandes tâches du capitalisme, aujourd'hui, devrait être de mettre en valeur et de peupler les pays riches qui sont déserts. Mais pour peupler un pays, il ne suffit pas d'y jeter des gens qui n'ont rien pour se tirer d'affaires: il faut une organisation. C'est ce que le gouvernement a heureusement entrepris dans notre province. Je le prie de continuer et de persévérer jusqu'au plein succès, qui est assuré, si l'on procède avec méthode, en profitant de l'expérience acquise dans les étapes précédentes.



Pendant ce temps-là, la crise durera encore quelque temps. Le chancelier d'Angleterre, M. Neville Chamberlain, avouait la semaine dernière qu'il n'y a pas de perspective d'ici 10 ans d'un retour à l'activité de 1928-1929. Il y a encore moins de possibilité d'un retour aux prix gonflés de 1928-1929 pour les matières premières, à moins d'une entente mondiale qui fixe des prix artificiels, ou à moins d'une autre catastrophe comme la grande guerre, qui entrave la production universelle.

Pour peu que l'on réfléchisse, ces conclusions s'imposent. Il nous faut donc réajuster nos points de vue, faire une révision de nos valeurs, rétablir l'équilibre. L'état de choses actuel se rapproche d'ailleurs beaucoup plus de la normale que celui de l'inflation ou de la période de guerre. Puisqu'il est impossible de faire remonter les prix du blé, des grains, des viandes, des produits laitiers, des produits des mines, des forêts et de la mer, établissons l'équilibre en abaissant les prix des autres produits et des services nécessaires à la vie. Il devient injuste, antisocial, de maintenir les hauts salaires dans ces temps d'inflation, les taux élevés d'intérêt de l'argent, les bénéfices excessifs de certains commerces et des industries protégées.

La santé, c'est l'équilibre des forces. Il n'est pas indispensable d'être fort pour être en santé: il suffit que ses forces et le fonctionnement de ses organes soient équilibrés. De même, la prospérité, qui est la santé économique, résulte de l'équilibre des richesses et des revenus des différents membres du corps social. Quand nos cultivateurs vendent leur viande 5 ¢ la livre, leur blé 30 ¢ le boisseau, quand les forestiers vendent leur bois à des prix qui leur donnent \$1 par jour de salaire, quand le cuivre, le zinc, le plomb, les métaux de base se vendent 2 ¢ à 5 ¢ la livre, quand les pêcheurs donnent leur poisson pratiquement pour rien, il n'y a pas à hésiter; il faut venir à leur secours, diminuer le coût de la vie pour eux, comme ils l'ont diminué pour les autres. Il faut diminuer les taxes, les taux d'intérêt de l'argent, liquider certaines dettes, abaisser certains salaires, certains loyers, couper les protections et privilèges excessifs. Quand l'équilibre entre le prix des produits et des services sera rétabli, ce sera une nouvelle ère de prospérité.

Il vaut mieux d'ailleurs que l'équilibre s'établisse au niveau de la baisse qu'à celui de la hausse, car cela permettra à notre pays de produire à bon marché et de garder son rang de grand pays exportateur. Qu'importe à chacun de nous que nous ayons \$1.00 demain, au lieu de \$2.00 que nous avions en 1928, si avec notre dollar nous pouvons acheter autant qu'avec \$2.00 en 1928? Nous serions aussi riches en réalité.

Il faut la coopération des grands pouvoirs. Il faut partout une politique courageuse et franchement orientée vers la collaboration internationale et la coordination des efforts, comme le demande le comité économique de la Société des Nations. Il faudra en venir à une plus large mesure d'économie dirigée. C'est d'ailleurs des enseignements de l'admirable encyclique *Quadragesimo Anno*, à laquelle je me permets moi aussi de référer, ne serait-ce que pour établir que le député de Hull (M. Guertin) n'en a pas le monopole.

Il y a péril en la demeure. Il faut agir. J'espère que la prochaine conférence interprovinciale d'Ottawa donnera plus de résultats que la dernière. L'opinion publique l'exigera bientôt impérieusement. À ce sujet, que l'on me permette de citer, à titre documentaire, des extraits d'une conférence récente de M. Cromie, l'éditeur du *Vancouver Sun*.

"Le système capitaliste au Canada, déclare-t-il, émondé des taux d'intérêt élevés et de la surcapitalisation, est parfaitement capable de remplir son rôle normal et d'assurer la distribution des énormes quantités de marchandises et denrées qu'on obtient avec les moyens de production actuels. Les gens du Canada peuvent bien, dit-il, rire de l'Inde, qui nourrit 12,000,000 de vaches et de singes sacrés, tandis que des millions d'Hindous souffrent de la faim, mais, dans quelques années, les Canadiens riront de la dépression actuelle et de notre scrupule à toucher aux taux d'intérêt élevés, comme si c'étaient des vaches sacrées.

"Des millions de Canadiens et d'Américains sont aujourd'hui plongés dans la misère ou la pénurie, parce que les gouvernements se ruinent à payer des taux d'intérêt insupportablement élevés pour maintenir en existence d'énormes dettes ou une surcapitalisation qui devraient être réduites à la moitié ou au quart. Qu'on donne au capitalisme un "fighting chance", continua M. Cromie; qu'on l'amende et qu'on le fasse correspondre aux besoins actuels avant qu'il ne soit trop tard. Le problème des intérêts et des dettes ne devrait pas être abandonné à la dérive. Trois longues années de marasmes ont créé dans le public une obsession pour l'action, et c'est juste. Le peuple exige qu'on agisse; il veut du sens commun et un rajustement économique. Que ce soit plus ou moins orthodoxe, mais qu'on agisse, qu'on agisse..."

Je veux finir par un souhait à votre adresse, M. le trésorier. Comme vous le savez, j'ai été élevé non loin de votre comté, et il m'est arrivé souvent, aux jours de mon enfance, de voir les orages, venus de directions diverses, se briser sur le sommet des

montagnes de Brome, et les nuages disparaître derrière leurs lignes azurées. Je souhaite que la fée de vos montagnes vous ait donné, comme cadeau d'avènement au ministère, ce pouvoir de dissiper les tempêtes, les tempêtes économiques bien entendu, afin que vous fussiez bientôt surgir à l'horizon de la veille capitale la barre claire, "the silver lining", de la prospérité nouvelle.

**M. Guertin (Hull):** Je n'ai pas voulu laisser passer le débat sur le budget, sans apporter à la discussion mes humbles idées et mes critiques constructives.

Le député ne peut s'empêcher de parler de révolte au sein du Parti libéral. L'homme qui mérite le plus de félicitations en cette Chambre, c'est le trésorier provincial qui a fait de si louables efforts dans la présentation de son budget. Mais le budget a causé un grand désappointement général. Comme le discours du trône de 1932 prédisait un nouveau surplus, on s'attendait que l'année fiscale se terminerait avec une balance en caisse. Quand le trésorier annonça son léger déficit, ce fut décourageant...

Pour l'année dernière, le gouvernement admet un déficit. Si Price Waterhouse & Cie, les vérificateurs, n'avaient pas été près du bureau du trésorier, le gouvernement aurait peut-être prétendu avoir encore un surplus. Les vérificateurs en sont venus aux conclusions que nous tirions annuellement depuis des années: comptabilité mal tenue, sommes attribuées à d'autres emplois que ceux autorisés par la loi, aucun compte des recettes recevables et des comptes payables.

Le rapport des vérificateurs, que nous n'avons eu que cette année, justifie les critiques de l'opposition dans le passé, critiques que l'on accusait de défaitisme et de dénigrement pour la belle province de Québec. Je le disais l'an dernier, le gouvernement ne tenant pas compte des comptes payables et recevables, les citoyens de cette province ne peuvent pas savoir l'état des finances de la province. Les dettes doivent être payées avant que l'administration ne parle de surplus.

Le gouvernement de la province voisine fait beaucoup pour ses cultivateurs. Mais l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a affirmé récemment que le gouvernement de l'Ontario prêtait de l'argent pour les travaux de drainage, mais ne donnait aucun octroi. Ontario prête de l'argent alors que Québec le donne, disait-il. Je qualifierai cette prétention de nos adversaires de *bluff*, comme on le dit aux États-Unis. Nous pouvons appeler ceci du libéralisme. J'ai consulté les *Comptes publics* de

l'Ontario et j'ai vu que, l'an dernier, la province voisine a payé \$170,600<sup>3</sup> en octrois pour le drainage et prêté \$298,000.

On a parlé de grandes éclipses<sup>4</sup> qui se sont produites l'an dernier. Mais on ne les a pas mentionnées toutes. Alors que le retrait de M. Houde pourrait n'être que temporaire et son retour en politique très possible, des éclipses d'un aspect plus permanent sont survenues pendant l'année. Il y en a eu une que je dois mentionner, c'est celle du projet du secrétaire provincial pour créer des commissions scolaires de comtés, en vue d'abolir les commissions scolaires de paroisses.

Ce projet devait empêcher la fermeture des écoles, comme celles qu'on a vues l'an dernier. Mais il a été éclipsé, pour le moment du moins, grâce à l'intervention du Conseil de l'instruction publique, sans doute. Ensuite, il y a eu la fermeture de 197 écoles primaires, en raison de la négligence du gouvernement envers les municipalités scolaires. J'espère que les 197 écoles fermées à l'automne ont été rouvertes. Mais le fait demeure que les municipalités scolaires sont toujours dans une situation financière critique, suite à l'omission de la part du gouvernement de verser leurs octrois.

Mais l'éclipse la plus sensationnelle de l'année fut celle des surplus accumulés du gouvernement dont on entendit tellement parler ces dernières 35 années. La dépression a obligé le gouvernement à admettre que ces fameux surplus étaient fictifs.

Au sujet des secours directs, le gouvernement a mal interprété la loi fédérale. Il a le devoir de payer le loyer des chômeurs et de leur procurer un abri, d'après la loi fédérale des secours. Le gouvernement a pris beaucoup de temps à comprendre la différence entre le mot "shelter" et le mot "abri". En fait, le problème concernait l'interprétation à donner du mot "shelter", et un an s'est écoulé avant que le département en charge du secours direct aux chômeurs ne découvre qu'après tout, le mot "shelter" peut vouloir dire "loyer". Mais je suis heureux de remarquer qu'au moins le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) a consenti à traduire la loi fédérale sur le chômage, afin que l'on admette que les chômeurs doivent être protégés. Pendant longtemps, le gouvernement a refusé d'admettre que c'était le cas, et on ne l'a admis que dans le rapport annuel du département.

Mais le gouvernement fut constant dans ses politiques de chômage. Il a cependant refusé de payer les loyers des indigents à Montréal et ailleurs. Il a déclaré qu'il ne les paierait que dans les cas d'absolue nécessité. Le gouvernement est-il sincère?

Veut-il aider les chômeurs? Puisque le gouvernement ne répond pas aux demandes des municipalités, il n'est pas sincère. D'autre part, il permet que Chicoutimi paie les loyers de ses chômeurs jusqu'à concurrence de \$10 par mois, et le gouvernement provincial en rembourse un tiers. Est-ce un traitement de faveur pour Chicoutimi? Pourquoi les chômeurs de Hull et de Montréal n'auraient-ils pas les mêmes avantages? Le malheur des propriétaires à Hull est très sérieux. Ils courent le danger de perdre leurs maisons ainsi que leurs modestes épargnes. Des petits propriétaires, pour qui la vie a été consacrée à l'achat ou à la construction de propriétés pour eux-mêmes, font face à l'éviction, parce qu'ils sont incapables de payer leurs taxes.

Les petits propriétaires sont sur le point de perdre leurs propriétés, d'aller à la rue parce que leurs locataires ne paient plus, conséquence de l'attitude du gouvernement. Ils n'ont pas de revenus satisfaisants pour payer leurs taxes. Ils devraient être traités de la même manière que les chômeurs ordinaires. Il faut agir pour sauver du désastre notre populeuse classe moyenne, qui est à la base de notre civilisation. Les frais encourus de ce chef devraient être partagés également entre les gouvernements fédéral et provincial et les municipalités, tout comme l'on fait présentement au sujet des autres secours directs, aux chômeurs.

J'espère que le gouvernement va se décider. Il a gagné une année à ne pas payer les loyers. Les gouvernements des autres provinces paient les loyers. Je suggère que, dans la nouvelle loi, on fasse comme dans les autres provinces et que l'on permette d'attribuer des secours à cette fin, afin que le petit propriétaire soit payé de son logement et puisse vivre sans être forcé de vendre ses propriétés.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** L'honorable député de Hull affirme-t-il que, dans les autres provinces, les gouvernements autorisent les municipalités à payer du loyer et que les gouvernements paient leur part de loyers?

**M. Guertin (Hull):** Il peut y avoir des exceptions, mais elles paient, à l'exception de une ou deux. Il y a des municipalités qui paient une partie des loyers même chez nous.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** L'honorable député veut-il que les municipalités ainsi que les autorités provinciale et fédérale paient les loyers des petits propriétaires qui louent leurs logements à des chômeurs?

**M. Guertin (Hull):** Évidemment! Dans le cas des chômeurs. Comme cela se fait ailleurs. Je ne veux pas que le ministre joue avec les mots. Je dis que les autres provinces autorisent les municipalités à payer les loyers, et cet argent vient des secours directs, divisés de trois façons. Je souhaite que lorsque le ministre déposera sa loi sur le chômage cette session-ci, il clarifiera la question. C'est une question d'urgence et le gouvernement devrait comprendre qu'il doit les protéger de l'éviction.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je croyais que le gouvernement, d'après vous, devrait payer le loyer du chômeur pour secourir le propriétaire! Si je comprends l'argument du député, il veut protéger les propriétaires et il n'est pas question des chômeurs. Êtes-vous d'avis que l'on devrait payer du loyer à même les secours directs?

**M. Guertin (Hull):** Oui! Je demande au gouvernement de dire une fois pour toutes s'il consent à payer du loyer avec l'argent des secours directs. L'été dernier, un ministre a affirmé qu'au moins une partie des loyers peut être payée par les municipalités à partir des secours directs; dans le cas du chômeur qui n'a aucun revenu, afin que le propriétaire qui paie de lourdes taxes ne soit pas privé complètement de son revenu. On aiderait à payer le propriétaire en payant le loyer du chômeur. Si le propriétaire protège une famille de la charité, est-ce que le gouvernement veut tirer avantage de cette gentillesse? Est-ce que le gouvernement veut attendre jusqu'au moment où le propriétaire envoie la famille dans la rue?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Prétendez-vous que les gouvernements devraient payer tout le loyer ou une partie seulement?

**M. Guertin (Hull):** C'est un détail. Si l'honorable premier ministre veut m'inviter à une séance du Cabinet, je lui ferai des suggestions sur les détails. Je pourrai ainsi entrer dans les détails et exposer mes vues.

Je crois qu'un système comme celui que vous avez autorisé exceptionnellement à Chicoutimi donnerait satisfaction. Cela voudrait dire que les propriétaires en auraient assez pour payer les taxes, les assurances et l'entretien.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Si vous comptez sur cette invitation, vous n'y assisterez jamais.

**M. Guertin (Hull):** Cela importe peu. Que l'on fasse comme à Chicoutimi! Pendant ce temps, les municipalités sont placées dans un état de quasi faillite par la politique gouvernementale des dernières années, qui consiste à leur enlever la majeure partie de leurs revenus. Les événements ont démontré l'argument de l'opposition en ce sens. Bien que le gouvernement soit intervenu pour empêcher le désastre, ce fut trop tard. La Commission municipale de Québec a été formée pour prendre en charge des responsabilités qui auraient dû rester entre les mains de l'administration gouvernementale. Et quel fut le résultat jusqu'à maintenant?

Selon les relevés officiels, 35 municipalités ont déjà été placées sous la tutelle de la Commission, qui a fait du bon travail, mais qui n'a pas reçu l'aide du gouvernement. Même à cette étape de la session, il n'y a aucun signe d'une législation remède en faveur des municipalités. Plusieurs municipalités attendent encore le paiement de la part du gouvernement, pendant que celui-ci répond aux demandes en rétorquant que c'est la faute d'Ottawa si les argentés ne sont pas payés plus rapidement.

Le premier ministre a exprimé différentes opinions exprimées sur la question de l'aide aux chômeurs, depuis l'époque où il faisait campagne pour sa réélection en 1931 jusqu'à ce jour. Au début, l'opinion du premier ministre était que la province n'avait pas besoin de l'aide d'Ottawa pour prendre soin de ses chômeurs. Plus tard, il a reproché à Ottawa ce qu'il appela son manque de coopération avec la province, et aujourd'hui, si quoi que ce soit d'embarrassant se produit, le premier ministre affirme que rien ne peut être fait sans le consentement d'Ottawa.

L'honorable premier ministre a été bien incompris depuis un an: grand incompris de la Conférence impériale, l'été dernier, de l'assemblée de Portneuf où les journaux lui ont attribué des paroles qu'il a dû ravalier, etc. Il a été incompris parce qu'il a changé d'idée sur les secours directs. Il a été incompris en disant que la Conférence impériale n'avait pas donné de résultats. Le gouvernement de Québec s'est contenté d'envoyer des employés et deux mémorandums à la Conférence, et celle-ci était à peine terminée que le premier ministre disait que Québec n'en avait rien retiré.

Ce qui nous frappe dans l'exposé du budget, c'est que le gouvernement que l'on croyait riche est devenu subitement pauvre. Il était en tête de la Confédération et, pendant 35 ans, il a accumulé les surplus. Mais aussitôt la dépression installée, nous entendons crier à la ruine et nous devons couper les

dépenses. Il faut réduire les dépenses, dit-on. Le gouvernement fut obligé de couper sévèrement dans le budget de chaque département, mettant en danger des services aussi essentiels que la colonisation, l'agriculture et la santé publique.

Le premier ministre avait promis, il y a deux ans, de placer tous les chômeurs sur des terres. L'an dernier, il a réduit le budget de la colonisation et il le réduit de nouveau cette année de \$500,000. Le gouvernement a tort de réduire les crédits de la colonisation puisque l'on considère la colonisation comme palliatif et même remède au chômage. Le député de l'Abitibi (M. Authier) vient de proclamer une fois de plus que le grand remède à la crise, c'est le retour à la terre. Au lieu d'intensifier ce mouvement, on veut le diminuer en lui coupant les vivres. Pour l'agriculture, on réduit le budget de \$800,000. Au ministère du Travail, on a réduit le budget de \$160,000. On ne lui laisse que \$135,000, et cela comprend l'octroi pour des appareils à incendie.

Le budget de l'instruction publique est également réduit. J'ai signalé le fait que, dans mon comté, une école a été fermée et 33 enfants ont été privés d'instruction. La réduction du budget ne fera pas ouvrir cette école et les 150 autres qui ont été fermées l'an dernier. Le budget de l'assistance publique est également réduit. J'ai déclaré cependant, l'an dernier, que la province voisine, l'Ontario, dépense \$20,000,000 de plus que Québec pour l'assistance publique. Québec a vu le \$1,000,000 de la Commission des liqueurs disparaître de son budget.

Ce n'est pas tout. Le gouvernement ne se presse pas de payer ses dettes. Les marchands attendent des mois pour être payés de leurs pitons. Dans Hull, ce régime de pitons a causé l'embarras financier de plusieurs marchands. Il faut qu'un gouvernement soit pauvre pour ne pas mieux honorer ses dettes, comme il faut qu'il soit presque mendiant pour aller espionner les cultivateurs, découvrir des automobiles dans les granges et les obliger à prendre des licences, quand ils avaient cru sage de ne pas utiliser leurs machines pour ne pas s'endetter. Le député va jusqu'à parler de l'Agence Bourgeois qui a fait faillite après une publicité si active et si grassement rémunérée durant les élections.

L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) nous a annoncé que, par économie, on ne construirait plus de routes et que l'on se contenterait de faire de l'entretien. Tout cela pour réduire les dépenses, quand les élections sont finies. Le gouvernement s'est servi de la police provinciale pour augmenter ses revenus. Il a fait faire des saisies chez nous, à Hull, pour voir s'il n'y avait

pas des machines de jeux dans les restaurants auxquels on aurait fait payer l'amende. On n'en a pas trouvée une seule! Est-ce que la police municipale ne pourrait pas faire son travail elle-même?

L'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) a prononcé quelques bons discours très sympathiques à l'ouvrier et il faut le féliciter. Mais certaines de ses visites ont coûté cher. À Hull, les organisateurs ont annoncé que la soirée était pour les pauvres. Les recettes ont été de \$2,700 et on a versé \$30 à une société de bienfaisance. L'honorable ministre de la Voirie a fait un voyage triomphal à Hull, il n'y a pas longtemps, et ça n'a pas coûté si cher que cela. Je pourrais peut-être reprocher au ministre du Travail de n'avoir pas rendu visite au député du comté. (Rires)

Ce dont je le félicite, c'est d'exprimer dans ses discours ce que pensent les ouvriers de cette province. Je ne sais pas si le ministère du Travail copie ses discours sur le député de Hull ou si c'est ce dernier qui copie, mais tous deux ont les mêmes idées. Je partage l'opinion du ministre du Travail en ce qui concerne les salaires des ouvriers<sup>5</sup>: en temps de crise, il faut réduire les gros salaires, mais respecter les salaires tout juste suffisants. Il y a loin de la coupe aux lèvres cependant. Je trouve regrettable que le ministre ait été incapable d'obtenir le soutien nécessaire de la part de ses collègues du Cabinet.

Pendant que le ministre du Travail parlait des salaires à Hull, le gouvernement passait un ordre en conseil réduisant les droits de coupe, à condition que les ouvriers aient des indemnités raisonnables. Quels sont ces salaires raisonnables? J'approuve l'opinion du ministre du Travail. Mais je rappelle à l'attention du ministre du Travail que chez nous, dans les chantiers de mon comté, les compagnies de bois ont payé des salaires de 10 ¢ à \$6 par mois, alors qu'elles avaient obtenu des réductions de droit de coupe avec promesse de payer des salaires convenables! Je demande au ministre du Travail de faire enquête sur cette situation. D'autres compagnies ne respectent pas l'échelle des salaires raisonnables. S'il est vrai que de pareils salaires sont payés dans ma région, que les compagnies ne bénéficient pas de la réduction des droits de coupe!

Je veux relever un autre fait semblable. Dans le comté de Kamouraska, le député (M. Gagnon) écrivait que, pour les travaux de voirie, on payait \$1.25 pour une journée de 10 heures de travail et 17 ¢ pour une heure de travail. Il ajoutait: "Il n'y a du travail que pour les rouges. Que les bleus demandent du travail à leur gouvernement". Dans le même

comté, l'agriculture a payé 35 ¢ de l'heure pour des hommes de métier dans la construction de l'école de Sainte-Martine.

**M. Lemieux (Wolfe):** Leur gouvernement a assez promis de leur donner du travail.

**M. Guertin (Hull):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) parle tellement comme nous que nous devrions lui demander de venir siéger à gauche avec nous. Dans son discours de Hull, que j'applaudis sans ironie, il a dénoncé la centralisation industrielle. J'approuve encore la condamnation de la centralisation industrielle que faisait le ministre du Travail. Mais si je remonte à deux sessions en arrière, je rencontre une déclaration bien différente dans la bouche du premier ministre qui disait en comité des bills privés: "Je préfère les grands pouvoirs d'eau entre les mains de grosses compagnies que de petits pouvoirs entre les mains de petites compagnies".

Le ministre du Travail fait bien de dénoncer la politique de son chef, politique qui d'ailleurs nous a conduit à la faillite de l'industrie du papier et de la pulpe. C'est à cause de cela que nous avons la surproduction dans l'industrie de la pulpe et du papier. C'est l'opinion de l'ancien chef de l'opposition, M. Sauvé, et nous avons toujours dénoncé la centralisation et la surproduction industrielle, de ce côté-ci de la Chambre. Dans son discours, le ministre du Travail a vanté la loi des accidents du travail de la province de Québec passée en 1929<sup>6</sup> comme étant la meilleure du monde.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je suis obligé de corriger l'honorable député de Hull. J'ai parlé de la loi de 1931!

**M. Guertin (Hull):** J'accepte la déclaration de l'honorable ministre. À Hull, le ministre du Travail était accompagné du sous-ministre du Travail (M. Gérard Tremblay), qui a parlé lui aussi. Je suis surpris qu'il ait affirmé que la province de Québec a le meilleur gouvernement du pays, et même du monde.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Tout le monde le dit.

**M. Guertin (Hull):** *The Gazette* a attaqué le ministre du Travail et affirmé qu'il ne devrait pas y avoir de place dans le Cabinet pour un ouvrier, mais pour un membre des professions libérales, pour défendre les ouvriers.

J'affirme que tous les ouvriers de Québec se tiennent debout derrière l'honorable ministre du Travail pour l'aider. Je comprends que le ministre soit devenu nerveux suite à cette attaque de la part de l'organe de la haute finance, mais il verra qu'il a des amis. Si l'honorable ministre est attaqué par les siens pour les idées qu'il prêche et qui sont les nôtres, nous le défendrons!

Cependant, je ne puis approuver le ministre du Travail quand il a dit que c'est la faute du gouvernement fédéral si nous avons du chômage, et quand il a dit récemment qu'il n'était pas de son devoir de trouver des emplois aux chômeurs, que c'est la tâche du gouvernement fédéral, et que celui-ci a aggravé la situation en étouffant le commerce avec des tarifs élevés. L'industrie du papier est aux portes de la banqueroute. Est-ce la faute du gouvernement fédéral?

Le député de Hull reproche au gouvernement de n'avoir pas construit un nouveau palais de justice à Hull.

En terminant, j'attire l'attention de la Chambre sur une résolution adoptée par l'Union catholique des cultivateurs, au sujet de notre système de taxation, qui est injuste et mauvais pour notre classe moyenne. La classe moyenne qui supporte le gros des taxes à l'heure actuelle, est épuisée parce qu'elle ne retire rien de ses loyers. La propriété foncière est trop taxée puisqu'elle entretient elle-même nos nécessiteux dans une proportion d'un tiers, et cela ruine le petit propriétaire. Il faut une réforme pour éviter la faillite de nos petits propriétaires, de nos petits bourgeois: il faut que le gouvernement protège de préférence la classe moyenne que la crise affecte tout particulièrement.

Je voudrais dire un mot sur la surcapitalisation. Je connais une compagnie qui a payé un pouvoir d'eau \$409,000 et l'a revendu à une de ses subsidiaires au prix de \$13,725,000<sup>7</sup>, réalisant un bénéfice de \$13,500,000 et gardant son pouvoir, puisque la Gatineau Power est sa filiale. Je ne sais si cela intéresse l'honorable premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Quelle compagnie?

**M. Guertin (Hull):** L'International Paper.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Quel pouvoir d'eau?

**M. Guertin (Hull):** Pagan Falls. Si le premier ministre veut des détails, je puis lui en donner.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Tout ce que l'honorable député dit m'intéresse!

**M. Guertin (Hull):** Je vais profiter de cette amabilité.

En 1926, l'International Paper Co. acheta la compagnie Hull Electric Co., qui consistait en trois entreprises différentes, savoir: l'exploitation d'un système de tramways, l'exploitation d'un système d'éclairage électrique et la propriété de la chute Pagan, susceptible de développer 272,000 chevaux-vapeur d'énergie électrique. L'International Paper procéda immédiatement à la division de ces trois propriétés. Elle versa à la Cie Hull Electric, pour le transport de la propriété Pagan, la somme de \$409,000 et organisa la Cie Gatineau Power à laquelle elle remit cette merveilleuse chute.

Dans le prospectus de cette dernière compagnie émis au mois de juin la même année, pour flotter un emprunt de \$25,000,000 de First Mortgage Gold Bonds, il était dit, dans une lettre de M. Graustein, que la compagnie Gatineau Power avait un capital de \$25,000,000 de parts de priorité et 500,000 parts communes sans valeur au pair, le tout, la propriété de l'International Paper. À ce moment, malgré les prétentions dudit prospectus, la construction actuelle du barrage n'était pas commencée, à l'exception peut-être des travaux d'ingénieurs. Dans un second prospectus, pour le flottage de \$8,500,000 de First Mortgage Gold Bonds, mis en circulation au mois de mars 1931, le même stock apparaît de nouveau, soit \$25,000,000 en parts privilégiées, pendant que les parts communes ont été converties en une valeur au pair de \$100 et pour un total de \$2,500,000. À cette date, toujours d'après le prospectus, la dette fondée de la compagnie était d'au-delà de \$42,000,000.

J'en conclus que le \$27,000,000 de stock détenu entièrement par l'International Paper ou sa subsidiaire, la Canadian Hydro-Électric Co., a été émis en retour des pouvoirs d'eau transportés à la Gatineau Power Co. par ladite International Paper. Quels sont ces pouvoirs d'eau? Je réponds par un article du *Financial Post* de Toronto, en date du 10 décembre dernier, article écrit pour faire disparaître les doutes quant à l'habileté de la compagnie à rencontrer ses obligations: l'auteur de l'article prétend que ses informations sont officielles, et après une longue justification de toute la finance de la compagnie, il termine en déclarant que les \$25,000,000 de parts privilégiées ont été émises en retour du transport des propriétés suivantes par l'International Paper Co.:

Chelsea.....	136,000 h.p.
Farmer's Rapids.....	96,000 h.p.
Paugan.....	272,000 h.p.
Kipewa.....	<u>24,000 h.p.</u>
Total:.....	528,000 h.p.

L'article ajoute: Au moment où le transfert s'est accompli, non seulement les plans finaux pour le développement de l'ensemble du projet de la rivière Gatineau étaient terminés, mais des contrats pour la vente de ces pouvoirs ont été conclus. Comme on le voit, officiellement, on ne prétend pas avoir dépensé quoi que ce soit pour la construction des barrages à même ce stock.

Or, si la compagnie s'est fait donner \$27,500,000 de stock pour le transport de 528,000 h.p., dont 272,000 de la chute Paugan, il s'ensuit que ce dernier pouvoir d'eau représentant les 17/33, ou en chiffres ronds la moitié du pourcentage, en chevaux-vapeur, du montant total transporté, la moitié du stock de \$27,500,000 a donc été payée pour Paugan Falls, qui n'a coûté à l'International Paper que \$409,000, ce dernier chiffre ayant été extrait des livres de la Hull Électric lors d'un relevé fait par les vérificateurs de la cité de Hull. Je demande une enquête sur les tarifs d'électricité qui montrera que les consommateurs de Québec ont été surfacturés comparativement aux consommateurs d'Ontario.

M. l'Orateur, je reprends mon siège en disant à la suite du député de l'Abitibi, à nos gouvernants, d'Ottawa et de Québec: "Agissez, agissez! Faites quelque chose afin d'en arriver à une solution". (Applaudissements à gauche)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 45

#### Pont de Métis

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 107 concernant le pont de Métis.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

La Chambre reprend le débat sur la motion en discussion à 6 heures, ce jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**M. Drouin (Québec-Est):** M. l'Orateur, j'ai écouté les discours depuis le commencement du débat et je suis frappé de la magnitude<sup>8</sup> et de l'ampleur des problèmes qui nous confrontent et qui ont été discutés. Aux yeux d'un grand nombre, certaines institutions financières ou sociales semblent de droit divin, sacro-saintes, intangibles, inamovibles, éternelles. Peu osent dire ouvertement ce qu'ils en pensent de peur de passer pour socialistes, révolutionnaires, têtes chaudes et même bolchevistes.

J'appartiens à un parti dont une des raisons principales d'existence est la liberté de parole reconnue à tous. Je compte m'en servir. Je déclare tout d'abord que nous sommes heureux d'assurer librement et loyalement que le premier ministre peut compter sur la loyauté pleine et entière de tous ses députés libéraux et qu'il est le meilleur homme pour traverser la crise et résoudre ces problèmes.

(Applaudissements)

C'est l'opinion de toute la province et un grand nombre de conservateurs le reconnaissent.

Malgré les économistes qui nous prédisaient que la crise serait de courte durée, elle ne nous a pas encore laissés. Nous ne sommes pas encore à l'heure où nous pouvons chanter l'hymne américaine *Happy days are here again*, et ceux qui la chantent ont de la difficulté à en faire un refrain gai. C'est à mesure que la crise se prolonge que l'on voit de plus en plus clair. Nous visions à rétablir un ordre de chose faux. Nous voyons que nous sommes sur une fausse piste.

La crise actuelle est principalement due à la concentration du capital entre les mains d'un petit groupe de gens. Il faut que les gouvernements réduisent leurs dépenses pour nous donner une politique de reconstruction de nos finances. Le gouvernement économise et il réduit ses dépenses à ses revenus. C'est un bon moyen de préparer ses finances pour le règlement permanent du chômage et de la dépression. Le peuple pourra se compter heureux, s'il peut retrouver l'état qui existait avant la guerre.

Dans le programme actuel du gouvernement, il y a une mesure qui aiderait la reconstitution: le crédit agricole, tel que mentionné dans le discours du

trône, un système qui pourrait vraiment aider le cultivateur, ce que ne peut faire l'organisme fédéral. Et les cultivateurs réclament un crédit rural. Le prêt fédéral pourrait ne pas exister et personne ne s'en plaindrait. À preuve que les institutions de crédit présentes ne sont pas appropriées à la population rurale. J'ai confiance au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), aussi estimé dans les villes que dans les campagnes, pour régler ce point.

Ce qui nous manque, ce sont des établissements de crédit qui sont, actuellement, les banques, mais ne sont pas appropriées aux besoins du peuple à l'heure actuelle. Certains politiciens en ont fait de beaux éloges et on a fait remarquer à juste titre que plusieurs banques des États-Unis ont fait faillite depuis les débuts de la crise, tandis que les nôtres sont demeurées intactes. C'est un beau succès. Mais les banques ne sont pas instituées de droit divin. Comme maisons d'épargne, elles sont très bien, à peu près inattaquables.

Si on a le droit d'en faire des éloges, on a celui aussi de la faire passer au crible de nos jugements. Les jugements que l'on a faits de nos banques ne sont pas le sceau de leur perfection. Si notre système bancaire est bon, si on le louange même aux États-Unis, comme maisons de crédit, elles peuvent subir des réformes, des modifications. Je ne suis pas pour l'étatisation des banques, mais pour un contrôle plus serré de l'État. Nous ne voulons pas de nationalisation des banques; mais nous prétendons, une fois ceci dit, qu'il y a des réformes à leur faire accepter comme institutions de crédit en général, que le bien public l'exige, et que, pour cela, elles ne peuvent échapper à un certain contrôle de l'État, plus accentué que celui qui est à l'heure actuelle. Je demande aux banques de cesser d'affoler le commerce. Je dis ceci sous ma responsabilité.

Nous ne voulons pas la modification des banques, mais certaines réformes qui permettraient au commerce, à l'industrie, etc., un crédit plus facile, afin d'activer le retour vers la prospérité. Ce serait une bonne contribution au soulagement des difficultés actuelles. Toutes les classes de la société, quelles qu'elles soient, ont non seulement besoin, mais ont droit au crédit, du moment qu'elles sont capables de donner les garanties ordinaires.

Pouvez-vous me dire, messieurs, qu'est-ce que les banques ont fait pour la classe agricole? Elles ont aidé le commerçant et l'industriel, mais qu'ont-elles fait pour les classes ordinaires de la société, pour le petit commerçant? Jusqu'à maintenant, les banques ont fonctionné pour donner du crédit aux

commerçants et aux industriels. Là se sont limitées, jusqu'à un certain point, leurs activités et leurs largesses. Partant du principe que l'argent doit se faire vite, elles ont mesquiné leur crédit aux petits commerçants et aux petits industriels pour le donner aux grandes compagnies, aux grandes corporations et aux trusts.

Elles ont aidé la spéculation effrénée des dernières années avant le désastre. Elles ont prêté de l'argent aux grandes compagnies sachant, bien souvent, que ces mêmes compagnies n'avaient qu'un capital fictif ou mouillé. Elles ont laissé faire la division et la subdivision des parts de ces compagnies. Elles ont avancé de l'argent sachant que cet argent serait joué à la Bourse. Et aujourd'hui, après la catastrophe, le désastre, la crise, où en sont-elles rendues?

Elles ont perdu de l'argent avec ces gros intérêts financiers et elles en sont maintenant rendues au point de vue pratique à n'être plus que des banques d'épargne, jusqu'à un certain point. Banques d'escomptes d'après leur essence même, elles ne songent plus qu'à prêter pratiquement sur débentures. Elles ne font de l'escompte que par exception, sur obligation. Si j'étais à leur place, je remplacerais toutes leurs annonces et je mettrais l'écriteau suivant sur leurs établissements: "Banque d'épargne".

D'après leur constitution, elles ne sont plus des institutions de crédit profitables au peuple. Elles sont dans le pays comme autant de tours où l'argent du pays est entassé, attendant le supposé retour d'une prospérité, pendant que tout autour le peuple est dans la gêne et la misère. Il faut réformer nos banques, sinon elles ne valent rien pour le crédit dont nous avons besoin. Il faudrait amender la constitution des banques pour qu'elles deviennent profitables pour les classes moyennes. Cela relève du fédéral, mais je parle au point de vue du bénéfice de ma province, et voilà deux ans que cette mesure est remise à l'année suivante.

Un ancien gérant de banque, qui porte mon nom, a dirigé une banque à Saint-Roch où il a aidé les petits industriels, commerçants et artisans comme les grands. Il se plaisait à dire qu'il prêtait de l'argent du moment qu'un homme présentait des garanties morales. Il affirmait qu'il n'avait rien perdu avec les petits, mais que ses pertes, il les avait subies avec les gros. Cela prouve ma thèse. Qu'ont fait les banques pour les cultivateurs?

Les banques n'ont pas prévu la crise. Leurs directeurs n'ont pas eu cette prescience. Personne ne l'a eue. Les banques ont prêté de l'argent à ceux qui voulaient spéculer. On me dira: quelles réformes



suggérez-vous? Je crois que l'intérêt chargé par les banques, à 7 %, est trop élevé et paralyse le crédit. alors que le prix de tout a baissé. Il n'y a que la contrainte légale qui pourrait amener l'abaissement du taux. À une époque comme celle-ci, il est du suprême intérêt de l'État de contrôler le taux d'intérêt des banques.

Si l'État ne peut intervenir directement dans le moment, un organisme ne devrait-il pas être créé par lequel l'État pourrait contrôler, au moins indirectement, le cours des changes, le taux de l'intérêt des banques? Qu'on le veuille ou non, le Parti libéral auquel j'appartiens nous donnera cette réforme à Ottawa, quand il reviendra au pouvoir, et créera un organisme qui servira la population si les banques ne peuvent le faire. M. Beaudry Leman<sup>9</sup> disait dans une causerie: "Où allez-vous, *quo vadis*, législateur?" et il s'opposait à tout changement à la loi des banques et à l'intervention de l'État. À mon tour, je dis: "*Quo vadis*, banquier?" Que vous proposez-vous de faire pour le bien du pays, pour la classe agricole? Vous proposez-vous simplement d'entasser l'argent dans les banques et de l'y laisser dormir d'ici la fin de la crise? Vous tenez vos privilèges du peuple. Il ne faut pas que le crédit soit uniquement à la disposition des grandes entreprises, des grosses organisations, mais aussi pour les petits industriels.

Si vous n'avez pas de réformes à suggérer, nous en avons, nous. Vous avez des prérogatives, des privilèges qui vous sont octroyés par le peuple, et si vous voulez continuer à exercer ces privilèges, ces prérogatives, les législateurs vont vous imposer certaines conditions, et ces conditions, nous allons voir à ce que l'État ait le pouvoir de les mettre en force par un organisme approprié.

Votre système demande des réformes dans l'intérêt général. Étendez les limites de votre crédit; ne continuez pas à affoler le commerce et l'industrie en essayant de faire l'entrée de vos fonds par tous les moyens possibles, lorsqu'il n'y a pas de nécessité, pour les placer dans les débentures, mais acceptez de bonne grâce les réformes que l'État voudra vous imposer et, si vous voulez rendre service à vos concitoyens, acceptez l'idée que les banques ne devraient pas fonctionner uniquement pour les gros industriels et les gros commerçants, mais que votre crédit devrait être ouvert à tout homme, à quelque classe qu'il appartienne, pourvu qu'il présente les garanties morales et, je le répète, les garanties financières que vous exigez ordinairement.

Je félicite le gouvernement de la création d'un ministère du Travail de la Commission des accidents

de travail et d'une Commission des assurances sociales, qui, depuis deux ans, a tenu plus de 100 séances. Qui compose la Commission des assurances sociales? Un évêque, Mgr Courchesne, un économiste à réputation nationale, M. Édouard Montpetit, un sociologue averti, M. Gérard Tremblay, le Canon Scott de Québec, M. Georges Savoie, représentant des manufacturiers, le Dr Lessard et M. J. T. Foster, représentant des Unions internationales. On chercherait en vain avec la loupe un socialiste parmi eux, on n'en trouverait pas.

La création de la Commission des assurances sociales fut la contingente de l'établissement du département du Travail. Ces hommes ont étudié les différents problèmes sociaux de l'heure avec leur intelligence et leur cœur. Ils ont fait des rapports sur les différentes propositions qui étaient devant l'opinion publique depuis de nombreuses années. Aucun esprit de paternalisme ni de démagogie n'a présidé à leur travail. Ces rapports présentent la solution la plus plausible aux difficultés qui se dressent contre l'accomplissement de ces réformes.

La Commission a tenu au-delà de 100 séances dans les centres les plus importants de la province. Elle y a consacré deux ans et entendu au-delà de 180 témoins. Elle a étudié les problèmes suivants: assistance aux mères nécessiteuses, placement familial, mode d'adoption et placement des enfants adoptés, assistance aux familles nombreuses, assurances du vieil âge, assurance contre le chômage, assurance contre l'invalidité, hygiène industrielle, conditions sanitaires des établissements industriels et des travailleurs, maladies professionnelles, inspection médicale des ouvriers employés aux travaux dangereux, secours médicaux à l'atelier, éducation sanitaire de l'ouvrier.

Les problèmes principaux sont les allocations familiales, l'assurance-chômage et la pension de vieillards. La Commission croit que le temps n'est pas venu de donner les allocations familiales à Québec. Le projet, pour le moment, est inapplicable. Sur l'assurance chômage, elle en vient à la conclusion que, quoique cette matière tombe sous la juridiction provinciale, elle est d'une importance nationale. La province et le fédéral doivent s'entendre à ce sujet, et elle devra être contributoire.

Le rapport sur la pension de vieillesse n'a pas été unanime; c'est le seul où il y a une conclusion minoritaire. Tous les commissaires sont unanimes sur un point: la supériorité du régime contributoire sur la loi fédérale actuellement en vigueur. Tous, ils recommandent qu'une pression soit faite sur les autorités fédérales pour l'amener à modifier son

système en celui de contribution tripartite. Mais là s'arrête leur unanimité. La majorité recommande, vu la situation désavantageuse qui nous est faite du fait que nous contribuons à un système dont nous ne retirons aucun profit, la majorité recommande, dis-je, que la province accepte, lorsque ce sera possible, comme mesure temporaire et transitoire, la mise en vigueur de la loi fédérale.

La minorité, elle, conclut que le gouvernement fédéral verse à la province un montant proportionnel à ce qui nous serait payé sur sa loi, ce qui aiderait à l'inauguration d'un système d'assurance contributoire propre à la province. Comme on le voit, le champ couvert par cette Commission est vaste. Je demande au gouvernement de ma province d'étudier toutes ces questions et les conclusions des différents rapports, de leur donner suite et, s'il y a lieu, de les mettre en pratique dès que les finances le permettront.

**M. Guertin (Hull):** Très bien, très bien.

**M. Drouin (Québec-Est):** Mais, M. l'Orateur, on nous a dit que la province était menacée de perdre sa réputation d'être la plus saine en autant que les questions ayant trait au travail de l'ouvrier sont concernées. C'est *The Gazette* qui nous a dit cela, parce que le gouvernement de Québec a mis un ouvrier syndiqué à la tête du ministère du Travail (l'honorable M. Arcand) et un unioniste au poste de sous-ministre du Travail (M. Gérard Tremblay), et que tous deux ont des idées socialistes. Je considère cet article comme un des articles les plus réactionnaires, des plus sordides pour reprendre l'expression de M. Olivar Asselin<sup>10</sup>, qui aient été écrits et publiés au pays.

"Écoutez, M. le premier ministre, députés des villes comme des campagnes, on dit que vous avez gâché la réputation de votre province, que vous avez risqué de la rendre la moins saine, que vous avez attenté à sa santé parce que vous avez mis un ouvrier syndiqué à la tête du ministère du Travail.

"Écoutez Mgr Courchesne, Édouard Montpetit, Canon Scott, vos rapports de la Commission des assurances sociales sont entachés de socialisme". Je me demande comment ces deux hommes (MM. Arcand & Tremblay) pouvaient mettre en danger notre province au point de vue de ses lois ouvrières.

Le député profite de la circonstance pour faire l'éloge de ces deux officiers du nouveau ministère. Il décerne un autre témoignage de confiance à la suite de l'intérêt qu'ils ont su porter à la législation ouvrière et aux questions sociales.

*The Gazette* a un bon système d'information. Elle a un représentant au Parlement qui est le gentilhomme personnifié. Elle reflète la pensée de la haute finance. Je proteste contre cet article qui est une tentative d'intimidation. C'est un ultimatum, une mise en demeure pour que le gouvernement de Québec cesse notre législation sociale. Cet éditorial de *The Gazette* est dangereux et peut avoir de fâcheuses répercussions. Voilà comment j'interprète cet article. Eh bien! Cela dit, nous ne l'endurerons pas! Le Parti libéral a bâti cette province, a commencé à faire de la législation sociale, et il peut la diriger sans permettre à un petit groupe de financiers torys de l'arrêter. Cet article n'est pas dû à un incident de mauvaise humeur, mais il démasquait la pensée de ces puissantes organisations qui sont en arrière de ce journal.

La législation sociale, c'est le moyen pour une société de se purifier, de se sanctifier: c'est le moyen pour l'autorité de se pencher sur les misères humaines. Nous ne sommes pas des socialistes, mais nous voulons une meilleure répartition des biens de la terre, de la richesse dans le monde, sans pour cela vouloir niveler l'inégalité entre les classes, mais nous voulons faire du socialisme libéral, du socialisme comme celui prôné par le chef de la chrétienté. Dans sa dernière encyclique, *Quadragesimo Anno*, le Pape, le premier des humains, réclame une meilleure distribution de la richesse et condamne l'accaparement des biens par un petit groupe d'hommes.

Après la publication d'un tel document, ceux qui désirent une meilleure répartition des richesses n'ont pas peur d'être appelés socialistes. Nous ne voulons pas de bouleversements économiques et sociaux, mais nous ne voulons pas que les richesses soient entre les mains de quelques-uns. Nous ne voulons pas de compagnies au capital mouillé, trempé jusqu'aux os de ces débentures émises par des propriétés sans valeur. Nous désirons de meilleures institutions de crédit et un budget modifié pour répondre aux besoins actuels de la population. Je formule en terminant le vœu que, lorsque les finances de la province le permettent, le budget comporte les réformes qui sont conformes à nos aspirations.

**M. Morel (Témiscouata):** M. l'Orateur, je félicite le trésorier (l'honorable M. Stockwell) de son excellent budget. Je félicite aussi le nouveau chef de l'opposition.

Le député dit un mot des inondations de la rivière Madawaska et déclare que des pourparlers avec la compagnie ont été entamés et sont en bonne voie de règlement.

Je proteste contre les taux exorbitants de la compagnie de téléphone qui fait le service dans mon comté de Témiscouata. Je demande au gouvernement d'intervenir auprès de la compagnie pour obtenir un meilleur traitement.

J'ai rendu visite aux colons de mon comté l'été dernier et ils doivent être satisfaits, car la correspondance que j'échange avec eux, maintenant, est peu volumineuse. Mais, il y a actuellement deux seigneuries dans mon comté de Témiscouata, et ce serait une bonne chose si le gouvernement pouvait les échanger contre d'autres terres, parce qu'actuellement il faut aller établir des colons à des milles en arrière de ces seigneuries qui ne sont pas exploitées. Ce qu'il faut pour nos fils de cultivateurs, ce sont des lots.

Lorsque les finances de la province le permettront, j'espère que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté), dont je connais le dévouement aux colons, s'entendra avec la compagnie Fraser pour qu'elle ouvre ses immenses seigneuries à l'agriculture, car elles sont un obstacle à la colonisation. Il y a un grand nombre de cultivateurs qui ont besoin d'être financés, qui ont besoin de crédit, et je demande au gouvernement d'augmenter les octrois aux caisses populaires, afin qu'elles augmentent ses facilités de crédit.

Le comté de Témiscouata a besoin de chemins de colonisation. Nous aimerions avoir encore d'autres chemins de colonisation pour desservir nos nouvelles paroisses ouvertes depuis deux ans. Je demande au ministre de la Colonisation, toujours si sympathique, de parachever les chemins au printemps!

Ce que nos ouvriers veulent, ce n'est pas du secours, mais du travail. Je ne crois pas que nos gens considèrent beaucoup la question de salaire. J'en connais qui m'ont dit qu'ils étaient prêts à travailler pour 50 ¢ par jour. Ce qu'ils veulent, c'est travailler. Nous savons que le pouvoir d'achat d'un dollar aujourd'hui vaut celui de trois dollars hier, et nos cultivateurs et ouvriers seront heureux s'ils ont du travail. Les cultivateurs ont été satisfaits des octrois, même si je sais que des comptes ont été payés en retard. Je leur ai fait comprendre aux gens que tout le monde ne pouvait être payé en même temps.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Écoutez, écoutez.

**M. Morel (Témiscouata):** Un de mes électeurs, cultivateur, est venu me demander de l'encouragement du gouvernement. Il m'a dit: "Quand même je ne serais payé que dans un an, ça ne me fait rien".

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Écoutez, écoutez.

**M. Morel (Témiscouata):** Si je n'avais pas obtenu autant du gouvernement pour mon comté, les comptes auraient peut-être été payés plus vite.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Écoutez, écoutez.

**M. Morel (Témiscouata):** J'ai obtenu \$500,000 pour mon comté depuis deux ans pour les 20,000 électeurs: plus de \$216,175 l'an dernier, et autant l'année précédente. Comment l'opposition peut-elle dire que nos cultivateurs n'ont aucun secours du gouvernement? Il (M. Morel) commence l'énumération des octrois obtenus.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Assez, assez!

**M. Morel (Témiscouata):** Je vois des ministres qui me font les gros yeux. Je devrais peut-être me dispenser de donner cette liste, car mes collègues n'en peuvent probablement pas montrer autant. J'ai peut-être eu tort de donner trop de chiffres à la Chambre et ils ne m'en donneront pas tant l'an prochain, peut-être.

**Une voix:** Ton chien est mort.

**M. Morel (Témiscouata):** L'honorable député de Hull (M. Guertin) se plaint de la réduction des dépenses. Il me semble que l'an dernier, l'opposition se plaignait que les dépenses étaient trop élevées. Nous savons que l'honorable député de Hull a fait des efforts surhumains pour empêcher l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) de devenir chef de l'opposition.

**Une voix:** Écoutez, écoutez.

**M. Morel (Témiscouata):** Le député de Huntingdon (M. Fisher) a blâmé le gouvernement d'exiger le paiement des licences, même pour les autos non utilisées. Je sais que, dans mon comté, des centaines d'autos n'ont pas été utilisées et on ne leur a pas réclamé le paiement de leurs licences.

**Des voix à gauche:** Ah! Ah!

**M. Morel (Témiscouata):** Je ne veux pas abuser de la patience de cette Chambre. Nous traversons des temps difficiles. Nous essayons de combattre la crise, que nous soyons de la droite ou de

la gauche. L'opposition devrait reconnaître ce que le gouvernement a fait de bon et cesser de critiquer sans offrir des suggestions. Les membres de la droite, dans leurs discours, ont tous eu quelque chose de substantiel à proposer pour faire face à la crise. Il y a 36 ans que le Parti libéral est au pouvoir. Il n'a jamais craint de se présenter devant le peuple. Toujours, il a obtenu sa confiance et il a essayé de s'en rendre digne. Quant à moi, je continuerai à faire mon devoir en cette Chambre comme je le fais dans tout mon comté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Baux de maisons**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)**: Il s'agit de réduire de 90 à 30 jours la visite des logements offerts à louer.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Demandes de documents:**

##### **Boulevard Alexandre Taschereau**

**M. Béique (Chambly)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous les contrats d'acquisition, de tous les titres, certificats d'enregistrement, certificats de droits réels, se rapportant à l'acquisition des terrains achetés ou expropriés par cette province relativement au chemin public conduisant de Laprairie au nouveau pont entre la rive sud et l'Île de Montréal, lequel chemin est connu sous le nom de Boulevard Alexandre Taschereau.

Adopté.

#### **Production de documents**

**M. Béique (Chambly)**: Je demanderais au gouvernement de hâter la production des documents.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Oh! oui, ça va vite sur le boulevard Taschereau.

#### **Octrois promis et impayés, payables sur le fonds de l'assistance publique**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance échangés depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1931 entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou aucun de ses employés, et toutes personnes, corporations, compagnies ou corporations, se rapportant aux octrois promis et impayés par le gouvernement de cette province et payables sur le fonds de l'assistance publique.

Adopté.

#### **Production de documents**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: L'honorable premier ministre a dit que ça allait vite sur le boulevard Taschereau. J'espère que ça ira vite aussi pour la production de ces documents, plus vite que pour les payer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Cela va être long! Nous irons vite, mais ça prendra du temps, car vous nous demandez de faire transcrire des documents gros comme votre pupitre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Pourrions-nous les avoir pendant la session?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Je ne peux pas vous faire des promesses. Si vous nous disiez quels sont les documents que vous désirez, nous vous les donnerions tout de suite. Vous nous demandez tous les documents.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Nous essaierons de les avoir pendant la session.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 10 modifiant l'article 2162 du Code civil.

9. Banquier.

10. Rédacteur en chef du journal *Le Canada*.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

---

**NOTES**

1. Dans leur édition du 22 février, *La Patrie*, à la page 4, *Le Canada*, à la page 7, et *La Presse*, à la page 15, parlent plutôt de 3 h 25.

2. Arthur Sauvé, chef de l'opposition de 1922 à 1929 et Camillien Houde, de 1929 à 1931.

3. *The Quebec Telegraph* du 22 février 1933, à la page 3, parle de \$115,000.

4. M. Guertin fait référence au discours sur l'adresse de M. Taschereau où il compare M. Houde à une éclipse.

5. Référence au discours sur le budget prononcé par l'honorable M. Laferté.

6. *Le Soleil* du 22 février 1933, à la page 15, parle de la loi de 1921.

7. *L'Événement* du 22 février 1933, à la page 4, indique plutôt \$13,750,000.

8. *Le Nouvelliste* du 22 février 1933, à la page 3, rapporte le mot "actualité" au lieu de "magnétique".



Séance du mercredi 22 février 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 15<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 85 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

- bill 134 ratifiant le règlement d'emprunt no 292 de la cité de Chicoutimi.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 128 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité désire recommander que le bill 97 accordant certains pouvoirs spéciaux à la municipalité de la paroisse de Sainte-Catherine de Fossambault et le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soient imprimés de nouveau.

Le rapport est adopté.

**Destitution de certains officiers municipaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 31 modifiant la loi relative à la destitution de certains officiers municipaux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'an dernier, nous avons fait une loi spéciale pour protéger les officiers supérieurs et certains

fonctionnaires de la cité de Montréal, en décidant qu'ils ne pourraient être destitués sans une enquête préalable devant un juge et un vote des  $\frac{2}{3}$  du conseil municipal. Le but du projet est de mettre sur le même pied les officiers supérieurs de toutes les municipalités de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de l'assistance publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 48 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le but du projet est celui-ci. Comme il a été dit, les sources qui alimentent les fonds de l'assistance publique ne suffisent plus. Nous proposons que, dans le cas où le fonds sera épuisé, le trésorier provincial aura le droit de prendre l'argent nécessaire à même le fonds consolidé de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des cités et villes, article 129a**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 50 modifiant l'article 129a de la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Bons de crédit du gouvernement**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel était le montant total des bons de crédit, communément appelés pitons, émis sous l'autorité du gouvernement

de cette province: *a.* Le 1<sup>er</sup> août 1931; *b.* Le 24 août 1931; *c.* Le 30 septembre 1931; *d.* Le 31 octobre 1931; *e.* Le 30 novembre 1931?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):**

Montant total des bons de crédit émis sous l'autorité du gouvernement de cette province:

<i>a.</i> 1 <sup>er</sup> août 1931 .....	\$ 30,035.83
<i>b.</i> 24 août 1931 .....	62,329.41
<i>c.</i> 30 septembre 1931 .....	154,979.02
<i>d.</i> 31 octobre 1931 .....	285,431.24
<i>e.</i> 30 novembre 1931 .....	289,631.18
30 novembre 1931 (chômage).....	<u>14,845.24</u>
	\$304,476.42

**Bestiaux et animaux  
de ferme**

**M. Élie (Yamaska):** Du 1<sup>er</sup> mai 1931, inclusivement, au 1<sup>er</sup> octobre de la même année: *a.* Combien de bestiaux ou d'animaux de ferme ont été donnés par l'entremise du gouvernement de cette province, à même les fonds publics; *b.* Quel est le coût total desdits bestiaux ou animaux de ferme?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):**

Colonisation: *a.* Bestiaux ou animaux de ferme à certains colons recommandés par les missionnaires: 462; *b.* Coût total desdits bestiaux ou animaux: \$33,193.75.

Agriculture: Bovins, cinq taureaux, aux cercles agricoles de la Côte-Nord, coût: \$470; Porcs, cinq verrats Yorkshire, aux cercles agricoles de la Côte-Nord, coût: \$125; Volailles, aux cercles de fermières, 3,360 poussins, coût: \$336.

**Salaires moyens des institutrices  
des écoles primaires**

**M. Béique (Chambly):** 1. Quel a été la moyenne des salaires payés aux institutrices des écoles élémentaires pour toute la province: *a.* Pour l'année scolaire 1930-1931; *b.* Pour l'année scolaire 1931-1932?

2. Quelle a été la moyenne dans chacun des comtés de la province: *a.* Pour l'année scolaire 1930-1931; *b.* Pour l'année scolaire 1931-1932?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. *a.* Pour toute la province, \$547; *b.* Cette compilation n'est pas terminée.

**2. a. Année scolaire 1930-1931.**

Abitibi .....	\$350
Argenteuil .....	525
Arthabaska .....	257
Bagot .....	282
Beauce .....	268
Beauharnois .....	495
Bellechasse .....	262
Berthier .....	285
Bonaventure .....	391
Brome .....	482
Chambly .....	775
Champlain .....	367
Charlevoix .....	286
Châteauguay .....	440
Chicoutimi .....	384
Compton .....	483
Deux-Montagnes .....	337
Dorchester .....	275
Drummond .....	322
Frontenac .....	303
Gaspé .....	322
Hull .....	554
Huntingdon .....	536
Iberville .....	323
Îles-de-la-Madeleine .....	253
Jacques-Cartier .....	1,027
Joliette .....	308
Kamouraska .....	244
Labelle .....	340
Lac-Saint-Jean .....	358
Laprairie .....	367
L'Assomption .....	292
Laval .....	457
Lévis .....	323
L'Islet .....	245
Lotbinière .....	276
Maskinongé .....	271
Matane .....	290
Matapédia .....	270
Mégantic .....	332
Mississisquoi .....	490
Montcalm .....	330
Montmagny .....	268
Montmorency .....	303
Montréal, cité .....	1,172
Napierville .....	325
Nicolet .....	236
Papineau .....	420
Pontiac .....	570
Portneuf .....	290
Québec, cité .....	784
Québec, comté .....	331



Richelieu.....	256
Richmond.....	438
Rimouski.....	273
Rouville.....	363
Saguenay.....	344
Shefford.....	387
Sherbrooke.....	782
Soulanges.....	391
Stanstead.....	565
Saint-Hyacinthe.....	313
Saint-Jean.....	418
Saint-Maurice.....	406
Témiscamingue.....	449
Témiscouata.....	286
Terrebonne.....	385
Trois-Rivières, cité.....	612
Vaudreuil.....	456
Verchères.....	323
Westmount.....	1,471
Wolfe.....	329
Yamaska.....	223

### Employés des services intérieur et extérieur

**M. Guertin (Hull):** 1. Quel est, dans le service intérieur, dans chacun des départements et des commissions du gouvernement: *a.* Le nombre d'employés; *b.* Le nombre d'hommes; *c.* Le nombre de femmes?

2. Même question pour le service extérieur?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. et 2.  
(Voir le tableau ci-dessous)

Ce renseignement s'applique aux écoles primaires de la province.

	<i>Service intérieur</i>			<i>Service extérieur</i>		
	<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>	<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Conseil législatif.....	9	9	....	....	....	....
Assemblée législative.....	81	78	3	9	8	1
Bureau du lieutenant-gouverneur.....	5	4	1	....	....	....
Départ. du Conseil législatif.....	16	15	1	....	....	....
Départ. du procureur général.....	38	38	....	23	18	5
Administration de la justice.....	....	....	....	1,507	1,036	471
Départ. des Affaires municipales.....	44	32	12	....	....	....
Départ. du secrétaire provincial.....	155	72	83	411	238	173
Départ. du Trésor.....	182	117	65	191	172	19
Départ. des Terres et Forêts.....	172	153	19	1,393	1,380	13
Départ. de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries.....	159	133	26	299	287	12
Départ. de l'Agriculture.....	198	177	21	415	318	97
Départ. de la Voirie et des Mines.....	283	247	36	107	103	4
Départ. des Travaux publics.....	413	395	18	63	61	2
Départ. du Travail.....	13	10	3	192	141	51
Départ. de l'Instruction publique.....	49	40	9	150	142	8
Commission des eaux courantes de Québec.....	19	16	3	28	28	....
Commission des accidents du travail.....	....	....	....	134	57	77
Commission des liqueurs de Québec.....	....	....	....	1,302	1,088	214
Commission des services publics de Québec.....	....	....	....	21	9	12

### Contributions scolaires

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées pendant l'exercice fiscal commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1930 et se terminant le 30 juin 1931; *a.* Par les contribuables; *b.* Par la province?

2. Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées pendant l'exercice fiscal commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1931 et se terminant le 30 juin 1932: *a.* Par les contribuables; *b.* Par la province?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. *a.* Par les contribuables, 77 %; *b.* Par la province, 23 %.

2. *a.* et *b.* Les statistiques des contribuables ne sont pas prêtes.

### Écoles en difficulté

**M. Fisher (Huntingdon):** 1. À la connaissance du gouvernement, combien d'écoles, en cette province, n'ont pas ouvert leurs portes au mois de septembre 1932?

2. Depuis cette date, parmi ces écoles combien ont été ouvertes, à la connaissance du gouvernement?

3. Le gouvernement a-t-il fait quelque chose pour l'ouverture desdites écoles?

4. Dans l'affirmative, quoi?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. 153 sur 8,162 écoles.

2. Le gouvernement l'ignore.

3. et 4. Le maintien des écoles en activité relève des commissions scolaires qui reçoivent des subventions du gouvernement à cette fin.

### Droit de vote des femmes

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 21<sup>2</sup>!

**Des voix:** Adopté!

**D'autres voix:** Non, non!

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur exigibilité soit maintenant lu une deuxième fois<sup>3</sup>.

M. l'Orateur, les applaudissements unanimes de la Chambre me rappellent le mot d'un homme célèbre (Sir Wilfrid Laurier) qui disait à la population de Toronto: "Vous m'applaudissez, mais vous votez contre moi!" (Applaudissements)

Cette année encore, j'ai l'honneur de présenter devant vous une mesure ayant pour but d'accorder le droit de vote aux femmes de notre province aux élections provinciales. En faisant cela, j'ai conscience de reconnaître d'une bien faible façon la dette immense que nous devons à nos mères, nos épouses et nos sœurs.

On chante en vers et en prose les mérites de la Canadienne française, on exalte ses grandes vertus, mais lorsqu'il s'agit de passer des paroles aux actes, cela n'est plus du tout la même chose. On lui dit "vous êtes les grandes éducatrices", mais on lui refuse le droit de siéger sur les commissions scolaires ou de donner son avis pour les questions d'éducation. On lui dit "vous êtes la reine du foyer", mais on lui refuse le droit de protéger son royaume en ayant son mot à dire sur le choix des législateurs qui le gouvernement. On lui dit "vous avez tous les droits" et on lui refuse celui de gagner sa vie librement en lui fermant l'accès de certaines professions, tout cela soit disant pour la mieux protéger. On loue son dévouement et ses connaissances dans le domaine de l'action sociale et de la charité, mais lorsqu'il s'agit de chercher une solution aux problèmes qu'elle connaît si bien, on dédaigne son opinion et on la relègue à l'écart. On crée des commissions pour s'occuper de ses intérêts et on ne lui permet même pas d'en faire partie.

Messieurs, tout cela est pénible et je vous le demande: pourquoi agissons-nous ainsi envers 50 % de notre population? Je vous avoue franchement que, pour ma part, je trouve que nous manquons singulièrement de logique.

M. l'Orateur, nos femmes peuvent être déléguées du Canada à Genève aux rencontres de la Société des Nations, sénateurs et députés à la Chambre des communes à Ottawa, membres de notre Conseil législatif, et ici, dans notre province, elles ne peuvent pas même être de simples électrices. Qu'est-ce que vous en dites, messieurs? Je comprends que ce nouvel état de choses peut froisser les idées traditionnelles de quelques-uns sur le rôle de la femme, mais ne l'oublions pas, nous sommes en 1933, que vous le vouliez ou non, il faut nous adapter à un nouvel état de choses; à quoi bon faire figure de perpétuels opposants?

Par notre faute, à nous les hommes, la femme a été arrachée du foyer et jetée dans la vie

économique du pays. Étant devenue un facteur économique des plus importants dans la vie de la nation, il n'y a rien de surprenant à ce que la femme, pour protéger ses intérêts, sente le besoin de compter en politique. C'est un fait reconnu qu'une classe non représentée est une classe négligée. Je ne crois pas qu'il nous ait été donné d'entendre certains discours sur le travail des femmes, il y a à peine quelques semaines, si celles-ci avaient eu le beau titre d'électrices.

Nous avons nous, Canadiens français, un grand défaut - hélas, nous en avons bien aussi quelques petits! Nous sommes intensément satisfaits de nous-mêmes. Nous nous trouvons mieux que tous, éperdus dans la contemplation de nos perfections, nous oublions souvent de regarder ce qui se passe autour de nous. Quand je vois l'attitude de cette Chambre sur la question du vote des femmes, je pense à l'histoire de cette bonne maman qui regardait défilier le régiment de son fils. Tous les soldats marquaient le pas sauf un, son garçon, et la brave dame de s'écrier: "Non, mais regardez-moi ça, ils marchent tous de travers sauf mon Jimmy". Eh bien messieurs, toutes les provinces, sauf Québec, donnent le droit de vote à leurs femmes. Que devons-nous conclure?

Je crois que, sur la question des principes, tout le monde s'accorde avec moi pour dire que rien ne s'oppose en principe au suffrage féminin. Quant à soutenir que le vote représente une source de danger moral pour les femmes, je trouve cela une insulte gratuite à leur faire. Elles votent au fédéral depuis au-delà de 10 ans et je ne sache pas que la vie du foyer en ait souffert. De plus, si nous avons tant à cœur de les protéger, pensons donc aux sources de danger que représente pour elles la vie de chaque jour à l'usine, au bureau et au magasin pour leur moral et leur santé, comparées à l'isolement. Prétendre qu'elles sont trop ignorantes pour voter est également une chose insupportable et je proclame hautement que la Canadienne française est toute aussi capable que ses sœurs des autres provinces de donner une opinion juste et saine lorsqu'il s'agit de la chose publique, sur des sujets tels que la taxation, l'éducation, la santé et la charité.

Examinons, si vous voulez bien, pourquoi les femmes devraient voter. En votant, la femme aurait tout de même un mot à dire sur la confection des lois auxquelles elle doit obéir. Elle pourrait décider si elle désire être taxée pour telle et telle raison ou pour tel et tel montant. Si c'est logique pour nous de lui refuser le droit de vote, il serait également logique pour elle de refuser de payer ses taxes. Je ne sais pas

combien de femmes détiennent chez nous des licences d'automobiles, mais je sais une chose, c'est que celui chargé de percevoir le prix de ces licences demande le même montant aux femmes qu'aux hommes. Je sais également que la femme doit payer la taxe sur l'essence. Ce n'est pas mon intention que les femmes soient exemptées de payer leurs taxes jusqu'à ce qu'elles aient le droit de vote, nous avons besoin d'argent même si elles n'ont rien à dire sur les taxes qu'elles doivent payer et payer aveuglement, mais la question est celle-ci, cette façon d'agir est-elle juste et équitable? Puisque nous allons jusqu'à admettre que la femme est un être humain, qu'elle a une âme et même, messieurs, le Conseil privé a été jusqu'à faire la déclaration radicale que les femmes canadiennes sont des personnes. Donc, je me résume.

1. Les femmes devraient voter parce qu'elles paient des taxes, "no taxation without representation".

2. Elles devraient voter parce qu'elles sont soumises aux mêmes lois que les hommes. Si elles font des excès de vitesse en conduisant leur voiture, elles doivent tout comme l'homme payer l'amende ou aller en prison.

Certains timorés manifestent des craintes que si on accorde le vote aux femmes, elles vont se précipiter hors de leurs foyers pour écouter les discours politiques. Ici, messieurs, permettez-moi de sourire. Ceux parmi nous qui sont habitués à parler en public savent combien il est parfois difficile de se faire écouter par un auditoire masculin. Pour ma part, je n'ai pas la prétention d'imaginer que les femmes de mon comté abandonneront leurs foyers, leurs enfants, leur ménage pour venir se délecter en écoutant mes opinions sur la chose publique et politique. Évidemment, il y en a peut-être parmi vous, messieurs, qui ont tant de confiance en leurs capacités oratoires et leurs charmes qu'ils redoutent une désertion complète des foyers à l'annonce d'une de leurs assemblées. Si tel est le cas, je suis prêt à me soumettre à un amendement si l'un des députés en question veut bien le proposer.

Supposons pour un instant que ce soit les députés de Hull (M. Guertin), de Lévis (M. Bélanger) et de Laval (M. Filion) qui nous risquent ces craintes, alors qu'ils suggèrent que les femmes qui assisteront à leurs assemblées aient à payer une taxe de \$1. Je ne veux pas être mal compris, messieurs, je ne veux pas dire que cette taxe devrait être versée comme taxe d'amusement, mais simplement être imposée pour qu'il n'y ait pas foule aux assemblées et que le foyer ne soit pas négligé.

D'ailleurs, pour la plupart de nos politiciens, je ne crois pas qu'il y ait lieu de redouter cela. Si

nous voulons être logiques, nous devrions voter une loi pour réglementer les allées et venues des femmes de notre province. J'ai lu et ouï dire que ces dames aiment bien l'après-midi à jouer au bridge, au euchre ou à se rendre au cinéma, à la tombola ou au bazar. Souvent à cause de cela, elles rentrent tard au foyer et négligent de préparer le souper du seigneur et maître. Ce sont là des causes de disputes, de bouderie qui souvent conduisent à la ruine du foyer et de la vie de famille. Tenez, messieurs, je serais d'avis de promulguer une loi pour empêcher les femmes de jouer aux cartes plus d'une fois par mois.

D'autres honorables députés sont hantés par la crainte que les femmes, une fois électrices et éligibles, soient tentées d'envahir l'Assemblée législative. Eh bien messieurs, elles y trouveront leur place comme les fleurs dont nous orons nos foyers. Avoir quelques femmes en cette Chambre serait une bonne idée, car cela éclairerait l'endroit. Cela voudrait peut-être aussi dire que plusieurs d'entre vous montreraient plus d'assiduité à suivre les débats. Je crois que vous avez tort d'entretenir ces craintes.

Les femmes votent au fédéral depuis 1921, et sur 245 députés à la Chambre des communes à Ottawa, il n'y a encore qu'une femme d'élue, et pourtant, il y a eu des élections en 1925, 1926 et 1930. Dans les provinces voisines, nous n'avons pas entendu dire que les parlements provinciaux aient été envahis par elles. En Ontario, il n'y en a aucune. Au Parlement anglais, sur au-delà de 645 députés environ, je crois qu'il y a à peine une dizaine de femmes. Soyons convaincus d'une chose, messieurs, c'est que si jamais une femme est élue, ce sera également par les femmes et par les hommes et parce que cette candidate possédera une valeur exceptionnelle. Dans ce cas, la province tout entière y gagnera et tout le monde sera content.

Quant à ceux qui prétendent qu'il est inutile de donner le vote aux femmes parce qu'elles ne s'en prévaudront pas, laissez-moi sourire. En réfléchissant un moment, nous verrons, à ce compte-là, qu'il y a bien des hommes à qui l'on devrait enlever le droit de vote pour avoir négligé de s'en servir. Il y a à peine quelques années, l'officier rapporteur à Montréal faisait publier un avis dans les journaux demandant aux électeurs de bien vouloir placer leurs noms sur les listes, car quelques jours avant l'expiration du délai légal pour le faire, il y avait à peine 33 % des électeurs qui l'avaient fait. Examinons, si vous le voulez bien, la façon dont nous, rois de la création, nous nous conduisons à l'égard du scrutin. En 1931, dans Beauharnois, 947 électeurs n'ont pas voté; dans Bellechasse, 772<sup>4</sup>...

**Une voix: Honte!**

**M. Plante (Montréal-Mercier):** Dans Chambly, 1,884; dans Champlain, 864; dans Chicoutimi, 3,708; dans Frontenac, 794; dans Hull, où un candidat était pourtant bien connu, 3,243; dans Iberville, 496 sur 2,364 n'ont pas voté; dans Kamouraska, 941; dans Labelle, 1,273; dans Laval, écoutez-bien, 6,366; dans Lévis, 1,069 n'ont pas voté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Dans Mercier, comment est-ce que cela a été? (Rires)

**M. Plante (Montréal-Mercier):** Tout le monde a voté. (Rires)

**M. Plante (Montréal-Mercier):** Ces derniers, messieurs, connaissent peut-être déjà les opinions du candidat sur le bill actuellement devant nous. Pour résumer, dans l'élection de 1931, 77.1 % des hommes ont voté.

Vous avouerez, messieurs, qu'il serait difficile pour les femmes de faire plus mal. Une chose est bien certaine, c'est que le jour où nos femmes auront le droit de vote, elles prendront un plus grand intérêt à l'administration de la chose publique et alors, elles sauront inculquer dans le cœur de leurs enfants l'esprit de civisme qui est si nécessaire et qui, malheureusement, semble faire défaut à un bien grand nombre des citoyens de notre province. Il est impossible de soutenir aujourd'hui que la vie du foyer est complètement distincte de notre vie nationale.

Toute la législation que nous passons ici atteint directement le foyer. Prenons, par exemple, la loi sur les cinémas; elle ne peut laisser indifférente une mère de famille vraiment consciente de son devoir d'éducation, ou encore la loi pour imposer les lumières sur les voitures hippomobiles atteint directement la mère de famille car, si son mari se fait tuer, c'est elle et ses petits qui seront frappés, et même elle aussi peut être tuée, car généralement, dans les accidents, la femme peut être également victime comme l'homme. M. de la Palice n'aurait pas trouvé mieux. Allons, messieurs!

Je termine. Il me semble impossible que vous refusiez ce droit à la Canadienne française. Il est vrai que le vote des femmes ne change pas grand chose aux partis politiques. Mais il est un fait reconnu, c'est que l'orientation des lois se ressent tout de suite de la présence des femmes dans le choix des législateurs. En Nouvelle-Zélande, grâce à leur travail, la mortalité infantile est devenue et demeure la plus

basse au monde. Partout, leur influence se fait sentir dans les intérêts qui concernent la famille, le travail des femmes et des enfants. Je demanderais une chose aux honorables membres de cette Chambre. Avant de vous prononcer sur le principe même de ce bill, envoyez-le au comité des bills publics, afin d'en permettre une étude sérieuse et approfondie. Les tribunaux ne condamnent personne sans leur donner la chance de se défendre. Faisons au moins le geste de permettre à nos femmes de plaider leur propre cause. Elles sauront peut-être trouver de meilleurs arguments que les miens, et moi, pour un, je serai le premier à préconiser ce geste envers elles.

Pour finir, messieurs, je fais un appel au sentiment de justice et d'équité des membres de cette Chambre à l'égard de celles à qui nous devons tout. Que l'on ne permette pas qu'une fois de plus l'Assemblée législative rejette la demande des femmes. C'est pourquoi, au nom de la justice et de l'équité, au nom de la galanterie française, qui sûrement ne doit pas être morte dans la Nouvelle-France d'Amérique, je demande à cette Chambre d'accorder à la femme admirable qu'est la Canadienne française un droit acquis depuis longtemps par elle dans les services du passé et par ceux qu'elle nous rendra sans aucun doute dans l'avenir. (Applaudissements)

**M. l'Orateur** donne la parole au député de Laurier<sup>5</sup>.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** M. l'Orateur, il est question de légiférer sur l'opportunité d'accorder le droit de suffrage à la femme en notre province de Québec. Maintes fois, par le passé, ici même, on a débattu la question. J'ai même accordé un vote favorable à l'émancipation politique de la femme. Vote de sympathie, sur une question que je croyais secondaire. Mais puisqu'on y revient avec opiniâtreté et qu'on veut en faire une question de première importance, je me dois, ainsi qu'à mes électeurs et à ma province, d'étudier la question à fond pour y apporter une solution définitive. J'ai écouté le beau discours de l'honorable député de Mercier (M. Plante). J'ai aussi entendu à la radio le beau discours de Madame Pierre-F. Casgrain... (Applaudissements prolongés)

...et le discours de Mademoiselle Idola Saint-Jean. (Applaudissements)

Le Pape Léon XIII a dit et a enseigné que l'autorité civile vient de Dieu, mais que c'est au peuple à décider qui doit l'exercer et devenir des représentants de cette autorité. Ce choix, dit Léon XIII,

détermine la personne; il ne confère pas les droits de la Souveraineté; ce n'est pas l'autorité que l'on constitue, on décide par qui elle devra être exercée.

Ce droit de suffrage du peuple a subi bien des modifications en divers pays au cours des siècles. Dans notre province, la femme ne jouit pas de ce droit malgré les demandes qu'elle en a faites à maintes reprises à cette Assemblée pour la favoriser de ce privilège et changer la loi.

Je veux maintenant étudier les raisons qui ont été apportées en faveur du suffrage féminin. Examinons les raisons qu'on apporte pour motiver cette nouveauté. Ces dames nous disent pour justifier leur demande: la femme est l'égale de l'homme, donc elle a les mêmes droits. Elle a le droit de voter, la chose se fait ailleurs, donc elle doit se faire ici. On vote ailleurs, pourquoi la femme ne voterait-elle pas chez nous? Je vous le demande, sont-ce des raisons, des arguments de grand poids?

Rappelons-nous que l'homme et la femme sont de nature générique, mais non spécifique. L'un et l'autre a sa nature, ses aspirations. L'un et l'autre a son but et des fonctions morales appropriées. La famille est la base de la société et dans la famille, l'homme construit le foyer et la femme en a la garde. L'homme et la femme sont tous deux équipés pour leurs fonctions respectives. Il n'y a pas lieu de chercher supériorité ou infériorité. Il y a différence de nature et de fonctions au point de vue moral, mais différence n'est pas inégalité. Personne ne peut nier que la femme tient dans ses mains les destinées des hommes et des peuples. Elle tient dans ses mains les destinées de toutes les nations, essayons de la rendre parfaite, disait Sheridan et Lacordaire<sup>6</sup>. Lacordaire disait: "Si je devais adorer quelque chose sur la terre, j'aimerais mieux adorer la poussière du cœur que la poussière du génie". (Applaudissements)

La femme doit rester dans le rôle d'éducatrices du monde. Elle doit être fière de la part qui lui est échue. Pourquoi diminuer cette part, cette mission qui est celle de la femme, en lui permettant de s'établir dans la société sur un pied d'égalité avec l'homme? C'est d'ailleurs contre l'esprit de l'Église à laquelle nous appartenons presque tous. Il y a des centaines de textes pour l'établir.

Dans l'esprit de l'Église catholique, l'égalité des droits n'implique pas que l'un et l'autre sexe doit se livrer sans distinction aux mêmes occupations, mais plutôt que chaque sexe doit s'occuper des devoirs qui sont conformes à sa constitution physique et qui sont sanctionnés par les lois de la société.

Droits égaux ne doivent pas être considérés comme droits semblables. C'est cette fausse

intelligence des termes qui fait que quelques membres trop entreprenants du beau sexe cherchent à prendre part à des œuvres qui appartiennent au sexe fort. Pourtant, dès qu'une femme empiète sur le domaine de l'homme, elle ne doit pas s'étonner si le respect dont elle jouissait autrefois lui est refusé en tout ou en partie.

Les théories de féministes trop avancées, heureusement, n'ont pas encore pénétré avant dans notre pays, mais nous en entendons assez souvent les échos pour voir jusqu'à quel point elles sont contraires au bonheur du foyer. Cette demande d'accorder le droit de suffrage aux femmes est contraire au bonheur domestique, à l'ordre social, à la religion elle-même; c'est le renversement des idées chrétiennes. Tous l'admettent. Et ce sont des chefs éclairés éminents qui nous l'affirment. Ces voix si hautes de la vraie autorité ne doivent-elles pas être plus puissantes que celles des dirigeants ou des dirigeantes qui nous demandent de voter cette loi et qui nous disent : "La femme doit voter dans Québec parce que cela se fait ailleurs".

Mais pourquoi troublerait-on l'ordre social pour la satisfaction d'un caprice? Le suffrage féminin a-t-il remédié aux maux éprouvés par les pays où il est en vigueur? Pourquoi imiter des pays étrangers avant que nous ne sachions si le vote serait bon au pays? Ça se fait dans d'autres pays, mais les affaires sont-elles plus prospères là-bas? La gouverne de ces pays est-elle plus parfaite? Rien ne prouve que cela ait apporté des résultats bénéfiques. Donc, pourquoi apporter un changement social et politique si important pour satisfaire les caprices de quelques leaders de ce mouvement?

Le Concile de Québec de 1909 a désapprouvé le suffrage féminin, comme étant contraire aux idées chrétiennes. Le discours prononcé à ce sujet par Mgr J.-M. Emard, alors Évêque de Valleyfield, en l'église Saint-Roch, demandait à la femme de ne pas se laisser prendre aux prismes du féminisme et de rester dans la beauté de son rôle. Ne devons-nous pas écouter la voix de nos chefs religieux?

Je crois que cette demande de légiférer pour accorder le droit de vote aux femmes n'a pour but et avantage que de démontrer à l'homme que la femme est son égale, qu'elle ne lui est pas inférieure! Accorder le droit de suffrage aux femmes, dans notre pays et notre province, c'est bouleverser l'ordre social, c'est aller contre l'esprit de l'Église et l'enseignement de ses chefs, c'est agir contre l'intérêt de la femme elle-même; c'est apporter à notre législation rien d'avantageux. Au contraire, c'est un désavantage pour tous. C'est imiter des pays

étrangers; que l'on nous prouve que ces pays ont bien fait en accordant ce droit. On nous dira: "C'est faire œuvre de progrès?"

Rappelons-nous que toute nouveauté n'est pas progrès. Il s'agit d'une grave erreur que de considérer le progrès de la civilisation la propriété exclusive de l'homme, car la femme y joue certainement un rôle. Le progrès veut dire avancement vers le bien et une telle législation serait un recul chez nous. Une législation pour donner le droit de vote aux femmes poserait une cause, sans avantage prévu, une cause qui n'apporterait que ruines pour la société, détruirait l'ordre social en cette province, nuirait à la famille et à la femme elle-même.

Nous voulons garder la femme reine du foyer et ne voulons pas la lancer dans l'arène politique. C'est parce que nous avons confiance en la femme, que nous la respectons et l'aimons, que nous ne voulons pas lui accorder le droit de suffrage. C'est parce que nous savons son influence sur l'éducation du peuple qui a fait et fera de notre province une terre heureuse. Je parle ainsi parce que j'aime ma province et ma race.

En conséquence, je veux faire une suggestion aux champions du suffrage féminin. Je soumetts à l'attention de cette Chambre et à l'attention de celles qui sont dans le mouvement qu'un référendum soit tenu dans la province où les femmes de toute la province, seules, voteront. Nous connaissons l'opinion de la population. On verrait, par le résultat, que l'ensemble des femmes de la province ne sont pas si anxieuses de se lancer dans les affaires politiques.

La question serait résolue une fois pour toutes, à la satisfaction de tous, à l'avantage de nos foyers et dans l'intérêt même de la mère canadienne-française qui demeurera, comme par le passé, la source de vitalité de notre peuple, comme le pilier de l'avancement de notre province dans la voie du véritable progrès. Je suis convaincu que les femmes de la province ont à cœur de pratiquer dans leur vie de noblesse et de respect, les enseignements qu'elles ont reçus sur les genoux de leur mère. Qu'un plébiscite ait lieu et la question sera définitivement réglée.

M. l'Orateur, c'est pourquoi je propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Phaneuf), que le bill ne soit pas lu maintenant mais dans six mois, que le bill 177 soit renvoyé à six mois et que la motion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois". (Applaudissements)

**M. l'Orateur:** L'amendement sera-t-il adopté?

**Des voix:** Adopté!

**D'autres voix:** Rejeté!

**M. Béique (Chambly):** M. l'Orateur, en commençant, je veux dire à l'honorable député de Mercier (M. Plante) que les 1,000 électeurs qui n'ont pas voté dans mon comté aux dernières élections sont des citoyens auxquels mes adversaires avaient dit: "Si vous ne pouvez pas voter pour nous, ne votez pas".

Le député de Laurier (M. Poulin) suggère un référendum, mais c'est parce qu'il sait que les femmes ne voteront pas dans ce référendum. Je suis un de ceux qui favorisent le suffrage féminin dans cette province. À mon humble avis, les meilleures raisons au monde militent en faveur de la mesure actuelle soumise à la Chambre. Je respecte l'opinion des adversaires qui s'opposent à cette mesure. Je reconnais que cette question comporte des aspects multiples dont il faut tenir compte. Mais j'estime que les raisons, les arguments en faveur du suffrage féminin sont infiniment supérieurs et plus nombreux que les arguments contre, les objections soulevées à l'encontre.

Depuis plusieurs années, les dames, avec une persévérance et une constance toute féminine et digne de la cause qu'elles défendent, ont présenté ce projet de loi à la Législature. Nous devrions entendre les arguments en faveur de la bouche des femmes elles-mêmes. La politesse canadienne exige que nous ne condamnions pas ces femmes sans les entendre. Les partisans comme les adversaires du suffrage féminin conviendront, je crois, qu'il y a lieu d'alléguer le vieux principe qu'il faille d'abord entendre les intéressées avant de juger de leur cause.

Les comités spéciaux de la Chambre sont spécialement formés dans ce but. La courtoisie et la politesse qui caractérisent les Canadiens nous imposent l'obligation de procurer aux dames qui s'intéressent à cette mesure l'avantage d'exposer leurs arguments devant ceux qui sont appelés à juger de ces arguments. Et cette proposition, M. l'Orateur, ne déprécie aucunement les partisans de cette mesure en Chambre.

Les députés qui favorisent le suffrage féminin, plaident très bien leur cause, mais je puis dire, sans froisser qui que ce soit, qu'ils ne peuvent avec tous leurs talents avoir l'éloquence et apporter la conviction que les intéressées elles-mêmes sauraient fournir au comité. Bref, soyons courtois et polis et entendons les dames avant de condamner leur projet.

**Des voix:** Adopté!

**D'autres voix:** Rejeté!

**M. Béique (Chambly):** Les meilleures raisons militent en faveur du bill, alors que les objections qu'on apporte au projet sont de nulle valeur. Il ne serait pas sage de rejeter ce bill, sans entendre ceux qui sont en cause. Je crois qu'il serait bon de référer l'étude du bill au comité des bills publics en général, afin d'y entendre les dames elles-mêmes. Voilà pourquoi, dans le but de fournir aux dames l'opportunité d'être entendues avant que le principe du bill ne soit décidé, j'ai l'honneur de proposer, en amendement à la motion du député de Mercier (M. Plante) et appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), que le bill ne soit pas lu une deuxième fois mais référé au comité des bills publics où nous pourrions entendre les intéressées.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je crois que l'amendement est hors d'ordre.

**M. l'Orateur:** Je suis obligé de déclarer l'amendement hors d'ordre. On ne peut amender une motion pour renvoyer un bill devant un comité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les règlements, il est vrai, défendent cela, mais nous ne proposons pas un deuxième amendement, mais une motion. Nous ne voulons pas amender le principe du bill. Il me semble que nous devrions référer le bill au comité des bills publics où nous pourrions entendre les arguments pour ou contre le suffrage féminin. Le premier ministre admettra que ce serait un beau geste de la part de la Chambre et que nous montrerions de l'esprit de justice en entendant les intéressées avant de voter. D'ailleurs, on ne doit pas tenir compte des formalités en cette matière et il serait convenable, poli, courtois d'entendre ces dames au comité. Nous voulons simplement ne pas laisser les dames retourner chez elles, sans les avoir entendues. Nous le leur devons.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les règlements sont très précis et explicites, on ne peut guère en sortir ou s'en départir. La Chambre doit se prononcer sur le principe du bill avant de le référer au comité. La motion devant nous, c'est que le bill ne soit pas lu maintenant, mais dans six mois; nos règlements ne nous laissent pas d'alternative. Les articles 456 et 457 nous obligent à ne pas tenir compte de cet amendement du député de Chambly.

Je ne vois pas pourquoi nous ne nous en tiendrions pas aux règlements. D'ailleurs, est-il utile

de référer ce bill au comité? Si la Chambre est contre le principe du bill et ne veut pas l'accepter, pourquoi l'étudier et le référer au comité?

**M. Barré (Rouville):** Il est dit plus loin que l'on peut proposer le renvoi au comité.

**M. l'Orateur:** Je dois rendre ma décision. On ne peut, pour le moment, proposer de renvoyer le bill à un comité, parce que ce renvoi doit se proposer par voie secondaire - article 441 du règlement - et que la Chambre est déjà saisie d'un amendement excluant tout sous-amendement<sup>7</sup>. Toutefois, je déclare que cet amendement est hors d'ordre temporaire seulement. Je n'ai pas changé d'avis sur le point d'ordre. Nous allons disposer de l'amendement du député de Laurier (M. Poulin) et je disposerai ensuite de l'amendement du député de Chambly (M. Béïque) qu'on pourra considérer comme amendement simple. La motion est, en conséquence, écartée comme irrégulière.

**M. Legault (Gatineau):** Je suis contre le principe du suffrage pour quatre raisons. D'abord, le député de Mercier (M. Plante) n'a pas de cause. Il n'a pas prouvé que la majorité des femmes veut le droit de vote. Il a oublié d'allumer sa lanterne. J'irai plus loin. Je dirai même que l'honorable député de Mercier ne nous a pas montré sa procuration, son mandat pour nous demander d'accorder le droit de vote aux femmes. Je suis sous l'impression que les femmes de notre province ne veulent pas du droit de vote et mon argument, il me semble, a de la valeur sur ce point. La deuxième raison, c'est que le projet n'est pas désirable, en outre de n'être pas désiré. La troisième raison, c'est qu'il n'est pas nécessaire, opportun, c'est prématuré.

Enfin, s'il n'y avait pas les trois raisons que je viens d'énumérer, il y aurait la raison que je suis contre le projet. (Rires)

Pour nous, la femme, au sens divin et chrétien, est un être de bonté et de beauté, un coin du ciel sur la terre.

(Applaudissements)

Son rôle est plus magnifique chez elle que dans la politique. On nous dit: "Les autres provinces ont donné le droit de vote aux femmes". Pourquoi faire comme les autres? Ce n'est pas parce que d'autres provinces ont accordé le suffrage aux femmes que nous devons le faire. Les autres provinces ont bien copié notre loi des liqueurs. Nous sommes en bonne compagnie avec la France, le seul pays au monde qui se tient debout, comme Québec

est la seule province du dominion qui, au point de vue financier dans cette crise, se tient debout.

La province de Québec a une conception des choses différente de ce qui prévaut chez les autres provinces, car la grande majorité de la population est latine et chrétienne. Tout ce que la Législature connaît de la question, à savoir si les femmes veulent le droit de vote ou non, est le fait que des milliers d'entre elles ont signé des pétitions contre l'octroi de ce droit.

Depuis ce temps, rien n'est apparu pour montrer que les femmes de cette province ont changé d'idée. Cela fait quelques années. Il existe plusieurs activités dans lesquelles les femmes elles-mêmes ont de l'intérêt et qui servent mieux l'amour-propre que la politique. Nous ne devrions rien précipiter concernant leur statut avant que la Chambre ne soit convaincue qu'elles veulent des changements.

Les femmes, dans la société moderne, ne doivent se préoccuper que d'être d'excellentes mères de familles. Cette tradition doit être gardée en la province de Québec. Les femmes de Québec ont donné des missionnaires aux pays barbares pour faire connaître à ces peuples sauvages ou hérétiques les bienfaits du christianisme, sans avoir le droit de vote. Tout comme la France où les femmes ne votent pas encore, la France, patrie de sainte Jeanne d'Arc. La pucelle n'a pas eu besoin du droit de vote pour bouter les Anglais hors du sol ancestral et sauver son pays. Florence Nightingale n'a pas eu besoin du droit de vote pour soigner les blessés sur les champs de bataille.

Nos femmes n'ont donc pas besoin du vote pour servir leur province. Je suis un peu comme Clovis après la bataille de Tobiac, je brûle ce que j'ai déjà adoré. J'ai été partisan du suffrage féminin l'an dernier, mais ce fut un écart de jeunesse. Ce n'est pas le temps d'adopter une pareille législation. La femme pourrait mener le monde par le bout du nez si le monde avait un nez. (Rires)

Je ne veux pas enlever à la femme son incomparable prestige. Ce n'est pas au milieu d'une crise que l'on fait des changements aussi radicaux comme celui de donner le droit de vote aux femmes dans une province attachée aux vieilles traditions comme la nôtre. Ce n'est pas au milieu d'une grande bataille que l'on change de général. (Rires)

La mesure que l'on nous propose est intempestive. Le Messie disait à Marie: "Vous avez la plus belle place et elle ne vous sera pas enlevée". Je répète cette parole aux femmes de la province.

Le droit de vote finira par masculiniser la femme et lui fera perdre son incomparable prestige.



Si la province traverse mieux la crise que les autres, c'est dû à ses finances et à sa bonne armature économique que l'on ne devrait pas changer en accordant le droit de vote aux femmes. D'autant plus que la majorité des femmes de chez nous ne désire pas ce privilège.

Les promotrices du bill devraient convertir d'abord leurs sœurs à cette idée nouvelle avant de demander à la Chambre de lui donner force de loi. Quant à la doyenne des championnes du suffrage (Mademoiselle Idola Saint-Jean), qui vient depuis quelques années à Québec, je lui dirai comme dans Mignon: "Mignon, Mignon, ne pleure pas, console-toi, les peines ne durent pas longtemps à ton âge". (Rires)

En terminant, je rappellerai l'anecdote d'Eddy Cantor<sup>8</sup>, à qui on demandait son opinion sur l'éligibilité des femmes à la Chambre et qui répondit: "Mon épouse est l'Oratrice de la Chambre et vous devriez voir les bills qu'elle met de l'avant". (Rires et longs applaudissements)

**M. Fisher (Huntingdon):** À ceux qui disent que les femmes ne veulent pas le droit de vote, je réponds: promenez donc vos regards dans les galeries de cette Chambre.

Je suis pour le droit de vote aux femmes. Les femmes sont celles qui sont appelées à former l'enfance et la jeunesse. Ce sont elles qui doivent inculquer le civisme, qualité si essentielle au véritable progrès des nations. Il importe que la femme soit au courant de la politique de son pays et de sa province si l'on veut qu'elle puisse donner de façon efficace cette éducation civique.

C'est pourquoi on doit laisser la femme prendre un intérêt non pas seulement théorique, mais pratique dans l'administration de la chose publique. Personne, d'ailleurs, ne songe plus à discuter l'intelligence de la femme, son jugement et son patriotisme. Elle a prouvé dans les heures les plus critiques de la grande guerre qu'elle savait rester à la hauteur de la situation. Elles ont montré de l'intégrité et du courage. Que l'on accorde le droit de vote aux femmes, car l'usage qu'elles en ont fait dans le passé démontre qu'elles savent l'utiliser sagement et avec modération.

Il n'y a aucune raison pour laquelle les femmes de Québec ne devraient pas avoir la chance de convaincre leurs ennemis les plus déterminés qu'elles sont tout aussi courageuses, tout aussi intelligentes et honnêtes que leurs sœurs des autres provinces.

**M. McDonald (Pontiac):** Dans la dernière décennie, plusieurs bills de cette nature furent

présentés à la Législature et il est certain qu'à ces occasions les femmes de la province étaient au courant, et si elles avaient voulu le droit de vote, elles auraient fait connaître leurs vues. Il y a quelques années, des femmes ont attiré l'attention en faveur de changements essentiels au Code civil, ont obtenu les amendements, et ce, sans droit de vote.

À une réunion féminine au cours de la dernière élection générale, j'ai posé un jour la question à ces dames: "Êtes-vous pour ou contre le droit de vote?" Elles m'ont répondu, par la voix d'une des porte-parole de la délégation: "Contre. Nous n'en voulons pas".

Si j'étais convaincu que les femmes de Québec sont en faveur de l'adoption d'un bill tel que celui présenté par le député de Mercier, je n'aurais aucune hésitation à voter pour, même si mon opinion est à l'effet que ça n'apporterait aucun résultat bénéfique. Mais rien n'a été avancé pour montrer que les femmes de Québec souhaitent prendre part à la politique.

S'il y a une province en Canada qui passe bien la crise aujourd'hui, c'est bien la province de Québec, et ce n'est pas le vote féminin qui pourrait apporter un grand changement à la situation. Je condamne une femme écrivaine qui a comparé la situation de nos femmes de Québec à la situation des femmes dans les nations d'Orient. Je suis de l'opinion des femmes et je voterai contre le suffrage féminin.

(Applaudissements)

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** M. l'Orateur, je veux donner quelques explications, car je vais voter contre le suffrage féminin après avoir voté pour, l'an dernier. Je félicite l'honorable député de Mercier (M. Plante) de la manière délicate et digne dont il a plaidé la cause du suffrage féminin. La grande majorité des femmes de ma division de Dorion sont absolument opposées à cette mesure.

Une féministe, parlant d'un récent débat, a dit qu'un nouvel Adam s'était levé en cette Chambre. Elle a heureusement oublié de parler du costume d'Adam. Je crois que cette féministe serait mieux à son foyer. Une femme distinguée disait: "Nous ne savons que faire du vote féminin. On nous l'a imposé et il nous faut bien nous y conformer".

Et c'est bien là le sentiment de toutes les femmes de la province de Québec, obligées de voter aux élections fédérales. La presque totalité d'entre elles sont opposées au vote des femmes au provincial.

Les personnes en tête du mouvement féministe ne représentent pas l'opinion de la femme

québécoise, à peine peuvent-elles prétendre parler pour la demie de un pour cent de l'élément féminin de la province.

Nous traversons des temps difficiles et une crise grave. Nous pouvons comparer la crise à la guerre de 1914. Je rends hommage à la femme pour ce qu'elle a fait pendant la guerre, pour le monde entier. Aujourd'hui, nous demandons de nous aider comme dans ce temps-là. Nous avons besoin de l'appui de la femme et ce n'est pas par un tel mouvement que ces femmes nous accordent leur appui.

Nous sommes aussi patriotes que les femmes qui sont à la tête du mouvement féminin dans cette province, et ce ne sont pas les critiques comme celles qui ont suivi ma motion qui nous arrêtent dans notre effort. Pourquoi la femme ne nous aiderait-elle pas plutôt à traverser cette crise plutôt que de récriminer quand nous voulons empêcher les jeunes filles de 14 ans de partir de chez elles le matin avec leur petit déjeuner pour aller travailler en fabrique? Cela est plus important que le suffrage féminin et nous travaillerons, avec le gouvernement, pour rendre encore plus sévère la loi actuelle et les règlements qui régissent le travail des femmes.

Je n'ai jamais dit dans cette Chambre que la jeune fille qui est soutien de famille ne devait pas travailler. J'ai fait mon devoir lorsque j'ai parlé du travail féminin. Ceux qui diffèrent d'opinion avec moi devraient respecter mes opinions. L'une des causes actuelles de la dépression à Montréal, surtout, est le travail féminin. Il ne faut pas que le travail des femmes aggrave le problème du chômage. Je veux citer des statistiques à ce sujet pour prouver que les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans tous les domaines du travail.

**M. Plante (Montréal-Mercier):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable député s'écarte du sujet du débat et est en dehors de la question, qui est le droit de vote aux femmes. Je crois que cette question du travail féminin devrait être remise à plus tard.

**M. l'Orateur:** Je crois en effet que le sujet en discussion est le suffrage féminin. Je crois réellement que le député est en dehors de la question. Plusieurs personnes sont venues ici pour entendre parler du suffrage féminin, et il sera temps plus tard de discuter du travail de la femme.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Je me rends à la décision du président. Je reviendrai sur le

sujet du travail des femmes plus tard dans la session. Le modernisme est une des causes de la crise. Je suis prêt à discuter cela avec ces dames, beaucoup mieux qu'à la maison où souvent le mari est obligé de garder le silence pour avoir la paix. Quant à mes opinions, les électeurs de Dorion les jugeront.

En terminant, je veux lire à la Chambre la lettre que j'ai reçue d'une mère de famille: "Le projet du suffrage féminin revient devant vous pour la septième fois", m'écrit-elle. "Il a l'âge de raison. J'espère que vous attendrez qu'il ait 21 ans pour l'adopter". Je voterai contre le bill du suffrage féminin.

**M. Fortin (Beauce):** Je suis comme d'autres de mes collègues, un converti de la dernière heure. J'ai voté pour le suffrage féminin l'an dernier mais, malgré tout le respect que j'ai pour les femmes, je me vois obligé de voter contre.

Je félicite l'honorable député de Mercier (M. Plante) de son éloquent plaidoyer pour le suffrage féminin, et l'honorable député de Laurier (M. Poulin) pour son discours contre le projet. Notre Saint-Père le pape et les évêques du Concile de Québec de 1909 ne pouvaient trouver un meilleur interprète de leur pensée que l'honorable député de Laurier. (Rires et applaudissements)

Si je vote contre le suffrage féminin, c'est parce que les femmes de la Beauce sont défavorables au vote féminin et l'immense majorité m'a demandé de me prononcer contre ce bill. À la campagne, les femmes, que les championnes du suffrage ne consultent pas assez, sont contre le droit de vote. J'ai d'autres raisons pour m'opposer au projet.

Depuis sept ans que les femmes viennent à Québec, la Législature s'est prononcée explicitement et, en ces temps de crise, il nous semble que les femmes auraient pu éviter de renouveler leur demande annuelle. Il y a des problèmes plus sérieux que celui là.

Nous traversons une crise et notre temps serait mieux employé à trouver du travail pour nos chômeurs, du pain pour ceux qui ne travaillent pas et de trouver des revenus à la province pour secourir tous ceux que la crise affecte.

Je crois que les féministes devraient, si elles croient à la valeur de leur cause, organiser un référendum parmi les femmes, afin de savoir si oui ou non elles veulent le droit de voter. La Législature leur accorderait le droit de tenir ce référendum et, pour ma part, je voterais en faveur de ce référendum.

Il cite l'opinion d'éminentes personnes qui se sont prononcées contre le suffrage des femmes. Elles

croient, avec beaucoup, que la femme a un plus beau rôle à remplir chez elle que partout ailleurs.

J'ai reçu une lettre d'un homme de 75 ans qui en est rendu à sa troisième femme. Il m'écrit: "Tout respect pour la femme disparaîtra si ce projet est adopté. Le droit de vote aux femmes sera une cause de querelles au foyer". Nous avons besoin de nos femmes à nos foyers pour nous protéger contre le vent du communisme qui souffle sur ce pays comme sur tout le monde. Nous devons accorder notre sympathie à celles qui sont venues nous solliciter le droit de vote, mais nous devons garder nos bonnes traditions et continuer, nous les hommes, à travailler pour le progrès de notre province et de notre pays.

(Applaudissements)

Ne croyez-vous pas que la femme de notre distingué premier ministre et l'épouse de l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) remplissent un bien beau rôle en se dévouant à ceux qui ont besoin d'aide plutôt que de venir nous demander le droit au suffrage? Je demande aux femmes de continuer leur dévouement aux causes de la charité et de nous laisser continuer à batailler pour le plus grand bien de la province.

**M. Smart (Westmount):** Je n'attache pas beaucoup d'importance aux pétitions mentionnées par plusieurs députés. N'importe qui peut organiser et faire circuler des pétitions pour lesquelles on obtient des signatures. Qu'importe les pétitions, je suis convaincu qu'il s'agit d'une question d'équité et de justice envers l'autre sexe que de lui octroyer des droits politiques égaux, et je n'ai aucune hésitation à appuyer la mesure, comme je l'ai toujours fait par le passé.

Je suis en faveur du bill parce que je suis d'opinion que les femmes devraient avoir le droit autant que les hommes de choisir les représentants du peuple en Chambre, et je voterai pour le projet qui accorde le droit de vote aux femmes.

**M. l'Orateur:** Appelez les membres.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Bachand, Barré, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Côté (Bonaventure), Crête, Dansereau, Desmarais, Duffy, Dufour, Dugas, Duplessis, Duval, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska),

Giguère, Godbout, Grant, Legault, Lemieux, Lortie, McDonald, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Poulin, Reed, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Sauvé, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 53.

**Contre:** MM. Bastien, Béique, Bercovitch, Cohen, David, Dillon, Drouin, Fauteux, Fisher, Gault, Laferté, Lafleur, Lahaie, Lapierre, Mercier fils, Plante, Power, Smart, Stockwell, Vautrin, 20.

Ainsi, l'amendement est adopté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre ordonne que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

Adopté.

#### **Donation de Hubert Morin à Alice Morin**

**M. Filion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 132 concernant la donation par Hubert Morin à dame Alice Morin.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Nonobstant toutes clauses contraires contenues dans la donation faite par Hubert Morin, par acte passé devant J.-A. Brunet, N.P., le 14 septembre 1918, et enregistré à la division d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier le 21 septembre 1918, sous le no 365875, la grevée de substitution, dame Alice Morin, est autorisée, par la présente loi, sans besoin d'aucune formalité, d'aucun ordre d'un conseil de famille, d'aucune cour de justice et d'un juge, à emprunter une somme de \$8,000 et à hypothéquer les immeubles ci-dessus décrits, pour garantir le remboursement dudit emprunt, pourvu que les appelés majeurs et le curateur à la substitution, lors de la passation de cet acte, soient parties et consentent à cet emprunt, mais le tout sans l'intervention ou le concours d'aucun des autres héritiers ou représentants du donateur, ledit feu Hubert Morin, dont le consentement ne sera pas requis, nonobstant toutes clauses dudit acte de donation."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Nonobstant toutes clauses contraires contenues dans la donation faite par Hubert Morin, par acte passé devant J.-A. Brunet, N.P., le 14 septembre 1918, et enregistré à la division d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier le 21 septembre 1918, sous le no 365875, la grevée de substitution, dame Alice Morin, est autorisée, par la présente loi, avec l'approbation d'un juge de la Cour supérieure sur requête à cet effet, à emprunter une somme de \$8,000 à un taux d'intérêt n'excédant pas 7 % et à hypothéquer les immeubles ci-dessus décrits, pour garantir le remboursement dudit emprunt, pourvu que les appelés majeurs et le curateur à la substitution, lors de la passation de cet acte, soient parties et consentent à cet emprunt, mais le tout sans l'intervention ou le concours d'aucun des autres héritiers ou représentants du donateur, ledit feu Hubert Morin, dont le consentement ne sera pas requis, nonobstant toutes clauses dudit acte de donation."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 à 4 ainsi que le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Filion (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Hector Prévost**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 135 concernant la succession de feu le colonel Hector Prévost.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Syndics de Saint-David d'Estcourt et congrégation du Très Saint-Rédempteur**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 121 ratifiant une entente intervenue entre les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt et la congrégation du Très Saint-Rédempteur.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **St. Mary's Memorial Hospital**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 109 concernant St. Mary's Memorial Hospital.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Association de bienfaisance des pompiers de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 94 modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte du Montreal General Hospital**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill F du Conseil législatif modifiant la charte de The Montreal General Hospital et décrétant disponibles à certaines fins les sommes d'argent de certains legs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Code municipal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Loi des cités et villes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à jeudi, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

2. Le numéro 21 appelé par le premier ministre correspond à l'ordre d'inscription au *Feuilleton* du 22 février 1933 dudit projet de loi.

3. Lorsque le député de Mercier se lève, il reçoit une ovation.

4. *L'Événement* du 23 février 1933, à la page 4, parle de 792 électeurs.

5. Les députés de Laurier (M. Poulin) et de Chambly (M. Béïque) se lèvent au même moment et l'Orateur doit choisir.

6. Richard Brinsley Sheridan, auteur dramatique et homme politique britannique du XVIII<sup>e</sup> siècle, et Henri Lacordaire, religieux français qui participa à la politique et au journalisme au XIX<sup>e</sup> siècle.

7. Note sous le paragraphe 1 de l'article 456 du règlement.

8. Chanteur comique new-yorkais. Dans *The Spokesman* du 28 février 1933, à la page 1, on rapporte que c'est un journaliste de New York qui a fait l'entrevue avec M. Cantor.

### **NOTES**

1. Plusieurs organisations féminines sont présentes dans les galeries, dont l'accès leur est strictement réservé.



Séance du jeudi 23 février 1933

**Présidence de I. Vautrin**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Absence de l'Orateur**

**M. le greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

**Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Panneaux-réclames  
et affiches**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), la permission de présenter le bill 54 concernant les panneaux-réclames et les affiches.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le projet de loi a pour but d'interdire les panneaux-réclames à une certaine distance des routes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis informé que des compagnies ont des contrats qui ne pourront être révoqués.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le projet pourvoit à ce que les contrats soient respectés pendant 10 mois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Conseil  
du tourisme**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), la permission de présenter le bill 55 concernant le tourisme.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le second projet a pour but de créer un conseil du tourisme qui serait composé de représentants des différents ministères concernés de près ou de loin par le tourisme. L'intention serait de coordonner tous les efforts des départements pour aider à l'industrie du tourisme.

Ce conseil aura pour tâche d'étudier différentes façons d'attirer les visiteurs de diverses régions du Canada et des États-Unis. On l'autorisera probablement à recueillir l'opinion d'organismes publics représentatifs de la province sur la question. Il sera alors à même de faire des suggestions au ministère concerné.

De plus, il (l'honorable M. Perrault) a l'intention de former ce qu'il appelle des "Syndicats d'initiatives touristiques" ayant pour mandat de stimuler l'industrie du tourisme.

Ces organisations affiliées, dispersées partout dans la province, auront pour mandat de communiquer avec les directions d'hôtels, les associations d'automobilistes et d'autres organismes similaires, en vue de recueillir des suggestions pour améliorer cette industrie.

Les idées de ces organismes seront soumises au conseil. Le Bureau du tourisme actuel, qui est situé ici dans les édifices du parlement et dont le nom sera changé pour celui de Bureau provincial du tourisme, limitera ses activités surtout à la propagande, la publicité, etc.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des clubs de  
récréation**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), la permission de présenter le bill 56 modifiant la loi des clubs de récréation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le but du troisième projet est de permettre aux syndicats d'initiative d'être incorporés comme les clubs de récréation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Ingénieurs civils

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Bédard), la permission de présenter le bill 193 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement aux ingénieurs civils.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Comptes de banque provinciaux

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés, et dans l'affirmative de combien: *a.* Le 10 janvier 1933; *b.* Le 11 janvier 1933; *c.* Le 12 janvier 1933; *d.* Le 13 janvier 1933; *e.* Le 14 janvier 1933; *f.* Le 16 janvier 1933; *g.* Le 17 janvier 1933?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Oui

	<i>Banque de Montréal</i>	<i>Banque Canadienne Nationale</i>
<i>a.</i> .....	\$1,082,713.16	\$2,976,273.56
<i>b.</i> .....	988,558.58	2,948,304.97
<i>c.</i> .....	1,135,100.40	2,807,878.64
<i>d.</i> .....	1,365,087.43	2,806,047.16
<i>e.</i> .....	1,559,708.14	2,805,452.01
<i>f.</i> .....	1,700,011.60	2,724,114.28
<i>g.</i> .....	1,957,312.19	2,722,747.97

#### Boulevard Alexandre Taschereau

**M. Fisher (Huntingdon):** Qui a payé pour les inscriptions indiquant le tracé ou le nom du chemin public ou boulevard, conduisant de Laprairie au nouveau pont entre la rive sud et la cité de Montréal et connu sous le nom de Boulevard Alexandre Taschereau?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Kennedy Construction Company, après avoir terminé l'exécution des travaux de construction, a fait et a installé à ses frais ces inscriptions. Le gouvernement n'a rien payé.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 21 février, sur la motion proposée le jeudi 9 février courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** se lève. (Applaudissements)

M. l'Orateur, qu'il me soit permis de dire le plaisir que j'éprouve à voir à mes côtés le nouveau trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell) qui est un homme averti en affaires, un légiste de grande renommée dont le premier budget indique qu'il saura sûrement balancer nos finances, et dont les connaissances financières et les nombreuses relations dans tous les domaines de l'industrie seront un actif précieux pour l'avancement de notre province. C'est un gage de prospérité future pour la province, car je suis certain qu'il saura assurer le bon balancement du service de l'administration. Je crois qu'en rapprochant l'agriculture du trésor<sup>1</sup>, le premier ministre n'a pas fait un geste de hasard, mais de bon augure, et les cultivateurs que je représente dans le Cabinet en bénéficieront. (Applaudissements)

Je suis heureux, dit-il, de prendre part à ces débats autour du budget. J'ai goûté considérablement les discours prononcés par un bon nombre de membres de la Chambre. Dans toutes les classes, il se manifeste un tel intérêt pour l'agriculture dans notre province que je manquerais à mon devoir si je ne sollicitais la collaboration de tous pour assurer le progrès de notre classe agricole et, en même temps, de toutes les classes de la province.

J'aurais préféré ne pas prendre part à ce débat et rester à mon siège, si je n'avais pas eu à traiter de deux questions principales, car le temps n'est pas aux paroles, mais à l'action. Mais l'on s'intéresse de plus en plus à l'agriculture, et je dois à la classe agricole, à la Chambre et à la province de dire ce que le gouvernement fait pour promouvoir et aider l'agriculture et de lui faire connaître les activités de mon département en vue du bien des cultivateurs.

Ces activités de mon département ont déjà reçu les témoignages les plus encourageants, non de personnes engagées dans la politique, mais de personnes au-dessus de la politique et qui savent apprécier et louer le bien là où ils le trouvent. Dans une deuxième partie, je désire ensuite répondre à quelques critiques de l'opposition, qui me paraissent injustes, à l'effet que le gouvernement n'a pas fait son devoir envers l'agriculture.



Quelle est la véritable situation de la province en ce qui concerne l'agriculture? On a dit que nous manquions de programme d'ensemble. L'on se trompe si l'on veut dire par là que nous n'avons pas d'action logique et concertée, si l'on veut prétendre que nous aidons la classe agricole au petit bonheur, sans nous préoccuper des résultats possibles de l'emploi des octrois consentis et accordés. À moins que nous ayons ce programme d'ensemble, à moins que le ministère de l'Agriculture agisse d'après des méthodes d'ensemble, nous n'aurons aucun bon résultat. On a raison, cependant, si l'on soutient que nous n'avons pas en main les remèdes capables de remédier à la situation actuelle du jour au lendemain, pour transformer l'agriculture dans la province de Québec.

Le plan d'action du ministère de l'Agriculture doit être logique, je l'admets. Mais nous ne pouvons pas, en cette province, rencontrer ni détruire les obstacles placés sur la route du retour à la prospérité par une administration qui ne dépend pas de nous, celle du gouvernement fédéral. Nous ne pouvons pas, non plus, surmonter tous les obstacles que les cultivateurs rencontrent sur leur route pour l'écoulement de leurs produits par exemple. Nous ne pouvons pas changer des conditions dont nous ne sommes pas responsables. Nous ne pouvons pas empêcher une crise qui est mondiale en renversant les facteurs de la dépression actuelle. Tout homme sage et impartial sait très bien que l'on ne peut pas changer une situation du jour au lendemain, ni la mentalité des gens en une heure, mais qu'il faut admettre le temps.

Depuis quelques années, nous avons amélioré le domaine agricole de notre province. Nous avons un programme au ministère de l'Agriculture. On nous reproche de ne pas suivre le programme de l'honorable M. Perron<sup>2</sup>. Ce reproche n'est pas justifié, s'il est pris au pied de la lettre. Non! Ce programme de M. Perron, nous l'avons suivi, mais depuis longtemps, comme M. Perron l'aurait fait lui-même, je puis dire que nous avons dépassé les visées de ce programme, parce que l'agriculture se développe d'année en année dans la province et que nous suivons le mouvement du progrès. Nous le suivons en l'adaptant aux circonstances actuelles et en dépit du fait qu'il nous faudra nécessairement réduire un certain nombre de nos octrois.

D'ailleurs, depuis l'avènement de l'administration libérale, l'agriculture a avancé à grands pas dans la province de Québec. Je ne dis pas que les revenus nets de nos cultivateurs ont augmenté continuellement. Le prix de revient de leurs produits a suivi le cours

des marchés, mais ce qui a progressé par exemple, c'est l'éducation agricole, l'organisation de l'agriculture dans toutes ses ramifications. Les cultivateurs de cette province sont parfaitement au fait des problèmes et des besoins agricoles et ont à leur disposition tout ce que le département considère nécessaire. L'éducation agricole progresse et, en soi, c'est un signe de progrès agricole.

Le député de Rouville (M. Barré) nous reprochait l'autre jour de ne pas ouvrir les marchés pour les cultivateurs. Si une autre administration a barré les marchés aux cultivateurs, encore une fois, cela ne dépend pas de nous. Nous ne sommes pas responsables du fait que les marchés mondiaux sont fermés à nos produits agricoles par une politique que nous ne pouvons pas contrôler. De plus, si les cultivateurs ont changé l'échelle de leur production, cela ne tombe pas sous notre contrôle.

Mais nous avons un programme d'ensemble et nous recommandons, en premier lieu, l'amélioration et la surveillance du sol par le drainage. Par exemple, nous avons donné \$300,000, l'an dernier, pour le drainage des terres. Depuis 10 ans, grâce à cette politique de drainage, 2,000,000 d'acres de terre, plus du quart et près de la moitié des terres améliorées de la province de Québec, ont été acquis à l'agriculture. Aucune province ne peut se vanter d'avoir fait cela. Il n'y a que le gouvernement de Québec qui donne semblable octroi pour le drainage.

L'honorable député de Hull (M. Guertin), dont je regrette l'absence à son siège cet après-midi, m'a accusé de *bluffer*. Il a prétendu, alors que j'avais dit que le ministère de l'Agriculture de l'Ontario n'avait rien donné pour le drainage, qu'une somme de \$45,000 avait été accordée en octrois aux cultivateurs. Je nie cela. Si l'on relève les *Comptes publics* de la province voisine, on se rend compte que ces \$45,000 ont été donnés aux cultivateurs par le ministère des Travaux publics.

Je ne parlais pas alors des octrois des travaux publics de la province ontarienne, pas plus que je ne tenais compte des octrois du ministère des Travaux publics de la province de Québec pour l'endiguement des cours d'eau ou des octrois accordés aux colons cultivateurs par le ministère de la Colonisation. Le député de Hull m'avait posé la question au sujet du ministère de l'Agriculture ontarien. J'ai dit alors que le ministère de l'Agriculture n'avait rien donné et effectivement, il n'a rien donné. Les octrois dont il a parlé ont été consentis par le ministère des Travaux publics à 20 % du coût de l'endiguement de certains cours d'eau dont le coût total de construction dépassait \$10,000.

Nous avons fait pour le drainage ce que l'Ontario ne fait pas et ce qu'aucune autre province du dominion n'a fait. Québec est la seule province du dominion où le ministère de l'Agriculture encourage le drainage des terres. De plus, nous avons organisé des concours de drainage et d'égouttement par le labour pour l'amélioration des sols. Nous avons dépensé des sommes énormes pour ces concours et des sommes considérables pour le transport des drains souterrains.

Nous encourageons toutes les cultures. \$150,000 ont été dépensés pour 32,000 tonnes d'engrais chimiques, essentiels dans certaines régions, sous la forme de bonus allant de \$3.20 à \$10 la tonne. Il a été distribué 25,000 tonnes de chaux dans le même but.

Nous avons organisé des concours de semence, des centres coopératifs de distribution des semences. Il y a 12 centres de cette nature dans la province, dont cinq ont été établis l'année dernière. Ces centres ont distribué au cours de l'an dernier 70,000 minots d'avoine, 80,000 livres de lentilles, 225,000 livres de trèfle et 110,000<sup>3</sup> livres de mil.

Voyons maintenant ce que nous avons fait pour l'industrie animale. C'est peut-être dans ce domaine que le département de l'Agriculture a fait davantage. Nous avons lancé des attaques à fond de train contre les maladies du bétail, surtout contre la tuberculose. C'est cette maladie qui, ici comme ailleurs, s'attaque et affecte le plus nos troupeaux, tout en menaçant la population humaine. Nous la combattons énergiquement. Au cours de l'année dernière, nous avons fait subir 406,000 épreuves de tuberculinisation: 13,070 bêtes ont été abattues pour lesquelles nous avons octroyé \$75,000.

Ce travail est sûrement apprécié de la population parce qu'il ne progresserait pas si les cultivateurs n'en comprenaient pas les avantages. Nous avons vu à ce que ce travail fût fait d'une façon logique. Le travail a été accompli par les médecins vétérinaires du fédéral après entente avec les médecins vétérinaires provinciaux. Les médecins se rendent dans une paroisse, et ils la nettoient complètement, si je peux employer cette expression.

Il n'y a aucune province du dominion qui fait un travail de cette nature en collaboration avec le ministère fédéral. Et pas une n'a même accompli la moitié de notre progrès. Nous nous sommes aussi attaqués aux maladies parasitaires dans les troupeaux. Nous nous sommes surtout attachés à purifier de ces parasites les troupeaux de pur-sang parce que ce sont eux qui doivent améliorer les troupeaux de toute la province.

Nous avons accordé des primes pour l'élevage des chevaux de race. Nous encourageons nos expositions dont l'utilité, encourager les jeunes éleveurs, est démontrée. L'an dernier, nous avons donné \$15,000 d'octrois à l'Exposition de Québec. Que l'on me permette ici une comparaison. L'Exposition de Québec, pour l'importance, est comparable à celle d'Ottawa, et sait-on ce que le gouvernement ontarien a octroyé à l'Exposition d'Ottawa?

L'Exposition d'Ottawa ne reçoit que \$1,250<sup>4</sup> de son gouvernement. Je m'excuse de cette comparaison entre Ontario et Québec, mais l'opposition en revient toujours là, peut-être malgré les ordres reçus. Puisque nous en sommes à ce sujet, que l'on m'autorise à dire que je considère que la province d'Ontario est bien administrée, qu'elle a une bonne population agricole, industrielle et ambitieuse. Si je puis prouver que la situation agricole actuelle est meilleure dans la province de Québec que dans la province d'Ontario, j'aurai prouvé quelque chose, il me semble.

Nous entreprenons maintenant un système de contrôle laitier, en collaboration intime avec le cultivateur. Si le cultivateur ne collabore pas intimement avec nous sous ce rapport, nous ne pouvons pas nous attendre à de grandes choses mais, au contraire, s'il veut bien nous accorder sa coopération, nous sommes certains de faire beaucoup pour l'amélioration des troupeaux laitiers.

Ce système de contrôle laitier relève du provincial plutôt que du fédéral et il sera sûrement moins coûteux. Il nous permettra de renseigner le cultivateur sur la valeur de rendement de ses vaches laitières et de l'inciter à renouveler les têtes de bétail qui ne lui rapporteraient qu'une production amoindrie et trop faible. Il sera possible de les remplacer par les meilleures disponibles et de maintenir la production par l'adoption d'une méthode scientifique de nutrition.

Au sujet des syndicats d'élevage, nous avons surtout, dans la province de Québec, des chevaux de l'Ouest. L'Ouest s'est attaché et appliqué à l'élevage du cheval sur une grande échelle. Toutefois, les chevaux de l'Ouest amenés dans la province de Québec ne sont pas toujours désirables. Depuis l'établissement de nos syndicats d'élevage d'animaux pur sang, nous avons des animaux qui prennent part aux concours. Nos animaux ont remporté les premiers prix de tous les championnats de la province, et même à Toronto et à Ottawa, face aux animaux de tout le pays. Nous avons aussi encouragé l'élevage des agneaux et des porcs. L'honorable

député de Rouville (M. Barré) disait que nos agneaux ne sont pas de première qualité. Nous ne pouvons contrôler toute la production de nos cultivateurs. Mais, dans les concours que nous avons institués, 80 % de nos agneaux ont été classés de choix.

L'organisation de la production sur une ferme est, en somme, ce qu'il y a de plus important. Aussi, le ministère de l'Agriculture a-t-il fait tout ce qui était en son possible pour rendre cette production efficace. Il a organisé un grand nombre de champs de démonstrations. Nous faisons des enquêtes sur nos 45 fermes de démonstration, et nous avons aussi institué de 700 à 800 concours d'exploitation de fermes. Les cultivateurs ont consenti librement à se laisser guider par nos experts en économie rurale. Ces concours d'exploitation ont donné satisfaction, puisque ceux qui en faisaient partie ont demandé de les continuer et pas un seul n'a voulu soustraire sa ferme à la surveillance des agronomes auxquels ces fermes sont soumises.

Les efforts du ministère se sont concentrés surtout sur le service de l'économie rurale. L'économie rurale est le cerveau de l'agriculture et les statistiques en constituent l'œil. L'économie rurale serait aveugle si elle n'était accompagnée d'une statistique. Nous avons organisé un bureau de statistiques agricoles en 1929, et les statistiques de la province de Québec sont considérées comme excellentes. Ceux qui en ont la direction ont mérité les compliments de la part du président du Bureau fédéral de la statistique et de ses statisticiens, de la part de M. Robinson, président du Conseil national de l'industrie laitière, de la part des autres provinces, des banques et de nos grandes institutions.

Notre service de statistiques est passé de la dernière place, en 1929, avec 6 % de réponses aux formules que nous faisons parvenir aux cultivateurs en juin et décembre, à la première place dans le dominion en 1931, avec 42 % de réponses. Le chef de la statistique fédérale nous a fait le compliment que Québec a les meilleures statistiques agricoles du dominion, et à un congrès récent, après avoir loué nos statistiques et celles de la Colombie-Britannique, il conseillait aux autres provinces de nous imiter.

(Applaudissements)

Nous n'avons rien ménagé pour faire connaître nos produits à l'étranger. Nous avons des représentants dans toutes les provinces, nous avons même envoyé des représentants en Europe pour faire de la propagande et faire connaître nos produits de l'érable. Nous venons de recevoir une première commande d'un pays qui a décidé d'utiliser notre sucre d'érable.

(Applaudissements)

Les autres commandes que nous recevons de France et d'Angleterre nous permettent d'espérer que nous aurons de ce côté des débouchés très importants. Nous avons aussi travaillé pour découvrir de nouvelles utilisations de nos produits de l'érable. Ils sont maintenant employés dans les parfums, les savons et dans d'autres industries. On peut en dire autant du tabac, des patates ou des fruits du verger.

Rien ne sert de produire si le cultivateur ne réussit pas à vendre sa production. Nous avons cru que le progrès agricole se réaliserait mieux par la coopérative. Nous nous sommes efforcés de développer un esprit de coopération, alors que d'autres se sont appliqués à abolir ce que nous voulions établir. Depuis des années, presque 20 ans, nous travaillons à établir sur des bases solides la coopérative.

En fait, nous avons encouragé les coopératives. D'autres membres de cette Chambre travaillent à les démolir. Depuis deux ans, l'opposition a nui à la coopérative agricole en dénonçant ce que nous faisons, comme elle dénonçait le travail de nos agronomes.

Malgré l'opposition - je ne devrais pas dire l'opposition - malgré certains membres de l'opposition, nous continuerons à encourager la coopération. Quels que soient les efforts de quelques particuliers, notre travail pour répandre la mentalité vers la coopération se poursuivra intensivement. Nous avons actuellement 105 coopératives auxquelles nous prêtons de l'argent et auxquelles nous donnons de l'argent. Nous cherchons des marchés dans l'Ouest, à Londres, à Paris, aux États-Unis. Grâce aux coopératives, on a fait beaucoup pour obtenir une meilleure classification des produits et pour encourager la campagne d'achat local.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre vient de parler de la Coopérative fédérée. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas construit, pour la Société coopérative agricole, l'entrepôt frigorifique réclamé depuis des années et dont l'honorable M. Perron a dit qu'il était urgent et indispensable?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement n'a pas construit cet entrepôt parce que la Coopérative n'en a pas besoin. Cet entrepôt sera construit lorsque la Coopérative en aura réellement besoin.

À l'heure actuelle, elle ne le requiert pas. Actuellement, il est plus important de travailler à répandre l'esprit de coopération que de construire un entrepôt.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que cette construction n'a pas été décidée il y a trois ans? Il me semble qu'une somme de \$300,000 a été votée pour cet entrepôt?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Dans le temps, on croyait que la prospérité continuerait et que cet édifice serait bientôt nécessaire. Dans le temps, la marge de profit sur les produits agricoles était plus grande, parce que les prix pour chaque article vendu étaient beaucoup plus élevés, parce qu'il y a trois ans, les conditions n'étaient pas ce qu'elles sont aujourd'hui. La crise a affecté considérablement les produits agricoles et la faible marge de profits sur le nombre de ventes ne défraierait pas les frais. Nous ne croyons pas qu'il serait sage de faire une telle dépense à l'heure actuelle. L'entrepôt frigorifique serait une charge pour la coopération que cette dernière ne pourrait supporter présentement. Il y a trois ans, l'entrepôt pouvait être nécessaire. Il ne l'est absolument pas aujourd'hui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La coopérative n'avait-elle pas un gros déficit, il y a trois ans?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Non, elle n'avait pas de déficit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avec l'octroi du gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Tous les octrois ne sont pas payés.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Tous les octrois de la Coopération sont payés.

(Se tournant vers le député de Rouville, M. Barré) La province possède à l'heure actuelle trois écoles supérieures, plusieurs écoles moyennes, six sections agricoles dans nos collèges ruraux, nos collèges classiques. Des cours post-scolaires sont donnés aux fils de cultivateurs; 30 groupes de 50 jeunes gens en moyenne suivent des cours abrégés qui dureront deux mois et qui sont donnés par nos agronomes.

C'est l'honorable député de Rouville (M. Barré) qui nous parlait l'autre soir de certaines écoles qui existent dans son comté et qui disait que nous devrions instituer des cours agricoles du soir dans les paroisses de la province. Mais nous en

avons institué. Dans Rouville, nous donnons \$15,000 au collège de Saint-Césaire pour des cours semblables et le curé de Saint-Jean-Baptiste de Rouville donne lui-même des cours du soir, grâce à un octroi que nous lui accordons.

**M. Barré (Rouville):** L'honorable ministre peut-il dire ce qu'il a dépensé en argent, actuellement, pour ces cours du soir qui se donnent dans plusieurs paroisses?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il est bien difficile de donner des précisions là-dessus parce que certains cours ne sont pas organisés par nos officiers. Je puis cependant dire que, quand nous avons des demandes pour ces cours, nous les recevons avec plaisir et nous tâchons de donner satisfaction aux organisateurs. Je n'ai pas le total ici, mais j'ai une lettre du curé de Saint-Jean-Baptiste de Rouville nous remerciant des cours que nous avons assurés aux cultivateurs dans son école.

Il (l'honorable M. Godbout) parle alors des concours organisés pour les jeunes, concours d'alimentation de veaux, d'appréciation de bétail, de grande culture, de productions spéciales.

Les dames ne sont pas négligées. La province compte actuellement 144 cercles des fermières qui groupent 7,000 membres. Nous avons aussi 171 cours d'économie domestique. La section des arts domestiques a donné 157 semaines de cours qui ont été suivis par 7,200 élèves. Cette même école des arts domestiques donne aussi des cours de tissage, des cours sur les cuirs, la poterie et les bois.

M. l'Orateur, je crois avoir démontré que dans la province de Québec nous avons fait notre devoir envers la classe agricole. Voyons ce que les gouvernements de Québec et d'Ontario ont donné à l'agriculture. En 1928-1929, Québec donnait 6.7 % de son budget à l'agriculture, et l'Ontario, 4.3 %<sup>5</sup>. En 1929-1930, Québec donnait 7.19 %, et l'Ontario, 4.27 %. En 1930-1931, Québec donnait 9.46 % de son budget, et l'Ontario, 4.6 %. Par tête de la population rurale, Québec se trouvait à donner \$3,645 pour la classe agricole, tandis que l'Ontario donnait \$1,889. Par ferme, Québec a dépensé annuellement, dans ces trois années, \$15.98, \$20.59 et \$38.43, alors qu'en Ontario, ce fut \$12.69, \$13.36 et \$13.20. (Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que ces statistiques pour l'Ontario comprennent les octrois que le gouvernement accorde au prêt agricole provincial?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne le crois pas! Mais ce que je viens de dire suffit pour démontrer que la province voisine ne donne pas la moitié de ce que nous donnons. Nous pouvons d'ailleurs faire des comparaisons au sujet de la superficie en culture. Cette superficie est passée de 100 à 131 dans la province de Québec, de 1900 à 1930, alors qu'en Ontario cette superficie moyenne a baissé à 99.5. (Applaudissements)

**M. Barré (Rouville):** L'honorable ministre prétend-il qu'il y a eu augmentation de la superficie des fermes au détriment du nombre de fermes?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Oui, il y a eu augmentation de la superficie en culture.

**M. Barré (Rouville):** L'honorable ministre de l'Agriculture considère cela comme un réel progrès?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si cette superficie moyenne était passée de 100 à 300, par exemple, je ne dirais pas que c'est un progrès, mais dans la proportion où elle a augmenté en ces 30 dernières années, c'est incontestablement un progrès.

(Applaudissements)

Et, poussant plus loin l'analyse, je puis même ajouter que, pour le rendement moyen à l'acre des cultures, Québec se compare encore avantageusement avec Ontario, puisque sur 10 de ces cultures, nous sommes en avant dans huit cas. Quant à la population du bétail, nous sommes encore en avant sur toute la ligne. Le progrès est indiscutable pour les chevaux, les vaches laitières, les moutons, les porcs et les volailles. Il donne des statistiques à cet effet. Québec a donc fait plus de progrès en ces 30 ans que l'Ontario en a fait! déclare-t-il.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est peut-être parce que l'Ontario avait moins de progrès à faire.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne prétends pas que l'agriculture dans la province de Québec est plus avancée que dans l'Ontario, mais je revendique la part du cultivateur de Québec. Quand les étrangers citent nos cultivateurs en exemple, ce ne devrait pas être aux membres de cette Chambre de diminuer leur héroïsme et leur courage. Je ne veux pas donner le mérite de ces progrès au gouvernement de Québec, mais aux cultivateurs de la province de Québec. (Applaudissements)

Je prétends que, lorsque nos cultivateurs traversent la crise comme ils la traversent, ce n'est pas le temps de les décourager par des discours comme ceux de certains membres de l'opposition. Je prétends que lorsque les cultivateurs de la province de Québec reçoivent des compliments de toutes les parties du dominion, il est injuste de dire qu'ils ne font pas leur devoir envers la société.

(Applaudissements)

Nos jeunes éleveurs ont remporté bien des succès à Toronto où, sur cinq concours, les nôtres ont été deux fois deuxième. Dans cinq autres concours, ils se sont classés trois fois premiers.

Le gouvernement de Québec fait donc beaucoup pour aider nos cultivateurs et pour assurer le progrès de l'agriculture dans la province. Nous avons visé surtout à améliorer le bétail, à améliorer les fermes, en un mot à augmenter la production. C'est là notre rôle. Nous constatons cependant que nos efforts sont paralysés à cause de la politique tarifaire d'un gouvernement qui n'est pas le nôtre. Si nos cultivateurs ne touchent pas de prix convenables, ce n'est pas notre faute. La grande cause du malaise actuel dans le monde entier, et particulièrement du malaise agricole, c'est la disproportion entre les prix des produits agricoles et ceux des produits manufacturiers.

En prenant l'année 1926 pour base et en établissant par 100 les prix à cette date, nous constatons que ceux de 1932 sont de 70.4 pour les produits manufacturés et de 48.3 pour les produits agricoles. En 1913, en prenant la même base de comparaison, le prix des produits manufacturés était de 108.6, et celui des produits agricoles, seulement 77.2.

C'est ce défaut de balancement entre les prix payés par le cultivateur et les prix qui lui sont payés qui constitue la grande cause de la situation critique du cultivateur. Le pays se meurt de n'avoir pas de marchés, et c'est injuste pour la classe agricole que de barrer l'exportation de ses produits pour protéger les produits industriels. Les tarifs élevés frappent les cultivateurs plus que toute autre classe.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre ne croit-il pas que les obligations imposées actuellement aux cultivateurs sont une des causes importantes de sa situation?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'honorable député des Deux-Montagnes est peut-être atteint de la même maladie que d'autres de ses collègues, une admiration exagérée pour la province voisine.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre sait-il que les cultivateurs de Québec souffrent du fait que leurs terres sont plus grevées d'hypothèques, de dettes, de taxes que celles de l'Ontario?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Certains membres de la gauche parlent souvent de la situation pénible de nos agriculteurs dont les fermes sont hypothéquées. Je déplore avec eux le sort de ceux qui sont obligés de s'en aller parce qu'ils ne peuvent rencontrer leurs obligations. Tout de même, il faut être juste. Il est faux de prétendre que c'est pire dans Québec que dans l'Ontario. L'honorable député sait-il que, dans la province de Québec, il y a 42,192<sup>6</sup> fermes hypothéquées et qu'il y en a 71,604 dans l'Ontario, que le rapport de l'hypothèque à la valeur de la ferme est de 14.20 % dans Québec et de 18.95 % dans l'Ontario. (Applaudissements)

Chez nous, 31 % des fermes sont grevées d'hypothèques; dans l'Ontario, 37.26 %. L'hypothèque moyenne dans Québec est de \$2,284,000. Dans l'Ontario, elle est de \$2,818,000. Et je suis heureux de dire que c'est encore le cultivateur du Québec qui est le moins taxé. Dans l'Ontario, les taxes à rencontrer se chiffrent à 18 %, comparativement à 10 % dans Québec.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'aime pas à faire des comparaisons avec les autres provinces. Ce qui m'intéresse, c'est de m'appliquer à améliorer la situation des nôtres. L'honorable ministre admet-il que nos cultivateurs ont actuellement trop d'obligations pour leurs revenus et qu'entend-il faire pour les protéger?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'honorable député de Deux-Montagnes devrait être satisfait, me semble-t-il, quand je lui dis que notre cultivateur est dans une position relativement avantageuse comparativement à ses voisins. Je croyais avoir répondu à mon honorable ami de façon à le rendre fier de sa province. (Applaudissements)

J'admets que le fardeau du cultivateur est rude, mais il traversera la crise mieux que tous les autres. Nos agronomes n'ont rien à se reprocher. On a cité à la Chambre les chiffres suivants sur le nombre de fermes dans Québec en 1921 et en 1931, pour établir que celui-ci avait diminué de 1,600 durant les 10 dernières années. Le député de Rouville (M. Barré) a négligé de dire que, sur ces 1,600 fermes abandonnées, il y en a 1,243 de moins de 10 acres, et 36 seulement de 11 à 50 acres. Le député de Rouville

a aussi omis de dire que les fermes d'au-delà de 200 acres ont augmenté dans la même période de 1,358. Il a également négligé de dire que la superficie totale de nos fermes a été portée de 17,257,000 acres qu'elle était en 1921 à 17,753,000 acres en 1931.

M. l'Orateur, je veux dire enfin un mot de l'avenir. Notre production agricole va continuer d'augmenter. Nous n'avons donc pas lieu de nous décourager. Je ne suis pas de ceux qui s'arrêtent pour voir toujours en noir. Je suis loin d'être pessimiste. Nous avons traversé des crises dans lesquelles les gens étaient portés au découragement. C'est vers l'avenir qu'il faut jeter les yeux. Ne regardons en arrière que pour y trouver des leçons. Regardons en avant!

Dans quelques années, nous nous demanderons comment il se fait que quelques-uns d'entre nous ont été portés à prêcher le pessimisme. En ce qui concerne l'agriculture, en tout cas, nous envisageons l'avenir avec confiance. Nous multiplierons nos enquêtes agricoles afin d'intensifier le progrès. Nous intensifierons l'instruction agricole. Nous encouragerons l'organisation professionnelle et, par elle, l'esprit d'initiative, la fierté professionnelle, la sympathie et l'entente avec les autres classes. (Applaudissements)

Regardons vers le passé et nous constaterons que notre classe agricole a traversé des crises encore plus pénibles que la crise actuelle. Appuyés sur ce passé, prenons notre élan vers l'avenir, afin de faire plus grande et plus belle notre agriculture.

**M. l'Orateur suppléant:** La motion sera-t-elle adoptée?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, pas encore. (Regardant la gauche) Les poseurs de questions vont peut-être prendre la parole.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** se lève. (Applaudissements)

M. l'Orateur, depuis la dernière session, deux événements importants se sont produits dans le monde politique provincial. Nous avons eu d'abord la nomination du député de Brome (l'honorable M. Stockwell) au poste de trésorier. Je l'en félicite cordialement, et pour l'honneur qu'on lui a fait, et pour le discours qu'il a prononcé en présentant son budget. Un autre événement digne de mention, car il a de l'importance au point de vue de notre histoire politique, c'est le choix d'un nouveau chef parlementaire de l'opposition. Depuis bientôt 25 ans que je siége en cette Chambre, j'ai connu un grand

nombre de chefs de l'opposition: MM. Tellier, Cousineau, Sauvé, le petit gars de Sainte-Marie, M. Gault et M. Duplessis. Les uns ont quitté volontairement leur poste, d'autres sont partis poussés par l'opinion publique.

Le 7 novembre, lorsque j'ai appris que mon excellent ami, l'honorable député des Trois-Rivières (M. Duplessis), avait accepté le poste de leader de l'opposition, je me suis dit qu'il avait beaucoup de courage de prendre la direction de son parti dans les conditions où il se trouvait. Je sais qu'il a du talent, une vaste expérience légale, mais je me suis demandé pourquoi il voulait assumer pareille responsabilité dans les conditions où se trouve son parti. Je me rappelais, en effet, un discours prononcé à une réunion de famille conservatrice tenue à Québec l'été dernier, quelque temps avant la nomination du chef parlementaire.

À cette réunion, où il y avait quelques amis dont le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), M. Shields présidait et proposa comme chef du parti conservateur mon homonyme (M. Louis Francoeur) qui est rédacteur au journal hebdomadaire conservateur de Québec. Mon homonyme, invité à donner son opinion sur son choix comme chef, voulut bien définir quelle tâche difficile attendait le nouveau chef de l'opposition. Il déclara alors: "La tâche du chef sera lourde. Nous sommes un parti sans argent, sans influence, un parti mal vu.... (Rires)

"...On nous évite. Des portes nous sont fermées si on se dit conservateur: notre parti est au plus bas... (Rires)

"...Nous ne savons pas où nous allons. L'œuvre de reconstruction sera immense. Le nouveau chef de l'opposition devra essayer de relever notre parti. Il devra tenir, tous les dimanches - que mon honorable ami des Trois-Rivières s'en souvienne - tous les dimanches, des assemblées dans les diverses parties de la province, voir tout le monde. Il faudrait aussi savoir ce que nous voulons. À part cela, tous les jours, il devra travailler secrètement, (Rires)

"... de façon discrète et continue, partout".

Je ne sais pas si le député des Trois-Rivières a pensé à tout cela quand il a accepté.

Le 7 novembre, lorsque l'honorable député des Trois-Rivières fut nommé officiellement chef de son parti, mon homonyme écrivit dans son journal l'éloge du nouveau chef de l'opposition: "M. Duplessis, chef parlementaire, saura nous montrer où nous allons. Il comprend tout et il connaît tout". Cela sera certainement de nature à l'aider dans sa tâche. M. l'Orateur, nous avons peut-être tort de

discuter la situation avec mon excellent ami l'honorable chef de l'opposition, qui sait tout, mais je veux cependant faire quelques observations.

Le débat, jusqu'à présent, a révélé, de la part de nos adversaires, une belle unanimité. M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition, en entrant dans ses nouvelles fonctions, s'est dit: "Il faut que je sois sur le piton" et il s'est mis sur le piton. (Rires)

Son exemple a entraîné ses amis et ses collègues l'ont imité; ils se sont tous installés sur le piton. Que disent nos collègues d'en face? Ils protestent cependant de leurs bonnes intentions, ils disent qu'ils veulent collaborer à ramener la prospérité dans la province, mais ils adoptent les mêmes tactiques qu'en 1930. Les différents discours sur le budget révèlent tous un certain contentement, un certain accord avec le gouvernement.

Tous les orateurs ont manifesté une certaine tendance à aider le gouvernement. Cependant, il en est encore qui disent que le gouvernement de Québec est cause de la crise et on s'ingénie à le prouver en cette Chambre! Ce n'est plus le gouvernement fédéral qui est responsable de cette crise, qu'en 1930 on ignorait mais qui est devenue une calamité, c'est le gouvernement de Québec. Nous avons dénoncé cette tactique en 1931 et le peuple nous a donné une réponse catégorique.

On parle de pitons! Savez-vous qui a inventé et mis au monde le premier piton politique de ce pays? Ce sont nos adversaires, nos amis les conservateurs. En 1930, nous avons eu une consultation fédérale. Nous étions au début de la crise et tous les orateurs bleus déclaraient que la crise était due à l'administration King<sup>7</sup>. On promettait le retour immédiat à la prospérité et aux conditions normales. Et ce sont ces mêmes gens qui reprochent au gouvernement libéral de Québec d'avoir donné des "pitons".

Le 17 juin 1930, à Vancouver, le chef du parti conservateur (M. Bennett) disait: "Il faut répondre à l'appel des mères et des enfants". Premier piton! (Rires)

Le lendemain, il s'écriait: "M. King vous promet des conférences, je vous promets des actes. Je verrai à ce que nos promesses soient remplies ou nous faillirons à la tâche". Deuxième piton! Un peu plus tard, il promettait: "Je mettrai fin au chômage le lendemain des élections". Troisième piton! "Nous ne voyons partout que fabriques fermées, qu'incertitude. Cette situation n'existera plus le jour du scrutin". Quatrième piton! "Dans les trois mois, je réglerai le chômage". Cinquième piton! Mais il n'y avait pas que le chef qui disait cela.

À Québec, dans Saint-Sauveur, on a répété les mêmes promesses; on donnait des pitons aux ouvriers en leur promettant que trois mois après les élections ils auraient tous du travail! À la campagne, on donnait des pitons aux cultivateurs en leur promettant qu'ils vendraient leur beurre à 50 ¢ la livre. Piton à l'ouvrier, piton à l'industriel, piton au commerçant, piton à tout le monde. Tous ces pitons traînent encore, non seulement dans cette province, mais dans tout le pays. (Applaudissements)

L'honorable chef de l'opposition disait l'autre jour: "Dettes criardes, dettes d'honneur!" Mais qu'il se rappelle donc le système de pitons employé par ses amis pour prendre le pouvoir à Ottawa. La crise a-t-elle diminué depuis le mois de juillet 1930? Bien au contraire, elle a été de plus en plus intense et désastreuse. Mon honorable ami de Rouville (M. Barré) citait le commandement qui parle de ceux qui retiennent le bien d'autrui! Nous avons donné des pitons et nous les honorons.

Les pitons de nos adversaires ont été présentés pour paiement: il n'y avait pas de fonds! Aucune de ces promesses n'a été rachetée. Et l'on vient nous parler de pitons? Soyons sérieux. Nous avons des dettes, c'est vrai. Mais dans les circonstances actuelles, nul gouvernement n'aurait pu mieux faire que le gouvernement actuel. On ne pouvait pas, d'ailleurs, procéder autrement dans les endroits où il n'y avait pas de magasins et où il fallait quand même nourrir le colon. Mais quel autre, dans la présente crise, a pu rencontrer ses obligations à échéance?

Le gouvernement honore toujours sa signature. Il y a eu des retards, mais ils étaient inévitables; il y en aura encore, car le gouvernement et le département de la Colonisation doit vérifier les factures avant de les payer. Il est vrai que les comptes du gouvernement de la province ne sont pas payés sans vérification. Nous exigeons des détails sur les réclamations que l'on nous fait, mais n'est-ce pas notre devoir? L'opposition ne sait pas que nous soutenons 400,000 chômeurs dans la province. Les secours que nous leur donnons doivent être contrôlés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre ne croit-il pas que le gouvernement devrait payer ses dettes si, comme il l'admet, les particuliers sont dans une position difficile?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Ce n'est pas une question et l'honorable chef de l'opposition ne s'attend pas à une réponse.

Le gouvernement a dû donner des secours à 400,000 personnes, et des sommes énormes ont dû être déboursées pour remplir ses obligations en vertu de la loi du chômage de 1931 et des lois précédentes. Le gouvernement fédéral a fait voter trois différentes lois pour remédier au chômage. Dans la province de Québec, voici ce qui a été dépensé en vertu des trois lois:

Loi de 1930: Travaux publics, \$2,865,005.86; secours directs, \$696,498.04. Total: \$3,561,503.90.

Loi de 1931: Travaux publics, \$4,289,768.15; secours directs, \$1,015,677.30. Total: \$5,305,445.18.

Loi de 1932: Secours directs, \$937,139.18.

En vertu des trois législations fédérales, une somme de \$37,977.031 a été dépensée dans la province en travaux et en secours directs. La part du gouvernement provincial a été de \$12,595,505.

Nous avons payé, à date, plus de \$12,000,000 pour la part de la province de Québec seulement, pour des travaux et des secours directs, en vertu des trois lois fédérales que je viens de nommer. Québec n'a pas négligé ses chômeurs; il est inutile d'entrer dans des détails, mais il sera peut-être intéressant de dire de quelle façon nous procédons en vertu de la loi des secours directs du gouvernement fédéral. Dès que nous recevons une demande d'une municipalité qui a des chômeurs dans un pressant besoin dans ses limites - il faut que cette demande soit assermentée par les officiers de cette municipalité - nous soumettons cette demande à nos inspecteurs qui se rendent compte de son bien-fondé.

Ensuite, nous accordons à cette municipalité un certain montant. Lorsque la municipalité nous a fait le retour des argents dépensés, nous étudions son rapport et, lorsque nous l'avons trouvé conforme, nous le transmettons à Ottawa. Ottawa fait ensuite la même chose, pointe le rapport, s'assure si les sommes ont été dépensées à propos, et quand la capitale nous communique qu'elle a accepté nos factures, nous faisons aussitôt le chèque pour le montant et nous l'adressons aux autorités municipales.

Les comptes ne peuvent être payés que lorsqu'Ottawa, après les avoir vérifiés, nous les renvoie approuvés. On a dit en cette Chambre que le gouvernement avait retardé des paiements, bien qu'Ottawa lui eût envoyé l'argent. Rien n'est plus inexact. J'en ai la preuve ici. On a mentionné ces retards pour Trois-Rivières, Montréal et Québec où les villes avaient été obligées de payer la quote-part de la province en plus de payer la leur. Cette affirmation ne pourrait pas être prouvée. Voyons les faits.



Première réclamation des Trois-Rivières, \$8,187,90; chèque reçu d'Ottawa le 19 décembre et adressé à la municipalité le 20 décembre. Réclamation no 2 des Trois-Rivières, \$8,245.55; chèque reçu d'Ottawa le 19 décembre et adressé à la municipalité le 20 décembre. Réclamation no 3 des Trois-Rivières, \$11,512.56; chèque reçu d'Ottawa le 19 décembre et adressé à la municipalité le 20 décembre. Réclamation no 4 des Trois-Rivières, \$25,516.86; chèque reçu d'Ottawa le 19 décembre et adressé à la municipalité le 20 décembre. Réclamation no 5 des Trois-Rivières, \$36,740.19; chèque reçu d'Ottawa le 20 janvier et adressé à la municipalité le 20 janvier, le jour même. Pour la cité de Québec: Réclamation no 1 de Québec, \$1,500; chèque reçu d'Ottawa le 31 octobre et adressé à la municipalité le 2 novembre. Réclamation no 2 de Québec, \$44,321; chèque reçu d'Ottawa le 27 janvier et adressé à la municipalité le 28 janvier. Réclamation no 3 de Québec, \$91,826.15. Cette réclamation a été reçue le 30 janvier et est encore en vérification par suite du manque de signatures à certains documents. Nous avons avisé la ville à cet effet et nous attendons la réponse. Je mentionne ces faits pour montrer que le retard n'est pas dû au gouvernement. Même chose pour la cité de Montréal et de Trois-Rivières où, lorsqu'il y a eu retard, c'est à la suite d'entente entre le trésorier de la province et le trésorier de la cité qui voulaient faire vérifier certaines factures de l'assistance publique. Quand il y a eu des retards, ce fut toujours à cause de la nécessité de certains rajustements.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas eu de plaintes?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Non, il n'y a pas eu de plaintes officielles, je n'en ai pas au dossier. D'ailleurs, à la suite de ce que je viens de vous dire, il n'y avait pas raison d'en avoir.

Il faut toujours se souvenir qu'il y a trois parties au règlement des factures du chômage, à cause de l'entente tripartite. Chaque facture est soumise à un pointage sévère et cela peut causer des délais, mais non des retards. Il est arrivé que certaines municipalités aient payé en anticipation des sommes qu'elles devaient recevoir de la province, mais nous n'avons pas à y voir et elles prennent des risques. Si une municipalité paie sans être assurée du retour d'Ottawa, elle pourrait perdre quelque chose de sa part de contribution.

Nous n'avons plus, pour ainsi dire, de loi du chômage. C'est une loi du secours direct. Si l'on veut

me permettre une expression d'opinion, je crois que quand il n'y a pas de travail, il faut en créer pour remédier à la situation dans tous les cas où des travaux publics sont nécessaires, sans être urgents. Quand ces travaux peuvent être entrepris, j'estime qu'il est de notre devoir de les entreprendre pour occuper les ouvriers.

J'ai accompagné le premier ministre à Ottawa, lors de la dernière conférence interprovinciale. Je représentais notre province dans le comité de travaux publics et des secours directs, chargé de l'étude de cette question du chômage. Tous les représentants des autres provinces étaient contre les entreprises de travaux publics et voulaient que l'aide au chômage fût confinée aux secours directs. J'ai combattu cette idée et j'ai demandé au comité de recommander à la Conférence générale que les entreprises publiques fussent permises.

Je fus le seul à demander au comité de changer d'opinion. "Pourquoi insistez-vous pour que nous présentions ce rapport à la Conférence?", demandaient les délégués. J'ai alors cité le cas de Montréal, qui demandait l'autorisation de dépenser un montant considérable pour entreprendre des travaux publics, afin de donner du travail à ces chômeurs et requérant une contribution du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral. Montréal était prête à dépenser \$1,000,000 à condition que Québec et Ottawa fournissent également la même somme, et Montréal s'engageait en outre, je crois que Montréal voulait construire un égout collecteur, à fournir le matériel.

Une délégation de Montréal s'est rendue à Ottawa pour demander la contribution fédérale. Ottawa a répondu à la délégation de s'entendre avec Québec et qu'elle verrait alors quoi faire si Québec approuvait le projet. Québec a dit oui, mais Ottawa a refusé. Ottawa a refusé en donnant pour prétexte qu'il ne pouvait autoriser les entreprises de travaux, en vertu de la loi.

À la suite d'une longue discussion, le comité a décidé de permettre les entreprises de travaux publics quand cela serait nécessaire. J'ai réussi, à la Conférence, à faire adopter notre point de vue sur la clause des travaux publics, et la Conférence générale l'a ratifiée à l'unanimité. Cependant, notre recommandation n'a pas eu de suite encore. Nous attendons maintenant que le gouvernement fédéral donne suite à la recommandation du comité de la Conférence.

J'ai dit que nous devons faire des travaux, quand la chose est nécessaire, pour donner de l'emploi aux ouvriers. En 1930, j'étais présent à

Ottawa lorsqu'un comité composé des représentants des provinces fut chargé d'administrer la loi fédérale. Le sénateur Gideon Robertson, lorsqu'il était ministre du Travail à Ottawa et avait alors charge de l'application de la loi, était aussi d'avis qu'il faut entreprendre n'importe quelle sorte de travaux, pourvu que l'on donne du travail aux chômeurs. Même, disait-il, il faudrait ouvrir un sentier dans la forêt, s'il n'y avait pas autre chose à faire. Pour ma part, je suis encore d'avis qu'il vaut mieux entreprendre des travaux que garder des gens dans des camps de concentration aux quatre coins du pays, pendant l'hiver, en se demandant ce que l'on pourra en faire au printemps.

J'estime qu'il est préférable d'entreprendre des travaux publics que de prendre des employés qui font leur devoir à la Commission du havre, au port de Québec pour en faire des chômeurs aux soins du gouvernement et de les envoyer à la Citadelle où ils font suivre leurs noms des lettres B. A. (Bennet's Army) et ne gagnent que 20 ¢ par jour, à condition d'exécuter certains travaux. Il vaudrait mieux, encore une fois, leur donner de la besogne. Nous sommes prêts à contribuer partout à des entreprises de travaux qui deviennent ensuite un actif pour notre province et c'était notre programme. C'est pour cela que nous avons voté une somme de \$8,000,000 pour la construction de grands ponts, parce que cela donnait du travail à notre population.

C'est aussi pour remédier au chômage que nous avons fait construire l'édifice à bureaux pour le gouvernement, rue Saint-Augustin à Québec. Nous y avons employé pendant 13 mois, une moyenne de 602 employés par mois, soit un total de 8,236 hommes et de leur payer en salaires une somme de \$717,402.70 pour 1,670,780 heures de travail. Nous avons aussi construit un palais de justice à Ville-Marie en employant pendant 10 mois une moyenne de 248 hommes par mois, soit un total de 2,337 personnes qui ont travaillé 463,374 heures et reçu un salaire total de \$195,586.

De même encore pour le palais de justice de la Rivière-du-Loup où, pendant 12 mois, nous avons employé une moyenne de 30 hommes par mois, soit 360 personnes qui ont travaillé 55,925 heures et reçu en salaires \$23,559. Nous avons donné dans ces trois dernières entreprises, dont celle de La Malbaie, \$616,444 heures de travail à 3,369 hommes, et nous leur avons payé \$252,599.89 en salaires.

De même encore, pour la construction des trois grands ponts sur la rive sud, à Sorel sur la rivière Richelieu, Yamaska-Est et Pierreville et Saint-François, du pont de Sainte-Anne de

Chicoutimi, du pont de Gaspé et du pont de l'Île d'Orléans. Pour le pont de Sorel, nous avons employé 456 personnes en moyenne, par mois, soit un total de 5,683 employés qui ont travaillé 1,034,518 heures et reçu en salaires \$460,174.05.

Pour le pont d'Yamaska, nous avons employé une moyenne mensuelle de 281 hommes, soit un nombre total de 3,304 employés qui ont travaillé 590,226 heures et reçu \$251,324.94. Pour le pont de Saint-François, la moyenne mensuelle fut de 466 hommes, soit un nombre total de 5,129 employés qui ont travaillé 705,131 heures et gagné \$274,650.05. Pour le pont de Chicoutimi, nous avons une moyenne mensuelle de 374 hommes, soit un total de 3,694 employés qui ont travaillé 766,884 heures et gagné \$371,188.55.

M. l'Orateur, on a critiqué la construction du pont de l'Île d'Orléans, dont la moyenne mensuelle a été de 477 employés, soit un nombre total de 5,845 personnes qui ont travaillé 1,072,215 heures et gagné \$477,941.56. Le pont n'était peut-être pas urgent, mais il était nécessaire et utile et il a été commencé dans des conditions extrêmement avantageuses. L'entreprise nous a permis de donner de l'ouvrage à des milliers d'ouvriers. À ce sujet, je considère la construction du pont de l'Île comme un actif pour la province. Je dis que sa construction est justifiable. (Applaudissements)

Il n'y a pas un député de l'opposition qui serait bien venu de critiquer cette construction devant la population ouvrière de Québec qui a reçu ainsi de l'emploi.

Le total des personnes employées pour la construction de ces ponts, mensuellement, a été de 2,054; le nombre total d'employés, 23,655 hommes qui ont fait 4,168,974 heures de travail et ont touché en salaires \$1,835,279.15.

Le grand total d'hommes employés à la construction de l'édifice à bureaux de la rue Saint-Augustin, des ponts et des palais de justice est de 2,966 hommes mensuellement; de 35,335 hommes qui ont travaillé 6,456,198 heures et ont touché \$2,805,281.83 en salaires.

C'est autant de travail que nous avons donné aux chômeurs en faisant ces entreprises qui s'imposaient. Nous aidons nos chômeurs et, en donnant du travail, nous aidons non seulement les ouvriers des villes, mais les populations rurales. Les colons et les cultivateurs en ont profité lorsqu'ils ont pu vendre leurs produits aux ouvriers du pont de l'Île, par exemple. Je sais que, dans mon comté, la construction du pont de l'Île a permis aux cultivateurs de vendre aux ouvriers employés au

pont, des produits qu'ils auraient été obligés de rapporter chez eux s'ils n'avaient pas eu ces clients. Ils n'ont pas vendu ces produits très cher, sans doute, mais ils les ont vendus grâce aux argentés payés par le gouvernement en salaires aux ouvriers.

Je déclare, M. l'Orateur, que l'argent dépensé pour remédier au chômage ne devrait pas être discuté. Personne ne devrait critiquer les travaux entrepris par le gouvernement pour donner du travail aux chômeurs. On nous dit: "Vous ne dépensez pas assez". Et quand nous dépensons, on critique encore. L'opposition nous dit: "Empruntez davantage". Quand nous avons un surplus, l'opposition nous disait: "Votre surplus est fictif". Maintenant que nous avons un déficit, l'opposition nous dit: "Ce déficit que vous annoncez est sûrement plus gros que ça!" Du reste, l'opposition n'est pas logique, car elle nous reproche en même temps de faire des travaux et de ne pas dépenser d'argent pour aider les chômeurs. Il n'est pas sage d'endetter les générations futures. Il y a plusieurs moyens d'équilibrer un budget. Nous avons choisi le meilleur qui est de comprimer les dépenses.

Il n'y a que trois moyens d'équilibrer un budget: soit l'augmentation des impôts, soit la réduction des dépenses, soit le recours aux emprunts. Nous avons considéré que le fardeau des taxes qui pèsent actuellement sur les épaules de la population est assez lourd et nous avons décidé de ne pas l'augmenter. Nous nous sommes servis du second moyen et nous avons comprimé les dépenses.

Quant aux emprunts, ils ont du bon, mais si on les répète trop souvent, nous courons à la faillite. Il ne faut pas oublier que, lorsque nous empruntons, nous sacrifions l'avenir au présent. Nous hypothéquons nos ressources. Le gouvernement ne fabrique pas de sous; il reçoit l'argent des contribuables et il l'emploie à bon escient. Si l'on pouvait établir que nous administrons mal l'argent du peuple! Mais je ne crois pas qu'un seul député de l'opposition puisse étayer cette accusation.

Le député de Hull (M. Guertin) nous disait: "Faites ceci, faites cela". Mais quand la province est obligée de contribuer des millions pour secourir les chômeurs, il faut dépenser avec prudence afin de ne pas brûler la bougie par les deux bouts.

Dans mon ministère, nous avons fait autre chose encore pour aider les chômeurs, nous avons adopté le système de rotation. Savez-vous combien nous avons payé en salaires aux nombreux ouvriers qui ont travaillé à la réparation des édifices parlementaires? Nous avons payé \$79,000 à 832 pères de famille. Nous estimons que c'est le meilleur moyen d'aider l'ouvrier.

L'honorable député de Rouville (M. Barré): "Taxez les compagnies qui se sont enrichies pendant que nos soldats se battaient à la guerre", s'est-il écrié. Je considère que l'opposition ne devrait pas faire d'appels de ce genre, dans les jours que nous traversons. Il a voulu rendre le gouvernement responsable de la surcapitalisation dans la province de Québec. Il disait que tous ceux qui ont des stocks mouillés ne soient pas taxés, mais qu'on les mette en prison. Le grand soir, quoi!

**M. Barré (Rouville):** Le ministre voudrait-il répéter ce qu'il vient de dire?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Que tous ceux qui ont des stocks mouillés ne soient pas taxés, mais qu'on les mette en prison.

**M. Barré (Rouville):** Je ne parlais pas de ceux qui ont des stocks, mais de ceux qui les ont vendus.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Alors cela ne concorde pas avec ce que disait l'honorable député de Hull (M. Guertin), cela contredit même ses prétentions. Ce sont ces déclarations que je veux dénoncer à la Chambre. Ce sont ces dénégations qui ne peuvent être étayées sur des faits.

Nous sommes à un tournant. Notre armature économique est désaxée. Nous sommes en train de liquider le passé et cela va vite. Si l'on dit au gouvernement: "nous sommes prêts à collaborer" et qu'on dénonce ensuite tout ce qu'il fait, ce n'est là qu'un geste de parade. Ce n'est pas en faisant appel aux passions et aux préjugés que l'on sert sa province. Il n'y a pas deux manières d'agir pour aider les gouvernements.

Que l'on fasse de la critique, si la chose est nécessaire, mais de la critique constructive. Que l'on ne fasse pas d'attaque dans le genre de la troisième internationale. Ce qu'il nous faut, c'est une véritable union pour améliorer la situation. Dans tous les pays, le char de l'État est embourbé. Il faut que tout le monde mette l'épaule à la roue pour les sortir de l'ornière.

Le temps est à la coopération. Le gouvernement, comme les individus, gagne sa vie à la sueur de son front. Tout ce que le peuple peut réclamer, c'est que le gouvernement fasse son devoir. Le gouvernement de Québec l'a accompli son devoir dans le passé et il continuera dans l'avenir.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Laferté (Drummond):**  
M. l'Orateur, il est 6 heures.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 h 45<sup>8</sup>**

##### **Succession Joseph Masson**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 85 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Emprunt de la ville de Chicoutimi**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 134 ratifiant le règlement d'emprunt no 292 de la cité de Chicoutimi.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Succession J.-O. Villeneuve**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 128 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Subsides**

La Chambre reprend le débat sur la motion en discussion à 6 heures, ce jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

##### **L'honorable M. Laferté (Drummond)<sup>9</sup>:**

Mes premières paroles seront pour féliciter très sincèrement notre estimable collègue, l'honorable trésorier (l'honorable M. Stockwell), de l'exposé clair, précis et courageux qu'il a fait de la situation financière de la province. Du côté de l'opposition, il y a eu grand chambardement au cours des derniers mois. Nous y sommes habitués. M. Houde est disparu pour un monde meilleur et il ne faut pas dire du mal des morts politiques. Le député de Saint-Georges (M. Gault) a cédé sa place au député des Trois-Rivières (M. Duplessis) après avoir prononcé un discours vibrant d'enthousiasme qui fut son chant du cygne. Si des morts il ne faut dire que du bien, je crois que, dans les circonstances, il est préférable, humbles mortels que nous sommes, de glisser sans trop appuyer.

Le nouveau chef de l'opposition est jeune, enthousiaste et travailleur. Il porte un beau nom et nous sommes sûrs, du côté de la droite, qu'il va le maintenir haut et digne pour sa propre réputation et celle du parti qu'il dirige. Nous sommes heureux de constater que, du côté de la gauche, la logique et le bon sens semblent avoir repris leurs droits... du moins momentanément, car avec nos adversaires, nous ne savons jamais d'avance de quoi demain sera fait. Le nouveau chef sait la haute estime que je lui porte et il ne doutera pas de mes sentiments à son égard, si je lui souhaite de se perfectionner davantage pour pouvoir remplir pendant de nombreuses années le rôle important qui lui a été assigné et qu'une convention de son parti ratifiera, je l'espère, à l'unanimité.

Je ne puis cependant m'empêcher de remarquer que, peu de temps après qu'il eût été chargé des destinées de son parti, une grande assemblée des chefs conservateurs eut lieu au Cap-de-la-Madeleine, à deux pas des Trois-Rivières, assemblée au cours de laquelle les chefs en question, suivant une tactique qui semble leur être de plus en plus chère, consacrèrent la plupart de leurs discours à dénoncer avec virulence le gouvernement

Taschereau, sans doute pour faire oublier les nombreuses faiblesses du gouvernement Bennett. Or, l'honorable chef de l'opposition n'était pas à leurs côtés. N'avait-il pas été invité, ou l'ayant été, avait-il refusé de paraître en public avec les amis de M. Bennett? C'est pour moi un secret et un mystère que je n'essaierai pas d'éclaircir.

En ce qui concerne l'honorable député de Hull (M. Guertin), mon antagoniste des anciens jours, j'oserais dire des anciennes nuits, il est facile de constater à sa figure réjouie et débonnaire qu'il est très heureux d'avoir changé de chef. Malheureusement il n'a pas changé de mentalité, et à l'entendre, il semble posséder la formule de Jouvence; mais il ne fera croire à personne qu'il peut ramener la province, rajeunie par ses soins, aux temps de l'âge d'or.

Tous les membres de cette Chambre connaissent le système ordinaire en vertu duquel nous favorisons la colonisation de plusieurs manières différentes, soit en ouvrant des chemins nouveaux, en construisant des ponts en bois, en octroyant des prêts à longs termes, en donnant des primes de défrichement, de résidence, d'abatis et de labour, en fournissant gratuitement des graines de semence, en construisant des écoles dont le département de l'Instruction publique paie entièrement le coût, en procurant à nos colons des gardes-malades, en faisant parfois des dons gratuits aux plus miséreux et aux plus nécessiteux, etc.

Ainsi, pendant l'année écoulée, mon département a ouvert 111.07 milles de chemins d'hiver; il a parachevé 237.20 milles de chemins de roulage; il a réparé 1,684.69 milles de chemins détériorés, soit 135.53 milles de plus que l'an dernier. Et il a construit des ponts et des ponceaux sur une longueur de 17,097 pieds. Bref, nos activités ont porté sur une longueur totale de 2,032.96 milles. Le nombre des lots vendus pour fins de colonisation est de 2,318, alors que l'an dernier il était de 2,067, soit une augmentation de 251, et ces lots couvrent une superficie de 214,951 acres, alors que l'an dernier ces lots couvraient une superficie de 197,086 acres, soit une augmentation de 17,865 acres.

Pendant l'année, nos colons ont fait 22,966 acres de premier labour sur leurs lots non encore patentés, ce qui représente une augmentation de 9,834 acres sur l'année précédente. De même, ils ont fait 29,741½ acres d'abatis ensemencés pour la première fois, soit une augmentation de 13,548½ % sur l'année 1930-1931.

Voici, année après année, depuis neuf ans, les montants qui ont été payés comme primes à nos défricheurs pour les encourager dans leur dur labeur:

1924-1925.....	\$ 67,240.00
1925-1926.....	143,236.00
1926-1927.....	121,000.00
1927-1928.....	208,000.00
1928-1929.....	206,865.00
1929-1930.....	227,747.00
1930-1931.....	<u>245,000.00</u>

Total:..... \$1,249,088.00

Il convient d'ajouter le montant à être payé cette année, savoir en 1931-1932, soit une somme de \$375,000 environ, formant un grand total de \$1,624,088 depuis l'année 1923-1924. Alors qu'en huit ans, nous avons fourni gratuitement à nos colons une somme de \$250,000 de graines de semence, soit une moyenne de \$31,250 par année, en 1930-1931 nous leur avons accordé à cette fin \$33,176.61 et, en 1931-1932, malgré la crise, une somme d'environ \$100,000, sans compter une autre somme d'à peu près \$190,000 qui a été accordée à la classe agricole par mon collègue, l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout).

En 1931-1932, 24 nouvelles paroisses ont été fondées dans des régions de colonisation. En 1897, il y avait 878 paroisses et missions et, en 1931, il y en avait 1,392, soit une augmentation, en 34 ans, de 514 paroisses. C'est-à-dire que, depuis 1897, 15 paroisses par année, en moyenne, ont été fondées, alors qu'en 1931-1932 nous avons atteint le chiffre imposant de 24. M. Hormisdas Magnan, publiciste et agent colonisateur du département, avait donc raison de dire dans son rapport de l'an dernier: "Je ne crois pas qu'aucune autre province du dominion puisse montrer un tel résultat durant la même période".

Ne voulant pas nous arrêter en aussi bonne voie, nous avons, pendant l'année 1931, ajouté à notre politique générale de colonisation ce que j'appellerai le système spécial d'établissement avec permis d'occupation, et ce, sans avoir recours aux formalités ordinaires du billet de location. En vertu de ce système, nous avons établi pendant l'été de 1931, 5,694 familles dans nos différentes régions de colonisation, soit dans 28 comtés différents. Il (l'honorable M. Laferté) donne la liste des 28 comtés où ces familles ont été établies.

Comme ces familles se composent d'une moyenne d'environ six personnes, poursuit-il, l'on se rend compte de l'importance qu'a pris, dans la province de Québec, le mouvement du retour à la terre. Une somme de \$1,289,815.20<sup>10</sup> a été payée pour l'établissement de ces familles, soit pour frais de déplacement, pour construction de camps ou de

maisonnettes, pour achat d'animaux ou d'instruments de travail, pour primes spéciales de défrichement ou encore pour achat et distribution de provisions de bouche ou pour autres fins utiles.

Ces familles n'ont pas de loyer à payer, du bois ou du charbon à acheter, de taxe d'eau à rencontrer et, par ailleurs, elles ont des jardins avec lesquels elles peuvent se sustenter quelques mois de l'année, et déjà l'on se rend compte que leur sort ne se compare pas à celui des chômeurs de la ville.

Puisque je mentionne les activités du département de la Colonisation au cours de l'été 1931, il serait injuste d'ignorer les 841 familles qui ont été rapatriées des États-Unis et également placées sur la terre. Ces 841 familles ne représentent pas moins de 3,364 personnes, ce qui représente un bel actif pour nous.

Je dois cependant à la vérité de dire qu'à cause de l'abandon par le gouvernement d'Ottawa de la somme de \$50,000 qu'on nous octroyait annuellement pour fins de rapatriement et de la crise que nous traversons, nous allons être forcément obligés de restreindre considérablement cette politique qui nous a donné dans le passé d'excellents résultats, tout en laissant ouvert à Nashua le bureau établi à cette fin et qui continuera de donner tous les renseignements dont auraient besoin ceux-là de nos frères franco-américains qui voudraient revenir dans Québec.

Sans entrer dans les détails au sujet de chacun des comtés que je viens de mentionner et où a fonctionné avec succès notre système spécial de colonisation, laissez-moi simplement vous dire que, d'après un rapport du 4 janvier que me soumettait l'un de mes officiers, M. O. Desgagné, il appert que dans sept cantons du comté de Charlevoix-Saguenay, par exemple, ceux d'Escoumins, d'Iberville, de Laval-Latour, de Ragueneau et de Manicouagan, nous avons dépensé du 21 septembre 1931 au 31 octobre 1932, une somme de \$189,520 pour l'établissement de 2,215 âmes comprenant 376 familles et que ces familles de colons ont en main un actif de \$199,903, soit un surplus de \$10,383 dont ces familles bénéficieront directement, et la province indirectement. Et l'on peut dire à peu près la même chose de nos autres régions de colonisation.

D'une manière générale, vous serez peut-être intéressés d'avoir un résumé du rapport de nos divers missionnaires-colonisateurs que vous trouverez d'ailleurs plus en détails dans le rapport général de mon département.

L'abbé Bergeron nous dit qu'en 14 mois, 6,319 familles se sont placées sur des terres et que, si

on ajoute à ce nombre 100 jeunes gens placés par le missionnaire de l'Abitibi et les familles établies dans le Témiscamingue, de janvier 1932 à juillet 1932, nous arrivons à un chiffre impressionnant.

L'abbé Charles Minette, missionnaire-colonisateur de l'Abitibi nous dit que des calculs soignés lui permettent d'affirmer que, du 1<sup>er</sup> octobre 1931 au 1<sup>er</sup> octobre 1932, 1,620 familles sont arrivées dans sa région et s'y sont installées et que, depuis quelques semaines, le mouvement du retour à la terre amène des petits groupes de familles qui se placent à divers endroits.

Le rapport du missionnaire-colonisateur de Rimouski n'est pas moins intéressant. "Je m'empresse de dire, mentionne l'abbé Sirois, que les défections que j'appréhendais chez les colons de l'an dernier ne se sont pas produites. Ces colons, à vocation forcée pour un grand nombre, prendront-ils racine pour de bon! Je suis porté à la croire, du moins à l'espérer, et la crise vue sous ce jour aura été presque une bénédiction". De juillet à juillet, 558 familles ont été placées dans ce district.

D'après l'abbé Geo. Bilodeau, plus de 600 colons, presque tous chefs et soutiens de famille, ont été reçus ou envoyés dans la région du Témiscouata, au cours des mois de juillet, août, septembre et octobre 1931, et le résultat de cet établissement a été des plus satisfaisants, de sorte qu'il n'y a pas un seul lot de disponible actuellement dans la région ouverte l'an dernier. De plus, le même missionnaire s'est occupé de l'établissement de 664 familles dans Bellechasse, Dorchester, Beauce, Frontenac, Mégantic.

Le missionnaire du Témiscamingue, l'abbé Moreault, ne craint pas d'affirmer que, par le nombre des établissements, l'année 1932 restera de beaucoup la plus importante depuis l'origine du Témiscamingue. Le Témiscamingue aura vu, en 1932, sa plus grande superficie de défrichement et de premiers labours pour une année.

Comme il a été beaucoup question depuis quelques mois de notre établissement de la rivière Solitaire, je me permets de citer ce qu'en dit le missionnaire-colonisateur; "En l'an 1932, au Témiscamingue, on aura vu ce que les journaux ont appelé l'épopée de la rivière Solitaire. Là où, en septembre encore, c'était la grande forêt avec la route nationale comme seul vestige de la civilisation, nous avons, deux mois plus tard, 300 familles établies, 300 maisons construites, un village avec chapelle-école, une population de 2,000 âmes, une paroisse avec curé résidant et deux missions, dont l'une a une importance spéciale avec ses 109 foyers.

L'abbé Bernier, missionnaire-colonisateur du Témiscouata, nous dit que "la colonisation, depuis juillet 1931, a marché à pas de géant. Ouvert en juillet, les cantons d'Aclair et de Biencourt comptent déjà plus de 150 colons résidents. Nous avons établi dans nos divers cantons 742 colons et, sur ce nombre, pas moins de 500 familles y sont résidentes. Ces colons ont fait en moyenne chacun quatre acres d'abatis, dont plus de la moitié a étéensemencée ce printemps. Chaque colon résident a eu la bonne idée de se faire un bon jardin potager, qui lui sera d'un grand secours dans l'alimentation de sa famille". Comme résultat pratique, quatre nouvelles paroisses, qui ont leur prêtre résident, ont été fondées.

L'abbé Savard, missionnaire-colonisateur de Mistassini, me fait rapport qu'au cours de l'année, 1,926 familles ont été placées sur des terres nouvelles dans les trois comtés confiés à sa charge, ceux de Chicoutimi, du Lac-Saint-Jean et de Roberval.

Des témoignages flatteurs en faveur de l'œuvre que nous poursuivons abondent et proviennent de différentes sources. Afin d'établir autant que possible, sinon tout le bien, du moins une grande partie du bien que l'on dit de nous, me permettez-vous, au risque d'être un peu long, de vous soumettre ce que pense de la colonisation un prêtre qui s'y connaît et qui a écrit il n'y a pas très longtemps un volume intitulé *Pour rester au pays*. Je veux parler de l'abbé Bilodeau. "Depuis quelques années, dit-il, on a donné un grand essor à la colonisation; et ce mouvement est sans contredit ce qu'on a fait de mieux pour la nationalité. C'est un mouvement sauveur. Pour qu'il s'amplifie, pour qu'il prenne des proportions en rapport avec le développement de la population, il faut que toutes les puissances nationales y mettent la main. De là vient la nécessité de prêcher l'amour de la terre tout en prêchant l'économie. Ces deux choses s'enchaînent et se complètent".

Un autre apôtre de la colonisation, l'abbé Bergeron, a écrit récemment un volume très intéressant, intitulé *Loi morale et pain quotidien*. Parlant non seulement de la colonisation dans la province de Québec, mais de ce qui s'est fait ou plutôt de ce qui aurait dû se faire dans toutes les autres parties du pays, il s'exprime comme suit: "Quels efforts avons-nous faits jusqu'ici pour utiliser et mettre à profit la vigueur, l'élan de notre jeunesse et son goût pour la culture de la terre? Il y a des millions d'acres de terre dans l'Ouest. On refuse d'en concéder une, à moins que ce soit à des étrangers. Il y en a des millions dans l'Ontario. À peu près point

de colonisation, si ce n'est que par quelques Canadiens français. Il y en a des millions dans les provinces maritimes. Point de colonisation non plus là".

Notre province seule s'est occupée de cette œuvre et a fait, depuis une quinzaine d'années, ce qui ne s'était pas vu depuis l'époque de Jean Talon. Vous pouvez additionner pas mal de millions dépensés, mais nous pouvons vous montrer pas mal de paroisses fondées.

Si tous les colons placés dans les nombreuses colonies fondées depuis 15 ans étaient journaliers dans les villes, le problème du chômage serait assurément plus compliqué, car nous aurions 10 villes de 10,000 âmes de plus à soutenir à même les fonds de l'État. 10 villes comme nous en avons une dans la province coûteraient à l'État \$8,000,000 rien que pour cet hiver.

Si les autres provinces avaient placé sur des terres neuves autant de gens en équipolent (sic) que Québec, le problème du chômage serait en partie réglé, comme il l'est dans les populations rurales et la population urbaine. La France et l'Italie nous donnent de fameuses leçons sous ce rapport.

Il est une légende qui heureusement tend de jour en jour à disparaître et dont je désire détruire, si possible, les derniers vestiges: c'est celle qui existait autrefois à l'effet que les marchands de bois, avec lesquels d'ailleurs je n'ai aucun contact et que je n'ai aucun intérêt à protéger, bien au contraire, sont les ennemis irréconciliables des colons, et font tout en leur pouvoir pour entraver les progrès et les succès des défricheurs du sol. Sans doute, les intérêts de ces deux classes de personnes ont été opposés un certain nombre d'années, et il y a eu à cet égard des plaintes qui n'étaient peut-être pas dénuées de tout fondement. Mais le temps, qui est un grand guérisseur, et l'action énergique du gouvernement ont fait disparaître ou amoindrir considérablement un pareil état de choses, et c'est un plaisir pour moi de constater que s'il y a encore amélioration à avoir sous ce rapport, un grand progrès a été accompli.

Ainsi, pour ne vous en donner qu'un exemple, laissez-moi vous dire que l'automne dernier, l'un de nos officiers, M. J.-E. Caron, surintendant des ventes, se rendait à Cabano où il assistait à une conférence entre messieurs les curés de la région et les représentants de la compagnie Fraser. Le but de cette conférence était d'obtenir de celle-ci l'assurance qu'elle achèterait le bois de pulpe des colons; car, par décision du bureau de direction de la dite compagnie, il avait été convenu qu'elle n'en achèterait pas cette année, dans la région du Témiscouata.

Nous avons représenté à ces messieurs que si l'on ne coupait que du bois de sciage cet hiver, plusieurs colons seraient sans travail et perdraient même le fruit du bois mou qui ne pouvait être transformé en billots et ne serait bon que pour du bois de pulpe. Après discussion de part et d'autre, les représentants de la compagnie Fraser, Major Chs.-G. Power et M. McLaughton, obtinrent du bureau chef de la compagnie l'autorisation d'acheter 6,000 cordes de bois à pulpe, provenant des défrichements des colons des cantons de Biencourt et d'Aclair. Cette promesse assurait donc un revenu de près de \$100 à quelque 300 colons établis à cet endroit. Les autres colons, ils sont près de 600 dans ces cantons, qui n'ont pas de bois de pulpe dans leur défrichement, leur lot étant en bois franc, auront le privilège de travailler aux chantiers que la compagnie fera aux environs, et ce, sur la base de \$1 par jour. Ce geste de la compagnie Fraser mérite d'être signalé à la Chambre, ne fût-ce que pour détruire cette légende que les compagnies et les colons sont des ennemis irréconciliables.

Non seulement nous avons donné une attention spéciale à la colonisation en vertu du système ordinaire en vigueur depuis un grand nombre d'années, non seulement nous avons aussi établi en 1931 le système spécial d'occupation sans billet de location, mais voulant favoriser davantage nos braves colons, j'avais l'honneur, au cours de la dernière session, de faire adopter une loi pour promouvoir davantage le retour à la terre, loi en vertu de laquelle le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de la Colonisation à se porter adjudicataire de tout lot, immeuble ou partie d'immeuble mis en vente pour taxes municipales ou à acheter des immeubles que les municipalités locales possèdent déjà, suivant les prescriptions de l'article 737 du Code municipal, lorsque nous jugeons qu'il est dans l'intérêt de la colonisation, dans une localité, d'agir ainsi, et pourvu que le montant de l'acquisition n'excède pas, dans chaque cas, la somme de \$100 ou \$5 l'arpent.

Cette loi ayant été sanctionnée le 19 février 1932, et vu que les ventes pour taxes municipales ont eu lieu peu de temps après, savoir au commencement de mars, nous n'avons pu nous porter acquéreurs d'un très grand nombre de lots. Cependant, par ordre en conseil du 7 septembre 1932, nous en avons acquis un certain nombre dans divers cantons, pour des prix variant de \$50 à \$100, et afin de rendre cette loi plus effective et plus opérante, je demanderai sous peu à la Chambre de l'amender et de pouvoir acheter également les lots qui pourraient être disponibles pour les mêmes fins et qui seront offerts en vente pour taxes scolaires.

On a dit que gouverner c'est prévoir. Or cette sage législation aura pour effet de pouvoir nous procurer le nombre de lots requis pour faire face aux demandes qui nous seront faites, si la poussée vers des terres neuves se continue avec autant d'intensité qu'au cours des deux dernières années.

Mais il y a plus; outre les divers systèmes de colonisation que je viens de signaler à la Chambre, nous sommes allés encore plus loin et nous avons accepté de coopérer avec Ottawa au sujet de ce qu'on est convenu d'appeler le plan Gordon, plan en vertu duquel il est accordé à chaque famille de colons qui va s'établir sur une terre une somme de \$600 dont \$200 payable par le gouvernement fédéral, \$200 par le gouvernement provincial et \$200 par la municipalité intéressée à envoyer de ces familles sur des terres neuves.

Le 6 mai 1932, j'écrivais au très honorable M. Bennett pour lui proposer de participer au mouvement de retour à la terre et lui demander de coopérer avec nous. Le 11, je recevais du premier ministre du Canada une lettre me félicitant de cette initiative et du résultat que nous avions obtenu jusqu'à date. Il ajoutait qu'il communiquait ma demande à l'honorable M. Gordon, ministre du Travail, de la Colonisation et de l'Immigration à Ottawa.

Assez longtemps plus tard - je dis cela pour que l'on ne m'accuse pas de retard - assez longtemps plus tard, l'honorable M. Gordon m'écrivait une lettre pour me proposer son plan tripartite. Je lui répondais pour lui représenter que ce projet n'était pas suffisamment pratique, en ce sens qu'un très grand nombre de nos municipalités, surtout à cette époque de dépression financière et économique, refuseraient d'accepter un tel projet.

Et pour protéger nos municipalités, je décidai alors d'écrire au ministre du Travail, de la Colonisation et de l'Immigration, lui proposant au nom du gouvernement de Québec de payer 50 % de l'octroi aux familles pour les retourner à la terre, si Ottawa payait l'autre 50 %. C'était le moyen d'exempter aux municipalités une nouvelle charge. Les municipalités n'étaient pas en état de payer, on le sait. Comme la saison avançait et que je n'avais pas de réponse, le 16 juin j'adressai un message à M. Gordon pour lui demander à quelle décision il en était arrivé.

Le 18, un samedi, je recevais une lettre du ministre du Travail, de la Colonisation et de l'Immigration, refusant notre proposition d'exempter les municipalités du paiement d'un tiers et s'en tenant fermement à son premier projet.



Je saisis l'occasion la plus rapprochée pour soumettre à mes collègues de l'Exécutif cette décision finale et définitive des autorités fédérales, et faute de mieux et afin d'éviter des critiques qu'on n'aurait pas manqué de nous faire, nous décidâmes d'accepter le plan Gordon tel qu'on nous le proposait, ou plutôt qu'on nous l'imposait.

Nous avions eu raison de faire tout notre possible pour protéger nos municipalités et les exempter de payer, car la presse, j'oserais dire sans exception, approuva d'emblée notre manière de voir. On se convaincra par ce qui précède que s'il y a eu des retards, ils ne sauraient en aucune façon nous être imputables.

Puisque je suis sur ce sujet, on me permettra de donner quelques brèves statistiques en ce qui concerne les municipalités avec lesquelles nous sommes entrés en communication. Toutes n'ont pas été d'accord, il est facile de le constater. Ainsi, des 188 intéressées à ce mouvement du retour à la terre, 45 ont demandé des renseignements auxquels elles n'ont pas donné suite; six ont accepté le mouvement par résolution sans spécification; 30 l'ont accepté par résolution et avec spécifications; 21 ont refusé en alléguant pauvreté; neuf ont soumis leurs conditions; une a protesté et refusé énergiquement, et enfin, 17 ont bénéficié de l'entente.

Le mouvement fut donc déclenché et nous nous mîmes à la besogne avec tout le soin et la diligence possible. La presse nous a donné son aide. Il s'agissait d'abord de choisir l'endroit le plus propice pour l'établissement des nouveaux colons et il n'y eut de notre part aucune hésitation quelconque. Nous avons choisi les cantons de Rémigny, Desandrouins et Montbeillard, au Témiscamingue, pour établir nos colons. Cet excellent territoire est situé entre deux lacs d'une longueur de 30 milles, ces deux lacs étant réunis par une rivière de six milles appelée rivière Solitaire, laquelle sert de base à notre organisation. Le sol y est sans contredit l'un des plus fertiles de notre province, et il a l'avantage d'être traversé du sud au nord par une route magnifique reliant le vieux Témiscamingue agricole au nouveau champ minier et industriel.

Il s'agissait non seulement de faire un bon choix du nouveau territoire à coloniser, mais il fallait aussi faire un choix des plus judicieux des colons à y établir. Pour faire le choix des colons, nous avons nommé une commission composée de M. Sam Marcotte, représentant mon département, M. J.-G. Russell, du gouvernement fédéral, M. J.-E. Legault, du Canadian Pacific Rail, et M. J.-E. Laforce, du Canadian National Rail. Je tiens à rendre hommage aux membres de cette commission pour le beau

travail qu'ils ont accompli. Tous les membres en question ont fait preuve de dévouement à nul autre pareil et méritent pour leur travail désintéressé les plus grandes louanges. La tâche a été acquittée avec grande compétence.

Le choix que l'on a fait, dans les divers endroits où les municipalités ont accepté de participer au mouvement, a été excellent et l'on s'est appliqué particulièrement à éliminer un grand nombre d'applications et à n'accepter de préférence que celles venant de personnes qui avaient déjà été cultivateurs ou colons.

Puisque j'ai parlé des membres du comité, qui n'ont ménagé ni leur temps ni leurs peines pour faire de leur entreprise un succès, vous me permettrez de féliciter et de remercier sincèrement les membres de nous diverses sociétés de Saint-Vincent-de-Paul qui, comme toujours, ont été de véritables apôtres et nous ont grandement aidés. Ils ont apporté au département un précieux concours dans l'établissement des sans-travail sur des terres. Il (l'honorable M. Laferté) est émerveillé du travail accompli par ces gens et il cite de nombreux témoignages de journaux et de citoyens pour féliciter la province de son œuvre colonisatrice.

Notre plus cordiale gratitude est également acquise à nos deux grandes compagnies de chemin de fer qui, à ma demande, nous ont accordé des taux réduits pour le transport de nos colons et de leurs bagages, de même qu'à plusieurs groupes de citoyens qui nous ont vendu divers objets à des prix ridiculement bas, quand ils n'en faisaient pas un don gratuit à nos colons, ainsi qu'à la presse qui n'a jamais manqué l'occasion de souligner au public nos diverses activités.

Ces vaillants défricheurs du sol ont quitté la ville pour un grand nombre d'entre eux sans un sou de dette, grâce à nos institutions charitables et philanthropiques, et je n'oublierai jamais, pour ma part, la joie qui rayonnait sur leur figure et l'émotion qui m'étreignait lorsque j'allai les saluer à la gare et leur souhaiter bon voyage lors de leur départ pour la région lointaine du Témiscamingue. Tout avait été prévu et, en arrivant là-bas, les nouveaux colons avaient tout ce qu'il fallait pour s'installer aussi confortablement que possible et commencer une vie nouvelle, qui est loin de leur faire regretter les misères endurées jusque-là.

Il me tardait d'aller leur rendre visite avec quelques-uns de mes officiers et les membres du comité chargé de faire leur recrutement. J'hésitais cependant à cause des dépenses qu'un voyage de cette nature ne manquerait pas d'occasionner, lorsque je reçus l'offre généreuse du Canadien Pacifique de

me rendre sur les lieux dans un char privé, gratuitement mis à ma disposition. Le voyage fut intéressant et très impressionnant.

Tous ceux qui y prirent part constatèrent avec plaisir que nos colons étaient satisfaits et qu'aucun d'eux ne se plaignait. Nous fûmes réellement émerveillés des progrès accomplis dans l'espace de quelques semaines à peine, et nous restâmes convaincus que la colonisation est encore appelée à jouer un grand rôle dans notre province. Vous seriez surpris, M. l'Orateur, du nombre incalculable de témoignages d'appréciation que nous avons de différentes sources pour cette politique véritablement intensive de colonisation et qui, je vous l'avoue, a dépassé les prévisions, même des plus optimistes.

Tout dernièrement, savoir le 8 février 1933, un débat avait lieu au Sénat et l'honorable sénateur Gustave Lacasse, de la province-sœur, ne craignait pas de déclarer de son siège "On ne saurait douter que l'idée s'est graduellement répandue et a gagné du terrain. Certains gouvernements ont adopté et perfectionné des projets bien conçus en ce sens, mais je regrette que ma propre province ne soit pas en tête de ce mouvement progressiste.

"L'honneur en revient à la vieille province de Québec, et Ontario traîne en arrière. Mes collègues apprendront avec intérêt que la province de Québec, au cours des deux dernières années, a distribué \$600,000 aux colons sous forme de primes; qu'elle a dépensé près de \$2,000,000 pour établir ou améliorer des routes dans les régions éloignées du nord, et que près de 9,000 familles ont été prises dans les villes surchargées pour être placées sur de nouvelles terres, où elles deviennent peu à peu indépendantes".

L'établissement de 6,500 familles, l'établissement de routes et de ponts et le drainage de certaines terres a coûté moins de \$2,500,000. Si l'on divise ce montant par 6,500 familles, on voit que l'État a dépensé \$385 pour l'établissement d'une famille.

Il ne faut pas considérer uniquement ce qui a été accompli chez nous, mais dans les autres provinces. L'honorable député de Hull (M. Guertin) - je regrette qu'il ne soit pas à son siège - nous a dit que nous avions été en retard avec ce grand mouvement de retour à la terre. J'ai écrit à M. J.-G. Stead, directeur de la publicité au ministère fédéral de la Colonisation, pour lui demander les statistiques des autres provinces sur le retour à la terre. M. Stead m'a répondu que l'Île-du-Prince-Édouard n'avait pas pris part au mouvement, qu'il n'avait pas reçu de nouvelles du Nouveau-Brunswick, non plus de la Colombie-Anglaise et que l'Alberta avait placé 51 familles, Ontario 54, la Nouvelle-Écosse 94, le

Manitoba 185, la Saskatchewan 380, et Québec 515. Notre vieille province est donc encore en tête de toutes ses sœurs de la Confédération, dans ce domaine comme dans plusieurs autres d'ailleurs.

Puisque je parle sur le budget, on me permettra bien de dire et d'affirmer que notre situation financière est meilleure que celle de toutes les autres provinces du dominion et à beaucoup d'égards, préférable à celle du dominion lui-même. Pour s'en convaincre et sans entrer dans des détails fastidieux, il n'y a qu'à référer à cet effet au *Business Year Book* de 1932.

En dépit de notre situation financière, nous avons subi fortement les atteintes de la crise; mais nous en avons beaucoup trop parlé. On se rappelle ce qu'écrivait un jour Arthur Buies<sup>11</sup>. "À Québec", disait-il, "l'on n'entend parler que de deux choses: le vent de nord-est et les Quarante-Heures". Si Buies vivait à notre époque, il affirmerait sans doute que l'on ne s'entretient que de la crise. De grâce, parlons-en, si l'on veut, mais essayons de l'amoinrir et d'adopter aux circonstances notre manière de vivre. Impuissants à réparer tous les désastres qu'elle a semés sur son passage, prenons au moins de bonnes résolutions pour l'avenir et rappelons-nous, comme l'a si bien dit Cina Lombroso<sup>12</sup>, dans son ouvrage *La rançon du machinisme*, que "le papier imprimé vaut souvent moins que le papier blanc et les maisons quelquefois moins que les terrains qui les portent, ou les briques qui ont servi à les construire".

Cette crise a servi malheureusement de tremplin politique à un trop grand nombre de personnes, et sans sortir de cette enceinte parlementaire, l'un de nos collègues, l'honorable député de Rouville (M. Barré), n'allait-il pas jusqu'à affirmer lors de l'assemblée conservatrice tenue à Drummondville le 8 août dernier: "Je suis contre le gouvernement parce qu'il ne paie pas ses dettes". Quelle trouvaille et quelle logique, quand on se rappelle qu'au temps où il n'était pas du tout question de dettes, l'honorable député trouvait quand même le moyen de critiquer avec acerbité et virulence!

Il devrait se rappeler, de même que tous ceux qui partagent son opinion, ce qu'écrivait récemment l'une des gloires de notre épiscopat, Son Excellence Mgr Courchesne: "Si notre société veut bien se sauver, elle le peut, car le bon Dieu a fait les nations guérissables. Ce sera à la condition, non pas de se décourager, à la suite de ceux qui se contentent de prononcer que nos hommes publics ne valent rien et qui croient sage de douter de tout et de tous. Cette espèce n'a jamais fait de bien d'aucune sorte, même avec du talent".

Le meilleur moyen de réagir est de remplir le rôle du médecin. Tant mieux, infiniment préférable à celui du médecin. Tant pis. Avec grande exagération l'on s'est plaint que nous avions trop retardé à payer nos dettes. J'admets que certains paiements ont été suspendus, mais non sans raisons valables, et je ne crains pas de dire et d'affirmer que, malgré certains retards, ceux à qui nous devons se sont trouvés dans une situation bien meilleure que celle des porteurs d'actions et de débiteurs de certaines grandes compagnies ou grosses corporations qui ont cessé de payer des dividendes, malgré que leur position financière était considérée comme supérieure à la nôtre.

Retards dans nos paiements! dit-on. Mais ces retards étaient inévitables. En effet, des personnes peu scrupuleuses n'ont pas hésité ou à majorer des listes de paie ou à vendre des objets de luxe qu'elles n'étaient pas autorisées à vendre. Il a donc fallu faire une enquête méticuleuse. Le département a nommé plusieurs vérificateurs à cette fin. Si nous avions payé sans vérifier attentivement tous les comptes, l'opposition n'aurait pas manqué de nous blâmer sévèrement. Nous avons préféré examiner soigneusement et attentivement tous et chacun des comptes que l'on nous a présentés, afin de sauvegarder le Trésor public, dont nous sommes responsables au peuple.

Quant à nous qui sentons sur nos épaules un fardeau de plus en plus lourd, nous ne nous plaignons pas de notre sort, mais nous ne souhaitons pas aux membres de l'opposition d'avoir un jour à régler des problèmes aussi difficiles et aussi complexes que ceux auxquels il nous faut faire face.

Si le temps à ma disposition me le permettait, je pourrais vous citer les nombreuses lettres de reconnaissance et de remerciements que j'ai reçues d'un grand nombre de colons, qui se disent satisfaits de leur sort, de même que les appréciations flatteuses que nous viennent de la presse et d'autorités tout à fait recommandables. J'aurais beaucoup aimé pouvoir vous entretenir des autres branches de mon département, particulièrement des Pêcheries, mais ce sera dans une autre occasion, car je m'aperçois que j'ai déjà dépassé et de beaucoup, des limites que l'on ne m'a pas fixées, il est vrai, mais que je n'aurais peut-être pas dû franchir.

Je ne voudrais pas cependant reprendre mon siège sans fustiger comme il convient un certain monsieur de l'Abitibi, qui s'appelle le Dr Lamarre, et qui, chaque semaine, dans un hebdomadaire de Montréal, *L'illustration*, écrit des lettres injurieuses et insensées au premier ministre de cette province,

qui d'ailleurs ne s'en porte pas plus mal. Ce monsieur est allé chez nos nouveaux colons de la rivière Solitaire pour recueillir leurs griefs et afin de mettre le département en mauvaise posture vis-à-vis les autorités fédérales, il a demandé une enquête à l'honorable M. Gordon, qui a dépêché sur les lieux un enquêteur du nom de LaFortune.

Or, ce dernier a passé plusieurs jours dans la région visitant les familles de maison en maison, en compagnie du missionnaire, l'abbé Leroux. Il a constaté l'inexactitude des plaintes, que tout le monde était satisfait et a fait un rapport en conséquence à son ministre, ne ménageant pas, paraît-il, sa manière de voir au citoyen Lamarre, auquel Lafortune a été loin d'être favorable. Ce même Lamarre n'en était pas à son premier échec, car il a brigué les suffrages des électeurs de l'Abitibi aux dernières élections provinciales, mais il n'a recueilli en tout en partout dans cet immense comté que 173 votes.

On me dira peut-être qu'il ne convient pas d'attacher plus d'importance qu'il ne faut à un personnage de cette nature. Je suis prêt à l'admettre.

M. l'Orateur, je veux vous signaler une autre affaire, plus importante et plus sérieuse, c'est le cas du Dr Duguay, député conservateur du Lac Saint-Jean à Ottawa. Savez-vous ce qu'il a fait? Je vous le donne en cent, je vous le donne en mille. Il est allé rencontrer un de nos colons du nom de Jeffrey Levasseur, qui était satisfait de son sort et du traitement de faveur que mon département lui avait donné, mais en faisant des instances auprès de lui, il l'a convaincu qu'il pourrait se procurer encore de plus grands secours s'il adressait un message à Ottawa pour se plaindre de mon département. Sur la foi de ces représentations, Levasseur a consenti à accéder à la demande de son député et a permis à ce dernier d'envoyer le message suivant à l'honorable M. Gordon:

16 décembre 1932

W. A. Gordon, Ottawa

Colons dans une horrible misère victimes  
représentants Gouvernement Provincial, veuillez  
faire enquêtes S.V.P.

(Signé) Jeffrey Levasseur

Aussitôt que nous avons été au courant de ces faits, nous avons immédiatement demandé à notre chef de district, feu M. Amireault - qui vient de mourir à la tâche, après s'être beaucoup dévoué pour

protéger les intérêts de mon département et le bien-être des colons, auquel il me fait plaisir de rendre hommage - de faire une enquête complète de l'affaire et de nous faire rapport, et de nous dire exactement ce qui en était.

Le 23 décembre, M. Amireault nous a fait rapport suivant: "Jeffrey Levasseur occupe le lot no 11, du rang Canton Labrecque et est le chef d'une famille de neuf personnes, lequel a reçu les secours suivants:

De novembre 1931 à mai 1932, au total .....	\$159.00
Les 6-18-23-28 mai 1932.....	27.40
Les 1 <sup>er</sup> -3-11 juin 1932.....	11.00
Les 6-8-21-22-30 juillet 1932 .....	30.65
Les 8-12-15-24-26-28 août 1932 .....	24.50
Les 6-14-20-26 septembre 1932 .....	34.50
Les 8-15-31 octobre 1932.....	16.00
Les 2-11-15 novembre 1932 .....	20.25
Le 1 <sup>er</sup> décembre 1932.....	6.00

Formant un total de ..... \$329.30

Son fils Albert est marié depuis octobre et reçoit du secours en plus et dans la proportion des autres familles de colons.

Espérant que ces détails vous seront agréables, je demeure votre tout dévoué.

(Signé) C. Amireault,  
Chef de district

Ce colon avait reçu \$329 de notre département et il était satisfait. Le 27 du même mois, le colon Levasseur signait à Chicoutimi, devant trois témoins la déclaration où il dénonçait M. Duguay dans un affidavit et reconnaissait avoir été bien traité parmi nous.

Je dénonce de mon siège la conduite de ce M. Duguay, député fédéral qui, pour de mesquins intérêts de parti, a eu recours à une tactique aussi déloyale et antipatriotique, qui n'est pas digne, dans mon opinion, d'occuper un siège à la Chambre des communes. Voilà comment certains patriotes nous aident à traverser la crise.

Est-il surprenant, M. l'Orateur, que nos colons soient parfois un peu exigeants lorsque le mauvais exemple part de si haut? Je tiens à ajouter toutefois que quand deux concitoyens de ma province, Canadiens français comme moi, MM. Lamarre et Duguay, accomplissaient cette œuvre

néfaste qui soulève le dégoût et la réprobation de tous les esprits bien pensants, un homme d'une autre race et d'une autre province et pas le dernier venu, j'ai nommé le très honorable R. B. Bennett, premier ministre du Canada, que je connais à peine personnellement ne l'ayant rencontré qu'une fois, m'écrivait pour me dire: "J'ai votre lettre du mois de juin concernant la colonisation et je vous félicite pour ce que vous avez été en mesure d'accomplir l'année dernière".

Après cela, il n'y a plus qu'à tirer le rideau et à continuer, en essayant si possible de l'amplifier, l'œuvre bienfaisante et salutaire que nous avons entreprise, sans nous occuper des roquets, de la basse politique qui s'acharnent à nos talons. Nous aurons d'autant moins de difficultés que nous avons à notre tête un bon pilote qui a le respect et la confiance de tous ses collègues. Ferme et impavide, il sait aux époques les plus difficiles se montrer à la hauteur des circonstances.

Si le regretté Lord Shaughnessy vivait, il n'aurait, j'en suis sûr, aucune hésitation à dire du gouvernement actuel ce qu'il disait vers 1917: "Nous devons être fiers de la province de Québec qui, grâce non seulement à ses richesses naturelles, à sa prospérité, et à sa bonne administration, mais grâce aussi à son respect des lois et à son sens profond du devoir, sera en ces temps dangereux que nous vivons actuellement l'ancre de salut qui assumera la paix dans tout le dominion". La fermeté et le courage sont les deux qualités qui doivent dominer chez l'homme public. En effet, comme on l'a si bien dit: "Tant que le courage dure, la vie est supportable; elle peut même être belle dans les pires circonstances, car le courage est toujours uni à l'espérance, et l'espérance compte plus que le bonheur dans l'existence humaine".

Et comme l'a si bien écrit Gandhi: "La fermeté et le courage ne peuvent que laisser leurs empreintes, même pour les adversaires"<sup>13</sup>. Fidèle à ce que pourrait être sa devise, "le progrès dans l'ordre et l'ordre dans le progrès", le Parti libéral, appuyé par une vaillante députation et soutenu par une opinion saine et éclairée, fidèle à son passé et confiant dans l'avenir avec prudence et fermeté, désireux qu'il est de procurer à toutes les classes l'avancement, le bonheur et le progrès, et poursuivant sa belle et utile carrière, il continuera de verser des torrents de lumière sur ses obscurs blasphémateurs.

(Applaudissements)

La motion est adoptée et, en conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

**En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur, S. R., 1925, chapitre 3, article 43, amendé par 18 George V, chapitre 12, section 2, allocation de logement de \$1,000 incluse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier de la couronne en chancellerie et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Demandes de documents:**

**L'auditeur face  
à l'émission des mandats**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous rapports, faits par l'auditeur de la province, en vertu de l'article 8, chapitre 21 des statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 19 février 1933.

Adopté.

**Rapport du lieutenant-gouverneur sur  
l'émission des mandats, 1932-1933**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous rapports au lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 9, du chapitre 21, des statuts refondus du Québec, 1925,

depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 19 février 1933.

Adopté.

**Rapport du lieutenant-gouverneur sur  
l'émission des mandats, 1930-1932**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous rapports au lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 9, du chapitre 21, des statuts refondus du Québec, 1925, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1932.

Adopté.

**Règlements adoptés par la trésorie,  
1926-1928**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous les règlements adoptés par le bureau de la trésorie de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1926, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1929 exclusivement.

Adopté.

**Règlements adoptés par la trésorie,  
1929-1933**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous les règlements adoptés par le bureau de la trésorie de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 19 février 1933.

Adopté.

**Construction et entretien  
du pont à Caughnawaga**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil, adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 22 mars 1928, inclusivement, jusqu'au 19 février 1933, et se rapportant à la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga, et aux amendements à la dite loi.

Adopté.

**Code civil,  
article 1622**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 modifiant l'article 1622 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**M. Taschereau (Bellechasse):** L'objectif est de donner aux propriétaires une plus grande protection contre le non-paiement de loyer par leurs locataires. Actuellement, le vendeur d'un article sur le système de paiement à tempérament a la priorité sur celui-ci, son droit se situant au-dessus de celui du propriétaire. Le bill a pour but de rétablir la situation.

De plus, le bill fait en sorte que le propriétaire puisse acheter du locataire l'article en question et prendre le paiement à partir du loyer qui est dû. Il est mentionné, cependant, que le vendeur, pour protéger ses droits, doit exiger un paiement liquide dans le cas d'articles tels qu'un piano, une radio ou un gramophone.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Code civil,  
articles 180 et 1296**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 modifiant les articles 180 et 1296 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 77 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 126 concernant Stanley Bagg Corporation.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 11 heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai demandé au gouvernement de compléter une réponse donnée récemment à l'une de mes questions. Est-ce l'intention du premier ministre de se rendre bientôt à ma demande?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ça vient! Ça vient! Vous faites toujours la même scène.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vous demande pardon, ce n'est pas une scène. J'ai droit à ces réponses et je les demande poliment. Le gouvernement est-il tellement désorganisé que son personnel ne puisse trouver le texte d'un ordre en conseil à moins de trois ou quatre jours?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le premier ministre ne voit évidemment pas ce qui se passe autour de lui!

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 10 h 15.

**NOTES**

1. En Chambre, M. Stockwell est voisin de pupitre de M. Godbout.

2. Ministre de l'Agriculture en 1929 et 1930.

3. *La Patrie* du 24 février 1933, à la page 5, indique 100,000 livres de mil.

4. *L'Événement* du 24 février 1933, à la page 3, parle de \$1,700 en octrois.

5. 4.6 %, selon *L'Union des Cantons de l'Est* du 9 mars 1933, à la page 2.

6. 52,192, selon *L'Union des Cantons de l'Est* du 9 mars 1933, à la page 2.

7. Le gouvernement de William Lyon Mackenzie King dirige le Canada de 1921 à 1930, puis de 1935 à 1948.

8. *L'Action catholique* du 24 février 1933, à la page 11, indique 8 h 30.

9. Le discours de l'honorable Laferté est ponctué d'applaudissements.

10. Dans leur édition du 24 février 1933, *L'Action catholique*, à la page 8, et *Le Devoir*, à la page 8, évaluent plutôt l'installation à \$1,289,028.28.

11. Arthur Buies, avocat et journaliste canadien-français du XIX<sup>e</sup> siècle.

12. César Lombroso, médecin et criminologue italien du XIX<sup>e</sup> siècle.

13. Extrait tiré du livre de Gandhi intitulé: *Vie de M. K. Gandhi*, p. 248.





Séance du vendredi 24 février 1933

### Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 11 heures.

#### Absence de l'Orateur

M. le greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

#### Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 32 modifiant le Code municipal;
- bill 33 modifiant la loi des cités et villes.

#### Loi des assurances, 1933

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour l'honorable M. Stockwell (Brome) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 51 des assurances de Québec, 1933 (dispositions temporaires).

Ce sont des dispositions temporaires que nous prenons pour faire concorder notre loi des assurances avec celle d'Ottawa, à la suite du récent jugement du Conseil privé. Comme la Chambre des communes sera appelée, à cette session, à légiférer là dessus, nous ne prenons que des dispositions temporaires, quitte à y revenir plus tard pour arriver à une concordance des deux lois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Loi des élections contestées

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande, appuyé par le représentant de Trois-Rivières

(M. Duplessis), la permission de présenter le bill 194 abrogeant la loi 22 George V, chapitre 20.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Vente d'immeubles pour taxes

M. Bédard (Québec-Comté) demande, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), la permission de présenter le bill 195 modifiant le Code municipal concernant la vente des immeubles pour taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Vente d'immeubles pour non-paiement de taxes

M. Bédard (Québec-Comté) demande, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), la permission de présenter le bill 196 modifiant la loi de l'instruction publique relativement à la vente des immeubles pour défaut de paiement de taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Questions et réponses:

##### Établissement des personnes rapatriées

M. Barré (Rouville): Des 1,784 personnes qui, d'après une réponse donnée le 9 février 1933, auraient été rapatriées, du 1<sup>er</sup> janvier 1932 au 31 décembre inclusivement, combien ont été placées par le gouvernement ou se sont établies sur des fermes de notre province?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. 1,653 personnes.

2. À la connaissance du département, aucune de ces personnes n'a quitté ces fermes.

#### Cour de Québec

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. a. Existe-t-il une Cour des jeunes délinquants dans la cité de Québec; b. Dans l'affirmative, quel en est le juge?

2. *a.* Existe-t-il une Cour des relations domestiques dans la cité de Québec; *b.* Dans l'affirmative, quel en est le juge?

3. Quels sont les pouvoirs de ce juge ou de ces juges et en vertu de quelles lois, provinciales ou fédérales, ou des deux autorités, existent-ils?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. et 2. Il n'existe pas de telles cours.

#### **Fraude et corruption dans les affaires municipales**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 180 remplaçant l'article 17 de la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Bureau des écoles protestantes de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 concernant le Bureau des écoles protestantes de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Loi du département des Affaires municipales**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 24 modifiant la loi du département des Affaires municipales.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Rachat de terrains**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 concernant le rachat de certains terrains détenus en

vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitué soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Commission municipale de Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'une foule de petites modifications que nous pourrions étudier au comité. Mais l'objet principal du projet de loi est de pourvoir à la manière dont la Commission municipale pourra procéder à la vente des propriétés pour taxes, dans les municipalités en tutelle.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me suis toujours opposé à cette loi qui constitue une interdiction en bloc de nos corporations municipales et scolaires, de même qu'aux abus de pouvoirs accordés à cette Commission. J'estime que les modifications tendent à lui donner des pouvoirs judiciaires, comme nous le verrons en comité des bills publics.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Garantie des emprunts municipaux ou scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 pour défendre la garantie par certaines personnes des emprunts municipaux ou scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Destitution de certains officiers municipaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 modifiant la loi relative à la destitution de certains officiers municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Loi des liqueurs alcooliques

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** pour **l'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre devrait nous dire quels sont les principaux changements que l'on propose.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les principaux amendements du bill relatif à la Commission des liqueurs ont trait aux heures de fermeture des magasins de liqueurs et au droit des tribunaux d'assigner des témoins dans les causes intentées en vertu de la loi des liqueurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'aurais préféré discuter le principe de ce projet avant de le renvoyer au comité des bills publics. Nous aurons l'occasion et le droit d'y revenir je présume?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Certainement. D'ailleurs le principe c'est la Commission des liqueurs?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous verrons<sup>1</sup>.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, 3 heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je constate sur le *Feuilleton* qu'il y a deux bills au sujet des objets non complètement payés et des ventes à crédit. Il s'agit en somme de la vente à tempérament. Il me semble que la question des ventes à tempérament devrait être étudiée devant un comité où tous les intéressés pourraient être entendus. Il faudrait donner aux intéressés une chance de se faire entendre au comité<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est l'honorable député de Joliette (M. Dugas) qui a présenté le projet le plus important concernant les

ventes à tempérament. Il est entendu que le bill du député de Joliette sera présenté à l'Assemblée législative mardi prochain et qu'il en exposera et expliquera les grandes lignes. Je crois qu'après cela nous pourrions référer ce projet et tous ceux qui concernent les ventes à tempérament au comité des bills publics, où tous les intéressés pourront plaider leur cause. Le comité pourra prendre cette question en considération et l'étudiera au cours de l'autre semaine, dans 15 jours, soit dans la semaine du 6 mars. Nous nous entendrons avec l'honorable chef de l'opposition pour fixer le jour. Les intéressés auront toutes les facilités et le temps voulus pour se mettre au courant et venir exposer leurs vues et pour présenter leurs objections<sup>3</sup>.

(Réactions dans la tribune du public)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 11 h 45.

### NOTES

1. La seconde lecture du bill 16 apparaît aux *Journaux de l'Assemblée législative*, le 2 mars 1933, et un long débat s'ensuit. Ici, le bill n'est pas adopté en deuxième lecture et le débat est renvoyé à la date subséquente.

2. Ce projet de loi important provoque des réactions dans le public, selon *Le Soleil* du 24 février 1933, à la page 1.

3. Plusieurs réactions se font entendre dans les tribunes, selon *Le Soleil* du 24 février 1933, à la page 1.



## Séance du mardi 28 février 1933

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Charte de Lachine

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de John H. Fyon et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Lachine; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 modifiant la charte de la cité de Lachine, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de John H. Fyon et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Lachine est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 137 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 46 pour défendre la garantie par certaines personnes des emprunts municipaux ou scolaires.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 34 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill F du Conseil législatif modifiant la charte de The Montreal General Hospital et décrétant disponibles à certaines fins les sommes d'argent de certains legs.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 98 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Votre comité a aussi examiné le bill 136 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides, et désirerait avoir un rapport des légistes avant d'en continuer l'étude.

Le rapport est adopté.

Code de procédure civile,  
article 716

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béïque), la permission de présenter le bill 197 modifiant l'article 716 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Validation de  
polices des compagnies  
d'assurance mutuelle

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 57 modifiant la loi validant certaines polices d'assurance émises par des compagnies d'assurance mutuelle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Présomption du  
décès d'un assuré  
après un non-paiement

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux),

la permission de présenter le bill 198 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile relativement au paiement par l'assureur, en certains cas, du montant de l'assurance.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Code de procédure civile, article 599**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux), la permission de présenter le bill 199 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 110 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

#### **Charte de Saint-Hyacinthe**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Fortin (Beauce)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre agréé les amendements du Conseil législatif avec l'amendement suivant:

Le paragraphe *b* de l'amendement 1 est remplacé par le suivant:

"*b*. En remplaçant, à la ligne 12 de la page 2, les derniers chiffres: "946" par les chiffres "945"."

Adopté.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Construction et entretien du pont à Caughnawaga**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 23 février 1933, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil, adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 22 mars 1928, inclusivement, jusqu'au 19 février 1933, et se rapportant à la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga et aux amendements à ladite loi. (Document de la session no 53)

#### **Article de *L'Action catholique***

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, je me lève pour une question de privilège. Je désire attirer l'attention de la Chambre sur une nouvelle parue dans *L'Action catholique*, édition de vendredi dernier. On y disait que les comptes de la province avaient été soutirés de \$29,079,307, du 10 janvier au 17 janvier de la présente année. Pour arriver à ce résultat extraordinaire, on a fait l'addition des montants dont les comptes étaient soutirés chaque jour, croyant que l'on soutirait chaque jour pour le montant indiqué.

Le courriériste parlementaire de ce journal m'informait ce matin que *L'Action catholique* corrigerait aujourd'hui l'erreur commise. Un péché avoué est à demi pardonné, pourvu qu'à l'aveu de la faute on joigne l'attrition. J'espère donc que *L'Action catholique* corrigera cette erreur qui a échappé à la direction. Je constate qu'il n'y a eu aucune malice dans tout cela, mais l'erreur s'est tout de même très vite répandue, puisque nous avons reçu plusieurs lettres à ce sujet.

Puisque nous en sommes aux questions de privilège, la Chambre apprendra sans doute avec plaisir que la Cour d'appel vient de renverser le jugement de l'honorable Juge DeLorimier et de déclarer la loi créant la Commission des accidents du travail constitutionnelle. (Applaudissements)

C'est une bonne nouvelle pour les ouvriers de notre province, car si la loi avait été déclarée inconstitutionnelle, il en serait résulté une foule de malheurs pour les ouvriers de la province de Québec qui ont subi des accidents du travail et pour ceux qui pourraient en subir à l'avenir.

**Questions et réponses:****Instruction publique**

**M. Élie (Yamaska):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1897, quels sont les ministres faisant partie du gouvernement de cette province qui ont été nommés par ledit gouvernement pour faire partie du conseil de l'Instruction publique?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Les honorables J. H. Dillon; J. J. Guérin; W. G. Mitchell; Jacob Nicol; J.-E. Robidoux; R. F. Stockwell.

**Fermes de démonstration**

**M. Élie (Yamaska):** 1. Combien de fermes dans cette province ont été fermes de démonstration et ont cessé de l'être?

2. Combien ces fermes ont-elles coûté à la province?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 18.  
2. \$133,756.15.

**Ventes à tempérament**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, ce projet de loi, qui a permis aux journaux de dire beaucoup de mal, non pas du parrain du bill, mais du projet lui-même, est devant la Chambre pour sa deuxième lecture. Je dois dire tout d'abord qu'il ne m'a été inspiré ni par l'Association des propriétaires, ni par les marchands; je ne suis pas leur représentant ni leur écho. J'ai tout simplement considéré et été plutôt inspiré par le sort de ceux qui achètent à tempérament.

Je propose d'amender le Code civil en ce qui concerne les contrats de vente à tempérament. Il n'y a pas dans notre province de législation visant les ventes à tempérament. Toutes les autres provinces du dominion en ont. La législation touche aux ventes à tempérament seulement du point de vue d'une tierce personne, telle un propriétaire qui pourrait être intéressé, ce qui ne provoque aucune obstruction en ce qui concerne le vendeur et l'acheteur.

Un M. A. P. Willis, un marchand de Montréal, a dit que si nous adoptions mon projet, les industries et les industriels s'en iraient dans Ontario. Je me permets de répondre que la loi proposée ressemble beaucoup à la loi de l'Ontario, qui semble identique. On a aussi prétendu que la loi ne sera pas constitutionnelle, parce qu'elle serait une entrave au commerce. Alors, toutes nos lois sur la vente seraient inconstitutionnelles, et la Chambre pourrait aussi bien supprimer tous les articles du Code civil, car il traite partout des effets des opérations de commerce.

On se méprend sur la portée du bill. Je propose que la limite de temps du paiement d'un article acheté par tempérament soit de deux ans. Les choses restent ce qu'elles sont durant deux ans après la livraison de l'objet vendu. Le propriétaire d'un logement ou une tierce personne n'interviendra au contrat entre l'acheteur et le vendeur d'un objet de luxe qu'à partir de deux ans après la livraison. Il y aura des conditions à observer, mais ces conditions ne sont qu'une protection pour tout le monde.

L'obligation d'exiger un paiement de 20 % pour un objet valant \$100, 10 % pour un objet de \$1,000 et 5 % pour un objet de plus de \$1,000, ce n'est que raisonnable. Un homme qui achèterait un article de \$240 devrait payer \$20 par mois. Ceci empêcherait un marchand de vendre un article de \$240 à quelqu'un qui ne peut payer \$20 par mois. Je crois que les clauses du projet ne seront une entrave que pour ceux qui veulent exploiter les acheteurs, tout particulièrement les femmes qui souvent se laissent convaincre par un agent, sans que le mari dise son mot.

Un autre but du projet est de remplacer l'avis du vendeur au propriétaire du logement occupé par l'acheteur par un simple enregistrement. Une mesure de protection est accordée à l'acheteur par le fait que lorsque le vendeur reprend l'article, il doit le garder en dépôt pendant au moins 20 jours pour que l'acheteur, ses héritiers ou ses représentants légaux puissent le racheter. Une autre disposition du bill pourvoit à ce que, si le marchand revend l'article qu'il avait vendu précédemment à un client, il perd tout droit de réclamation contre ce dernier. Je soumetts qu'il serait d'intérêt public d'adopter ce projet.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À ce stade des procédures, nous n'avons pas à discuter les détails, mais à nous prononcer sur le principe du bill. Les députés sont au courant du projet. Tous les députés de cette Chambre ont, sans doute, reçu des lettres, des circulaires de personnes intéressées à ce

projet que nous étudierons longuement au comité des bills publics. Je crois que nous avons le devoir d'assumer nos responsabilités. Il est bon, dans les temps que nous traversons, de prendre nos responsabilités et de prendre une attitude dès le début. Je crois que la législation rendrait un mauvais service à la province en bouleversant actuellement les relations entre le vendeur et l'acheteur. Mais la Législature de Québec rendrait service à la population et au commerce de notre province en exprimant son opinion sans retard.

À mon avis, ce n'est pas le temps de changer les dispositions de notre Code civil, car cela causerait une perturbation dans le commerce. Ce n'est pas le temps d'empêcher l'homme du peuple de pouvoir se procurer des choses qui étaient considérées comme des objets de luxe et qui sont des objets de nécessité. Il n'est pas temps de nuire au crédit du pauvre et de l'homme du peuple qui a droit à certains objets qui ne sont plus maintenant des objets de luxe, tels les radios et autres machines mécaniques qui aident la femme dans son travail.

Il ne convient pas actuellement d'enlever à l'ouvrier et au salarié des facilités d'achat, car ce serait nuire aux marchands qui ont de nombreuses difficultés. Il y a un danger que l'atmosphère de confiance mutuelle sur laquelle les systèmes de crédit sont construits soit menacée. Gardons le *statu quo* si nous ne voulons pas aggraver la situation et des acheteurs et des vendeurs. Je répète qu'il n'est pas le temps de changer notre Code civil et de bouleverser le commerce. Les répercussions de ce bill ne sauraient être que dommageables. (Applaudissements)

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):**

M. l'Orateur, je puis me réclamer d'appartenir au groupe de pionniers qui ont souligné, chaque fois que l'occasion s'en est présentée, les abus du système de la vente à tempérament. La question a déjà été discutée beaucoup dans les cercles sociaux, dans les associations commerciales ou professionnelles, dans la presse. Elle s'est posée avec tant d'ampleur et de force chez le peuple, qu'elle a irrésistiblement pénétré l'enceinte de cette Chambre, maîtresse de l'orientation sociale de notre province et gardienne de ses lois civiles. C'est dans une atmosphère de sérénité que la question doit se discuter, en dehors de toute divergence d'ordre politique. Il s'agit, en l'espèce, d'un problème économique de première importance: celui du crédit.

La crise actuelle aura permis à tous ceux qui pensent de constater les grands abus qui se sont glissés dans notre vie économique, abus que la

prospérité nous cachait ou pour le moins nous faisait sous-estimer. Un peu partout, on a blâmé l'inflation du crédit, comme cause centrale de la crise: on dit maintenant que la déflation du crédit empêche le retour à la prospérité. Les deux prétentions sont vraies en ce sens que la prospérité réside dans l'équilibre du crédit. Mouillage des stocks, obligations insuffisamment gagées; voilà des résultats de l'inflation du crédit. Ventes à sacrifice des immeubles, des fermes, des stocks, des matières premières, voilà les résultats pernicieux de la déflation.

La crise sera résolue quand l'inflation et la déflation de crédit seront passées à l'histoire et que le monde aura retrouvé l'équilibre normal dans la fixation des prix.

Nous avons parlé, jusqu'ici, du crédit à la production. Il y a une autre espèce de crédit qu'on appelle le crédit à la consommation et qui, lui aussi, peut souffrir d'inflation ou de déflation, maladies également nocives à l'organisme du consommateur, considéré ici comme entité économique.

L'abus de la vente à tempérament n'est ni plus ni moins que l'inflation du crédit à la consommation. La suppression radicale de la vente à tempérament serait de la déflation du crédit à la consommation, également mauvaise. Il faut donc trouver la solution dans le juste milieu, dans l'équilibre dont a besoin le monde, à l'heure actuelle.

La Chambre sera sans doute intéressée de connaître l'opinion d'un grand économiste de France, M. Charles Gide, sur cette question des ventes à tempérament et du crédit à la consommation. Je me permets de citer la page qu'il consacre à l'étude de cette question dans son cours d'économie politique<sup>1</sup>.

"On accuse le crédit à la consommation, dit-il.

"1. D'inciter le consommateur à la dépense, en lui permettant de satisfaire ses désirs sans avoir à faire de sacrifice immédiat. Un acheteur, lorsqu'il peut emporter ce qui lui plaît sans avoir à ouvrir sa bourse, s'il est peu prévoyant, peu expert à calculer l'équilibre d'un budget, résistera difficilement à la tentation, surtout s'il s'agit d'une femme, et ce sont elles le plus souvent qui font ces achats.

"2. De mettre le consommateur en état de véritable servitude vis-à-vis du fournisseur, surtout quand ce consommateur est pauvre et ne réussit pas à se libérer. Le voilà qui ne peut plus désormais aller chez un autre fournisseur! Le voilà obligé de subir des majorations de prix ou de se contenter des plus mauvaises denrées que le fournisseur lui fait passer sans qu'il ose se plaindre!



"3. De majorer les prix de vente parce que le marchand, en prévision d'une double perte - celle des intérêts pour l'attente de remboursement et celle résultant des non paiements - est bien obligé de la compenser par une prime d'assurance sous forme de majoration des prix. Ainsi, tous les consommateurs auront à souffrir, y compris ceux qui paient ponctuellement mais qui devront payer pour les mauvais payeurs.

"Et pourtant, si fondés que soient ces griefs, il y a tendance à réhabiliter le crédit à la consommation, non pour les consommations quotidiennes et de denrées périssables, mais pour les articles de durée, tels que les meubles. La vente à crédit rend là de très grands services. Sans cette facilité, les jeunes gens qui n'ont pas d'argent pour se procurer des meubles ne se marieraient peut-être pas et resteraient à l'état de faux ménage, ou, s'ils se marient, ils ne pourront loger qu'en garni, ce qui sera fort onéreux.

"À plus forte raison pour les articles qui sont des instruments de production, tels qu'une machine à coudre ou une machine à écrire pour une dactylographe. Et même les vêtements propres peuvent être une condition indispensable pour trouver un emploi.

"D'autre part, comme ces meubles vendus à crédit le sont généralement sous la forme de vente à tempérament, c'est-à-dire avec répartition du prix en petits paiements mensuels ou hebdomadaires, échelonnés sur une longue période, l'achat à crédit prend plutôt l'aspect d'une sorte d'épargne, "une épargne à la consommation", comme on l'a nommée paradoxalement.

"Au lieu d'être incitée à la dépense, la famille ouvrière convertit son argent, cet argent qu'elle aurait probablement tout de suite dépensé improductivement, parce qu'il "brûle les doigts", comme disent les ouvriers, en biens durables et qui pourront même devenir une ressource pour les mauvais jours si l'on en est réduit à les porter au Mont de Piété."

Voilà comment parle ce grand économiste. Il expose en toute franchise les inconvénients et les avantages de la vente à tempérament. Le tableau convient au Canada, comme à la France, car la vente à tempérament se pratique là-bas comme ici. Ainsi, les grands magasins du Louvre font crédit pour les achats dont le montant dépasse 3,000 francs<sup>2</sup>.

De son côté, Charles Antoine, dans son cours d'économie sociale, page 397, s'oppose carrément au crédit à la consommation. Voici ses paroles: "Le crédit fait à la consommation est pernicieux; il

facilite les dépenses exagérées et aide à dépasser le revenu. La consommation ne doit porter que sur les revenus, non sur le capital lui-même. C'est là un principe élémentaire d'économie sociale". Je me rallierais plutôt à l'opinion de M. Charles Gide.

Le crédit à la consommation et la vente à tempérament peuvent rendre de réels services, même s'ils sont l'occasion d'abus très graves. Il s'agit de le doser sagement, et je crois qu'il serait sage que le législateur intervienne pour fixer ce dosage dans une mesure qui ne nuirait ni aux consommateurs, ni aux marchands, ni aux professionnels.

Je rends témoignage à mon honorable ami de Joliette (M. Dugas), un jeune et brillant avocat, pour avoir étudié le problème et lui avoir trouvé une solution au moins partielle, susceptible de réprimer certains abus, en proposant, notamment:

- a. de ne pas étendre à plus de 24 mois, la durée du lien du vendeur sur les objets vendus;
- b. en exigeant pour les objets de luxe un acompte initial variant de 20 % à 5 %;
- c. en exigeant le dépôt des conventions au bureau du greffier des cours de justice;
- d. en permettant au propriétaire-locateur de compléter les paiements au vendeur, afin de s'assurer un gage pour sa créance.

J'ai reçu, par ailleurs, d'intéressantes suggestions du club ouvrier Préfontaine, préparées par Me R.-M. Séguin; elles s'accordent substantiellement avec les dispositifs du projet de loi de l'honorable député de Joliette.

Les ligues de propriétaires et les représentants du monde commercial ont, tout à tour, exposé leurs vues. Je ne cache pas mon opposition à l'opinion radicale de la ligue des propriétaires qui veut supprimer le privilège ou lien des vendeurs sur les objets vendus. Ce serait une injustice à l'endroit du commerçant et du manufacturier dont le crédit est lié à celui de ses clients.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas lieu de tempérer la vente à tempérament? Est-ce à dire qu'il faut laisser la liberté la plus absolue à certains vendeurs et marchands ou à leurs agents qui ne désirent qu'une chose: drainer à leur profit le revenu des salaires? Je ne le crois pas et c'est pour cette raison que j'appuierai volontiers le projet Dugas.

Toutefois, M. l'Orateur, je me permettrai de suggérer un amendement important qui en changerait même l'économie. J'ai dit, au début de ces remarques, que les abus de la vente à tempérament sont un aspect de l'inflation de crédit à la consommation. C'est là qu'est le mal et c'est là que la Législature devrait cautériser la plaie.

Pourquoi, ainsi, ne pas établir un rapport entre le revenu de l'acheteur et les achats à tempérament qu'il désire faire? Si un père de famille gagne \$150 par mois, est-il sage de le laisser, par faiblesse ou condescendance à des caprices ou à ceux de sa femme, engager la moitié de son salaire par des achats à tempérament de meubles ou d'objets de luxe? L'alimentation, le logement, le vêtement, la maladie, l'assurance, ne doivent-ils pas avoir leur très large part?

Je crois donc qu'il serait équitable de laisser subsister les privilèges de l'article 1622 du Code civil, que si les paiements différés n'engagent que 20 % ou 25 % du revenu de l'acheteur. Ainsi, le salarié qui gagne \$100 par mois ne pourra abandonner plus de \$20 à \$25 sous forme de paiements différés. Le cultivateur pourrait être sujet à ces dispositions pour l'achat d'objets de luxe. Le pourcentage en son cas serait basé sur son revenu. Nous ne prohiberons pas la vente à tempérament pour des montants supérieurs, mais le privilège du lien cesserait d'opérer pour le surplus des achats à tempérament. Ainsi, la Législature protégerait et le consommateur et le vendeur, en rétablissant l'équilibre du budget des gagne-petit qui sont légion dans le monde actuel.

Voilà, M. l'Orateur, les quelques suggestions que j'avais à faire. La solution proposée n'a rien de radical, mais elle protège, contre la tentation et les abus, consommateurs et vendeurs.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, je ne veux pas discuter le principe du bill, mais je tiens à déclarer ceci. L'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) vient d'exprimer une opinion qui est une opinion personnelle et non celle du gouvernement. Je félicite l'honorable député de Joliette (M. Dugas) d'avoir rédigé le bill lui-même et d'avoir amené cette question devant la Chambre. En fait, je les félicite tous les deux d'avoir abordé cette question si difficile et si compliquée. Le député de Joliette fournit aux députés l'occasion d'étudier librement ce problème.

C'est un sujet sur lequel les opinions sont partagées. Des économistes croient que la vente à tempérament a été un des facteurs de la crise mondiale actuelle. D'autres prétendent que cette vente permet à des gens qui ne sont pas riches de se procurer un peu plus de confort, et qu'empêcher la vente à tempérament, ce serait retarder le retour à la prospérité, parce que ce serait paralyser davantage le commerce. Y a-t-il avantage à ce que les propriétaires aient sur les meubles de leurs locataires les mêmes droits que le vendeur de ces meubles? Y a-t-il avantage à ce que les choses restent ce qu'elles

sont? Réponse difficile à donner. La question est très complexe et extrêmement difficile.

Voilà pourquoi je propose que le bill soit référé au comité des bills publics, et si l'honorable député de Joliette réussit à le sortir du comité avec des avantages pour le public, il aura été un grand bienfaiteur. Nous étudierons le projet avec les intéressés au comité et nous essaierons de faire une bonne loi, s'il est possible de trouver un moyen de régler ce problème qui, je le répète, est très complexe. Si nous empêchons la vente à tempérament, on nous dit que ceci représenterait des pertes commerciales de \$5,000,000 par année dans cette province.

Cela entraînerait aussi la ruine de secteurs tels que l'industrie du meuble qui manufacture actuellement pour \$100,000,000 de produits qui sont vendus à tempérament. Il y a des abus, bien entendu. Ceci est certain et il en est ainsi de chaque institution humaine, mais ce n'est pas une raison pour condamner le système en entier. Je suggère que les intéressés soient convoqués pour mardi prochain au comité des bills publics.

**M. Dugas (Joliette):** Je préférerais mercredi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Alors, très bien, mercredi. Les intéressés viendront nous rencontrer au comité mercredi prochain, et nous pourrons peser les arguments des parties.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Verdun Protestant  
Hospital**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 concernant Verdun Protestant Hospital.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

Attendu que le lieutenant-gouverneur en conseil a

garanti, en vertu de la loi 2 George V, chapitre 4, le remboursement du capital et de l'intérêt de \$185,000 d'obligations émises pour un terme de 20 années par l'hôpital protestant des aliénés;

Attendu que le nom de l'hôpital protestant des aliénés a été changé en celui de Verdun Protestant Hospital par la section 2 de la loi 15 George V, chapitre 127;

Attendu que lesdites obligations sont devenues dues le 8 septembre 1932 et qu'il est à propos de garantir, pour un terme d'au plus 25 années, une nouvelle émission d'obligations de Verdun Protestant Hospital, pour rembourser l'emprunt dont la garantie par le gouvernement a été autorisée par la loi 2 George V, chapitre 4;

Attendu que Verdun Protestant Hospital n'est pas en mesure de négocier cet emprunt, si ce n'est avec la garantie du gouvernement; et attendu qu'il est de l'intérêt public que cette garantie soit donnée.

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, de garantir le paiement du capital, et d'assumer le paiement de l'intérêt à compter du 8 septembre 1932, à un taux n'excédant pas 5 % par an, d'un nouvel emprunt de \$185,000 pour une période de temps n'excédant pas 25 années, lequel emprunt devra être employé, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, au remboursement de l'emprunt échu le 8 septembre 1932, pourvu:

a. Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer à l'avenir, à raison de la garantie du capital, soit déduite du montant annuellement dû audit hôpital en vertu de son contrat avec le gouvernement pour l'entretien et le maintien des aliénés.

b. Que ledit hôpital consente, en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il payera en vertu de la garantie, une hypothèque, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, sur sa propriété située dans ou près de la cité de Verdun, ainsi que sur les édifices qui y sont érigés.

2. Que les municipalités responsables de la moitié des frais d'entretien, du séjour et du traitement des aliénés à Verdun Protestant Hospital seront tenues au paiement de leur part proportionnelle dans la moitié des intérêts échus et à échoir sur la somme de \$185,000 - à compter du 8 septembre 1932; et que les articles 52 et suivants de la loi des asiles d'aliénés (statuts refondus 1925, chapitre 190) et leurs amendements, s'appliqueront à la perception de la

moitié de ces intérêts, comme si ces derniers faisaient partie des frais d'entretien, du séjour et du traitement des aliénés à Verdun Protestant Hospital, aux frais de la province et des municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le gouvernement doit quelque chose au Verdun Protestant Hospital?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne le crois pas. Il me semble que non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est sûr?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne crois pas que nous lui devions quoi que ce soit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À quel endroit figurent ces garanties que donne le gouvernement dans le rapport du trésorier?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Dans la liste des montants autorisés par statuts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Où figurent les mêmes garanties dans les *Comptes publics*?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Regardez à la page 7 des *Comptes publics*.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement veut ajouter au fardeau des municipalités des obligations qu'elles n'avaient pas autrefois. Cette charge est déjà considérable et on va l'augmenter. Quand, dans une certaine municipalité, on enverra un aliéné à Verdun, cette municipalité sera appelée à payer une partie du fonds d'amortissement et des intérêts de cet emprunt. Il me semble que le gouvernement draine déjà suffisamment dans ses coffres les revenus des municipalités et qu'il pourrait se dispenser d'augmenter leurs charges. Dans le discours du trône, on a prétendu qu'aucune nouvelle taxe serait imposée cette année, mais voici pourtant une nouvelle taxe que l'on impose aux municipalités qui enverront des aliénés au Verdun Protestant Hospital.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Nous ne changeons rien à la loi actuelle. Ces prévisions sont dans nos statuts depuis 1910 et elles s'appliquent aux cas identiques depuis longtemps.

Les résolutions sont adoptées.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que l'adoption desdites résolutions ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

**Validation d'actes notariés  
dans Gaspé et Bonaventure**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant la loi 22 George V, chapitre 94, soit maintenant lu une deuxième fois.

La Législature a passé une loi pour déclarer que l'on ne pourrait plus faire d'actes sous seing privé en Gaspésie. Toutefois, comme aucun tabellion ne s'est établi en Gaspésie depuis un an, à cause de la crise, les notaires locaux ont demandé de prolonger les effets de l'ancienne loi jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1934.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Dettes et emprunts  
municipaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de rendre la loi plus souple. Actuellement, la loi décrète que les emprunts municipaux doivent être faits de 6 ans et de 30 ans. À l'avenir, la durée du prêt sera laissée à la

Commission des affaires municipales qui nous suggère de laisser le nombre d'années à la discrétion des municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous discuterons cela au comité.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi des  
véhicules automobiles**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Un des buts du projet vise les plaintes pour infractions à la loi des véhicules-moteurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, je vois qu'autrefois les frais de la cause étaient payés par le gouvernement et que, dans l'avenir, ce sont les délinquants qui paieront.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est juste.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi était bonne. Pourquoi la changer?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pour la rendre meilleure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Une autre clause du projet va un peu loin. Elle donne au lieutenant-gouverneur le droit de décréter si un stationnement est légal ou non. Le lieutenant-gouverneur en conseil veut des pouvoirs exorbitants au sujet du stationnement des automobiles en demandant à être autorisé à réglementer le stationnement partout.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cela nous est demandé par la police pour l'aider dans son travail et pour encourager les bonnes mœurs. Actuellement, elle ne peut empêcher le stationnement partout sur les grandes routes, le soir, et ce serait une bonne chose de lui conférer ce pouvoir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En somme, le gouvernement aura le pouvoir de décréter ce qui constitue un stationnement légal. (Souriant) Le premier ministre est un peu stationnaire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Évidemment, il n'y a que les chefs de l'opposition qui ne sont pas stationnaires.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Chaudières à vapeur et appareils sous pression**

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 14 concernant les chaudières à vapeur et les appareils sous pression.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** propose: 1. Que le traitement des inspecteurs nommés en vertu de l'article 3 de la loi des appareils sous pression (statuts refondus 1925, chapitre 182A), tel qu'édicte par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra édicte, modifier, remplacer ou abroger les tarifs des honoraires payables pour:

a. L'émission des certificats;

b. L'approbation et l'enregistrement des plans et devis; la réception des affidavits;

c. Les approbations des installations;

d. Les inspections annuelles visées par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous étudions un bill concernant les chaudières à vapeur, et cependant, je vois sur le *Feuilleton* un projet beaucoup plus important qui concerne la loi des accidents du travail.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Nous attendons le jugement de la Cour d'appel<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Il ne s'agit aucunement d'augmenter les tarifs d'inspection. Nous ne changeons rien à la loi qui était déjà contenue dans la loi relative aux électriciens.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On devrait limiter les frais d'inspection.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** La loi vise seulement à l'amélioration de nos règlements.

**M. Guertin (Hull):** Avons-nous la promesse du ministre que les honoraires d'inspection ne seront pas augmentés?

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Tant que les conditions actuelles subsisteront, il n'y a aucun danger d'augmentation.

**M. Guertin (Hull):** La province de Québec retire des sommes énormes de l'inspection.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous n'êtes pas sérieux. Nous opérons ces lois avec déficit pour le trésor.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a dans le projet des appareils sous pression une phrase qui n'est pas française.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** (Souriant) Non?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il y est question d'appareils. Il semble qu'il y a des députés sous pression aujourd'hui.

**M. Samson (Québec-Centre):** Le bill donne le pouvoir à un agent de la police provinciale d'arrêter le travail d'une usine s'il croit qu'il y a danger. Je crois que cela va loin. Pourquoi permettre à un agent d'arrêter les opérations d'une fabrique?

**M. Guertin (Hull):** Mais ce n'est que juste que l'agent de la police provinciale exige de voir le certificat. C'est un moyen de prévenir les accidents. Il vaut mieux arrêter les opérations que de provoquer un accident. Si la compagnie ne peut produire de certificat, il est juste que l'officier agisse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Les policiers s'y connaissent-ils tant que cela dans les appareils à pression?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** D'ailleurs, d'après la loi actuelle, c'est l'inspecteur qui décide de la valeur des appareils, mais il a droit d'avoir recours à un constable pour faire observer la loi.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 14 concernant les chaudières à vapeur et les appareils sous pression.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 concernant les chaudières à vapeur et les appareils sous pression soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Taxe d'hôpital

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 37 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la "taxe d'hôpital".

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Que le produit de la taxe perçue en vertu de la loi 16 George V, chapitre 55, déduction faite des frais de perception, soit versé au fonds de l'assistance publique, conformément aux dispositions de l'article 5 de ladite loi, tel que remplacé par la section 2 de la loi qui accompagne la présente résolution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La Législature a passé la taxe d'hôpital du contrôle du secrétaire provincial à celui du trésorier provincial, à sa dernière session. Le but du projet est de légaliser ce transfert dans certains détails.

Il y a aussi une clause du bill décrétant que les taxes dues par un hôtelier seront privilégiées en faveur du gouvernement, advenant le cas où cet hôtelier ferait cession de ses biens.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** En résumé, on diminue les frais de perception des frais de l'assistance publique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous aurons l'occasion de discuter la question de l'assistance publique dans une autre occasion et je ne retarderai pas la discussion sur ce projet, afin de permettre au personnel de la Chambre d'avoir congé ce soir, pour prendre de bonnes résolutions. (Rires)

Il y a quelques célébrations ce soir, chez les journalistes et chez les employés civils; nous reviendrons sur la question plus tard. Je souhaite que le gouvernement leur donne congé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Il est entendu que nous ne siégeons pas ce soir.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que la dite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 37 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la "taxe d'hôpital".

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la "taxe d'hôpital" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

#### **Vente d'immeubles pour non-paiement de taxes**

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 modifiant la loi de l'instruction publique relativement à la vente des immeubles pour défaut de paiement de taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mercredi, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

2. À peu près \$125.00 de notre monnaie.

3. Référence au jugement de la Cour d'appel renversant le verdict de l'honorable Juge Delorimier concernant l'inconstitutionnalité de la loi créant la Commission des accidents du travail.

---

#### **NOTES**

1. Recueil Serey, vol. 11, 1931, p. 458, selon *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> mars 1933, à la page 14.





Séance du mercredi 1<sup>er</sup> mars 1933**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 87 constituant en corporation l'externat classique Sainte-Croix.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 11 modifiant l'article 981o du Code civil;

- bill 15 modifiant la loi électorale de Québec;

- bill 89 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Grier Lafleur à la pratique de la profession d'avocat;

- bill 90 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Kenneth Harold Brown à la pratique de la profession d'avocat;

- bill 91 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère;

- bill 101 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Laval Langlois à la pratique de la profession de notaire, après examen;

- bill 122 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Fernand Lizotte à la pratique de la médecine, après examen;

- bill 127 concernant la succession de feu monsieur l'abbé J.-Charles Boutet, prêtre.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 82 modifiant la charte de la cité de Sorel;

- bill 84 modifiant la charte de la congrégation des sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie;

- bill 88 constituant en corporation la congrégation des sœurs antoniennes de Marie de Chicoutimi;

- bill 96 constituant en corporation Jewish General Hospital.

**Charte  
de Sorel**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 modifiant la charte de la cité de Sorel.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Sœurs des Saints Cœurs  
de Jésus et de Marie**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 modifiant la charte de la congrégation des sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Sœurs antoniennes de Marie  
de Chicoutimi**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 88 constituant en corporation la Congrégation des sœurs antoniennes de Marie de Chicoutimi.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Jewish General  
Hospital**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 constituant en corporation Jewish General Hospital.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Dépôt de documents:****Rapport annuel de la  
Commission des eaux courantes**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** dépose sur le bureau de la Chambre le vingt et unième rapport annuel de la Commission des eaux courantes de Québec, 1932. (Document de la session no 54)

**Questions et réponses:****Faillites**

**M. Barré (Rouville):** 1. Le gouvernement possède-t-il maintenant des statistiques sur le nombre des faillites dans la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, combien y a-t-il eu de faillites dans la province de Québec: *a.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1931 au 31 décembre 1931 inclusivement; *b.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1932 au 31 décembre 1932 inclusivement?

3. Sur ce nombre, combien de faillites de fabricants pour chacune des années?

4. Combien de faillites de négociants pour chacune des années?

5. Combien de faillites de cultivateurs pour chacune des années?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1. Il possède celles qui lui sont fournies chaque mois par le Bureau fédéral de la statistique.

2. *a.* 795; *b.* 968.

3. 1931: 187; 1932: 205.

4. 1931: 367; 1932: 442.

5. 1931: 56; 1932: 81

**Loi des véhicules automobiles,  
article 27**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 176 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles.

Adopté.

**En comité:**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le premier paragraphe de ce projet a pour effet d'obliger les propriétaires de bicycles à installer des lumières ou réflecteurs sur leurs bécans. Lorsque le bill a été

étudié au comité de l'Agriculture, on a reconnu le principe du bill pour cette clause seulement; on ne l'a appliqué qu'aux bicyclettes et aux tricycles, rejetant l'article disant que cette clause s'appliquerait à toute voiture de promenade.

**M. Fortin (Beauce):** Je propose que le projet soit amendé de façon à ce que le port des lumières soit obligatoire pour toutes les voitures de promenade à traction animale, c'est-à-dire tout véhicule autre qu'un véhicule automobile. Je propose donc, e amendement, que les deux clauses suivantes soient ajoutées au projet:

"Tout véhicule de promenade autre qu'un véhicule automobile ou bicycle ou tricycle, doit, du 1<sup>er</sup> mai au 1<sup>er</sup> novembre, lorsqu'il est sur une route régionale ou provinciale, entre une heure après le coucher du soleil et une heure avant son lever, être muni d'un réflecteur blanc en avant, et rouge en arrière, ou d'une lumière quelconque placée dans un endroit apparent, sur le côté gauche du véhicule".

"Le fait qu'un tel véhicule mentionné au paragraphe précédent ne porte pas de réflecteur ou de lumière quelconque ne pourra être interprété comme un élément de responsabilité contre son propriétaire au cas d'accident".

Comme je viens de le dire, une sanction sera imposée à ceux qui enfreindront la loi. Mais, dans les cas d'accident, le fait de ne pas avoir de lumières sur une voiture à traction animale n'augmentera pas la responsabilité du propriétaire de cette voiture.

**M. le président (M. Vautrin):** L'amendement du député de Beauce sera-t-il accepté?

**Des voix:** Adopté! Adopté!

**D'autre voix:** Rejeté! Rejeté!

**M. Dansereau (Argenteuil):** Je suis contre cet amendement. L'application du bill aux propriétaires de bicycles est suffisante pour le moment. J'ai reçu des lettres de plusieurs organisations publiques de mon comté qui ont adopté des résolutions et qui m'informent que le bill ne devrait pas être amendé dans le sens que suggère l'honorable député de Beauce et que, tel qu'amendé par le comité de l'Agriculture, le projet est très satisfaisant. (Applaudissements)

**M. Fortin (Beauce):** Que l'on me permette d'insister pour que l'amendement que je propose soit adopté et que la loi s'applique à toutes les voitures à

traction animale. La province de Québec est la seule de la Confédération qui n'a aucune loi exigeant le port des lumières sur les voitures à traction animale. On doit pourtant admettre que la voiture munie de lumières est mieux protégée que les autres sur la grande route. Si un cultivateur, dont la voiture est munie d'un réflecteur, est victime d'un accident impliquant un automobiliste, sa position est meilleure devant les tribunaux. D'un autre côté cependant, mon amendement dit bien que sa responsabilité ne sera pas augmentée. L'honorable juge Archambault a rendu un jugement dans lequel il est dit que la Législature devrait passer une loi pour rendre obligatoire le port des lumières sur les véhicules à traction animale. Nos juges réclament le port obligatoire de lumières sur les voitures de promenade!

Il ne s'agit pas de déplaire aux automobilistes, ou de nuire à la classe agricole, comme plusieurs l'ont cru ou l'ont laissé entendre, mais plutôt de protéger la vie de ceux qui circulent sur les routes, la nuit. Il s'agit avant tout de protéger le public, et le temps est venu d'agir.

Bien que je représente une communauté rurale, je ne vois pas pourquoi cet amendement ne pourrait pas être reçu. Les députés, et particulièrement ceux des comtés ruraux, devraient laisser un instant de côté leurs intérêts électoraux et faire preuve de courage en votant pour cette mesure dont leurs électeurs bénéficieront, une fois qu'ils en auront apprécié les avantages. À Québec, tous les journaux sans exception ont donné leur appui à cette mesure. Il est temps d'agir sur cette question. C'est une législation nécessaire et la Législature devrait adopter l'amendement que j'ai suggéré.

**M. Lamoureux (Iberville):** Je m'oppose à l'amendement pour les mêmes raisons que j'ai données l'an dernier et que j'ai répétées l'autre jour. Prenez une voiture double traînée par deux chevaux, où mettez-vous la lumière pour qu'elle soit vue? À quel endroit l'on pourra placer la lumière d'avant sur cette voiture? Du reste, les cultivateurs de mon comté sont contre le port obligatoire des lumières. Je propose de laisser les choses dans le *statu quo*.

**M. Lemieux (Wolfe):** L'an dernier, il y a eu 76 accidents dans notre province entre autos et voitures à traction animale. Il y a eu, par contre, 966 accidents entre autos qui ont pourtant des réflecteurs. La loi obligeant les propriétaires de voitures à avoir des lumières n'est donc pas opportune. Le cultivateur, qui revient de ses travaux des champs le soir, n'a pas le temps d'installer des réflecteurs sur

ses instruments agricoles, et il s'exposerait à payer l'amende s'il n'en a pas. Je m'oppose donc à l'amendement du député de Beauce, tout comme les cultivateurs qui sont opposés à toute mesure de coercition. La loi n'est pas aussi à propos qu'on veut le faire croire. Nos cultivateurs en subiront des préjudices devant nos tribunaux.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'honorable député de Wolfe a oublié que l'amendement du député de Beauce (M. Fortin) ne vise que les voitures et les véhicules de promenade, et non pas des voitures comme les faucheuses, dont on a parlé tantôt. Si un cultivateur revient des champs avec sa faucheuse ou tout autre instrument aratoire, il n'est pas obligé d'avoir de réflecteur.

La loi que je propose a été commentée par les journaux. Je demande que l'on ne dise plus que nous voulons nuire aux cultivateurs, au contraire, nous voulons les aider et protéger tout le monde. Ce projet n'est pas une persécution contre une classe spéciale de la société, comme on l'a laissé entendre. Je crois que le projet devrait être adopté avec l'amendement suggéré par l'honorable député de Beauce; amendement qui est une amélioration sur le projet tel que présenté et de nature à rendre la loi beaucoup plus acceptable. Elle ne s'appliquera qu'aux voitures de promenade, entre mai et novembre, et seulement sur les grandes routes. De plus, il ne s'agit plus de lumières, mais de réflecteurs. Je suis heureux de l'appuyer.

**M. le président (M. Vautrin):** Adopté!

**Des voix:** Non, non! Vote!

**M. Charbonneau (Napierville-Laprairie):** Je m'oppose énergiquement à l'amendement et au bill. L'éducation se fait dans nos campagnes et le projet est inutile.

**Quelques voix:** Oh! Oh!

**M. Charbonneau (Napierville-Laprairie):** On devrait renvoyer le bill à six mois pour l'étudier de nouveau.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Lorsque le projet avait été présenté en deuxième lecture, j'avais moi-même proposé de référer ce bill au comité de l'Agriculture de la Chambre, vu que cette question intéresse beaucoup les cultivateurs. Certains journaux ont dit que je voulais l'envoyer au cimetière! Pas du tout!

Je croyais que ce bill devait être étudié par les représentants des classes rurales, parce que ce sont elles qui sont le plus directement intéressées. L'unique motif qui nous a poussés à référer cette mesure au comité de l'Agriculture, c'est qu'il était à notre avis le mieux placé pour discuter cette question. En autant que je suis concerné, je vais voter pour l'amendement. (Applaudissements)

Je suis en faveur du bill. Mais je vais voter surtout pour le principe du bill, car je ne sais pas si l'amendement constitue une bonne protection. Je crois que cette loi est nécessaire, et je considère que l'on devrait faire une campagne d'éducation dans la province, pour convaincre tout le monde de sa nécessité et pour que les cultivateurs aient des réflecteurs sur toutes leurs voitures.

Je me demande si la loi actuelle ira assez loin et si elle ne causera pas plus de mal que de bien en ce sens que l'automobiliste qui ne verra rien devant lui, aucune lumière, se dira: allons-y! Il marchera et risquera de causer un accident, et ce sera parce que la loi n'est pas complète. L'amendement ne va peut-être pas assez loin en n'atteignant que les voitures de promenade. Si la loi n'est pas complète, elle aurait besoin d'être améliorée. On me dit que, dans l'Ontario, la loi n'est pas bien observée et que le gouvernement ferme les yeux. C'est une erreur. Une loi qui n'est pas observée ne vaut pas grand-chose. C'est une fausse protection que nous donnerons à nos gens si la loi est incomplète. Alors, peut-être devrions-nous imposer l'obligation du port de la lumière à toutes les voitures, non pas seulement aux voitures de promenade.

Je répète que je voterai pour le principe des lumières sur les voitures, car je considère que c'est là une protection pour nos cultivateurs. Je crois qu'il est nécessaire que nos cultivateurs comprennent la nécessité d'éclairer leurs véhicules, la nuit. Même si un seul cultivateur perdait la vie dans une tragédie à cause de l'absence de lumières sur les voitures, ce serait un brave homme de moins, et nous devons prévenir ce malheur. (Applaudissements)

Si ce bill n'a d'autre effet que de sauver la vie d'un seul cultivateur, il aura fait œuvre excellente. L'amendement ne vise que les voitures de promenade et il y a là un danger. Elles seront seules éclairées et l'automobiliste qui croira le chemin libre lorsqu'il ne verra pas de lumières rouges sur la route marchera et risquera de causer un accident et d'accrocher la charrette à foin ou le modeste "banneau" qui offrent autant de danger que la voiture de promenade, lorsqu'ils ne sont pas éclairés, la nuit. Encore une fois, j'approuve l'amendement pour consacrer le principe de la loi.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois.

**M. le président (M. Vautrin):** L'amendement sera-t-il adopté?

**Plusieurs voix:** Non.

**D'autres voix:** Oui.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. L'amendement est adopté par 34 voix contre 23<sup>2</sup>.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je propose la troisième lecture du projet tel qu'amendé.

**M. Gauthier (Portneuf):** Troisième lecture à la prochaine séance. Le projet n'est pas encore adopté.

#### **Vente d'immeubles pour taxes**

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 modifiant le Code municipal concernant la vente des immeubles pour taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Code de procédure civile, article 716**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 modifiant l'article 716 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Loi du salaire minimum des femmes**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 modifiant la loi du salaire minimum des femmes soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but est de forcer les patrons à tenir un registre du travail féminin; les noms, lieu de résidence, nombre d'heures de travail des femmes dans leurs établissements et dans leurs usines, salaire qui leur est payé.

À l'avenir, que les femmes travaillent à l'heure, à la semaine ou à la pièce, dans les magasins, les usines et les fabriques de toutes natures, le patron devra tenir registre. Certains patrons avaient jusqu'ici réussi à éviter la loi, surtout quand il s'agissait de travail à la pièce; à l'avenir, ils seront forcés par la loi actuelle de garder registre.

**M. Guertin (Hull):** Je suis en faveur de cette mesure. Cependant, il me semble qu'on devrait profiter de l'occasion pour insérer dans le projet une clause obligeant le patron à accorder un salaire minimum égal à celui accordé aux femmes, quand il remplace les femmes par les hommes ou les jeunes gens. Je désirerais que la loi s'applique aussi aux jeunes garçons pour que l'enregistrement s'étende à leur travail.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Puisque le gouvernement veut protéger les femmes contre les abus, est-ce que la loi du salaire minimum des femmes ne devrait pas assurer de meilleurs salaires aux femmes de peine qui travaillent dans les bureaux du gouvernement? Je voudrais que les femmes de journée qui travaillent au parlement reçoivent un salaire un peu plus élevé et équitable. Tout ce que les femmes de ménage reçoivent, c'est 3\$ par semaine. Un bon traitement, comme la charité, devrait commencer par soi.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Le gouvernement y voit. La Commission du salaire minimum des femmes fait enquête actuellement sur tout le travail féminin dans la province, et s'il est nécessaire de protéger les personnes dont l'honorable député de Saint-Sauveur vient de parler, elle n'hésitera pas. Si elle trouve, ici ou ailleurs, des cas où le salaire payé n'est pas raisonnable, nous verrons à remédier à la situation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On demande, par ce bill, d'accorder au lieutenant-gouverneur en conseil de faire des règlements pour ce qui regarde le salaire minimum. C'est une mauvaise pratique, une pratique dangereuse et contraire à l'économie des lois, à l'intérêt général, de nature à faire du favoritisme politique que d'accorder des pouvoirs au cabinet en les enlevant à la Législature.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 4 de la loi du salaire minimum des femmes (statuts refondus, 1925, chapitre 100), tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 46, section 2, est de nouveau modifié en y ajoutant après le mot: "payés", dans la sixième ligne du deuxième alinéa, les mots: "À cette fin, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de la commission, d'adopter, de modifier ou d'abroger des règlements pour contraindre tout patron à tenir des registres où sont consignés les noms, âges et lieux de résidence des filles ou femmes qu'il emploie, la durée de travail de chaque jour de ces filles ou femmes, ainsi que le salaire qu'elles ont reçu pour ce travail, qu'elles soient engagées à la journée, à l'heure, à la pièce ou suivant tout autre mode. Ces règlements doivent être publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et ils entrent en vigueur à la date fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans le cas présent, j'admets qu'il peut être bon d'obliger les patrons à tenir des registres; mais je profite de l'occasion pour dire que le gouvernement abuse de ce côté, en obligeant trop de gens à tenir des livres, tout cela dans le but de faciliter la perception des taxes. En somme, ce sont des tracasseries et cela découragera certains employeurs.

De plus, la loi rendait obligatoire la nomination d'une femme dans la Commission du salaire minimum des femmes. On a enlevé cette disposition de la loi l'an dernier, alors que l'article a été biffé. Il devrait être rétabli. S'il y a un endroit où une femme doit siéger, c'est bien celui-là, vu que les femmes sont concernées au premier chef. Je crois que l'on devrait laisser une femme faire partie de la Commission, puisque cette Commission s'occupe surtout des femmes.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) me répondait que la Commission va tenir enquête pour savoir si les femmes de ménage sont suffisamment payées. Les femmes de peine qui travaillent au parlement ne sont pas assez payées. Elles ne gagnent que \$3.50 par semaine. Le gouvernement croit-il que \$3.00 par semaine soit un salaire minimum raisonnable? Si on enlève la somme de \$3 par mois pour les billets de tramway, plus les retenues pour arrivées en retard, le pécule de ces dames ne reste pas lourd.

Est-ce que ce salaire est suffisant pour faire vivre ces gens et leur famille? Je crois que ce n'est pas suffisant. Le gouvernement qui adopte une loi, pour obliger les patrons à payer des salaires raisonnables, devrait bien commencer par donner l'exemple et payer ces femmes qui font autant d'ouvrage utile que des gros messieurs que je vois devant moi, qui retirent de gros salaires et qui font pas autre chose que de rester assis sur leur siège. Le gouvernement devrait leur assurer un meilleur salaire et les protéger par la loi du salaire minimum.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Est-ce que vous pensez que nous devrions étendre la protection de cette loi aux femmes qui travaillent à la Commission du port? Combien payez-vous les femmes de la Commission du havre?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Nous les payons le double d'ici, à la Commission du port. Elles sont raisonnablement payées.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Celles que vous avez mises à la porte aussi, je suppose? Vous ne les payez pas le double quand vous les mettez à la porte.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Pas plus que le ministre ne paie celles qu'il congédie.

**M. Guertin (Hull):** Quel salaire reçoivent-elles les femmes de peine à Québec?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Que l'on me permette un mot d'explication. Il ne faut pas se méprendre sur cette question du salaire de nos femmes de peine. Nos femmes de ménage reçoivent \$18 par mois. Elles ne travaillent pas toute la journée, mais viennent faire le ménage des bureaux pendant une heure ou une heure et demie le matin, entre 6 h 30 et 7 h 30, tandis qu'à la Commission du havre, elles travaillent toute la journée. Plusieurs d'entre elles peuvent aller travailler ailleurs, car à 7 h 30, elles sont libres. Depuis que je préside le ministère des Travaux publics, je n'ai jamais reçu une plainte de la part de ces braves femmes. Je crois que \$18 par mois pour six heures de travail par semaine constitue un salaire raisonnable. Je crois que c'est beau.

**M. Guertin (Hull):** Si les bureaux du gouvernement n'ouvrent pas avant neuf heures, pourquoi les faire venir de si bonne heure?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

La plupart de ces femmes sont mariées et doivent s'occuper d'une famille. Le fait de travailler tôt leur permet de rentrer chez elles avant le déjeuner.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):**

Dans la plupart des cas, ce sont des veuves qui ont charge de famille et passent le reste de la journée auprès de leurs enfants. On devrait les payer davantage. Ces pauvres femmes devraient gagner \$25 ou \$30 par mois. J'ai reçu de nombreuses plaintes. Elles me disent que si elles sont un quart d'heure en retard, elles sont blâmées.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Que l'honorable député de Saint-Sauveur me fasse tenir les plaintes qu'il a eues et j'y verrai. Si les femmes ont à se plaindre, qu'elles viennent me voir. Jamais je n'ai eu de plaintes à ce sujet.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

L'honorable député de Saint-Sauveur a attendu longtemps avant de parler au ministre des Travaux publics des plaintes qu'il dit avoir reçues. Pourquoi les femmes de peine vont-elles toujours se plaindre à vous?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):**

C'est parce qu'elles me connaissent très bien. Elles se plaignent qu'avec \$18 de salaires, quand elles ont payé leurs chars, il ne reste rien.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Je répète que l'honorable député de Saint-Sauveur devrait me communiquer les plaintes qu'il reçoit. Je m'empresserai d'y voir.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):**

Je félicite l'honorable député de Saint-Sauveur qui a manifesté beaucoup de sympathie pour les femmes de peine, dont il semble être devenu le *refugium peccatorum*. Il peut être certain que le gouvernement s'intéresse également à elles. Moi aussi, je reçois tous les jours des plaintes de pauvres malheureux mis à pied par la Commission du havre, qui viennent nous demander du travail. Pourquoi n'a-t-il pas autant de sympathie pour ces pauvres ouvriers?

**M. Guertin (Hull):**

Pourquoi ne pas aussi parler du salaire minimum des jeunes garçons employés dans l'industrie? Le ministre ne m'a pas répondu pour le salaire minimum des hommes qui remplacent les femmes.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** C'est une autre question. Je ne suis pas prêt à répondre immédiatement. Il ne faut pas confondre ces deux questions. Il sera toujours temps d'y remédier.

**M. Guertin (Hull):** Il me semble que si l'on a réduit les heures de travail des femmes de peine, on a aussi réduit leurs salaires. Il est vrai qu'elles ne travaillent qu'une heure par jour ici, mais à Ottawa, elles gagnent \$50 par mois.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** À Ottawa, elles sont obligées de travailler pendant trois heures.

**M. Guertin (Hull):** J'ai demandé l'enregistrement du travail des jeunes gens par la Commission du salaire minimum. Je demanderais que le comité rapporte progrès pour que le ministre du Travail ait le temps d'étudier ma suggestion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Adoptons le bill en comité et vous y reviendrez lors de la troisième lecture.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Charte du Montreal General Hospital**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill F du Conseil législatif modifiant la charte de The Montreal General Hospital et décrétant disponibles à certaines fins les sommes d'argent de certains legs.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 98 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas parler longuement sur ce bill, car le comité s'est prononcé. Le projet devant nous a été étudié au comité des bills privés qui est composé, on le sait, de tous les membres de cette Chambre.

L'étude de ce bill a été assez longue au comité sans qu'il soit besoin de discuter longuement et de prendre un vote qui serait probablement comme celui du comité. Je ne veux donc pas provoquer un nouveau vote. Mais je veux cependant protester de toutes mes forces et de toute mon énergie contre les abus, dont un du gouvernement qui se retrouve dans ce bill et, surtout, contre les exemptions de taxes accordées.

Je manquerais à mon devoir en ne protestant pas contre les privilèges que l'on accorde à certaines compagnies dans ce bill. Le capital doit avoir ses droits et ses privilèges. Je suis d'accord avec la droite pour proclamer que le capital honnête et sain est une nécessité qui doit jouir de certains privilèges, afin de faciliter le développement industriel. Nous devons l'encourager.

Mais le meilleur moyen de l'encourager, de le protéger, c'est de rendre justice à tous, et non en accordant des faveurs aux riches au détriment des classes moyennes ou pauvres.

Je suis pour la protection du capital, mais pas de manière à encourager le bolchevisme qui a fait son apparition dans notre province. Actuellement, la ville des Trois-Rivières traverse une crise grave à cause des exemptions de taxes de 53 % de la propriété imposable dont jouit particulièrement la compagnie International Paper.

La compagnie International Paper est venue devant la Législature pour faire amender la charte de la cité et a obtenu du comité des bills privés une exemption de sa taxe de drainage, ce qui prive et dépouille la cité de Trois-Rivières d'un revenu annuel de \$12,500 par année. Trois-Rivières a été probablement une des villes les plus affectées, proportionnellement, par la crise, et c'est une injustice que je ne veux pas qualifier de priver cette ville d'un revenu de \$12,500.

Il appartient au conseil municipal de proposer des amendements à la charte de la cité; il appartient au conseil de décider s'il convient aux intérêts des contribuables d'octroyer des exemptions ou de les refuser; mais il n'appartient pas à une compagnie qui a déjà bénéficié de faveurs extraordinaires qui représentent \$2,000,000 ou \$3,000,000, de venir contre la volonté du conseil municipal, se faire

libérer d'un contrat, se soustraire à la juridiction des tribunaux. Le conseil actuel prétend que cet argent lui est dû: il veut le collecter.

Car de deux choses l'une; ou la compagnie est dans le tort et alors pourquoi la Législature interviendrait-elle pour dépouiller le contribuable des Trois-Rivières d'un revenu annuel de \$12,500? Ou bien la compagnie a raison; alors pourquoi a-t-elle peur des tribunaux?

Pourquoi vient-elle demander le privilège de se soustraire à leur juridiction? La compagnie estime qu'un contrat l'exempte; qu'elle fasse décider par les tribunaux. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'un contrat; nous avons des tribunaux régulièrement constitués.

En adoptant cet amendement proposé par l'International Paper, le Parlement veut remplacer les tribunaux. Pourquoi leur décerner ce nouveau brevet de non confiance? C'est une question de droit et l'attitude du gouvernement constitue une injustice malheureuse pour les contribuables.

Il n'y a pas le moindre doute que la compagnie est obligée de payer ses \$12,500 par année. Or, par l'action de la Législature, les contribuables trifluviens devront payer une taxe de 5 ¢ de plus par \$100. C'est une injustice malheureuse que les règlements de la Chambre m'empêchent de qualifier comme elle le mérite.

Si l'on veut que notre population respecte l'autorité, les lois, l'ordre, les traditions et les tribunaux, il est du devoir du gouvernement, du Parlement, de la Chambre de commencer par donner l'exemple en respectant la justice et l'équité. Si nous voulons faire respecter nos lois, donnons l'exemple. Que la Chambre n'agisse pas de façon à créer l'impression que le gouvernement s'ingénie à protéger les riches au détriment du pauvre et du faible. Voici une compagnie qui a bénéficié pendant 20 ans d'exemptions de taxes qui se chiffrent à \$2,000,000 ou \$3,000,000 et qui vient ensuite, méprisant son contrat, se faire exempter d'une taxe annuelle de \$12,500.

Ne montrons pas qu'il y a une loi pour les riches et une loi pour les pauvres ici. N'autorisons pas ceux qui estiment que le riche est mieux protégé que le pauvre à croire qu'ils ont raison. Une telle législation tend à prouver que nous sommes convoqués non dans l'intérêt public déjà taxé considérablement, mais dans l'intérêt privé, à la faveur de l'International. L'exemption que l'on demande est contre l'intérêt général. Ces exemptions de taxes constituent une semence de bolchevisme et de communisme.

Il est encore temps de réparer l'erreur et de revenir sur la décision prise au comité en retranchant la clause inique qui augmentera les taxes des contribuables de Trois-Rivières. Je demande à cette Chambre de ne pas accepter cette clause injuste d'exemption à l'International. Il est encore temps de laisser aux tribunaux de la province le soin de trancher un litige entre Trois-Rivières et l'International Paper et de montrer que la Chambre respecte les tribunaux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

"La province de Québec a des lois pour les riches et des lois pour les pauvres! Semence de bolchevisme!" Ceux qui sèment le bolchevisme, ceux qui rendent l'opinion publique inquiète dans la province de Québec sont ceux qui crient partout que nous avons des lois pour les riches et d'autres pour les pauvres, qui parlent comme l'honorable chef de l'opposition vient de parler. Ces paroles du chef de l'opposition tendent à égarer l'opinion publique, à la mener dans une mauvaise voie. Ceux qui travaillent dans le même sens se réjouiront d'avoir avec eux le chef oppositionniste.

Les bolchevistes doivent être encouragés et réconfortés dans leur campagne de propagande lorsqu'ils entendent l'appui du chef d'un grand parti, du moins d'un parti qui fut autrefois grand, déclarer en pleine Chambre que la Législature de Québec a une loi pour les riches et une loi pour les pauvres. On ne parle pas autrement dans les réunions bolchevistes, dans les assemblées communistes. Ces semeurs de discorde seront heureux et réjouis de savoir que le chef de l'opposition tient de pareils propos.

Quels sont les faits? Le bill est-il aussi mauvais qu'on le dit? Voyons s'ils justifient un langage comme celui que nous venons d'entendre. J'étais présent au comité lors de l'étude du bill, et le bill des Trois-Rivières n'est pas aussi mauvais que le député des Trois-Rivières (M. Duplessis) veut le prétendre. Il y a 13 ans, la cité des Trois-Rivières a fait un contrat avec la compagnie International en vertu duquel la compagnie était exempte de taxe d'égout et d'aqueduc, à condition qu'elle construise elle-même un système d'égout et un aqueduc. La compagnie a construit son propre système de drainage, à ses frais, et jamais elle n'a relié son système à celui de la ville, bien qu'elle en eût le droit par son contrat.

Donc, pendant 13 ans, la compagnie s'est conformée au contrat, et Trois-Rivières n'a jamais exigé un sous de taxe de la compagnie. Au bout de



13 ans, à la suite d'un changement de régime au pouvoir, la cité de Trois-Rivières a dit à la compagnie: "Vous allez nous payer \$12,500 de taxes maintenant, par année sur ce système", système qu'elle a pourtant construit elle-même. La nouvelle administration prétend que le contrat n'accorde pas d'exemption, que l'abstention de percevoir les taxes depuis 13 ans est un cadeau, et maintenant, elle veut exiger le paiement des taxes pour un montant de \$12,500.

La compagnie a répondu non et je crois qu'elle a raison. Cette loi permettant à la compagnie de construire son égout avait été confirmée par la Législature. L'International Paper propose un amendement et nous demande de lui continuer l'exemption. La compagnie veut tout simplement éviter les frais d'une interprétation par les tribunaux. Il était tout naturel que la compagnie revienne encore devant la Législature. D'ailleurs, le comité ne fait que continuer à interpréter la clause comme la ville elle-même l'a interprétée depuis 13 ans. Depuis 33 ans que je suis dans la politique et que je siège en cette Chambre, j'ai dû donner bien des mauvais votes, mais s'il y en a un qui ne me cause aucune inquiétude, c'est celui-là.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne répondrai pas à la première partie du discours du premier ministre. Il y repensera, la regrettera et il la retirera. J'aimerais lui voir porter à l'intérêt public le même zèle qu'à la défense de l'International Paper. Ceux qui rendent la population inquiète sont ceux qui dénoncent les abus du gouvernement, dit le premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai pas dit cela. C'est à mon honorable ami de repenser à ce qu'il a dit. Je prétends que c'est mal de dire qu'il y a des lois pour les riches et des lois pour les pauvres en cette Législature.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai affirmé que l'attitude du gouvernement en cette cause autorise ceux qui prétendent qu'il y a des lois pour les riches et des lois pour les pauvres, les autorise à croire qu'ils ont raison... Et je ne retire rien de cette affirmation. Si l'International Paper s'adresse à la Législature, c'est qu'elle craint de ne pas avoir le droit qu'elle prétend avoir. Si la compagnie a profité d'un cadeau de 13 ans, d'un cadeau de plus de \$2,000,000, ce n'est pas une raison pour en jouir davantage. La compagnie a des droits, d'après le premier ministre. Qu'elle s'adresse aux tribunaux,

alors! Si Trois-Rivières a fait un cadeau à la compagnie pendant 13 ans, ce n'est pas une raison pour la priver d'un revenu qu'elle réclame.

Le droit de la ville n'est pas perdu parce qu'elle a négligé de percevoir ses taxes; autrement, le gouvernement n'aurait pas le droit de réclamer des rentes seigneuriales qu'il a négligé de percevoir durant 30 ans. Or, cette année, le gouvernement exige ces rentes. Les Trois-Rivières peut donc le faire. On lui en conteste le droit. Qu'on fasse interpréter le contrat par les tribunaux tout comme un particulier devrait le faire.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne pense pas que la question mette en jeu les principes que l'honorable député de Trois-Rivières invoque. Il ne s'agit pas d'un manque de confiance dans les tribunaux de la province. Il s'agit de régler un différend qui vient de s'élever aux Trois-Rivières. Mon honorable ami a peut-être un certain intérêt électoral à parler avec autant de chaleur de cette affaire. Mais il ne s'agit pas du tout d'accorder des exemptions de taxes à la compagnie International Paper. Cette question n'est pas aussi compliquée que le député des Trois-Rivières veut le laisser entendre. Examinons les faits et voyons s'il a raison. Voici ce qu'il est arrivé.

Il s'agit tout simplement d'une difficulté. La compagnie International a fait un contrat en 1919 avec Trois-Rivières. En vertu de ce contrat, la compagnie obtenait une exemption de taxes jusqu'en 1940 et se bâtissait son propre aqueduc et son propre égout au coût de \$100,000. La compagnie avait le droit de relier son système d'égout à celui de la ville, mais cet aqueduc et cet égout n'ont jamais été reliés à l'aqueduc et à l'égout de la municipalité. Elle a utilisé son seul service. La ville a interprété et exécuté le contrat depuis 13 ans en pensant qu'elle ne pouvait pas imposer de taxes à la compagnie. On a demandé à la ville, au comité, si elle pouvait donner son service d'égout à l'International Paper, et on nous a dit que c'était impossible pour le moment. Le contrat est donc suivi depuis 13 ans et personne ne s'est objecté.

Aujourd'hui, on veut donner une autre interprétation au contrat. La ville des Trois-Rivières a pourtant des échevins ou des officiers qui ont à cœur de faire converger au Trésor toutes les taxes. Il me semble que les anciens administrateurs de Trois-Rivières ont aussi de bons avocats à leur service.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, c'est le même qui est venu plaider pour l'International Paper au comité.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** C'est tout de même un excellent avocat. Or, ces derniers ont jugé que le contrat n'obligeait pas la compagnie à payer de taxes pour son égout et son aqueduc. Aujourd'hui, la ville veut se faire payer des taxes et de plus, la ville avoue elle-même que son système d'égout ne suffirait pas à recevoir le déversé des égouts de la compagnie, et voilà pourquoi la compagnie a décidé de faire régler ce cas par la Législature. La Législature, par le comité en charge, a interprété ce contrat comme la ville elle-même l'a interprété pendant 13 ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas perçu les rentes seigneuriales?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et l'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Nous avons vu à envoyer les comptes chaque année.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le comité, dans sa décision, a été sage et a adopté une clause pour faire disparaître tout doute et éviter un procès aux Trois-Rivières. Je crois qu'il a eu parfaitement raison. Si la ville avait proposé à la compagnie de relier ses services d'égout et d'aqueduc à ceux de la ville, la situation serait différente, mais ce n'est pas le cas; la ville n'est pas en état de recevoir les égouts de la compagnie. Elle voudrait faire payer \$10,000 par année, mais elle ne peut assurer le service de l'égout. Cela a été déclaré au comité. Je répète que le comité a eu raison de trancher la difficulté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment se fait-il que la compagnie vienne demander à la Législature d'interpréter le contrat si tout est aussi clair? Il y a des tribunaux pour étudier ces questions. Par le fait qu'un créancier ne réclame pas immédiatement son billet, cela ne veut pas dire qu'il abandonne sa réclamation. Dans le présent cas, il est démontré que la ville des Trois-Rivières n'a pas abandonné ses droits. L'argument du chef de l'opposition demeure que, si la compagnie a des droits, les tribunaux auraient pu les reconnaître.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) a parlé de motifs électoraux. Je me place dans cette discussion comme représentant de l'intérêt public et je n'ai pas honte de dire que j'ai toujours essayé de défendre les droits de mes concitoyens. L'honorable ministre de la Voirie est un bon et grand avocat, et il

sait que lorsqu'il y a un doute, ce doute est en faveur de la personne qui s'oblige. Or, s'il y a eu un contrat, la ville s'obligeait à accorder une exemption de taxes, et, dans ce cas, le doute est en faveur de la ville. Mais je défie le ministre de la Voirie de me trouver dans le contrat un mot qui exempte la compagnie de sa taxe de drainage.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le doute doit s'interpréter en faveur du débiteur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande à la Chambre de ne pas juger de la science légale du premier ministre par ce qu'il dit là.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** On a glissé dans cette question celle des rentes seigneuriales; on a dit que le gouvernement, qui n'avait pas envoyé de facture pour ces rentes depuis 30 ans, en envoie cette année. Je tiens à dire que, pour les rentes seigneuriales, les comptes sont envoyés par le gouvernement régulièrement tous les ans. Évidemment, il y a des paiements qui retardent, mais nous envoyons nos comptes chaque année. Je dis cela afin que la Chambre ne soit pas sous une fausse impression.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre n'est peut-être pas au courant de tout ce qui se passe dans son département. Il y a, aux Trois-Rivières, des gens qui m'ont dit avoir reçu leurs comptes cette année pour la première fois, qui ne les avaient pas reçus depuis 30 ans.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Nous envoyons des comptes régulièrement tous les ans, mais il arrive parfois qu'un certain nombre de personnes disent qu'elles n'ont pas reçu leurs comptes. Quand nous consultons les dossiers du département, nous trouvons des lettres accusant réception des comptes, mais demandant du délai parce qu'elles ne sont pas en état de payer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je tiens à protester encore une fois contre cette décision prise par le comité et à m'opposer énergiquement à la clause dont il est ici question.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas recommencer le débat, mais je m'oppose de nouveau à ce projet. Si je ne réclame pas de vote, c'est pour la raison que j'ai donnée tout à l'heure, mais je demande que le projet ne soit adopté que sur division.

Adopté sur division. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 79 constituant en corporation Congregation Beth Achnesses Nusoch Hoari;
- bill 95 concernant la Montée Saint-Rémi, dans le comté de Jacques-Cartier;
- bill 103 assurant les effets civils du mariage contracté entre feu Zénon Béchar et dame Onésime Béchar;
- bill 104 modifiant la charte de la cité de Lévis;
- bill 116 modifiant la charte de The Quebec Labrador Railway Company;
- bill 129 refondant la charte du collège de L'Assomption;
- bill 133 permettant à Pasquale Villella, à ses enfants mineurs et à Francesco Villella de changer leur nom de famille en celui de Billie et de changer leurs prénoms.

#### Loi des cités et villes, article 129a

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant l'article 129a de la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

L'amendement comporte que les compagnies devront à l'avenir être inscrites sur les listes électorales.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de Lachine

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Protection des édifices contre les incendies

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 3 modifiant le chapitre 178 des statuts refondus, 1925.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire les conditions auxquelles les licences prévues à l'article 21 et les certificats prévus à l'article 7 de la loi concernant les électriciens et les installations électriques (statuts refondus 1925, chapitre 178, tel qu'édicte par la loi 18 George V, chapitre 62, section 1) telle que modifiée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront émis, leur durée et les honoraires exigés, et de fixer les honoraires d'inspection.

2. Que le maximum pour les honoraires prévu à l'article 28 de ladite loi, soit supprimé tel qu'il est décrété par la section 21 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On donne trop de pouvoirs au gouverneur général en conseil en lui permettant de fixer le coût des certificats. Le ministère devrait fixer le coût.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Cette loi existait autrefois dans nos statuts. Il n'y a rien de changé, on sépare tout simplement deux lois: celle des appareils sous pression de celle des ingénieurs électriciens.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela va-t-il augmenter le coût des certificats d'inspection?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Non.

**M. Guertin (Hull):** Cela constitue une taxe!

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Au contraire, la province a déboursé \$30,000 de sa poche l'an dernier. Nous ne surchargeons donc pas pour l'inspection.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable chef de l'opposition sait-il qu'il y a 1,000 municipalités rurales dans Québec où on peut s'éclairer à l'électricité, tandis qu'il n'y en a que 780 dans Ontario?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je sais aussi qu'il y a 1,000 municipalités dans Québec où l'on trouve que les taux sont trop élevés. (Rires)

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 8 h 55<sup>3</sup>**

#### **Dépôt de documents:**

**Boulevard  
Alexandre Taschereau**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 21 février 1933, pour copies

authentiques de tous les contrats d'acquisition, de tous les titres, certificats d'enregistrement, certificats de droits réels, se rapportant à l'acquisition des terrains achetés ou expropriés par cette province relativement au chemin public conduisant de Laprairie au nouveau pont entre la rive sud et l'Île de Montréal, lequel chemin est connu sous le nom du boulevard Alexandre Taschereau. (Document de la session no 55)

#### **Garantie des emprunts municipaux ou scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 46 pour défendre la garantie par certaines personnes des emprunts municipaux ou scolaires.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Limitation des heures de travail**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 relatif à la limitation des heures de travail soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure a été annoncée dans le discours du trône. Par cette mesure, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra être autorisé à déterminer les heures de travail dans certaines industries, mais le projet de loi en question ne causera aucun préjudice aux industries visées. L'intention du gouvernement, en présentant une telle mesure, est de donner du travail à un plus grand nombre d'ouvriers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, l'industrie traverse une crise. Le principe à la base de cette réforme peut être excellent, mais à l'heure où l'industrie se débat dans une crise, ce n'est pas le temps de présenter des lois à caractère essentiellement politique, dans un but purement politique. Et il s'agit là d'une mesure purement politique qui vise à chercher un avantage électoral pour le gouvernement. Cette loi est un trompe-l'œil.

On dit qu'elle ne visera pas les industries qui souffrent de la concurrence étrangère. Je me demande, en réalité, quelles sont ces industries qui ne souffrent pas de la concurrence étrangère.

Il s'agit encore d'un mouvement politique, et il me semble que l'heure est trop grave, trop difficile et trop incertaine pour jouer un tel jeu. Cette mesure est une autre dérogation aux principes parlementaires, car le gouvernement aura le droit de dire si telle ou telle industrie doit fonctionner à certaines heures déterminées. Nous ne sommes pas ici pour déléguer nos pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil qui ne représente pas toujours la province ici, mais plutôt un parti politique. Encore une fois, je regrette que le gouvernement se serve de cette question pour faire de la politique déplacée.

D'autre part, le bill confie au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de déterminer quelles industries seront affectées, un autre moyen employé par ce gouvernement pour essayer de soustraire aux représentants du peuple leur droit de regard sur l'administration de la province.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** La question des heures de travail est un problème qui intéresse tous les pays...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre n'a pas le droit de mentionner dans sa réplique des faits qu'il n'a pas cités dans son premier discours. Je ne crois pas que ce soit l'heure de faire un discours. Que l'on réponde à mes remarques.

**M. l'Orateur:** L'honorable ministre a le droit de faire son discours. Je suis sûr qu'il répondra aux objections de l'honorable chef de l'opposition. Ses conclusions ne seront probablement pas les mêmes que celles de l'honorable chef de l'opposition, mais attendons la fin.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Un grand nombre de pays ont adopté le principe de la journée de huit heures.

**M. Guertin (Hull):** Et la province de Québec?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Nous y serons dans un instant! J'arrive au Canada.

Le discours du trône a annoncé que le gouvernement verrait à prendre des mesures pour réduire les heures de travail dans les industries qui ne sont pas sujettes à la concurrence étrangère.

Le projet de loi que vous avez devant vous répond, dans une mesure aussi large que possible, aux directives que le discours du trône laissait entrevoir. En abordant la question de la durée du travail, nous sommes au seuil de tout le problème social et économique actuel.

Considérant que la crise économique qui sévit à travers le Canada et ses provinces confine au chômage un grand nombre de travailleurs et oblige l'État à leur venir en aide et leur permettre de pourvoir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles; considérant que d'importants bouleversements économiques et sociaux résultent de cette situation; considérant qu'une meilleure distribution du travail, en répondant au vœu d'un plus grand nombre de travailleurs qui ne demandent autre chose que de travailler, contribuerait à remédier à la situation.

La Commission des assurances sociales de la province de Québec, dans son sixième rapport, a souligné comme l'un des remèdes les plus efficaces au chômage actuel l'adoption d'une politique de réduction des heures de travail. "N'y a-t-il pas lieu", dit le rapport, "de rechercher un remède qui, bien que n'opérant pas de cure immédiate, réussirait, à longue échéance, à atténuer, sinon à guérir, le mal du chômage? Des esprits sages ont conseillé la réduction de la durée quotidienne du travail."

"La durée du travail doit être inversement proportionnelle à l'augmentation de la productivité humaine, tout en tenant compte de l'accroissement de la consommation. La justesse de cette formule est vérifiée, du reste, par l'expérience présente. Forcément, les heures de travail, dans l'ensemble, ont été diminuées, mais leur répartition par tête de travailleur ayant été laissée au hasard de l'individualisme et de l'empirisme, il y a chômage complet ou partiel des uns et travail permanent, souvent trop prolongé, des autres.

"L'un des principaux inconvénients d'une politique de réduction des heures de travail est l'augmentation du prix de revient. Les frais fixes (rémunération du capital, dépréciation, impôts, personnel du bureau, etc.) restent les mêmes, les salaires des ouvriers gardant le même niveau, le coût de la production, c'est-à-dire le prix de revient, est accru d'autant. Pour vaincre cet inconvénient, source d'une concurrence possible, quoique déloyale au point de vue social, on a proposé l'adoption d'une convention internationale sur la durée du travail.

"À date, la Belgique, la Bulgarie, le Chili, la Grèce, l'Inde, la Lituanie, le Luxembourg, le Portugal, la Roumanie et la Tchécoslovaquie ont ratifié sans condition la convention des huit heures. D'autres

pays, l'Autriche, l'Espagne, la France, l'Italie, la Lettonie ont voté des ratifications conditionnelles, c'est-à-dire subordonnées à celles des États concurrents. L'Allemagne, l'Argentine, le Danemark, l'Estonie, la Grande-Bretagne, le Paraguay, la Pologne, l'Uruguay ont recommandé à leur parlement respectif la ratification: aucun texte législatif, toutefois, n'y a été encore adopté. Le Canada, la Finlande, la Hongrie, le Japon, la Norvège et le Venezuela ont ajourné leur ratification, en entente de la décision de l'autorité compétente qui, du reste, n'a pas été avisée. Les dominions de l'Empire britannique - Afrique du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande - ont référé officiellement le projet de convention à l'autorité concernée.

"Les ratifications obtenues ne donnent pas une idée exacte du progrès de la réglementation des heures de travail de par le monde. Dans la plupart des pays membres de l'Organisation internationale du travail, et même aux États-Unis, les usages professionnels et les contrats collectifs ont déjà établi, dans de nombreuses industries, la semaine de 48 heures, et même celle de 44 heures. On a même commencé une campagne d'opinion publique en faveur de la semaine de 40 heures.

"Nous trouvons, dans cette orientation sociale du monde civilisé, l'une des grandes possibilités de remédier de façon permanente au chômage".

Vous avez là, M. l'Orateur, un résumé succinct de l'argumentation en faveur de la réduction des heures de travail. Cette Chambre doit tenir compte des réalités. La province de Québec fait partie d'un État fédéral, la Constitution lui donne juridiction en matière de durée de travail, mais cette juridiction, elle doit l'exercer avec sagesse et modération, afin que le mal que l'on veut combattre, le chômage, ne s'accroisse davantage par l'application de mesures trop radicales ou trop extensives.

C'est pourquoi, suivant les règles de la prudence, l'article 2 du bill décrète que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer la durée du travail pour telles régions de la province, tels genres d'industries et de travaux, telles catégories d'ouvriers et pour telles périodes de temps jugées convenables.

C'est pourquoi aussi, l'article 3 du bill prévoit que ces arrêtés en conseil ne s'appliqueront que pour les industries et les travaux qui ne subissent pas la concurrence des autres pays ou des autres provinces.

Il y a là, M. l'Orateur, un effort considérable et loyal de la part du gouvernement à mettre en vigueur un remède qui, au jugement d'un grand nombre d'économistes, s'avère efficace. Ces économistes sont en faveur de la limitation des heures de travail pour améliorer les conditions

actuelles dans l'industrie. Il y a aussi, indirectement, pour toutes les provinces de la Confédération, une offre de collaboration sur la question de la durée du travail, et nous espérons que celles-ci suivront l'exemple donné par la province de Québec pour que, dans un avenir que je souhaite rapproché, les provinces-sœurs, par une coopération plus intense, abordent l'ensemble du problème de la réduction des heures du travail pour toute l'industrie.

Il est certain qu'une province ne peut prendre d'initiatives radicales dans le sens de la durée du travail si, au préalable, elle n'obtient pas la garantie réelle que les autres provinces souscriront à la même politique sociale.

Quand cette première étape de coopération interprovinciale aura été parcourue, il sera alors possible au dominion du Canada de souscrire à la convention de Washington, adoptée en 1919 par la première Conférence internationale du travail, au sujet de la semaine de 48 heures. Je vous ai cité, tout à l'heure, la liste des pays qui avaient accepté cette convention. Plusieurs pays importants s'en sont tenus à l'écart, notamment les États-Unis, qui sont nos concurrents voisins.

Puis-je me permettre de dire qu'une meilleure collaboration internationale, en 1919 et 1920, eût prévenu, dans une large mesure, les maux que nous subissons présentement. La crise économique, je l'ai dit précédemment, s'est chargée elle-même de réduire les heures de travail, mais elle l'a fait de façon aveugle, et nous voyons, malheureusement, qu'un grand nombre d'ouvriers et d'ouvrières subissent la semaine de 55 heures, alors que tant de milliers d'autres sont en chômage et émargent au budget des secours directs.

Cette orientation de la politique sociale réagit, peut-être, sur notre esprit traditionaliste, mais je crois que les gouvernements actuels, s'ils veulent être à la hauteur de leur tâche, doivent être de leur temps et tenir compte du développement de la technique moderne. Du reste, toutes les nations sont aux prises avec le problème qui nous intéresse actuellement et, devant l'urgence de la question, elles ont autorisé leurs représentants à la Conférence internationale du travail, de préparer, en janvier dernier, un projet de convention pour réduire à 40 heures la semaine de travail.

Dans les *Informations sociales* du 30 janvier 1933, publiées par le Bureau international du travail, je lisais avec intérêt les arguments en faveur de la réduction des heures de travail. Ces arguments, je les retrouve dans une large mesure incorporés dans les attendus du bill actuellement devant cette Chambre.

Vous avez là, puissamment résumés, les arguments qui militent en faveur de la réduction de la durée des heures de travail.

Il y a aura, je crois, en juin, une nouvelle conférence internationale du travail, à Genève, faisant suite à cette conférence préparatoire, et on adoptera, j'en ai l'assurance, un projet de convention réduisant la semaine de travail à 48 heures. Les pays y souscriront-ils? Ou, rivés au boulet de la concurrence, préféreront-ils rester dans l'expectative et attendre que les plus généreux d'entre eux prennent l'initiative de cette réduction?

Les mêmes tergiversations que l'on constate sur la question du désarmement militaire, on peut les constater également sur la question du désarmement économique et sur cette question particulière de la réduction légale de la durée des heures de travail qui peut compromettre la prospérité d'un pays déterminé, si les autres pays, par un manque de collaboration, refusent de suivre son salubre exemple.

M. l'Orateur, ce projet de loi que la Chambre a à considérer ne prétend pas à la perfection; il est, on l'admettra, un témoignage de bonne volonté de la part du gouvernement; un appel à la collaboration des employeurs; une réponse aux demandes réitérées des travailleurs qui nous ont toujours indiqué avec sagesse, je le crois, que la réduction internationale des heures est l'un des palliatifs les plus efficaces au chômage technologique que nous aurons toujours à combattre.

Au Canada, nous avons un gouvernement central, mais les gouvernements des provinces ont juridiction pour déterminer les heures de travail dans les différentes industries. C'est ce privilège que nous voulons donner au lieutenant-gouverneur en conseil par la mesure que je présente.

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer le nombre des heures de travail de telle industrie dans certaines circonstances. Je considère que ce projet est un témoignage de bonne volonté de la part du gouvernement, un appel à la collaboration des employeurs, une réponse aux demandes réitérées des travailleurs qui nous ont toujours indiqué avec sagesse, je le crois, que la réduction internationale des heures de travail est l'un des palliatifs les plus efficaces au chômage technologique que nous aurons toujours à combattre. La mesure n'est pas parfaite, mais nous en appelons à la coopération dans cette tentative de faire tout ce qui est possible pour enrayer le fléau du chômage.

**M. Paquet (Montmagny):** M. l'Orateur, je voulais proposer l'ajournement du débat.

**M. l'Orateur:** Impossible, car l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) a fait sa réplique.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)<sup>4</sup>:** C'est une diminution de \$155,000 sur le crédit voté l'an dernier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous constatons avec plaisir que le gouvernement a suivi le conseil de l'opposition qui, l'année dernière, a réclamé de l'économie dans ce service, sans nier bien entendu sa nécessité. Que couvrira la somme de \$200,000?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il y a des travaux généraux d'arpentage, d'arpentage de lots de colonisation, l'établissement de limites territoriales entre la province de Québec et les provinces voisines, le renouvellement de postes, etc.

**M. Guertin (Hull):** N'a-t-on pas établi les limites interprovinciales, il y a longtemps de cela?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il faut les renouveler assez souvent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre devrait bien dire à la Chambre qui fait l'arpentage des concessions forestières.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** L'arpentage est fait par les concessionnaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un mauvais principe. En quoi consiste le travail dont il s'agit?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

À délimiter et à subdiviser les territoires de la province, à toiser nos cours d'eaux, nos lacs, nos rivières, etc. Tout ce que le concessionnaire fait, c'est de payer les frais des délimitations; rien de ce montant de \$200,000 n'est appliqué au bornage des concessions forestières. Le ministère a le droit de choisir l'arpenteur chargé de ce travail ou, tout au moins, il doit être accepté par nous, et il travaille en collaboration avec notre service. L'arpentage est un travail important et essentiel.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Combien de milles ont été arpentés l'an dernier avec le \$400,000 qui y a été affecté?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

L'inventaire donne 6,758 milles carrés. On a arpenté des frontières de rangs, des lignes municipales, etc. sur plusieurs milles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela fait \$50 par mille. N'est-il pas vrai que le coût des arpentages est passé de \$6 sous votre père (Honoré Mercier) à \$50 aujourd'hui?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

On ne peut faire de comparaison entre cette époque et la nôtre. L'échelle de prix établie par le gouvernement est une échelle de prix raisonnable. La moyenne est de \$45 à \$70 du mille.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque le père de l'honorable ministre des Terres était premier ministre de la province, l'opposition critiquait le gouvernement parce qu'il payait \$6 du mille pour l'arpentage.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

L'arpenteur du gouvernement, à cette époque, était M. Henry O'Sullivan, qui avait un salaire fixe. Je suis sous l'impression que le prix payé dans ce temps-là était de \$9 du mille.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les facilités de travail étaient moins grandes qu'aujourd'hui.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Sans doute, et M. O'Sullivan a fait des expéditions difficiles. Il n'est pas possible de faire des comparaisons entre les deux époques. Le travail n'est plus le même. L'arpenteur est obligé d'engager un nombreux personnel, d'assurer tous ses hommes. Je

crois que l'échelle de prix établie par le département est très raisonnable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre des Terres et Forêts devrait séparer l'arpentage des lots de colonisation du service d'arpentage des Terres et Forêts. Au point de vue arpentages pour le service de la Colonisation, ces arpentages devraient être faits par le ministère de la Colonisation, et non pas par celui des Terres et Forêts. Il y a des colons qui ont souffert du conflit entre les deux départements.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Il n'y a jamais eu de conflit entre les deux départements. J'ai été ministre de la Colonisation, je connais la situation et je n'ai jamais eu connaissance de frictions entre les deux ministères. Toutes les questions d'arpentage sont référées au bureau de l'arpentage en vertu de la loi. La classification des terres se fait par les officiers des deux ministères, et dès que des lots ont été jugés propres à la colonisation, ils sont immédiatement remis à ce ministère. Il y a une raison autre pour que le ministère des Terres centralise les arpentages. Nous possédons le cadastre et on serait obligé de venir y référer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai eu des plaintes au sujet de certains lots de colonisation de colons en perspective au Lac-Saint-Jean.

**L'honorable M. Moreau (Roberval):** Les colons dont l'honorable chef de l'opposition a parlé sont dans le canton Antoine au Lac-Saint-Jean. Je connais bien leur cas. Leurs lots sont terrains patentés et appartiennent à la Quebec Pulp Company et non à la couronne. Le ministre des Terres ne peut donc être tenu responsable, ni le département de la Colonisation.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je remercie mon collègue. Je répète qu'il n'y a pas de conflits entre les ministères des Terres et de la Colonisation.

**M. Barré (Rouville):** Les contrats d'arpentage sont donnés sans concurrence?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Sans soumission.

**M. Barré (Rouville):** Sans soumission et sans concurrence. Seuls les amis du gouvernement



doivent demander pour des contrats d'arpentage. Le député libéral de L'Islet, J. S. Fafard, s'est vu pendant des années gratifié de contrats substantiels.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Si quelqu'un veut se faire arracher une dent, il ne demande pas de soumissions. Nous choisissons des arpenteurs reconnus comme de bons professionnels, qualifiés dans leur travail. M. Fafard est un de ceux-là.

Aucune soumission n'a été demandée dans ce cas-là, ce que ferait une compagnie ou une corporation si elle requérait les services d'un expert. C'est le système établi dans toutes les provinces.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans quelle partie du service le ministre va-t-il faire des économies? J'espère que ce ne sera pas dans les arpentages pour fins de colonisation.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Non. À cause de la crise, nous devons nécessairement laisser de côté une foule de travaux de cartographie qui sont absolument nécessaires, mais pas urgents.

Toutefois, les travaux de colonisation, pour promouvoir le retour à la terre, sont urgents et rien ne sera négligé pour les accomplir, car la province a tout à y gagner.

**Plusieurs voix:** Très bien!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y aura pas de mandats spéciaux?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je puis assurer l'opposition que je n'ai pas l'intention d'en demander pour cette année.

**M. Dugas (Joliette):** Adopté?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:**  
2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière Berthier: entretien (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**<sup>5</sup> C'est une diminution de \$10,000 sur l'an dernier.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce que l'on paie encore des salaires de \$1 par jour et même moins que cela, à la pépinière, à des vieillards et des enfants?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Nous avons employé autant que possible des pères de familles. Mon honorable ami de Hull fait allusion au fait que, l'an dernier, je lui ai dit que nous employions des jeunes enfants en vacances pour sarcler. Les écoles étaient fermées et il n'y avait aucun mal à donner du travail à des garçons de 15 ans et leur faire accomplir de légères tâches à la pépinière, dans le boisage par exemple.

**M. Guertin (Hull):** Les salaires payés à Berthier sont bien bas.

**M. Bastien (Berthier):** Les employés de la pépinière de Berthierville sont satisfaits des salaires payés à la pépinière, et je conseillerais à mon honorable ami (M. Guertin) de s'occuper des citoyens de Hull.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis en faveur de la pépinière de Berthierville, mais je me demande si cet établissement a fait ce qui aurait pu être fait pour activer le reboisement. Aux États-Unis, le président désigné (H. C. Hoover) l'appuie fortement. Cette question a malheureusement été négligée chez nous et la pépinière n'a pas répondu aux attentes. Je demande au gouvernement de s'occuper davantage de cette importante question. C'est l'opinion que m'ont exprimée des industriels. Et à cet égard, la Laurentide Company de Grand'Mère a donné un bel exemple. Il y a de toute évidence un besoin pour le reboisement artificiel, sans quoi les terres deviennent arides.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La question est intéressante, mais les points de vue de certains manufacturiers ne sont pas toujours pertinents. Je penche plutôt pour l'opinion des experts de mon département. Je suis prêt à prendre en considération les représentations des industriels, mais je préfère me fier à mes techniciens. J'ai confiance au reboisement naturel qui est encore le meilleur, et je ne pense pas que le reboisement artificiel soit efficace.

Toutefois, le reboisement artificiel est parfois nécessaire quand l'incendie est passé en forêts. Nous l'avons compris et nous avons reboisé des milliers d'acres de terres et semé des centaines d'acres. Nous avons fait du reboisement dans plusieurs endroits de la province. J'invite mes honorables amis de l'opposition à visiter ces endroits, et ils seront

heureux de voir ce que nous y avons fait et les beaux résultats. Nous organisons chaque année nos fêtes des arbres qui sont modestes, mais utiles. Elles ont du succès, malgré que l'on prétende que ces fêtes ont été organisées pour fins politiques, ce qui n'est pas vrai.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je sais que le ministre fait ce qu'il peut, mais ne fait pas ce qu'il veut.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Vous non plus.

La résolution est adoptée.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à jeudi, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 45.

---

### **NOTES**

1. Fernand Rinfret, député de Saint-Jacques à Ottawa et maire de Montréal, occupe un siège sur le parquet de la Chambre, près du fauteuil présidentiel.

2. Le député d'Iberville (M. Lamoureux), indigné par la tournure du vote, sort de la Chambre en signe de protestation.

3. *L'Événement* du 2 mars 1933, à la page 11, parle de 8 h 15.

4. M. Georges Côté, surintendant du service des arpentages de la province, vient s'asseoir près du ministre des Terres, pour renseigner la Chambre.

5. M. Gustave Piché, chef du Service forestier, vient s'asseoir à côté du ministre des Terres, pour renseigner la Chambre.

Séance du jeudi 2 mars 1933

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi des accidents  
du travail, 1931**

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 42 modifiant la loi des accidents du travail, 1931.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,  
article 1625**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), la permission de présenter le bill 200 modifiant l'article 1625 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Actions en  
revendication**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), la permission de présenter le bill 201 modifiant le Code de procédure civile concernant les actions en revendication.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Statistiques  
municipales**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques municipales pour l'année civile 1931. (Document de la session no 56)

**Rapport de la  
Commission des accidents du travail**

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, avant que la Chambre passe à l'ordre du jour, je demanderais à l'honorable premier ministre quand nous aurons le rapport de la Commission des accidents du travail.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Le rapport sera déposé demain.

**Article de  
*L'Action catholique***

**M. Turcotte (Richelieu):** M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, je soulève une question de privilège. Je crois qu'il est de mon devoir de protester contre un article publié par *L'Action catholique* le 27 février et intitulé: "Pour ou contre". Je dois lire cet article publié sous la rubrique "Petites notes" pour justifier ma protestation.

"On nous demande parfois si nous sommes véritablement, sérieusement et jusqu'au bout, favorables à la municipalisation de l'électricité. La réponse est bien facile à donner. Notre peuple est malade, gravement malade.

"Il souffre d'avoir des ressources naturelles classées parmi les plus belles du monde et de n'en pas profiter beaucoup lui-même, la dragée succulente étant réservée à une poignée de spéculateurs. N'est-ce pas que son cas est grave?

"Quand on est malade et que l'on désire vraiment guérir, on accepte tous les remèdes qui ont guéri d'autres personnes souffrant de la même maladie. Si, en désespoir de cause, une opération chirurgicale s'impose, on l'accepte ou on se résigne à mourir.

"Le temps n'est pas encore venu de décider si nous devons avoir la municipalisation à Québec; mais il est urgent d'acquiescer le droit de municipaliser. En d'autres termes, il nous faut absolument nous pourvoir d'une organisation chirurgicale prête à nous sauver la vie au besoin.

"Quant à réaliser un programme de municipalisation, ce sera une chose à décider en temps opportun. Il ne faut pas y aller par emballement. Mais, d'autre part, il serait impolitique de nous laisser impressionner par la campagne sournoise déjà commencée par le trust et tous ses metteurs en scène pour nous faire un épouvantail de

la municipalisation qui a pourtant réussi partout ailleurs: aux États-Unis, en Ontario et dans les autres provinces canadiennes, même dans notre province de Québec où elle est évidemment malmenée.

"Les populations qui se laissent impressionner par les épouvantails des spéculateurs sont rarement prospères. Nous n'échapperons pas à la loi générale. Nous sommes déjà victimes. La municipalisation est, aujourd'hui, pour Québec, un droit que les gouvernements rougiraient de lui avoir nié obstinément; ce sera demain une question à étudier sérieusement, bien au-dessus des intérêts particuliers, des épouvantails et des combinaisons politiques de toute espèce.

"Procédons logiquement. Exigeons aujourd'hui le droit; demain nous verrons s'il y a lieu de nous en servir. Ceux qui nous refuseront le droit de municipaliser nuisent à un tel mouvement et sont des traîtres."

M. l'Orateur, M. Eugène L'Heureux, ce journaliste de *L'Action catholique*, est en faveur de la municipalisation de l'électricité à Québec. L'an dernier, j'ai voté contre cette mesure. C'était mon opinion et c'était mon droit. Cette année, si la question revient devant le comité des bills privés, je déciderai de mon vote après avoir entendu l'exposé des faits sur la question. Je jugerai d'après ma conscience et le serment que j'ai prêté de remplir mon devoir.

Je n'appartiens à aucun trust. Je suis libre et je proteste contre l'assertion de ce journal que je serai un traître si je vote contre la municipalisation. C'est une question libre, j'ai droit à mon opinion et les membres de cette Chambre ont droit à leur opinion, sans être traités de traîtres. Je suis certain que si Son Éminence Mgr Villeneuve était ici, il se plaindrait encore du ton de cet article. La leçon que ce journal a reçue de l'autorité ecclésiastique...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Sur une question de privilège, un député peut lire un article de journal et mentionner des faits, mais il ne peut faire de commentaires.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne comprends pas comment l'honorable chef de l'opposition interprète les règlements. L'honorable député de Richelieu a droit de dire en quoi son privilège de député a été enfreint et attaqué.

**M. l'Orateur:** L'honorable député a parfaitement le droit de donner des explications à la Chambre.

**M. Turcotte (Richelieu):** La leçon que ce journal a reçue de l'autorité ecclésiastique...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, l'honorable député peut avoir le droit de s'expliquer, mais il n'a pas droit, il me semble, de faire allusion à d'autres faits qui concernent *L'Action catholique* et un de ses rédacteurs, ni de mettre en cause des absents.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Richelieu a le droit de défendre son privilège de député. Je ne vois pas pourquoi on ne lui reconnaîtrait pas ce droit ou on lui contesterait.

**M. Turcotte (Richelieu):** M. l'Orateur, je continue. La leçon que ce journal a reçue de l'autorité religieuse ne semble pas lui avoir profité. Il continue à parler de municipalisation sur un ton qui ne convient pas à un journal qui prétend faire de l'action catholique et qui a pour devise: *Instaurare omnia in Christo*.

Quand on "instaure dans le Christ", on respecte ceux qui ne partagent pas son opinion, et surtout, on ne les traite pas de traîtres. Je proteste contre cet article, contre cette épithète que les députés de cette Chambre opposés à la municipalisation ne méritent pas.

(Applaudissements)

## Questions et réponses:

### Construction rue Saint-Augustin, Québec

**M. Élie (Yamaska):** Relativement à la nouvelle construction appartenant à la province et située sur la rue Saint-Augustin, Québec:

1. Combien la province a-t-elle dépensé à date: a. Quant au terrain; b. Quant aux constructions; c. Quant à l'ameublement?
2. Combien la province a-t-elle payé à date?
3. Les travaux sont-ils terminés?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. a. \$191,728.18 en prévision de l'exécution du projet d'ensemble; b. \$824,262.82; c. \$81,821.02.

2. \$1,042,211.15.

3. Les travaux de construction sont terminés, à l'exception de deux petits panneaux décoratifs dans le vestibule de l'entrée principale.

**Macurban Asphalt, Ltd.**

**M. Béïque (Chambly):** À combien se chiffre, à date, le coût total payé ou payable par la province en vertu des contrats ou entreprises accordés par la province, par l'intermédiaire du ministère de la Voirie, à Macurban Asphalt, Ltd, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**  
\$1,432,959.63.

**H. J. O'Connell, Ltd.**

**M. Béïque (Chambly):** À combien se chiffre, à date, le coût total payé ou payable par la province en vertu des contrats ou entreprises accordés par la province, par l'intermédiaire du ministère de la Voirie, à H. J. O'Connell, Limited, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**  
\$126,517.05.

**Verdun Protestant  
Hospital**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions relatives au bill 21 concernant Verdun Protestant Hospital, rapportées du comité général et lues deux fois, mardi le 28 février dernier, soient maintenant adoptées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill a pour but de renouveler la garantie d'un emprunt de \$185,000 que le gouvernement avait consentie. Cette garantie se terminait en septembre 1932; elle était pour 20 années à un intérêt de 4½ %. Cette année, le gouvernement veut renouveler cette garantie pour cet emprunt, mais pour 25 ans, à intérêt maximum de 5 %.

Je ne m'objecte pas à cette partie du bill, qui propose de renouveler la garantie de cet emprunt par le gouvernement. Le Verdun Protestant Hospital a rendu de précieux services à la province et ce n'est que justice que le gouvernement lui vienne en aide, comme il est venu en aide à d'autres institutions semblables.

Tout le monde est en faveur d'aider nos institutions de charité publique. Mais il ne faut pas que, sous couleur d'aider à ces admirables

institutions, le gouvernement en profite pour faire assumer à des tiers des obligations que seul, il a contractées et qu'il doit remplir. Le gouvernement, qui garantit l'emprunt pour une période de 25 années, a pris une hypothèque sur l'hôpital de Verdun. Il prouve par là qu'il entend assumer les responsabilités de la garantie. Et jusque là, c'est très bien et le gouvernement ne dépasse pas l'exercice normal de ses attributions.

Mais la résolution no 2 est une injustice. Elle décrète en effet que toutes les municipalités qui enverront des malades ou paieront pour ces malades, en vertu de la loi d'assistance publique, paieront aussi leur quote-part de 50 % de l'intérêt et de l'amortissement du \$185,000 d'emprunt. Ce qui veut dire qu'en plus du 50 % chargé à la municipalité pour le coût d'hospitalisation et d'entretien, on ajoutera une somme pour défrayer une partie de l'intérêt de \$185,000 d'emprunt.

Les municipalités se retrouvent dans une situation critique du fait que le gouvernement les prive de la plupart de leurs ressources, et on leur demande maintenant, par le biais de cette mesure, d'endosser une part de l'amortissement d'emprunt. C'est une politique malheureuse de faire assumer par des tiers les responsabilités que le gouvernement devrait assumer. C'est une injustice à l'égard des municipalités.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je ne puis changer la loi qui existe déjà dans nos statuts depuis des années. Il n'y a rien de nouveau dans ce bill et la législation a été renforcée depuis les quelque 20 dernières années. Il s'agit tout simplement d'un renouvellement de pouvoir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Même si c'était le cas, l'opposition ne peut être d'accord avec le principe.

Les résolutions sont adoptées sur division.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande la permission de présenter le bill 21 concernant Verdun Protestant Hospital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je proteste contre la partie du projet qui oblige les municipalités à payer pour le transport des aliénés et d'autres frais. C'est une charge que le gouvernement devrait assumer lui-même. Ceci dit, je ne m'oppose pas au bill pour aider l'hôpital de Verdun et je voterai pour la troisième lecture.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Protection des édifices contre les incendies**

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** propose que les résolutions relatives au bill 3 modifiant le chapitre 178 des statuts refondus, 1925, rapportées du comité plénier et lues deux fois mercredi le 1<sup>er</sup> mars dernier, soient maintenant adoptées.

Les résolutions sont adoptées sur division.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant le chapitre 178 des statuts refondus, 1925, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité<sup>1</sup>.

Adopté.

### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est bon que l'installation des systèmes d'électricité soit entourée de garanties. Mais le coût de ces inspections était si élevé, il y a deux ans, que le gouvernement, à la veille des élections, l'a substantiellement réduit. Il demande à présent aux autorités de l'augmenter comme bon lui semble.

L'opposition a déjà protesté. L'inspection coûte trop cher pour les industriels et autres. Quels revenus le gouvernement espère-t-il retirer en vertu de la nouvelle loi d'inspection?

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Les mêmes que l'an dernier et peut-être moins, parce que nous séparons les inspecteurs d'appareils

électriques des inspecteurs d'appareils de chauffage. L'application de la loi, de ce fait, coûtera plus cher.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas question d'augmenter le tarif de l'inspection pour obtenir des taxes?

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Non. Il n'en est pas question du tout, ni pour les licences d'inspecteurs, ni pour les certificats d'inspection.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, pourquoi le gouvernement demande-t-il le droit de les augmenter?

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Parce qu'il y a certains cas spéciaux où l'inspection est très difficile, comme par exemple dans les grands édifices surnommés "gratte-ciel", où il y a surcroît de service donné.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'espère que les taux ne seront pas aussi élevés que les "gratte-ciel". Pourquoi le ministre oblige-t-il les inspecteurs à lui soumettre leurs rapports?

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Parce que j'ai confiance en eux. Je ne vois pas pourquoi l'honorable chef de l'opposition s'objecte à cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais le ministre n'a pas confiance, puisqu'il veut contrôler les rapports de ses inspecteurs. Je considère que c'est là encore une mesure qui va servir des fins politiques. Et pourquoi la loi laisse-t-elle au lieutenant-gouverneur en conseil toute discrétion pour établir les taux de licences et certificats ainsi que la durée de ces licences?

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Le gouvernement n'est animé que de bonne intention.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

### **Code municipal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 32 modifiant le Code municipal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des cités et villes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 33 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le projet a deux buts. Le premier est de permettre à la Commission des liqueurs de tenir des magasins ouverts le soir, mais pas après 11 heures, afin d'empêcher le commerce clandestin. Le second est de permettre aux magistrats de faire enquête sur l'information d'un agent de la Commission. Par ce bill, nous voulons empêcher la contrebande qui exerce de grands ravages. Je sou mets que le bill pourrait être référé au comité des bills publics où nous pourrions étudier le projet. Nous voulons faire quelques amendements à la deuxième partie du projet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas opposé à la première partie de la loi parce que je reconnais que la Commission des liqueurs doit

prendre les moyens de prévenir et empêcher le commerce clandestin. Les touristes ont parfois soif et veulent avoir des liqueurs alcooliques à tout prix. Mieux vaut leur en procurer légalement. Mais il faut prendre les mesures nécessaires pour empêcher les abus que peut entraîner cette extension de pouvoirs de la première partie du bill. Au comité, nous devons essayer de prévenir ces abus.

Toutefois, la seconde partie permettrait aux magistrats de faire des enquêtes sans plainte régulière. Cette seconde partie est tout à fait condamnable. Le bill permet à tout magistrat d'assigner, sur information assermentée, toute personne qu'il croira pouvoir lui fournir des renseignements.

Que le gouvernement songe deux fois à une pareille mesure avant de l'adopter. On ferait alors des espions et des délateurs de nos magistrats, ce qui diminue leur prestige et leur dignité. Je m'objecte à cela. Ce n'est pas travailler à maintenir le respect de la population envers nos tribunaux que de les constituer des espions, des délateurs, des mouchards et des juges-détectives.

La loi des liqueurs, telle qu'elle est actuellement, est déjà assez chargée de dispositions extraordinaires, sans qu'on y ajoute encore. La question des liqueurs a été l'objet d'une législation suffisante. Elle a enlevé assez de prérogatives aux citoyens de cette province et nous ne devons pas aller plus loin. Cette disposition du bill no 16 est une invite au chantage, à l'intimidation, à l'inquisition de la pire espèce et de la plus sordide et de la plus odieuse. On veut accorder au magistrat des attributions qui sont le plus sûr moyen de le discréditer et de le ravalier.

La loi des liqueurs a déjà fait disparaître les brefs de prérogatives qui protègent tout accusé; bref de prohibition, bref de *mandamus*, bref de *certiorari*, bref d'injonction. Bien plus, l'accusé, contrairement à tout accusé de vol, peut être arrêté sans mandat. Et cela, pour favoriser le commerce du gouvernement, pour augmenter les revenus du trésor. Pour aider ce commerce insolite, on a saboté tout le régime de nos lois. Jusqu'où va-t-on aller?

Et voilà que maintenant, par ce bill no 16, on en est rendu à faire de nos magistrats des délateurs et des espions, des agents d'inquisition. Tout magistrat, non pas sur une plainte, mais sur une simple information, pourra assigner n'importe qui. La loi exige que celui qui dénonce quelqu'un signe la plainte, afin que la victime, injustement arrêtée, puisse réclamer justice devant les tribunaux de son pays.

Mais non, avec le nouveau bill, on en appellera à l'informateur, à celui qui se cache pour dénoncer. Le fait qu'un magistrat pourra procéder sur une simple information lui permettra de pénétrer dans le commerce. Le magistrat va pouvoir faire enquête dans le domicile, inventorier le commerce de qui que ce soit pour déterminer si ce commerce est ou non légitime. C'est la pénétration la plus injustifiable dans le domicile privé, dans le commerce.

Le magistrat, sur simple information, a le droit d'assigner devant lui toute personne qu'il soupçonne de détenir des renseignements, de participer à un commerce indu. Une personne qui dépose une plainte prend un risque et est responsable en cas d'erreur de sa part; mais ici, il n'y aurait aucune plainte. N'importe quel juge de session, magistrat de police ou de district qui se dirait satisfait d'une information reçue sous serment, selon laquelle une personne qui se trouve ou qui réside dans la province est en mesure de fournir des renseignements sur un ou plusieurs cas particuliers touchant des contraventions à cette loi ou à la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques, pourrait émettre une assignation ordonnant à cette personne à comparaître au moment et au lieu qu'il fixera, pour présenter les preuves et fournir tout document en sa possession ou sous son contrôle, relativement à ces renseignements.

Il peut l'obliger à soumettre tout document et à l'apporter devant la Cour. Si le témoin refuse de répondre, par exemple pour ne pas s'accuser, suivant que le code britannique lui en reconnaît le droit imprescriptible, le magistrat, utilisant les pouvoirs de la loi des enquêtes, pourra condamner ce témoin à la prison pour mépris de cour. Puis l'enquête faite, le juge de sessions, magistrat de police ou de district qui l'a menée doit transmettre les dépositions au procureur général qui devra ordonner les actions appropriées à prendre sur cette question, telles que requises par les preuves.

La Législature a multiplié les injures à nos tribunaux en se substituant à eux dans nombre de cas. Elle a, notamment dans la loi du libelle par radio, donné au mécanicien du poste émetteur le droit de décider ce qui doit constituer un libelle; il s'est transformé en censeur de discours et de programmes musicaux. Par ce bill, encore une fois, on invite au chantage, à la persécution politique ou autre, aux petites vengeances mesquines, à l'inquisition et à l'intimidation du plus bas étage. Que l'on ne déprécie pas les magistrats en faisant d'eux des espions et des délateurs, comme au temps de

l'inquisition que l'histoire a condamnée. C'est les ravalier à un rôle ignoble et déshonorant. La loi des liqueurs est-elle si importante qu'il faille mettre fin à la liberté du commerce? Si la loi des liqueurs est bonne, elle fait honneur à la province et à ceux qui l'ont faite, mais elle ne doit pas être amendée comme on le propose.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Si l'honorable chef de l'opposition avait écouté le trésorier (l'honorable M. Stockwell), il se serait rendu compte que nous voulons amender la deuxième partie du projet. La mesure sera référée au comité des bills publics. Nous verrons là si cette loi qui nous est soumise par la Commission des liqueurs doit être adoptée.

Dans la première partie, nous proposons que la Commission ait le droit d'ouvrir des magasins jusqu'à 11 heures le soir, comme dans Ontario. Selon une réglementation prudente, certains magasins pourront rester ouverts plus tard dans la soirée, particulièrement pendant la période d'été. Cela profitera beaucoup aux touristes qui doivent souvent attendre jusqu'au lendemain matin pour acheter une bouteille de vin, simplement parce qu'ils n'avaient pas pensé que les magasins fermaient leurs portes aussi tôt.

Avec les heures de fermeture que nous avons ici, les touristes sont sollicités par les vendeurs de liqueurs prohibées. L'idée n'est pas de garder tous les magasins ouverts, mais seulement quelques-uns. J'ai reçu des délégations à Montréal qui m'ont demandé de restreindre le nombre des magasins qui pourront être ouverts le soir. Nous allons le restreindre aux grandes villes, disons deux à Montréal, par exemple. Ne discutons pas cela. L'opposition semble admettre le bien fondé de notre demande.

Quant à la troisième partie du bill, mon honorable ami le chef de l'opposition a dit: "Nous revenons au système de l'inquisition". Allons donc! Cette partie qu'il a comparée à l'Inquisition, nous voulons en amender la rédaction. On nous dit ensuite: le bill va trop loin! Cette fois, nous admettons que cette partie du projet va trop loin, telle que rédigée. Il nous a été soumis par la Commission des liqueurs qui nous a représenté qu'il faut lui donner le moyen de combattre la contrebande.

Cette contrebande se fait dans la province sur une grande échelle et par tous les moyens. L'été, quand la navigation est ouverte, on se sert de bateaux; l'hiver, on emploie d'autres trucs, tous les trucs possibles et imaginables. Quand on ne recourt



pas à la contrebande, on recourt à la fabrication clandestine. L'ennemi de la loi des liqueurs c'est le "bootlegger". Les revenus de la Commission ont déjà nettement diminué.

Récemment, on a saisi des alambics monstres à Montréal qui pouvaient fabriquer des milliers de gallons d'alcool. Quand les officiers de la Commission parviennent à repérer de telles fabriques clandestines, ils se trouvent ordinairement en présence d'un simple journalier qui est en charge, qui ne sait rien et qui ne connaît rien, pas même les noms des gens qu'il sert. Ce que la Commission veut, ce que nous voulons, c'est trouver un moyen de protéger le commerce de la Commission et la morale publique, en donnant à toute personne le droit de faire une plainte sous serment. Ce sera la Commission qui prendra la responsabilité des arrestations faites et des poursuites intentées.

Tous les étés, on saisit des bateaux chargés de boisson de contrebande. Lorsque les officiers arrivent, on ne trouve à bord qu'un ou deux, trois ou quatre pauvres matelots qui ne savent rien et disent ne rien connaître sur la cargaison. La Commission veut pouvoir amener ces matelots devant les juges et les magistrats, qui ont le droit d'interroger ces gens-là, de savoir qui les emploie et qui les paie. Comment estime-t-on que nous pourrions mettre fin à la contrebande des boissons par les navires, par tous les autres trucs - on s'est servi de cercueils et de corbillards pour transporter de l'alcool! - si nous n'avons pas les pouvoirs nécessaires?

Le magistrat aura le droit de faire venir les personnes qu'il croit être au courant des faits, en sa présence, pour les interroger. Cette disposition existe dans le Code criminel, nous n'inventons rien et cette offense, dont nous parlons, constitue un crime en vertu du Code criminel. La province, en vertu du Code, a le droit de faire ces enquêtes et d'émettre des mandats.

Un député de cette Chambre nous a demandé si, au cours d'une enquête, une personne est accusée, on lui permettra en amendant la loi de façon à l'avertir pour qu'elle puisse venir se défendre. Certainement. Nous n'avons aucune objection à cela. Mais nous ne pouvons assurer le commerce de la Commission, si la contrebande profite de tous les moyens pour voler le fisc et si nous n'avons pas tous les pouvoirs et les moyens voulus pour la déraciner. D'ailleurs, nous travaillons de concert avec les officiers de la police fédérale et nous leur donnons, tout comme ils le font eux-mêmes, toute notre coopération dans le but de garder le bon ordre. Le gouvernement fédéral nous aide beaucoup.

Nous voulons faire la guerre au commerce illicite par tous les moyens en notre disposition. Nous avons un bon service de surveillance. Notre police connaît les têtes des contrebandiers, les "Al Capone" du commerce illicite de l'alcool dans la province de Québec. Nous voulons mettre la main dessus, mais nous ne pouvons jamais les atteindre. Ils se servent de tous les trucs imaginables pour frauder le fisc et déjouer les officiers de la police fédérale et de la Commission des liqueurs.

Ce sont toujours de pauvres innocents que la police atteint. Si nous pouvions atteindre les véritables maîtres du commerce illicite, la loi serait mieux respectée. Nous voulons, quand les officiers de la Commission ou de la police se trouveront en présence d'une personne, qu'ils ne se laissent pas dire: "Je suis un journalier qui ne sait rien" et qu'ils n'aient aucun moyen de l'interroger. Nous ne l'introduirions pas si nous étions en mesure de contrôler ce commerce illicite comme nous devrions le faire.

Nous allons référer le projet au comité des bills publics, et j'invite tous les députés qui en font partie à nous soumettre les amendements qu'ils jugeront nécessaires pour enlever au bill le caractère que l'honorable chef de l'opposition y voit. Et tous les autres députés qui jugeront à propos d'offrir des amendements seront aussi les bienvenus. S'ils considèrent que le bill va trop loin, ils pourront nous dire en quoi, et nous ferons tout ce qui sera nécessaire pour le faire. Nous verrons là si cette loi, qui nous est soumise par la Commission des liqueurs, doit être adoptée. Ce que nous voulons, c'est de faire respecter la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si la police les connaît, elle peut les atteindre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, pour les atteindre, il faut faire une cause contre eux, et nous voulons obtenir les moyens d'empêcher les têtes de fuir la justice en obtenant la permission d'interroger, de faire parler leurs subordonnés. Si la police pouvait les atteindre, elle mettrait vite fin au commerce illicite et la fabrication clandestine. Voilà justement pourquoi nous proposons le bill actuel.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis de l'avis de mon chef. On transforme les juges en inquisiteurs! L'amendement implique que l'on confie à des magistrats un travail qui devrait en réalité être celui des officiers de police, et que l'on donne à la police de la Commission des liqueurs des responsabilités excessivement dangereuses. Malgré

la déclaration de l'honorable premier ministre qui se propose d'amender le bill, il n'en reste pas moins que l'on nous demande de voter le principe d'un bill qui fait de nos magistrats, comme l'honorable chef de l'opposition l'a déclaré, des espions, des délateurs et des mouchards. La deuxième lecture, présentement proposée, comporte l'approbation ou le désaveu du bill. Il est difficile de demander à la Chambre d'approuver une telle mesure quand elle comporte des clauses excessives. Aussi, je ne puis faire autrement qu'appuyer mon chef sur ce qu'il a dit.

Le premier ministre nous dit que la police de la Commission ne peut réussir à atteindre les chefs de la contrebande. C'est admettre qu'elle est inefficace. On veut maintenant utiliser des juges pour cette besogne que la police n'a pu faire et les transformer en mouchards.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Êtes-vous sérieux? Mon honorable ami ne devrait pas dire cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, je suis sérieux et vous le comprenez fort bien! Mais je ne comprends pas que l'on nous demande d'approuver un principe comme cela.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne comprends pas que vous disiez que le projet aura cette conséquence, et je suis convaincu que vous ne le comprenez pas vous non plus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est une chose que je ne comprends pas et c'est le motif qui a inspiré le gouvernement de présenter un pareil bill. On devrait s'en tenir à la clause du Code criminel qui régit les plaintes, sinon on ira, avec une pareille loi, à des abus encore plus grands.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si c'est cela que vous voulez proposer, je n'ai aucune objection!

**M. Barré (Rouville):** Je proteste contre la clause du bill qui donne le droit aux magasins de la Commission de rester ouverts jusqu'à 11 heures. La boisson n'est pas un article de première nécessité. Il n'y a pas lieu de faire une exception spéciale.

**Une voix:** C'est bien agréable pourtant!

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Taxe d'hôpital

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 37 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la "taxe d'hôpital".  
Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le but est de transporter le service de cette taxe d'hôpital du département du Secrétaire provincial au département du Trésor.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi enlever ce service au secrétariat provincial? C'est le secrétaire de la province qui distribue le produit de la taxe et c'est le trésorier (l'honorable M. Stockwell) qui fait le chèque. Je constate qu'on veut tout enlever au secrétaire de la province. À la fin, je me demande qu'est-ce qui va lui rester.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous confondez entre attribution, perception et émission des chèques. Chaque ministre est responsable de l'attribution des crédits de son département, mais quand le chèque est émis, c'est le trésorier qui l'émet. C'est le secrétaire de la province qui attribue la part de chaque hôpital comme il distribue les octrois. Il en a donné un à l'hôpital Cook des Trois-Rivières ce matin, à la demande de mon honorable ami le chef de l'opposition. On ne peut rien vous refuser.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Puisque nous en sommes sur la perception des taxes, il y a un point que je veux éclaircir. Il ne serait peut-être pas mal d'attirer l'attention du gouvernement sur le fait que différents ministères ont préparé des chèques et les ont envoyés plusieurs mois, et même plus d'un an, après la date où ils ont été faits. J'ai demandé au gouvernement pourquoi un ministre pouvait écrire à un citoyen "Votre chèque est signé" et pourquoi le chèque n'était expédié et reçu qu'au bout de quelque temps parce que le Trésor l'a retenu et gardé avant de les envoyer. Je voudrais avoir une explication.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Citez des cas précis...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le premier ministre nie et je lui en ferai la preuve.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je ne nie pas, mais je demande au chef de l'opposition de donner des cas précis, parce que nous pouvons avoir fait la chose pour des motifs raisonnables. Donnez-nous le nom du département qui a écrit cela et les noms des personnes qui ont reçu des lettres. Nous ferons enquête et nous vous donnerons les raisons pour lesquelles les chèques ont été retardés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous ne voulez sûrement pas que je vous donne l'information. Vos collègues doivent les avoir. J'affirme de nouveau que la chose s'est répétée souvent, et puisque l'on demande des précisions, je mentionnerai que tout le département de la Colonisation a fait des chèques qui ont été datés, puis envoyés des mois après.

Plusieurs chèques ont été préparés pour payer des primes de défrichement, et les colons n'ont reçu ces chèques que six mois après la signature du chèque. Les colons ont été ruinés à cause de sommes qui leur étaient dues et qui n'ont pas été payées. Le premier ministre trouvera tous les cas qu'il voudra dans le seul département de la Colonisation.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Donnez-nous les noms et les dates que vous avez. Je vous promets de faire enquête et, chaque fois, je suis sûr qu'il y aura d'excellentes raisons pour expliquer le retard du chèque.

**M. Barré (Rouville):** Le chef de l'opposition est trop délicat pour citer des cas qui sont à sa connaissance. Je ne sais à quoi je m'expose, mais je vais donner des précisions. Moi, je peux citer des noms et des dates qui sont venus à ma connaissance. Je mentionne le chèque 53510, daté du mois de juillet 1932 et qui a été reçu par l'un de mes voisins au mois de janvier 1933. Il s'agissait d'un montant de \$50. Je mentionne encore le chèque 56784, daté du 2 septembre 1932 et reçu en janvier 1933. Le montant est de \$430. Je mentionne encore le chèque 60440, daté du 25 octobre 1932 et reçu en janvier 1933. Je pourrais en citer bien d'autres, parce que le système s'est généralisé.

**M. Chouinard (Gaspé-Sud):** Ce n'étaient pas des chèques sans fonds.

**M. Barré (Rouville):** Ils avaient des fonds quand ils ont été reçus, mais ils n'en avaient peut-être pas quand ils ont été signés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je remercie l'honorable député de Rouville de nous avoir donné les numéros des chèques; j'en prends note. Nous allons prendre des informations. Lorsque nous étudierons les crédits de la Colonisation en comité des subsides, le ministre donnera toutes les explications voulues à la Chambre.

**M. Barré (Rouville):** On blâmera peut-être un fonctionnaire sous le couvert de l'immunité parlementaire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Vous ne devriez pas dire cela. Il peut y avoir de bonnes raisons. Nous vous les donnerons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je répète que ce système s'est généralisé dans plusieurs ministères. Des primes ont été réclamées après inspection et n'ont été payées que plus tard.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous sommes loin de l'assistance publique et de la taxe d'hôpital.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous y venons à l'assistance publique. Nous y constatons la même chose. Pourquoi le gouvernement a-t-il retardé les paiements des octrois aux hôpitaux, en vertu de la loi de l'assistance publique? Il y en a qui ont été aux portes de la banqueroute parce que le gouvernement ne payait pas ses dettes d'honneur durant des mois et des mois.

Je sais que le gouvernement va répondre qu'il ne pouvait pas s'acquitter de ces dettes d'honneur parce que les coffres de l'assistance publique étaient vides. Si la loi défend de payer une dette d'honneur, la loi est mauvaise et le gouvernement aurait dû la changer. Mais tel n'est pas le cas.

Que faisait-on pendant que l'on criait que le gouvernement ne pouvait pas payer ses dettes d'honneur? On passait des mandats spéciaux permettant de dépenser \$20,000 pour le jardin zoologique de Charlesbourg, \$53,000 pour les impressions. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas fait un mandat spécial pour les hôpitaux, puisqu'il en a fait pour des choses moins importantes comme le jardin zoologique et l'impression des documents publics?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

L'honorable chef de l'opposition nous répète son discours de l'autre jour.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est que je suis constant. Si le gouvernement prenait un tel soin des animaux du jardin zoologique, il me semble qu'il aurait dû prendre un soin au moins égal pour les êtres humains qu'abritent les hôpitaux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition répète ce qu'il a dit l'autre jour. Après le discours de l'autre jour, j'ai dit que des municipalités nous devaient leur part de l'assistance publique, soit \$1,600,000, et retardaient à nous payer. Si elles avaient payé leur part, nous aurions pu tout payer nos contributions. Le lendemain de la dernière discussion sur ce sujet, Montréal, qui nous devait \$800,000<sup>2</sup>, nous a payé et envoyé \$300,000. Nous avons aussitôt remis cette somme aux hôpitaux. Nous leur devons peu de chose, maintenant. L'honorable chef de l'opposition dit que nous avons négligé les hôpitaux. Nous leur avons versé \$2,224,000 en 1929, \$2,738,000 en 1930, \$3,615,000 en 1931 et \$4,700,000 en 1932, en pleine crise. Et voilà! Nous nous sommes saignés à blanc pour nos hôpitaux et nous ne le regrettons pas.

L'honorable chef de l'opposition fait fausse route; il fait une profonde erreur en venant crier à la face de toute la province que le gouvernement ne paie pas ses dettes d'honneur. L'honorable député des Trois-Rivières fait mauvaise œuvre et besogne peu digne d'un chef de l'opposition en dénigrant sa province à tout propos. Le gouvernement donne tout ce qu'il a; nous donnons à nos hôpitaux tout ce que nous leur devons. Le gouvernement ne peut donner que ce qu'il reçoit des municipalités, du public et des contribuables pour ces institutions.

Encore une fois, nos hôpitaux ont beaucoup reçu du gouvernement et ils recevront encore beaucoup. D'ailleurs, à l'heure actuelle, je crois que nous ne devons rien, ou presque rien, aux hôpitaux, après les paiements que nous avons faits ces derniers temps. Quand toutes les municipalités nous auront payé leur part - Trois-Rivières nous doit \$300,000 - nous aurons plus que payé ce que nous leur devons, et même il nous restera un surplus, mais nous n'attendrons même pas cela. Que l'on cesse donc de crier que nous ne payons pas nos dettes d'honneur!

Nous amendons la loi cette année pour éviter les retards de paiements à l'avenir. Nous ne sommes pas pour mettre les municipalités en faillite si elles ne nous paient pas tout de suite leur part de l'assistance publique. Mon honorable ami nous dit: "Pourquoi n'avez-vous pas fait un mandat spécial". Mais nous n'avons pas le droit, nous ne pouvons pas procéder par mandats spéciaux! Vous savez bien que

nous ne pouvons pas puiser ailleurs que dans le fonds de l'assistance publique, qui était alors vide, pour payer les hôpitaux. J'ai déjà dit que le fonds de l'assistance publique était alimenté par quatre différentes sources. Nous allons changer cela cette année. Nous avons un projet de loi pour déclarer que nous pourrions puiser à l'avenir dans le trésor, pour remplir la caisse de l'assistance publique. Que pouvons-nous faire de plus?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À quelle date Montréal a-t-il payé cette somme de \$300,000?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le lendemain de la dernière discussion que nous avons eue sur ce sujet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre dit que j'ai répété mon discours de l'autre jour. J'ai bien fait de le répéter ... (Rires)

... et je souhaite que celui d'aujourd'hui ait le même résultat que le premier et qu'il apporte \$300,000 à la caisse de la province.

C'est l'habitude du premier ministre de lever les bras et les yeux au ciel et de dire: Ils n'aiment pas leur province ceux qui critiquent le gouvernement. Eh bien! Ceux qui n'aiment pas leur province, ce sont ceux qui ne paient pas les dettes de la province et qui devraient les payer. L'honorable premier ministre nous admet que le gouvernement n'est pas capable de payer ses octrois. Je ne crois pas que le gouvernement soit obligé de poursuivre des municipalités, qu'il paie sa part à lui.

S'il a été capable de trouver \$20,000 pour les animaux du jardin zoologique, il devrait être capable de trouver les moyens de payer les hôpitaux. D'autant plus que ces mandats spéciaux ont été passés en marge de la loi. Quels sont ceux qui nuisent au crédit de la province? N'est-ce pas le premier ministre lui-même qui vient de déclarer que le gouvernement était incapable de payer ses dettes d'honneur? Je déclare de nouveau que ceux qui nuisent au crédit de la province sont ceux qui ne paient pas leurs dettes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais non, je n'ai jamais admis cela. Mon honorable ami ne sait pas encore comment le système de l'assistance publique fonctionne et il critique. Nous payons un tiers seulement, au point de vue de l'assistance publique; le reste se divise en un tiers de la part des municipalités et un tiers de la part des institutions. Le chef de l'opposition ne sait pas comment marchent les choses et il parle.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre pense peut-être que j'en sais trop.

(Rires)

Il sait bien que je sais comment ça marche et le peuple le saura prochainement. Voici le premier ministre dans sa grande expérience et intelligence, ministre de la couronne pendant 25 ans, premier ministre depuis 1920, et malgré tous ses talents et son expérience, il déclare à la province entière que les dettes d'honneur ne peuvent être remboursées.

C'est le premier ministre qui nuit au crédit de la province en ne payant pas ses dettes aux hôpitaux. La question ne date pas d'hier, et les journaux sympathisant avec le gouvernement ont affirmé que l'inaction du gouvernement a obligé les hôpitaux à fermer des services essentiels.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
À quoi faites-vous référence?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a pris connaissance de l'éditorial publié dans *The Montreal Gazette*, il y a deux semaines, et le premier ministre sait aussi qu'il a reçu des lettres de la part des hôpitaux et qu'il a également reçu des délégations. On aurait dû trouver un moyen, procéder par mandat spécial, s'il le fallait, pour permettre à l'assistance publique de payer les hôpitaux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nommez donc les institutions qui ont été sur le bord de la faillite?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas parce que le premier ministre nuit au crédit de la province, en affirmant qu'il ne peut payer ses dettes d'honneur, que je me mettrai à nuire au crédit d'un hôpital ou que je diminuerai la valeur de ses obligations en le nommant. Que le gouvernement produise les lettres qui lui ont été envoyées par diverses institutions qui demandent de l'aide pour éviter la faillite et dont le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) a réclamé la production.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je ne veux pas faire un sermon, mais corriger ce qui semble être un malentendu. J'ai déjà expliqué que le fonds de l'assistance publique est un fonds spécial qui ne sera rempli par le fonds consolidé de la province qu'après l'adoption de la loi qui est présentement devant la Chambre. Nous ne pouvons pas tirer sur le fonds consolidé du revenu pour remplir le fonds de l'assistance publique, qui est un fonds spécial.

Certains montants sont consacrés à ce fonds et les paiements qui sont faits à partir de lui dépendent de l'importance de ses rentrées. Dans les bonnes années, l'argent ne manquait pas, mais les temps ont changé, et le chef de l'opposition doit se souvenir qu'il n'existe aucune loi qui permet au trésorier de sortir un sou du fonds consolidé du revenu de la province pour parer aux insuffisances du fonds de l'assistance publique.

Pour ce qui est de la question des dettes d'honneur, desquelles le chef de l'opposition a si longuement parlé, il me faut donner l'heure juste. Il y a peut-être une dette, mais non une dette d'honneur de la province, à moins qu'un tel paiement soit autorisé hors du fonds consolidé du revenu, et aucun engagement semblable n'a été pris. Il n'était pas question d'obtenir un ordre en conseil pour transférer de l'argent du fonds consolidé du revenu au fonds de l'assistance publique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je prétends que le gouvernement avait droit de recourir au mandat spécial pour payer les hôpitaux. Il n'a aucune excuse pour ne pas payer ce qu'il devait aux maisons de charité publique. Le gouvernement prétend qu'il manquait de revenus spécialement affectés au fonds de l'assistance publique. Or, il ne peut même pas invoquer cet argument puisque, dans les *Comptes publics*, on voit qu'au lieu de verser dans ce fonds la somme habituelle de \$1,000,000 prise à même les revenus des liqueurs, le gouvernement n'a versé que \$300,000. Il a laissé le fonds de l'assistance publique en souffrance, afin de tenter de bâtir un état financier trompeur et illusoire.

**M. Guertin (Hull):** Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas emprunté temporairement aux banques pour payer l'assistance publique et les hôpitaux?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous ne pouvons pas le faire. L'argent que nous empruntons tombe dans le fonds consolidé.

**M. Guertin (Hull):** Mais non...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Mais oui.

**M. Guertin (Hull):** Mais non...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Je ne discute pas davantage. (Souriant) Votre cas est désespéré.

**M. Guertin (Hull):** Pas plus que celui du gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je répète que le gouvernement aurait pu faire un mandat spécial pour payer les hôpitaux.

Donnez-moi un article de la loi qui défend à l'assistance publique d'emprunter ou de faire des mandats spéciaux dans un cas urgent.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je répète que nous n'avions pas le droit. Jamais l'auditeur général n'aurait approuvé cela.

Donnez-moi un article qui nous autorise à la faire. Il n'y en a pas! Et si je voulais discuter comme vous, je dirais: et le chef de l'opposition le sait fort bien!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous n'avez pris que \$300,000 de la Commission des liqueurs?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Lorsque l'année 1931-1932 s'est terminée, il ne fallait que \$300,000 pour boucler le budget.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tel n'est pas le cas. Le gouvernement est d'autant moins excusable de l'avoir fait qu'il a retiré \$9,300,000 de la Commission des liqueurs et non pas \$7,500,000, comme l'affirment erronément les *Comptes publics*. Le gouvernement devait les \$700,000 qu'on a versés ailleurs, et au-delà, à la fin de l'exercice financier 1931-1932.

De même que pour les autres dettes impayées, le gouvernement ne payait pas les hôpitaux et autres institutions, afin de se bâtir une façade financière.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier, nous avons payé \$1,000,000 à l'assistance publique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre peut-il affirmer cela?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Nous avons payé au-delà de \$900,000.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 45<sup>3</sup>

#### Externat classique Sainte-Croix

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 87 constituant en corporation l'externat classique Sainte-Croix.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Questions et réponses:

#### Recorder de la cité de Montréal

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu quelque demande de mettre à sa retraite le recorder Semple, de Montréal, et de nommer le recorder Thouin recorder en chef de la cité de Montréal?

2. Si oui, le gouvernement entend-il donner suite bientôt à cette demande?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1. Non.

#### Loi du salaire minimum des femmes

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 modifiant la loi du salaire minimum des femmes soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Guertin (Hull):** Comme je l'ai dit hier, je voudrais que les effets de la législation s'appliquent aussi aux jeunes garçons qui travaillent dans l'industrie.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous passez du féminin au masculin!

**M. Guertin (Hull):** Je demande que le bill soit renvoyé devant le comité pour étude, afin d'en

appliquer les effets aux adolescents. J'envoie une motion au ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) et je lui demande de s'en faire le parrain. Je propose l'amendement suivant:

"Que ce bill soit renvoyé au comité plénier de la Chambre, avec instruction de l'amender, en y ajoutant les dispositions nécessaires pour qu'aucun ouvrier du sexe masculin ne puisse être employé dans aucun genre de travail, pour lequel un minimum de salaire a été fixé pour les ouvrières du sexe féminin, à un taux moindre que celui fixé pour les ouvrières du sexe féminin".

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Je regrette de ne pouvoir accepter la suggestion de l'honorable député de Hull. Je ne crois pas à propos de créer une loi du salaire minimum pour les hommes qui ont leurs organisations ouvrières pour les protéger et les défendre. Ce serait paralyser l'initiative des organisations ouvrières masculines que de créer une loi du salaire minimum des hommes. Tel n'est pas le cas lorsqu'il s'agit des femmes.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je félicite l'honorable ministre du Travail des lois passées jusqu'ici et des lois qu'il propose. Toutefois, il ne faut pas trop encourager le travail féminin, en ce temps de crise comme maintenant, car il n'est pas à propos. Je suis un ami des unions ouvrières auxquelles j'appartiens. Je suis membre de l'union internationale. Je suis d'avis qu'il serait bon de créer une loi du salaire minimum des hommes car, à l'heure actuelle, il n'y a pas 50 % des membres de ces organisations qui sont en règle avec leurs unions; à Montréal, il n'y a pas 3,000 ouvriers en règle avec l'union internationale et 5 % en règle avec les unions nationales.

Dans les unions catholiques, c'est la même chose. Si ces ouvriers peuvent travailler demain, ce serait une bonne chose si les salaires étaient définis. Il y a actuellement exploitation du travail. La crise a provoqué dans ce sens de graves abus. Plusieurs entrepreneurs n'ont pas respecté leurs contrats et la clause des salaires. Parce que des milliers de gens sont sous le secours direct, on en profite en de nombreux milieux pour imposer des salaires trop bas. Les unions ne sont pas capables même actuellement de protéger leurs membres.

À Montréal, récemment, on a signé des contrats sans spécifier aucune échelle de salaire et l'ouvrier a été exploité. Des menuisiers sont payés le prix des journaliers. C'est ainsi que, dans nombre de

métiers, on ne paie que 25 ¢ de l'heure, alors qu'en 1913, on payait 40 ¢ de l'heure et que le coût de la vie était moins élevé. Les prix des denrées n'ont pas diminué en proportion de la diminution des salaires. Le coût de la vie est encore de 25 % à 28 % plus élevé qu'avant la guerre. Il n'a pas assez baissé pour faire accepter des gages aussi faibles à des ouvriers.

Nombre de contrats exécutés à Montréal ont donné la preuve qu'on ne suivait pas les clauses des salaires raisonnables. Et l'on tend à rétablir sous une forme détournée une sorte de *sweating system*. Cette baisse injuste a provoqué la surproduction, tout en réduisant parallèlement le pouvoir d'achat qui, seul, pouvait absorber la production.

Actuellement, des ouvriers spécialisés travaillent pour presque rien, et il serait juste que l'on fixe un salaire minimum pour les hommes aussi bien que pour les femmes. Je suis porté à croire que mon honorable ami de Hull, avec lequel je ne m'accorde pas souvent, a raison de réclamer une loi du salaire minimum des hommes, car le travail féminin fait tort aux ouvriers. Les statistiques démontrent que les bureaux de placement ont assuré du travail à 11,326 hommes et 617 femmes de 1911 à 1921, et à 3,096 hommes et 4,111 femmes de 1921 à 1931. En 1931, un bureau de placement a assuré du travail à 241 hommes et 1,364 femmes.

Ces chiffres montrent l'importance qu'il y a de revenir aux anciennes coutumes. Il faut impérieusement aider les garçons à se trouver de l'ouvrage. Ce sont eux qui fonderont les foyers, ce sont eux qui doivent gagner le pain de la famille. Si l'on continue à remplacer les garçons par des femmes, on trouvera bientôt de graves inconvénients, et ceux qui se moquent aujourd'hui de cette question déploreront les premiers des situations funestes. Je soumets ces considérations à l'honorable ministre du Travail. La population ouvrière accueillerait avec plaisir un nouveau règlement empêchant la jeune fille ou le jeune garçon de travailler avant l'âge de 16 ans. Jusqu'à cet âge, les enfants devraient aller à l'école.

Je demande donc au ministre du Travail, tout en le félicitant de ce qu'il a déjà fait pour les ouvriers de notre province, de fixer une échelle de salaire minimum pour les hommes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je crois que l'honorable député de Hull (M. Guertin) ne devrait pas insister sur son amendement, qui sort absolument du cadre de la loi du salaire minimum des femmes. Si l'honorable député croit que nous devons avoir une loi pour le salaire minimum des hommes et des jeunes garçons, adoptons une loi

spéciale à cet effet, mais ne la greffons pas sur cette législation qui régit et affecte les salaires des femmes. D'après l'article 161 du chapitre 100 de nos règlements, l'amendement de l'honorable député est entièrement hors d'ordre.

J'attire l'attention du président sur les règlements qui disent qu'à la troisième lecture d'un bill, sa forme seule peut être amendée. L'effet de cet amendement serait de mettre les adolescents et les jeunes gens sur le même pied que les jeunes filles, au point de vue des salaires payés par l'industrie, et si on veut remplacer une jeune fille par un jeune homme.

Il est possible de passer une législation identique qui protégerait les ouvriers, mais on ne peut s'attaquer au fond du bill, quand il est présenté en troisième lecture. Il est possible que l'on puisse légiférer dans le sens proposé par le député de Hull, afin de faire une nouvelle législation ou une législation spéciale s'il y a lieu, mais ne confondons pas les deux.

**M. Guertin (Hull):** J'espérais que l'honorable premier ministre ou un des membres du cabinet se ferait le parrain de mon amendement. Le premier ministre voudrait-il d'un bill semblable? Si une loi identique était présentée en faveur des ouvriers, le gouvernement serait-il prêt à l'approuver?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous ne pouvons pas nous faire les parrains de tous vos enfants. Mais nous serions disposés à considérer une nouvelle loi. Nous avons eu une demande en faveur de cette loi pour les femmes, mais le travail organisé ne nous a pas soumis la même demande pour les ouvriers.

**M. l'Orateur:** Adopté?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pas du tout.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et l'amendement?

**M. l'Orateur:** Il n'y a pas d'amendement, puisque le député de Hull proposait au ministre du Travail de présenter cette suggestion.

**M. Guertin (Hull):** Alors, je retire mon amendement. Mais le premier ministre s'engage-t-il à supporter la loi, si je la propose?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous l'étudierons, mais nous voulons la voir d'abord. En attendant, je vous rends votre enfant.

**Une voix:** Envoyez-le à la crèche!

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Taxe d'hôpital

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 37 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la "taxe d'hôpital".

Adopté.

### En comité:

**M. Guertin (Hull):** Le premier ministre a-t-il obtenu certains renseignements au cours de l'ajournement de 6 heures?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si c'est une question de mon honorable ami, non! Pendant l'ajournement, j'ai fait autre chose, la même chose que lui!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels sont les frais de perception de la taxe d'hôpital?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je ne les ai pas ici et je ne pourrais le dire sans consulter nos livres. Il est difficile de le dire à une minute d'avis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas retarder le projet inutilement et je vais demander au trésorier de me les fournir le plus tôt possible.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Très bien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Mardi prochain, probablement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce possible pour mercredi?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je ne suis pas certain.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, l'honorable trésorier me donnera les chiffres que j'ai demandés mardi?



**L'honorable M. Stockwell (Brome):** J'espère pouvoir les donner mardi, mais je ne suis pas certain.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La plus belle fille au monde ne donne que ce qu'elle a. Mais nous allons ajourner la troisième lecture à mardi. Est-ce que ça vous va comme compromis?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Ingénieurs civils**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement aux ingénieurs civils soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Présomption du décès d'un assuré après un non-paiement**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 198 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile, relativement au paiement par l'assureur, en certains cas, du montant de l'assurance soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Code de procédure civile, article 599**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité discute en premier de crédits statutaires qui n'ont pas à être votés, soit les crédits versés à différentes écoles forestières ainsi que ceux versés à la recherche forestière.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais savoir de l'honorable ministre des Terres pourquoi certaines compagnies font faire leurs inventaires et relever nos forêts par des ingénieurs forestiers américains ou de nationalité étrangère, lorsque nous avons des ingénieurs canadiens compétents<sup>4</sup>?

Nos ingénieurs forestiers ne sont pas employés en nombre raisonnable. Les compagnies ont reçu tellement de faveurs de la part du gouvernement qu'elles devraient au moins faire preuve d'un peu de gratitude en accordant la préférence aux ingénieurs canadiens.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)<sup>5</sup>:** Cela est malheureusement vrai parfois, mais nous n'y pouvons pas grand chose. Les compagnies ont leurs ingénieurs. Il y a quelques années, les compagnies avaient tendance à employer des étrangers, mais c'est de moins en moins le cas. Rien toutefois ne peut empêcher les compagnies d'employer des étrangers, même n'ayant aucun titre, pour faire certains travaux. C'est regrettable.

J'espère que le jour viendra où il nous sera possible de mettre un frein à cela. Toutefois, nous exigeons que les inventaires forestiers qui nous sont transmis soient faits par des ingénieurs forestiers agréés à l'Association des ingénieurs forestiers de Québec et signés par eux.

Je me demande s'il y aurait lieu de passer une loi, ou du moins amender la loi, pour forcer les compagnies à n'employer que des ingénieurs forestiers diplômés de nos écoles et sujets britanniques. Je n'ai pas d'objection. Si on trouve un moyen autre de remédier à la situation, je le saisirai avec empressement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y aurait lieu de fermer cette profession des ingénieurs forestiers comme le sont les autres, afin que seuls nos ingénieurs forestiers puissent travailler à l'arpentage et à l'inventaire de notre domaine forestier. Nos écoles produisent des compétences, mais le gouvernement n'a rien fait pour assurer du travail à ces compétences. La Canadian International Paper est une des compagnies qui emploient des ingénieurs américains.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

L'honorable chef de l'opposition aime à citer la Canadian International Paper. Je pourrais lui mentionner des compagnies qui font moins bien qu'elle et qui font même pire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre sait-il que pas un chèque de \$5 n'est donné par la Canadian International Co., sans passer par New York?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Comme autrefois pas un chèque de \$5 n'était donné par le Grand-Tronc sans passer par Londres. Peut-être, mais je ne le sais pas. Ce que je sais, c'est que la Canadian International Paper emploie des ingénieurs forestiers canadiens.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai rien contre la Canadian International qui donne de l'emploi à un grand nombre de citoyens de Trois-Rivières. L'opposition veut rendre justice à tout le monde, mais pour cela, il ne faut pas qu'une compagnie empiète sur les droits des citoyens. Je n'ai d'animosité contre aucune compagnie, personnellement. Je l'ai prouvé lorsque, il fut un temps pas très éloigné, le premier ministre de la province, après entente avec le gouvernement ontarien, avait décidé, au mépris de la loi des combines, de fixer le prix du papier que l'International voulait vendre moins cher aux consommateurs. Il voulait fixer ce prix à \$55 la tonne et a voulu obliger l'International à se soumettre à ce projet.

L'International Paper a refusé et le premier ministre de la province de Québec a déclaré alors en Chambre que, puisque la compagnie refusait de se soumettre, le gouvernement userait de discrimination contre cette compagnie dans l'exercice des droits de coupe. Autrement dit, le ministre forcerait la compagnie à exécuter strictement ses obligations de coupe, tandis que les autres compagnies bénéficieraient d'une sorte d'indulgence.

Comme question de fait, lors d'une enquête devant le Sénat américain, en vertu de la loi Sherman contre les trusts, M. Graustein, président de l'International, a déclaré que les procureurs généraux de Québec et d'Ontario l'avaient forcé de violer la loi Sherman et la loi des combines du Canada. Le gouvernement a mis ses menaces à exécution et institué des poursuites contre l'International. Mais celle-ci est allée voir un avocat renommé de Montréal qui lui a dit: "Vos contrats ont été exécutés par des sous-entrepreneurs de la province de Québec. Poursuivez ces sous-entrepreneurs en garantie."

Comme ces derniers étaient des gens de la province et que le gouvernement était sollicité de toutes parts, il a dû abandonner les poursuites. C'est l'opposition qui a dénoncé cette conduite arbitraire contre l'International. Chose curieuse, personne du côté du gouvernement ne s'est levé pour contredire cet intéressant récit historique. Je regrette que les ingénieurs de notre province n'aient pas un juste traitement de la part des compagnies.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

J'espère que si une législation est présentée pour protéger les ingénieurs forestiers de notre pays, mon honorable ami l'approuvera. Dans Québec, il y a 14 ingénieurs forestiers de Laval qui travaillent pour les compagnies. Quant aux ingénieurs étrangers exerçant leur profession dans notre province, il n'y en a plus que quatre des États-Unis, cinq d'Europe, 12 de l'Ontario et 13 du Nouveau-Brunswick. Il y a 143 ingénieurs-forestiers gradués de l'École forestière de l'Université Laval. De ce nombre, 53 sont à l'emploi du gouvernement provincial, cinq à l'emploi du gouvernement fédéral, 38 à l'emploi des compagnies et 46 dans la pratique privée.

Nous avons fait tout ce que nous pouvons pour assurer de l'emploi à nos ingénieurs forestiers sortis de Laval. L'honorable chef de l'opposition devrait être satisfait de ce bilan de la profession. Il constatera que le gouvernement s'intéresse à nos ingénieurs-forestiers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre sait que l'opposition est bien disposée à l'égard des ingénieurs-forestiers. Nous avons contribué à améliorer leur sort.

**M. Barré (Rouville):** Que fait le gouvernement pour le reboisement?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** répète ce qu'il a dit la veille.

**L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:**

Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplans (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Ce service est pratiquement abandonné, vu qu'il est nécessaire d'économiser. Les contrats avec les compagnies d'aviation sont contremandés à cause de la crise.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'espère que, si le ministre juge à propos de dépenser ces \$20,000, il donnera la préférence à des compagnies d'aviation canadiennes. C'est une compagnie française qui avait un contrat trop avantageux. Je suis heureux que le gouvernement se soit rendu aux représentations de l'opposition. C'est une amélioration. Ce service a coûté cher.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je ne l'admets pas. Nous avons encouragé des compagnies canadiennes. Le travail a été bien fait. La cartographie faite en aéroplane, que nous n'aurions pu faire aussi bien autrement, nous a coûté moins cher que si nous l'avions faite sur la terre, ce qui aurait coûté beaucoup plus cher. Lorsque les circonstances le permettront, j'ai bien l'intention de reprendre ce travail qui est très utile.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce que le contrat de la compagnie aérienne franco-canadienne n'était pas très avantageux pour la compagnie?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Nous aurions offert les mêmes avantages aux compagnies canadiennes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai la plus haute estime pour l'intégrité de l'honorable ministre des Terres et Forêts, mais dans son contrat d'aéroplane avec cette compagnie française, sa bonne foi a été surprise. Je rendrai au ministre la Justice de dire qu'il n'a jamais essayé de retarder la production des documents que nous lui avons demandés. Cela prouve sa bonne foi.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable ministre aurait pu encourager les jeunes aviateurs canadiens, en accordant des contrats à des compagnies canadiennes.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Mon honorable ami a tort de dire cela. Ce n'est pas nous qui formons les aviateurs. Nous avons commencé notre service d'aéroplane avec des Canadiens. Ça n'a pas été un succès en commençant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre veut-il dire que les Canadiens français ne sont pas compétents. Il ne devrait pas dire cela devant le premier ministre.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Les Canadiens ne pouvaient pas faire de cartographie, mais ils sont compétents comme aviateurs.

**M. Guertin (Hull):** Puisque le travail sera repris, ne devrait-on pas avoir une école pour enseigner à nos jeunes gens la cartographie?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Une école d'aviation coûterait cher.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à vendredi, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

### NOTES

1. M. Gérard Tremblay, le sous-ministre du Travail, vient s'asseoir au côté de l'honorable M. Arcand.

2. *L'Événement* du 3 mars 1933, à la page 8, parle de \$750,000.

3. Dans leur éditon du 3 mars 1933, *L'Action catholique*, à la page 10, *La Patrie*, à la page 5, et *La Presse*, à la page 12, indiquent 8 h 30.

4. M. Duplessis fait référence à l'item voté hier au sujet de la pépinière de Berthier.

5. M. G.-C. Piché, sous-ministre des Terres et Forêts, est assis à côté de l'honorable M. Mercier fils, selon *L'Événement* du 3 mars 1933, à la page 8.



Séance du vendredi 3 mars 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 15<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 118 ratifiant une résolution et un contrat concernant Quebec Power Company et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Féréol, dans le comté de Montmorency;

- bill 31 modifiant la loi relative à la destitution de certains officiers municipaux;

- bill 196 modifiant la loi de l'instruction publique relativement à la vente des immeubles pour défaut de paiement de taxes.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 30 modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux;

- bill 195 modifiant le Code municipal concernant la vente des immeubles pour taxes.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 186 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice.

**Exécution retardée de jugements  
sur des créances hypothécaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** pour **l'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 53 retardant l'exécution de jugements sur des créances hypothécaires dans les parties rurales de la province.

Ce bill n'est pas encore imprimé dans sa forme définitive. Nous avons l'intention d'en appliquer les effets non seulement aux cultivateurs, mais aussi aux citoyens. En vertu de la loi, un débiteur, dont les immeubles seront menacés d'être

vendus pour dettes, pourra s'adresser à un juge et lui demander un délai. Le juge pourra lui accorder un délai de 12 mois si le débiteur peut prouver, à sa satisfaction, que ses intérêts ont été payés, à condition toutefois qu'il soit aussi prouvé que le créancier hypothécaire n'a pas un pressant besoin d'argent.

**M. Barré (Rouville):** C'est alors un moratoire non baptisé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce n'est pas un moratoire, mais quand la loi sera en force, on pourra, à la ville comme à la campagne, s'adresser à un juge pour demander du délai, lorsqu'un créancier hypothécaire fait une demande de remboursement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Vente des effets  
non réclamés**

**M. Desmarais (Richmond)** demande, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), la permission de présenter le bill 203 modifiant la loi de la vente des effets non réclamés.

Ce bill a pour but de limiter à 12 mois la responsabilité des marchands et des personnes qui réparent les fourrures au sujet des objets qui leur sont confiés et non réclamés. Après 12 mois, ces articles pourront être vendus, à la suite d'un avis publié dans les journaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Agents  
de recouvrement**

**M. Desmarais (Richmond)** demande, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), la permission de présenter le bill 204 concernant les agents de perception.

Cette loi exige de tous les agents percepteurs qu'ils se fassent enregistrer au bureau du trésorier de la province pour obtenir un permis et qu'ils déposent une certaine somme d'argent en garantie. Il s'agit de protéger les agents sérieux contre les agents irresponsables.

L'an dernier, il en a coûté \$64,000 à une association pour un agent qui a mal tourné. Les pertes subies par le commerce, parce que des agents percepteurs n'ont pas rendu compte de leur perception, se sont chiffrées à \$66,700 l'année dernière, et nous voulons empêcher que la chose se répète. Le projet a pour but de protéger tout le monde.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Code de procédure civile**

**M. Bédard (Québec-Comté)** demande, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Taschereau), la permission de présenter le bill 205 modifiant le Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 105 autorisant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke à contracter un emprunt additionnel;
- bill 111 concernant la cité de Shawinigan Falls;
- bill 113 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun;
- bill 124 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle;
- bill 130 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

#### **Bureau des commissaires catholiques de Sherbrooke**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 105 autorisant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke à contracter un emprunt additionnel.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Ville de Shawinigan Falls**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 concernant la cité de Shawinigan Falls.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Commissaires d'écoles de Verdun**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Succession Eusèbe Labelle**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 124 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Sherbrooke**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport annuel de la Commission des accidents du travail**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre le cinquième rapport annuel de la Commission des accidents du travail de Québec. (Document de la session no 57)

**M. Guertin (Hull):** Est-ce qu'il est imprimé pour distribution?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Non, il le sera si la Chambre l'ordonne.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce que le règlement n'oblige pas le gouvernement à faire imprimer tous les rapports?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les rapports des départements, oui. Pour les autres documents publics, comme ceux des commissions, c'est le comité des impressions de la Chambre qui en décide. On n'a qu'à s'adresser à lui. Mais si l'honorable député de Hull veut faire imprimer ce rapport, nous allons donner ordre de le faire imprimer tout de suite.

**M. Guertin (Hull):** Oui, car le rapport est important.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Alors, M. l'Orateur, voulez-vous présenter à la Chambre une motion proposée par l'honorable député de Hull et secondée par moi pour qu'ordre soit donné d'imprimer le rapport de la Commission des accidents du travail.

Adopté.

#### Questions et réponses:

##### Désastre du Cymbaline

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** 1. Combien le désastre du Cymbaline a-t-il coûté à la caisse de la Commission des accidents du travail?

2. Combien a-t-il été payé sur ce montant en honoraires médicaux: *a.* Aux médecins des hôpitaux; *b.* Aux autres médecins; *c.* Aux médecins pour frais d'expertise; *d.* Aux médecins faisant partie du personnel de la Commission?

3. Combien a-t-il été payé: *a.* Pour les soins hospitaliers dans les hôpitaux et au domicile des accidentés; *b.* Pour les médicaments; *c.* Pour les objets de pansement?

4. Pendant combien de jours chacun des accidentés a-t-il bénéficié de la loi des accidents du travail: *a.* À raison d'incapacité totale; *b.* À raison d'incapacité partielle?

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** 1. \$157,558.66.

2. La Commission a payé pour assistance médicale \$5,686.85, dont \$2,676.95 pour honoraires de médecins: *a.* et *b.* La Commission n'a aucun renseignement permettant de distinguer entre les médecins des hôpitaux et les autres médecins; *c.* \$191; *d.* Rien.

3. *a.* \$2,903.15; *b.* \$105.15; *c.* \$1.60

4. 20 accidentés ont bénéficié de la loi des accidents du travail pendant 1,984 jours pour les accidentés dans la section de l'incapacité totale temporaire, et 314 jours dans la section de l'incapacité partielle temporaire. Ci-après liste des dossiers où compensation a été payée pour incapacité totale temporaire ou incapacité partielle temporaire: (Voir la liste ci-dessous)

Dossier	Nom	Incapacité totale temporaire	Incapacité partielle temporaire
98868	Sam Stanford .....	12	....
98852	James Dundys .....	9	....
98849	Henry Woodbridge .....	64	....
98085	Angus Black .....	6	....
99196	Eugène Boileau .....	4	14
99645	William Daveney .....	35	....
99198	Ernest Tomaty .....	71	....
98848	Thomas Ryan .....	185	....
98887	Paul Bernier .....	57	....
99200	Jos. Fisher .....	181	....
99201	John Makin .....	165	61
99046	George Brenner .....	43	123
99197	Alexander Bruce .....	89	....
99056	William St-Onge .....	43	....

<i>Dossier</i>	<i>Nom</i>	<i>Incapacité totale temporaire</i>	<i>Incapacité partielle temporaire</i>
99047	Leonard Canning .....	180	....
99204	Stephen Dawson .....	158	....
99576	Robert Inglis .....	15	....
100434	Fred. Hind .....	240	....
99191	James Malone .....	259	....
99195	James Ferguson.....	<u>168</u>	<u>116</u>
Jours .....		1,984	314

#### Commission des accidents du travail, médecins

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** 1. Quels sont les médecins qui ont agi comme experts pour la Commission des accidents du travail du 1<sup>er</sup> septembre 1931 au 30 juin 1932?

2. Quel montant d'honoraires chacun a-t-il reçu pour ses expertises pendant la même période?

3. Quelle somme a été payée, pour la même période, à chacun des hôpitaux suivants: General Hospital, Victoria Hospital, hôpital Notre-Dame, Hôtel-Dieu, Saint-Luc et autres hôpitaux de la ville de Montréal, Hôtel-Dieu du Précieux-Sang, hôpital du Saint-Sacrement, hôpital Saint-François d'Assises, hôpital de l'Enfant-Jésus, hôpital Laval et autres hôpitaux de la ville de Québec?

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** 1. À Québec, les docteurs P.-C. Dagneau, Jos. Vaillancourt, Arthur Rousseau et Albert Rousseau. À Montréal, les docteurs J.-P.-E. Bousquet, Léo Blagdon, Ph. Panneton, Oscar Mercier, Ed. Tétreault, Lucien Ranger et Émile Legrand.

2. La comptabilité de la Commission ne permet pas d'établir les honoraires reçus par chacun de ces experts de la Commission pour les accidents régis par la cédule 1 de la loi. Quant aux accidents de la cédule 2, ces honoraires ont été payés par l'employeur tenu personnellement de fournir l'assistance médicale.

3. La comptabilité de la Commission ne permet pas d'établir les sommes payées par le fonds d'accident à ces hôpitaux, quant aux accidents régis par la cédule 1. Quant aux accidents régis par la cédule 2, l'employeur est tenu personnellement de payer le coût de l'hospitalisation de la victime d'un accident du travail.

#### Collège de L'Assomption

**M. Reed (L'Assomption)** propose, appuyé par le représentant d'Abitibi (M. Authier), que tous les droits payés pour le bill 129 refondant la charte du collège de L'Assomption soient remis, vu que ce bill a pour but de favoriser l'expansion d'une institution enseignante.

Adopté.

#### Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie

**M. Dugas (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), que tous les droits payés pour le bill 84 modifiant la charte de la congrégation des sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie soient remis, vu que ce bill se rapporte à une communauté enseignante.

Adopté.

#### Code civil, article 1625

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 modifiant l'article 1625 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Actions en revendication

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 modifiant le Code de procédure civile concernant les actions en revendication soit maintenant lu une deuxième fois.



**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Vous faites preuve d'un réel esprit chrétien.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Loi des compagnies**

La Chambre procède à la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill 8 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Protection des édifices contre les incendies**

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant le chapitre 178 des statuts refondus, 1925, soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Taxe d'hôpital**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Maintenant que l'on vous a donné l'état demandé au sujet de la taxe d'hôpital, êtes-vous prêt à adopter en troisième lecture le projet modifiant la loi de la taxe d'hôpital? L'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell) n'est pas ici, il est malade aujourd'hui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable trésorier m'a communiqué une liste des salaires payés pour la perception de la taxe d'hôpital. Les renseignements sont incomplets et je n'ai pas encore obtenu tous les renseignements que je désirais.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Très bien, nous allons y voir. Alors, attendons!

### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### **En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Je suggère de considérer les crédits du ministère des Terres et forêts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas prêt, je ne m'attendais pas à cela. Je n'ai pas mes documents ici.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
On peut passer à l'étude des crédits de l'assistance publique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que ça va prendre autant de temps pour payer ces octrois que pour les octrois de l'assistance publique?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
(Souriant) On en a assez parlé hier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Alexandra Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asile Saint-Joseph du Bon-Pasteur, 1730 rue Fullum (antérieurement Hospice Saint-Joseph-du-Bon-Pasteur), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailors Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Saint-Joseph, Sœurs grises, rue Cathédrale, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Dispensary, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Sailors' Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Old Brewery Mission, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour orphelinat Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Petites sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners Aid Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour St. Patrick's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Sheltering Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sœurs de la

Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour L'Union nationale française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour L'Alliance française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Club des marins catholiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour œuvre de patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ouvroir des sœurs de la charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Patronage Laval, 40 Ave Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Quebec Seamen's Institute, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Salvation Army, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hôpital de Beauceville, comté de Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hôpital Notre-Dame-de la Protection, Sainte-Marie de Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour orphelinat Saint-Joseph, comté de Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice de la Providence de Lanoraie, comté de Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades (Longueuil), comté de Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, comté de Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice

Youville de Saint-Benoit, comté de Deux Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour jardin de l'enfance Saint-Joseph, Joliette, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour orphelinat de la Providence Sainte-Elizabeth, Joliette, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice des sœurs de la Charité, Saint-André, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Sainte-Anne de la Pocatière, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Saint-André-Avellin, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice de la Providence, L'Assomption, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice de la Providence, Saint-Henri de Mascouche, comté de l'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Saint-Antoine, Saint-Lin, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour maison de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, (section orphelinat), comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu, comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hôpital Saint-Édouard, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice des sœurs de la Charité, Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Sainte-Ursule, comté de Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice des Sœurs de la charité, (antérieurement Children's Hospital), Saint-Louis, Black-Lake, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Sainte-Élisabeth-de-Farnham, comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice Saint-Célestin, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hôpital Saint-Casimir, comté de Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hôpital Magog, comté de Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Brehmer Rest, Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hospice des dominicains du Rosaire, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hôpital Saint-Victor, Belœil, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Lachine General Hospital, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comité France-Amérique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comité France-Amérique, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour fondation Strathcona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Last Post Fund (sixième de 10 versements annuels, O. C. 1264-1928), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour musée Laurier à Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Dans le musée Laurier d'Arthabaska, est-ce que l'on conserve l'original du discours de Sir Wilfrid Laurier dans lequel il a dit qu'un gouvernement vieux de 15 ans est pourri?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Riant) S'il a dit cela, ce n'est pas ce qu'il a dit de mieux.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
70. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Provencher d'histoire naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des maréchaux-ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a-t-il l'intention de réduire les salaires des fonctionnaires et des employés civils? À moins que le gouvernement entende couper les salaires, au moment où quelques items mineurs du budget des charités sont en train d'être passés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
La question est actuellement à l'étude.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand sera-t-elle réglée? Quand le gouvernement prendra-t-il une décision? Cette année ou l'an prochain?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Non, cette année. Le gouvernement prendra une décision tout prochainement au sujet des réductions de salaires. C'est un problème réel. Les augmentations annuelles des salaires, comme le prévoit la loi, ont été suspendues pour ces deux années.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est là une grosse et grave question. (Souriant) Je demande au gouvernement de la considérer avec soin, de bien y songer, de bien y réfléchir, avant de la résoudre et de prendre une décision.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Si l'honorable chef de l'opposition veut bien nous

prêter ses lumières pour régler cette question, je lui en saurai gré et nous les accepterons. Peut-être que nous pourrions la résoudre plus facilement!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'avons pas les mêmes lumières!

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 4 heures<sup>2</sup>.

### NOTES

1. *Le Soleil* 4 mars 1933, à la page 24, parle de 3 h 30, et *Le Canada* du 4 mars 1933, à la page 1, mentionne 3 h 20.

2. *Le Canada* du 4 mars 1933, à la page 1, indique 4 h 05.



Séance du mardi 7 mars 1933

**Présidence de J. Cohen**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Absence de l'Orateur**

**M. le greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard)

**Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Droit de voter  
malgré le non-paiement  
des taxes municipales ou scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 66 concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non-paiement des taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Enregistrement d'un  
véhicule automobile**

**M. Fisher (Huntingdon)** demande, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), la permission de présenter le bill 206 relatif à l'enregistrement d'un véhicule automobile en vertu de la loi des véhicules automobiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droit de poursuite  
lors d'accidents du travail**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 64 concernant le droit de poursuite dans les cas couverts par la loi des accidents du travail, 1931.

À présent que la Cour d'appel a décidé que la Loi des compensations des travailleurs était constitutionnelle et *intra vires*, le gouvernement souhaite régler toutes les causes en suspens, prises en vertu du droit commun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Unités sanitaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), la permission de présenter le bill 49 concernant les unités sanitaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Institution royale  
pour l'avancement des sciences**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 71 concernant l'Institution royale pour l'avancement des sciences.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,  
article 1**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Moreault), la permission de présenter le bill 207 abrogeant l'article 1 du Code civil.

Maintenant que le Statut de Westminster a confirmé l'autorité du Canada en matière de législation, l'article est inutile et doit être abrogé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville de  
Greenfield Park**

**M. Béique (Chambly)** demande, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), la permission de présenter le bill 202 concernant le règlement no 93 de la ville de Greenfield Park.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Chemins publics,  
matériaux utilisés**

**M. Béique (Chambly):** Quelle est la quantité d'amiésite payée par la province, par l'entremise du département de la Voirie, et employée pour la

confection, la réfection, les réparations ou l'entretien des chemins publics en cette province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**  
50,352.44 tonnes.

**Manoir  
Mauvide-Genest**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. Le gouvernement possède-t-il ou a-t-il quelque intérêt dans le Manoir Mauvide-Genest, situé à Saint-Jean, Île d'Orléans?

2. A-t-il fourni de l'argent pour des réparations ou des améliorations faites à cette propriété?

Dans l'affirmative, quel en est le montant et à quels termes et à quelles conditions a-t-il été fourni?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
1. et 2. Non.

**Demandes de documents:**

**Rapports et correspondance de la  
Commission des assurances sociales**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous rapports et correspondance de la Commission des assurances sociales. (Applaudissements)

Le but de ma motion n'est pas tant d'obtenir la production des documents se rapportant au travail des membres de la Commission des assurances sociales, que de me procurer l'occasion de féliciter ces sociologues distingués du travail qu'ils ont accompli, dans l'intérêt de la question sociale en cette province. Le but est donc de soumettre à la Chambre certaines considérations sur un problème qui intéresse en ce moment toute notre population et démontrer l'excellent travail qui a été accompli par la Commission des assurances sociales de notre province.

D'ailleurs le député de Québec-Est (M. Drouin)<sup>1</sup> a rendu hommage récemment au mérite de ces commissaires et il a rendu à chacun ce qui lui était dû. Ces commissaires ont publié des rapports qui sont aujourd'hui à la connaissance de toutes les

provinces et qui sont destinés à apporter de nouvelles lumières pour la solution des problèmes sociaux.

La question des assurances sociales n'est pas nouvelle ici, bien que nous n'ayons pas à proprement parler un système d'assurances sociales au Canada et aux États-Unis, tandis que ce système est établi depuis assez longtemps en Allemagne et en Angleterre.

M. l'Orateur, en 1919, on a réclamé à Ottawa une Commission royale d'enquête chargée d'étudier la question industrielle. Cette Commission a présenté un rapport recommandant une enquête immédiate par des experts sur la question des assurances, en vue d'établir sans délai une législation contre le chômage, la maladie, l'invalidité et la vieillesse. À cette époque, on croyait qu'une législation fédérale n'empiétait pas sur les droits des provinces.

Mais depuis ce temps, les législateurs d'Ottawa ont toujours été d'avis que ces questions ressortaient du pouvoir central et qu'elles ne concernaient pas les provinces. Cependant, en 1929, j'ai déclaré en cette Chambre, au cours d'un débat, que nous devrions étudier la législation européenne sur le système des assurances sociales, et l'honorable député de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur) se déclara du même avis.

Au cours de cette session, nous avons adopté une résolution proposée par l'honorable député de Lotbinière, aujourd'hui ministre des Travaux publics, secondée par l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis), exprimant le désir qu'Ottawa donne un montant fixe, sous la forme d'octroi, à la province de Québec pour créer des assurances sociales.

Un peu plus tard, au cours d'une assemblée à Chicoutimi, l'honorable M. A. Galipeault<sup>2</sup>, ancien ministre des Travaux publics, se déclarait en faveur d'une telle enquête. Au cours de la session de 1930, il présentait et faisait adopter une loi créant la Commission des assurances sociales. C'est le ministre actuel des Travaux publics qui a, dans la suite, fait l'heureux choix des membres de cette Commission. Pendant deux années, ces messieurs de la Commission ont travaillé ensemble pour conduire une enquête.

Quatre d'entre eux sont même allés en Europe, d'autres ont poursuivi leur travail dans l'Ontario; ils ont présenté ensemble sept rapports et une documentation annexée. J'ai consulté le tout et j'ai constaté que les commissaires avaient décidé de ne pas recommander l'adoption en bloc du système suivi en Europe, mais qu'ils avaient recommandé de procéder lentement, afin de ne pas provoquer de réaction parmi la population.



C'est ainsi qu'en Allemagne, on a commencé par l'assurance-maladie. Au bout de 50 ans seulement, on a adopté le système d'assurance-chômage, ce qui démontre que là-bas également on voulait y aller lentement, afin de ne pas provoquer de secousses parmi la population. En Angleterre, immédiatement après la dernière guerre, le gouvernement a discontinué le système des pensions de vieillesse pour revenir à l'assurance-vieillesse.

Quand l'Alsace et la Lorraine ont été rendues à la France, le Parlement français a aussi adopté un système d'assurance sociale. Le Parlement français a étudié cette question pendant sept années. Il a commencé en 1921, et ce n'est qu'en 1928 qu'il approuvait le système, pour lui donner force de loi en 1930. Là encore, on a voulu procéder par étapes. D'après le système approuvé par le gouvernement français, on exigeait contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse, mais non contre le chômage, 10 % du salaire des ouvriers, payable 5 % par le patron et 5 % par l'ouvrier.

On en est venu cependant à se demander, dans la suite, si ce pourcentage permettrait de régler tous les cas, mais, dans les circonstances actuelles, on espère pouvoir subvenir à tous les besoins avec cette contribution et d'autres provenant du trésor. Le gouvernement paie le déficit qui n'est pas aussi considérable qu'en Grande-Bretagne où il existe une assurance même contre le chômage depuis 1925.

En Allemagne, on prend 3 % du salaire de l'ouvrier pour les mêmes fins, et l'assurance-chômage est en vigueur depuis cinq ans. Tous les ouvriers ne sont pas en mesure de payer cette contribution à l'heure actuelle, tandis que plusieurs d'entre eux bénéficient de la loi, parce que la crise les force à chômer. Il n'est pas facile de rétablir l'équilibre dans les temps présents en Allemagne, car ceux qui bénéficient de l'assurance-chômage sont plus nombreux que ceux qui versent dans la caisse.

La première recommandation des membres de la commission Montpetit<sup>3</sup>, dirigée par un des plus grands économistes de notre temps, concerne les maladies professionnelles. On peut dire sans hésiter que cette première recommandation du rapport des commissaires a été suivie, puisqu'en 1931, sur les recommandations de l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur), l'item des maladies professionnelles a été ajouté à la loi des accidents du travail.

Quant à la question des allocations familiales, les commissaires nous disent qu'en France et en Belgique, un tel système a été adopté, mais que, dans les autres pays, il n'a pas été un succès ou n'a pas été

adopté. Les commissaires ont cru ne pas devoir recommander ce système parce qu'il aurait engouffré des sommes fabuleuses et que les assurances sociales suffiraient. Le gouvernement a donc eu raison d'attendre. D'ailleurs, il est bon de faire remarquer ici que ce n'est pas toujours en flattant la population qu'on lui rend les plus grands services. Je suis certain que notre distingué ministre des Travaux publics mettra en pratique cette recommandation de la Commission. (Applaudissements)

Sur le chapitre de l'hygiène industrielle et de la sécurité dans les usines, il s'agit d'avoir plus d'inspecteurs dans les usines, pour la protection des ouvriers, et de confier au service provincial d'hygiène l'inspection médicale des ouvriers. Ces recommandations ne sont, en somme, que des corrections à nos lois, comme nous avons déjà des inspecteurs dans les établissements industriels. Elles seront réalisées bientôt, je l'espère, par notre distingué ministre du Travail.

La Commission recommande, pour l'assurance-chômage, un système basé sur un plan national. Il nous faut absolument ce plan national, car si la province seule s'occupait de la question, les ouvriers de l'étranger s'empresseraient de venir demeurer ici pour bénéficier ensuite de l'assurance-chômage. C'est un système qui doit être établi dans un cadre national, mais pas autrement. Les États-Unis n'ont pas ce système. Il est peu exploité en Italie, en Allemagne et en Angleterre. Les commissaires nous disent que, pour diminuer le chômage, il importe surtout de développer notre commerce extérieur. Cette question intéresse tout particulièrement le fédéral, et j'espère qu'on saura lui donner l'attention qu'elle mérite.

Il existe au pays certains systèmes d'après lesquels des travaux sont entrepris avec la contribution du fédéral, des provinces et des municipalités. Des sommes énormes ont été ainsi englouties, et les ouvriers n'ont guère bénéficié de cette politique. C'est pour cela que le fédéral s'en est tenu ensuite au système des secours directs, car avec l'ancien système, ce sont les contracteurs qui retireraient les plus grands bénéfices. À l'avenir, les gouvernements devraient faire payer par les municipalités les matériaux, les terrains, etc., tandis que la main d'œuvre serait payée partiellement par le fédéral et le provincial.

Les municipalités devraient ainsi remplacer les secours directs par les travaux publics nécessaires et demander aux gouvernements d'Ottawa et de Québec de ne contribuer que pour les salaires payés aux ouvriers. Cette politique entraînerait les

municipalités à ne faire que des travaux réellement urgents, et il n'en coûterait pas plus aux contribuables qu'avec les systèmes établis précédemment. Les secours directs serviraient alors à aider les vieillards et les ouvriers affectés par l'invalidité. Je crois que c'est le système que nous aurons dans un avenir rapproché. J'oubliais de dire que la municipalité restera propriétaire des travaux exécutés.

Les commissaires ont étudié ce système partout en Europe. Ils ne le recommandent pas pour l'instant, mais demandent au provincial de faire en sorte que tous les patrons puissent intéresser leurs ouvriers à s'assurer contre la maladie et l'invalidité, pour ensuite mettre le système en application dans un délai de cinq ans. Je crois que c'est la partie la plus intéressante du rapport, car je suis convaincu que nous devons faire plus pour cette catégorie de femmes et d'enfants de travailleurs qui n'ont pas les soins médicaux suffisants.

Si nous pouvions habituer l'ouvrier à se créer un fonds de secours, il sera beaucoup mieux protégé; le capital humain sera conservé plus facilement et nous aurons alors complété le travail que fait sur ce point le service provincial de l'hygiène. En France, le système d'assurance maladie et invalidité protège la femme et les enfants de l'ouvrier qui n'ont pas atteint 16 ans.

Ce qui est le plus frappant pendant cette crise, c'est le manque de soins médicaux dans la classe ouvrière pauvre. Chez nous, il y a nombre de gens, des travailleurs, leurs épouses et leurs enfants, qui souffrent en silence, parce qu'ils ne veulent point aller se faire soigner au dispensaire ou demander des secours médicaux gratuits. Si nous pouvions habituer la classe ouvrière à se protéger pour les jours sombres par une caisse spéciale, nous aurions fait beaucoup.

Je suggère la création d'un fonds national pour assurer ces soins médicaux aux familles d'ouvriers dans l'indigence. Nous avons déjà une institution qui fait beaucoup de bien de ce côté et c'est la Société nationale d'hospitalisation. Cette société est formée d'excellents médecins et l'ouvrier ne lui verse que 80 ¢ par mois pour obtenir tous les soins médicaux, lorsqu'il sera malade ou invalide.

La Commission des assurances sociales recommande, du reste, de subventionner, à même l'assistance publique, cette Société nationale d'hospitalisation qui fait déjà un excellent travail dans notre province, en assurant des soins médicaux aux familles pauvres dans les hôpitaux. Je crois aussi que la loi de l'assistance publique devrait subventionner largement cette société, pour aider les ouvriers à se mieux protéger.

On nous dira que ce système va faire des fonctionnaires de nos médecins. En France, lorsqu'il s'agit de l'assurance-maladie, l'ouvrier choisit son propre médecin, et cela peut parfaitement se réaliser ici, et nos médecins ne deviendront pas plus des fonctionnaires que ne le sont les médecins français, car l'ouvrier est obligé de payer un faible pourcentage des frais médicaux, ce qui tend à le dissuader de prolonger ses visites de praticien, quand cela n'est plus nécessaire. Je crois que nous devrions laisser à l'ouvrier victime d'un accident du travail le choix de son médecin, comme cela existe en France.

On a souvent critiqué le système de l'assistance publique. On a dit que Québec était en retard sur les autres provinces à ce sujet et on nous a cité l'Ontario pour démontrer que la situation était meilleure là-bas. Examinons faits et statistiques à partir du rapport du 1<sup>er</sup> juin 1931. À cette date, dans Québec, nos orphelinats abritent 6,000 orphelins et, dans la province d'Ontario, ils n'en ont que 1,700. À la même date, dans Québec, nos institutions comptent 3,134 aveugles, vieillards et enfants indigents tandis que, dans Ontario, les mêmes maisons n'abritent que 723 personnes seulement. Il y avait en tout 10,000 personnes dans nos refuges et orphelinats, contre 2,000 dans ceux de l'Ontario.

Le même député de l'opposition<sup>4</sup> - il se reconnaît - disait en cette Chambre que l'Ontario a dépensé, en 1931, \$22,000,000 de plus que Québec pour ses indigents. J'ai examiné un rapport de M. Arthur Saint-Pierre, économiste de Montréal<sup>5</sup>; rapport basé sur les 173 établissements<sup>6</sup> de charité de notre province. M. Saint-Pierre nous apprend que nos institutions de charité possèdent 33,000 lits occupés par des indigents et hospitalisent trois fois plus d'indigents que l'on en hospitalise dans Ontario. (Applaudissements)

Pourquoi? Parce que nous avons des communautés religieuses que l'Ontario n'a pas. On viendra nous dire que nous sommes à la queue du monde civilisé, au point de vue de la législation sociale.

Québec doit beaucoup à ses institutions religieuses: les sœurs accordent leurs services sans rémunération et emploient leurs immeubles et leurs terres pour leur cause. M. Saint-Pierre estime que la valeur économique du travail des religieuses des institutions de charité de notre province vaut \$9,000,000 par an. Il répartit cette somme comme suit: 4,600 religieux et religieuses à \$1,000 par année, soit \$4,600,000; \$2,000,000 pour les intérêts à 5 % de la somme de \$40,000,000 investie dans ces institutions - M. Saint-Pierre estime les propriétés des communautés qui se dévouent pour les indigents à \$40,000,000 - et \$3,400,000 pour le fonds d'amortissement.

Ajoutons à ceci que le gouvernement a donné l'année dernière \$4,700,000 pour l'assistance publique et \$1,237,000 pour les asiles d'aliénés et pour l'entretien des bâtisses. Si l'on veut faire une comparaison avec l'Ontario, il faut ajouter cette somme à ce que paie le gouvernement pour l'assistance publique; \$9,000,000 étant redevables aux contributions des institutions de charité. Vous obtenez un chiffre fabuleux. Mais ce chiffre n'est pas aussi fabuleux que celui de \$22,000,000 que nous a cité l'an dernier l'honorable député de Hull (M. Guertin).

Examinons les chiffres de mon honorable ami. On nous dira qu'en 1931 le gouvernement de l'Ontario a donné \$12,671,000 pour les asiles, les écoles d'industrie, etc. Mais on oublie de dire que le gouvernement ontarien a collecté \$5,223,000 des municipalités, sur cette somme, pour la pension des vieillards et l'aide aux nécessiteux. Ce sont en grande partie les municipalités qui supportent les hôpitaux. Il est vrai que le gouvernement ontarien paie \$12,000,000 aux hôpitaux, mais il fait payer \$7,000,000 par les municipalités<sup>7</sup>.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable député nous dira-t-il ce que le gouvernement de Québec reçoit des municipalités sur les \$4,700,000 qu'il paie aux hôpitaux?

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Oui, j'y arrive. Mais il est vrai que, dans Ontario, on donne de l'aide aux mères nécessiteuses et aux orphelins depuis 10 ans. Si ce n'était de cela, la situation serait grave aujourd'hui en Ontario, puisque cette province n'a pas les institutions de charité que nous avons. Je veux ajouter que pour les mères nécessiteuses, dans Ontario, on fait payer la moitié des octrois aux municipalités. Nous devons aider nous aussi nos mères nécessiteuses. Mais sur un pourcentage de 30 % affecté à la pension des vieillards et des mères nécessiteuses, les municipalités doivent verser 20 %.

Quant à notre loi de l'assistance publique, c'est elle qui a sauvé nos institutions, d'après le directeur lui-même, le Dr Alphonse Lessard. L'an dernier, le gouvernement de la province de Québec a versé \$4,764,000 pour l'assistance publique et, sur ce montant, les municipalités n'ont eu à déboursier que \$1,284,000. C'est l'assistance publique qui, depuis 10 ans, a sauvé nos institutions, et quand tout récemment on a reproché au gouvernement de ne pas payer les montants dus en vertu de l'assistance publique, c'est un signe que tous reconnaissent ce système comme une nécessité.

En outre, le gouvernement de la province donne de nombreux octrois à nos institutions de charité et il garantit les intérêts et le fonds d'amortissement des emprunts de ces maisons qui s'élèvent à \$17,761,000. Voilà les bienfaits de l'assistance publique, et les critiques faites à propos de ce système étaient injustes: jamais elles n'ont été justifiées par les événements. J'entendais le distingué chef de l'opposition reprocher au gouvernement de retarder les paiements de l'assistance publique.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable député n'a pas répondu à ma question.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Oui, je vous ai répondu que les municipalités avaient remboursé \$1,284,000.

**M. Guertin (Hull):** Mais les municipalités sont obligées de payer 50 % de l'assistance publique.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** \$1,284,000 sur \$4,764,000, ce n'est pas 50 %, ou alors j'ai oublié mon arithmétique.

**M. Guertin (Hull):** Pardon...

**M. l'Orateur suppléant:** L'honorable député de Hull ne peut interrompre son collègue sans sa permission.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** L'honorable député de Hull se croit renseigné, mais sur ce point il ne l'est pas. Quand un malade entre dans un hôpital d'assistance publique, le gouvernement paie \$1 par jour, et la municipalité \$1. Mais le gouvernement paie autre chose, et cela, sans l'aide des municipalités. Il paie l'intérêt sur les \$17,000,000 qu'il a garantis pour les hôpitaux. (Applaudissements)

Lorsque la loi de l'assistance publique a été présentée en Chambre, elle a été combattue par le chef de l'opposition du temps (M. Arthur Sauvé).

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** N'est-il pas vrai qu'après le discours de M. Sauvé, le gouvernement a amendé sa loi de l'assistance publique?

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je l'ignore. Mais je ne nie pas que la loi ait été modifiée. Ce que je sais, c'est que ce système a été injustement critiqué autrefois et aujourd'hui. Je veux signaler la violente opposition qu'on a faite à la loi, lors de sa présentation. La gauche en fait grand état.

Plus vite les unités sanitaires seront établies dans tous les comtés de la province, le mieux ce serait pour toute la population. L'an dernier, dans les comtés où il n'y avait pas d'unité sanitaire, le taux de la mortalité infantile s'est établi à 107, tandis que cette année, dans les comtés favorisés d'une unité sanitaire, ce taux était de 83 par 1,000 seulement. C'est un très beau résultat et il faut féliciter le gouvernement d'avoir favorisé l'établissement de ces organismes sanitaires.

Je souhaite que l'on pourra, un jour ou l'autre, accepter la recommandation de la Commission des assurances sociales, à l'effet que tous les comités de la province devraient être dotés d'une unité sanitaire. Je veux que la métropole profite des grands avantages des unités sanitaires et l'adapte à ses besoins. Que le département des services d'hygiène s'entende avec les autorités municipales de Montréal et de Québec pour que les citoyens de la plus grande ville de la province en profitent aussi. Je demande donc que l'on donne aux villes les mêmes avantages qu'aux campagnes.

On n'a pas idée du bien que peut accomplir une unité sanitaire. Dans ma division de Saint-Jacques, le docteur Beaudoin a créé une école d'hygiène sociale pour instruire la population. Grâce à cela, on a réduit la mortalité infantile de 50 %.

(Applaudissements)

Le rapport des commissaires est très clair à ce sujet. M. l'Orateur, je ne veux pas prendre le temps de la Chambre davantage...

**Plusieurs voix:** Parlez, parlez.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je veux dire un mot des pensions de vieillesse. Depuis cinq ans, certains orateurs conservateurs ont reproché au gouvernement de n'avoir pas accepté la loi fédérale des pensions aux vieillards. Les commissaires ont déclaré dans leur rapport que le gouvernement de la province devrait accepter cette loi et organiser dans Québec un système pour mettre la loi fédérale en force et faire profiter nos vieillards des octrois fédéraux. Le premier ministre de cette province avait raison de dire que la loi fédérale était surtout faite pour les provinces où l'on n'a pas d'institutions de refuge pour les vieillards. Dans l'Alberta, on n'a qu'une institution de ce genre, tandis que nous en avons 58 dans Québec.

Cette loi n'est pas faite pour l'Est. Je prétends que nos institutions de charité offrent plus d'avantages qu'une assurance aux vieillards. Nous devons continuer d'aider nos institutions

d'hospitalisation, augmenter même si possible nos octrois, car dans nos institutions, les vieillards sont bien logés, bien nourris.

Ils reçoivent de bons soins en cas de maladie et tous les secours religieux. Comparez cela avec une pension de \$20 payée à un vieillard qui est obligé de rester dans une petite chambre de hasard, isolé, où il n'a que la solitude comme compagne. C'est quand on sait la manière dont nos vieillards sont traités dans les institutions de charité de notre province que l'on reconnaît que la loi des pensions de vieillesse du gouvernement fédéral n'est pas pratique pour nous.

Nous ne sommes pas les seuls à dire que la loi fédérale n'est pas bonne pour les provinces de l'Est. M. Bennett l'a dit lui-même, la loi fédérale impose aux provinces des obligations et des restrictions très lourdes et un système que certaines d'entre elles ne désirent pas. L'honorable premier ministre disait la même chose en 1929 et il ajoutait qu'il n'avait aucune hésitation à dire que la loi fédérale était injuste et qu'elle constituait un fardeau pour la province de Québec. Cette loi est inapplicable chez nous.

L'ancien chef de l'opposition en cette Chambre, l'honorable M. Sauvé, questionné directement pour savoir s'il était favorable, s'est prononcé contre la loi fédérale des pensions aux vieillards. Il n'était pas prêt à accepter la loi telle que présentée et il recommandait la formation d'un comité spécial pour étudier la question.

Les provinces de l'Ouest ont bien accepté la loi, mais elles ont organisé leur affaire pour faire porter une partie du coût de l'opération de la loi aux municipalités. Dans Ontario, les municipalités paient 20 % des dépenses, et ce pourcentage monte jusqu'à 50 % dans le Manitoba. Dans l'Alberta, il est de 10 %. Cette loi fédérale, qui est en vigueur dans les cinq provinces du pays sur neuf, coûte \$30,000,000 au pays par année pour l'opérer. Ne croyez-vous pas, M. l'Orateur, que la province de Québec devrait demander à Ottawa sa part de l'octroi aux pensions de vieillesse, afin d'en faire bénéficier nos vieillards et nos pauvres en amendant la loi de l'assistance publique? (Applaudissements)

On distribue des octrois spéciaux dans les autres provinces et Québec n'a rien. Le gouvernement de Québec devrait demander aussi sa part des subventions spéciales payées par Ottawa aux provinces de l'Est et de l'Ouest. (Applaudissements)

Il serait libre d'en disposer à son gré pour les institutions de charité.

En 1867, le subside aux provinces était 20 % du revenu fédéral. En 1885, le subside n'était plus qu'un petit pourcentage. L'honorable Honoré

Mercier, premier ministre de cette province, a convoqué une conférence interprovinciale, qui a réclamé un réajustement du subside. En 1907, Sir Wilfrid Laurier a porté le subside fédéral de 7 % à 11 % du revenu fédéral. Il y a trois ans que cinq provinces reçoivent des octrois pour des pensions de vieillesse d'Ottawa.

L'an dernier, sur \$18,000,000 payés par le fédéral pour les pensions de vieillesse, la province d'Ontario a reçu \$7,790,000. À même les subventions spéciales, la province de Québec, en vertu de cette loi, devrait avoir reçu à date \$6,700,000<sup>8</sup> et, cette année, le 75 % du fédéral représenterait une somme annuelle qui devrait être de plus de \$5,000,000.

Des montants ont été accordés aux provinces de l'Ouest par le fédéral, pour les aider dans la situation difficile où elles se trouvent. La Saskatchewan a obtenu des prêts généraux pour une somme de \$29,000,000 et \$5,669,000 en primes d'exportation de blé; l'Alberta a obtenu des prêts pour \$8,000,000 et \$5,800,000 en primes d'exportation; la Colombie-Anglaise a reçu \$12,000,000 et \$23,000 en primes. Au total, le gouvernement d'Ottawa a payé \$12,720,000 à l'Ouest, en primes d'exportation du blé; soit 5 ¢ le boisseau. La province de Québec n'a rien eu pour améliorer l'agriculture, pour aider ses vieillards, etc.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève un point d'ordre. La motion qui est à l'ordre du jour ne permet pas à l'honorable député de parler de cette prime du blé et d'aide à l'agriculture, qui n'ont rien à faire avec les assurances sociales.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je veux établir que des sommes sont versées à certaines provinces, à bon escient je le veux bien, et que la province de Québec, si elle était traitée sur le même pied, pourrait aider les cultivateurs. Je sou mets que je suis dans l'ordre en montrant que, si Québec avait une plus juste part des octrois fédéraux, notre province pourrait faire davantage pour aider au soulagement des misères humaines. (Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je crois que nous ne devons pas parler de questions fédérales dans un débat sur le problème provincial.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je considère que l'explication de l'honorable député de Saint-Jacques est très juste. Tout ceci se tient. L'on ne devrait pas interrompre le beau et utile discours qu'il prononce. (Applaudissements)

**M. l'Orateur suppléant (M. Cohen):** La Commission des assurances sociales a fait des recommandations dont la mise en pratique réclamera de l'argent. Comme il faudra que le gouvernement trouve de nouveaux revenus, l'honorable député de Saint-Jacques est dans l'ordre en indiquant des sources de revenus possibles pour notre province. (Applaudissements)

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Si on donnait à Québec sa juste part des octrois fédéraux, la province pourrait mieux aider ses vieux, ses cultivateurs.

M. l'Orateur, je complète ce que j'étais à dire à la Chambre en déclarant que le rapport de l'honorable M. Gordon, ministre fédéral du Travail, nous apprend que, sur les \$115,000,000<sup>9</sup> dépensés l'an dernier pour remédier au chômage, \$73,000,000 ont été payés aux provinces de l'Ouest. Il me semble que ces chiffres démontrent que Québec ne reçoit pas sa juste part. Je désire voir le fédéral verser à Québec une part raisonnable de ces octrois, afin que le gouvernement provincial puisse mettre à exécution les recommandations de la Commission des assurances sociales.

La prévoyance est la solution idéale du problème de l'existence confortable de l'ouvrier devenu vieux; c'est elle qu'il faut, de toute façon, encourager et stimuler. À ceux qui n'auront pas voulu pratiquer la vertu d'économie ou à qui le malheur aura rendu l'épargne impossible, il restera l'assistance de la charité et de ses œuvres. Multiplions ces secours. Qu'un plus grand nombre d'hommes se préoccupent des questions d'ordre économique et moral; qu'ils les étudient, qu'ils observent, qu'ils luttent pour soulager ce que l'on n'a pas craint de nommer "les misères imméritées". Nos efforts, dans le passé, ne se sont-ils pas portés à nos affaires publiques exclusivement? Toute l'ardeur s'est plutôt portée à la politique dans le sens le plus étroit, le plus égoïste du mot.

Voyons au-delà de notre champ! Apportons à la solution de ces questions d'intérêt général une science, un désintéressement inaccoutumés! L'aide efficace que cherche la foule ne viendra pas des paroles vides de nos hâbleurs, mais de la réflexion et des patientes recherches. Puisqu'il y a sur notre terrain social de l'inconnu, explorons-le; des dangers, prévenons-les; une blessure, guérissons-là; des injustices, réparons-les. Allons vers le peuple des souffrants, non pour le tromper ni l'exploiter, mais parce que, suivant le mot d'Étienne Lamy: "Il est tombé en nous une goutte de cette divine pitié que l'homme doit inspirer à l'homme!". (Applaudissements)

**M. Saintonge (Beauharnois):** M. l'Orateur, depuis que certain journal s'est plu laconiquement à citer diverses tournures de phrases, employées habituellement par les honorables députés de cette Chambre, au début de leurs discours, l'incertitude, en ce moment, assaille mon esprit, je vous l'avoue, et paralyse le choix de mes mots pour féliciter comme il le faut mon honorable ami de Saint-Jacques.

Je ne sais si je dois le complimenter plus pour l'initiative qu'il a prise de mettre au *Feuilleton* la motion qui nous intéresse, ou pour la manière dont il a discuté le rapport de la Commission des assurances sociales de Québec, déposé devant cette Chambre, et dont il propose l'adoption.

Mon honorable ami n'a pas craint la complexité du sujet qu'il a traité. On ne peut qu'admirer l'exposé qu'il vient d'en faire; on reconnaît bien en lui l'homme d'études sérieux, posé, dont le jugement est marqué au coin de la saine réflexion. Je félicite l'honorable député de Saint-Jacques de l'excellent discours qu'il vient de prononcer.

La question des assurances sociales, Monsieur, a passionné les esprits épris de désirs et de sentiments humanitaires, depuis un grand nombre d'années. Cependant aucun mouvement de grande envergure et d'une portée officielle ne s'était produit en cette province, jusqu'à il y a deux ans environ; d'ailleurs les circonstances n'avaient pas commandé jusque là l'orientation de la pensée de nos gouvernements, du côté des assurances sociales.

Quelques voix isolées se faisaient entendre au cours de conférences, ou lors de la tenue de semaines sociales. Dois-je nommer M. Édouard Montpetit, le précurseur et le propagateur des sciences politiques, économiques et sociales chez nous, M. Arthur St-Pierre, le révérend père Lebel, S. J., pour ne citer que ces figures connues. L'intérêt du public était tenu en éveil. Des cours même étaient organisés à l'Université de Montréal, grâce à la sollicitude, aux soins et à la prévoyance de bon aloi de M. Montpetit. Avec quel plaisir, Monsieur, ai-je suivi attentivement ces cours dont j'ai gardé le meilleur des souvenirs.

Le gouvernement de cette province, toujours désireux d'adopter toute législation de nature à améliorer le sort de ses administrés, a compris qu'il ne pouvait rester indifférent au problème social qui, de même qu'une marée montante, grandissait de jour en jour chez-nous, au cours de ces toutes dernières années. Poursuivant la fin pour laquelle il existe: protéger les droits et réprimer les abus, tout en aidant à procurer à la population plus de bonheur, de bien-être matériel et de contentement, il a voulu harnacher

ce problème social pour ensuite le contenir et le distribuer par cette ligne de transmission que sont les voies légales.

C'est pourquoi le 4 avril 1930, une loi spéciale était sanctionnée, instituant une commission appelée Commission des assurances sociales de Québec, composée de sept membres au plus. Cette commission était chargée d'étudier la situation dans la province de Québec, relativement à l'établissement d'un système d'assurances sociales, de placement familial et relativement au mode de législation qui pourrait être adopté à cet égard.

Le 2 octobre 1930, la Commission des assurances sociales était composée de M. Édouard Montpetit, c. r. président, professeur, Mgr Georges Courchesne, évêque de Rimouski, du vénérable Archdeacon F. G. Scott, de Québec, de M. J. T. Foster, président du Conseil des métiers et du travail, de Montréal, de M. Gérard Tremblay, secrétaire-général des Syndicats catholiques nationaux, de Montréal, du Dr Alphonse Lessard, directeur de l'assistance publique et du service provincial d'hygiène, de Québec, et de M. Georges A. Savoy, président de la division de Québec de l'Association des manufacturiers canadiens, membres de la dite Commission.

Je félicite le gouvernement d'avoir créé la Commission des assurances sociales. Le gouvernement ne pouvait certainement faire un choix plus représentatif de personnes qualifiées pour aborder l'étude de ce problème. Je n'ai pas ici à faire leur éloge ni à les faire connaître; d'ailleurs, il suffit de les nommer simplement pour leur rallier tous les suffrages.

Par arrêté en conseil du 29 octobre 1930, les devoirs et les pouvoirs de la Commission furent déterminés pour l'avenir. Elle devait étudier trois catégories de sujets: assistance, assurances sociales et hygiène industrielle. La législation des pays étrangers sur ces différents sujets et l'application qui en était faite devaient aussi être étudiées; elle devait établir un comparatif. La Commission devait aussi se rendre compte sur place des conditions existantes dans la province de Québec, de l'application d'un mode de législation et de son adaptation à notre population, en tenant compte de nos problèmes particuliers; elle devait enfin faire rapport.

Au cours de décembre 1932, la Commission avait terminé ses travaux de recherche et d'études et les soumettait à qui de droit. C'est donc dire que la Commission n'a consacré que deux ans pour accomplir son travail. Pouvait-on réellement abattre plus de besogne avec autant de célérité? Je veux

féliciter les membres de la Commission des assurances sociales de ce qu'ils ont accompli. Rien n'a été ménagé pour faciliter l'étude des divers systèmes d'assurance adoptés dans les pays étrangers. Les conclusions des rapports sont donc solides.

Ces divers rapports, au nombre de sept, forment un document précieux, concis, clair et bien ordonné, qui montre sous son vrai jour notre problème social; il fourmille d'aperçus exacts et de renseignements utiles; il indique au législateur la voie à suivre et leur découvre des horizons nouveaux. Ces rapports traitent de divers aspects que sont susceptibles de revêtir les mesures destinées à protéger l'enfance abandonnée, les mères nécessiteuses, les indigents, les vieillards et même les personnes de toutes les classes confessionnelles frappées de dénuement.

Les conclusions de ces rapports, pour une partie, contribueront, je l'espère, à l'élaboration d'une législation appropriée. Des documents de haute portée sont maintenant entre les mains de la députation et à la disposition du public. Le document, en un mot, est le magnifique complément du bel et nouvel effort fait par le gouvernement libéral de cette province, pour protéger le travailleur de la ville et des champs, pour alléger le sort de l'ouvrier et du cultivateur, non pas sans doute dans son travail même, mais dans ses moyens d'existence et dans son foyer, lorsqu'une charge ou une infortune le guette et l'attend à un carrefour de sa vie.

Les membres de la Commission des assurances sociales de Québec, Monsieur, ont bien mérité que nous leur rendions hommage pour leur travail; ils ont vu juste; ils ont exposé leurs vues avec franchise. Ils ont suggéré avec désintéressement et prévoyance.

Mais que sont donc les assurances sociales? Elles ont pour fin de garantir les travailleurs contre le risque social. Le risque social, par opposition au risque professionnel, comprend tous les hasards de la vie qui peuvent handicaper l'effort de celui qui produit par son travail, et qui, par conséquent, font chavirer ses moyens d'existence et ceux de sa famille, pour ainsi atteindre par ricochet la collectivité.

A l'assistance elle-même qui tend à suppléer la charité, les assurances sociales substituent la prévoyance généralisée et imposée. Elles sont une œuvre de justice et de solidarité; elles sont un gage de relations cordiales, de concorde, d'union et de paix. Elles englobent la famille qu'elles visent à protéger. La famille est le cadre naturel où se meut le travailleur; la vie de cette cellule assure la vie du corps social tout entier.

Les assurances sociales relèvent de l'économie sociale. Cette science a pour fin de perfectionner l'art de vivre avec ses semblables. L'économie sociale ne se fie point au libre jeu des lois naturelles pour assurer le bonheur des hommes, mais croit à la nécessité d'une organisation voulue, réfléchie, rationnelle, conforme à une certaine idée de justice. Et quand elle passe à l'application, car il y a aussi une économie sociale appliquée, elle ne se préoccupe pas uniquement de la richesse et du profit, mais étudie de préférence ces rapports contractuels, quasi contractuels ou légaux, que les hommes forment entre eux en vue de s'assurer une vie plus facile, un lendemain plus certain, une justice plus bienveillante et plus haute que celle qui porte pour tout emblème les pesées du marchand. En un mot, elle soustrait le bénéficiaire à la loi de l'offre et de la demande, d'après le principe que le salaire doit correspondre aux besoins et non au travail.

On rapporte, M. l'Orateur, dans le livre sacré du bouddhisme, que Sakyamuni, alors qu'il n'était encore que prince, sortant pour la première fois de son palais par la porte de l'est, rencontra un malade gémissant au bord du chemin; il demanda à quelqu'un de sa suite si tel était le sort de la plupart des hommes, et ayant reçu une réponse affirmative, il dit à son cocher: "Tourne bride! Nous ne sortirons pas aujourd'hui." Une seconde fois, sorti par la porte de l'ouest, il rencontra un vieillard marchant à trois pattes, c'est-à-dire avec un bâton; et une troisième fois, sorti par la porte du sud, il rencontra un mort qu'on portait en terre. Chaque fois il fit la même question; chaque fois il reçut la même réponse, et chaque fois, il fit reprendre à son cocher le chemin du palais. Et c'est après avoir ainsi appris que la maladie, l'invalidité, la vieillesse et la mort attendent tout fils de l'homme que le fils du roi se fit Bouddha.

Moins fataliste, l'économie sociale ne fuit pas devant ces trois ennemis inhérents à la nature humaine, auxquels sont venus s'adjoindre deux autres compagnons d'armes: le chômage et l'accident professionnel. Pour lutter contre eux, elle peut d'abord tenter les moyens préventifs: par l'hygiène, elle peut, dans une certaine mesure, conjurer les maladies et les accidents et ajourner la mort à son temps normal; par l'apprentissage, par le placement, elle peut réduire le chômage; par l'épargne, elle peut parer tant bien que mal à tous les imprévus, mais, en fin de compte, c'est l'assurance à laquelle il faut en venir, pour atténuer et réparer les dommages matériels que ces cinq fléaux réunis font subir à leurs victimes.

Ce sont là les adversaires qu'a tenté de dénicher chez nous la Commission des assurances sociales. Il n'y a aucun doute que les conclusions proposées auraient pour effet de rendre plus efficaces nos œuvres d'assistance, en coordonnant leurs activités, en les soulageant et les dégageant; il importait de relier l'assurance, d'une part à l'assistance, en vue de situer chacune à son rang véritable.

Avant de considérer brièvement les rapports qui vous sont soumis sur ce sujet, me permettez-vous, Monsieur, de poser quelques prémisses, pour en induire ensuite la manière dont on devra légiférer sur les assurances sociales.

Les grandes affaires commencent souvent par de petits phénomènes qui n'ont l'air de rien; c'est pourquoi, en tout ordre d'activité, il faut contrôler strictement les innovations. Ceci justifie, en morale comme en politique, l'attachement aux coutumes fondées sur l'expérience. Les vieux directeurs de conscience d'autrefois disaient: "Attention au commencement."

Mais pourquoi faut-il y aller avec prudence? A cause de la tendance des gens à tout demander, à tout exiger de l'État de nos jours. Notre génération a une conception radicalement erronée de ce qui constitue la sphère propre de tout gouvernement. Nous élevons nos enfants avec cette croyance qu'un État doit la vie, ou la manière de gagner sa vie à chaque individu; que l'État peut donner à chaque individu la santé, la richesse et le bonheur. Ceci est, à la vérité, le rôle de l'État; mais l'État est plus que le gouvernement. Nous avons confondu l'un et l'autre; et maintenant, quand un individu n'a plus d'emploi, il recherche l'assistance publique; quand il est malade, il veut des services médicaux gratuits; quand il devient âgé, il veut une pension du gouvernement.

Il y a peu d'attrait pour une personne tant soit peu philanthrope à faire du bien, et rien ne l'incite plus à contribuer à la charité; toute forme de charité relève maintenant soit d'un gouvernement ou de l'autre. La jolie femme est mal vêtue, elle attire moins les regards.

Il n'y a aucune émulation portant à économiser ou à se préparer pour l'avenir. Si quelqu'un ne cesse de jouer, à la manière de la cigale, durant tout l'été, un gouvernement paternel, aujourd'hui suppléera jusqu'à un certain point à l'étourderie et au manque de prévoyance, quand viendra la saison froide.

En général, la population d'une province ne peut s'attendre à une réduction substantielle des taxes et des impôts, à moins qu'elle ne soit prête en

même temps à accepter moins de sollicitude de la part de l'État envers elle. Il est hors de tout doute que la population ne s'en trouvera pas plus mal, et même mieux, sans cette dépense de sommes assez considérables pour des besoins auxquels elle devrait se suffire à elle-même.

Mais, Monsieur, comment en venons-vous à ce paternalisme d'État? Les démocraties vivent de largesse. La nature les dispose à faire connaître leurs besoins et à exiger qu'ils soient contentés tout de suite. Le régime électif oblige le candidat à tout promettre, l'élu à tenir toutes les promesses qu'il peut. Le régime électif contraint le gouvernement à satisfaire l'élu pour qu'il accorde son vote.

Ainsi, par un enchaînement fatal, quand le peuple réclame un bien apparent, mais empoisonné, quand il réclame un plaisir, même messenger des plus grands maux, l'élu ne peut le refuser à l'électeur, et le gouvernement ne peut le refuser à l'élu. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait que tout le monde devînt raisonnable, c'est-à-dire que les hommes fussent tous intelligents, sages, mesurés dans leurs désirs, honnêtes, charitables, en un mot, tout près de la perfection.

Tant qu'ils seront imparfaits, ils réclameront de l'État tout ce qui dépend de l'État, et plus encore, ils attendront de lui tout ce qu'ils ne peuvent pas se procurer par leur propre industrie. Leur vœu obscur est que tout appartienne à l'État pour que l'État puisse tout leur donner.

En régime démocratique, les conséquences se font rapidement sentir. La substitution de la notion de solidarité à la notion des fondations charitables s'explique par la nécessité démocratique de transformer en un droit ce qui était un don.

Toute cette politique suppose, Monsieur, une conception de l'État chargé de se montrer généreux. L'État électif devient de plus en plus généreux. Ce système aboutit à ce paradoxe: "qu'une minorité paie les impôts, produit des richesses, travaille, tandis qu'une autre partie touche sous forme de traitements, de salaires, de subventions, d'indemnités, d'allocation, de pensions, les sommes versées par la fraction active de la nation. Ce système n'est pas spécialement remarquable par sa moralité, ni par sa vertu éducatrice. Il est le contraire du culte de l'énergie. Il transforme les citoyens en assujettis, dont les uns sont nourris ou à peu près, et dont les autres paient.

Tel est donc l'enchaînement des effets et des causes. Nous sommes en présence d'une démocratie électorale qui tend naturellement au socialisme. Si l'État se trouve un jour en présence de ses



défaillances, il devient bientôt embarrassé. D'où, M. l'Orateur, il faut se défier de toute mesure tendant au paternalisme et à l'étatisme, car de l'étatisme au socialisme, il n'y a qu'un pas, qu'un léger espace de temps. Quand la nécessité transforme en un droit ce qui est un don, le peuple demande bientôt à ce que le don devienne complet de la part de l'État. C'est pourquoi, dans toute initiative, dans toute innovation, il faut éviter la coercition. Il est mieux que tout demeure facultatif.

L'étatisme est un aimable introducteur auprès du socialisme dont l'aspect est au contraire rébarbatif et les agissements un peu durs. Quand le socialisme tient quelqu'un, il commence, avant même de lui poser la corde au cou, par lui vider les poches. Ce sont des opérations qui ne sont agréables à personne.

Mais l'étatisme a le sourire, la grâce bienveillante et prenante. Le plus souvent il se présente comme animé des plus nobles sentiments de solidarité humaine, de bienveillante pitié pour les malheureux, les déshérités, les souffrants, les pauvres prolétaires.

Il ne manque pas alors d'émouvoir les cœurs de ceux à qui il s'adresse, et on lui accorde avec empressement tout ce qu'il demande et on le suit, sans plus de réflexion, aussitôt, par les chemins fleuris de l'espérance au bout desquels le socialisme attend; quand on est tombé entre ses fortes mains, c'est le moment où il faut bien déchanter.

L'étatisme n'a rien perdu de ses séductions et, tous les jours, il recrute de fervents amis. Ordonnez que quelque chose devienne obligatoire et ait force de loi, et immédiatement, par cette obligation légale, l'État en prend possession. Quand l'État a mis la main, ne fusse que par une affectueuse caresse sur une institution quelconque, celle-ci lui appartient et il en fait ce qu'il veut. Nous ne savons que trop bien comment, par des lois successives, qu'il modifie à son gré, la première loi qu'il a décrétée aggrave les charges, resserre les liens passés aux bras et aux jambes des assujettis. Il n'est pas difficile de prévoir qu'on voudra prétendre accroître les bienfaits de la surenchère démagogique et, un jour ou l'autre, les charges retomberont complètement sur les épaules des patrons, peut-être, prétextant l'insuffisance d'elles (sic), pour exiger ensuite que l'État en fixe le montant, et d'année en année, en réclame l'augmentation ou, en définitive, se charge lui-même de tout le poids de ces charges.

L'on me taxera sans doute, Monsieur, d'être un peu idéaliste et de chercher à voir le monde tel qu'il devrait être et non tel qu'il est? Cependant, je croirai toujours que ces considérations devront

guider ceux qui feront de l'économie sociale appliquée, s'ils veulent prévoir, ce qui s'appelle gouverner.

Et maintenant, Monsieur, quelques commentaires généraux, pour terminer, sur les conclusions du document à l'étude. Aucune classe de la société ne peut se soustraire définitivement à la loi suprême de justice et de solidarité. Les capitalistes et les ouvriers doivent comprendre qu'ils ne sont que des parties d'un tout qui est la société, que tout le monde a le droit de vivre; que tous en recherchent leurs avantages particuliers, ils doivent coopérer au bien commun et faire leur part proportionnelle de sacrifices.

D'ailleurs, la contribution patronale se justifie par ce fait que l'employeur doit amortir le matériel humain, comme il le fait pour son outillage et ses immeubles. Au reste, outre les considérations morales auxquelles il doit obéir, l'intérêt le lui commande également, l'amélioration du sort et de la santé physique de la classe ouvrière devant augmenter le rendement du travail.

Les ouvriers doivent aussi faire leur part de sacrifices; la cotisation ouvrière est d'autant plus normale et rationnelle que l'ouvrier est le bénéficiaire des assurances sociales; elle apparaît, au surplus, nécessaire si l'on veut que la réforme contribue à développer l'esprit de prévoyance et d'épargne chez l'ouvrier. (Applaudissements à droite)

Vu les prémisses que j'ai posées, l'État ne devra pas contribuer et le régime devra être facultatif. Cependant, cette liberté pourra être subsidiée par l'État. C'est le rôle de ses attributions d'ailleurs. De plus, ce gouvernement devra autant que possible utiliser nos sociétés mutuelles et nos caisses déjà en existence, dont le propre est le risque et la petite économie. Construisons notre système autour du lot qu'elles ont défriché en notre province. De plus, toute législation devra être en fonction de la diminution du fardeau de l'assistance publique qui a si bien répondu à ce qu'on attendait d'elle.

J'admets qu'il est impossible d'établir en même temps, dans cette province, toute la série des assurances sociales. Toutes, d'ailleurs, ne pressent pas. Ce sont celles qui concernent les vices inhérents à la vie humaine, auxquelles on devrait donner notre attention immédiate.

L'aide mutuelle en cas de maladie est une des formes les plus antiques de la fraternité humaine. Cette aide mutuelle doit être donnée sous forme de prestations en nature; assurément, elle réalisera mieux alors la solidarité sociale que sous la forme un peu sèche où elle se réduit à une cotisation versée.

Cependant, Monsieur, je suis d'avis que l'assurance-maladie devrait aussi s'appliquer à la classe agricole. Il ne faut pas, ici, donner à croire aux gens de nos campagnes, que l'ouvrier des villes vivra dans un pays de Cocagne, où il pourra se reposer dans une vie facile sur la fin de ses vieux jours. Ceci serait encore un mirage de nature à attirer les gens vers la ville... Dans le cas de la classe agricole, le gouvernement pourrait subsidier dans une large mesure la contribution du cultivateur à l'assurance-maladie, prenant en considération le fait que le cultivateur est en même temps l'employeur et l'employé.

L'assurance sociale contre le risque d'invalidité est celle dont la nécessité apparaît le plus clairement, car d'une part, on ne peut faire grief à un individu de n'avoir pas pris ses précautions contre une fatalité si imprévue; et d'autre part, le voulût-il même que cela lui serait impossible s'il est frappé, à peine entré dans la carrière. L'invalidité est un risque et le plus terrible de tous, car, par définition même, il frappe l'homme tout entier, pour toujours, et quelquefois, dès le début de sa vie. C'est le pire des maux. La charge pour la société dure aussi longtemps que se prolonge la vie de l'invalidé. L'aide mutuelle en ce cas devra être versée en argent.

Quant à l'assurance vieillesse, elle n'est pas un risque dans le sens propre du mot; elle est précisément le contraire, à savoir l'aboutissant non désiré mais normal de la vie. Le principe en vertu duquel elle existe au fédéral est un principe faux; toute assurance doit être contributoire. La manière dont cette assurance a été mise en pratique est un autre exemple patent du paternalisme. Je félicite le gouvernement de cette province de l'attitude qu'il a prise.

Espérons que le fédéral modifiera bientôt cette loi qui est contraire aux principes qui doivent présider à toute saine législation. L'action mutuelle dans le cas de l'assurance-vieillesse devra être aussi sous forme de cotisation. Je crois, M. l'Orateur, que c'est à cette classe d'assurances seulement que ce gouvernement devrait donner son attention. Pour l'assurance-chômage, Monsieur, je ne vois pas qu'il y ait quelque chose à faire pour le moment de la part de ce gouvernement.

En effet, si nous établissions une assurance-chômage dans cette province immédiatement, ce serait la plus belle propagande que nous pourrions faire pour attirer les chômeurs de tout le pays, vu que l'assurance-chômage n'existe pas dans les autres provinces. D'où l'assurance-chômage est plutôt du ressort du fédéral, qui, s'il le juge à propos, devrait l'établir pour toutes les provinces en même temps,

afin que les conditions soient les mêmes partout dans le pays et qu'aucune province n'en subisse un désavantage.

Le rapport sur les allocations familiales, Monsieur, m'a ému profondément, je l'avoue. De belles et nombreuses familles sont le convaincant témoignage qu'une race peut offrir de sa vitalité, de sa fierté et de sa noblesse. D'ailleurs, au point de vue sécurité et sauvegarde: "Vive l'immigration naturelle", nous dirait l'honorable Rodolphe Lemieux. Cependant, il faut voir à protéger ces familles. Pour le moment, je suis de l'avis de la Commission que la chose ne presse pas, mais gardons le cas sous observation et surveillons-le.

Un dernier commentaire sur le rapport fait par la Commission sur l'assistance. On n'entourera jamais trop l'enfance de soins et on ne la surveillera jamais trop jusqu'à l'âge de sa majorité. L'enfance représente les économies d'une race qui, plus tard, sont appelées à devenir les capitaux de cette race. D'où il est bien important que les placements de ces économies soient faits avec soin et qu'on les entoure de prudence. Ceci donc détermine que les sociétés pour la protection de l'enfance, organisées juridiquement, devraient être constituées tutrices des enfants qu'elles protègent. De cette manière, l'adoption, jusqu'à un certain point, pourrait être mieux contrôlée.

Pour terminer, M. l'Orateur, permettez-moi d'évoquer en votre imagination cette allégorie de trois déesses que j'appellerai la Charité, la Solidarité et la Justice, au magnifique profil de déesses antiques, jetant à pleines mains, parmi la population de cette province, le bien-être matériel et la bienfaisance qu'apporteraient les assurances sociales, sous le règne d'une autre déesse que j'appellerai la Liberté. Et ainsi, Monsieur, le gouvernement libéral de cette province pourra se vanter, à bon escient, d'avoir accroché au chapeau du Parti libéral une de ses plus belles plumes, celle de l'établissement des assurances sociales.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)**<sup>10</sup>: M. l'Orateur, je regrette que le gouvernement provincial ne veuille pas accepter sous sa forme actuelle la loi des pensions de vieillesse. Si l'on pouvait se passer de la pension de vieillesse il y a quelques années, on ne peut plus s'en passer actuellement. J'espérais que le rapport de la Commission des assurances sociales nous apporterait une solution au problème en recommandant au gouvernement de donner une pension à nos vieux, mais elle ne l'a pas faite. Je suis déçu, car tout ce que la commission a pu recommander, c'est une politique de délai.

Lorsque la Commission a commencé son enquête, la situation n'était pas trop mauvaise. Aujourd'hui, l'ouvrier est dans un complet dénuement. La question la plus importante de l'heure actuelle est celle des pensions de vieillesse. La classe ouvrière s'attend à ce qu'enfin le gouvernement fasse quelque chose pour elle. Le pape lui-même, dans sa dernière encyclique, a demandé que les gouvernants ne reculent pas devant leur devoir. Je m'attendais à ce que le gouvernement présente, sans tarder, une législation particulière sur la pension des vieillards, et je n'en vois pas encore.

Il me semble qu'au lieu de faire des beaux discours, le chef de la droite devrait annoncer sa décision d'adopter le système fédéral. Le gouvernement fédéral offre de payer 75 % des pensions; il reste à la province une contribution de 25 %. Si les vieillards recevaient \$20 par mois, cela les aiderait beaucoup, car ils restent avec leurs enfants qui ne travaillent pas. En fait, le \$20 par mois donné à nos vieux serait, à l'heure actuelle, d'une aide précieuse pour la population qui chôme! On ne s'imagine pas quel soulagement ce serait pour la classe ouvrière que l'adoption de cette aide aux vieillards.

Nous sommes sur un volcan, M. l'Orateur. Les gens attendent, mais ils n'attendent pas toujours. Pourquoi le gouvernement ne fait pas quelque chose pour que les gens s'aperçoivent de ce que le gouvernement fait pour eux? Et puis, l'assurance-chômage, M. l'Orateur, pourquoi le gouvernement ne l'accorde-t-il pas! Le gouvernement fait bien de beaux discours, mais pourquoi pas aider directement les ouvriers? C'est beau des gens qui parlent bien, mais c'est l'action qu'il faut. Encore une fois, je le répète, trêve de discours et de l'action. L'assurance chômage contributoire a été recommandée et j'espérais, avec les ouvriers, que l'on adopterait une loi à cet effet. Une contribution du fédéral, du provincial et du municipal, jointe à une contribution des patrons et des ouvriers eux-mêmes, assurerait une loi facile qui ne serait une charge pour personne.

Le député de Saint-Jacques (M. Vautrin) a parlé d'un délai de cinq ans. Qu'est-ce qui va advenir de nous, si on attend encore cinq ans? Dans cinq ans, il sera trop tard. De la manière que les choses marchent, du train où vont les choses, ça s'en va de jour en jour et nous ne savons pas ce qui en sera de notre société. On constate dans quel état le peuple est. Si le gouvernement ne fait rien, il pourrait y avoir des accidents regrettables.

Nos gens se demandent: quand est-ce que le gouvernement va penser à nous autres? Si vous étiez

dans ces familles où il y a de la misère terrible! Il y a de la misère et la misère est mauvaise conseillère. Il faut alléger cette misère et assurer un revenu même à ceux qui ne peuvent pas travailler, afin qu'ils puissent manger. C'est à nous de se lever pour dire ce qu'ils pensent et demander au gouvernement d'accorder la pension aux vieillards. Que le gouvernement amène quelque chose pour aider nos ouvriers. Qu'il fasse passer la pension des vieillards!

J'aime bien les beaux discours et j'envie l'éloquence de ceux qui ont parlé. Mais je m'attendais à ce que le gouvernement nous propose une loi pour faire profiter nos vieillards de la loi des pensions de vieillesse. Nous sommes en mesure de voir plus que vous, messieurs, les gens qui souffrent, qui ont de la peine de ne pas pouvoir travailler. Ils viennent nous dire qu'ils voudraient gagner leur vie. J'espère que le gouvernement fera quelque chose pour les vieillards. Je le demande au nom de ceux qui souffrent. Je n'en dirai pas plus long, car je n'ai pas l'habitude de faire de grands discours, mais je veux que le gouvernement, avant la fin de la session, adopte la loi des vieillards!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Fête de l'honorable premier ministre<sup>11</sup>**

(Un page apporte sur le bureau du premier ministre une gerbe de 66 roses) (Applaudissements)

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** M. l'Orateur, il est chaque année, au milieu des labeurs sessionnels, un anniversaire que nous aimons à nous rappeler et sur lequel il fait du bien de se recueillir quelques instants. Ce n'est pas sans une certaine appréhension que je me lève pour interpréter, au nom de tous mes collègues de cette Chambre, une expression de sentiments qui se formule beaucoup mieux dans le cœur qu'elle se diffuse dans la parole. Je voudrais, sur ce point, avoir l'éloquence de mes collègues pour dire, avec des mots appropriés, les sentiments de loyauté, de sincérité et d'admiration que nous partageons tous envers le chef de notre province.

L'honorable premier ministre célébrait hier son 66<sup>e</sup> anniversaire, avec, à son actif, une carrière probablement sans égale chez ses concitoyens. Il

nous fait vraiment plaisir de le voir encore si alerte à la tâche du gouvernement et de l'en féliciter chaleureusement. Il n'y a guère, même au pays, de vie publique plus active et plus féconde, et nous, du Parti libéral, qui avons assisté à l'accomplissement de son œuvre, le savons bien. Nous avons toujours eu confiance dans son jugement, sa prévoyance et son expérience incontestable.

Je ne saurais, à ce sujet, mieux faire que de redire ce qu'en une circonstance toute récente, j'avais l'occasion d'exprimer publiquement à mon chef:

Lorsqu'au départ de Sir Lomer Gouin, l'honorable député de Montmorency fut appelé à former un cabinet, il entreprit sa tâche avec énergie et confiance, un désir inné de conduire sa province au progrès et à la prospérité, au rang qui lui appartenait dans la Confédération canadienne: le premier. Il a donné aux collègues qui l'ont secondé sa confiance et son appui, ses directives, et il a su s'assurer leur étroite collaboration.

Élu pour la première fois comme membre de l'Assemblée législative de Québec en 1900, il est devenu, en 1907, ministre des Travaux publics et du Travail. Premier ministre en juillet 1920, procureur général de la province. Membre d'une des familles les plus illustres du Canada français, il a donné à sa province, à son pays au-delà de 33 années de services actifs. À ses collègues qui vivent à ses côtés il a donné l'exemple du travail, de la ténacité, de la clairvoyance.

Durant les jours de prospérité, il n'a pas laissé sa province compromettre le rang et l'excellente réputation qu'il a contribué à lui donner, cherchant toujours à sauvegarder les bases qui ont assuré son ascension. Quand, malheureusement, la crise mondiale est venue, il a su dans son domaine y faire face avec une rare énergie, une fortitude sans égale, un courage qui n'a rien perdu de sa vigueur et qui le distingue.

Il a prêché l'économie, la prudence, la patience. En tout temps, il a été l'homme public aux entreprises hardies et fructueuses, et, sous son règne, la province a accéléré sa marche ascendante. Plus que jamais notre confiance à tous lui est acquise, et nous souhaitons ardemment que la Providence le conserve longtemps au poste qu'il occupe.

Profondément attaché aux traditions qui font la force d'une race, il a su donner à ses fils son culte du travail, guider fermement leurs premiers pas, leur communiquer ses légitimes ambitions. Ce doit être en effet pour lui un sentiment de satisfaction et de fierté de pouvoir en compter un au nombre des membres de cette Chambre.

Je prie l'honorable premier ministre de transmettre à sa digne compagne l'hommage de notre respectueuse admiration. Elle a su puissamment aider une carrière, parfois bien ingrate, par un inlassable dévouement, en apportant au rôle d'épouse d'homme public, les ressources et les qualités, une collaboration si précieuse et si réconfortante, en lui assurant, au milieu des joies familiales qui retrempent les hommes, les légitimes compensations d'un foyer heureux.

Qu'il me soit donc permis, au nom de la députation ministérielle et de tous mes collègues, de présenter et d'offrir à l'honorable premier ministre mes meilleures félicitations et mes vœux les plus sincères et les plus cordiaux.

(Applaudissements prolongés)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève.  
(Applaudissements)

M. l'Orateur, l'honorable ministre des Terres, le doyen des membres du Cabinet après le premier ministre, a exprimé au nom des ministres et au nom de la droite, les sentiments qu'il entretient à l'égard du chef du gouvernement de cette province. J'ai toujours cru et je crois encore que les divergences d'opinion politique, quelque profondes qu'elles puissent être - et elles sont profondes - n'excluent pas la pratique de la courtoisie française et l'aménité. Il ne m'appartient pas de faire le bilan des qualités de l'honorable premier ministre. Nous ne nous entendons pas sur la définition du mot "surplus". Nous traversons une ère de déficits, et il faut pratiquer l'économie. Mais, je dirai que l'honorable premier ministre est un avocat distingué, un homme politique de talent dont la capacité de travail est considérable et qui aime le travail. Cet amour du travail, qui caractérise le chef du gouvernement, constitue un bel exemple pour la génération actuelle et celles qui suivront.

(Applaudissements prolongés)

L'honorable premier ministre a aujourd'hui 66 ans. Bien qu'il soit deux fois plus âgé que son gouvernement, il paraît deux fois plus jeune que lui.

(Rires)

Le député de Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon) pourrait trouver un exemple dans cette vitalité, car les années semblent avoir sur le premier ministre un effet rétroactif. L'anniversaire que nous célébrons aujourd'hui marque encore une date très importante dans l'histoire de notre pays. L'honorable premier ministre est né l'année de la Confédération. Cette année-là, tous les hommes de bonne volonté se sont donné la main pour unifier le pays.

L'opposition, réalisant les difficultés de l'heure et la position difficile que le pays traverse actuellement, souhaite à l'honorable premier ministre tout le succès possible pour soulager les misères du peuple. Elle le félicite de sa belle vitalité. Je tiens à dire que nous unissons dans nos sentiments à son égard sa compagne distinguée, ses fils et sa famille. M. l'Orateur, au nom de l'opposition, je souhaite mes meilleurs vœux de santé et bonheur à l'honorable premier ministre et à sa digne épouse.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
se lève. (Ovation)

M. l'Orateur, je remercie mon collègue, l'honorable ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils), des bonnes paroles qu'il a eues à mon égard. Il a laissé parler la vieille amitié qui nous unit, il a laissé parler son cœur.

Son amitié lui a suggéré des paroles aimables et je remercie également l'honorable chef de l'opposition de s'être uni à mon collègue pour le seconder. Je tiens à lui exprimer ma vive reconnaissance pour ses bonnes paroles. Cette union nous montre que, s'il y a des divergences d'opinion, il existe un terrain où les hommes de bonne volonté peuvent toujours se rencontrer.

On a dit qu'il y a deux périodes dans la vie, celle où on donne des fleurs et celle où on les reçoit. J'en ai donné et j'en reçois. Le temps où je les donnais est bien loin. C'était plein de charme. J'en appelle aux députés de cette Chambre qui ont l'âge de donner des fleurs et à ceux qui se rappellent en avoir donné. Mais si l'âge où l'on donne des fleurs a du charme, celui où l'on en reçoit n'en a pas moins. Je ne sais pas si je n'aime pas mieux la dernière époque. Il est la preuve d'amitié sincère de la part de tous ceux qui nous entourent.

Je remercie également mon collègue, l'honorable ministre des Terres, et l'honorable chef de l'opposition des compliments et des souhaits qu'ils ont adressés à ma femme et à mes fils.

Mon honorable ami d'en face (M. Duplessis) a eu la bonté de rendre hommage à ma capacité et mon amour du travail. S'ils vous étonnent, je crois que je vais en donner la recette. Ayez un foyer heureux! (Applaudissements)

Dieu me l'a donné, ce foyer heureux. Le soir venu, il repose de nos labeurs du jour et nous donne le lendemain 100 fois plus de courage pour recommencer l'œuvre entamée la veille, reprendre ma besogne toujours alerte!

## Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
propose, que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mercredi, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

---

## NOTES

1. Référence au discours du député Drouin prononcé dans le cadre du comité des subsides de la Chambre le 21 février 1933.

2. Antonin Galipeault fut ministre des Travaux publics et du Travail de juillet 1920 à juin 1930.

3. Commission présidée par M. Édouard Montpetit, économiste et sociologue.

4. Le député de Hull, M. Guertin.

5. Arthur Saint-Pierre est professeur à l'Université de Montréal et membre de la Société Royale du Canada.

6. *L'Événement* du 8 mars 1933, à la page 4, parle de 172 établissements de charité.

7. *L'Événement* du 8 mars 1933, à la page 4, mentionne que le gouvernement de l'Ontario donne \$1,776,000 aux hôpitaux de la province et que la part des municipalités s'élève à \$3,000,000.

8. Dans leur édition du 8 mars 1933, *L'Action catholique* à la page 9, indique \$6,300,000, et *L'Événement*, à la page 4, \$6,000,000.

9. *The Gazette* du 8 mars 1933, à la page 2, parle de \$113,000,000.

10. *Le Soleil* du 8 mars 1933, à la page 12, rapporte le discours du député Bertrand textuellement, c'est-à-dire selon la phonétique employée. Pour faciliter la lecture, nous avons préféré reproduire le texte dans un français plus courant.

11. Le messenger du président de la Chambre, M. Paquet, apporte sur le bureau du premier ministre une gerbe de 66 roses rouge, pour souligner son anniversaire, le 5 mars. Des applaudissements des deux côtés de la Chambre éclatent et se sont répétés tout au long des trois discours.

Séance du mercredi 8 mars 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 15<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Prévention des fraudes relatives  
aux valeurs mobilières**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 70 modifiant la loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930.

Il s'agit d'un amendement sans importance.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 41 modifiant la loi 22 George V, chapitre 94.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé, sans amendement, l'amendement dans le texte français aux amendements faits par le Conseil législatif au bill suivant:

- bill 110 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 83 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ferdinand Veilleux à l'étude du droit, sans examen;

- bill 114 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

**Ferdinand Veilleux**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés

au bill 83 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ferdinand Veilleux à l'étude du droit, sans examen.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte de  
Salaberry-de-Valleyfield**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Les amendements sont lus deux fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill G du Conseil législatif ratifiant la vente de certains terrains dans la paroisse de Saint-Laurent, pour lequel il demande son concours.

**Vente de terrains  
de Saint-Laurent**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill G du Conseil législatif ratifiant la vente de certains terrains dans la paroisse de Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Article du  
*Petit Journal* de Montréal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, je crois devoir attirer l'attention de la Chambre sur un article paru dans le *Petit Journal* de Montréal, en date du 5 mars. L'article en question est passablement long, et on m'excusera d'être obligé de le lire au complet. Il est intitulé: "Gros scandale prêt d'éclater". Il (l'honorable M. Taschereau) lit l'article.

M. l'Orateur, nous avons cru devoir mettre fin, par nécessité, au système en vertu duquel les journalistes obtenaient de la police des renseignements et des informations pour le public. La police était

souvent sollicitée par les reporters toujours anxieux de donner des nouvelles, parfois intéressantes je l'admets, à leurs lecteurs. Mais cette publicité nuit souvent à la bonne administration de la justice et il est nécessaire que cela cesse.

Il n'y a pas une grande organisation policière qui consente ainsi à fournir tous les renseignements qu'elle possède aux journaux. Ici, nous avons constaté que, par suite de ce système, très souvent, les efforts de la police étaient paralysés. C'est la principale raison pour laquelle les ordres ont été donnés et je ne vois pas pourquoi on devrait les révoquer.

Quant au reste de l'article, il est absolument faux. Je dois dire qu'il n'y a pas un mot de vrai dans tout ce que je viens de lire. J'ai trop confiance dans l'honnêteté, l'intégrité et la loyauté de tous les membres de cette Chambre, d'un côté comme de l'autre. Il n'est pas question de faire d'enquête sur la vie publique ou la vie privée d'aucun d'eux. On va plus loin, on dit qu'il y a des têtes qui vont tomber. Il n'y a encore rien de vrai dans tout cela.

Je ne comprends pas qu'un journal responsable comme le *Petit Journal*, qui est bien rédigé et qui a une bonne circulation, fasse des choses semblables, de pareils avancés. J'espère que le *Petit Journal* se fera un devoir par loyauté de dire qu'il s'est trompé. Ni de près, ni de loin, ni directement ou indirectement, il y a une enquête qui se fait présentement sur les agissements des députés de cette Chambre. Encore une fois, je demande à ce journal de reconnaître qu'il s'est trompé.

### Questions et réponses:

#### Loi de l'assistance publique, contribution des municipalités

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À combien se chiffre le total des contributions, à la charge des municipalités de cette province, en vertu de la loi de l'assistance publique de Québec: *a.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1926, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1929 exclusivement; *b.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1932 exclusivement?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *a.* \$1,585,316.01; *b.* Les contributions pour les années 1929, 1930 et 1931 se sont élevées à \$3,107,586.03. Il est encore trop tôt pour indiquer ce que les municipalités doivent pour l'année 1932, les comptes étant présentement à se faire.

#### Loi des véhicules automobiles, article 27

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une troisième fois.

**M. l'Orateur:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**Plusieurs voix:** Adopté.

**D'autres voix:** Non, non, rejeté!

**M. Gauthier (Portneuf)<sup>2</sup>:** M. l'Orateur, nous espérons que ce projet de loi serait tué au comité de l'agriculture. Les cultivateurs de mon comté et d'un grand nombre de comtés de la province sont opposés à ce projet. Comme je l'ai dit au comité de l'agriculture lors de l'étude du bill, je crois que ce bill est prématuré et que nous devrions procéder par une campagne d'éducation dans toute la province. Plusieurs organisations nous ont demandé de ne pas voter cette loi. Nous avons reçu des résolutions des conseils de comtés et de l'Union catholique des cultivateurs condamnant cette mesure.

L'honorable député de Beauce (M. Fortin) a fait amender le projet en cette Chambre de manière à imposer des lumières aux voitures de promenade passant sur les routes provinciales ou régionales. Cet amendement, les cultivateurs n'en veulent pas, et c'est en leur nom que je proteste. Je ne veux pas répéter tous les arguments que j'ai donnés au comité, mais je crois que ce bill va trop loin et qu'il ne va pas assez loin.

L'amendement est incomplet, car le comité de l'agriculture a décidé de n'obliger que les bicycles ou tricycles à porter des lumières ou réflecteurs. Le député veut que la loi s'étende aux cultivateurs, du moins pour leurs voitures de promenade, alors qu'ils seront sur des routes locales et régionales qui elles débouchent sur les grandes routes nationales. Je crois que l'honorable député de Beauce devrait laisser partir son amendement pour un petit voyage de six mois. L'an prochain, il sera toujours temps de le proposer s'il y a lieu.

Le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron) a fait du bien au point de vue éducationnel en présentant son bill. Il y a déjà un grand nombre de cultivateurs qui se munissent de réflecteurs. Le projet aura aidé à l'éducation du public, mais on ne devrait pas imposer les lumières sur les voitures; le bill va trop loin et on ne devrait plus insister. Il est



préférable de continuer la campagne d'éducation. On a dit que nous votions contre les lumières par peur. Ce n'est pas parce que j'ai peur de l'électeur que je prends cette attitude, mais parce que mes électeurs sont contre et que je crois qu'ils ont raison d'être contre. Nous votons par devoir, nous respectons notre mandat en votant contre ce bill, parce que c'est le vœu de nos électeurs. Nous savons que les cultivateurs n'en veulent pas. J'espère que d'autres députés m'appuieront pour éteindre ce bill avec ses lumières et ses réflecteurs. Je demande donc à la Chambre de rejeter le projet.

**M. Lamoureux (Iberville):** Par un vote de 23 à 3 voix, le comité de l'agriculture a rejeté le principe de ce bill. Ce comité est composé de députés représentant l'élément rural et c'est à eux d'apprécier cette mesure. Le promoteur du bill nous a demandé au comité de l'agriculture de rendre obligatoire le port des lumières sur les bicycles. Par compassion pour lui, nous y avons consenti, et maintenant il revient à la charge. Mais nous aurions tué le bill au comité si nous avions su qu'il serait amendé en cette Chambre en imposant des lumières aux voitures de promenade. Les cultivateurs ne veulent pas du bill, et je propose de le renvoyer de nouveau au comité de l'agriculture pour étude.

**M. Gagnon (Kamouraska):** Je suis de l'avis de l'honorable député d'Iberville que le comité de l'agriculture n'aurait jamais retourné le bill à la Chambre s'il avait pensé qu'on le changerait. Le comité de l'agriculture a imposé des lumières aux bicycles et aux tricycles, et cela devrait suffire. L'honorable député de Portneuf (M. Gauthier) a raison de dire que l'amendement est incomplet et que le bill ne va pas assez loin.

Si l'on décrète que seuls les cultivateurs circulant sur les grandes routes devront éclairer leurs véhicules, on ne va pas assez loin. Les statistiques établissent que les accidents nocturnes entre voitures à traction animale et automobiles sont peu nombreux et dus à la vitesse des automobiles. Par cette loi, le risque d'accident sera encore plus grand, car le chauffeur d'une auto va aller plus vite; il va augmenter sa vitesse de 50 %, croyant jouir d'une fausse sécurité en s'aventurant sur les routes, croyant toutes les voitures éclairées alors qu'elles ne le seraient pas.

Je prétends qu'au lieu de diminuer le nombre des accidents, nous allons l'augmenter. Il y a des propriétaires d'autos qui sont irresponsables sur la route. Et si le cultivateur n'est pas capable de montrer que son réflecteur était en bon ordre, il devra payer

les dommages. Il ne reste plus que le bord du fossé aux cultivateurs; qu'on les laisse tranquille au moins sur cette partie de la route.

Le législateur devrait plutôt réduire la vitesse permise aux automobilistes qui circulent sur les routes le soir que d'imposer le port d'une lumière aux véhicules des ruraux.

Je propose, secondé par l'honorable député de Matapédia (M. Dufour), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois". (Applaudissements)

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'honorable député de Portneuf déclare qu'il est opposé au projet parce que les cultivateurs n'en veulent pas. Mais l'honorable député de Beauce représente un comté rural. Il a consulté ses électeurs et ils sont favorables au projet.

**M. Gauthier (Portneuf):** L'honorable député prétend-il que j'ai parlé au nom de la majorité des cultivateurs de la province.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'avais compris cela; que l'honorable député de Portneuf prétendait représenter l'opinion des cultivateurs de la province de Québec.

**M. Gauthier (Portneuf):** J'ai parlé au nom de la majorité de mes électeurs de mon comté!

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Comment se fait-il alors que le député de Beauce (M. Fortin), qui représente aussi un comté rural, se fasse le champion de ce bill? Le député de Beauce est un rural et il ne craint pas de dire que ses électeurs sont favorables, afin de se mieux protéger contre les dangers de la route.

On dit: "Il faut faire l'éducation du peuple" et de la classe agricole. L'éducation des cultivateurs est faite depuis longtemps, depuis plusieurs années. Ce qu'il faut faire maintenant, c'est l'éducation de certains députés de cette Chambre! (Rires)

**M. Gauthier (Portneuf):** L'honorable député a-t-il reçu un mandat des cultivateurs de son comté et de tous ses électeurs pour présenter cette mesure? Combien y a-t-il de cultivateurs aux Îles-de-la-Madeleine?

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je l'ai déjà dit, j'ai présenté ce projet sous ma propre responsabilité personnelle, et je n'ai pas de compte à

rendre à mes électeurs sur ce point. Une fois élu, un député représente toute la province en cette Chambre qui a réclamé une telle mesure pendant les quelques dernières années, et non pas uniquement les électeurs de mon comté. Ce n'est pas la question. C'est mal comprendre son rôle de député que de travailler seulement dans le sens de la volonté de ses électeurs. Nous sommes ici dans l'intérêt public et c'est notre devoir d'agir en conséquence, même si nous contrarions une partie de nos électeurs. Je demande à la Chambre de l'approuver tel qu'il a été amendé.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** M. l'Orateur, le projet que nous avons devant nous est amendé de telle façon que nous ne devrions pas l'accepter. (Applaudissements)

Il ne rime à rien du tout. Si on l'adopte, le danger sera encore plus grand qu'auparavant sur les grandes routes. Le projet est devenu une demi-mesure qui ne répond à rien, qui nous exposera à avoir plus d'accidents que nous en avons eu dans le passé. (Applaudissements)

L'amendement que l'on a ajouté au projet n'oblige que les voitures de promenade à avoir des lumières ou réflecteurs. Que va-t-il arriver? Les automobilistes seront dans une fausse sécurité et croiront que nous avons une loi qui oblige toutes les voitures à porter des lumières le soir, et le danger d'accidents augmentera. Ils seront incités à poursuivre leur course en paix, alors que le danger sera aussi grand que jamais. Les automobilistes seront sous l'impression que la loi protège alors que cette protection serait fausse.

De plus, le projet enlève toute responsabilité au propriétaire de la voiture de promenade, en cas d'accidents. On a aussi enlevé du bill la présomption contre le cultivateur qui ne porte pas de lumière en cas d'accidents. Alors, pourquoi un bill? Que veut-il dire? La loi serait de nul effet. Le cultivateur ne s'en occupera pas.

Il y a une autre raison pour ne pas approuver cette demi-mesure. Personnellement, je suis opposé à un tel projet de loi, car je suis contre toute loi de coercition. À la campagne, on ne veut pas de cette loi. Les cultivateurs n'en veulent pas et ils ont bien le droit de n'en pas vouloir! La campagne a droit à ses opinions et elle s'oppose à cette législation.

**M. Guertin (Hull):** Pourquoi?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Parce qu'ils n'en veulent pas et ils ont le droit de se dire pour ou contre un projet de loi. Les cultivateurs

croient que le nombre des accidents augmentera dans de telles proportions qu'ils seront exposés à se ruiner en payant des dommages. (Applaudissements)

Ils s'imaginent que s'ils sont partie à un accident et que leur véhicule ne porte pas de lumières ou une lumière éteinte, ils seront tenus responsables et ruinés par les frais entraînés. Leurs craintes sont-elles fondées? Je ne le sais pas. L'Union catholique des cultivateurs, l'année dernière et cette année, a passé une résolution pour condamner la mesure. Cela fait deux fois que l'Union catholique se prononce contre ce bill. Les délégués sont venus demander à la Législature de ne pas adopter cette loi. Qu'arrivera-t-il si nous passons la loi? Il n'y aura pas plus de lumières sur les véhicules qu'auparavant. Allez-vous alors poursuivre les cultivateurs en vertu de la loi sur les véhicules automobiles? Non! Alors, pourquoi une loi?

Ce qu'il faut faire, c'est l'éducation des cultivateurs. On a dit que l'éducation était suffisamment faite à la campagne. Je ne le pense pas; cette campagne d'éducation n'est pas faite. Lorsque les délégués de l'Union catholique des cultivateurs sont venus me voir, je leur ai demandé de nous aider à faire cette campagne auprès des ruraux. Il y a quelques années, nous avons offert gratuitement des réflecteurs aux cultivateurs de la province. Ils n'en ont pas voulu, il me semble. Pour ma part, dans mon comté d'Arthabaska, j'en ai donné 150. Les cultivateurs n'ont pas voulu s'en servir; pas un seul cultivateur ne les a placés sur sa voiture. Ils n'ont pas voulu le faire, car ils craignaient d'encourir et d'engager des responsabilités en cas d'accidents.

Je répète que c'est là une loi de demi-mesure qui sera loin de prévenir les accidents et en augmentera au contraire le nombre. D'après moi, M. l'Orateur, le promoteur (M. Caron) n'aurait pas dû laisser amender son projet de loi tel qu'il l'est maintenant, s'il voulait répondre aux désirs des automobilistes, car il ne leur offre aucune protection.

(Applaudissements)

Je déclare de nouveau que c'est une loi de coercition et je m'y oppose pour cette seule raison. De plus, tous les députés savent qu'on n'obéira pas à une loi de coercition et nous n'avons pas d'intérêt à faire des lois auxquelles le peuple n'obéira pas. Vous ne voulez pas poursuivre les cultivateurs qui ne porteront pas de lumière; conséquemment, c'est une loi qui sera inopérante. (Applaudissements prolongés)

**Plusieurs voix:** Très bien.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je veux ajouter quelques mots seulement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit de parler deux fois.

**M. l'Orateur:** Si l'on insiste pour l'empêcher de parler...

**Plusieurs voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. l'Orateur:** Il faut l'unanimité de la Chambre pour que l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine parle une seconde fois, et comme un député s'y oppose, je ne puis le laisser continuer.

L'amendement du député de Kamouraska pour le renvoi à six mois sera-t-il adopté?

**Plusieurs voix:** Adopté! Adopté!

**D'autres voix:** Rejeté! Rejeté!

**M. l'Orateur:** Appelez les membres!

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Barré, Bédard, Béïque, Bertrand, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Gaspé-Nord), Dufour, Dugas, Duplessis, Élie, Farand, Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lamoureux, Lemieux, Lortie, McDonald, Messier, Moreault (Rimouski), Morel, Perrault, Phaneuf, Piché, Sabourin, Saintonge, Samson, Sauvé, Thisdel, Turcotte, 38.

**Contre:** MM. Arcand, Bélanger, Bouthillier, Caron, Dillon, Fillion (Laval), Fisher, Fortier, Fortin, Gault, Guertin, Lafleur, Mercier fils, Plante, Poulin, Power, Reed, Smart, Taschereau (Montmorency), 19.

Ainsi, l'amendement est adopté.  
(Applaudissements)

La motion principale ainsi amendée est mise aux voix, et la Chambre l'adopte.

Il est ordonné que la troisième lecture du bill 176 ait lieu dans six mois.

### **Protection des plantes**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 61 modifiant la loi de la protection des plantes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des syndicats coopératifs**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 62 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des sociétés coopératives agricoles**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 63 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Vente d'immeubles pour non-paiement de taxes**

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 196 modifiant la loi de l'instruction publique, relativement à la vente des immeubles pour défaut de paiement de taxes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Vente d'immeubles pour taxes**

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 195 modifiant le Code municipal concernant la vente des immeubles pour taxes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Vente des effets  
non réclamés**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 modifiant la loi de la vente des effets non réclamés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Agents de  
recouvrement**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 concernant les agents de perception soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi  
de la chasse**

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 26 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose: Qu'il soit défendu aux compagnies de chemin de fer, de bateaux à vapeur et autres, aux autres routiers publics, aux propriétaires et aux conducteurs de véhicules automobiles au sens du paragraphe no 1 de l'article 2 de la loi des véhicules automobiles, de transporter ou d'avoir en leur possession pour fins de transport, l'orignal, le caribou, le chevreuil, en tout ou en partie, la chair, la tête ou la peau verte d'aucun de ces animaux, à moins qu'il n'y soit attaché un coupon (tag) émis par le département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi de la chasse, tel que modifié par la section 3 de la loi qui accompagne la présente résolution.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que l'ordre passé ce jour fixant à la prochaine séance l'adoption de la résolution relative au bill 26 modifiant la loi de la chasse soit révoqué.

Adopté.

La résolution est adoptée sur division.

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 26 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** La loi oblige un chasseur qui ramène du gibier sur un véhicule public à apposer sur le produit de sa chasse un coupon du gouvernement. Nous voulons ajouter à la loi que les véhicules automobiles seront compris dans les véhicules publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'il faut payer pour le coupon?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Oui, 50 ¢ ou 75 ¢.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le prix de ces coupons pour transporter le gibier va augmenter?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Non, ils resteront au même prix.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une nouvelle taxe.

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le lieutenant-gouverneur en conseil a le droit d'augmenter le prix du coupon. Va-t-il l'augmenter?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre parle-t-il au nom du gouvernement ou en son nom personnel? Je pose la question parce que l'honorable premier ministre a dit l'autre jour d'un de ses collègues qu'il ne parlait pas au nom du gouvernement. Il arrive donc parfois qu'un ministre émet une opinion et que, dans la suite, on se lève pour dire que cette opinion n'est pas celle du gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) L'honorable député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) parlait-il au nom de l'opposition, hier, quand il traitait des assurances sociales? (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand on pose une question, on s'attend à une réponse et non à recevoir une autre question. J'ai posé la première question.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je vous déclare que l'honorable ministre de la Colonisation parle au nom du gouvernement. Maintenant, je vous prie de répondre vous-même à ma question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition croit que ce n'est pas le temps de reprendre le débat d'hier. (Rires)

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Le projet a un autre but, celui d'étendre la protection de la loi de la chasse aux perdrix blanches de l'Ouest, dites gelinotte à queue effilée, qui ont fait leur apparition dans la région du Témiscamingue et au Lac Saint-Jean. Il s'agit d'une variété de perdrix blanche qui ne fréquente pas ordinairement nos régions. On veut la protéger tout comme la gélinotte huppée, cette perdrix qui nous vient de la Baie d'Hudson depuis quelques années. Jamais on n'avait eu un aussi grand nombre de perdrix. Nous en avons été heureux, car c'est dans cette région que nous avons établi nos nouveaux colons. Nous leur

permettons de tuer ces perdrix, mais non de les vendre. Donc, il s'agit d'ajouter le mot "gélinotte à queue effilée" dans tous les articles de la loi où il est question de perdrix.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ciel a été bon pour les colons.

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Un autre but du projet est de permettre au ministère de la Colonisation de faire des conventions avec la Société de zoologie de Québec, au sujet de la ferme expérimentale et du jardin zoologique de Charlesbourg. La Société a pour président M. Charles Frémont et compte parmi ses membres M. Horatio Walker.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le peintre Walker?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Oui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Celui qui est contre le pont de l'Île d'Orléans.

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Je ne sais s'il est pour ou contre le pont, mais il est venu voir notre jardin zoologique et il en a été enchanté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Dettes et emprunts municipaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 30 modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Terres publiques propres à la culture**

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Le but du projet est d'empêcher un colon de vendre son lot, sans la permission du ministère de la Colonisation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le colon peut avoir de bonnes raisons pour vendre son lot.

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Il arrivait que des colons, après avoir occupé un lot pendant quelques années, le vendaient au détriment de la colonisation. Le gouvernement veut empêcher les manœuvres spéculatrices de la part de certaines personnes.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Droit de voter malgré le non-paiement des taxes municipales ou scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non-paiement des taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Les contribuables incapables de payer leurs taxes pourront quand même voter, jusqu'au 31 décembre 1934, aux élections municipales et scolaires. Nous sommes en temps de crise et il ne faut pas enlever aux propriétaires leur droit de vote, car ils sont les plus intéressés au fonctionnement de leur municipalité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je crois que le bill va trop loin. Le projet est bon. Mais est-il juste de dire que les contribuables en question pourront être élus? Je crois que l'on ne devrait pas permettre à celui qui ne paie pas ses taxes de se porter candidat aux charges municipales et scolaires.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous allons référer le projet au comité des bills publics. Vous avez peut-être raison, le projet va plus loin que je ne le pensais. Cela n'aurait pas dû être inscrit dans le bill. Nous étudierons le tout au comité. (Souriant) Nous sommes encore dans l'octave de ma fête et nous pouvons être d'accord encore. (Rires)

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Quel item voulez-vous étudier? Les dépenses générales?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, la protection des forêts. Je crois que la protection des forêts a été quelque peu négligée cette année.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous constatons que le gouvernement a fait des cadeaux substantiels à des compagnies comme la Canada Paper, c'est-à-dire

à la compagnie qui a le moins de droits à réclamer de pareilles faveurs. Je vois dans les *Comptes publics* que le gouvernement a payé certains montants ronds à la Canada Power & Paper Company et autres compagnies. Pourquoi ces paiements?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)<sup>3</sup>:**

Pour des provisions et certaines dépenses du service de protection.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement ne devrait accorder aucune protection, aucun encouragement, aucune faveur à cette compagnie Canada Power & Paper, composée de financiers qui ont trompé et fraudé d'une façon gigantesque le public et tous ceux qui avaient placé des capitaux dans son organisation. La Canada Paper n'a pas droit aux faveurs du gouvernement. La Canada Paper a drainé l'épargne de la population d'une façon scandaleuse. Elle a enlevé des millions de dollars aux porteurs de débentures de la façon la plus malhonnête, en constituant un trust éhonté.

Cependant, le gouvernement, qui contrôlait jusqu'à un certain point les compagnies par l'émission des lettres patentes, par l'octroi de permis de coupes, le renouvellement de permis, etc., ce gouvernement, qui a vu ruiner notre épargne par cette compagnie, n'a pas levé le doigt pour empêcher cette exploitation honteuse du public, mais il se faisait complice de la compagnie, l'aidait et l'encourageait par des exemptions de primes de transfert de limites forestières.

Le département des Terres et Forêts n'a rien fait pour sauvegarder l'intérêt des gens; il accordait plutôt des faveurs spéciales à ces organisateurs sans vergogne et sans conscience. L'organisation de la Canada Power constitue une erreur gigantesque, une fraude éhontée contre laquelle le gouvernement n'a jamais protesté. Cette compagnie a obtenu sa charte du gouvernement provincial qui, en plus, était appelé à autoriser les transferts, la fusion des compagnies qui ont formé le groupe de la Canada Paper, les permis de coupe.

La loi permet au gouvernement d'exiger un droit de transfert de \$20 du mille pour le transfert des limites forestières. Comme la Canada Paper s'est fait transférer 15,000 milles de limites forestières et que le gouvernement l'a exemptée de cette taxe, le gouvernement lui a donc fait un cadeau de \$300,000 de primes de transferts avec laquelle les promoteurs de cette entreprise se sont livrés à une spéculation désordonnée. Il l'a donné en permettant à la compagnie d'échapper cette taxe par des artifices.

Cette somme de \$300,000 aurait pu tomber dans le coffre du gouvernement, être au moins sauvée du désastre, pour ensuite servir à remédier au chômage et aider les chômeurs que ce trust a faits. Les promoteurs de cette compagnie scandaleuse ont organisé leur spéculation malhonnête avec la complicité du gouvernement en ne prenant pas les précautions nécessaires pour sauvegarder l'épargne, en ne faisant pas payer ces primes.

Il y a trois manières d'être complice d'un crime, d'un méfait. Il y a les complices qui aident à l'organisation du crime avant le fait et qui facilitent la commission; il y a les complices qui participent au crime; il y a les complices après le fait qui aident les criminels à s'évader ou à profiter du produit de leur crime, qui ne cherchent pas à corriger les résultats du crime.

Le gouvernement a été complice avant, pendant et après le désastre de la Canada Power en n'empêchant pas la fusion des compagnies, en les laissant subsister, en leur accordant des faveurs qui leur permettent aujourd'hui de continuer à vivre. Le gouvernement a été complice de la spoliation avant le fait, car il n'a pas pris la peine de se renseigner et a permis ainsi la manipulation du capital autorisé par ses propres lois. Il a accordé les charges de ces compagnies et a autorisé les fusions, les transferts. C'est le gouvernement qui a renouvelé les permis, mais sans s'occuper de vérifier les transactions, en leur accordant des faveurs au détriment du trésor.

Il a été complice pendant la spoliation en la laissant se perpétrer, sans même prendre le soin de s'enquérir. Mais le gouvernement n'a rien fait après, pas plus qu'il n'avait protégé avant l'épargne populaire contre les spéculations honteuses qui ont souillé la Canada Paper. En laissant les organisateurs de cette exploitation éhontée ruiner les épargnants, sans intervenir pour faire rendre justice, le gouvernement a été complice après le fait.

Les abus dont se sont rendues coupables des compagnies comme la Canada Power & Paper ont décidé des hommes éminents comme le Dr Arthur Rousseau, un homme qui ne s'occupe pas de politique, à élever la voix pour dénoncer ces financiers peu scrupuleux et un tas de choses déplorables. Il faut féliciter ces hommes. Le gouvernement aurait dû faire payer à la compagnie Canada Power & Paper les primes de transfert des concessions forestières des compagnies qu'elle a absorbées; soit \$20 par mille carré pour certains droits de coupe. Il ne l'a pas fait et je considère qu'il a été ainsi complice, avant le fait, de ce groupe de financiers qui ont trompé le public. Mais encore aujourd'hui, le gouvernement persiste à ne rien faire. C'est une grave responsabilité.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Mon ami ne s'attend pas à ce que je réponde à tout son discours. Ce que nous avons fait pour cette compagnie, nous l'avons fait pour d'autres. Il y avait un groupe de compagnies exploitant nos ressources forestières qui ont cru nécessaire de se fusionner, afin de réduire les frais généraux, de fermer certains moulins démodés, de centraliser la production dans des moulins plus modernes. Ils ont jugé à propos de former une organisation pour moderniser son exploitation.

Dans tout ceci, je n'ai pas besoin de dire à la Chambre que le gouvernement n'a rien fait, ni qu'il ne pouvait rien faire pour empêcher les fusions de compagnies. Le gouvernement n'avait aucun moyen à sa disposition pour empêcher cette fusion. Nous ne pouvions refuser le transfert des limites des compagnies qui ont fusionné leurs intérêts dans un but d'économie.

Cela serait en dehors de son domaine et de sa sphère d'action. La Canada Power & Paper Company et les compagnies fusionnées - la Saint Maurice Valley, la Laurentide, la Belge, la Wayagamack, la Port Alfred Pulp, etc. - possèdent 15,191 milles carrés de limites de forêts et poursuivent leurs opérations.

Les compagnies qui la composent ont cru bon de s'unir pour diminuer leurs frais d'exploitation. Je n'ai rien eu à faire avec cette manipulation. Il est vrai que nous aurions pu percevoir certains montants. Dans les circonstances difficiles que nous traversons, la Canada Paper & Power nous a demandé une réduction des droits à payer, afin de poursuivre ses opérations.

Nous avons pensé qu'il était juste d'accorder une certaine réduction, afin d'aider à ces compagnies à traverser la crise financière, et nous avions la conviction qu'en ce faisant nous aidions à l'industrie dans la province.

D'ailleurs, nous l'avons fait dans le cas de plusieurs compagnies. Dans le cas de la Consolidated Paper, le gouvernement a cru devoir faire certaines réductions de primes de transfert dans le but d'aider ces compagnies à traverser la crise financière plus aisément. Je crois que c'était là de la bonne politique, vu les circonstances.

Mon ami a porté un jugement sur les opérations financières de ce merger. Je ne suis pas compétent pour juger de la responsabilité des promoteurs, mais je ne vois pas ce que le gouvernement aurait pu faire dans cette galère. Je ne suis pas qualifié pour prononcer un jugement sur ces opérations financières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il me fait peine de constater que le ministre des Terres et Forêts sachant les exactions commises, sachant ce qu'il aurait dû savoir lors de l'amalgamation ou ce qu'il a dû apprendre depuis, vient nous dire que ça ne le regarde pas, qu'il n'a rien à déclarer. Cela me chagrine. Il est à la tête d'un département important et doit savoir tout ce que la population sait à l'heure actuelle.

Si l'honorable ministre des Terres reconnaissait les abus scandaleux de la Canada Power and Paper Company, s'il les avait dénoncés mais que son gouvernement eût refusé d'intervenir, on pourrait dire: "Faute avouée à demi pardonnée". On ne pourrait trop lui reprocher. Il n'ignore pas que des amis politiques du parti auquel il appartient ont été odieusement exploités dans l'organisation de ce trust éhonté qu'est la Canada Power and Paper. Le ministre, sachant ce qu'il devait savoir lors de l'amalgamation, où ce qu'il a dû apprendre depuis, ne trouve pas même un mot de regrets.

Mais non, il nous dit qu'il n'en connaît rien. Il nous dit qu'il n'a rien eu à faire avec cela. Il n'a rien à dire quand des millions de l'argent canadien ont été enlevés de façon malhonnête à l'épargne populaire, dans certains cas à des pauvres gens, par des capitalistes profiteurs qui s'enrichissaient aux dépens du public, après avoir formé un des trusts les plus méprisables. À entendre le ministre, on n'est pas surpris de constater que le trust ait pu naître, vivre et prospérer au détriment de l'intérêt public.

Mais ces compagnies ont obtenu leurs chartes du gouvernement. La Canada Power and Paper Company ne pouvait être organisée sans l'approbation du ministère des Terres, car il fallait son autorisation pour les transferts de concessions forestières. C'est à même nos ressources naturelles et nos revenus provinciaux que le gouvernement a laissé organiser ce trust éhonté et a permis à la Canada Paper de voler le public. Le gouvernement est coupable de négligence. Il n'est pas étonnant alors que le trust ait pu naître, vivre et prospérer au détriment de l'intérêt public et au profit d'un petit nombre de spéculateurs scandaleux.

Le ministre a dit qu'il ne pouvait rien faire, que le gouvernement était impuissant à intervenir. Comment? Mais qui avait la loi en main sinon le gouvernement? Qui pouvait intervenir, qui avait non seulement le droit, mais le devoir strict d'enquêter, de vérifier et d'intervenir, sinon le gouvernement provincial qui passe les lois? De qui cette compagnie a-t-elle obtenu sa charte sinon du gouvernement? De qui a-t-elle obtenu ses permis de coupe, sinon du



gouvernement? Qui a permis la fusion et l'amalgamation de la Canada Power, si ce n'est le gouvernement? Que faisait le gouvernement chargé de passer les lois, de prévenir les abus, de protéger le public?

Celui-ci aurait dû s'enquérir, se renseigner. Les compagnies sont obligées de fournir des rapports lorsqu'elles sollicitent de nouvelles lettres patentes, et le gouvernement aurait pu se renseigner. Tout transfert de limites doit être soumis au gouvernement et approuvé. Il fallait prendre les mesures de garantie. Le gouvernement pouvait exiger surtout ces primes de transfert.

De deux choses l'une: ou la loi offre une garantie efficace contre ces exploiters, ou elle n'en offre pas. Le gouvernement ne peut même pas invoquer la raison qu'il n'y pouvait rien. Si la loi n'offre pas de garanties, c'était le devoir d'un régime qui, depuis 36 ans, gouverne la province, de la modifier, afin de protéger le public. Le gouvernement est responsable de ne pas l'avoir appliquée avec discernement et d'avoir toléré de pareils abus.

L'honorable ministre a parlé de merger. Il a expliqué le merger en disant que cela réduisait les frais d'exploitation des compagnies, mais il n'a pas dit un mot pour ceux qui ont perdu de l'argent dans cette scandaleuse affaire. Il est regrettable que le gouvernement n'ait pas des moyens pour empêcher un petit groupe de financiers d'exploiter le public, de mettre en péril l'épargne populaire et de laisser la compagnie organiser un monopole dans la province de Québec.

Le ministre dit qu'il n'a rien eu à faire dans cette affaire de transaction. C'est donc que lui et le gouvernement n'ont pas le sens des responsabilités au point de se rendre complices de ce qui arrive. Le ministre a trouvé des accents émus pour dire la grande pitié des compagnies, pour raconter qu'il fallait leur aider, qu'elles étaient dans une mauvaise situation, mais il n'a pas eu un seul mot de sympathie, pas un seul, pour les victimes de cette exploitation éhontée. (Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Le chef de l'opposition prononce un discours périodique sur ce sujet; nous devons avoir ce discours. Je lui ferai simplement remarquer que je n'ai pas déclaré que j'approuvais, dénonçais ou condamnais le merger de ces compagnies. Je n'avais pas à le faire et le gouvernement, l'eût-il voulu, n'aurait pu empêcher les compagnies papetières qui l'ont fait de se fusionner. Pour la bonne raison que nous n'avions rien à y voir. Je n'ai eu aucune

responsabilité dans tout cela et le gouvernement n'en a pas davantage. Mon honorable ami me fait dire ce que je n'ai pas dit. J'ai dit tout simplement que nous ne pouvions empêcher ces compagnies de se fusionner.

**M. Smart (Westmount):** Je soutiens le point de vue du chef de l'opposition. Cette affaire de la Canada Power est une véritable honte. Ceux qui ont formé le trust de la compagnie sont des criminels. Le gouvernement ne peut ignorer que les promoteurs de cette compagnie sont reconnus comme une bande de voleurs qui n'auraient pas dû être capables de réaliser cette entreprise et qui auraient dû être traduits devant les tribunaux et punis. Ils ont agi comme des voleurs de grand chemin. Les gens, le public de bonne foi, ont perdu \$20,000,000 dans cette transaction dénoncée par le chef de l'opposition pour du capital mouillé. L'organisation du trust a été une honte!

**M. Frigon (Saint-Maurice):** L'honorable député de Westmount ignore-t-il que l'homme qui était à la tête de cette compagnie, Sir Herbert Holt, est le plus gros souscripteur à la caisse électorale du Parti conservateur dans le dominion et que, parmi les organisateurs du merger, il y avait des conservateurs?

**M. Smart (Westmount):** Si c'est vrai, c'est une disgrâce pour le Parti conservateur. Mais ça ne change rien à la chose. Les hommes qui ont formé le merger de la Canada Power & Paper Company sont des criminels que le procureur général aurait dû traîner devant les tribunaux. La même bande est à préparer une autre réorganisation qu'il conviendrait de surveiller.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Je ne puis approuver les paroles de l'honorable député de Westmount. Mon honorable ami (M. Smart) a fait des déclarations et des avancés qu'il ne serait certainement pas capable de prouver en dehors de cette Chambre. Il s'est servi d'épithètes qu'il ne peut justifier. Il ne saurait prouver que \$20,000,000 ont été perdus à cause des opérations de la compagnie. Il s'est servi d'un langage qu'il n'aurait pas dû employer.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Le langage de l'honorable député de Westmount me surprend lors qu'il s'exprime ainsi. Il a des amis qui ont perdu de l'argent dans ce merger. Si des hommes intelligents comme le député et ses amis ont eu à se plaindre de la Canada Power, pourquoi ne les a-t-il pas avertis de ne pas confier leurs économies à ces promoteurs? Pourquoi n'a-t-il pas porté plainte au

procureur général de la province? Sa plainte n'aurait pas été ignorée et le procureur général aurait agi. Mais le procureur général n'a pas reçu de plaintes. L'honorable député de Westmount dit que ceux qui ont organisé la Canada Power sont des criminels. Il n'oserait pas répéter ce qu'il vient de dire en dehors de cette Chambre. Il craindrait de le faire.

**M. Smart (Westmount):** Non, je ne le répéterais pas, car je serais un homme marqué, arrêté dans les 24 heures qui suivraient. J'ai parlé sous le couvert de mon immunité parlementaire, de mon privilège de député, qui a été instituée précisément pour cela, pour pouvoir s'exprimer sans avoir peur de dire ce que l'on pense. Je ne connais pas les détails de cette transaction, mais j'ai répété ce que j'ai entendu dire et ce qui se dit partout sur la rue.

**M. Frigon (Saint-Maurice):** Que pense l'honorable député de Westmount du merger de Price Brothers et de tous les mergers dans Québec et Ontario? Le gouvernement d'Ontario n'a pas été plus capable que d'autres d'éviter les mergers de l'Abitibi et d'autres compagnies. Tous ces stocks sont à terre. La Canada Power & Paper Company a été organisée par des chefs conservateurs.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je suis heureux des remarques de l'honorable député de Saint-Georges (M. Gault), qui ne tient pas le même langage que l'honorable député de Westmount. L'honorable député de Westmount nous a admis qu'il n'avait aucune preuve de ce qu'il avançait. Je ne vois pas de faute dans le fait de critiquer le gouvernement ou mon département, mais je dis qu'il n'est pas loyal de déclarer dans cette Chambre que quelqu'un est un criminel, un voleur, quand on ne veut pas le dire à l'extérieur, en dehors de l'abri du privilège de député, et quand on n'est pas capable d'appuyer ses accusations par des preuves.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne peut qu'admirer le bel enthousiasme du ministre pour la Canada Paper. Il s'est apitoyé sur son sort, sa situation financière. Mais ce qui ressort le plus clairement de cette discussion, c'est que le ministre des Terres n'a pas trouvé un mot, pas un geste de sympathie pour ceux qui ont perdu de l'argent dans la Canada Power & Paper Company, les malheureuses victimes qui ont été exploitées. Il n'a pas trouvé un seul mot à dire en faveur des employés, des petits ouvriers qui avaient été appelés à souscrire des actions. La compagnie a tout de même fait payer des

parts de capital mouillé à ses employés. Le ministre ne nie pas que la Canada Paper n'a pas payé un seul transfert sur les 15,000 milles, et il ne peut pas le nier. Donc, le trésor a perdu \$300,000.

Le ministre nous dit qu'on ne doit pas attaquer ces gens-là, que le gouvernement ne pouvait et ne peut rien faire. Si les lois depuis 36 ans sont faites pour qu'on puisse, sous le couvert de ces lois, organiser des affaires scandaleuses, alors le gouvernement chargé de faire les lois est responsable au premier chef. Si la Canada Paper a englouti des millions de l'épargne, c'est parce que le gouvernement a accordé des chartes sans faire enquête, qu'il a donné des permis de transfert sans s'assurer de quoi que ce soit et, par là, il s'est constitué le complice de la Canada Paper.

Le ministre doit avouer la neutralité condamnable du régime. Il y a un moyen de protéger, de sauvegarder le capital honnête. C'est d'amputer le capital malhonnête. Car le capital honnête est nécessaire, il faut l'aider.

**M. Frigon (Saint-Maurice):** La compagnie a remboursé tous les employés qui ont voulu ravoir la part du capital-action qu'ils avaient souscrite. Les employés ont payé \$12 pour leurs actions et ils en ont eu deux pour une plus tard. Malheureusement, certains d'entre eux ont engagé leurs actions dans la spéculation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je répète que le gouvernement aurait dû prévenir cette fraude gigantesque. La Canada Power & Paper Company aurait dû payer \$300,000 de primes de transfert pour ses concessions forestières. Si les lois de la province de Québec ne peuvent empêcher une transaction comme celle qui a fait perdre des millions au peuple, ce n'est certainement pas à l'honneur du gouvernement, et c'est une condamnation sévère du régime actuel.

L'étude de la résolution est suspendue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 8 h 45**

#### **Quebec Power Company**

**M. Fortin (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 118 ratifiant une résolution et un

contrat concernant Quebec Power Company et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Féréol, dans le comté de Montmorency.

Adopté.

**En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**M. Fortin (Beauce):** La compagnie Quebec Power a bâti l'école de Saint-Féréol et payé l'institutrice. Depuis, elle a fait un contrat avec la commission scolaire pour une commutation de taxes, et on nous demande de ratifier ce contrat. La compagnie veut obtenir une commutation de taxes scolaires à la condition de construire une école, de payer \$400 par année pendant 10 ans à cette municipalité et une somme de \$600 par année également dans les 10 autres années à venir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant d'étudier ce bill, il faudrait savoir à combien se totaliseraient les taxes scolaires que la compagnie Quebec Power aurait à payer à cette municipalité si ce bill n'était pas présenté. Qu'est-ce que la compagnie paierait sans la commutation de taxes?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Tout cela a été expliqué au comité l'autre jour et vous y étiez. Les biens de la compagnie à Saint-Féréol sont évalués à \$125,000, il me semble, ce qui représente environ \$2,000 par année en taxes scolaires. Elle paierait d'après ce bill \$400 par année pendant 10 ans, bâtirait une école et paierait \$600 par année pendant les 10 autres années. Si mon honorable ami veut obtenir plus de renseignements, nous allons retourner le projet au comité des bills publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre nous dit que la compagnie paiera environ 50 % des taxes dans le présent cas. Ce n'est pas le renseignement qui a été donné au comité l'autre jour. Il ne s'agit pas de savoir ce que la compagnie paiera, mais ce qu'elle serait obligée de payer sans le présent bill. Pour apprécier une commutation de taxes, il importe de savoir à combien se chiffraient ces taxes, si elles étaient chargées au plein montant. Dans le présent cas, il ne s'agit pas de taxes municipales, mais de taxes scolaires, ce qui est pire. Les exemptions de taxes municipales sont un fléau ici. C'est une injustice que

d'accorder ces exemptions à tout propos. En matière scolaire, la loi défend les commutations de taxes. Dans le présent cas, la compagnie demande une commutation pour 20 ans.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Dix ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 20 ans. La compagnie demande non seulement une commutation de taxes sur ses biens actuels à Saint-Féréol, mais une commutation sur ses biens futurs. C'est-à-dire qu'elle paiera \$400 par année pendant 10 ans, et \$600 pendant 10 autres années, toujours en marge de la loi.

Voici encore une nouvelle exemption pour les grosses compagnies. Je proteste contre ces commutations de taxes pour fins scolaires. Les compagnies bénéficient de trop de commutations de taxes dans notre province. C'est un faux principe. Je ne crains pas d'affirmer que les compagnies industrielles bénéficient, à l'heure actuelle, d'exemption de taxes annuelles dans la province de Québec pour \$150,000,000. Cette somme, à 2 %, fait que les corporations sont privées d'un revenu annuel de \$3,000,000, mais représente un cadeau en rémission de taxes à ces compagnies. Les contribuables doivent payer annuellement cette somme à la place des compagnies.

C'est un abus qui doit cesser au point de vue de la justice, de la paix sociale et du respect des lois. C'est un mauvais exemple à donner à la province d'exempter de taxes les grosses compagnies privilégiées qui ont les moyens de payer. Ces exemptions sont un argument pour ceux qui disent à tort que les compagnies ont des privilèges que les particuliers n'ont pas. Mais la loi doit être faite pour tout le monde, et non créer une caste spéciale en marge du droit commun. C'est un argument pour ceux qui veulent saboter l'ordre public. C'est un principe malsain de priver les commissions scolaires d'un revenu nécessaire.

On nous dit que la compagnie a payé pour l'école de Saint-Féréol. Depuis quand les compagnies se substituent-elles aux commissaires d'écoles? La compagnie Quebec Power a le moyen de payer et elle devrait payer ses taxes scolaires. Je m'oppose à cette commutation de taxes. Et le gouvernement et le premier ministre ne devraient pas sanctionner une mesure aussi injuste. Car c'est un motif que le gouvernement met dans la bouche de ceux qui prêchent à tort les doctrines malsaines dans cette province et qui font appel au désordre.

Le contribuable va se demander, et avec raison, comment il se fait qu'il doit payer le plein montant de ses taxes, quand des compagnies puissantes en sont exemptées. Il dira que la Législature favorise un groupe capable de payer ses taxes, au détriment d'un autre groupe qui a moins les moyens de payer. Pourquoi ces faveurs, quand il a chez nous des institutrices qui n'ont pas même le traitement auquel elles ont droit?

C'est un mauvais principe que de tarir la source de revenus scolaires et, surtout, de placer les écoles sous l'aile des grosses compagnies. Il faut conserver tous ces revenus pour maintenir le système scolaire en bon état. Depuis quand les compagnies peuvent-elles se substituer aux corporations scolaires? Car si l'on étudie le bill, la compagnie reste propriétaire de l'école et n'est pas assujettie à la commission scolaire ni au conseil d'instruction publique.

Ce sont les compagnies qui gouvernent et qui établissent des écoles à leur guise. Du moins, rien ne le dit. Autre principe malsain. Il me semble que le premier ministre, qui est député de cette division de Montmorency, devrait se lever et dire à la face de la province que la Quebec Power a droit à tous ses privilèges, mais qu'elle est tenue à la loi générale comme tous les autres contribuables et qu'elle ne doit pas faire de contrats qui lèsent les droits de ses électeurs. Je crois que c'est ce qu'il fera tout à l'heure.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, l'honorable premier ministre va se lever, mais l'honorable chef de l'opposition aurait dû rester assis! Si l'honorable chef de l'opposition connaissait la paroisse de Saint-Féréol, il n'aurait pas parlé comme il l'a fait en attaquant injustement le bill. La population de Saint-Féréol, dans mon comté, est une population de braves gens, mais ils habitent une paroisse pauvre. La compagnie Quebec Power a construit un barrage de \$125,000 à Saint-Féréol. C'est tout ce qu'elle possède dans le village.

Des difficultés se sont élevées au sujet de l'évaluation. La commission scolaire et la municipalité ont essayé d'augmenter les évaluations des propriétés de la compagnie. La compagnie a pris des procédures pour protester contre cette évaluation qu'elle trouvait trop élevée. Les intéressés se sont rencontrés et ils sont venus à une entente; entente consentie par les commissaires, la compagnie et la population. On a fait un contrat en vertu duquel la compagnie paiera \$400 de taxes scolaires pendant 10 ans, et \$600 pendant 10 autres années. C'est plus de la moitié de la taxe scolaire de toute la municipalité.

De plus, la compagnie a bâti l'école de la localité sans aucune contribution de la part des commissaires, elle paye l'institutrice, le chauffage et l'entretien. Nous voudrions avoir beaucoup plus de compagnies dans la province qui témoignent d'une générosité aussi grande envers les municipalités et nous bâtissent des écoles dans des paroisses qui n'ont pas les moyens de le faire. Si l'honorable chef de l'opposition rencontrait les commissaires d'écoles de Saint-Féréol, il apprendrait d'eux qu'ils sont satisfaits. Comme député du comté, je suis convaincu que l'entente est satisfaisante.

Pourquoi soulever toute cette question en Chambre quand elle a été discutée au comité, alors que des avocats étaient présents pour donner toutes les explications nécessaires? Au comité des bills publics, il me semble qu'il n'y a eu aucune opposition et il n'y a pas eu de vote.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'y suis opposé. Je ne pouvais pas voter! J'étais seul contre la Quebec Power.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, vous étiez seul contre tout le monde. Il est rare que, lorsqu'on est seul, on ait toujours raison. Il n'y a pas eu de vote. L'honorable chef de l'opposition a obtenu les mêmes renseignements que nous. Je n'ai pas d'objection à déclarer que cet amendement est éminemment favorable à la population de Saint-Féréol. Plus nous aurons de ces compagnies qui construiront des écoles dans nos paroisses pauvres, mieux ce sera et, pour ma part, je n'ai aucune objection à dire que je voterai pour le bill et que je demanderai à la Chambre de l'adopter.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais quand on a raison et qu'on est seul, on ne doit pas abandonner une cause pour cela. En tout cas, c'est une question de goût. L'honorable premier ministre prétend que j'aurais dû rester assis. C'est peut-être préférable pour lui et la Quebec Power. Il aime peut-être mieux rester assis pour défendre les intérêts de la Quebec Power contre le public, mais moi, je défends les intérêts des contribuables de Saint-Féréol et l'intérêt public. J'ai fait au comité, l'autre jour, les mêmes objections que je fais maintenant. J'aime mieux me lever pour défendre l'intérêt public. Question de goût aussi. Je respecte le sien, mais ce n'est pas le mien.

Le premier ministre prétend qu'il s'agit d'une paroisse pauvre. Alors, on pourrait s'attendre à le voir se lever pour défendre les intérêts des

contribuables. Non, il défend la Quebec Power, une compagnie puissante contre les pauvres de Saint-Féréol, afin d'exempter la Quebec Power pour 20 ans de taxes scolaires, non seulement sur ses propriétés actuelles, mais sur ses biens futurs. La question n'est pas de savoir ce que la compagnie paie, mais bien ce qu'elle devrait payer et ce qu'elle sera normalement appelée à payer d'ici 20 ans.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il s'agit de ratifier un contrat passé après entente.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi de 1926 a défendu toute commutation de taxes: pourquoi toujours venir déroger à la loi, toujours dans l'intérêt des grosses compagnies?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Toutes les industries des Trois-Rivières sont sous ce régime là. Elle est l'une de celles qui ont accordé le plus de commutations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La ville des Trois-Rivières est aujourd'hui dans l'embarras parce que le gouvernement n'a pas été prévoyant dans l'industrialisation du papier. D'ailleurs, il ne s'agit pas des Trois-Rivières. Je défends ici les gens de Saint-Féréol, les électeurs du premier ministre contre la Quebec Power qui est défendue par le premier ministre. Le bill est tellement extraordinaire que la compagnie demande de ne pas être placée au rôle d'évaluation.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition a dit que je défends la Quebec Power. Non, je ne défends pas la Quebec Power. J'aime mieux et je tiens beaucoup plus à mes électeurs qu'à la Quebec Power. Ce n'est pas la Compagnie Quebec Power qui nous a demandé cela, ce sont les commissaires mêmes de Saint-Féréol qui ont voulu librement cet arrangement, qui est dans leur intérêt. Ce contrat sera tout à l'avantage de Saint-Féréol. Les contribuables de Saint-Féréol sont satisfaits. Pourquoi ne le serions-nous pas?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un principe dangereux que de mettre nos écoles sous le patronage des grosses compagnies. Qu'elles paient leurs taxes, que le gouvernement cesse d'en faire une caste à part, et les difficultés disparaîtront. Si la compagnie payait ce qu'elle doit à Saint-Féréol, cette municipalité pourrait maintenir ses écoles sans aucune intervention extérieure.

**M. Béïque (Chambly):** Le gouvernement sait que les institutions religieuses paient elles-mêmes des taxes municipales. Pourquoi en exempter des compagnies qui mangent la laine sur le dos de nos compatriotes?

**M. Taschereau (Bellechasse):** M. l'Orateur, la Quebec Power payait autrefois \$300 de taxes scolaires à Saint-Féréol. La commission scolaire a élevé son rôle d'évaluation et la compagnie a contesté ce rôle. On en est venu alors à une entente en vertu de laquelle la Quebec Power paiera \$400 de taxes pendant 10 ans, \$600 pendant les 10 autres années. Elle paie l'entretien de l'école, qui lui coûte plus de \$700 par an, et l'institutrice, \$600 par année. C'est-à-dire que les taxes scolaires du Quebec Power à Saint-Féréol seront d'environ \$1,200 pour \$120,000 de propriétés, soit un taux de 1 %, quand la taxe scolaire est de 90 ¢ à Saint-Féréol. Il n'y a donc pas d'exemption de taxes. La compagnie paie deux fois plus que n'importe quel autre contribuable de Saint-Féréol. On dit que les compagnies ne doivent pas se substituer aux commissions scolaires. Mais la Quebec Power, après avoir bâti l'école, l'a remise à la commission scolaire, qui en a le contrôle. L'école reste sous la juridiction de l'Instruction publique.

En fait, le bill aide beaucoup les contribuables et la compagnie assume une très large part du fardeau scolaire. La compagnie qui ne payait que \$300 va payer \$400. Il y a augmentation! Je considère que la Quebec Power paie des taxes scolaires suffisantes à Saint-Féréol, et je voterai pour le bill.

**M. Béïque (Chambly):** Ce qui m'étonne dans tout ceci, c'est que la Quebec Power est défendue par le premier ministre et son fils (M. Robert Taschereau, député de Bellechasse). Pourquoi le premier ministre est le seul à défendre la Quebec Power? Qui est le ou les avocats de la Quebec Power?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est M. Bouffard.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** C'est lui "qui mange la laine sur le dos de nos compatriotes".

**M. Taschereau (Bellechasse):** En définitive, la Quebec Power accorde une augmentation de taxes. Elle payait \$300. Maintenant, elle va payer \$400, le salaire de l'institutrice et l'entretien de l'école.

On dit aussi que la Quebec Power veut mener son école en marge du Conseil de l'instruction publique. C'est faux. C'est le comité catholique qui en aura la direction par les commissaires. Quant à la demande de ne pas être au rôle d'évaluation, je crois que c'est logique, puisque l'évaluation sera fixée à \$125,000.

**M. Béïque (Chambly):** La compagnie ne viendrait certainement pas demander qu'on augmente ses taxes. Si elle se présente devant nous, c'est pour obtenir une faveur et je prends difficilement la déclaration du député de Bellechasse.

**M. Fortin (Beauce):** Il me semble que les explications sont claires. Il a été démontré par des chiffres que les droits des contribuables de Saint-Féréol sont protégés par ce projet. La compagnie, au lieu de payer \$300 de taxes, va en payer \$400. Je serais heureux d'avoir dans mon comté des compagnies qui auraient la générosité de payer des écoles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La compagnie ne fait un cadeau à Saint-Féréol qu'après avoir fait réduire ses taxes. Ce n'est pas un gros cadeau. Je prétends que le nom de la compagnie, d'après le bill, n'apparaîtra pas sur le rôle d'évaluation, afin de diminuer le pouvoir d'emprunt de la commission scolaire.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Où l'honorable chef de l'opposition prend-il cela dans le bill?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que l'honorable ministre regarde donc la clause 4.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je voudrais bien savoir où le député des Trois-Rivières trouve cela. La clause 4 parle du rôle de perception et non du rôle d'évaluation.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous avez parlé du rôle d'évaluation? Un discours de trop!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre fatigue. Je sais que ces observations fatiguent le gouvernement, mais je crois devoir les faire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, vous m'amusez!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela vous fatigue!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Celui qui fatigue le plus en ce moment, ce n'est pas moi, mais vous.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'honorable chef de l'opposition nous a parlé du rôle d'évaluation. Il a dit: "Le bill décrétant que le nom de la compagnie n'apparaîtra pas sur le rôle d'évaluation, le pouvoir d'emprunt de la commission scolaire sera affecté". J'ai cru qu'il avait raison. Mais le bill ne dit pas cela. Le bill dit que le nom de la compagnie n'apparaîtra pas sur le rôle de perception. Ce n'est pas la même chose. Depuis tantôt, le chef de l'opposition parle de rôle d'évaluation, alors qu'il s'agit de rôle de perception! Mon honorable ami connaît trop bien son Code municipal pour ne pas le reconnaître. Il sait qu'il y a une différence fondamentale entre les deux.

L'honorable chef de l'opposition dit que l'école de Saint-Féréol échappera au contrôle du département de l'Instruction publique et restera à la campagne. Mais il n'est pas question de cela dans le bill. On sait que la compagnie a passé l'école sous le contrôle de la commission scolaire et de la loi générale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais non.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Mais oui, comme il n'y a aucune clause spéciale dans la loi, l'école reste sous le contrôle de la commission scolaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition fait son devoir en disant que l'on ne devrait pas accorder de commutation de taxes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le parrain du bill est bien chanceux, puisque le premier ministre et son fils se chargent de la défense du bill. Mais je suis ébloui par la prétention que la compagnie est venue présenter son bill, à grands frais, simplement pour forcer les contribuables à payer plus de taxes que n'en demandent les contribuables de Saint-Féréol, si l'on en croit le député de Bellechasse (M. Taschereau).

**M. Fortin (Beauce)** explique le bill.

**M. Barré (Rouville)** pose une question à M. Fortin.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** intervient à son tour.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Quel enthousiasme!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, quel bel enthousiasme. À voir le premier ministre se lever, puis le ministre de la Voirie, puis le fils du premier ministre déployer des trésors d'éloquence, on dirait qu'il s'agit d'un bill de grand intérêt public et non pas simplement de la Quebec Power! Un enthousiasme que je voudrais voir se manifester chez le premier ministre pour la défense des intérêts de ses électeurs. J'en sais qui manifestent beaucoup de zèle quand il s'agit de défendre l'intérêt privé d'une compagnie, mais quand il s'agit de l'intérêt public, cela les fatigue.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je constate que la Quebec Power jouit d'une grande influence, puisqu'elle a su mobiliser les plus grands avocats de la Chambre. Les gens de Saint-Féréol sont tout de même à plaindre de traiter avec cette compagnie. Je me suis occupé des affaires municipales durant plusieurs années. J'ai été conseiller municipal de la ville de Québec pendant plusieurs années. Nous avons souvent fait affaire avec Quebec Power et ils ont toujours eu le dessus. Je connais cette compagnie.

L'an dernier, Québec a demandé le droit de municipaliser l'électricité. La compagnie s'est objectée, probablement parce que cela ne ferait pas son affaire. Dans ce cas-ci, c'est la même chose. La Quebec Power veut des faveurs et sollicite une commutation de taxes. Je crois que l'on ne devrait pas donner de commutation de taxes au Quebec Power, qui évidemment en a grand besoin, puisqu'il vient ici avec un bill comme il viendra demain matin. La compagnie n'avait pas besoin de venir ici, elle pouvait s'arranger avec les commissaires.

**M. Taschereau (Bellechasse):** L'honorable député n'a-t-il pas voté en faveur de commutations de taxes lorsqu'il siégeait au conseil municipal de Québec en tant que conseiller?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Non. Peut-être.

**M. Taschereau (Bellechasse):** Alors que vous étiez à l'Hôtel de ville, l'honorable député n'a-t-il pas voté en faveur d'une exemption et d'une commutation de taxes au Château Frontenac en faveur du C.P.R.?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Non, jamais de la vie. Vous pouvez le dire, mais non.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Tout le monde sait le contraire!

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le député peut bien le dire s'il le veut!

**M. le président (M. Vautrin):** Le projet sera-t-il adopté?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Je vois qu'un contrat a été annexé au bill. Je demande qu'on en fasse la lecture.

**M. le président (M. Vautrin)** lit tout le contrat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'espère qu'on ne dira pas maintenant que je suis pour le projet.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, non.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fortin (Beauce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 14 concernant les chaudières à vapeur et les appareils sous pression;

- bill 20 modifiant la loi des véhicules automobiles;

- bill 75 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Dora Gordon aux examens pour l'obtention d'une licence en chirurgie dentaire, à la fin de son cours universitaire;

- bill 85 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;

- bill 109 concernant St. Mary's Memorial Hospital;

- bill 132 concernant la donation par Hubert Morin à dame Alice Morin.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 94 modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal;

- bill 107 concernant le pont de Métis;

- bill 119 constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists;

- bill 121 ratifiant une entente intervenue entre les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt et la congrégation du Très Saint-Rédempteur;

- bill 123 concernant la charte de la ville de Mont-Royal;

- bill 128 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

#### **Syndics de Saint-David d'Estcourt et congrégation du Très Saint-Rédempteur**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 ratifiant une entente intervenue entre les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt et la congrégation du Très Saint-Rédempteur.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Association de bienfaisance des pompiers de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Les amendements sont lus deux fois.

#### **Pont de Métis**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 concernant le pont de Métis.

Les amendements sont lus deux fois.

#### **The Quebec Association of Seventh-Day Adventists**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés

au bill 119 constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.

Les amendements sont lus deux fois.

#### **Charte de Mont-Royal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 concernant la charte de la ville de Mont-Royal.

Les amendements sont lus deux fois.

#### **Succession J.-O. Villeneuve**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

Les amendements sont lus deux fois.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité<sup>4</sup>:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Les salaires des hommes ont-ils été payés dans les chantiers?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je crois que oui.

**M. Guertin (Hull):** Combien y a-t-il d'hommes employés au service de la protection des forêts?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** En 1931, nous en avions 2,391.

**M. Guertin (Hull):** Et en 1932?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Approximativement 2,300.



**M. Guertin (Hull):** Quelle est la superficie de nos forêts qui a été incendiée?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** En 1931, 42,000 acres. Pour 1932, je n'ai pas le chiffre exact, car les rapports ne sont pas complets et sont pour jusqu'au 31 décembre, et nous en recevons à la fin de janvier. Toutefois, en 1932, il y a eu environ 1,000,000 d'acres brûlés, peut-être pas tout en forêt verte. En fait, même si l'on apprécie les affirmations du député de Hull à leur valeur nominale, cela ne veut pas dire que tous les feux ont détruit des forêts vertes. Mais il y a eu, on le voit, une forte augmentation de superficie incendiée.

**M. Guertin (Hull):** Je ne crains pas d'affirmer que le gouvernement de Québec doit être tenu responsable si 1,000,000 d'acres de forêts ont été brûlés. Quant au nombre d'employés à la protection de la forêt, la Chambre serait scandalisée de voir comment on a exposé nos forêts à l'incendie pour faire de l'économie et obtenir un surplus fictif en renvoyant des centaines d'hommes préposés à la protection des forêts.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Mon honorable ami est dans l'erreur, je déclare que ce n'est pas exact. Nous n'avons pas renvoyé des centaines d'hommes. Nous en avons employé à peine une centaine d'hommes de moins. Tous nos employés étaient à l'œuvre au 10 mai. Nous en avions alors 2,200 au travail, au service de la protection des forêts, ce qui représente environ 100 de moins que l'an dernier.

**M. Guertin (Hull):** Je déclare qu'en 1932, des centaines d'hommes ont été renvoyés du service de la protection pour faire de l'économie mal placée. Ce n'est que lorsque le feu a été aux quatre coins des forêts que l'on a engagé des hommes pour l'éteindre. Conséquence, on a dépensé plus d'argent avec moins de résultats. Que l'honorable ministre me permette d'aller dans son ministère et je vais lui montrer ses listes de paie.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Vous faites là un avancé que vous ne pourriez prouver! J'ai dit et je répète que nous avons eu, en 1932, à peine une centaine d'hommes de moins pour la protection des forêts.

**M. Guertin (Hull):** L'opposition accuse et le gouvernement nie. C'est toujours la même chose. J'ai fait une offre au ministre. Il doit admettre que je n'ai rien en main.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** C'est précisément ce que nous reprochons à quelques-uns de nos amis d'en face et à quelques-uns de leurs amis de l'extérieur. Ils n'ont rien en main pour accuser et ils accusent quand même.

Si vous voulez savoir le nombre d'employés à telle époque au service de protection, que mon honorable ami pose une question sur l'ordre du jour, et je lui donnerai la liste des employés, dès que la compilation sera faite.

**M. Guertin (Hull):** Les crédits seront votés alors.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les crédits ne seront pas votés si vite que cela?

**M. Guertin (Hull):** D'ailleurs, pourquoi voter des crédits, le gouvernement n'a pas d'argent.

**Une voix:** Alors, allons nous coucher!

**M. Barré (Rouville):** Je vois qu'il y a eu un mandat spécial pour la protection. À quoi cet argent a-t-il été dépensé?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** À combattre le feu. Il y a des dépenses imprévues dans un service comme celui-là. Je l'ai dit, en 1932, nous avons eu un grand nombre de feux de forêts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que l'honorable ministre pourrait nous donner un état des dépenses faites à même ces \$40,000?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Certainement.

**M. Barré (Rouville):** Ne devrait-on pas augmenter le budget de la protection pour éviter les mandats spéciaux dont on fait un abus?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** On ne peut me reprocher de faire abus des mandats spéciaux dans mon ministère. Je fais exception pour la protection des forêts à cause de l'imprévu.

**M. Barré (Rouville):** En somme, nous sommes d'accord. Le budget du ministère est insuffisant et il le comble avec des mandats spéciaux.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Si l'honorable député de Rouville veut me trouver un être assez extraordinaire pour me dire combien il y a aura de feux de forêts à combattre l'été prochain, je pourrai fixer exactement le montant du budget à voter.

**M. Guertin (Hull):** J'ai parlé de salaires avec l'honorable ministre. Je tiens à protester contre le fait que l'on a réduit les salaires des gardes-forestiers de \$4 à \$3 par jour, lorsque l'honorable premier ministre a dit que la question était à l'étude. Le gouvernement a réduit les salaires de 25 %. Je proteste contre le salaire de \$1.25 à \$1.75 que l'on paie aux hommes qui combattent les feux de forêts. Je suis contre toute réduction de salaire aux fonctionnaires.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Mon honorable ami exagère. L'honorable premier ministre a dit que la question des salaires était à l'étude pour les employés réguliers et permanents. Les gardes-forestiers ne sont pas des employés permanents.

Ils sont payés de \$3 à \$4.50 par jour. Il y en a qui ont accepté une réduction de salaires, vu les temps que nous traversons. Le salaire des gardes-forestiers correspond bien à la besogne qu'ils font et ils ont des salaires raisonnables pour leur travail.

**M. Lamoureux (Iberville):** Le député de Hull sait-il que les ouvriers sont heureux actuellement de gagner même une piastre par jour?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand le système de protection a-t-il été établi?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** En 1924.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas d'objection à voter l'item, vu qu'il est tard. Nous pourrions reparler de la protection en discutant l'item des dépenses générales sur lequel l'opposition pourra exprimer son point de vue.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à jeudi 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

**NOTES**

1. *Le Soleil* du 9 mars 1933, à la page 7, indique 3 h 25.

2. Quelques députés se lèvent pour demander le droit de vote, mais le député de Portneuf désire exprimer son opinion, selon *Le Soleil* du 9 mars 1933, à la page 7.

3. M. Henri Kieffer, chef du service de la protection des forêts, vient s'asseoir à côté de M. Mercier pour renseigner la Chambre, selon *L'Événement* du 9 mars 1933, à la page 4.

4. M. Henri Kieffer, chef du service de la protection des forêts, revient s'asseoir à côté de l'honorable M. Mercier, selon *L'Événement* du 9 mars 1933, à la page 4.

Séance du jeudi 9 mars 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi des cités et villes,  
fermeture des rues**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), la permission de présenter le bill 208 modifiant la loi des cités et villes, relativement à la fermeture des rues.

Il s'agit de donner aux villes le pouvoir de fermer les rues désaffectées et d'en vendre les terrains. Actuellement, les villes n'ont pas ce droit.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pouvoirs spéciaux  
de certaines corporations**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), la permission de présenter le bill 209 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,  
article 2005**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), la permission de présenter le bill 210 modifiant l'article 2005 du Code civil.

Il s'agit de porter à six mois de loyer échu et six mois de loyer à échoir, le privilège du locateur, en cas de faillites.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,  
article 1143**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), la

permission de présenter le bill 211 modifiant l'article 1143 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Comptes  
de banque**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux comptes de banque de la province qui ont été soutirés:

1. À part la somme de \$549,419.81 qui aurait été payée par la province, pour intérêts, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1931, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1932, quels sont les autres déboursés ou dépenses encourus par la province?

2. À part la somme de \$208,160.59 qui aurait été payée par la province, pour intérêts depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1932, inclusivement, jusqu'au 10 février 1933, quels sont les autres déboursés ou dépenses encourus par la province?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. et 2. Aucune autre dépense que l'intérêt sur ces sommes n'est encourue, relativement aux comptes de banque de la province, lorsqu'ils sont soutirés.

**Caisses populaires  
Desjardins**

**M. Fisher (Huntingdon):** À même la somme de \$20,000 mentionnée au chapitre 9, 22 George V, statuts de Québec, loi concernant les caisses populaires dites Desjardins:

1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé à date?

2. Comment se détaille le montant ainsi dépensé?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$8,000.

2. En vertu des dispositions du contrat conclu entre le gouvernement de cette province et la Fédération de Québec des unions régionales des caisses populaires dites Desjardins, cette dernière doit transmettre au gouvernement, au cours du mois de juin, un état indiquant de quelle manière l'octroi a été employé.

**Boulevard  
Alexandre Taschereau**

**M. Béique (Chambly):** Relativement à l'ouverture, à la construction ou aux réparations du chemin public ou boulevard conduisant de Laprairie au nouveau pont entre la rive sud et la cité de Montréal et connu sous le nom de Boulevard Alexandre Taschereau:

1. À qui et quand a été accordé chacun des contrats ou entreprises?

2. À combien se chiffre le coût total payé ou payable par la province en vertu de chacun desdits contrats ou entreprises?

3. Combien la province a-t-elle payé à date au sujet de chacun desdits contrats ou entreprises?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

1. Construction:

Kennedy Construction Co., 16 juillet 1929, 2 juillet 1931 et 23 juillet 1932.

A. W. Robertson et M. A. Janin, 20 septembre 1929 et 12 mai 1932.

Soumission de la Société générale de ponts et chaussées, limitée, acceptée le 26 juillet 1929.

Kennedy Construction Co., 13 décembre 1929, 13 août 1931 et 23 juillet 1932.

Réparations:

Pacifique Baillargeon, 20 juillet 1932.

Kennedy Construction Co., 10 juin 1932.

Remplissage des chambres d'emprunt:

Pacifique Baillargeon, 21 août 1931.

J.-F.-R. Leduc, 12 octobre 1932.

Abias Pépin, 18 octobre 1932.

2. Construction .....	\$1,883,287.93
Réparations.....	30,671.40
Remplissage des chambres d'emprunt.....	49,815.10
3. Construction .....	\$1,876,130.15
Réparations.....	14,128.52
Remplissage des chambres d'emprunt.....	37,915.10

**Pont de la  
rivière Saint-François**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement au pont public sur la rivière Saint-François, entre Saint-François du Lac et Pierreville:

1. Combien la province a-t-elle dépensé à date?

2. Combien a-t-elle payé à date?

3. Les travaux sont-ils terminés?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. \$419,526.81;

2. \$376,141.84;

3. Oui.

**Pont de la  
rivière Yamaska**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement au pont public sur la rivière Yamaska, entre Yamaska-Est et Yamaska-Ouest:

1. Combien la province a-t-elle dépensé à date?

2. Combien a-t-elle payé à date?

3. Les travaux sont-ils terminés?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. \$354,285.17;

2. \$354,285.17;

3. Oui.

**Pont de la  
rivière Richelieu**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement au pont public sur la rivière Richelieu, entre Saint-Joseph de Sorel et la cité de Sorel:

1. Combien la province a-t-elle dépensé à date?

2. Combien a-t-elle payé à date?

3. Les travaux sont-ils terminés?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. \$745,069.81;

2. \$559,830.60;

3. Oui.

**Les rapatriés**

**M. Authier (Abitibi):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1932 au 31 décembre inclusivement, quelles valeurs les rapatriés ont-ils apportées avec eux dans la province?

2. Combien par famille?

3. Combien par tête?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** 1. Valeur totale: \$558,033.00.

2. Valeur moyenne par famille: \$1,405.62.
3. Valeur moyenne par personne: \$312.79.

### Unités sanitaires

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant les unités sanitaires.

Adopté.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit accordée à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1934", rapportée du comité des subsides et lue deux fois, mercredi le 8 mars courant, et dont l'adoption avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant adoptée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'un crédit pour la protection des forêts. Le gouvernement de Québec, qui était au pouvoir en 1897, n'a pas cru devoir prendre plus tôt les dispositions et les précautions nécessaires pour protéger nos ressources naturelles et notre domaine forestier. En 1921, 1922 et 1923, nous avons cependant constaté plusieurs incendies qui ont dévasté nos forêts. Plusieurs millions ont été engloutis par faute de protection de notre domaine forestier.

Ce n'est qu'en 1924 que le gouvernement a décidé d'établir un système de protection des forêts, soit un organisme créé à cette fin, et a construit des tours d'observation. Ce n'est que 27 ans après être arrivé au pouvoir que le gouvernement actuel a songé à protéger cet actif précieux. Comment se fait-il que le gouvernement ait attendu 27 ans avant d'établir ce service? Il aurait dû être établi avant. La construction de tours d'observation en 1924 n'a pas été une découverte du gouvernement.

Nous apprenons que, l'an dernier, le nombre des feux de forêts a augmenté de façon alarmante. Je ne veux pas dire que le gouvernement est responsable de tous ces feux de forêt, mais je dis qu'il n'a pas vu assez tôt à protéger cette richesse nationale.

Le gouvernement a également négligé d'assurer la protection de la forêt au point de vue de l'exploitation forestière. Le département des Terres et Forêts néglige de percevoir les droits de coupe et les primes de transfert de concessions. Il a aussi accordé des réductions sur les pénalités et réduit les droits de coupe ainsi que les droits de rente foncière par ordre en conseil. Le trésor a été ainsi privé de plusieurs centaines de mille dollars.

Je dis que c'est là un manque de protection des richesses naturelles qui nous ont été léguées pour assurer l'avenir de la race. La réduction des droits de coupe a eu une conséquence défavorable pour les colons. Les colons auraient besoin de vendre leurs bois. En réduisant les droits de coupe, le gouvernement a diminué la valeur du bois et il a empêché les colons de vendre leur bois. Dans sa politique de ces dernières années, le gouvernement a négligé de protéger nos forêts.

On a aussi diminué les droits sur le bois brûlé, et c'était une prime à l'incendie en forêt. En réduisant de moitié les droits de coupe sur le bois brûlé, le gouvernement a en quelque sorte mis une prime sur les feux et les a encouragés de manière indirecte. Le gouvernement devrait forcer les compagnies à utiliser le bois brûlé, sans pour autant accorder d'incitatifs particuliers.

L'opposition n'a pas d'objection à voter les argents nécessaires à la protection de notre domaine forestier, et même, elle serait prête à approuver des sommes plus élevées, même des sommes considérables, pour le service de la protection des forêts, du moment que l'argent serait bien dépensé, à bon escient, et que des modifications soient apportées aux méthodes actuelles de protection. J'espère que l'honorable ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) améliorera l'administration de son département. (Applaudissements à gauche)

### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

La critique soulevée par le chef de l'opposition a été faite à plusieurs reprises par l'opposition. On dit que nous avons trop retardé à protéger notre domaine forestier et que le gouvernement n'y a pas songé avant 1924. M. l'Orateur, pourtant, avant 1924, nous avions un service de protection des forêts dans la province depuis déjà un grand nombre d'années, suivant les moyens que le gouvernement avait à sa disposition. La protection des forêts se faisait par des concessionnaires forestiers, des compagnies ou des associations formées par eux. Le ministère des Terres et Forêts n'avait aucun contrôle sur ce système.

J'ai déjà répondu aux critiques de la gauche et je n'ai pas l'intention de faire perdre le temps de la Chambre en recommençant. J'ai déjà donné des arguments que la gauche n'a jamais pu contredire. La seule différence entre le système actuel et celui d'avant 1924, c'est que le gouvernement a pris sur lui la surveillance et le contrôle de tous les moyens de protection de la forêt, même ceux dont se servaient alors les concessionnaires.

Ce n'est qu'aux compagnies et leurs associations protectrices que nous devons de pouvoir affirmer qu'elles ont grandement coopéré avec le gouvernement et se sont efforcées par tous les moyens de travailler avec le département, afin de protéger le domaine public.

Le problème des feux de forêt n'était pas inconnu même avant l'arrivée du Parti libéral, puisqu'en 1870 il y eut un feu important qui détruisit tout le district de Lac-Saint-Jean et s'était étendu à la Côte-Nord. Depuis 1924, nous avons au-delà de 2,000 hommes au service de la protection des forêts, et d'autres associations instituées aux mêmes fins ont un nombre égal d'hommes à leur service.

Le service de protection a perfectionné son outillage. Il a à sa disposition des tours d'observation en forêts, des lignes de téléphone, des pompes à incendie, etc. et des milliers de gardes bien disciplinés. Nous avons établi un service de protection qui, l'opposition doit le reconnaître, a donné satisfaction.

Malheureusement, l'an dernier, nous avons eu un grand nombre de feux de forêt et on en fait grand état, mais il y en a eu d'aussi considérables avant. Cela n'était pas dû à la négligence du gouvernement, mais à des causes d'ordre majeur, et c'est également un fait qu'il y a plus de gens qui voyagent dans les forêts que par les années passées. Le gouvernement ne peut donc en être responsable, car nous avons un bon service comparable à celui de n'importe quelle partie du pays.

Notre système de protection est pour le moins égal à celui de n'importe quelle autre province du Canada, n'importe quel État des États-Unis, ou n'importe quel grand centre de l'Amérique. Nous avons obtenu de beaux résultats. Nous avons un bon personnel et nous avons, par une publicité intensive, fait l'éducation du peuple. Aujourd'hui, les citoyens sont beaucoup plus prudents en voyageant en forêt. Ils coopèrent avec notre département.

En ce qui concerne l'affirmation de l'honorable chef de l'opposition (M. Duplessis), selon laquelle la préservation des forêts implique également une réglementation sur les eaux de la

province, j'y ai songé et, à ce sujet, j'ai établi d'importantes réserves forestières à la tête des rivières ainsi qu'en d'autres points stratégiques, de sorte que la circulation des eaux soit protégée. Non seulement le gouvernement protège la forêt, mais il protège aussi notre régime des eaux en gardant des forêts à la tête de nos cours d'eau. Tout ce qu'il est possible de faire pour la protection des forêts est fait. Nous avons un bon service de protection.

Quel que soit le service de protection toutefois, il est impossible d'entraver complètement les feux de forêt, bien que nous puissions en prévenir un grand nombre grâce à notre service de protection perfectionné. Nous ne pourrions jamais prévenir tous les feux de forêt, mais nous viendrons à avoir un service aussi efficace que possible, autant que nous l'autorisera la perfection humaine et en total respect pour ce magnifique héritage.

L'honorable chef de l'opposition nous a reproché de ne pas percevoir des droits dus au patrimoine national. On prétend encore que nous avons dilapidé cette richesse. Pas du tout. La loi des inventaires forestiers est observée. Nos inventaires sont faits ici sur une plus grande échelle que dans les autres provinces du dominion. À l'heure actuelle, les compagnies et le gouvernement poursuivent ce travail avec toute la célérité dont il est possible de faire preuve et, jusqu'à maintenant, les compagnies ont inventorié 30,000 milles carrés, alors que de son côté le gouvernement en a fait 10,000.

Nous avons donc 40,000 milles carrés de forêts passées à l'inventaire avec l'aide des compagnies. Il y a un beau travail de fait de ce côté. Le travail se poursuit le plus rapidement possible, considérant les difficultés et les coûts importants qu'occasionne le travail en forêt. Notre inventaire national n'a pas été négligé. Au contraire, il a reçu toute l'attention du gouvernement.

On nous reproche d'avoir, dans certains cas, réduit nos droits de coupe. Étant donné que le lieutenant-gouverneur en conseil est celui qui établit les taux, c'est également à lui que revient le droit de les baisser. C'est certainement là une question d'appréciation, et les députés de l'opposition ainsi que d'autres personnes pourraient penser que le gouvernement n'aurait pas dû baisser les droits de coupe. C'est une question d'opinion.

Nous l'avons fait à une époque difficile pour aider non seulement l'industrie, mais les travailleurs en forêt. Nous avons réduit nos droits de coupe, pour les gros comme pour les petits, afin que tous les intéressés puissent employer plus de main-d'œuvre et faire face aux conditions de l'industrie du bois.

Si nous avons agi ainsi, c'est pour aider les colons à vendre leur bois, et le gouvernement est toujours convaincu qu'il était justifié d'agir comme il l'a fait. Je ne suis pas d'accord pour dire que ces réductions ont eu pour résultat d'empêcher le colon de vendre son bois.

La coupe ne se fait que suivant les besoins. Si nous n'avions pas réduit nos droits de coupe, plusieurs de nos usines et de nos compagnies auraient été forcées de cesser leur exploitation et de fermer leurs portes. Il y aurait encore plus de moulins fermés et plus de travailleurs à rien faire. La misère aurait été plus grande chez les colons.

Ce n'est pas à cause de la réduction des droits de coupe que nos colons vendent moins de bois, mais à cause des taux de transport prohibitifs. On sait les instances que nous avons faites auprès des autorités des chemins de fer pour obtenir la réduction des taux.

Si les fermiers du comté de l'Abitibi, dans le nord de Québec, pouvaient obtenir pour leur bois des taux de transport aussi bas que ceux demandés par les chemins de fer pour le transport de certaines matières premières dans les provinces de l'Ouest, les fermiers de Québec pourraient facilement disposer de leur bois coupé sans trop de problème, car ils n'auraient à payer aucun droit de coupe. Ce qu'il faudrait maintenant, c'est une réduction des taux de transport pour le bois des colons de la Gaspésie et de l'Abitibi. Mais aux prix actuellement en vigueur, les compagnies ne peuvent pas acheter le bois des colons.

Quant aux réductions accordées par le ministère sur le bois brûlé, le gouvernement était justifiable de le faire, parce que le bois brûlé jonchait la forêt et qu'il fallait en disposer. Lorsqu'un feu rase une région, cela représente une grande quantité de bois mort et un danger potentiel pour d'éventuels feux ainsi que pour des épidémies d'insectes. D'ailleurs, le bois brûlé offrait moins de valeur que le bois vert, et grâce à ces réductions, les compagnies ont pu travailler et elles ont ménagé la forêt sur pied pour ne dépenser que du bois à demi consommé qui aurait pourri sur le sol. Raison de plus, donc, pour les y encourager. L'honorable chef de l'opposition dit que la réduction des droits de coupe rend plus difficile la vente du bois des colons. Sur quoi base-t-il cet argument?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Plus il y a surproduction, moins il y a des chances que les colons vendent leur bois, et plus on embarrasse le colon.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Si on donnait aux colons de la province de Québec des taux de transport moins élevés pour leur bois, les colons pourraient vendre leur bois. C'est le cas dans l'Abitibi et c'est aussi le cas dans la Gaspésie. Les colons de ces régions ne peuvent vendre leur bois à cause des taux prohibitifs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parce qu'ils n'ont pas de marchés surtout.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Il doit y avoir des marchés, puisqu'on insiste pour que nous demandions aux chemins de fer nationaux de réduire leurs taux. Je suis convaincu que, dans son for intérieur, mon honorable ami le chef de l'opposition croit que notre service forestier est entre bonnes mains et donne de bons résultats.

La résolution est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre nous avait dit que la loi pour assurer le paiement des institutions qui sont sous l'assistance publique serait adoptée sans délai. Pourquoi ne pas étudier la loi de l'assistance publique?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell) et le secrétaire de la province (l'honorable M. David) sont malades; d'ailleurs, la loi n'est pas urgente, car je dois dire que nous avons fait des gros paiements importants à ces institutions, mais le projet ne sera pas retardé. L'adoption du bill ne presse pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces jours derniers?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Oui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien.

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** M.

l'Orateur, avant que la Chambre se forme en comité des subsides, je me lève non pas sur une question de

privège, mais pour discourir sur un sujet d'intérêt public, comme m'y autorise l'article 322 du "Règlement de l'Assemblée Législative".

Voici ce dont il s'agit: dernièrement, à la Chambre des communes, le député de Témiscouata (M. Pouliot), a cru devoir s'apitoyer sur le sort des colons que nous avons établis dans cette province et particulièrement dans son comté. Il est même allé jusqu'à prétendre que, dans Témiscouata, les nouveaux colons ont été réduits, l'été dernier, à se nourrir d'herbe et de racines, et que dans une autre partie de la province, on les a logés dans une bicoque, où hommes, femmes et enfants, la plupart étrangers les uns aux autres, devaient vivre ensemble dans des conditions tout à fait déplorables.

Je crois devoir défendre ma province et mes compatriotes contre de telles accusations. Je ne sais réellement pas où M. Pouliot a pris ses renseignements, mais je tiens à déclarer de mon siège qu'ils ne sont pas véridiques, et que même si quelques cas isolés de misère avaient pu se produire, nous n'en serions aucunement responsables.

Libre à l'honorable député de faire les commentaires que bon lui semblera sur n'importe quelle question publique; et quant à moi personnellement, je n'aurais pas relevé cet incident, mais malheureusement, il a fait le tour de la presse, et les journaux d'Ontario, entre autres, après ces déclarations, en ont fait grand état, et la réputation de notre province est mise en cause.

Je tiens donc à protester et à dire que nos gens sont loin d'avoir souffert comme on le prétend. C'est tellement le cas que M. l'abbé Bilodeau a cru devoir réfuter avec énergie les avancés du député de Témiscouata et que M. J.-E. Laforce, représentant des chemins de fer de l'État, a fait la même chose dans un article adressé à plusieurs journaux.

Je me permettrai, pour ma part, de citer le témoignage du missionnaire-colonisateur de Témiscouata, M. l'abbé Léo-Pierre Bernier, témoignage que l'on trouve dans le rapport de mon département, à la page 126. Parlant du comté de Témiscouata, M. l'abbé Bernier s'exprime comme suit:

"Comme résultat pratique, quatre nouvelles paroisses, qui ont leur prêtre résidant, ont été fondées: Auclair (Saint-Émile), Biencourt (la Nativité de Marie), Robinson (Saint-Jean de la Lande), Saint-Elzéar de la Petite-Rivière Bleue; deux missions: Lejeune et le Lac-des-Aigles; et cinq paroisses plus âgées ont reçu des renforts considérables: Saint-Benoît-Abbé, Saint-Eusèbe, Les-Étroits, Squatec et Saint-Juste-du-Lac.

"Un tel développement dans un laps de temps aussi court est inouï dans les annales de la colonisation de notre comté et peut-être de la province, grâce à la politique bienfaisante du retour à la terre que votre département a préconisée, grâce aux secours qui ont été donnés sous diverses formes, principalement par les travaux d'ouverture de chemins, les secours directs, les primes spéciales, les charités, la distribution des graines de semence et les octrois accordés aux traversiers en faveur des colons placés au-delà du lac Témiscouata".

Encore une fois, je n'ai aucune animosité quelconque contre M. Pouliot, je n'ai jamais eu de difficultés avec lui et je serais réellement étonné qu'il m'en voudrait personnellement, mais j'ai cru devoir me lever de mon siège pour protester comme il convient contre ces accusations erronées et pour revendiquer, aux yeux des autres provinces, la réputation de la bonne vieille province de Québec, et je le fais dans les circonstances avec le plus de modération possible. (Applaudissements)

La motion: "Que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides" est adoptée.

#### En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Service forestier et l'inspection des forêts.

#### Rapports de comités:

Le comité, ayant étudié la résolution, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Demandes de documents:

##### **Rapports et correspondance sur l'amélioration des sols, semences et industrie animale**

**M. Bastien (Berthier)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous rapports et correspondance en possession du gouvernement relativement à la propagande de l'amélioration des sols, des semences et de l'industrie animale. (Applaudissements)



M. l'Orateur, la Chambre sera peut-être surprise d'entendre le citoyen d'une grande ville<sup>2</sup> parler d'un problème rural. Je veux prendre un peu de temps de la Chambre pour remercier le gouvernement de ce qu'il fait pour l'agriculture. Je voudrais aussi faire connaître à notre population le travail accompli par nos techniciens agricoles. Depuis 10 ans, l'agriculture a progressé dans notre province. À mon sens, dans une large mesure, nous le devons à nos agronomes et à nos techniciens. Afin de démontrer l'œuvre accomplie, je veux parler des progrès réalisés dans trois domaines: l'amélioration de sols, l'amélioration de semences et celle de l'industrie animale.

Le département de l'économie rurale a d'abord fait l'inventaire des sols de la province, et il s'est rendu compte qu'il y a trois régions dont la fertilité initiale était élevée: les basses terres du Saint-Laurent, la vallée du Richelieu et les régions du lac Saint-Jean et du Témiscamingue. Malheureusement, l'enquête a démontré que ces sols ont été négligés. Dans ces régions, autrefois, on a abusé de la terre et, aujourd'hui, elle a maintenant besoin d'un traitement raisonné, si l'on veut obtenir des bonnes récoltes.

À quelque exception près, le reste de notre domaine agricole n'est pas très riche en lui-même non plus. L'on trouve, la plupart du temps, des sols plutôt légers, assez pauvres en éléments de fertilité. Le département de l'économie rurale, en considérant l'ensemble de notre domaine agricole, a remarqué deux grandes déficiences dans les sols du Québec. D'abord, 75 % de nos terres manquent de chaux, et un pourcentage considérable manque d'acide phosphorique.

Pour améliorer la situation, le département de l'Agriculture a lancé sa campagne et s'est immédiatement mis à l'œuvre en dépensant des sommes considérables pour l'égouttement des sols. Il a fait connaître les meilleurs procédés de conservation du fumier et il a institué la politique du chaulage des terres et de la vulgarisation des engrais chimiques.

La chaux remplit des rôles multiples et le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) accorde des octrois basés sur le coût de transport. Cela a fortement contribué à augmenter l'épandage de la chaux dans la province et, l'an dernier, plus de 23,000 tonnes ont été achetées par les cultivateurs. Depuis deux ans, pour vulgariser l'emploi des engrais chimiques et de la chaux, le gouvernement a fait circuler dans la province un train-exposition et un camion-école qui ont été visités par 8,000 cultivateurs<sup>3</sup> et y ont apporté 6,000 échantillons. Plus de 65 % des terres ont besoin d'engrais chimiques et le gouvernement a fait baisser considérablement les prix de ces engrais.

Afin de répandre l'emploi des engrais chimiques, le gouvernement les ordonne dans la culture des champs et des fermes de démonstration. Il est prouvé par les résultats obtenus que l'emploi des engrais chimiques, chez nous, permet même à l'heure présente, de réaliser des profits, lorsqu'ils sont employés avec connaissance de cause. Les octrois accordés par le ministère de l'agriculture pour l'achat des engrais chimiques, sont basés sur la richesse de ces engrais en éléments assimilables.

Ce système d'octroi a été copié par la province d'Ontario, et ce, unanimement, dans un congrès tenu à Winnipeg l'an dernier; tous les spécialistes agricoles en ont fait de grandes louanges. L'an dernier, le ministre de l'Agriculture a donné \$150,000 comme prime à l'encouragement des engrais chimiques. Malgré ces encouragements généreux, certains pessimistes intéressés parcourront encore la province en disant que le gouvernement ne fait rien pour développer l'agriculture.

Comme complément de ces différentes améliorations des sols, le département a organisé les concours d'exploitation rationnelle des fermes, lesquels ont obtenu un succès qui a dépassé de beaucoup les espérances des promoteurs. Ces concours visent, notamment, à développer sur chaque ferme une ou plusieurs productions spéciales pouvant contribuer à l'accroissement des recettes de l'exploitation de la ferme et à initier nos cultivateurs à tenir un système de comptabilité agricole.

Il existe actuellement dans les comtés de la province 22 de ces concours qui groupent 616 cultivateurs. Dans les comtés où ces concours fonctionnent, il n'est pas rare de rencontrer des agriculteurs qui, après avoir consenti à dépenser une somme annuelle de \$100 à \$150, ont vu après trois ou quatre ans leurs revenus doubler. Je suis heureux d'annoncer qu'au printemps l'un de ces concours sera organisé dans mon comté.

Les concours d'exploitation rationnelle des fermes ont aidé puissamment à l'amélioration des sols. Les concours de rotation, principalement, dont les effets sont considérables; concours de pâturages, concours de grains de semence, etc. Les concours de grains de semence ont donné des résultats épatants et superbes. Autrefois, la grande partie des semences de tous genres était achetée dans l'Ontario et dans l'Ouest.

Aujourd'hui, grâce aux efforts intelligents de nos techniciens et à la bonne volonté de nos cultivateurs, ceux-ci peuvent acheter leurs semences dans Québec. Sait-on qu'en 1931, 315,000 livres de trèfle de la province furent livrées au commerce. En plus, 150,000 livres de mil, 80,000 minots d'avoine

Bannière et 200,000 livres de lentilles ont été vendus dans la province, après avoir été classifiés et certifiés.

En face de tels résultats, je suis porté à croire que tous les esprits bien pensants de notre province admettront que, depuis 10 ans, on a brûlé les étapes et marché de l'avant, dans le domaine agricole du Québec, plus que dans n'importe quelle autre province, grâce à tous ces concours organisés par le ministère de l'Agriculture, grâce aux nombreux octrois spéciaux et grâce aux instructeurs que le gouvernement maintient dans chaque comté.

Les activités du service de l'industrie animale peuvent se résumer comme suit: protection de la santé des animaux de la ferme et amélioration de ces derniers, afin de rendre cette industrie plus profitable. Le département apporte une attention spéciale à la santé des animaux de la ferme, et il met à la disposition des cultivateurs un groupe de médecins vétérinaires compétents. En plus de traiter les animaux malades, ces vétérinaires font l'éducation des cultivateurs en ce qui concerne les méthodes curatives et préventives des diverses maladies, soit organiques ou parasitaires.

Avec beaucoup de raison, le ministre de l'Agriculture a signalé les succès extraordinaires remportés contre la tuberculose bovine. Grâce à la généreuse compensation offerte par le ministère, ce fléau sera bientôt une chose du passé dans la province. Afin d'améliorer les troupeaux, le service de l'industrie animale offre des avantages substantiels aux cultivateurs, tels que primes et prêts à ceux qui veulent se procurer par achat des reproducteurs de race pure, et primes de classification et de conservation.

Aux cercles agricoles qui veulent améliorer leurs troupeaux en achetant des animaux de race pure, le département prête les  $\frac{2}{3}$  du prix d'achat de ces animaux. De plus, au cours de l'année 1932, 5,600 primes ont été payées aux membres des cercles agricoles qui font l'élevage d'animaux de race pure, soit \$427,149.49.

L'élevage du cheval, qui avait été délaissé dans la province, s'améliore d'une manière remarquable à chaque année. Le département a été généreux dans ce domaine comme dans d'autres, mais les officiers de cette section méritent des félicitations spéciales. Il est cependant vrai de dire que l'industrie avicole a progressé rapidement dans la province et est devenue l'une des plus payantes dans le moment. Dans un avenir très rapproché, la province n'aura plus besoin d'importer des œufs de l'Ouest canadien et des États-Unis.

On dira peut-être, comment admettre cette idée de progrès chez les cultivateurs de notre province, lorsqu'ils ont tant de difficultés dans le moment. À ceux-là, on peut répondre ce que leur

disait l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) l'autre jour: ce qu'il faut aux cultivateurs dans le moment, ce sont des marchés et les marchés dépendent du gouvernement fédéral.

M. l'Orateur, je veux en terminant payer un tribut d'hommage à l'honorable premier ministre, qui a été au cours de carrière le protecteur de la classe agricole. L'honorable premier ministre a démontré, pendant la dernière campagne électorale, que toutes les classes de la société doivent reconnaître les droits de l'agriculture en cette province. C'est ce qui a fait sa force dans les dernières élections. C'est parce que l'ancien chef de l'opposition (M. Houde) a dit à la province que l'honorable premier ministre saignait les villes à blanc au bénéfice des campagnes que la province a refusé de l'entendre.

**M. Guertin (Hull):** Écoutez, écoutez.

**M. Bastien (Berthier):** L'honorable député de Rouville (M. Barré), qui a assisté M. Houde jusqu'à ses derniers moments, doit méditer sur les résultats de cette lutte électorale où l'on a essayé de dresser les villes contre les campagnes. Je veux enfin féliciter l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) pour son magistral discours de la semaine dernière. L'honorable ministre vous a montré qu'il saura conduire avec succès les grandes destinées de l'agriculture en notre province.

(Applaudissements)

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Gagnon), l'ajournement du débat.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Gardiens et percepteurs des taux de péage aux ponts des rivières Saint-François et Yamaska**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies ou corporations concernant les gardiens ou percepteurs des taux de péage aux ponts publics sur les rivières Saint-François et Yamaska, dans le comté de Yamaska, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1933.

Adopté.

### **Charte de Mont-Royal**

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que les honoraires payés pour le bill 123 concernant la charte de la ville de Mont-Royal soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été présenté en retard à la suite de circonstances indépendantes de la volonté des promoteurs.

Adopté.

### **Succession de l'abbé J.-C. Boutet**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que les honoraires payés pour le bill 127 concernant la succession de feu monsieur l'abbé J.-Charles Boutet, prêtre, soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été présenté en retard à la suite de circonstances indépendantes de la volonté des promoteurs et vu qu'il s'agit d'une œuvre de charité.

Adopté.

### **Charte de Salaberry-de-Valleyfield**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose que la Chambre procède à l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Pont de Métis**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que la Chambre procède à l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 concernant le pont de Métis.

Adopté sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Association de bienfaisance des pompiers de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose que la Chambre procède à l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **The Quebec Association of Seventh-Day Adventists**

**M. Smart (Westmount)** propose que la Chambre procède à l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Succession J.-O. Villeneuve**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que la Chambre procède à l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Vente de terrains de Saint-Laurent**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill G du Conseil législatif ratifiant la vente de certains terrains dans la paroisse de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Destitution de certains officiers municipaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 31 modifiant la loi relative à la destitution de certains officiers municipaux.

Adopté.

### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous avons adopté l'an dernier une loi qui décrète que, dans les villes de plus de 50,000 âmes, certains officiers municipaux, des officiers supérieurs, ne peuvent être destitués, sans un vote des deux tiers du conseil municipal.

On nous demande d'étendre ce privilège aux villes de moins de 50,000 âmes. Je dois déclarer cependant que si la Chambre refuse d'adopter le bill, le gouvernement ne démissionnera pas, car nous laissons les députés libres de rejeter ou d'accepter la mesure.

Ce bill sera de nature à assurer la stabilité à certains officiers qui autrement seraient soumis aux caprices des conseils municipaux. Le bill a été étudié au comité l'autre jour et je le ramène devant la Chambre pour qu'elle le considère. Le gouvernement, si le bill était défait, ne considérerait pas cela comme une raison assez grave pour entraîner sa démission.

**M. Guertin (Hull):** Je me suis objecté à ce projet au comité des bills publics. Je suis content de la déclaration que vient de faire l'honorable premier ministre. Mais je proteste contre le bill. Vu la grande influence qu'il exerce sur la Chambre naturellement, j'aurais aimé que le projet ne fût pas présenté à la Chambre ou fût présenté par un autre parrain.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Mon influence s'étend-elle à l'honorable député de Hull?

**M. Guertin (Hull):** Bien je ne sais pas, mais... J'ai peur que ce bill ne crée une bureaucratie qui empiètera sur les pouvoirs des administrateurs municipaux. Je suis contre le projet que je trouve dangereux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'aime pas ce projet qui enlève aux autorités municipales le contrôle nécessaire qu'elles doivent avoir sur les fonctionnaires et les officiers des municipalités.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous avons toutes les garanties que l'autonomie des conseils municipaux est préservée et respectée, car il faudra les trois-quarts des votes du conseil municipal après une enquête devant un juge sur le cas de l'officier que l'on veut destituer. Nous allons garder la troisième lecture du bill pour la semaine prochaine, afin de connaître les opinions de la presse et des intéressés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

### **Commission municipale de Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 34 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.  
Adopté.

#### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien y a-t-il de municipalités sur la juridiction de la Commission municipale?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Une vingtaine.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est le principal amendement?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous voulons empêcher un conseil municipal d'emprunter à droite et à gauche sur billets promissaires.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### **Décès du Dr Homère Fauteux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que l'ordre du jour suivant soit inscrit aux *Journaux de l'Assemblée législative*:

M. l'Orateur, cette Chambre a appris avec chagrin le décès du docteur Homère Fauteux, père du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux), M. le docteur Gaspard Fauteux et beau-frère du ministre des Terres et forêts, l'honorable M. Honoré Mercier, et elle leur offre ainsi qu'à leur famille l'expression de sa vive sympathie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je seconde la motion de l'honorable premier ministre et je prie nos deux collègues d'agréer l'expression de mes sincères condoléances.

Adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 8 h 45****Protection  
des plantes**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant la loi de la protection des plantes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**M. Barré (Rouville):** Je félicite le gouvernement d'avoir présenté cette loi!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministère a-t-il fait des chèques antidadats?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Non.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** À la suite de la sortie du chef de l'opposition, l'autre jour, et je n'attache pas plus d'importance que cela au mot "sortie", j'ai fait enquête, et il n'y a pas eu de chèques antidadats.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas aussi important que la sortie du gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement ne sort pas souvent et il n'est pas à la veille de sortir!

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Validation de  
polices des compagnies  
d'assurance mutuelle**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant la loi validant certaines polices d'assurance émises par des compagnies d'assurance mutuelle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi des  
syndicats coopératifs**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi des sociétés  
coopératives agricoles**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi de l'aide  
aux chômeurs, 1933**

**L'honorable M. Francoeur (Lothbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 de l'aide aux chômeurs, 1933.

Il s'agit de donner suite à l'entente passée à Ottawa entre les provinces et le pouvoir central.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose: 1. Que la convention intervenue entre le gouvernement du dominion du Canada et celui de la province de Québec, reproduite comme cédula de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, soit ratifiée et confirmée et que le gouvernement de cette province soit revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour mettre à effet cette convention en ce qui regarde les actes et les choses qui seront de son ressort.

2. Que le lieutenant-gouvernement en conseil pourra autoriser le ministre des Travaux publics à conclure, avec le gouvernement du dominion et les municipalités de la province, toutes conventions ayant pour objet de remédier au chômage.

3. Que la loi de l'aide aux chômeurs, 1931, 22 George V, chapitre 2, s'appliquera pour mettre à effet les conventions visées par les résolutions 1 et 2 ci-dessus, en ce qui regarde les actes et les choses qui, en vertu de ces conventions, seront du ressort soit du gouvernement de la province, soit des municipalités.

4. Que le gouvernement de cette province pourra assumer, en tout ou en partie, le paiement de la part contributive qui incombe à une municipalité pour les dépenses de secours en vertu de la loi de l'aide aux chômeurs, 1931, ou de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, soit que la municipalité se soit engagée à contribuer à ces dépenses ou qu'elle ait négligé ou refusé de le faire; que le gouvernement de cette province sera autorisé à faire les dépenses qu'il jugera nécessaires pour secourir les chômeurs et qui ne pourront être incluses, en vertu des conventions dans les réclamations à être faites au gouvernement du dominion, et que les dispositions des articles trois, quatre, cinq et six de la loi de l'aide aux chômeurs, 1931, s'appliqueront au paiement des sommes prévues par les dispositions de la présente résolution.

5. Que lorsque des secours directs seront à la charge du gouvernement du dominion, de celui de cette province et des municipalités ou soit seulement du gouvernement du dominion et de celui de cette province, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer, en tout ou en partie, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes nécessaires pour payer la part contributive du gouvernement du dominion et celle d'une ou de plusieurs municipalités, ou seulement celle du gouvernement du dominion ou celle d'une ou plusieurs municipalités, et ce, pour tout endroit de la province qu'il détermine, et que dans ces cas, les

sommes payées par le gouvernement du dominion et par les municipalités en paiement de leur part contributive, devront être versées au fonds consolidé du revenu en remboursement des avances ainsi faites.

6. Que tous les emprunts contractés ou autorisés avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions par les municipalités en vertu des lois 21 George V, chapitre 2 et 3 et 22 George V, chapitre 2 et 3, soient validés, pourvu que la procédure déterminée par ces lois en ce qui regarde tels emprunts ait été régulièrement suivie.

7. Que les dispositions des sections 5 et 6 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront censées être en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1932.

8. Que le ministre des Travaux publics sera chargé de l'exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et que ladite loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre est-il au courant du fait que le gouvernement a voulu retenir des montants de l'argent du chômage pour faire payer des montants qui lui étaient dus? Des fonds du chômage reçus d'Ottawa pour les travaux de chômage ont été employés à d'autres fins qu'à soulager la misère humaine.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Pas à ma connaissance. Il n'y a pas eu de détournements de fonds, comme le dit le député. Il n'y a eu que des compensations pour certaines dettes dues par les municipalités. Je comprends que l'honorable chef de l'opposition veut faire allusion à la cité des Trois-Rivières et à Montréal. Ces deux villes devaient des montants au sujet de l'assistance publique. Une entente a été conclue en vertu de laquelle le gouvernement retenait certains montants.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas mission de défendre le fédéral, mais le régime actuel de la province a retardé certains paiements. Le gouvernement n'a pas montré assez de célérité. Plutôt que d'emprunter ou prendre les moyens pour se procurer l'argent nécessaire, le gouvernement a retardé ses paiements et retenu la part du fédéral parce qu'il ne pouvait payer la sienne. Dans le cas de la ville d'Aylmer, Ottawa a émis une part contributive de \$4,000 qui a entraîné un montant similaire de la part du gouvernement provincial, mais ce dernier a retenu la part provinciale en tant que somme compensatoire pour ce que devait la municipalité à la province.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Il peut arriver que la ville d'Aylmer devait des montants au gouvernement et que le trésor ait gardé certains chèques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre sait-il que les détournements de fonds rendent ceux qui en sont coupables passibles d'emprisonnement? Je ne dis pas que le ministre est responsable de ce qui s'est fait.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je ne crois pas que ce soit un détournement de fonds. Il s'agit de compensations pour des dettes dues par des municipalités.

**M. Guertin (Hull):** Il y a eu des retards au paiement des comptes des municipalités.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Vous affirmez quelque chose sans apporter de preuves. Je répète qu'en vertu de l'entente que nous avons avec Ottawa, nous transmettons les comptes à la capitale qui a le droit de demander une enquête et l'a fait. L'argent n'est versé qu'après approbation des comptes par Ottawa. Ceci occasionne parfois des retards qui sont inhérents au fonctionnement d'une loi de cette nature, mais pas de détournement. D'ailleurs, ces retards ont été peu nombreux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a eu des retards pour Trois-Rivières et Montréal. Dans les lois précédentes, rien n'empêchait le gouvernement provincial d'avancer aux municipalités les contributions fédérales en prévision de leurs recettes.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Non. Il n'y a pas eu de retards ni de plaintes. Et la Législature n'accorde pas cette autorité au gouvernement. C'est ce pouvoir que nous demandons actuellement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai quant à moi reçu des centaines de plaintes et je suis persuadé que le gouvernement, sinon le ministre, a dû être inondé de plaintes similaires.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le gouvernement provincial a retardé ses paiements.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre des Travaux publics prétend que le gouvernement ne pouvait pas payer la part due par

les municipalités en vertu de la loi de chômage, même si le gouvernement l'avait voulu?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** À mon avis, le gouvernement ne pouvait payer cette part.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose la question de plusieurs façons.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) ...<sup>4</sup>**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis heureux de voir le procureur général. Il me fait plaisir de lui donner ce titre comme d'ailleurs ses autres titres: premier ministre, procureur général et presque chef de l'opposition.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est un titre que je vous abandonne entièrement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai demandé tout à l'heure au ministre des Travaux publics si le gouvernement pouvait payer la part des municipalités en vertu de la loi du chômage, s'il l'avait voulu.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Et qu'est-ce que le ministre des Travaux publics a répondu?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il a dit oui.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Eh bien, je dis oui moi aussi<sup>5</sup>. M. Bennett qui devait régler la question du chômage ne l'a pas encore fait, et vous nous accusez de retards alors qu'il n'y en a pas eus!

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le gouvernement d'Ottawa a ses défauts comme il a ses qualités, mais il n'a pas retardé à faire ses paiements.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement de Québec, à même les fonds du chômage, a tenté de faire de la politique, du patronage dans la distribution des secours et il en a fait. D'après mes informations, le gouvernement envoie à Ottawa des documents qui ne sont pas classifiés, cela, dans le but de retarder le paiement des argents du chômage et de jeter la responsabilité sur d'autres. Le gouvernement a pris des moyens condamnables pour retarder des paiements parce qu'il n'avait pas d'argent pour payer. Pendant des mois, le gouvernement a retardé le paiement d'argents du chômage.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

En ce qui nous concerne, mon département et moi-même, en aucune circonstance, on a fait du patronage. Nous n'avons pas fait de politique avec la distribution des fonds de chômage, comme le prétend le député. J'avais donné des instructions et des ordres très sévères à ce sujet et ils ont été suivis. Dès que mon département recevait les chèques d'Ottawa, ils ont été remis au trésor et envoyés aux destinataires. Il n'y a pas eu de détournement de fonds dans le cas d'Aylmer.

C'est seulement un retard qui est survenu. Nos instructions et celles du fédéral ont été formelles en ce qui concerne le patronage. Nous n'avons jamais pris en considération la couleur politique des récipiendaires des fonds du chômage. Ottawa, par l'entremise de l'honorable M. W. A. Gordon, ministre du Travail, a déclaré que d'une façon générale il est satisfait de la façon dont les fonds du chômage ont été administrés par les provinces et Québec n'a pas été exclue des louanges.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai reçu de 300 à 400 lettres de contribuables qui protestaient contre le patronage exercé par certains officiers du gouvernement.

**M. Guertin (Hull):** Il y a eu dans mon comté des faillites dues au fait que Québec ne payait pas ses comptes. On mettait le tort sur le dos d'Ottawa, selon l'habitude du gouvernement. Cependant, si nous référions à Ottawa, nous constatons que les chèques avaient été envoyés à Québec. Pourquoi le gouvernement ne ferait-il pas un emprunt suffisant pour payer ses comptes?

Qu'une fois pour toutes, que le gouvernement contracte un emprunt qui lui permette de payer ses dettes. Que le gouvernement paie les propriétaires pour les loyers des chômeurs. Ce n'est pas suffisant que le gouvernement se contente de payer, d'après la loi, un certain pourcentage qui permet au propriétaire de payer ses taxes et de maintenir ses logements. Je demande à tous les propriétaires de la province d'insister auprès du gouvernement pour que celui-ci paie les logements non payés des chômeurs.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

L'honorable député de Hull n'apporte aucune preuve. En vertu de l'entente que nous avons avec Ottawa, dès que nous avons un compte, nous l'envoyons au pouvoir central. Cela demande des délais. Dès que nous recevons le chèque d'Ottawa, nous le transmettons. Il n'y a eu retard que dans le cas d'Aylmer.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Il me semble que ce devrait être au ministre du Travail d'appliquer la loi du chômage. Le premier ministre a dit à Saint-Raymond qu'il n'y avait pas de chômage.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. Bennett avait bien dit qu'il réglerait la question du chômage sans notre aide.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le gouvernement aurait dû payer ses comptes et non pas laisser accumuler des pochetées de pitons.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Si vous n'aviez pas mis 500 hommes dehors à la Commission du port, il y aurait moins de misère et il n'y aurait pas tant de chômeurs à Québec.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Nous avons 450 hommes tout l'hiver dernier quand le gouvernement libéral n'en employait que 100. La Commission emploie donc actuellement 350 hommes de plus que le régime libéral n'en a jamais employés. Nous payons nos hommes en bel argent tous les 15 jours.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Les chômeurs mis à pied par la Commission viennent ici par centaines nous demander de l'ouvrage.

**M. Guertin (Hull):** Combien de familles reçoivent des secours directs actuellement dans la province?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

50,000 familles comprenant environ 400,000 personnes reçoivent des secours directs. D'ailleurs, des sommes ont été déboursées pour les loyers, appelés "abri" dans la loi, pour un total de plus de \$400,000. L'argent était distribué par le biais des sociétés de charité qui sont en charge de l'aide aux chômeurs.

**M. Guertin (Hull):** Qu'entendez-vous par le mot "abri"?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Le mot est très clair et la question est sous le contrôle de la municipalité elle-même.

**M. Guertin (Hull):** Le gouvernement devait payer les loyers des chômeurs.



**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Nous le faisons depuis toujours, nous payons pour abriter les chômeurs, au terme de la loi et nous avons dépensé \$408,494.38 pour l'abri des chômeurs; nous ne sommes pas autorisés à payer les loyers aux chômeurs. Aucune province ne paie les loyers. Nous avons payé et les autres provinces paient pour éviter que les gens se retrouvent privés d'un abri.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Pas à Québec!**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Oui, à Québec, il y a eu plusieurs cas où nous avons payé l'abri aux chômeurs. Nous donnons jusqu'à \$10 par mois aux chômeurs pour leur aider à garder leur abri. Cela se fait par le biais de la Société Saint-Vincent-de-Paul. Personne ici n'a été mis à la rue.

**M. Guertin (Hull):** On joue sur les mots et cela a eu pour résultat de nuire à des centaines de petits propriétaires. Il n'est pas question de payer le loyer en entier, mais de permettre qu'une contribution soit accordée au propriétaire de l'immeuble, pour lui permettre de défrayer au moins le coût des taxes. Que le gouvernement ne fasse pas payer par les petits propriétaires l'hébergement des chômeurs, autrement je conseillerais à tous les propriétaires de donner avis de 10 jours à leurs locataires chômeurs s'ils sont incapables d'en arriver à une entente pour retirer des fonds du gouvernement. Ainsi, cet avis attirera peut-être l'attention du gouvernement au sérieux de la situation que vivent les propriétaires. En Ontario, dès qu'un propriétaire se retrouve avec un locataire chômeur, il en avise la municipalité et se voit immédiatement payer un maximum de \$15 par mois.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Vous ne pensez pas, si vous êtes sérieux, aux conséquences que peuvent avoir vos paroles. Nous faisons tout ce que la loi du chômage nous permet de faire. Nous faisons ce que l'on fait dans l'Ontario. Comme ce sont les villes qui sont les premières à devoir résoudre le problème du chômage chez-elles, ce serait sur elles que retomberait le fardeau que veut imposer aux dirigeants le député de Hull. Y a-t-il une seule municipalité dans la province de Québec qui souhaite endosser la responsabilité pour les loyers? Les villes de Hull, Montréal et Trois-Rivières veulent-elles avoir cette responsabilité? Nous avons obtenu à peu près les mêmes résultats que l'Ontario, mais nous l'avons fait dans le cadre d'une entente à l'amiable et, à présent, le député de Hull veut prendre

une mesure radicale. Ça le regarde. Si l'avis du député de Hull est pris en compte, j'ignore ce qu'en seront les conséquences.

**M. Guertin (Hull):** Je parle au nom de ces propriétaires qui sont trop charitables pour mettre à la rue de pauvres gens et qui souhaitent une mesure qui leur permette de régler leurs taxes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La convention dont on parle se rapporte au retour à la terre. Ce mouvement est excellent, nécessaire. Il est le moyen le plus rationnel et le plus pratique de diminuer le chômage. Malheureusement, le gouvernement parce qu'il a négligé de payer les primes aux colons, parce qu'il a semé ainsi obstacles sur obstacles, parce qu'il n'était pas prêt, faute de classification des terres de colonisation, compromet gravement le succès de ce mouvement. Il n'a pas d'excuses à invoquer pour ne pas payer les primes de défrichement, de labour aux colons, le gouvernement qui a passé des arrêtés ministériels pour dépenser \$20,000 pour les animaux du jardin zoologique, \$53,000 pour imprimer et relier des documents.

Je regrette que par l'entêtement de je ne sais qui, car je n'inclus pas tous les ministres, on ait refusé de payer les dettes du gouvernement au colon et qu'on soit en train de porter un coup mortel à la colonisation. Si le gouvernement par sa politique tue le mouvement du retour à la terre, il porte une lourde et terrible responsabilité qu'aucun honnête homme conscient de ses devoirs ne voudrait assumer.

J'ai reçu, de la part de colons, des plaintes à l'effet que les commerçants de la région les exploitent. Une des raisons alléguée est que le gouvernement paierait ses dettes en certificats de crédit, et ceux qui les reçoivent feraient en sorte de bloquer le retour à la terre. On raconte que les grosses compagnies ont eu des droits acquis, mais les colons ont eux aussi des droits.

Le bon nom et le crédit de la province ont récolté des droits que le gouvernement doit aussi bien protéger. On croit dans certains endroits que la raison pour laquelle le gouvernement ne voulait pas, c'est que les gens prendraient l'habitude de s'en remettre au gouvernement. Si l'on a pu créer une mentalité pareille dans certains esprits, il faut en imputer la faute au gouvernement qui a tenté de faire croire à la population que l'argent venait des ministres et non du peuple.

Je crois de mon devoir, M. l'Orateur, et je tiens à vous dire ici que je regrette sincèrement l'attaque récente du ministre de la Colonisation

(l'honorable M. Laferté) contre un député fédéral. Je regrette que le ministre se soit départi quelque peu de son urbanité naturelle. Cette attaque contre le député du Lac-Saint-Jean (M. Duguay) était injustifiable et malheureuse. Je n'entre toutefois pas dans le mérite de la question.

Des marchands ont chargé des prix exorbitants aux colons qui reçoivent des secours directs. Je sais que le ministre est bien disposé, mais le gouvernement doit tout faire pour aider le retour à la terre qui est le meilleur remède au chômage. Il faut que ce mouvement réussisse. Il faut placer sur des terres des milliers de jeunes qui chôment.

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Je suis étonné des remarques du chef de l'opposition au sujet de ce que j'ai dit du député du Lac-Saint-Jean, (M. Duguay). Les déclarations que j'ai faites l'autre soir au sujet du député du Lac-Saint-Jean, je suis prêt à les répéter. Je ne regrette pas. Depuis que j'ai fait cette déclaration, le député du Lac-Saint-Jean n'a pas démenti ce que j'ai dit, mais il a déclaré à la Chambre des communes qu'il avait bien fait et qu'il recommencerait.

Je ne comprends pas comment on ose dire que ça va mal, quand un colon comme Levasseur a reçu \$329.50 en six mois! On ne peut nous faire de reproches quand nous demandons 50 % à Ottawa pour l'installation des colons et nous déclarons prêts à payer la même somme, au lieu du tiers pour aider les municipalités. Pendant que certains hommes faisaient de la petite politique à Ottawa, M. Bennett nous adressait une lettre pour nous féliciter de nos demandes. Mais Ottawa et M. Gordon ont refusé, déclarant que les municipalités devaient payer un tiers, Ottawa un tiers et nous un tiers.

Nous avons dû signer le plan Gordon, faute de mieux. Le mouvement du retour à la terre a été retardé malgré nous. Il nous a fallu obtenir le consentement des municipalités. Pendant ce temps-là, les mois passaient. Dès que nous avons eu l'assentiment d'Ottawa et des municipalités, nous avons commencé le mouvement du retour à la terre. Sur 118 municipalités avec qui nous avons communiqué, seulement 17 municipalités ont profité des offres du gouvernement, et on a accepté le plan Gordon du retour à la terre en vertu duquel la municipalité, la province et Ottawa doivent déboursier \$200 chacun. S'il y a eu des retards dans l'application du retour à la terre, c'est parce que les municipalités ont été lentes à répondre. Mais encore là, le mouvement à Québec a été un succès et le premier ministre Bennett l'a dit publiquement.

On a parlé du Témiscamingue, tantôt, et on s'est plaint. Nous avons communiqué avec Ottawa, on a envoyé un enquêteur fédéral là-bas et celui-ci n'a rien trouvé à redire. On a parlé des primes de défrichement en retard. Les primes de défrichement! Il s'est fait du défrichement l'an dernier et, cette année, plus que jamais, à tel point qu'il nous faudra demander une somme supplémentaire de \$250,000 pour faire face à la situation. Nos primes sont payées actuellement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas toutes!

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Oui, à l'exception d'une somme de \$75,000, parce que nous ne pouvons pas demander de mandats spéciaux durant la session et qu'il nous faut demander cette somme à part le budget ordinaire pour couvrir tous les cas. Nous venons de payer une somme de \$25,000 ces jours derniers. Il reste \$75,000 à payer et nous les paierons. Encore une fois, nous faisons toute la diligence possible et les critiques de l'opposition sont injustifiées.

**M. Barré (Rouville):** Le débat de ce soir a mis en lumière l'attitude du gouvernement en ce qui concerne le genre de coopération qu'il a accordée à l'entreprise de secours et au mouvement de retour à la terre. Une chose apparaît évidente, c'est la responsabilité complète du gouvernement de cette province, en ce qui concerne l'administration et le succès ou l'insuccès de ce mouvement de retour à la terre.

En vertu du contrat intervenu entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, tous les deniers par les trois gouvernements provincial, fédéral et municipal sont administrés par le gouvernement de cette province; il en ressort donc que toute la responsabilité de l'administration et de l'insuccès du mouvement incombe au gouvernement. L'honorable ministre de la colonisation a cru devoir revenir sur le sujet des déclarations du citoyen Jeffrey.

M. l'Orateur, je ne me servirai pas des lettres de colons que j'ai reçues et dans lesquelles des colons se plaignent de la manière dont ils ont été traités et surtout exploités par des amis et protégés du gouvernement. Non, M. l'Orateur, je sais trop bien comment on a traité le citoyen Jeffrey. Je prendrai le témoignage d'un homme que l'honorable ministre de la colonisation n'accusera certainement pas de sympathies pour les conservateurs, j'ai nommé le député fédéral de Témiscouata, M. Jean-François Pouliot.

Que dit M. Pouliot? J'ai en main le *Hansard* qui rapporte ses paroles. Sans en donner lecture, voici en résumé ce que dit ce député que nous avons vu dans le passé et que nous verrons probablement dans l'avenir aux côtés des ministériels défendant les membres de ce gouvernement. Le député libéral de Témiscouata dit qu'il est à sa connaissance que des colons ont été dirigés vers des endroits où il n'y avait pas de chemins, pas d'habitations, que ces colons ont été jetés dans la misère, que plusieurs ont été logés dans des locaux trop étroits où ils étaient tassés, gens de sexes différents dans une promiscuité démoralisante et parfois immorale.

Et remarquez bien, M. l'Orateur, ce n'est pas le témoignage d'un homme que le ministre de la Colonisation pourra discréditer, comme il l'a fait du citoyen Jeffrey, ce n'est pas non plus un de ces nombreux colons dont j'ai en main les lettres mais que je ne veux pas nommer, ne voulant pas les exposer aux persécutions d'un gouvernement vindicatif et sectaire. Et le député de Témiscouata, parlant de son comté, déclare que là la misère des colons est atroce, que pour certains elle a été telle qu'ils ont été réduits à manger de l'herbe comme les animaux.

Remarquez encore que cela se passe dans un comté où, au dire du député provincial, le gouvernement de cette province avait donné près d'un demi-million en faveurs diverses. Ses expressions ne seraient probablement pas tolérées si un membre de l'opposition les employait ici. Mais le député de Témiscouata à la Chambre des communes est trop libéral pour exagérer les abus du gouvernement de Québec. Je l'ai dit, je le répète, M. l'Orateur, ce gouvernement ne peut ni éluder, ni partager avec qui que ce soit la responsabilité de l'administration des deniers du retour à la terre. Mais là comme ailleurs, l'incurie du gouvernement s'est fait sentir dans ses tristes effets.

Un autre point dont je veux dire un mot, c'est cette question du logis aux sans-travail. Jamais il n'a été question de faire payer le complet loyer d'un spacieux logis ou d'un palais aux miséreux sans-travail. Mais si on en est venu à la conclusion que l'abri était une nécessité de la vie, tout comme la nourriture et le vêtement, pourquoi attendre pour rendre publique cette décision que le sans-travail soit menacé sérieusement d'éviction?

L'égoïsme des gouvernants est-il tel que ces gens sont incapables de comprendre que les menaces d'éviction sont une souffrance pour les malheureux sans travail qui se voient menacés eux et leurs familles d'être jetés sur le pavé? Pourquoi ne pas

éviter cette souffrance aux sans-travail en établissant tout de suite que le logis est considéré comme une nécessité de la vie et que, jusqu'à un certain montant, il sera pourvu à ce que les gens ne soient pas mis dehors? Mais toujours, ce gouvernement est en retard.

Que le gouvernement se grouille donc une bonne fois! Le gouvernement gaspille l'argent du peuple en faisant durer indéfiniment la session. La session est commencée depuis deux mois et il n'y a pratiquement rien de fait; aucune mesure importante n'a été proposée, nous avons perdu notre temps et pendant que le Parlement ne faisait rien, parce que le gouvernement n'avait rien de prêt, le peuple souffre.

La besogne aurait pu être exécutée en deux semaines. Dès le début de la session, l'opposition s'est déclarée prête à coopérer avec le gouvernement et, de fait, nous avons donné au gouvernement toute la latitude possible; qu'avons-nous eu depuis ces deux mois? Aucune mesure importante de nature à aider le peuple qui souffre, rien de sérieux pour l'agriculture n'a encore été proposé. Nous avons perdu notre temps.

Ce soir encore, nous avons voté sans discussion des lois présentées par le ministre de l'Agriculture à qui j'avais le plaisir d'adresser de sincères félicitations, mais il faut bien le dire, ces lois sont des mesures de peu d'importance. Nous avons eu des motions pour productions de documents, alors que, dès le premier discours, le proposeur lui-même déclarait parfois que le but de sa motion n'était pas de faire produire des documents, mais bien de faire des compliments au gouvernement.

Temps perdu à jeter de l'encens à des orgueilleux et des égoïstes, alors que le peuple souffre et que l'on ne fait rien pour soulager sa souffrance. C'est toujours la même politique de retards: retard dans le paiement des primes, retard dans le paiement des dettes, retard dans la législation. Ce n'est pas par une pareille politique de retard dans le mouvement de retour à la terre, dans le paiement des dettes que le gouvernement gardera la confiance de la population, qu'il apaisera les inquiétudes et le malaise.

M. l'Orateur, il faut qu'on le sache, le peuple est fatigué de l'orgueil et de l'égoïsme de ceux qui se font mutuellement des compliments et qui ne font rien de sérieux pour aider le cultivateur et l'ouvrier. Par son incurie et sa négligence, ce gouvernement a été en partie la cause du dépeuplement de nos campagnes et du surpeuplement de nos villes; maintenant va-t-il attendre que le peuple en vienne à des actes regrettables?

Nous avons offert au gouvernement toute notre coopération. En paroles et en actes, nous avons montré depuis le commencement de la session que nous ne voulions pas lui susciter d'embarras. Au gouvernement il appartient d'agir, car il y aura un soulèvement à Montréal et ailleurs. C'est son devoir et, s'il ne le fait pas, il en portera la pleine et entière responsabilité. Si à cause de son incurie et de son incompétence, il se produit chez le peuple des actes et des soulèvements regrettables, le gouvernement en portera la pleine et entière responsabilité.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Deux fois déjà, le député de Rouville parle d'un peu de toutes sortes de choses et croit bon d'attaquer tous les députés, de nous accuser de faire des motions. Nous avons le droit de les faire, et je crois que je fais mon devoir aussi bien que lui dans cette Chambre. Je travaille autant que le député de Rouville ici. Il parle de troubles et d'effusion de sang à Montréal. Son discours est bien propre à soulever des troubles. Il sait que le chômage est dû à son chef, M. Bennett, qui a exploité le public de toutes les façons possibles.

Le député de Rouville n'est pas sincère dans ses critiques contre l'agriculture, quand il parle de la classe agricole. Le dépeuplement des campagnes est dû à des discours comme les siens. Ce sont des discours comme celui qu'il vient de prononcer qui ont découragé la classe agricole dans notre province, et il devrait cesser ses appels à la démagogie et aux préjugés. Je mets le député de Rouville au défi de prouver que le député de Dorion a perdu son temps à la Législature.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Prenant la pleine responsabilité des paroles que je vais dire, je déclare que l'opposition fait œuvre très mauvaise en cette province; et je regrette de le dire. Elle est rendue à dire que si nous n'agissons pas, c'est le soulèvement.

**M. Barré (Rouville):** Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que s'il y avait, par malheur, des soulèvements, le gouvernement serait largement responsable.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est bonnet blanc, blanc bonnet. Chez l'opposition, on passe son temps à dire que nous ne payons pas nos dettes, ni les intérêts dus. Mais d'autre part, on nous demande de payer le loyer, le manger, des pensions à celui-ci et à celui-là, des assurances, etc. L'opposition fait une mauvaise œuvre dans cette province en prêchant comme elle le fait depuis le

commencement de la session le découragement à toutes les classes de la population, et je prends la pleine responsabilité de mes paroles.

Le député de Rouville vient de nous dire: "Si vous n'agissez pas, il y aura un soulèvement". C'est vous qui soulevez la population et vous serez responsable des conséquences de vos paroles. Celui qui veut tenir à la Législature et à la population un langage comme celui-là est un homme dangereux qui menace la paix publique!

On crie à la population que le gouvernement doit tout payer, les pensions aux vieillards, aux veuves, aux orphelins, les primes de semence, de défrichement, de labour, les secours directs, même les loyers des chômeurs, comme le disait tantôt le député de Hull. Messieurs, vous prendrez la pleine responsabilité de vos paroles, si vous continuez cette politique. Si vous continuez de cette manière et si nous donnions à la population la moitié de ce que vous exigez, la province serait acculée à la ruine!

Au commencement de la session, l'opposition nous a promis sa coopération. C'est une triste coopération que celle-là! L'opposition ne tient pas sa promesse. L'opposition semble s'attendre à ce que nous fassions tout. L'opposition passe son temps à réclamer, comme elle est en train de le faire ce soir, des choses totalement impossibles.

Vous êtes des prêcheurs de défaitisme et pas autre chose quand vous dites aux ouvriers que nous les oublions, aux cultivateurs que nous les négligeons, qu'ils travaillent à perte, aux colons qu'ils souffrent parce que le gouvernement ne paie pas ses dettes. Défaitistes sur toute la ligne! Vous faites une œuvre de défaitisme!

Nous ne payons pas nos dettes, dites-vous. Nous donnons tout ce que nous recevons. Le gouvernement ne peut donner plus que ce qu'il reçoit. Vous nous dites - c'est le chef de l'opposition qui le disait tantôt - "Vous vous entêtez à ne pas emprunter!" Messieurs, deux fois nous avons voulu emprunter et deux fois Ottawa nous a priés de ne pas le faire pour ne pas nuire aux emprunts que le pays lançait alors sur le marché.

La dernière fois nous avons pris un retard de 30 jours pour faire plaisir à Ottawa qui ne voulait pas mettre son prêt en péril. Nous avions \$22,000,000 à réunir, et si nous nous sommes endettés à ce point, c'est parce que nous avons payé tout, dès que nous avons pu toucher l'argent. Je l'ai déjà dit que nous avons retardé deux fois notre emprunt pour Ottawa, pour le gouvernement fédéral. Et c'est à cause de cela que nous avons dû, par exemple, retarder notre emprunt de \$9,000,000 de deux mois.

Tous les jours, depuis le commencement de la session, un député de l'opposition nous demande: "Combien étiez-vous à découvert aux banques à tel jour". Messieurs, si nous avons été à découvert aux banques - et nous l'avons été parfois de \$22,000,000 - c'est parce que nous avons payé, justement, parce que nous avons payé tout ce que nous étions engagés à payer, tout ce qu'il y avait moyen de payer. Nous avons fait notre possible pour ne pas retarder les paiements. Et l'on vient dire que nous ne voulons pas payer les dettes.

Nous avons sollicité des avances de fonds de nos banques, et elles nous les ont consenties de bonne grâce et, avec ces avances, nous avons payé, malgré que les revenus baissent par millions. A-t-on songé que nos revenus diminuent de façon très prononcée, presque jusqu'à \$10,000,000? Quand vous voyez diminuer les revenus de cinq, six, sept, huit et \$10,000,000, que voulez-vous faire? Le gouvernement n'a pas une fabrique d'argent, et l'argent qu'il distribue, il le reçoit des contribuables. Nous sommes en face d'un déficit, mais vous venez toujours pour tourner le fer dans la plaie.

Et maintenant, alors que le monde entier se trouve dans une situation des plus difficiles, alors que Québec comme les autres provinces se trouve en présence des heures les plus graves de son histoire, l'opposition prend plaisir à tourner le fer dans la plaie et crier à toutes les classes de notre population que le gouvernement ne paie pas ses dettes! On ne sait pas ce que c'est que de gouverner dans une époque comme celle que nous traversons.

La province de Québec serait heureuse d'échapper au désastre qui menace le monde. Si nous pouvions nous décharger du fardeau qui pèse et accable nos épaules, nous serions chanceux. Si nous avions une idée de ce que c'est qu'administrer actuellement, on ne viendrait pas prêcher le défaitisme et la ruine! Je demande aux députés de l'opposition de ne pas être défaitistes. Nous avons à faire face à des difficultés énormes, mais mes collègues et moi, nous prenons la pleine et entière responsabilité de nos actes.

Nous donnons à la province le meilleur de nous-mêmes, de notre intelligence, de notre travail et de notre cœur, et nous ne trouvons chez l'opposition, au lieu de la coopération promise, que du mauvais vouloir!

Nos adversaires n'hésitent pas à prêcher une doctrine néfaste dans la province. C'est l'esprit de révolte que l'on veut soulever. Le député de Rouville (M. Barré) disait tantôt: "Si le peuple se révolte, ce sera la faute du gouvernement".

Que le député de Rouville pense à ses paroles. Si j'ai bien lu les journaux, il va encore plus loin dans ses discours quand nous ne sommes pas là. Ceux qui sont responsables des conséquences de cette doctrine et de cette prédiction néfaste, ce ne sera pas le gouvernement. S'il y a révolte, ce ne sera pas le gouvernement qui sera responsable, mais ceux qui prêchent le défaitisme et la révolution.

Le chef de l'opposition disait tantôt au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté), en parlant de colonisation: "Pourquoi n'avez-vous pas passé de mandat spécial pour venir en aide aux chômeurs, pour payer toutes les dettes en souffrance? Vous avez bien passé un de ces mandats au montant de \$20,000 pour le jardin zoologique de Charlesbourg!"

Mais il s'agissait là d'un travail de chômage auquel le gouvernement d'Ottawa a contribué de moitié à la somme en vertu de la loi du chômage, et des centaines d'hommes ont été employés au jardin zoologique, mais ce n'est pas là le point que je désire soulever.

Le chef de l'opposition n'a parlé que du \$20,000 du jardin zoologique, mais s'il s'était donné la peine de consulter les procès-verbaux de la Chambre, à la page 20, il aurait constaté que le ministre de la Colonisation s'est fait voter les mandats spéciaux suivants: le 7 avril, un mandat spécial de \$75,000 a été passé pour payer les primes de défrichement de labour et de résidence aux colons; le 2 septembre, un autre mandat de \$100,000 a été passé pour chemins de colonisation; le 13 octobre, un autre mandat spécial de \$35,985 a été adopté pour aide aux colons sinistrés; le 10 novembre, \$30,000 ont été consacrés pour placer 1,000 familles de chômeurs; le 10 décembre, pour chemins de colonisation, afin de donner du travail au colon, un mandat spécial de \$453,294! La province a emprunté des sommes totalisant plus de \$695,000 pour les fins de la colonisation.

Je veux croire que le chef de l'opposition a oublié de regarder. Il n'a vu que le mandat spécial de \$20,000 pour le jardin zoologique! Il n'a pas vu, il n'a pas voulu voir les autres que je viens de donner! Voilà la coopération promise par l'opposition, au commencement de la session! Ne prêchez donc pas le défaitisme, vous de l'opposition.

Quant à nous, malgré les attaques de l'opposition, malgré les prêcheurs de défaitisme, nous continuerons de travailler de notre mieux dans l'intérêt de la province; nous sommes prêts à endurer les reproches de la gauche avec la consolation de faire notre devoir.

Croyez que nous sommes sensibles à ces reproches quand nous avons la conscience de tout faire pour le bien de la population mais, malgré tout, nous continuerons de faire notre devoir et de donner à la province ce que nous pourrions lui donner et à l'administrer pour le bien.

Tous, nous donnons le meilleur de nous-mêmes. Au lieu de votre coopération, c'est votre mauvais vouloir que nous avons. Je laisse le député de Rouville réfléchir sur la doctrine néfaste qu'il prêche. Quand nous ne sommes pas là, il va encore plus loin. S'il arrive des troubles, les responsables ne seront pas les membres du gouvernement, mais ces prêcheurs de défaitisme. Nous poursuivrons notre tâche, mes collègues et moi, et nous avons le sentiment de faire notre devoir. (Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je répondrai d'abord au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté). Dans l'accomplissement de mon devoir, j'ai soulevé trois points et j'ai parlé des plaintes de colons, des dettes criardes dues au sujet des primes de labour à des colons nécessiteux dont c'était le seul revenu. Je dis que le gouvernement n'a pas payé les primes parce qu'il n'avait pas d'argent.

Et le ministre ne l'a pas nié et il ne peut pas le nier parce que nous l'avons prouvé en blanc et en noir par des documents publiés et par des lettres même du ministre. Si le ministre a besoin de \$75,000 pour payer les primes dues, cela confirme ce qu'il a avancé sur les retards apportés. Je conseille au ministre de ne pas laisser diminuer son budget, puisque les besoins seront plus grands.

Le gouvernement nous dit qu'il va accentuer le mouvement du retour à la terre, aider la colonisation. Cependant, on n'a rien préparé, et le gouvernement est tellement anxieux de favoriser la colonisation que cette année, on diminue les crédits de la colonisation de \$400,000. L'on vient nous affirmer après cela, et gravement, qu'on fera tellement de colonisation qu'il faudra voter de l'argent par un budget supplémentaire. Si le gouvernement avait un peu plus de vision, si les ministres des Travaux publics et de la Colonisation avaient plus d'énergie pour exiger de faire payer les dettes criardes, les choses iraient mieux.

Le premier ministre a parlé de coopération. S'il y a quelqu'un qui a fait preuve de coopération, c'est le chef de l'opposition qui, pendant des semaines, est venu siéger chaque séance pour constater que le gouvernement n'était pas prêt et qu'on gaspillait l'argent de la province à des futilités. J'ai coopéré dans le but d'aider le gouvernement dans la mesure du possible.

Coopérer c'est pour nous collaborer aux bonnes mesures sages, à la restauration des finances, de l'agriculture et de la colonisation, ainsi que des autres départements. Mais si le premier ministre entend par coopération la complicité et le silence aux abus du gouvernement, je n'y suis plus, et l'opposition n'y est pas parce qu'elle faillirait à sa tâche. Il est de mon devoir de faire la critique de l'administration.

Maintenant, je réponds au premier ministre. Le premier ministre n'a pas nié les dettes criardes dues aux colons, aux cultivateurs. Mais il ne répond pas comme un homme qui a 40 années de vie professionnelle, comme un ministre de 27 ans de service; il ne fait que parler comme quelqu'un qui ne sait que jeter l'insulte à la face de l'adversaire.

J'aime mieux le rôle d'un homme qui fait sans crainte son devoir en dénonçant un gouvernement qui ne paye pas ses dettes, diminue le crédit de la province, menace de compromettre le mouvement du retour à la terre, que celui d'un homme qui dénonce l'entêtement d'un homme qui s'acharne à ruiner le crédit de sa province en ne faisant pas honneur aux dettes de cette province. Le leader de la droite répond par des insultes quand nous ne faisons que notre devoir. Je lui demande seulement de payer ses dettes, de prendre les moyens de les payer.

Nous reprochons au gouvernement de ne pas payer ce qu'il doit, de s'obstiner à ne pas vouloir prendre les moyens de payer. Le premier ministre nous a dit qu'il avait fait passer des mandats spéciaux pour payer certaines dettes aux colons. C'est donc la preuve qu'il pouvait passer des mandats spéciaux et qu'il aurait pu payer les dettes criardes.

Pourquoi ne pas passer suffisamment pour payer tout ce qui est dû? Nous traversons des temps difficiles. C'est vrai. Le premier ministre dit que la besogne est difficile! Je le conçois et nous sommes disposés à l'aider, mais qu'il admette ses erreurs, qu'il paie ses dettes, qu'il apporte ses projets de lois et nous n'aurons pas à lui faire les reproches que nous serions injustifiables de ne pas faire!

Je sais que le premier ministre a une tâche difficile, mais nous ne sommes pas des défaitistes parce que nous faisons notre devoir. Le premier ministre ne gagnera rien à dire des choses qu'il devra regretter ensuite, à insulter ses adversaires, à les traiter de défaitistes parce qu'ils ne veulent pas être complices de l'incurie du gouvernement. Nous sommes des défaitistes! J'aime mieux mon attitude que celle du premier ministre.

Quand il parle de ceux qui ruinent le crédit de la province, ne sait-il pas que, ceux qui ruinent et

sabotent la province, ce sont ceux qui ne payent pas leurs dettes criardes, qui laissent les colons dans la misère et les obligations, qui entravent le retour à la terre? Ceux qui aident la province, ce sont ceux qui veulent sauver la province, malgré le gouvernement.

**M. Authier (Abitibi):** Je veux dire un mot du discours de M. Pouliot<sup>7</sup> au sujet de la colonisation, parce que le député a parlé non seulement du Témiscouata, mais de l'Abitibi. M. Pouliot a dit que des colons de l'Abitibi étaient réduits à manger de l'herbe. Ce n'est pas véridique et les colons ont eu un crédit de \$600 chacun à leur disposition pour leur établissement.

Les hommes sont venus d'abord, puis ensuite les familles. Ces colons ont reçu toute l'attention possible du gouvernement; ils ont eu les fonds nécessaires pour se construire les maisons qu'ils habitent. Les remarques de M. Pouliot tombent donc à faux pour l'Abitibi. Comme pour Témiscouata, il a parlé de choses qu'il ne connaissait pas.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à vendredi, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 45<sup>8</sup>.

### NOTES

1. Le crédit étudié est celui mentionné à la séance du 16 mars, p. 204 des *Journaux de l'Assemblée législative, 1933*. Cependant, aucun débat n'a été relevé dans les quotidiens, concernant l'étude en comité ayant eu lieu, à ce moment.

2. M. Bastien est instituteur à Montréal.

3. *La Presse* du 10 mars 1933, à la page 4, parle de 8,500 cultivateurs.

4. Selon *L'Action catholique* du 10 mars 1933, à la page 4, M. Francoeur paraît de plus en plus indécis et, à ce moment, le premier ministre entre en Chambre.

5. M. Duplessis s'amuse ferme de cette réponse ne concordant pas avec celle du ministre des Travaux publics.

6. *L'Événement* du 10 mars 1933, à la page 3, indique plutôt que cette réplique vient du premier ministre.

7. M. Jean-François Pouliot est député du Témiscouata, à la Chambre des communes.

8. *La Presse* du 10 mars 1933, à la page 8, indique plutôt minuit.





Séance du vendredi 10 mars 1933

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 62 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec;

- bill 63 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles;

- bill 203 modifiant la loi de la vente des effets non réclamés;

- bill 66 concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non-paiement des taxes;

- bill 199 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile;

- bill 192 modifiant les articles 180 et 1296 du Code civil.

**Poseurs  
de tuyauterie**

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), la permission de présenter le bill 4 concernant les poseurs de tuyauterie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cour  
supérieure**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), la permission de présenter le bill 59 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour supérieure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cour de circuit  
du district de Montréal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), la permission de présenter le bill 60 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour de circuit du district de Montréal.

Ces deux premiers projets de loi ont pour but de permettre la nomination des trois juges de la Cour de circuit à Montréal à la Cour supérieure, en vertu d'un projet soumis au ministre de la Justice du Canada<sup>1</sup>. La Cour de circuit, en ce cas, serait présidée par nos magistrats. Nous attendons une réponse d'Ottawa à notre proposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnies  
de garantie**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** pour **l'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 69 modifiant la loi des compagnies de garantie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est le but du projet présenté par l'honorable trésorier provincial?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable trésorier est malade. Je ne sais pas exactement en quoi consiste le bill. Il nous l'expliquera dès son retour.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que les ministres présentent des projets ou font quelques choses hors de la connaissance de l'honorable premier ministre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Ils font toutes sortes de choses hors de ma connaissance et sans me consulter. (Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Révision de la liste des jurés,  
districts de Québec et Montréal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), la permission de présenter le bill 72 concernant la révision de la liste des jurés dans les districts de Québec et de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,  
article 598**

**M. Dugas (Joliette)** demande, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), la permission de présenter le bill 213 modifiant l'article 598 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Saisie  
des immeubles**

**M. Dugas (Joliette)** demande, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), la permission de présenter le bill 214 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisie des immeubles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:****Règlements adoptés  
par la Trésorerie, 1929-1933**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 23 février 1933, pour copies authentiques de tous les règlements, adoptés par le bureau de la Trésorerie de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 19 février 1933. (Document de la session no 58)

**Règlements adoptés  
par la Trésorerie, 1926-1928**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 23 février 1933, pour copies authentiques de tous les règlements, adoptés par le bureau de la Trésorerie de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1926, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1929 exclusivement. (Document de la session no 59)

**Questions et réponses:****Pont de  
l'Île d'Orléans**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement au pont public sur le Saint-Laurent, entre l'Île d'Orléans et la côte de Beaupré:

1. Le 1<sup>er</sup> mars 1933, à combien se chiffrait le total des montants prévus aux contrats accordés par cette province?

2. Quels sont les travaux exécutés à date?

3. Quels sont les travaux qui restent à exécuter pour compléter la construction de ce pont?

4. D'après les estimations que possède le gouvernement, à combien s'élèvera le coût total de cette entreprise?

5. Est-ce l'intention du gouvernement de continuer la construction de ce pont?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. \$1,183,348.49.

2. Approche nord au complet: quant à la partie du pont au-dessus des rives, la sous-structure et les viaducs en béton armé sont terminés et la super structure est en préparation, à l'usine.

3. Partie centrale et approche sud au complet.

4. Le coût estimé du pont est de \$3,500,000.

5. Oui, le gouvernement a l'intention de continuer la construction du pont.

**Loi des cités et villes,  
fermeture des rues**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 modifiant la loi des cités et villes relativement à la fermeture des rues soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Pouvoirs spéciaux  
de certaines corporations**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Code civil,  
article 2005**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 modifiant l'article 2005 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Code de procédure civile,  
article 1143**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 modifiant l'article 1143 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi des palais  
de justice et prisons**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, il y a au *Feuilleton* des résolutions pour un projet modifiant la loi des palais de justice et prisons. Comme j'ai constaté que ce projet entraînait une légère augmentation de taxes, et vu que nous avons promis qu'il n'y en aurait aucune, au cours de la session, je fais motion pour que ce projet soit retiré.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette résolution a été au *Feuilleton* pendant un bon bout de temps. Il est étrange que le premier ministre ait mis deux mois pour remarquer que ce bill impliquait une nouvelle taxe. Il a été lent à s'apercevoir que son gouvernement avait taxé de nouveau les contribuables à pleine capacité. Je seconde cette motion avec d'autant plus de plaisir que l'honorable premier ministre a pris du temps à s'apercevoir qu'il s'agissait d'une augmentation de taxe. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais ce n'est que tout récemment que je m'en suis aperçu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, le premier ministre n'est pas au courant de tout ce qui se passe dans son entourage immédiat.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'admets que bien des choses se font sans que j'en

sois mis au courant et, puisque je consens à l'admettre, je suis persuadé que le chef de l'opposition, prenant cela en considération, appuiera sans hésiter ma motion de retrait. Je suis heureux de me faire convertir par le chef de l'opposition.

**Loi de l'aide  
aux chômeurs, 1933**

**L'honorable M. Francoeur (Lothbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 de l'aide aux chômeurs, 1933.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Francoeur (Lothbinière)** propose: 1. Que la convention intervenue entre le gouvernement du dominion du Canada et celui de la province de Québec, reproduite comme cédule de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, soit ratifiée et confirmée et que le gouvernement de cette province soit revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour mettre à effet cette convention en ce qui regarde les actes et les choses qui seront de son ressort.

2. Que le lieutenant-gouvernement en conseil pourra autoriser le ministre des Travaux publics à conclure, avec le gouvernement du dominion et les municipalités de la province, toutes conventions ayant pour objet de remédier au chômage.

3. Que la loi de l'aide aux chômeurs, 1931, 22 George V, chapitre 2, s'appliquera pour mettre à effet les conventions visées par les résolutions 1 et 2 ci-dessus, en ce qui regarde les actes et les choses qui, en vertu de ces conventions, seront du ressort soit du gouvernement de la province, soit des municipalités.

4. Que le gouvernement de cette province pourra assumer, en tout ou en partie, le paiement de la part contributive qui incombe à une municipalité pour les dépenses de secours en vertu de la loi de l'aide aux chômeurs, 1931, ou de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, soit que la municipalité se soit engagée à contribuer à ces dépenses ou qu'elle ait négligé ou refusé de le faire; que le gouvernement de cette province sera autorisé à faire les dépenses

qu'il jugera nécessaires pour secourir les chômeurs et qui ne pourront être incluses, en vertu des conventions dans les réclamations à être faites au gouvernement du dominion, et que les dispositions des articles trois, quatre, cinq et six de la loi de l'aide aux chômeurs, 1931, s'appliqueront au paiement des sommes prévues par les dispositions de la présente résolution.

5. Que lorsque des secours directs seront à la charge du gouvernement du dominion, de celui de cette province et des municipalités ou soit seulement du gouvernement du dominion et de celui de cette province, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer, en tout ou en partie, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes nécessaires pour payer la part contributive du gouvernement du dominion et celle d'une ou de plusieurs municipalités ou seulement celle du gouvernement du dominion ou celle d'une ou plusieurs municipalités, et ce, pour tout endroit de la province qu'il détermine, et que dans ces cas, les sommes payées par le gouvernement du dominion et par les municipalités en paiement de leur part contributive, devront être versées au fonds consolidé du revenu en remboursement des avances ainsi faites.

6. Que tous les emprunts contractés ou autorisés avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions par les municipalités en vertu des lois 21 George V, chapitre 2 et 3 et 22 George V, chapitre 2 et 3, soient validés, pourvu que la procédure déterminée par ces lois, en ce qui regarde tels emprunts, ait été régulièrement suivie.

7. Que les dispositions des sections 5 et 6 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront censées être en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1932.

8. Que le ministre des Travaux publics sera chargé de l'exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et que ladite loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Lors de la dernière conférence interprovinciale, un vœu a été exprimé à l'effet que les gouvernements puissent aider les municipalités qui veulent faire des travaux publics. Le but de la première des résolutions que nous présentons est d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à ordonner le paiement du tiers du coût des travaux publics pour aider au chômage.

J'ai moi-même présenté cette résolution au comité de la conférence. Les autres provinces étaient favorables aux secours directs simplement, mais à la suggestion de la province de Québec, ils ont consenti

à accorder des travaux pour secourir les chômeurs, en procédant par rotation. Toutefois, Ottawa n'a pas encore donné sa réponse au sujet de cette motion, acceptée par le comité et par la conférence. Cette clause a donc été introduite au cas où Ottawa, ayant changé d'avis, d'ici l'an prochain, consentirait aux travaux de chômage.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre a-t-il une idée des travaux qu'il fera?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Aucune idée! Dans un cas, depuis l'année dernière, la cité de Montréal est prête à faire \$3,000,000 de travaux, si nous en payons un tiers et si Ottawa en paie un autre tiers. Elle pourra employer alors utilement les chômeurs. Elle voulait faire un égout collecteur au coût de \$3,000,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais c'est une clause générale.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Oui, on pourra faire en sorte qu'elle s'applique à travers la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais vous ignorez ce qui sera dépensé ainsi?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Nous ne pouvons prévoir les ententes qui seront conclues.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Québec demande la même chose pour un égout collecteur.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Oui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je tiens à marquer tout d'abord la différence qui existe entre les rouges de Québec et ceux d'Ottawa. Le gouvernement provincial demande en somme à cette Chambre un blanc-seing pour payer ce qu'il voudra d'entreprises publiques. Or, quand l'honorable Bennett a demandé cela à Ottawa, ce fut un tollé de la phalange libérale. Cette politique a été condamnée par M. King, M. Lapointe<sup>2</sup>, l'ami du premier ministre, et les rouges d'Ottawa. Ils ont fait une lutte très vive sur l'octroi de pareils pouvoirs pour les mêmes fins. Ils étaient scandalisés par le pouvoir que réclamait le Parlement et ils ont retardé la législation pendant tout un mois, à force de discussions sur les

droits du Parlement à voter et à contrôler les dépenses. Ils ont protesté contre l'octroi de ce chèque en blanc. Oui, il y a effectivement une différence majeure entre les libéraux d'Ottawa et ceux de Québec.

Je n'agirais pas comme le font les libéraux d'Ottawa sur cette question, puisqu'il ne fait aucun doute que le gouvernement devra faire face éventuellement à des situations imprévisibles. À cause des difficultés que nous traversons, je considère qu'il ne faut pas lésiner sur la quantité de remède à donner et je suis prêt à adopter cette résolution, pourvu que le ministre s'applique à corriger les abus et n'abuse pas du mandat qu'il obtient. Je signale cependant la divergence d'attitude entre les rouges de Québec et ceux d'Ottawa. Il y a une grande différence entre eux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Quels sont les meilleurs? Lesquels aimez-vous le mieux? Quels rouges préférez-vous, ceux d'Ottawa ou ceux de Québec?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si j'avais à nécessairement choisir entre les deux sortes de rouges, je choisirais ceux d'Ottawa. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Eh bien nous, nous aimons les bleus d'Ottawa plus que ceux de Québec! (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les pouvoirs que le gouvernement demande ici, ses amis d'Ottawa les ont condamnés. Le gouvernement provincial demande des pouvoirs extraordinaires comme ceux demandés par M. Bennett, il y a deux ans, et combattus par les libéraux fédéraux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Qu'avez-vous à nous reprocher, puisque vous dites que nous agissons comme M. Bennett! (Souriant) Si nous faisons comme M. Bennett, vous devriez nous trouver mieux que les rouges d'Ottawa. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre s'ingénie à trouver des moyens pour se mettre en désaccord avec les rouges d'Ottawa. M. Lapointe, au sujet d'un pareil mandat en blanc, disait que c'était scandaleux, antiparlementaire. Le gouvernement accepte le principe et l'incorpore dans ses lois.

Quand un gouvernement est bon, il y a moins de danger à lui donner un blanc-seing. Dans l'intérêt de l'aide aux chômeurs, nous sommes prêts à voter ce

projet, mais j'espère que l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) nous donnera l'an prochain toute la liste des ordres en conseil qui seront passés en vertu de ce blanc-seing qu'il nous demande.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** L'honorable chef de l'opposition fait allusion à un débat qui s'est déroulé à Ottawa et à l'attitude de l'opposition libérale. Cette mesure fut combattue par les libéraux d'Ottawa pour des raisons que je n'ai pas à discuter en cette Chambre. Mais je ne suis pas solidaire de l'opposition qui s'est objectée à cette loi présentée par un gouvernement conservateur à Ottawa. Ce que je sais, c'est que la majorité de M. Bennett a voté pour le blanc-seing, comme dit le chef de l'opposition, au gouvernement fédéral pour remédier au chômage. Cette loi, nous avons dû l'accepter sans nous prononcer; ce n'est pas une loi provinciale, mais une loi fédérale qui intéresse les provinces et les municipalités. Puisqu'il nous faudra coopérer avec Ottawa, nous en demandons les pouvoirs par ce mandat pour appliquer le plus efficacement possible la loi.

La question du chômage n'est pas qu'une simple affaire provinciale. Trois parties sont concernées ici: le gouvernement fédéral, le gouvernement de Québec et les municipalités. Et c'est le gouvernement fédéral qui a le principal mot à dire là-dessus. Nous demandons simplement le pouvoir de conclure des accords avec les municipalités intéressées pour des travaux, si le gouvernement fédéral décide de changer sa loi. L'honorable chef de l'opposition consent à nous donner un blanc-seing et il peut y consentir sans crainte.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mandat en blanc que nous accordons, pourvu qu'il reste blanc et qu'il ne noircisse pas. (Rires)

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Il ne faut jamais oublier qu'il y a des abus dans les autres provinces et dans tout le pays où une loi du chômage existe. Nous faisons tout en notre pouvoir pour les réduire et pour les supprimer, nous y réussissons, nous coopérons avec Ottawa et les provinces. Jamais mon ministère n'a reçu de plaintes d'Ottawa au sujet de l'application de la loi du chômage. Au contraire, le gouvernement d'Ottawa et le directeur Hereford ont félicité le gouvernement de Québec en affirmant que c'est ici, dans la province de Québec, que la loi du chômage a été le mieux observée et appliquée. Jusqu'ici, nous avons fait honneur à nos mandats et avons mérité les félicitations d'Ottawa.

Il y a eu des abus dans tous les pays et il y en aura encore probablement dans toutes les provinces. Il est impossible qu'il n'y en ait pas. Mais les trois parties au contrat de la loi du chômage ont intérêt à surveiller la dépense des deniers publics. L'honorable chef de l'opposition peut être certain que nous ferons notre devoir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'aimerais mieux que l'honorable ministre nous dise qu'il n'y aura plus d'abus, qu'il fasse une déclaration à l'effet qu'il s'efforcera de corriger les abus. Toutefois, comme le gouvernement traverse une situation difficile, comme il s'agit de profiter pendant l'intermède entre cette session-ci et les prochains octrois ou concessions favorables et utiles d'Ottawa, l'opposition ne veut pas nuire à l'aide aux chômeurs. Au contraire, nous sommes prêts à coopérer dans cette question du chômage avec le gouvernement pour assurer du travail aux citoyens de cette province qui en réclament avec raison.

Mais à condition que le gouvernement corrige tous les abus qui ont été commis dans le passé et élimine entièrement toute politique de patronage dans l'application de la loi du chômage. L'opposition doit faire son devoir: coopérer tout en dénonçant les abus. L'opposition ne souhaite pas se faire complice. Le gouvernement n'obtiendra son silence qu'en faisant bien. Je veux qu'il soit bien compris que, par ceci, nous ne voulons pas qu'on nous demande de ratifier par avance les ordres en conseil avant qu'ils soient passés.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je n'ai pas à m'occuper de ce qu'on pense ou ce qu'on fait à Ottawa. Cet article est présenté simplement pour le cas où le fédéral consentirait à faire exécuter des travaux de chômage.

**M. Fortin (Beauce):** S'il est une clause qui devrait être adoptée, c'est celle-là! Il me semble que nous devons adopter sans délai ces résolutions dont le but est de remplacer les secours directs par des travaux publics. Les secours directs ont créé une profession nouvelle, celle des "quêteurs officiels". Ce mal disparaîtra, lorsque nous aurons des entreprises de travaux publics. Les municipalités sont contre les secours directs qui devraient être abolis et elles veulent les remplacer par des entreprises publiques. Dans la Beauce, heureusement, nous avons eu des travaux publics. La Chaudière a été endiguée pour protéger les villages contre l'inondation. Cela vaut sûrement mieux que des secours directs dépensés en pure perte.

Avec les secours directs, on a fait pénétrer dans Québec un état de choses dont nous ne pouvons plus sortir. S'il n'y avait pas dans cette loi une clause qui affirme que des travaux seront faits au lieu de donner seulement des secours directs, si cette loi avait pour but d'augmenter les secours directs, je voterais contre la loi. J'espère que le gouvernement de Québec pourra assurer, même à nos campagnes, et non pas seulement dans les villes, des travaux publics. (Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable député de Beauce a fait des remarques intéressantes. Il est vrai que les secours directs ont été la cause d'abus. Ce n'est pas un moyen, une façon idéale de pallier au chômage. Il ne faut pas cependant se lancer dans des entreprises trop coûteuses qui taxeraient nos enfants pour des années à venir. Les gouvernements doivent économiser. On a dit hier que l'opposition voulait la ruine de la province. Non. Mais l'opposition s'objecte aux extravagances comme celle du pont de l'Île d'Orléans. Le gouvernement ne devrait pas continuer ce pont qui va coûter \$3,500,000.

On nous dit que ces travaux ont donné de l'ouvrage. Mais des travaux plus urgents et nécessaires auraient pu être exécutés ailleurs, apportant un actif plus utile et des commodités plus grandes aux citoyens. Par exemple, on aurait pu construire les égouts de la rivière Saint-Charles, dont Québec a besoin.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Le gouvernement du dominion n'a pas encore approuvé ce projet.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Cela fait 10 ans qu'on le demande.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Il y a 10 ans, nous n'étions pas confrontés à la situation de chômage qui sévit aujourd'hui.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Je suis de l'avis du député de Beauce et je suis moi-même contre les secours directs. Je crois que nous devrions faire disparaître les secours directs pour les remplacer par des entreprises qui donneront du travail à nos chômeurs. Quant au pont de l'Île d'Orléans, je ne partage pas l'opinion de l'honorable chef de l'opposition. C'est une entreprise qui a assuré de l'ouvrage à un grand nombre d'ouvriers de Montréal. Il y a même de mes électeurs qui y ont travaillé.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Le gouvernement ne s'y oppose pas. Mais je partage aussi les vues de mes collègues de Beauce et de Laurier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas éterniser le débat, mais collaborer. Nous pourrions retarder la deuxième lecture en usant de notre droit, mais nous l'adopterons.

Certains députés de la droite ont prétendu que la loi fédérale du chômage n'était pas une bonne loi. Si c'est une mauvaise loi, pourquoi le gouvernement de la province l'a-t-il acceptée? On ne devrait pas faire de politique avec le chômage.

Puisque le gouvernement a accepté cette loi, les députés de la droite ne devraient pas la critiquer. Dans ses résolutions, le gouvernement se fait autoriser à payer, en certains cas, la part des municipalités.

L'opposition a toujours prétendu que le gouvernement pouvait payer la part des municipalités. Le gouvernement prétendait qu'il ne pouvait pas.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Nous n'avons pas dit que nous ne pouvions pas demander le droit de payer la part des municipalités, mais nous avons cru qu'il n'était pas opportun de le demander.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement demande, dans la troisième résolution, un nouveau blanc-seing pour dépenser n'importe quelle somme. Notre devoir est de signaler ce fait. Nous espérons que cet argent sera dépensé judicieusement.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Mon honorable ami peut être rassuré.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre a reconnu que le gouvernement, depuis 1897, pouvait payer la part des municipalités en en demandant le droit. Pourquoi a-t-il attendu si longtemps? Le gouvernement a ainsi contribué à mettre les municipalités dans l'embarras.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Oui, mais les pères de la dépression n'étaient pas nés avant 1930. Nous n'avions pas à nous faire autoriser à dépenser pour des causes qui n'existaient pas!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a dit tout à l'heure que le pont de l'Île d'Orléans était une

bonne entreprise. On aurait dû économiser l'argent que l'on a dépensé là pour autre chose de plus utile. On ne devrait pas construire en temps de chômage.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

La construction du pont de l'Île d'Orléans a donné du travail à un grand nombre d'ouvriers. Nous avons employé des centaines d'ouvriers à la construction du pont. Deux millions de dollars ont été dépensés en salaires. Cette entreprise était nécessaire pour donner du travail. Elle a remédié au chômage, non seulement dans la région de Québec, mais aussi dans la région de Montréal où la grande partie des matériaux a été préparée.

Le député des Trois-Rivières aurait-il eu objection à la construction entre Trois-Rivières et Sainte-Angele? On cherche des entreprises publiques à faire pour donner du travail à la classe ouvrière. Pourquoi ne pas procéder avec celle-là?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si j'avais eu à donner de l'argent pour le pont de l'Île d'Orléans ou pour payer une dette à un hôpital, j'aurais donné l'argent à l'hôpital pour payer la dette.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai dit à l'honorable chef de l'opposition que nous avions payé de gros montants aux institutions qui sont sous l'assistance publique. J'ai ici une liste qui démontre que nous avons payé \$550,000 aux hôpitaux, depuis quelques jours, soit du 1<sup>er</sup> février dernier au 10 mars.

Voici les principaux montants payés par le gouvernement aux diverses institutions de la province: l'hôpital de l'Enfant-Jésus, Québec, \$10,000; Patronage Saint-Vincent-de-Paul, Québec, \$2,000; clinique Roy-Rousseau, Masta, \$10,754.70; Jeffery Hale Hospital, Québec, \$4,064.02; crèche Saint-Vincent-de-Paul, Québec, \$16,146.30; œuvre de la Goutte de lait, Québec, \$3,000; sanatorium du Lac-Édouard, \$4,103.08; hôpital Saint-Luc, Montréal, \$7,000; crèche Saint-Paul, Montréal, \$3,117.18; hôpital de la Maternité, Montréal, \$6,703.92; crèche d'Youville, Notre-Dame de Liesse, \$6,278.52; hôpital du Sacré-Cœur, Cartierville, \$20,000; hôpital de la Providence, Montréal-Est, \$5,874.56; hôpital Saint-Joseph des convalescents, Montréal, \$3,775.80; hôpital Montreal General, Montréal, \$8,066; hôpital Sainte-Justine, Montréal, \$10,000; Institut du radium, Montréal, \$10,000; refuge Notre-Dame de la Merci, Montréal, \$9,363.26; hôpital de la Providence, Montréal-Est, \$6,296.66; hôpital Notre-Dame, Montréal, \$15,000.

Ceci est une liste bien incomplète des montants payés, et nous n'avons pris en considération que les montants se chiffrant à au-delà de \$2,000 payés dans la cité de Québec ou celle de Montréal. Aujourd'hui, le gouvernement a fait tenir un autre montant de \$20,000 de chèques qui sont envoyés à diverses institutions de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le gouvernement doit encore quelque chose à des institutions?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne sais pas au juste. Si le gouvernement doit quelque chose, c'est très peu, une somme très modique, et elle sera versée sous peu.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Depuis quand ces comptes sont-ils dus?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai pas eu le temps de vérifier chacun des items.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Allez-vous déposer la liste que vous venez de donner?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je vais faire mieux que cela. Non seulement la déposer, mais vous la remettre. Je vous conseille de la placer sous votre oreiller, ce soir, elle vous procurera un sommeil réparateur! Je crois qu'après avoir considéré cette liste, vous ne parlerez plus de dettes d'honneur!

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je remercie l'honorable chef de l'opposition de l'esprit de coopération qu'il nous a promise au début de la session et dont il nous donne la preuve aujourd'hui pour la première fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) L'honorable ministre des Travaux publics n'a évidemment pas compris que l'opposition avait souvent collaboré avec le gouvernement pour les bonnes mesures.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)<sup>3</sup>:** Je ne suis pas comme le chef de l'opposition qui comprend tout et sait tout. (Rires)

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Loi de l'aide aux chômeurs, 1933

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 44 de l'aide aux chômeurs, 1933.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous voulons collaborer. Nous pourrions retarder à la semaine prochaine, mais nous adoptons.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Encore une fois, merci.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité:

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous voulons collaborer et comme le ministre est lent à s'en apercevoir, nous voulons en donner une sixième preuve aujourd'hui, afin de l'en convaincre davantage.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous réitérons tous nos remerciements!

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

---

### NOTES

1. L'honorable Hugh Guthrie.
2. M. Mackenzie King, député de Prince-Albert en Saskatchewan et chef de l'opposition ainsi que M. Ernest Lapointe, député de Québec-Est; tous deux libéraux fédéraux.
3. L'honorable M. Francoeur fait référence au discours du 9 mars dernier.





